Treaty Series

Treaties and international agreements registered or filed and recorded with the Secretariat of the United Nations

VOLUME 2442 **2007** **I. No. 44001 (cont'd – suite)**

Recueil des Traités

Traités et accords internationaux enregistrés ou classés et inscrits au répertoire au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

UNITED NATIONS • NATIONS UNIES

Treaty Series

Treaties and international agreements registered or filed and recorded with the Secretariat of the United Nations

VOLUME 2442

Recueil des Traités

Traités et accords internationaux enregistrés ou classés et inscrits au répertoire au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

United Nations • Nations Unies
New York, 2010

Copyright © United Nations 2010
All rights reserved
Manufactured in the United Nations

Copyright © Nations Unies 2010
Tous droits réservés
Imprimé aux Nations Unies

TABLE OF CONTENTS

I

Treaties and international agreements
registered in June 2007
No. 44001

No. 44001. (cont'd). Multilateral:

Treaty on conventional armed forces in Europe (with protocols). Paris, 19 November 1990 3

TABLE DES MATIÈRES

I

Traités et accords internationaux
enregistrés en juin 2007
N° 44001

N° 44001. (suite). Multilatéral :

Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (avec protocoles). Paris, 19 novembre 1990 3

NOTE BY THE SECRETARIAT

Under Article 102 of the Charter of the United Nations, every treaty and every international agreement entered into by any Member of the United Nations after the coming into force of the Charter shall, as soon as possible, be registered with the Secretariat and published by it. Furthermore, no party to a treaty or international agreement subject to registration which has not been registered may invoke that treaty or agreement before any organ of the United Nations. The General Assembly, by resolution 97 (I), established regulations to give effect to Article 102 of the Charter (see text of the regulations, vol. 859, p. VIII; http://treaties.un.org/doc/source/publications/practice/registration_and_publication.pdf).

The terms "treaty" and "international agreement" have not been defined either in the Charter or in the regulations, and the Secretariat follows the principle that it acts in accordance with the position of the Member State submitting an instrument for registration that, so far as that party is concerned, the instrument is a treaty or an international agreement within the meaning of Article 102. Registration of an instrument submitted by a Member State, therefore, does not imply a judgement by the Secretariat on the nature of the instrument, the status of a party or any similar question. It is the understanding of the Secretariat that its acceptance for registration of an instrument does not confer on the instrument the status of a treaty or an international agreement if it does not already have that status, and does not confer upon a party a status which it would not otherwise have.

*

* *

Disclaimer: All authentic texts in the present Series are published as submitted for registration by a party to the instrument. Unless otherwise indicated, the translations of these texts have been made by the Secretariat of the United Nations, for information.

NOTE DU SECRÉTARIAT

Aux termes de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, tout traité ou accord international conclu par un Membre des Nations Unies après l'entrée en vigueur de la Charte sera, le plus tôt possible, enregistré au Secrétariat et publié par lui. De plus, aucune partie à un traité ou accord international qui aurait dû être enregistré mais ne l'a pas été ne pourra invoquer ledit traité ou accord devant un organe de l'Organisation des Nations Unies. Par sa résolution 97 (I), l'Assemblée générale a adopté un règlement destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte (voir texte du règlement, vol. 859, p. IX; http://treaties.un.org/doc/source/publications/practice/registration_and_publication-fr.pdf).

Les termes « traité » et « accord international » n'ont été définis ni dans la Charte ni dans le règlement, et le Secrétariat a pris comme principe de s'en tenir à la position adoptée à cet égard par l'État Membre qui a présenté l'instrument à l'enregistrement, à savoir qu'en ce qui concerne cet État partie, l'instrument constitue un traité ou un accord international au sens de l'Article 102. Il s'ensuit que l'enregistrement d'un instrument présenté par un État Membre n'implique, de la part du Secrétariat, aucun jugement sur la nature de l'instrument, le statut d'une partie ou toute autre question similaire. Le Secrétariat considère donc que son acceptation pour enregistrement d'un instrument ne confère pas audit instrument la qualité de traité ou d'accord international si ce dernier ne l'a pas déjà, et qu'il ne confère pas à une partie un statut que, par ailleurs, elle ne posséderait pas.

*

* *

Déni de responsabilité : Tous les textes authentiques du présent Recueil sont publiés tels qu'ils ont été soumis pour enregistrement par l'une des parties à l'instrument. Sauf indication contraire, les traductions de ces textes ont été établies par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, à titre d'information.

I

Treaties and international agreements

registered in

June 2007

Nos. 44001 (cont'd)

Traités et accords internationaux

enregistrés en

juin 2007

N°s 44001 (suite)

No. 44001
(cont'd – suite)

Multilateral

Treaty on conventional armed forces in Europe (with protocols). Paris, 19 November 1990

Entry into force: *9 November 1992, in accordance with article XXII*

Authentic texts: *English, French, German, Italian, Russian and Spanish*[1]

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Netherlands, 28 June 2007*

Multilatéral

Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (avec protocoles). Paris, 19 novembre 1990

Entrée en vigueur : *9 novembre 1992, conformément à l'article XXII*

Textes authentiques : *anglais, français, allemand, italien, russe et espagnol*[1]

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Pays-Bas, 28 juin 2007*

[1] Only the French, German and Italian authentic texts are published herein. For the English authentic text, see volume 2441. For the Russian and Spanish authentic texts, see volume 2443 – Seuls les textes authentiques français, allemand et italien sont publiés ici. Pour le texte authentique anglais, voir le volume 2441. Pour les textes authentiques russe et espagnol, voir le volume 2443.

Participant	**Ratification**	
Armenia	12 Oct	1992
Azerbaijan	9 Jul	1992
Belarus	30 Oct	1992
Belgium	17 Dec	1991
Bulgaria	12 Nov	1991
Canada	22 Nov	1991
Czechoslovakia	5 Aug	1991
Denmark	30 Dec	1991
France	24 Mar	1992
Georgia	6 Jul	1992
Germany (with declarations)[1]	23 Dec	1991
Greece (with declaration)[1]	8 Jul	1992
Hungary	4 Nov	1991
Iceland	24 Dec	1991
Italy	22 Apr	1992
Kazakhstan	30 Oct	1992
Luxembourg	22 Jan	1992
Moldova	6 Jul	1992
Netherlands	8 Nov	1991
Norway	29 Nov	1991
Poland	26 Nov	1991
Portugal	14 Aug	1992
Romania	21 Apr	1992
Russian Federation	3 Sep	1992
Spain (with declarations)[1]	1 Jun	1992
Turkey (with declaration)[1]	8 Jul	1992
Ukraine	9 Jul	1992
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	19 Nov	1991
United States of America	29 Jan	1992

[1] For the texts of declarations made upon ratification, see p. 367 of this volume.

Participant	**Ratification**	
Allemagne (avec déclarations)[1]	23 déc	1991
Arménie	12 oct	1992
Azerbaïdjan	9 juil	1992
Bélarus	30 oct	1992
Belgique	17 déc	1991
Bulgarie	12 nov	1991
Canada	22 nov	1991
Danemark	30 déc	1991
Espagne (avec déclarations)[1]	1er juin	1992
États-Unis d'Amérique	29 janv	1992
Fédération de Russie	3 sept	1992
France	24 mars	1992
Géorgie	6 juil	1992
Grèce (avec déclaration)[1]	8 juil	1992
Hongrie	4 nov	1991
Islande	24 déc	1991
Italie	22 avr	1992
Kazakhstan	30 oct	1992
Luxembourg	22 janv	1992
Moldova	6 juil	1992
Norvège	29 nov	1991
Pays-Bas	8 nov	1991
Pologne	26 nov	1991
Portugal	14 août	1992
Roumanie	21 avr	1992
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	19 nov	1991
Tchécoslovaquie	5 août	1991
Turquie (avec déclaration)[1]	8 juil	1992
Ukraine	9 juil	1992

[1] Pour le texte des déclarations faites lors de la ratification, voir p. 367 du présent volume.

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

TRAITE
SUR LES FORCES ARMEES CONVENTIONNELLES EN EUROPE

La République fédérale d'Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume de Belgique, la République de Bulgarie, le Canada, le Royaume de Danemark, le Royaume d'Espagne, la République française, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la République hellénique, la République de Hongrie, la République d'Islande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume de Norvège, le Royaume des Pays-Bas, la République de Pologne, la République portugaise, la Roumanie, la République fédérative tchèque et slovaque, la République de Turquie, l'Union des Républiques socialistes soviétiques, ci-après désignés comme les Etats Parties,

Guidés par le Mandat de la négociation sur les Forces armées conventionnelles en Europe, en date du 10 janvier 1989, et ayant mené cette négociation à Vienne à compter du 9 mars 1989,

Guidés par les objectifs et les buts de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe, dans le cadre de laquelle la négociation du présent Traité a eu lieu,

Rappelant leur obligation de s'abstenir, dans leurs relations mutuelles ainsi que dans leurs relations internationales en général, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un Etat, soit de tout autre manière incompatible avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies,

Conscients de la nécessité de prévenir tout conflit armé en Europe,

Conscients de la responsabilité commune qu'ils ont tous de chercher à réaliser une plus grande stabilité et une plus grande sécurité en Europe,

S'efforçant de remplacer l'affrontement militaire par un nouveau modèle de relations de sécurité entre tous les Etats Parties, fondé sur la coopération pacifique, et ainsi de contribuer à surmonter la division de l'Europe,

Résolus à établir un équilibre sûr et stable des forces armées conventionnelles en Europe à des niveaux plus bas que par le passé, à éliminer les disparités préjudiciables à la stabilité et à la sécurité, et à éliminer, de façon hautement prioritaire, la capacité de lancer une attaque par surprise ou d'entreprendre une action offensive de grande envergure en Europe,

Rappelant qu'ils ont signé le Traité de Bruxelles de 1948, le Traité de Washington de 1949 ou le Traité de Varsovie de 1955, ou qu'ils y ont accédé, et qu'ils ont le droit d'être partie ou non à des traités d'alliance,

Résolus à garantir que les quantités d'armements et équipements conventionnels limités par le Traité, dans la zone d'application du présent Traité, ne dépassent pas 40.000 chars de bataille, 60.000 véhicules blindés de combat, 40.000 pièces d'artillerie, 13.600 avions de combat et 4.000 hélicoptères d'attaque,

Affirmant que le présent Traité n'est destiné à porter atteinte aux intérêts de sécurité d'aucun Etat,

Affirmant leur engagement à poursuivre le processus de maîtrise des armements conventionnels, y compris par des négociations, en prenant en compte les exigences futures de la stabilité et de la sécurité européennes, à la lumière des évolutions politiques en Europe,

Sont convenus de ce qui suit :

Article I

1. Chaque Etat Partie exécute les obligations prévues par le présent Traité conformément aux dispositions qu'il contient, y compris les obligations relatives aux cinq catégories suivantes des forces armées conventionnelles : chars de bataille, véhicules blindés de combat, artillerie, avions de combat et hélicoptères de combat.

2. Chaque Etat Partie applique également les autres mesures prévues par le présent Traité, aux fins de garantir la sécurité et la stabilité tant durant la période de réduction des forces armées conventionnelles qu'après l'achèvement des réductions.

3. Le présent Traité comprend le Protocole sur les types existants d'armements et équipements conventionnels, dorénavant désigné comme le Protocole sur les types existants, auquel est attachée une Annexe ; le Protocole sur les procédures régissant la reclassification de modèles ou versions spécifiques d'avions d'entraînement aptes au combat en avions d'entraînement non armés, dorénavant désigné comme le Protocole sur la reclassification des avions ; le Protocole sur les procédures régissant la réduction des armements et équipements conventionnels limités par le Traité sur les Forces armées conventionnelles en Europe, dorénavant désigné comme le Protocole sur la réduction ; le Protocole sur les procédures régissant le classement des hélicoptères de combat et le reclassement des hélicoptères d'attaque polyvalents, dorénavant désigné comme le Protocole sur le reclassement des hélicoptères ; le Protocole sur la notification et l'échange d'informations, dorénavant désigné comme le Protocole sur l'échange d'informations, avec une Annexe sur les formulaires pour l'échange d'informations, dorénavant désignée comme l'Annexe sur les formulaires ; le Protocole sur l'inspection ; le Protocole sur le Groupe consultatif commun ; et le Protocole sur l'application provisoire de certaines dispositions du Traité sur les Forces armées conventionnelles en Europe, dorénavant désigné comme le Protocole sur l'application provisoire. Chacun de ces documents est partie intégrante du présent Traité.

Article II

1. Aux fins du présent Traité :

(A) Le terme "groupe d'Etats Parties" signifie le groupe des Etats Parties ayant signé le Traité de Varsovie* de 1955 et comprenant la République de Bulgarie, la République de Hongrie, la République de Pologne, la Roumanie, la République fédérative tchèque et slovaque et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, ou le groupe des Etats Parties ayant signé le Traité de Bruxelles** de 1948 ou le Traité de Washington *** de 1949, ou y ayant accédé, et comprenant la République fédérale d'Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume de Belgique, le Canada, le Royaume de Danemark, le Royaume d'Espagne, la République française, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la République hellénique, la République d'Islande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume de Norvège, le Royaume des Pays-Bas, la République portugaise et la République de Turquie.

---

* Traité d'Amitié, de Coopération et d'Assistance mutuelle, signé à Varsovie le 14 mai 1955.

** Traité de coopération économique, sociale et culturelle et de légitime défense collective, signé à Bruxelles le 17 mars 1948.

*** Traité de l'Atlantique Nord, signé à Washington le 4 avril 1949.

(B) Le terme "zone d'application" signifie l'ensemble du territoire terrestre des Etats Parties situé en Europe de l'Océan Atlantique aux Monts Oural et comprenant le territoire de toutes les îles européennes des Etats Parties, y compris les îles Féroé du Royaume de Danemark, les Svalbard avec l'île aux Ours du Royaume de Norvège, les îles des Açores et de Madère de la République portugaise, les îles Canaries du Royaume d'Espagne, et la Terre François-Joseph et la Nouvelle-Zemble de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Dans le cas de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la zone d'application comprend tout le territoire situé à l'ouest de la rivière Oural et de la mer Caspienne. Dans le cas de la République de Turquie, la zone d'application comprend le territoire de la République de Turquie situé au nord et à l'ouest d'une ligne partant du point d'intersection de la frontière turque avec le 39e parallèle et passant par Muradiye, Patnos, Karayazi, Tekman, Kemaliye, Feke, Ceyhan, Dogankent, Gözne et de là jusqu'à la mer.

(C) Le terme "char de bataille" signifie un véhicule blindé de combat automoteur, qui est doté d'une grande puissance de feu, obtenue essentiellement par un canon principal à tir direct à grande vitesse initiale, nécessaire pour prendre à partie des objectifs blindés et autres, qui possède une grande mobilité tout terrain, qui assure un degré élevé d'autoprotection, et qui n'est ni conçu ni équipé au premier chef pour transporter des troupes de combat. De tels véhicules blindés sont utilisés comme système d'arme principal des formations de chars et des autres formations blindées des forces terrestres.

Les chars de bataille sont des véhicules blindés de combat à chenilles qui ont un poids à vide d'au moins 16,5 tonnes et qui sont armés d'un canon d'un calibre d'au moins 75 millimètres pouvant tourner sur 360 degrés. En outre, tout véhicule blindé de combat à roues mis en service et répondant à tous les autres critères sus-mentionnés est également considéré comme un char de bataille.

(D) Le terme "véhicule blindé de combat" signifie un véhicule automoteur doté d'une protection blindée et d'une capacité tout terrain. Les véhicules blindés de combat incluent les véhicules blindés de transport de troupe, les véhicules blindés de combat d'infanterie et les véhicules de combat à armement lourd.

Le terme "véhicule blindé de transport de troupe" signifie un véhicule blindé de combat qui, conçu et équipé pour transporter un groupe de combat d'infanterie*, possède en règle générale un armement intégré ou organique d'un calibre inférieur à 20 millimètres.

Le terme "véhicule blindé de combat d'infanterie" signifie un véhicule blindé de combat conçu et équipé essentiellement pour transporter un groupe de combat d'infanterie, qui permet normalement aux combattants de tirer de l'intérieur du véhicule sous protection blindée, et qui est armé d'un canon intégré ou organique d'un calibre d'au moins 20 millimètres et quelquefois d'un lance-missiles antichar. Les véhicules blindés de combat d'infanterie sont utilisés comme système d'arme principal des formations et unités d'infanterie blindée ou d'infanterie mécanisée ou d'infanterie motorisée des forces terrestres.

---

* Pour la Belgique, le Canada et le Luxembourg, le terme "groupe de combat d'infanterie" signifie une "section d'infanterie de combat".

Le terme "véhicule de combat à armement lourd" signifie un véhicule blindé de combat doté d'un canon intégré ou organique à tir direct d'un calibre d'au moins 75 millimètres, ayant un poids à vide d'au moins 6 tonnes et ne répondant pas aux définitions d'un véhicule blindé de transport de troupe, d'un véhicule blindé de combat d'infanterie ou d'un char de bataille.

(E) Le terme "poids à vide" signifie le poids du véhicule excluant le poids des munitions ; du carburant, de l'huile et des lubrifiants ; du blindage réactif amovible ; des pièces détachées, des outils et accessoires ; des équipements amovibles de franchissement en immersion ; de l'équipage et des équipements personnels.

(F) Le terme "artillerie" signifie les systèmes de gros calibre, capables de prendre à partie des cibles au sol, essentiellement par des tirs indirects. De tels systèmes d'artillerie fournissent l'appui-feu indirect essentiel aux formations interarmes.

Les systèmes d'artillerie de gros calibre sont les canons, les obusiers, les systèmes d'artillerie associant les caractéristiques des canons et des obusiers, les mortiers et les lance-roquettes multiples d'un calibre de 100 millimètres et plus. En outre, tout système futur de tir direct de gros calibre ayant une capacité secondaire efficace de tir indirect sera compté sous les plafonds de l'artillerie.

(G) Le terme "forces armées conventionnelles stationnées" signifie les forces armées conventionnelles d'un Etat Partie qui sont stationnées dans la zone d'application, sur le territoire d'un autre Etat Partie.

(H) Le terme "dépôt permanent désigné" signifie un lieu dont l'enceinte physique est clairement déterminée, contenant des armements et équipements conventionnels limités par le Traité, qui sont comptés sous les plafonds globaux, mais qui ne sont pas soumis aux limites sur les armements et équipements conventionnels limités par le Traité en unités d'active.

(I) Le terme "véhicule blindé poseur de ponts" signifie un véhicule transporteur-poseur automoteur blindé, capable de porter et, à l'aide de mécanismes incorporés, de placer et de retirer une structure de pont. Ce véhicule doté d'une structure de pont fonctionne en tant que système intégré.

(J) Le terme "armements et équipements conventionnels limités par le Traité" signifie les chars de bataille, les véhicules blindés de combat, l'artillerie, les avions de combat et les hélicoptères d'attaque qui sont soumis aux limites numériques prévues par les Articles IV, V et VI.

(K) Le terme "avion de combat" signifie un aéronef à voilure fixe ou à géométrie variable armé et équipé pour prendre à partie des cibles au moyen de missiles guidés, de roquettes non guidées, de bombes, de mitrailleuses, de canons ou d'autres armes de destruction, ainsi que tout modèle ou version de tels avions qui remplit d'autres fonctions militaires, comme la reconnaissance ou la guerre électronique. Le terme "avion de combat" n'inclut pas les avions d'entraînement de base.

(L) Le terme "hélicoptère de combat" signifie un aéronef à voilure tournante armé et équipé pour prendre à partie des cibles ou équipé pour accomplir d'autres fonctions militaires. Le terme "hélicoptère de combat" comprend les hélicoptères d'attaque et les hélicoptères d'appui au combat. Le terme "hélicoptère de combat" n'inclut pas les hélicoptères de transport non armés.

(M) Le terme "hélicoptère d'attaque" signifie un hélicoptère de combat équipé pour employer des armes guidées antichar, air-sol, ou air-air et équipé d'un système intégré de contrôle de tir et de visée pour ces armes. Le terme "hélicoptère d'attaque" comprend les hélicoptères d'attaque spécialisés et les hélicoptères d'attaque polyvalents.

(N) Le terme "hélicoptère d'attaque spécialisé" signifie un hélicoptère d'attaque conçu principalement pour employer des armes guidées.

(O) Le terme "hélicoptère d'attaque polyvalent" signifie un hélicoptère d'attaque conçu pour accomplir des fonctions militaires multiples et équipé pour employer des armes guidées.

(P) Le terme “hélicoptère d'appui au combat” signifie un hélicoptère de combat qui ne remplit pas les conditions requises pour être considéré comme un hélicoptère d'attaque et qui peut être équipé d'armes variées d'autodéfense et d'interdiction de zone, telles que des mitrailleuses, canons et roquettes non guidées, des bombes simples ou en grappe, ou qui peut être équipé pour accomplir d'autres fonctions militaires.

(Q) Le terme "armements et équipements conventionnels soumis au Traité" signifie les chars de bataille, véhicules blindés de combat, artillerie, avions de combat, avions d'entraînement de base, avions d'entraînement non armés, hélicoptères de combat, hélicoptères de transport non armés, véhicules blindés poseurs de ponts, véhicules blindés de transport de troupe-sosies, et véhicules blindés de combat d'infanterie-sosies, soumis à échange d'informations conformément au Protocole sur l'échange d'informations.

(R) Le terme "en service", appliqué aux forces armées conventionnelles et aux armements et équipements conventionnels, signifie les chars de bataille, véhicules blindés de combat, artillerie, avions de combat, avions d'entraînement de base, avions d'entraînement non armés, hélicoptères de combat, hélicoptères de transport non armés, véhicules blindés poseurs de ponts, véhicules blindés de transport de troupe-sosies, et véhicules blindés de combat d'infanterie-sosies, qui sont dans la zone d'application, à l'exception de ceux détenus par les organisations conçues et structurées pour remplir en temps de paix des fonctions de sécurité intérieure ou de ceux qui correspondent à l'une quelconque des exceptions prévues par l'Article III.

(S) Les termes "véhicule blindé de transport de troupe-sosie" et "véhicule blindé de combat d'infanterie-sosie" signifient un véhicule blindé monté sur le même chassis et extérieurement semblable respectivement à un véhicule blindé de transport de troupe ou à un véhicule blindé de combat d'infanterie, qui n'est pas équipé d'un canon d'un calibre de 20 millimètres ou plus, et qui a été construit ou modifié de façon à rendre impossible le transport d'un groupe de combat d'infanterie. Compte tenu des dispositions de la Convention de Genève en date du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne, qui confère un statut spécial aux ambulances, les véhicules blindés de transport de troupe-ambulances ne sont pas considérés comme des véhicules blindés de combat ou des véhicules blindés de transport de troupe - sosies.

(T) Le terme "site de réduction" signifie un lieu clairement défini où s'effectue la réduction des armements et équipements conventionnels limités par le Traité conformément à l'Article VIII.

(U) Le terme "obligation de réduction" signifie la quantité d'armements et équipements conventionnels limités par le Traité que, dans chaque catégorie, un Etat Partie s'engage à réduire au cours de la période de 40 mois suivant l'entrée en vigueur du présent Traité afin de garantir le respect des dispositions de l'Article VII.

2. Les types existants d'armements et équipements conventionnels soumis au Traité sont énumérés dans le Protocole sur les types existants. Les listes des types existants sont mises à jour périodiquement conformément à l'Article XVI, paragraphe 2 alinéa (D) et à la Section IV du Protocole sur les types existants. De telles mises à jour des listes des types existants ne sont pas considérées comme des amendements au présent Traité.

3. Les types existants d'hélicoptères de combat énumérés dans le Protocole sur les types existants sont classés conformément à la Section I du Protocole sur le reclassement des hélicoptères.

Article III

1. Aux fins du présent Traité, les Etats Parties appliquent les règles de compte suivantes :

Tous les chars de bataille, véhicules blindés de combat, pièces d'artillerie, avions de combat et hélicoptères d'attaque, tels que définis par l'Article II, dans la zone d'application, sont soumis aux limites numériques et aux autres dispositions prévues par les Articles IV, V et VI à l'exception de ceux qui, selon les pratiques habituelles d'un Etat Partie :

(A) sont en cours de fabrication, y compris en cours d'essai lié à la fabrication ;

(B) sont utilisés exclusivement à des fins de recherche et de développement ;

(C) appartiennent à des collections historiques ;

(D) sont en attente d'affectation, après avoir été déclassés du service en application des dispositions de l'Article IX ;

(E) sont en attente d'exportation ou de réexportation ou sont en cours de rénovation à ces fins et sont temporairement conservés dans la zone d'application. Ces chars de bataille, véhicules blindés de combat, pièces d'artillerie, avions de combat et hélicoptères d'attaque sont situés ailleurs que sur des sites déclarés aux termes de la Section V du Protocole sur l'échange d'informations, ou sur 10 au plus de ces sites déclarés, qui auront été notifiés dans l'échange annuel d'informations de l'année précédente. Dans ce dernier cas, ils sont séparément reconnaissables des armements et équipements conventionnels limités par le Traité ;

(F) sont, dans le cas des véhicules blindés de transport de troupe, des véhicules blindés de combat d'infanterie, des véhicules de combat à armement lourd ou des hélicoptères d'attaque polyvalents, détenus par des organisations conçues et structurées pour remplir en temps de paix des fonctions de sécurité intérieure ; ou

(G) sont en transit par la zone d'application d'un emplacement hors de la zone d'application vers une destination finale hors de la zone d'application, et sont dans la zone d'application pour une période totale de sept jours au plus.

2. Si un Etat Partie notifie un nombre inhabituellement élevé, dans plus de deux échanges d'informations annuels successifs, de chars de bataille, véhicules blindés de combat, pièces d'artillerie, avions de combat ou hélicoptères d'attaque dont la notification est exigée en vertu de la Section IV du Protocole sur l'échange d'informations, il en explique les raisons au Groupe consultatif commun, si la demande lui en est faite.

Article IV

1. Dans la zone d'application, telle que définie par l'Article II, chaque Etat Partie limite et, en tant que de besoin, réduit la quantité de ses chars de bataille, véhicules blindés de combat, pièces d'artillerie, avions de combat et hélicoptères d'attaque, de sorte que, 40 mois après l'entrée en vigueur du présent Traité et à l'avenir, pour le groupe d'Etats Parties auquel il appartient, tel que défini par l'Article II, les quantités globales ne dépassent pas :

(A) 20.000 chars de bataille, dont pas plus de 16.500 en unités d'active ;

(B) 30.000 véhicules blindés de combat, dont pas plus de 27.300 en unités d'active. Sur ces 30.000 véhicules blindés de combat, 18.000 au plus sont des véhicules blindés de combat d'infanterie ou des véhicules de combat à armement lourd ; sur ces véhicules blindés de combat d'infanterie et ces véhicules de combat à armement lourd, 1.500 au plus sont des véhicules de combat à armement lourd ;

(C) 20.000 pièces d'artillerie, dont pas plus de 17.000 en unités d'active ;

(D) 6.800 avions de combat ; et

(E) 2.000 hélicoptères d'attaque.

Les chars de bataille, véhicules blindés de combat et pièces d'artillerie ne se trouvant pas en unités d'active sont placés dans des dépôts permanents désignés, tels que définis par l'Article II, qui sont situés uniquement dans la zone définie par le paragraphe 2 du présent Article. Ces dépôts permanents désignés peuvent également être situés dans la partie du territoire de l'Union des Républiques socialistes soviétiques qui inclut la région militaire d'Odessa et la partie méridionale de la région militaire de Léningrad. Dans la région militaire d'Odessa ne peuvent être ainsi conservés en dépôt plus de 400 chars de bataille et plus de 500 pièces d'artillerie. Dans la partie méridionale de la région militaire de Léningrad, ne peuvent être ainsi conservés en dépôt plus de 600 chars de bataille, plus de 800 véhicules blindés de combat, dont un maximum de 300 véhicules blindés de combat de tout type, le reste étant constitué de véhicules blindés de transport de troupe, et plus de 400 pièces d'artillerie. La partie méridionale de la région militaire de Léningrad s'entend du territoire de cette région militaire situé au sud d'une ligne est-ouest de 60 degrés 15 minutes de latitude nord.

2. Dans la zone comprenant l'ensemble du territoire terrestre situé en Europe, y compris tous les territoires insulaires européens, de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume de Danemark, y compris les îles Féroé, du Royaume d'Espagne, y compris les îles Canaries, de la République française, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la République de Hongrie, de la République italienne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume des Pays-Bas, de la République de Pologne, de la République portugaise, y compris les îles des Açores et de Madère, de la République fédérative tchèque et slovaque et de la partie du territoire de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à l'ouest des Monts Oural englobant les régions militaires de la Baltique, de Biélorussie, des Carpathes, de Kiev, de Moscou et de Volga-Oural, chaque Etat Partie limite et, en tant que de besoin, réduit les quantités de ses chars de bataille, véhicules blindés de combat et pièces d'artillerie, de sorte que, 40 mois après l'entrée en vigueur du présent Traité et à l'avenir, pour le groupe d'Etats Parties auquel il appartient, les quantités globales ne dépassent pas :

(A) 15.300 chars de bataille, dont pas plus de 11.800 en unités d'active ;

(B) 24.100 véhicules blindés de combat, dont pas plus de 21.400 en unités d'active ; et

(C) 14.000 pièces d'artillerie, dont pas plus de 11.000 en unités d'active.

3. Dans la zone comprenant l'ensemble du territoire terrestre situé en Europe, y compris tous les territoires insulaires européens, de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume de Danemark, y compris les îles Féroé, de la République française, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la République de Hongrie, de la République italienne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume des Pays-Bas, de la République de Pologne, de la République fédérative tchèque et slovaque et de la partie du territoire de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à l'ouest des Monts Oural englobant les régions militaires de la Baltique, de Biélorussie, des Carpathes et de Kiev, chaque Etat Partie limite et, en tant que de besoin, réduit les quantités de ses chars de bataille, véhicules blindés de combat et pièces d'artillerie, de sorte que, 40 mois après l'entrée en vigueur du présent Traité et à l'avenir, pour le groupe d'Etats Parties auquel il appartient, les quantités globales en unités d'active ne dépassent pas :

(A) 10.300 chars de bataille ;

(B) 19.260 véhicules blindés de combat ;

(C) 9.100 pièces d'artillerie ; et

(D) dans la région militaire de Kiev, les quantités globales, en unités d'active et en dépôts permanents désignés, ne dépassent pas au total :

(1) 2.250 chars de bataille ;

(2) 2.500 véhicules blindés de combat ; et

(3) 1.500 pièces d'artillerie.

4. Dans la zone comprenant l'ensemble du territoire terrestre situé en Europe, y compris tous les territoires insulaires européens, de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, de la République de Hongrie, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume des Pays-Bas, de la République de Pologne et de la République fédérative tchèque et slovaque, chaque Etat Partie limite et, en tant que de besoin, réduit la quantité de ses chars de bataille, véhicules blindés de combat et pièces d'artillerie, de sorte que, 40 mois après l'entrée en vigueur du présent Traité et à l'avenir, pour le groupe d'Etats Parties auquel il appartient, les quantités globales en unités d'active ne dépassent pas :

(A) 7.500 chars de bataille ;

(B) 11.250 véhicules blindés de combat ; et

(C) 5.000 pièces d'artillerie.

5. Les Etats Parties appartenant à un même groupe d'Etats Parties peuvent placer des chars de bataille, des véhicules blindés de combat et des pièces d'artillerie en unités d'active dans chacune des zones décrites par le présent Article et par l'Article V, paragraphe 1 alinéa (A), dans les limites numériques applicables à la zone considérée, à condition que soient respectés les niveaux maximaux de dotations notifiés en vertu de l'Article VII et qu'aucun Etat Partie ne stationne de forces armées conventionnelles sur le territoire d'un autre Etat Partie sans son accord.

6. Si les quantités globales de chars de bataille, de véhicules blindés de combat et de pièces d'artillerie en unités d'active d'un groupe d'Etats Parties, dans la zone définie par le paragraphe 4 du présent Article, sont inférieures aux limites numériques établies par le paragraphe 4 du présent Article, et à condition qu'aucun Etat Partie ne soit empêché de ce fait d'atteindre ses niveaux maximaux de dotations notifiés conformément à l'Article VII, paragraphes 2, 3 et 5, des montants égaux à la différence entre les quantités globales dans chacune des catégories de chars de bataille, véhicules blindés de combat, pièces d'artillerie d'une part, et les limites numériques prévues pour cette zone, d'autre part, peuvent être placés dans la zone décrite par le paragraphe 3 du présent Article, dans le respect des limites numériques précisées par le paragraphe 3 du présent Article, par les Etats Parties appartenant à ce groupe d'Etats Parties.

Article V

1. Afin de garantir qu'à aucun moment il n'est porté atteinte à la sécurité d'aucun Etat Partie :

(A) dans la zone comprenant l'ensemble du territoire terrestre situé en Europe, y compris tous les territoires insulaires européens, de la République de Bulgarie, de la République hellénique, de la République d'Islande, du Royaume de Norvège, de la Roumanie, de la partie de la République de Turquie située dans la zone d'application, et de la partie de l'Union des Républiques socialistes soviétiques comprenant les régions militaires de Léningrad, d'Odessa, du Transcaucase et du Nord-Caucase, chaque Etat Partie limite et, en tant que de besoin, réduit les quantités de ses chars de bataille, véhicules blindés de combat, et pièces d'artillerie de sorte que, 40 mois après l'entrée en vigueur du présent Traité et à l'avenir, pour le groupe d'Etats Parties auquel il appartient, les quantités globales en unités d'active ne dépassent pas la différence entre les limites numériques globales établies par l'Article IV, paragraphe 1 et celles établies par l'Article IV, paragraphe 2, soit :

(1) 4.700 chars de bataille ;

(2) 5.900 véhicules blindés de combat ; et

(3) 6.000 pièces d'artillerie ;

(B) nonobstant les limites numériques établies par l'alinéa (A) du présent paragraphe, un ou plusieurs Etats Parties peuvent, de façon temporaire, déployer sur le territoire des membres du même groupe d'Etats Parties, dans la zone décrite par l'alinéa (A) du présent paragraphe, des équipements supplémentaires en unités d'active dont les quantités globales ne dépassent pas, pour chaque groupe d'Etats Parties :

(1) 459 chars de bataille ;

(2) 723 véhicules blindés de combat ; et

(3) 420 pièces d'artillerie ; et

(C) à condition que, pour chaque groupe d'Etats Parties, une quantité d'équipements ne dépassant pas le tiers de chacune de ces quantités globales supplémentaires ne soit déployée dans l'un des Etats Parties ayant tout ou partie de son territoire compris dans la zone décrite par l'alinéa (A) du présent paragraphe, soit :

(1) 153 chars de bataille ;

(2) 241 véhicules blindés de combat ; et

(3) 140 pièces d'artillerie.

2. Une notification est adressée, par le ou les Etats Parties qui procèdent au déploiement et par le ou les Etats Parties qui en bénéficient, à tous les autres Etats Parties, au plus tard au commencement du déploiement. Cette notification précise, pour chaque catégorie, la quantité totale de chars de bataille, véhicules blindés de combat et pièces d'artillerie déployés. Une notification est également adressée par le ou les Etats Parties qui procèdent au déploiement et par le ou les Etats Parties qui en bénéficient, à tous les autres Etats Parties, dans les 30 jours, du retrait des chars de bataille, véhicules blindés de combat et pièces d'artillerie qui étaient temporairement déployés.

Article VI

Dans le but de garantir qu'aucun Etat Partie ne possède plus du tiers environ des armements et équipements conventionnels limités par le Traité dans la zone d'application, chaque Etat Partie limite et, en tant que de besoin, réduit la quantité de ses chars de bataille, véhicules blindés de combat, pièces d'artillerie, avions de combat et hélicoptères d'attaque, de sorte que, 40 mois après l'entrée en vigueur du présent Traité et à l'avenir, les quantités dans la zone d'application ne dépassent pour aucun Etat Partie :

(A) 13.300 chars de bataille ;

(B) 20.000 véhicules blindés de combat ;

(C) 13.700 pièces d'artillerie ;

(D) 5.150 avions de combat ;

(E) 1.500 hélicoptères d'attaque.

Article VII

1. Afin que les limites prévues par les Articles IV, V et VI ne soient pas dépassées, aucun Etat Partie ne dépasse, à compter de 40 mois après l'entrée en vigueur du présent Traité, les niveaux maximaux de ses dotations en armements et équipements conventionnels limités par le Traité, dont il est convenu auparavant au sein de son groupe d'Etats Parties conformément au paragraphe 7 du présent Article, et dont il a fourni notification conformément aux dispositions du présent Article.

2. Chaque Etat Partie notifie, à la signature du présent Traité, à tous les autres Etats Parties les niveaux maximaux de ses dotations en armements et équipements conventionnels limités par le Traité. La notification des niveaux maximaux des dotations en armements et équipements conventionnels limités par le Traité fournie par chaque Etat Partie à la signature du présent Traité reste valable jusqu'à la date précisée dans une notification ultérieure fournie en application du paragraphe 3 du présent Article.

3. Conformément aux limites prévues par les Articles IV, V et VI, chaque Etat Partie a le droit de changer les niveaux maximaux de ses dotations en armements et équipements conventionnels limités par le Traité. Tout changement des niveaux maximaux de dotations d'un Etat Partie est notifié par cet Etat Partie à tous les autres Etats Parties au moins 90 jours avant la date, précisée dans la notification, à laquelle un tel changement prend effet. Afin qu'aucune des limites prévues par les Articles IV et V ne soit dépassée, tout accroissement des niveaux maximaux des dotations d'un Etat Partie, susceptible d'avoir par ailleurs pour effet un dépassement de ces limites, est précédé ou accompagné d'une réduction correspondante des niveaux maximaux précédemment notifiés des dotations en armements et équipements conventionnels limités par le Traité d'un ou de plusieurs Etats Parties appartenant au même groupe d'Etats Parties. La notification d'un changement des niveaux maximaux des dotations reste valable de la date précisée dans la notification jusqu'à la date précisée dans une notification ultérieure de changement en application du présent paragraphe.

4. Chaque notification exigée en application des paragraphes 2 ou 3 du présent Article comprend également, pour ce qui concerne les véhicules blindés de combat, les niveaux maximaux des dotations en véhicules blindés de combat d'infanterie et en véhicules de combat à armement lourd de l'Etat Partie fournissant la notification.

5. Quatre-vingt-dix jours avant la fin de la période de réduction de 40 mois prévue par l'Article VIII et ultérieurement au moment de toute notification de changement en application du paragraphe 3 du présent Article, chaque Etat Partie notifie les niveaux maximaux de ses dotations en chars de bataille, véhicules blindés de combat et pièces d'artillerie pour ce qui concerne chacune des zones décrites par l'Article IV, paragraphes 2 à 4 et par l'Article V, paragraphe 1 alinéa (A).

6. Une diminution de la quantité d'armements et équipements conventionnels limités par le Traité détenus par un Etat Partie et soumis à notification en application du Protocole sur l'échange d'informations ne confère par elle-même aucun droit à un autre Etat Partie d'augmenter les niveaux maximaux de ses dotations soumis à notification en application du présent Article.

7. Il est de la seule responsabilité de chaque Etat Partie pris individuellement de garantir que les niveaux maximaux de ses dotations notifiés en application des dispositions du présent Article ne sont pas dépassés. Les Etats Parties appartenant à un même groupe d'Etats Parties se consultent afin de garantir que les niveaux maximaux des dotations notifiés en application des dispositions du présent Article, pris ensemble de façon appropriée, ne dépassent pas les limites prévues par les Articles IV, V et VI.

Article VIII

1. Les limites numériques prévues aux Articles IV, V et VI sont atteintes uniquement par des moyens de réduction, conformément au Protocole sur la réduction, au Protocole sur le reclassement des hélicoptères, au Protocole sur la reclassification des avions, à la note de bas de page de la Section I, paragraphe 2 alinéa (A) du Protocole sur les types existants, et au Protocole sur l'inspection.

2. Les catégories d'armements et équipements conventionnels soumis à réduction sont les chars de bataille, les véhicules blindés de combat, les pièces d'artillerie, les avions de combat et les hélicoptères d'attaque. Les types particuliers sont énumérés dans le Protocole sur les types existants.

(A) Les chars de bataille et les véhicules blindés de combat sont réduits par destruction, conversion à des fins non militaires, présentation statique, utilisation comme cibles au sol, ou, dans le cas des véhicules blindés de transport de troupe, par modification, conformément à la note de bas de page figurant à la Section I, paragraphe 2 alinéa (A) du Protocole sur les types existants.

(B) Les pièces d'artillerie sont réduites par destruction ou présentation statique, ou, dans le cas des pièces d'artillerie automotrices, par utilisation comme cibles au sol.

(C) Les avions de combat sont réduits par destruction, présentation statique, utilisation à des fins d'instruction au sol, ou, dans le cas de modèles ou versions spécifiques d'avions d'entraînement aptes au combat, par reclassification en avions d'entraînement non armés.

(D) Les hélicoptères d'attaque spécialisés sont réduits par destruction, présentation statique, ou utilisation à des fins d'instruction au sol.

(E) Les hélicoptères d'attaque polyvalents sont réduits par destruction, présentation statique, utilisation à des fins d'instruction au sol, ou par reclassement.

3. Les armements et équipements conventionnels limités par le Traité sont considérés comme réduits après l'application des procédures prévues par les Protocoles énumérés au paragraphe 1 du présent Article et dès la notification requise par lesdits Protocoles. Les armements et équipements ainsi réduits ne comptent plus sous les limites numériques prévues par les Articles IV, V et VI.

4. Les réductions sont effectuées en trois phases et sont achevées au plus tard 40 mois après l'entrée en vigueur du présent Traité, de sorte que :

(A) à la fin de la première phase de réduction, soit au plus tard 16 mois après l'entrée en vigueur du présent Traité, chaque Etat Partie ait fait en sorte que son obligation totale de réduction ait diminué d'au moins 25 pour cent, dans chacune des catégories d'armements et équipements conventionnels limités par le Traité ;

(B) à la fin de la deuxième phase de réduction, soit au plus tard 28 mois après l'entrée en vigueur du présent Traité, chaque Etat Partie ait fait en sorte que son obligation totale de réduction ait diminué d'au moins 60 pour cent, dans chacune des catégories d'armements et équipements conventionnels limités par le Traité ;

(C) à la fin de la troisième phase de réduction, soit au plus tard 40 mois après l'entrée en vigueur du présent Traité, chaque Etat Partie se soit acquitté de son obligation totale de réduction, dans chacune des catégories d'armements et équipements conventionnels limités par le Traité. Les Etats Parties effectuant des conversions à des fins non militaires font en sorte que la conversion de tous les chars de bataille conformément à la Section VIII du Protocole sur la réduction ait été achevée avant la fin de la troisième phase de réduction ; et

(D) les véhicules blindés de combat considérés comme réduits, du fait de leur destruction partielle en application de la Section VIII, paragraphe 6 du Protocole sur la réduction, aient été entièrement convertis à des fins non militaires ou détruits conformément à la Section IV du Protocole sur la réduction, au plus tard 64 mois après l'entrée en vigueur du présent Traité.

5. Les armements et équipements conventionnels limités par le Traité qui doivent être réduits auront été déclarés présents dans la zone d'application par l'échange d'informations à la signature du présent Traité.

6. Au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur du présent Traité, chaque Etat Partie notifie à tous les autres Etats Parties son obligation de réduction.

7. Sous réserve des dispositions du paragraphe 8 du présent Article, l'obligation de réduction d'un Etat Partie dans chaque catégorie n'est pas inférieure à la différence entre, d'une part ses dotations notifiées, conformément au Protocole sur l'échange d'informations, à la signature ou effectives à l'entrée en vigueur du présent Traité, le nombre le plus élevé étant retenu, et d'autre part les niveaux maximaux de dotations qu'il a notifiés en vertu de l'Article VII.

8. Toute révision ultérieure des dotations d'un Etat Partie, notifiées en vertu du Protocole sur l'échange d'informations, ou de ses niveaux maximaux de dotations, notifiés en vertu de l'Article VII, se traduit par un ajustement, à notifier, de son obligation de réduction. Toute notification d'une diminution de l'obligation de réduction d'un Etat Partie est précédée ou accompagnée soit d'une notification d'une augmentation correspondante de dotations, ne dépassant pas les niveaux maximaux de dotations déclarés, en vertu de l'Article VII, par un ou plusieurs Etats Parties appartenant au même groupe d'Etats Parties, soit d'une notification d'une augmentation correspondante de l'obligation de réduction d'un ou de plusieurs de ces Etats Parties.

9. A l'entrée en vigueur du présent Traité, chaque Etat Partie notifie à tous les autres Etats Parties, conformément au Protocole sur l'échange d'informations, les emplacements de ses sites de réduction, y compris de ceux où la conversion finale de chars de bataille et de véhicules blindés de combat à des fins non militaires aura lieu.

10. Chaque Etat Partie a le droit de désigner autant de sites de réduction qu'il le souhaite, de réviser sans restriction le choix de ces sites et de mener simultanément à bien la réduction et la conversion finale sur 20 sites au plus. Les Etats Parties ont le droit de partager les mêmes sites de réduction ou de les implanter sur le même lieu par accord mutuel.

11. Nonobstant les dispositions du paragraphe 10 du présent Article, pendant la période de validation initiale, soit entre l'entrée en vigueur du présent Traité et 120 jours après l'entrée en vigueur du présent Traité, la réduction ne peut être effectuée simultanément que sur deux sites au plus pour chaque Etat Partie.

12. La réduction des armements et équipements conventionnels limités par le Traité est menée sur des sites de réduction se trouvant, sauf disposition contraire des Protocoles énumérés au paragraphe 1 du présent Article, dans la zone d'application.

13. Le processus de réduction, y compris les résultats de la conversion d'armements et équipements conventionnels limités par le Traité à des fins non militaires, est soumis à inspection, sans droit de refus, conformément au Protocole sur l'inspection, tant pendant la période de réduction qu'au cours des 24 mois suivant cette période de réduction.

Article IX

1. Outre le retrait du service effectué en application des dispositions de l'Article VIII, le retrait du service des chars de bataille, des véhicules blindés de combat, des pièces d'artillerie, des avions de combat et des hélicoptères d'attaque dans la zone d'application ne peut se faire que par déclassement, à condition que :

(A) ces armements et équipements conventionnels limités par le Traité soient déclassés en attente d'une affectation sur huit sites au plus, notifiés en tant que sites déclarés conformément au Protocole sur l'échange d'informations et identifiés dans ces notifications comme comprenant des zones pour les armements et équipements conventionnels limités par le Traité déclassés. Si des sites contenant des armements et équipements conventionnels limités par le Traité déclassés contiennent également d'autres armements et équipements conventionnels soumis au Traité, les armements et équipements conventionnels limités par le Traité déclassés sont séparément reconnaissables ; et

(B) la quantité de ces armements et équipements conventionnels limités par le Traité déclassés ne dépasse pas, pour chaque Etat Partie en particulier, le plus élevé des deux nombres suivants : soit un pour cent de ses dotations notifiées en armements et équipements conventionnels limités par le Traité, soit un total de 250 armements et équipements conventionnels limités par le Traité, dont un maximum de 200 chars de bataille, véhicules blindés de combat et pièces d'artillerie, et un maximum de 50 hélicoptères d'attaque et avions de combat.

2. La notification inclut la quantité et le type des armements et équipements limités par le Traité déclassés et l'emplacement où le déclassement a lieu. Cette notification est adressée à tous les autres Etats Parties conformément à la Section IX, paragraphe 1 alinéa (B) du Protocole sur l'échange d'informations.

Article X

1. Les dépôts permanents désignés font l'objet d'une notification conformément au Protocole sur l'échange d'informations à tous les autres Etats Parties par l'Etat Partie qui possède des armements et équipements conventionnels limités par le Traité contenus dans des dépôts permanents désignés. Cette notification comprend la dénomination et l'emplacement, défini par des coordonnées géographiques, des dépôts permanents désignés, et les quantités par type pour chaque catégorie d'armements et équipements conventionnels limités par le Traité se trouvant dans chacun de ces dépôts.

2. Les dépôts permanents désignés ne contiennent que les installations nécessaires au dépôt et à l'entretien des armements et équipements (par exemple : entrepôts, garages, ateliers et leurs réserves, ainsi que d'autres facilités auxiliaires). Les dépôts permanents désignés ne contiennent ni champ de tir, ni terrain d'entraînement lié aux armements et équipements conventionnels limités par le Traité. Les dépôts permanents désignés ne contiennent que des armements et équipements appartenant aux forces armées conventionnelles d'un Etat Partie.

3. Chaque dépôt permanent désigné a une enceinte physique clairement définie, constituée par une clôture continue d'une hauteur de 1,5 mètre au moins. Sur tout le périmètre de la clôture, il n'y a pas plus de trois portails représentant les seuls points d'entrée et de sortie des armements et équipements.

4. Les armements et équipements conventionnels limités par le Traité se trouvant dans des dépôts permanents désignés sont comptés comme armements et équipements conventionnels limités par le Traité ne se trouvant pas dans des unités d'active, y compris lorsqu'ils sont temporairement retirés conformément aux paragraphes 7, 8, 9 et 10 du présent Article. Les armements et équipements conventionnels limités par le Traité se trouvant en dépôt ailleurs que dans des dépôts permanents désignés sont comptés comme armements et équipements conventionnels limités par le Traité en unités d'active.

5. Aucune unité ou formation d'active ne doit être installée dans l'enceinte des dépôts permanents désignés, sauf dans les conditions prévues par le paragraphe 6 du présent Article.

6. Seul le personnel chargé de la sécurité ou du fonctionnement des dépôts permanents désignés, ou de l'entretien des armements et équipements qui y sont déposés, peut être installé dans l'enceinte des dépôts permanents désignés.

7. Afin d'entretenir, de réparer ou de modifier les armements et équipements conventionnels limités par le Traité se trouvant dans des dépôts permanents désignés, chaque Etat Partie a le droit, sans notification préalable, de retirer des dépôts permanents désignés et de détenir en dehors de ces dépôts simultanément jusqu'à 10 pour cent, arrondis au nombre pair entier le plus proche, des dotations notifiées de chaque catégorie d'armements et équipements conventionnels limités par le Traité dans chaque dépôt permanent désigné, ou jusqu'à 10 exemplaires d'armements et équipements conventionnels limités par le Traité de chaque catégorie dans chaque dépôt permanent désigné, le nombre le plus faible étant retenu.

8. Sous réserve des dispositions du paragraphe 7 du présent Article, les armements et équipements conventionnels limités par le Traité ne peuvent être retirés des dépôts permanents désignés qu'après notification adressée à tous les autres Etats Parties, conformément au Protocole sur l'échange d'informations, au moins 42 jours avant ledit retrait. La notification est donnée par l'Etat Partie auquel appartiennent les armements et équipements conventionnels limités par le Traité. Cette notification précise :

(A) l'emplacement du dépôt permanent désigné d'où des armements et équipements conventionnels limités par le Traité doivent être retirés, ainsi que la quantité par type de chaque catégorie d'armements et équipements conventionnels limités par le Traité devant être retirés ;

(B) les dates du retrait et du retour des armements et équipements conventionnels limités par le Traité ; et

(C) l'emplacement et l'utilisation prévus pour les armements et équipements conventionnels limités par le Traité pendant leur séjour hors du dépôt permanent désigné.

9. Sous réserve des dispositions du paragraphe 7 du présent Article, la quantité totale des armements et équipements conventionnels limités par le Traité retirés des dépôts permanents désignés et maintenus en dehors de ceux-ci par des Etats Parties appartenant à un même groupe d'Etat Parties ne doit à aucun moment dépasser les niveaux suivants :

(A) 550 chars de bataille ;

(B) 1.000 véhicules blindés de combat ; et

(C) 300 pièces d'artillerie.

10. Les armements et équipements conventionnels limités par le Traité retirés de dépôts permanents désignés conformément aux paragraphes 8 et 9 du présent Article y sont replacés au plus tard 42 jours après leur retrait, à l'exception de ceux qui sont retirés à des fins de reconstruction industrielle. Ces derniers sont replacés dans les dépôts permanents désignés immédiatement après l'achèvement de la reconstruction.

11. Chaque Etat Partie a le droit de remplacer des armements et équipements conventionnels limités par le Traité se trouvant dans des dépôts permanents désignés. Chaque Etat Partie notifie à tous les autres Etats Parties, au début du remplacement, la quantité, l'emplacement, le type et l'affectation des armements et équipements conventionnels limités par le Traité en cours de remplacement.

Article XI

1. Chaque Etat Partie limite la quantité de ses véhicules blindés poseurs de ponts de telle sorte que, 40 mois après l'entrée en vigueur du présent Traité et ultérieurement, pour le groupe d'Etats Parties auquel il appartient, la quantité totale de véhicules blindés poseurs de ponts en unités d'active dans la zone d'application n'excède pas 740.

2. Tous les véhicules blindés poseurs de ponts se trouvant dans la zone d'application qui dépassent le nombre total indiqué au paragraphe 1 du présent Article pour chaque groupe d'Etats Parties, sont placés dans des dépôts permanents désignés, tels que définis par l'Article II du présent Traité. Lorsque les véhicules blindés poseurs de ponts sont placés dans un dépôt permanent désigné, soit seuls, soit avec des armements et équipements conventionnels limités par le Traité, l'Article X, paragraphes 1 à 6 s'applique aux véhicules blindés poseurs de ponts comme aux armements et équipements conventionnels limités par le Traité. Les véhicules blindés poseurs de ponts placés dans des dépôts permanents désignés ne sont pas considérés comme étant en unités d'active.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 6 du présent Article, les véhicules blindés poseurs de ponts ne peuvent être retirés de dépôts permanents désignés, sous réserve des dispositions des paragraphes 4 et 5 du présent Article, qu'après notification à tous les autres Etats Parties au moins 42 jours avant ledit retrait. Cette notification précise :

(A) l'emplacement des dépôts permanents désignés d'où des véhicules blindés poseurs de ponts vont être retirés et la quantité de véhicules blindés poseurs de ponts devant être retirés de chacun de ces sites ;

(B) les dates du retrait des véhicules blindés poseurs de ponts et de leur retour dans les dépôts permanents désignés ; et

(C) l'utilisation prévue des véhicules blindés poseurs de ponts durant la période pendant laquelle ils sont hors des dépôts permanents désignés.

4. Sous réserve des dispositions du paragraphe 6 du présent Article, les véhicules blindés poseurs de ponts retirés des dépôts permanents désignés y sont replacés au plus tard 42 jours après la date effective du retrait.

5. La quantité totale de véhicules blindés poseurs de ponts retirés de dépôts permanents désignés et se trouvant en dehors de ceux-ci ne dépasse à aucun moment 50 pour chaque groupe d'Etats Parties.

6. Les Etats Parties ont le droit, à des fins d'entretien ou de modification, de retirer et de maintenir en dehors des dépôts permanents désignés simultanément jusqu'à 10 pour cent, arrondis au nombre pair entier le plus proche, de leurs dotations notifiées de véhicules blindés poseurs de ponts dans chaque dépôt permanent désigné, ou 10 véhicules blindés poseurs de ponts de chaque dépôt permanent désigné, le nombre le plus faible étant retenu.

7. Dans le cas de catastrophes naturelles dues à des inondations ou ayant infligé des dommages à des structures de ponts, les Etats Parties ont le droit de retirer des véhicules blindés poseurs de ponts des dépôts permanents désignés. La notification de tels retraits est donnée à tous les autres Etats Parties au moment de ces retraits.

Article XII

1. Les véhicules blindés de combat d'infanterie détenus par les organisations d'un Etat Partie conçues et structurées pour remplir en temps de paix des fonctions de sécurité intérieure, qui ne sont ni structurées ni organisées pour le combat terrestre contre un ennemi extérieur, ne sont pas limités par le présent Traité. Nonobstant cette disposition, de façon à améliorer l'application du présent Traité et à garantir que la quantité de ces armements, détenus par de telles organisations, n'est pas utilisée pour tourner les dispositions du présent Traité, chacun de ces véhicules blindés de combat d'infanterie, au delà de 1.000 véhicules blindés de combat d'infanterie affectés par un Etat Partie à des organisations conçues et structurées pour remplir en temps de paix des fonctions de sécurité intérieure, constitue une portion des niveaux autorisés par les Articles IV, V et VI. Six cents au plus de ces véhicules blindés de combat d'infanterie d'un Etat Partie, affectés à de telles organisations, peuvent être situés dans la partie de la zone d'application décrite par l'Article V, paragraphe 1 alinéa (A). Chaque Etat Partie fait également en sorte que de telles organisations s'abstiennent d'acquérir des capacités de combat supérieures à celles qui sont nécessaires pour faire face aux besoins de sa sécurité intérieure.

2. Un Etat Partie qui a l'intention de réaffecter des chars de bataille, des véhicules blindés de combat d'infanterie, des pièces d'artillerie, des avions de combat, des hélicoptères d'attaque et des véhicules blindés poseurs de ponts en service dans ses forces armées conventionnelles à toute organisation de cet Etat Partie non incluse dans ses forces armées conventionnelles le notifie à tous les autres Etats Parties au plus tard à la date à laquelle cette réaffectation prend effet. Cette notification précise la date effective de la réaffectation, la date à laquelle les équipements concernés sont matériellement transférés, ainsi que le nombre, par type, des équipements et armements conventionnels limités par le présent Traité qui sont réaffectés.

Article XIII

1. Afin d'assurer la vérification du respect des dispositions du présent Traité, chaque Etat Partie fournit des notifications et échange des informations relatives à ses armements et équipements conventionnels, conformément au Protocole sur l'échange d'informations.

2. Ces notifications et échanges d'informations sont fournis conformément à l'Article XVII.

3. Chaque Etat Partie est responsable de ses propres informations ; le fait de recevoir ces informations et notifications n'implique ni la validation ni l'acceptation des informations fournies.

Article XIV

1. Afin d'assurer la vérification du respect des dispositions du présent Traité, chaque Etat Partie a le droit de conduire et l'obligation d'accepter, dans la zone d'application, des inspections conformément aux dispositions du Protocole sur l'inspection.

2. Le but de ces inspections est de :

(A) vérifier, sur la base des informations fournies en vertu du Protocole sur l'échange d'informations, le respect par les Etats Parties des limites numériques prévues par les Articles IV, V et VI ;

(B) observer le processus de réduction des chars de bataille, des véhicules blindés de combat, des pièces d'artillerie, des avions de combat et des hélicoptères d'attaque mené sur des sites de réduction conformément à l'Article VIII et au Protocole sur la réduction ; et

(C) observer la certification des hélicoptères d'attaque polyvalents reclassés et des avions d'entraînement aptes au combat reclassifiés, en application respectivement du Protocole sur le reclassement des hélicoptères et du Protocole sur la reclassification des avions.

3. Aucun Etat Partie n'exerce les droits énoncés aux paragraphes 1 et 2 du présent Article à l'égard d'Etats Parties appartenant au groupe d'Etats Parties dont il est membre, afin de se soustraire aux objectifs du régime de vérification.

4. Dans le cas d'une inspection menée conjointement par plusieurs Etats Parties, l'un d'entre eux est responsable de l'exécution des dispositions du présent Traité.

5. Le nombre d'inspections en vertu des Sections VII et VIII du Protocole sur l'inspection que chaque Etat Partie a le droit de conduire et l'obligation d'accepter pendant chaque période de temps donnée est déterminé conformément aux dispositions de la Section II dudit Protocole.

6. A l'expiration de la période de validation des niveaux résiduels de 120 jours, chaque Etat Partie a le droit de conduire, et chaque Etat Partie dont tout ou partie du territoire est situé dans la zone d'application a l'obligation d'accepter, un nombre convenu d'inspections aériennes dans la zone d'application. Ce nombre convenu et les autres dispositions applicables seront élaborés au cours des négociations visées par l'Article XVIII.

Article XV

1. En vue d'assurer la vérification du respect des dispositions du présent Traité, un Etat Partie a le droit d'utiliser, outre les procédures mentionnées par l'Article XIV, les moyens techniques nationaux ou multinationaux de vérification à sa disposition, d'une façon compatible avec les principes généralement reconnus du droit international.

2. Un Etat Partie ne doit pas entraver l'application de moyens techniques nationaux ou multinationaux de vérification d'un autre Etat Partie utilisés conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent Article.

3. Un Etat Partie ne doit pas avoir recours à des moyens de dissimulation propres à entraver la vérification du respect des dispositions du présent Traité par des moyens techniques nationaux ou multinationaux de vérification d'un autre Etat Partie utilisés conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent Article. Cette interdiction ne s'étend pas aux méthodes de camouflage ou de dissimulation employées dans le cadre de l'entraînement de routine du personnel, des activités d'entretien, ou des activités impliquant l'utilisation d'armements et équipements conventionnels limités par le Traité.

Article XVI

1. Afin de favoriser la réalisation des objectifs du présent Traité ainsi que l'application de ses dispositions, les Etats Parties établissent par le présent Article un Groupe consultatif commun.

2. Dans le cadre du Groupe consultatif commun, les Etats Parties :

(A) examinent les questions relatives au respect ou à un éventuel contournement des dispositions du présent Traité ;

(B) s'efforcent de lever les ambiguïtés et de résoudre les divergences d'interprétation qui peuvent apparaître dans la façon dont le présent Traité est appliqué ;

(C) examinent et, si possible, conviennent de mesures propres à renforcer la viabilité et l'efficacité du présent Traité ;

(D) mettent à jour les listes comprises dans le Protocole sur les types existants, comme prévu par l'Article II, paragraphe 2 ;

(E) règlent les questions techniques en vue de parvenir à des pratiques communes aux Etats Parties dans la façon dont ils appliquent le présent Traité ;

(F) élaborent ou révisent, si nécessaire, les règles de procédure, les méthodes de travail et le mode de répartition des dépenses occasionnées par le Groupe consultatif commun et par les conférences réunies en application du présent Traité, et la répartition des coûts des inspections entre Etats Parties ;

(G) examinent et élaborent les mesures nécessaires pour garantir que les informations obtenues par les échanges d'informations entre les Etats Parties ou résultant des inspections menées en vertu du présent Traité sont utilisées seulement aux fins du présent Traité, en prenant en compte les besoins particuliers de chaque Etat Partie eu égard à la protection des informations que cet Etat Partie indique comme étant sensibles ;

(H) examinent, à la demande de tout Etat Partie, toute question qu'un Etat Partie souhaite proposer de soumettre à toute conférence convoquée conformément à l'Article XXI ; un tel examen est sans préjudice du droit de tout Etat Partie de recourir aux procédures prévues par l'Article XXI ; et

(I) examinent les sujets de litige issus de l'application du présent Traité.

3. Chaque Etat Partie a le droit de soumettre au Groupe consultatif commun, et de faire figurer à son ordre du jour, toute question relative au présent Traité.

4. Le Groupe consultatif commun prend des décisions ou présente des recommandations par consensus. Le consensus se définit par l'absence de toute objection, émanant de tout représentant d'un Etat Partie, à la prise d'une décision ou à la présentation d'une recommandation.

5. Le Groupe consultatif commun peut proposer des amendements au présent Traité, à soumettre à examen et à approbation conformément à l'Article XX. Le Groupe consultatif commun peut également convenir d'améliorations à la viabilité et à l'efficacité du présent Traité, compatibles avec ses dispositions. Excepté le cas où de telles améliorations ne concernent que des points mineurs de nature administrative ou technique, elles sont soumises à examen et à approbation conformément à l'Article XX avant de pouvoir prendre effet.

6. Rien dans le présent Article ne peut être considéré comme interdisant ou restreignant la possibilité pour tout Etat Partie de demander des informations ou de mener des consultations avec d'autres Etats Parties sur des questions relatives au présent Traité et à son application par des canaux ou dans des enceintes différents du Groupe consultatif commun.

7. Le Groupe consultatif commun se conforme aux procédures établies par le Protocole sur le Groupe consultatif commun.

Article XVII

Les Etats Parties transmettent les informations et les notifications requises par le présent Traité sous forme écrite. Ils utilisent les canaux diplomatiques, ou les autres canaux officiels qu'ils auront indiqués, y compris en particulier un réseau de communications à établir par arrangement séparé.

Article XVIII

1. Les Etats Parties continueront, après la signature du présent Traité, les négociations sur les forces armées conventionnelles avec le même mandat et dans le but de poursuivre l'oeuvre du présent Traité.

2. L'objectif de ces négociations est de conclure un accord sur des mesures supplémentaires destinées, en vertu du mandat, à renforcer la sécurité et la stabilité en Europe, comprenant des mesures de limitation des effectifs de leurs forces armées conventionnelles dans la zone d'application.

3. Les Etats Parties s'efforceront de conclure ces négociations au plus tard lors de la réunion sur les suites de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe qui se tiendra à Helsinki en 1992.

Article XIX

1. Le présent Traité est de durée illimitée. Il peut être complété par un traité ultérieur.

2. Dans l'exercice de sa souveraineté nationale, chaque Etat Partie a le droit de se retirer du présent Traité s'il estime que des événements extraordinaires liés à l'objet du présent Traité ont mis en danger ses intérêts suprêmes. Un Etat Partie ayant l'intention de se retirer du Traité notifie sa décision au dépositaire et à tous les autres Etats Parties. Cette notification est donnée au moins 150 jours avant le retrait prévu du présent Traité. Elle comprend un exposé des événements extraordinaires que l'Etat Partie considère comme ayant mis en danger ses intérêts suprêmes.

3. Chaque Etat Partie a en particulier le droit, dans l'exercice de sa souveraineté nationale, de se retirer du présent Traité si un autre Etat Partie augmente, dans des proportions telles que cela constitue une évidente menace pour l'équilibre des forces dans la zone d'application, ses dotations en chars de bataille, en véhicules blindés de combat, en pièces d'artillerie, en avions de combat ou en hélicoptères d'attaque, tels que définis à l'Article II, et qui sont hors du champ d'application des limites prévues par le présent Traité.

Article XX

1. Tout Etat Partie peut proposer des amendements au présent Traité. Le texte d'une proposition d'amendement est soumis au dépositaire qui le communique à tous les Etats Parties.

2. Si un amendement est approuvé par tous les Etats Parties, il entre en vigueur conformément aux procédures prévues par l'Article XXII du présent Traité régissant son entrée en vigueur.

Article XXI

1. Quarante-six mois après l'entrée en vigueur du présent Traité, et ensuite à intervalles de cinq ans, le dépositaire convoque une conférence des Etats Parties en vue d'examiner le fonctionnement du présent Traité.

2. Le dépositaire convoque une conférence extraordinaire des Etats Parties à la demande de tout Etat Partie qui estime que des circonstances exceptionnelles relatives au présent Traité sont apparues, en particulier dans le cas où un Etat Partie a annoncé sa décision de quitter son groupe d'Etats Parties ou de rejoindre l'autre groupe d'Etats Parties, tels que définis par l'Article II, paragraphe 1 alinéa (A) du présent Traité. Pour permettre aux autres Etats Parties de se préparer à cette conférence, la demande expose le motif pour lequel cet Etat Partie estime qu'une conférence extraordinaire est nécessaire. La conférence examine les circonstances énoncées par la demande et leur effet sur l'application du présent Traité. La conférence s'ouvre au plus tard 15 jours après réception de la demande et dure, sauf si elle en décide autrement, trois semaines au plus.

3. Le dépositaire convoque une conférence des Etats Parties en vue d'examiner un amendement proposé conformément à l'Article XX, si la demande en est faite par trois Etats Parties ou plus. Une telle conférence s'ouvre au plus tard 21 jours après réception des demandes requises.

4. Au cas où un Etat Partie annonce sa décision de se retirer du présent Traité en vertu de l'Article XIX, le dépositaire convoque une conférence des Etats Parties, qui s'ouvre au plus tard 21 jours après réception de l'annonce du retrait, en vue d'examiner les questions relatives au retrait du présent Traité.

Article XXII

1. Le présent Traité est soumis à ratification par chaque Etat Partie conformément à ses procédures constitutionnelles. Les instruments de ratification seront déposés auprès du gouvernement du Royaume des Pays-Bas désigné par le présent Article comme le dépositaire.

2. Le présent Traité entre en vigueur dix jours après que les instruments de ratification ont été déposés par tous les Etats Parties énumérés dans le préambule.

3. Le dépositaire informe sans tarder tous les Etats Parties :

(A) du dépôt de chaque instrument de ratification ;

(B) de l'entrée en vigueur du présent Traité ;

(C) de tout retrait en application de l'Article XIX, et de la date à laquelle il devient effectif ;

(D) du texte de tout amendement proposé en application de l'Article XX ;

(E) de l'entrée en vigueur de tout amendement au présent Traité ;

(F) de toute demande de réunion d'une conférence en application de l'Article XXI ;

(G) de la convocation d'une conférence en vertu de l'Article XXI ; et

(H) de tout autre sujet dont le dépositaire est tenu d'informer les Etats Parties en vertu du présent Traité.

4. Le présent Traité sera enregistré par le dépositaire conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

Article XXIII

L'original du présent Traité, dont les textes français, allemand, anglais, espagnol, italien et russe font également foi, est versé aux archives du dépositaire. Des copies dûment certifiées du présent Traité sont transmises par le dépositaire à tous les Etats Parties.

PROTOCOLE
SUR LES TYPES EXISTANTS D'ARMEMENTS ET EQUIPEMENTS CONVENTIONNELS

Les Etats Parties conviennent ci-après : (a) de listes, valables à compter de la date de signature du Traité, des types existants d'armements et équipements conventionnels soumis à des mesures de limitation, de réduction, d'échange d'informations et de vérification ; (b) de procédures pour la fourniture de données techniques et de photographies concernant de tels types existants d'armements et équipements conventionnels et (c) de procédures pour mettre à jour les listes de ces types existants d'armements et équipements conventionnels conformément à l'Article II du Traité sur les Forces armées conventionnelles en Europe, en date du 19 novembre 1990, dorénavant désigné comme le Traité.

SECTION I. TYPES EXISTANTS D'ARMEMENTS ET EQUIPEMENTS CONVENTIONNELS LIMITES PAR LE TRAITE

1. Les types existants de chars de bataille sont :

M-1	T-34
M-60	T-54
M-48	T-55
M-47	T-62
Leopard 1	T-64
Leopard 2	T-72
AMX-30	T-80
Challenger	TR-85
Chieftain	TR-580
Centurion	
M-41	
NM-116	
T-54	
T-55	
T-72	

Tous les modèles et versions d'un type existant de char de bataille figurant dans la liste ci-dessus sont considérés comme des chars de bataille de ce type.

2. Les types existants de véhicules blindés de combat sont :

(A) Véhicules blindés de transport de troupe :

YPR-765	BTR-40
AMX-13 VTT	BTR-152
M113	BTR-50
M75	BTR-60
Spartan	OT-62 (TOPAS)
Grizzly	OT-64 (SKOT)
TPz-1 Fuchs	OT-90
VAB	FUG D 442
M59	BTR-70
Leonidas	BTR-80
VCC1	BTR-D

VCC2
Saxon
AFV 432
Saracen
Humber
BDX
BMR-600
Chaimite V200
V150S
EBR-ETT
M3A1
YP 408
BLR
VIB
LVTP-7
6614/G
BTR-152
BTR-50
BTR-60
BTR-70
MT-LB*
TAB-77
OT-810
PSZH D-994
TABC-79
TAB-71
MLVM
MT-LB*

Tous les modèles et versions d'un type existant de véhicule blindé de transport de troupe figurant dans la liste ci-dessus sont considérés comme étant des véhicules blindés de transport de troupe de ce type, à moins que de tels modèles et versions ne soient inclus dans la liste des véhicules blindés de transport de troupe-sosies, dans la Section II, paragraphe 1 du présent Protocole.

* Ce véhicule polyvalent au blindage léger peut être exceptionnellement modifié dans les 40 mois qui suivent l'entrée en vigueur du Traité en un véhicule blindé de transport de troupe - sosie figurant sur la liste dans la Section II, paragraphe 1 du présent Protocole en tant que MT-LB-AT, par un changement de l'intérieur du véhicule, en enlevant la banquette de gauche destinée au groupe de combat d'infanterie et en soudant la structure des casiers à munitions sur le côté et au sol en six points de sorte que le transport d'un groupe de combat d'infanterie ** dans ce véhicule ne soit plus possible. Les modifications peuvent être réalisées en des lieux différents des sites de réduction. Les véhicules blindés de transport de troupe MT-LB qui n'ont pas été modifiés sont considérés, conformément au Protocole sur l'échange d'informations, comme véhicules blindés de transport de troupe.

** Pour la Belgique, le Canada et le Luxembourg, le terme "groupe de combat d'infanterie" signifie "section d'infanterie de combat".

(B) Véhicules blindés de combat d'infanterie

YPR-765 (25 mm)
Marder
AMX-10P
Warrior
M2/M3 Bradley
AFV-432 Rarden
NM-135
BMP-1/BRM-1
BMP-1/BRM-1
BMP-2
BMP-23
MLI-84
BMD-1
BMD-2
BMP-3

BMP-2

Tous les modèles et versions d'un type existant de véhicule blindé de combat d'infanterie figurant dans la liste ci-dessus sont considérés comme étant des véhicules blindés de combat d'infanterie de ce type, à moins que de tels modèles et versions ne soient inclus dans la liste des véhicules blindés de combat d'infanterie - sosies, dans la Section II, paragraphe 2 du présent Protocole.

(C) Véhicules de combat à armement lourd :

AMX-10 RC
ERC 90 Sagaye
BMR-625-90
Commando V150
Scorpion
Saladin
JPK-90
M-24
AMX-13
EBR-75 Panhard
PT-76
PT-76
SU-76
SU-100
ISU-152

Tous les modèles et versions d'un type existant de véhicule de combat à armement lourd figurant dans la liste ci-dessus sont considérés comme étant des véhicules de combat à armement lourd de ce type.

3. Les types existants d'artillerie sont :

(A) Canons, obusiers et pièces d'artillerie associant les caractéristiques des canons et des obusiers :

105mm : 105 canon léger
M18
105 canon Krupp
105 R canon métallique
105 Pack obusier
M 56 Pack obusier
M 101 obusier tracté
M 102 obusier tracté
Abbot SP canon
M108 SP obusier
M52 SP obusier
105 HM-2 obusier
M-38 canon (Skoda)
105 AU 50 obusier
R58/M26 obusier tracté

122 mm : 122/46 canon de campagne
D30 obusier
M-30 obusier

100 mm : BS-3 canon de campagne
modèle 53 canon de campagne
Skoda obusier (modèles 1914/1934, 1930, 1934)
Skoda obusier (modèle 1939)

105 mm : canon de campagne Schneider (modèle 1936)

120 mm : 2B16 obusier
2S9 SP obusier

122 mm : D30 obusier
M-30 obusier
D74 obusier
2S1 SP obusier
A19 canon (modèle 31/37)
modèle 89 SP obusier

2S1 SP obusier

130 mm : M-46 canon

140 mm : 5.5" (139.7 mm) obusier tracté

150 mm : 150 Skoda canon

152 mm : D20 obusier canon
2S3 SP obusier

155 mm : M114 obusier tracté
M114/39 (M-139) obusier tracté
FH-70 obusier tracté
M109 SP obusier
M198 obusier tracté
155 TRF1 canon
155 AUF1 canon
155 AMF3 canon
155 BF50 canonr
M44 SP obusier
M59 obusier tracté
SP70 SP obusier

175 mm : M107SP canon

203 mm : M115 obusier tracté
M110 SP obusier
M55 SP obusier

130 mm : canon 82
M-46 canon

150 mm : Skoda obusier (modèle 1934)
Ceh obusier (modèle 1937)

152 mm : D1 obusier
2S3 SP obusier
2A65 obusier
ML20 obusier-canon
D20 canon-obusier
canon 81
2A36 canon
Dana SP canon-obusier M77
2S5 SP canon
2S19 SP obusier
canon-obusier 85
obusier modèle 1938
obusier 81

203 mm : B4 obusier
2S7 SP canon

(B) Mortiers :

107 mm : 4.2" (en batterie au sol ou sur un véhicule blindé M106)

120 mm : Brandt (M60, M-120-60 ; SLM-120-AM-50)
M120 RTF 1
M120 M51
Soltam/Tampella (en batterie au sol ou sur véhicule blindé M113)
Ecia Mod L (en batterie au sol M-L ou sur véhicule blindé, soit le BMR-600 soit le M 113)
HY12 (Tosam)
2B11 (2S12)

107 mm : Mortar M-1938

120 mm : 2B11 (2S12)
M 120 Modèle 38/43
Tundzha / Tundzha Sani SP mortier (monté sur MT-LB)
Mortier modèle 1982
B-24

160 mm : M160

240 mm : M240
2S4 SP mortier

(C) Lance-roquettes multiples :

110 mm :	LARS	122 mm :	BM-21 (BM21-1, BM-21 V)
			RM-70
122 mm :	BM-21		APR-21
	RM-70		APR-40
140 mm :	Teruel MLAS	130 mm :	M-51
			RM-130
227 mm :	MLRS		BM-13
			R.2
		140 mm :	BM-14
		220 mm :	BM-22/27
		240 mm :	BM-24
		280 mm :	Uragan 9P140
		300 mm :	Smerch

Tous les modèles et versions d'un type existant d'artillerie figurant dans la liste ci-dessus sont considérés comme étant de l'artillerie de ce type.

4. Les types existants d'avions de combat sont :

A-7		IAR-93
A-10	IL-28	
Alpha Jet A		MiG-15
AM-X		MiG-17
Buccaneer		MiG-21
Canberra		MiG-23
Draken		MiG-25
F-4		MiG-27
F-5		MiG-29
F-15		MiG-31
F-16		SU-7
F-18		SU-15
F-84		SU-17
F-102		SU-20
F-104		SU-22
F-111		SU-24
G-91	SU-25	
Harrier		SU-27
Hunter		TU-16
Jaguar		TU-22
Lightning		TU-22M
MiG-21		TU-128
MiG-23		YAK-28
MiG-29		

MB-339
Mirage F-1
Mirage III
Mirage IV
Mirage V
Mirage 2000
SU-22
Tornado

Tous les modèles et versions d'un type existant d'avion de combat figurant dans la liste ci-dessus sont considérés comme étant des avions de combat de ce type.

5. Les types existants d'hélicoptères d'attaque sont :

(A) Hélicoptères d'attaque spécialisés :

A-129 Mangusta
AH-1 Cobra
AH-64 Apache
Mi-24
Mi-24

Sous réserve des dispositions de la Section I, paragraphe 3 du Protocole sur le reclassement des hélicoptères, tous les modèles ou versions d'un type existant d'hélicoptère d'attaque figurant dans la liste ci-dessus sont considérés comme étant des hélicoptères d'attaque de ce type.

(B) Hélicoptères d'attaque polyvalents :

A-109 Hirundo
Alouette III
BO-105/PAH-1
Fennec AS 550 C-2
Gazelle
Lynx
Mi-8
OH-58 Kiowa/AB-206/CH-136
Scout
Wessex
IAR-316
Mi-8/Mi-17

Sous réserve des dispositions de la Section I, paragraphes 4 et 5 du Protocole sur le reclassement des hélicoptères, tous les modèles ou versions d'un type existant d'hélicoptère d'attaque polyvalent figurant dans la liste ci-dessus sont considérés comme étant des hélicoptères d'attaque polyvalents de ce type.

SECTION II. TYPES EXISTANTS D'ARMEMENTS ET EQUIPEMENTS CONVENTIONNELS NON LIMITES PAR LE TRAITE

1. Les types existants de véhicules blindés de transport de troupe - sosies sont :

YPR-765	MILAN	BTR-40	CP
	CP		
	PRCOC1	BTR-50	PU
	PRCOC2		PUM
	PRCOC4		P
	PRCOC5		PUR 82
	PRMR		PK (MRF)
			UR-67
			PK (B)
			MTP-1
AMX-13 VTT	MILAN	BRT-152	CP
	PC		
		BTR-60	PU
			PU-12/PA PU-12
M113	MILAN		PAU
	Al/A2 (ATGW)		BBS
	E/W TOW		ABS
	ARTFC		R-137 B
	ARTOBS		R-140 BM
	FACONT		R-145
	MORTFC		R-156
	A1E		R-409 BM
	Porte Mortier		P-238 BT
	SIG		P-240 BT
	HFTRSM		P-241 BT
	CP		E-351 BR
	CPSVC		R-975
	A1CP		MTP-2
	A1ECP		1V18, 1V19
	4.2"/M106 A1 4.2"		1V118
	M106 81mm		B
	M125 81mm		
	M125 A1 81mm	BTR-70	KShM
	M125 A2 81mm		SPR-2
	NM-125 81mm		BREM
			ZS-88
			Kh
TPz-1 FUCHS	HFTRSM		
	AD CP	BTR-80	1V119
	CP		RCHM-4
	ENGRCP		
	ELOKA	BTR-D	ZD
	NBC		RD
	RASIT		

M59	CP
LEONIDAS	1
VAB	PC
BMR-600	SIG
	PC
	81 mm
SPARTAN	STRIKER
	SAMSON
	CP
	JAVELIN
	MILAN
SAXON	AD
	CP
	MAINT
AFV 432	CP/RA
	81mm
	CYMB
	AFV 435
	AFV 436
	AFV 439
HUMBER	SQUIRT
SARACEN	SQUIRT
	CP
	ADR
YP-408	PWMR
	PWC
	PWAT
	PWRDR
	PWV
BTR-50	PU
	PK (MRF)
	PK (B)
BTR-60	PU-12/PA PU-12
	BBS
	ABS
	R-137B
	R-140BM
	R-145
	R-156

OT-62 (TOPAS)	CP
	WPT, DPT-62
	BREM
	R-2M
	R-3M
	R-3MT
	R-4MT
OT-64 (SKOT)	CP
	R-3Z
	R-2M
	R-3MT
	R-4
	R-4MT
	R-2AM
	PROPAGANDA
	R-4M
	R-6
	WPT/DR-64
	BREM
	S-260 inz.
	S-260 art.
OT-810	OT-810/R-112
OT90	VP 90
FUG D-442	VS
	MRP
	OT-65/R-112
	OT-65 DP
	OT-65 CH
PSZH D-944	CP
MT-LB	AT
	KShM-R-81
	R-80
	9S743
	PI
	1W-13-16
	1W-21-25
	1W-12
	MP-21-25
	AFMS
	R-381T
	R-330P

	R-409 BM		Beta 3M
	P-238 BT		SPR-1
	P-240 BT		WPT/DTP
	P-241 BT		BREM
	B		TRI
			MTP-LB
			BRM Sova/BRM 30
MT-LB	PI		
	MP-21-25	TAB-71	A
	1W-13-16		TERA-71-L
	AFMS		AR
	R-381T		
	R-330 P	TAB-77	A
	Beta 3M		TERA-77-L
	MTP-LB		RCH-8
			PCOMA
		TABC-79	AR
			A-POMA
		TAB	TCG-80
		MLVM	AR

2. Les types existants de véhicules blindés de combat d'infanterie - sosies sont :

WARRIOR	RA	BMP-1	KSh
	REP		9S743
	REC		PRP-3, -4
			MP-31
BMP-1	MTP		B
	MP-31		SVO
			DTB-80
			VPV
			IRM
			MTP
			BREM-4, -2, -D
		BMD-1	Ksh
		BRM-1	KSh

3. Les types existants d'avions d'entraînement de base qui sont conçus et construits pour l'entraînement de base au pilotage et qui ne peuvent posséder qu'une capacité limitée d'armement nécessaire à l'entraînement de base aux techniques d'emploi des armes, sont :

Alpha Jet E
C-101 Aviojet
Fouga
Hawk
Jet Provost
L-39
MB-326
PD-808
T-2
T-33/CT-133
T-37
T-38
I-22
IAR-99
L-29
L-39
TS-11

4. Les types existants d'hélicoptères d'appui au combat sont :

A-109 Hirundo
AB-412
Alouette II
Alouette III
Blackhawk
Bell 47/AB 47/Sioux
BO-105
CH53
Chinook
Fennec AS 555 A
Hughes 300
Hughes 500/OH-6
Mi-8
OH-58 Kiowa/AB-206/CH-136
Puma
Sea King
UH-1A/1B/AB-204
UH-1D/1H/AB-205
UH-1N/AB-212
Wessex
IAR-316
IAR-330
Mi-2
Mi-6
Mi-8/Mi-17

5. Les types existants d'hélicoptères de transport non armés qui ne sont pas équipés pour l'utilisation d'armes sont :

AB 47
AB 412
Alouette II
CH53
Chinook
Cougar AS 532 U
Dauphin AS 365 N1
Hugues 300
NH 500
Puma
Sea King/H-3F/HAR 3
SH-3D
UH-1D/1H/AB-205
UH-1N/AB-212
Mi-2
Mi-26
A-365N Dauphin
W-3 Sokol

6. Les types existants de véhicules blindés poseurs de ponts sont :

M47 AVLB
M48 AVLB
M60 AVLB
Centurion AVLB
Chieftain AVLB
Brueckenlegepanzer Biber/Leopard 1 AVLB
MTU
MT-20
MR-55A
MTU-72
BLG-60
BLG-67M
BLG-67M2

SECTION III. DONNEES TECHNIQUES ET PHOTOGRAPHIES

1. Des données techniques correspondant aux catégories convenues dans l'Annexe au présent Protocole ainsi que des photographies présentant des vues de droite ou de gauche, du dessus et de face pour chaque type existant d'armements et équipements conventionnels figurant dans les listes des Sections I et II du présent Protocole sont fournies, à la signature du Traité, par chaque Etat Partie à tous les autres Etats Parties. En outre, les photographies de véhicules blindés de transport de troupe - sosies et de véhicules blindés de combat d'infanterie - sosies comprennent une vue de ces véhicules de façon à montrer clairement leur configuration intérieure, illustrant les caractéristiques spécifiques qui permettent d'identifier ce véhicule particulier en tant que sosie. D'autres photographies peuvent être fournies, à la discrétion de chaque Etat Partie, en plus de celles exigées par le présent paragraphe.

2. A chaque type existant d'armement et équipement conventionnel énuméré dans les listes des Sections I et II du présent Protocole correspond un modèle ou version de ce type désigné comme exemplaire de référence. Des photographies sont fournies pour chacun de ces exemplaires de référence désignés conformément au paragraphe 1 de cette Section. Des photographies ne sont pas exigées de modèles et versions d'un type ne présentant pas de différence notable, observable de l'extérieur, par rapport à l'exemplaire de référence. Les photographies de chaque exemplaire de référence comportent une mention des désignation et nomenclature nationale du type existant pour tous les modèles et versions du type que représentent les photographies de chaque exemplaire de référence. Les photographies de chaque exemplaire de référence comprennent une mention des données techniques de ce type, conformément aux catégories convenues dans l'Annexe au présent Protocole. En outre, la mention énumère tous les modèles et versions du type que les photographies de l'exemplaire de référence représentent. Ces données techniques sont portées sur la photographie montrant la vue de côté.

SECTION IV. MISE A JOUR DES LISTES DES TYPES EXISTANTS ET OBLIGATIONS DES ETATS PARTIES

1. Le présent Protocole ne vaut accord des Etats Partie que pour ce qui concerne les types existants d'armements et équipements conventionnels et pour ce qui concerne les catégories de données techniques prévues par les Sections I et II de l'Annexe au présent Protocole.

2. Chaque Etat Partie n'est responsable de l'exactitude des données techniques que pour ses propres armements et équipements conventionnels notifiés conformément à la Section III du présent Protocole.

3. Chaque Etat Partie notifie à tous les autres Etats Parties lors de l'entrée en service dans ses forces armées dans la zone d'application : (a) tout nouveau type d'armement et équipement conventionnel qui répond à l'une des définitions de l'Article II du Traité ou qui entre dans l'une des catégories du présent Protocole, et (b) tout modèle nouveau ou version nouvelle d'un type figurant dans les listes énumérées par le présent Protocole. Dans le même temps, chaque Etat Partie fournit à tous les autres Etats Parties les données techniques et les photographies requises par la Section III du présent Protocole.

4. Dès que possible et en tous cas moins de 60 jours après une notification présentée en vertu du paragraphe 3 de la présente Section, les Etats Parties entreprennent de mettre à jour, conformément aux dispositions prévues par l'Article XVI du Traité et le Protocole sur le Groupe consultatif commun, les listes des types existants d'armements et équipements conventionnels figurant dans les Sections I et II du présent Protocole.

ANNEXE
AU PROTOCOLE SUR LES
TYPES EXISTANTS D'ARMEMENTS ET EQUIPEMENTS CONVENTIONNELS

SECTION I. CATEGORIES CONVENUES DE DONNEES TECHNIQUES

Les catégories suivantes de données techniques, pour chaque modèle et version de types existants d'armements et équipements conventionnels, sont agréées :

1. Chars de bataille

   Types existants
   Nomenclature nationale
   Calibre du canon principal
   Poids à vide

2. Véhicules blindés de combat

   Véhicules blindés de transport de troupe
   Types existants
   Nomenclature nationale
   Le cas échéant, type et calibre des armements

   Véhicules blindés de combat d'infanterie
   Types existants
   Nomenclature nationale
   Type et calibre des armements

   Véhicules de combat à armement lourd
   Types existants
   Nomenclature nationale
   Calibre du canon principal
   Poids à vide

3. Artillerie

Canons, obusiers et pièces d'artillerie associant les caractéristiques des canons et des obusiers
Types existants
Nomenclature nationale
Calibre

Mortiers
Types existants
Nomenclature nationale
Calibre

Lance-roquettes multiples
Types existants
Nomenclature nationale
Calibre

4. Avions de combat

Types existants
Nomenclature nationale

5. Hélicoptères d'attaque

Types existants
Nomenclature nationale

6. Véhicules blindés de transport de troupe-sosies

Types existants
Nomenclature nationale
Le cas échéant, type et calibre des armements

7. Véhicules blindés de combat d'infanterie-sosies

Types existants
Nomenclature nationale
Le cas échéant, type et calibre des armements

8. Avions d'entraînement de base

Types existants
Nomenclature nationale
Le cas échéant, type d'armements

9. Hélicoptères d'appui au combat

Types existants
Nomenclature nationale

10. Hélicoptères de transport non armés

    Types existants
    Nomenclature nationale

11. Véhicules blindés poseurs de ponts

    Types existants
    Nomenclature nationale

SECTION II. CARACTERISTIQUES DES PHOTOGRAPHIES

Les photographies fournies en vertu de la Section III du présent Protocole sont en noir et blanc. L'usage de lampe électrique et d'équipement d'éclairage est autorisé. L'objet photographié contraste par rapport à l'arrière plan de la photographie. Toutes les photographies sont d'une haute définition, aux tons continus et parfaitement au point. Les photographies fournies mesurent 13 centimètres sur 18 centimètres, bordure non comprise. Pour les autres vues que celle du dessus, toutes les photographies sont prises au même niveau que l'équipement photographié, l'appareil étant placé dans l'axe ou perpendiculairement à l'axe longitudinal de l'objet photographié ; pour la vue de dessus, les photographies montrent le dessus et peuvent montrer l'arrière de l'équipement. L'objet photographié remplit au moins 80 pour cent de la photographie, soit horizontalement, soit verticalement. Un étalon de référence est intégré à chaque photographie, avec l'objet photographié. L'étalon a des sections alternées d'un demi-mètre en noir et blanc. Il est assez long pour permettre un échelonnage précis et est placé sur ou contre l'objet ou à proximité immédiate. Chaque photographie porte un titre afin de fournir l'information exigée par la Section III paragraphe 2 du présent Protocole, ainsi que la date à laquelle la photographie a été prise.

PROTOCOLE
SUR LES PROCEDURES REGISSANT LA RECLASSIFICATION DE MODELES OU VERSIONS SPECIFIQUES D'AVIONS D'ENTRAINEMENT APTES AU COMBAT EN AVIONS D'ENTRAINEMENT NON ARMES

Les Etats Parties conviennent ci-après des procédures et des dispositions régissant le désarmement total et la certification de l'absence d'armement des modèles ou versions spécifiques d'avions d'entraînement aptes au combat, conformément à l'Article VIII du Traité sur les Forces armées conventionnelles en Europe, en date du 19 novembre 1990, dorénavant désigné comme le Traité.

SECTION I. DISPOSITIONS GENERALES

1. Chaque Etat Partie n'a le droit de soustraire des limites numériques concernant les avions de combat prévues par les Articles IV et VI du Traité que les modèles ou versions spécifiques d'avions d'entraînement aptes au combat énumérés par la section II, paragraphe 1 du présent Protocole, conformément aux procédures du présent Protocole.

(A) Chaque Etat Partie a le droit de soustraire des limites numériques concernant les avions de combat prévues par les Articles IV et VI du Traité, les versions ou modèles spécifiques énumérés par la Section II, paragraphe 1 du présent Protocole qui sont dotés de l'un des composants énumérés par la Section III, paragraphes 1 et 2 du présent Protocole et ceci, à l'unité et seulement par désarmement total et certification.

(B) Chaque Etat Partie a le droit de soustraire des limites numériques concernant les avions de combat prévues par les Articles IV et VI du Traité, les versions ou modèles spécifiques énumérés par la Section II, paragraphe 1 du présent Protocole qui ne présente aucun des composants énumérés par la Section III, paragraphes 1 et 2 du présent Protocole, et ceci, à l'unité et par certification seulement.

2. Les modèles ou versions d'entraînement aptes au combat des avions de combat énumérés par la Section II du présent Protocole peuvent être désarmés et certifiés, ou certifiés seulement, dans les 40 mois suivant l'entrée en vigueur du Traité. Ces avions comptent sous les limites numériques des avions de combat prévues par les Articles IV et VI du Traité, jusqu'au moment où ils sont certifiés non armés conformément aux procédures prévues par la Section IV du présent Protocole. Aucun Etat Partie n'a le droit de soustraire des limites numériques prévues par les Articles IV et VI du Traité plus de 550 de ces avions, dont 130 au plus peuvent être des modèles ou versions du MIG-25U.

3. Chaque Etat Partie notifie à tous les autres Etats Parties au plus tard à l'entrée en vigueur du Traité :

(A) le nombre total pour chacun des modèles ou versions spécifiques d'avions d'entraînement aptes au combat que l'Etat Partie a l'intention de désarmer et de certifier conformément à la Section I, paragraphe 1 alinéa (A) et aux Sections III et IV du présent Protocole ; et

(B) le nombre total pour chacun des modèles ou versions spécifiques d'avions d'entraînement aptes au combat que l'Etat Partie a l'intention de certifier seulement, conformément à la Section I, paragraphe 1, alinéa (B) et à la Section IV du présent Protocole.

4. Chaque Etat Partie utilise l'un quelconque des moyens techniques particuliers qu'il juge nécessaires pour mener à bien les procédures de désarmement total prévues par la Section III du présent Protocole.

SECTION II. MODELES OU VERSIONS D'AVIONS D'ENTRAINEMENT APTES AU COMBAT SUSCEPTIBLES DE DESARMEMENT TOTAL ET DE CERTIFICATION

1. Chaque Etat Partie n'a le droit de soustraire des limites numériques concernant les avions de combat prévues par les Articles IV et VI du Traité, conformément aux dispositions du présent Protocole, que les modèles ou versions spécifiques suivants d'avions d'entraînement aptes au combat :

SU-15U
SU-17U
MiG-15U
MiG-21U
MiG-23U
MiG-25U
UIL-28

2. La liste ci-dessus des modèles ou versions spécifiques d'avions d'entraînement aptes au combat est définitive et non susceptible de révision.

SECTION III. PROCEDURES DE DESARMEMENT TOTAL

1. Le désarmement total des modèles ou versions d'avions d'entraînement aptes au combat rend ces avions incapables d'emploi ultérieur de tout type de système d'armement, ainsi que d'utilisation ultérieure de systèmes de guerre électronique et de reconnaissance, grâce au retrait des composants suivants :

(A) les dispositifs particuliers pour la fixation des systèmes d'armements tels que les points d'emports spéciaux, les dispositifs de lancement, ou les points de montage d'armement ;

(B) les boîtiers et panneaux de contrôle des systèmes d'armements, y compris les systèmes de sélection, d'armement et de mise à feu ou de lancement des armements ;

(C) les boîtiers des systèmes de visée et de guidage des armements non intégrés aux systèmes de navigation et de contrôle de vol ; et

(D) les boîtiers et panneaux de contrôle des systèmes de guerre électronique et de reconnaissance, y compris les antennes associées.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 de la présente Section, les points d'emports spéciaux qui sont incorporés à l'avion, ainsi que les éléments spéciaux des points d'emports polyvalents qui sont conçus pour être utilisés seulement avec les composants décrits par le paragraphe 1 de la présente Section, sont rendus incapables d'emploi ultérieur avec ces systèmes. Les circuits électriques des systèmes d'armement, de guerre électronique et de reconnaissance décrits par le paragraphe 1 de la présente Section sont rendus incapables d'emploi ultérieur, grâce au retrait du câblage ou, en cas d'impossibilité technique, au découpage des sections du câblage dans les zones accessibles.

3. Chaque Etat Partie fournit à tous les autres Etats Parties, au moins 42 jours avant le désarmement total du premier avion de chaque modèle ou version d'avions d'entraînement aptes au combat énuméré par la Section II du présent Protocole, les informations suivantes :

(A) un schéma de base décrivant tous les composants principaux des systèmes d'armement, y compris l'équipement de visée et les systèmes de guidage des armements, les dispositifs conçus pour la fixation des armements, ainsi que les composants relatifs aux systèmes de guerre électronique et de reconnaissance, la fonction de base des composants décrits par le paragraphe 1 de la présente Section et les liens fonctionnels de ces composants entre eux ;

(B) une description générale du processus de désarmement, y compris une liste des composants à enlever ; et

(C) une photographie de chacun des composants à retirer, montrant son emplacement dans l'avion avant son retrait, et une photographie du même emplacement après le retrait de ce composant.

SECTION IV. PROCEDURES DE CERTIFICATION

1. Chaque Etat Partie qui a l'intention de désarmer et de certifier, ou de certifier seulement, des modèles ou versions d'avions d'entraînement aptes au combat, se conforme aux procédures suivantes de certification pour garantir que ces avions ne possèdent aucun des composants énumérés par la Section III, paragraphes 1 et 2 du présent Protocole.

2. Chaque Etat Partie notifie chaque certification à tous les autres Etats Parties, conformément à la Section IX, paragraphe 3 du Protocole sur l'inspection. Dans le cas de la première certification d'un avion qui ne requiert pas de désarmement total, l'Etat Partie qui a l'intention d'effectuer la certification fournit à tous les autres Etats Parties les informations requises par la Section III, paragraphe 3 alinéas (A), (B) et (C) du présent Protocole pour un modèle ou une version armée du même type d'avion.

3. Chaque Etat Partie a le droit d'inspecter la certification des avions d'entraînement aptes au combat, conformément à la Section IX du Protocole sur l'inspection.

4. Le processus de désarmement total et de certification, ou de certification seulement, est considéré comme achevé quand le processus de certification prévu par la présente Section est achevé, qu'un Etat Partie ait, ou non, exercé les droits à inspecter la certification décrits par le paragraphe 3 de la présente Section et par la Section IX du Protocole sur l'inspection, à condition que, dans les 30 jours de la réception de la notification de l'achèvement de la certification et de la reclassification, fournie en vertu du paragraphe 5 de la présente Section, aucun Etat Partie n'ait notifié à tous les autres Etats Parties qu'il considère qu'il y a une ambiguïté liée au processus de certification et de reclassification. Si une telle ambiguïté est soulevée, cette reclassification n'est considérée comme achevée que lorsque la question liée à l'ambiguïté est résolue.

5. L'Etat Partie effectuant la certification notifie à tous les autres Etats Parties, conformément à la Section IX du Protocole sur l'inspection, l'achèvement de la certification.

6. La certification s'effectue dans la zone d'application. Les Etats Parties appartenant au même groupe d'Etats Parties ont le droit de partager les mêmes emplacements de certification.

SECTION V. PROCEDURES POUR L'ECHANGE D'INFORMATIONS ET LA VERIFICATION

Tous les modèles ou versions d'avions d'entraînement aptes au combat certifiés comme non armés sont soumis à échange d'informations, conformément aux dispositions du Protocole sur l'échange d'informations, et à vérification, y compris à inspection, conformément au Protocole sur l'inspection.

PROTOCOLE
SUR LES PROCEDURES REGISSANT LA REDUCTION
DES ARMEMENTS ET EQUIPEMENTS CONVENTIONNELS LIMITES PAR
LE TRAITE SUR LES FORCES ARMEES CONVENTIONNELLES EN EUROPE

Les Etats Parties conviennent ci-après des procédures régissant la réduction des armements et équipements conventionnels limités par le Traité telle que prévue par l'Article VIII du Traité sur les Forces armées conventionnelles en Europe, en date du 19 novembre 1990, dorénavant désigné comme le Traité.

SECTION I. CONDITIONS GENERALES DE REDUCTION

1. Les armements et équipements conventionnels limités par le Traité sont réduits conformément aux procédures prévues par le présent Protocole et par les autres Protocoles, énumérés par l'Article VIII, paragraphe 1 du Traité. Chacune de ces procédures est considérée comme suffisante, dès lors qu'elle est appliquée conformément aux dispositions de l'Article VIII du Traité, ou du présent Protocole, pour mener à bien une réduction.

2. Chaque Etat Partie a le droit d'utiliser tout moyen technique qu'il estime approprié pour appliquer les procédures de réduction des armements et équipements conventionnels limités par le Traité.

3. Chaque Etat Partie a le droit d'enlever, de conserver et d'utiliser les composants et parties d'armements et équipements conventionnels limités par le Traité qui ne sont pas eux-mêmes soumis à réduction conformément aux dispositions de la Section II du présent Protocole, et de disposer des débris.

4. Sauf disposition contraire du présent Protocole, les armements et équipements conventionnels limités par le Traité sont réduits de façon à exclure leur utilisation ultérieure ou leur remise en état à des fins militaires.

5. Après l'entrée en vigueur du Traité, tout Etat Partie peut proposer des procédures additionnelles de réduction. Ces propositions sont communiquées à tous les autres Etats Parties et indiquent les détails de ces procédures suivant le modèle des procédures prévues par le présent Protocole. Toute procédure de ce type est considérée comme suffisante pour mener à bien la réduction d'armements et équipements conventionnels limités par le Traité sur décision à cet effet du Groupe consultatif commun.

SECTION II. NORMES DE PRESENTATION SUR LES SITES DE REDUCTION

1. Chaque exemplaire des armements et équipements conventionnels limités par le Traité devant être réduit est présenté sur un site de réduction. Chacun de ces exemplaires comprend au minimum les parties et éléments suivants :

(A) pour les chars de bataille : la coque, la tourelle et l'armement principal intégré. Aux fins du présent Protocole, l'armement principal intégré d'un char de bataille est considéré comme comprenant le tube du canon, le système de culasse, les tourillons et les supports de tourillon ;

(B) pour les véhicules blindés de combat : la coque et, le cas échéant, la tourelle et l'armement principal intégré. Aux fins du présent Protocole, l'armement principal intégré d'un véhicule blindé de combat est considéré comme comprenant le tube du canon, le système de culasse, les tourillons et les supports de tourillon. Aux fins du présent Protocole, l'armement principal intégré est considéré comme ne comprenant pas les mitrailleuses d'un calibre inférieur à 20 millimètres, qui peuvent toutes être récupérées ;

(C) pour l'artillerie : le tube du canon, le système de culasse, le berceau du canon y compris les tourillons et leurs supports, les flèches le cas échéant, ou les tubes ou les rails de lancement et leurs supports ; ou les tubes de mortier et leurs plaques de base. Dans le cas de l'artillerie automotrice, la coque du véhicule et, le cas échéant, la tourelle sont également présentées ;

(D) pour les avions de combat : le fuselage ; et

(E) pour les hélicoptères d'attaque : le fuselage, y compris les emplacements de fixation de la transmission.

2. Dans chaque cas, l'exemplaire présenté sur le site de réduction, conformément au paragraphe 1 de la présente Section, constitue un ensemble complet.

3. L'Etat Partie entreprenant des réductions peut disposer, comme il en décide, des parties et éléments des armements et équipements conventionnels limités par le Traité qui ne sont pas mentionnés au paragraphe 1 de la présente Section, ainsi que des parties et éléments qui ne sont pas soumis à réduction selon les procédures du présent Protocole, y compris les tourelles de véhicules blindés de transport de troupe uniquement équipées de mitrailleuses.

SECTION III. PROCEDURES DE REDUCTION DES CHARS DE BATAILLE PAR DESTRUCTION

1. Chaque Etat Partie a le droit de choisir l'une quelconque des séries de procédures suivantes, chaque fois qu'il procède à la destruction de chars de bataille sur des sites de réduction.

2. Procédure de destruction par découpage :

(A) retrait des équipements spéciaux du châssis, y compris des équipements démontables qui assurent le fonctionnement des systèmes d'armement de bord ;

(B) retrait de la tourelle, le cas échéant ;

(C) pour le système de culasse du canon :

(1) soit soudure du bloc de culasse à l'anneau en deux endroits au moins ;

(2) soit découpage d'un côté au moins de l'anneau de culasse, le long du grand axe de la cavité recevant le bloc de culasse ;

(D) découpage du tube du canon en deux parties à une distance de l'anneau de culasse qui ne dépasse pas 100 millimètres ;

(E) découpage de l'un des tourillons du canon et de son support dans la tourelle ;

(F) découpage de deux sections du périmètre de l'ouverture de la tourelle de la coque, chacune d'une portion de secteur d'angle d'au moins 60 degrés et sur un minimum de 200 millimètres le long d'un axe radial, centrées sur l'axe longitudinal du véhicule ; et

(G) découpage, des deux côtés de la coque, de sections de blindage comprenant les ouvertures des axes de transmission, par des coupures verticales et horizontales dans le blindage latéral et par des coupures diagonales dans le blindage supérieur ou inférieur, avant ou arrière, de sorte que les ouvertures des axes de transmission soient comprises dans les parties découpées.

3. Procédure de destruction par démolition à l'explosif :

(A) la coque, les panneaux et les plaques de visite sont ouverts pour faciliter l'évacuation du souffle ;

(B) une charge explosive est placée dans le tube du canon au point de jonction entre les tourillons et le support ou le berceau du canon ;

(C) une charge explosive est placée à l'extérieur de la coque entre les deuxième et troisième galets de roulement, ou entre les troisième et quatrième galets de roulement dans une configuration à six galets, en évitant les points naturels de moindre résistance tels que soudures ou trappes de sauvetage. La charge doit être placée à l'aplomb de la tourelle. Une seconde charge est placée à l'intérieur de la coque, du même côté du char, au même niveau que la charge externe, mais décalée ;

(D) une charge explosive est placée à l'intérieur de la tourelle dans la zone de support de l'armement principal ; et

(E) toutes les charges sont mises à feu simultanément de manière de sorte que la coque et la tourelle soient fendues et déformées ; le bloc de culasse soit séparé du tube du canon, fondu ou déformé ; le tube du canon soit fendu ou coupé dans sa longueur ; le support ou le berceau du canon soit brisé de façon à rendre impossible le montage d'un tube de canon ; la transmission soit endommagée de telle sorte qu'au moins un système de galet soit détruit.

4. Procédure de destruction par déformation :

(A) retrait des équipements spéciaux du châssis, y compris des équipements démontables qui assurent le fonctionnement des systèmes d'armement de bord ;

(B) retrait de la tourelle, le cas échéant ;

(C) pour le système de culasse du canon :

(1) soit soudure du bloc de culasse à l'anneau de culasse en deux endroits au moins ;

(2) soit découpage d'un côté au moins de l'anneau de culasse le long du grand axe de la cavité recevant le bloc de culasse ;

(D) découpage du tube du canon en deux parties à une distance de l'anneau de culasse qui ne dépasse pas 100 millimètres ;

(E) découpage de l'un des tourillons de canon ; et

(F) la coque et la tourelle sont déformées de telle sorte que leur largeur soit réduite de 20 pour cent au moins.

5. Procédure de destruction par écrasement :

(A) un lourd boulet de démolition en acier ou l'équivalent est lâché de façon répétée sur la coque et la tourelle, jusqu'à ce que la coque soit fendue en trois endroits au moins et la tourelle en un endroit au moins ;

(B) les coups du boulet sur la tourelle rendent inutilisables l'un des tourillons de canon et son support, et déforment l'anneau de culasse de façon visible ; et

(C) le tube du canon est fendu ou courbé de façon visible.

SECTION IV. PROCEDURES DE REDUCTION DES VEHICULES BLINDES DE COMBAT PAR DESTRUCTION

1. Chaque Etat Partie a le droit de choisir l'une quelconque des séries de procédures suivantes, chaque fois qu'il procède à la destruction de véhicules blindés de combat sur des sites de réduction.

2. Procédure de destruction par découpage :

(A) pour tous les véhicules blindés de combat, retrait des équipements spéciaux du châssis, y compris des équipements démontables qui assurent le fonctionnement des systèmes d'armement de bord ;

(B) pour les véhicules blindés de combat chenillés, découpage, des deux côtés de la coque, de sections de blindage comprenant les ouvertures des axes de transmission, par des coupures verticales et horizontales dans le blindage latéral et par des coupures diagonales dans le blindage supérieur ou inférieur, avant ou arrière, de sorte que les ouvertures des axes de transmission soient comprises dans les parties découpées ;

(C) pour les véhicules blindés de combat à roues, découpage, des deux côtés de la coque, de sections de blindage, comprenant les zones de fixation des supports de transmission aux roues avant, par des coupures verticales, horizontales et irrégulières dans le blindage latéral, avant, supérieur et inférieur, de sorte que les zones de fixation des supports de transmission aux roues avant soient contenues dans les parties sectionnées à une distance de 100 millimètres au moins des coupures ; et

(D) en outre, pour les véhicules blindés de combat d'infanterie et les véhicules de combat à armement lourd :

(1) retrait de la tourelle ;

(2) découpage de l'un des tourillons du canon et de son support dans la tourelle ;

(3) pour le système de culasse du canon :

(a) soit soudure du bloc de culasse à l'anneau de culasse en deux endroits au moins ;

(b) soit découpage d'un côté au moins de l'anneau de culasse le long du grand axe de la cavité recevant le bloc de culasse ;

(c) soit découpage du boîtier de culasse en deux parties approximativement égales ;

(4) découpage du tube du canon en deux parties à une distance de l'anneau de culasse qui ne dépasse pas 100 millimètres ; et

(5) découpage de deux sections du périmètre de l'ouverture de la tourelle de la coque, chacune d'une portion de secteur d'angle d'au moins 60 degrés et sur un minimum de 200 millimètres le long d'un axe radical, centrées sur l'axe longitudinal du véhicule.

3. Procédure de destruction par démolition à l'explosif :

(A) une charge explosive est placée sur le plancher intérieur au milieu du véhicule ;

(B) une seconde charge explosive est placée comme suit :

(1) pour les véhicules de combat à armement lourd, dans le canon, au point de fixation des tourillons au support ou au berceau du canon ;

(2) pour les véhicules blindés de combat d'infanterie, à l'extérieur du boîtier de culasse et du groupe de canon inférieur ;

(C) toutes les écoutilles sont fermées ; et

(D) les charges sont mises à feu simultanément de telle sorte qu'elles fendent les côtés et le dessus de la coque. Pour les véhicules de combat à armement lourd et les véhicules blindés de combat d'infanterie, les dommages infligés au système de canon sont équivalents à ceux décrits au paragraphe 2 alinéa (D) de la présente Section.

4. Procédure de destruction par écrasement :

(A) un lourd boulet de démolition en acier ou l'équivalent est lâché de façon répétée sur la coque et, le cas échéant, sur la tourelle, jusqu'à ce que la coque soit fendue en au moins trois endroits et la tourelle, le cas échéant, en un endroit ;

(B) en outre, pour les véhicules de combat à armement lourd :

(1) les coups du boulet sur la tourelle rendent inutilisables l'un des tourillons du canon et son support, et déforment l'anneau de culasse de façon visible ; et

(2) le canon est fendu ou courbé de façon visible.

SECTION V. PROCEDURES DE REDUCTION DE L'ARTILLERIE PAR DESTRUCTION

1. Chaque Etat Partie a le droit de choisir l'une quelconque des séries de procédures suivantes, chaque fois qu'il procède à la destruction de canons, d'obusiers, ou de pièces d'artillerie associant les caractéristiques des canons et des obusiers, de systèmes de lance-roquettes multiples ou de mortiers sur des sites de réduction.

2. Procédure de destruction par découpage des canons, des obusiers, des pièces d'artillerie associant les caractéristiques des canons et des obusiers, ou des mortiers qui ne sont pas automoteurs :

(A) retrait des équipements spéciaux, y compris des équipements démontables qui assurent le fonctionnement du canon, de l'obusier, de la pièce d'artillerie associant les caractéristiques des canons et des obusiers, ou du mortier ;

(B) le cas échéant, pour le système de culasse du canon, de l'obusier, de la pièce d'artillerie associant les caractéristiques des canons et des obusiers, ou du mortier :

(1) soit soudure du bloc de culasse à l'anneau de culasse en deux points au moins ;

(2) soit découpage d'un côté au moins de l'anneau de culasse le long du grand axe de la cavité recevant le bloc de culasse ;

(C) découpage du tube en deux parties à une distance de l'anneau de culasse qui ne dépasse pas 100 millimètres ;

(D) découpage du tourillon gauche du berceau et des points de fixation de ce tourillon à l'affût supérieur ; et

(E) découpage des flèches ou de la plaque de base du mortier, en deux parties approximativement égales.

3. Procédure de destruction par démolition à l'explosif des canons, des obusiers ou des pièces d'artillerie associant les caractéristiques des canons et des obusiers et qui ne sont pas automoteurs :

(A) des charges explosives sont placées dans le tube, sur un support de berceau dans l'affût supérieur et sur les flèches, et mises à feu de façon à ce que :

(1) le tube soit fendu ou déchiré dans sa longueur à moins d'1,50 mètre de la culasse ;

(2) le bloc de culasse soit brisé, déformé ou partiellement fondu ;

(3) les fixations entre le tube et l'anneau de culasse et entre l'un des tourillons du berceau et l'affût supérieur soient détruites ou suffisamment endommagées pour ne plus être utilisables : et

(4) les flèches soient séparées en deux parties approximativement égales ou suffisamment endommagées pour ne plus être utilisables.

4. Procédure de destruction par démolition à l'explosif des mortiers qui ne sont pas automoteurs :

des charges explosives sont placées dans le tube du mortier et sur la plaque de base, de façon à ce que, quand les charges explosent, le tube du mortier soit brisé dans sa moitié inférieure et la plaque de base découpée en deux parties approximativement égales.

5. Procédure de destruction par déformation des mortiers qui ne sont pas automoteurs :

(A) le tube du mortier est courbé de façon visible, approximativement en son milieu ; et

(B) la plaque de base est courbée approximativement dans sa ligne médiane, selon un angle de 45 degrés au moins.

6. Procédure de destruction par découpage des canons automoteurs, des obusiers automoteurs, des pièces d'artillerie automotrices combinant les caractéristiques des canons et des obusiers et des mortiers automoteurs :

(A) retrait des équipements spéciaux, y compris des équipements démontables qui assurent le fonctionnement du canon, de l'obusier, de la pièce d'artillerie associant les caractéristique des canons et des obusiers, ou du mortier ;

(B) le cas échéant, pour le système de culasse du canon, de l'obusier, de la pièce d'artillerie associant les caractéristiques des canons et des obusiers, ou du mortier :

(1) soit soudure du bloc de culasse à l'anneau de culasse en deux endroits au moins ;

(2) soit découpage d'un côté au moins de l'anneau de culasse le long du grand axe de la cavité recevant le bloc de culasse ;

(C) découpage du tube en deux parties à une distance de l'anneau de culasse qui ne dépasse pas 100 millimètres ;

(D) découpage du tourillon gauche et de son support ; et

(E) découpage, des deux côtés de la coque, de sections de blindage comprenant les ouvertures des axes de transmission, par des coupures verticales et horizontales dans le blindage latéral et par des coupures diagonales dans le blindage supérieur ou inférieur, avant ou arrière, de sorte que les ouvertures des axes de transmission soient comprises dans les parties découpées.

7. Procédure de destruction par démolition à l'explosif des canons automoteurs, des obusiers automoteurs, des pièces d'artillerie automotrices associant les caractéristiques des canons et des obusiers et des mortiers automoteurs :

(A) pour un canon automoteur, un obusier automoteur, une pièce d'artillerie automotrice associant les caractéristiques des canons et des obusiers, et un mortier automoteur avec tourelle : la méthode définie pour les chars de bataille par la Section III, paragraphe 3 du présent Protocole, est appliquée de façon à obtenir des résultats équivalents à ceux décrits par ce paragraphe ; et

(B) pour un canon automoteur, un obusier automoteur, une pièce d'artillerie automotrice associant les caractéristiques des canons et des obusiers, et un mortier automoteur sans tourelle : une charge explosive est placée dans la coque sous le côté avant de la plate-forme tournante supportant le tube et est mise à feu de façon à séparer la plate-forme de la coque. Pour la destruction du système d'arme, la méthode décrite pour les canons, les obusiers, les pièces d'artillerie associant les caractéristiques des canons et des obusiers par le paragraphe 3 de la présente Section est appliquée de façon à obtenir des résultats équivalents à ceux décrits par ce paragraphe.

8. Procédure de destruction par écrasement des canons automoteurs, des obusiers automoteurs, des pièces d'artillerie automotrices associant les caractéristiques des canons et des obusiers et des mortiers automoteurs :

(A) un lourd boulet de démolition en acier ou l'équivalent est lâché de façon répétée sur la coque et, le cas échéant, la tourelle jusqu'à ce que la coque soit fendue en trois endroits différents au moins et la tourelle en un endroit au moins ;

(B) les coups du boulet sur la tourelle rendent inutilisables l'un des tourillons du canon et son support et déforment l'anneau de culasse de façon visible ; et

(C) le tube est fendu ou courbé de façon visible approximativement en son milieu.

9. Procédure de destruction par découpage des systèmes de lance-roquette multiples :

(A) retrait des équipements spéciaux du système de lance-roquette multiples, y compris des équipements démontables qui assurent le fonctionnement de ses systèmes de combat ; et

(B) retrait des tubes ou rails de lancement, vis ou engrenages des secteurs du mécanisme de hausse, des supports des tubes ou des rails de lancement et de leurs parties tournantes et découpage de ceux-ci en deux parties approximativement égales en des endroits qui ne sont pas des joints d'assemblage.

10. Procédure de destruction par démolition à l'explosif de systèmes de lance-roquettes multiples :

une charge creuse linéaire est placée en travers des tubes ou des rails de lancement et des supports des tubes ou des rails de lancement. Quand elle explose, la charge découpe les tubes ou les rails de lancement, les supports des tubes ou des rails de lancement et leurs parties tournantes en deux parties approximativement égales, en des endroits qui ne sont pas des joints d'assemblage.

11. Procédure de destruction par déformation des systèmes de lance-roquettes multiples :

tous les tubes ou rails de lancement, les supports des tubes ou des rails de lancement et le système de visée sont courbés de façon visible, approximativement en leur milieu.

SECTION VI. PROCEDURES DE REDUCTION DES AVIONS DE COMBAT PAR DESTRUCTION

1. Chaque Etat Partie a le droit de choisir l'une quelconque des séries suivantes de procédures, chaque fois qu'il procède à la destruction d'avions de combat sur des sites de réduction.

2. Procédure de destruction par découpage :

le fuselage de l'avion est divisé en trois parties, en des endroits différents des joints d'assemblage, par découpage de son nez immédiatement devant le poste de pilotage et de sa queue dans la partie centrale de l'attache des ailes, de façon à ce que, le cas échéant, les joints d'assemblage se trouvant dans les zones à découper soient compris dans les parties découpées.

3. Procédure de destruction par déformation :

le fuselage est déformé dans son ensemble par compression, de sorte que sa hauteur, sa largeur ou sa longueur soit réduite de 30 pour cent au moins.

4. Procédure de destruction par utilisation comme cibles téléguidées :

(A) chaque Etat Partie a le droit de réduire un maximum de 200 avions de combat par utilisation comme cibles téléguidées, pendant la période de réduction de 40 mois ;

(B) la cible téléguidée est détruite en vol par des munitions tirées par les forces armées de l'Etat Partie possédant la cible téléguidée ;

(C) si la tentative d'abattre la cible téléguidée échoue et si la cible est détruite subséquemment par un mécanisme d'autodestruction, les procédures du présent paragraphe restent applicables. Sinon, la cible téléguidée peut être récupérée ou être déclarée détruite par accident conformément à la Section IX du présent Protocole, selon les circonstances ; et

(D) la notification de destruction est fournie à tous les autres Etats Parties. Cette notification précise le type de la cible téléguidée détruite et l'emplacement où elle a été détruite. Dans les 90 jours suivant la notification, l'Etat Partie déclarant cette réduction adresse des documents probants, tels un rapport d'enquête, à tous les autres Etats Parties. Dans le cas d'ambiguïtés liées à la destruction d'une cible téléguidée particulière, la réduction n'est pas considérée comme achevée avant le règlement final de la question.

SECTION VII. PROCEDURES DE REDUCTION DES HELICOPTERES D'ATTAQUE PAR DESTRUCTION

1. Chaque Etat Partie a le droit de choisir l'une quelconque des séries suivantes de procédures, chaque fois qu'il procède à la destruction d'hélicoptères d'attaque sur des sites de réduction.

2. Procédure de destruction par découpage :

(A) la queue est séparée du fuselage par découpage de sorte que le joint d'assemblage soit contenu dans la partie découpée ; et

(B) au moins deux supports de transmission fixés au fuselage sont découpés, fondus ou déformés.

3. Procédure de destruction par démolition à l'explosif :

tous types et quantités d'explosifs peuvent être utilisés de sorte qu'après la détonation, le fuselage soit coupé en deux morceaux au moins dans la section du fuselage qui contient l'ensemble des supports de transmission.

4. Procédure de destruction par déformation :

le fuselage est déformé dans son ensemble par compression, de sorte que sa hauteur, sa largeur ou sa longueur soit réduite de 30 pour cent au moins.

SECTION VIII. REGLES ET PROCEDURES DE REDUCTION D'ARMEMENTS ET EQUIPEMENTS CONVENTIONNELS LIMITES PAR LE TRAITE PAR CONVERSION A DES FINS NON MILITAIRES

1. Chaque Etat Partie a le droit de réduire un certain nombre de chars de bataille et de véhicules blindés de combat par conversion. Les types de véhicules qui peuvent être convertis sont énumérés par le paragraphe 3 de la présente Section et les fins non militaires précises auxquelles ils peuvent être convertis sont énumérées par le paragraphe 4 de la présente Section. Les véhicules convertis ne sont pas mis en service dans les forces armées conventionnelles d'un Etat Partie.

2. Chaque Etat Partie détermine le nombre de chars de bataille et de véhicules blindés de combat qu'il entend convertir. Ce nombre ne dépasse pas :

(A) pour les chars de bataille, 5,7 pour cent, soit au maximum 750 chars de bataille, du niveau maximal de dotations en chars de bataille qu'il a, conformément à l'Article VII du Traité, notifié à la signature du Traité ou 150 exemplaires, le plus élevé de ces deux nombres étant retenu ;

(B) pour les véhicules blindés de combat, 15 pour cent, soit au maximum 3 000 véhicules blindés de combat, du niveau maximal de dotations en véhicules blindés de combat qu'il a, conformément à l'Article VII du Traité, notifié à la signature du Traité, ou 150 exemplaires, le plus élevé de ces deux nombres étant retenu.

3. Les véhicules suivants peuvent être convertis à des fins non militaires : T-54, T-55, T-62, T-64, T-72, Léopard 1, BMP-1, BTR-60, OT-64. Dans le cadre du Groupe consultatif commun, les Etats Parties peuvent apporter des modifications à la liste des véhicules pouvant être convertis à des fins non militaires. De telles modifications, en vertu de l'Article XVI, paragraphe 5 du Traité, sont considérées comme des améliorations à la viabilité et à l'efficacité du Traité concernant seulement des points mineurs de nature technique.

4. Ces véhicules sont convertis aux fins non militaires ci-après précisées :

(A) tracteurs universels ;

(B) bulldozers ;

(C) véhicules de lutte contre l'incendie ;

(D) grues ;

(E) véhicules générateurs d'électricité ;

(F) véhicules - concasseurs de minéraux ;

(G) véhicules d'entretien de carrières ;

(H) véhicules de sauvetage ;

(I) véhicules d'évacuation de blessés ;

(J) véhicules de transport ;

(K) véhicules de forage pétrolier ;

(L) véhicules d'assainissement en cas de pollution par produits pétroliers ou chimiques ;

(M) tracteurs brise-glace chenillés ;

(N) véhicules protection de l'environnement.

Dans le cadre du Groupe consultatif commun, les Etats Parties peuvent apporter des modifications à la liste de ces utilisations non militaires précises. De telles modifications, en vertu de l'Article XVI, paragraphe 5 du Traité, sont considérées comme des améliorations à la viabilité et à l'efficacité du Traité concernant seulement des points mineurs de nature technique.

5. A l'entrée en vigueur du Traité, chaque Etat Partie notifie à tous les autres Etats Parties le nombre de chars de bataille et de véhicules blindés de combat qu'il prévoit de convertir conformément aux dispositions du Traité. Notification de l'intention d'un Etat Partie de procéder à des conversions, conformément à la présente Section, est donnée à tous les autres Etats Parties, au moins 15 jours à l'avance, conformément à la Section X, paragraphe 5 du Protocole sur l'inspection. Elle précise le nombre et les types de véhicules à convertir, les dates de début et de fin de la conversion, ainsi que les véhicules particuliers qui résultent de la conversion à des fins non militaires.

6. Les procédures suivantes sont appliquées avant la conversion de chars de bataille et de véhicules blindés de combat sur des sites de réduction :

(A) pour les chars de bataille :

(1) retrait des équipements spéciaux du châssis, y compris des équipements démontables qui assurent le fonctionnement des systèmes d'armements de bord ;

(2) retrait de la tourelle, le cas échéant ;

(3) pour le système de culasse du canon :

(a) soit soudure du bloc de culasse à l'anneau de culasse en deux endroits au moins ;

(b) soit découpage d'un côté au moins de l'anneau de culasse le long du grand axe de la cavité recevant le bloc de culasse ;

(4) découpage du tube de canon en deux parties à une distance de l'anneau de culasse qui ne dépasse pas 100 millimètres ;

(5) découpage de l'un des tourillons de canon et de son support dans la tourelle ;

(6) découpage et retrait d'une partie du blindage supérieur de la coque, depuis le glacis frontal jusqu'au milieu de l'ouverture de la tourelle de la coque, ainsi que des parties correspondantes du blindage latéral, sur une hauteur de 200 millimètres au moins, (pour le T-64 et le T-72 sur une hauteur de 100 millimètres au moins), au-dessous du niveau du blindage supérieur de la coque, ainsi que des parties correspondantes de la plaque du glacis frontal découpée à la même hauteur. La partie découpée de cette plaque du glacis frontal en comprend au moins le tiers supérieur.

(B) pour les véhicules blindés de combat :

(1) pour tous les véhicules blindés de combat, retrait des équipements spéciaux du châssis, y compris des équipements démontables qui assurent le fonctionnement des systèmes d'armement de bord ;

(2) pour les véhicules avec moteur à l'arrière, découpage et retrait d'une partie du blindage supérieur de la coque, depuis le glacis frontal jusqu'à la cloison du compartiment du moteur et de la transmission, ainsi que des parties correspondantes des blindages latéral et avant, sur une hauteur de 300 millimètres au moins au-dessous du niveau supérieur du compartiment de l'équipage d'assaut ;

(3) pour les véhicules avec moteur à l'avant, découpage et retrait d'une partie de la plaque de blindage supérieur depuis la cloison du compartiment du moteur et de la transmission jusqu'à l'arrière du véhicule, ainsi que des parties correspondantes du blindage latéral sur une hauteur de 300 millimètres au moins au-dessous du niveau supérieur du compartiment de l'équipe d'assaut.

(4) en outre, pour les véhicules blindés de combat d'infanterie et les véhicules de combat à armement lourd :

(a) retrait de la tourelle,

(b) découpage de l'un des tourillons du canon et de son support dans la tourelle ;

(c) pour le système de culasse du canon :

(i) soit soudure du bloc de culasse à l'anneau de culasse en deux endroits au moins ;

(ii) soit découpage d'un côté au moins de l'anneau de culasse le long du grand axe de la cavité recevant le bloc de culasse ;

(iii) soit découpage du boîtier de culasse en deux parties approximativement égales ; et

(d) découpage du tube du canon en deux parties à une distance de l'anneau de culasse qui ne dépasse pas 100 millimètres.

7. Les chars de bataille et véhicules blindés de combat en cours de réduction en vertu du paragraphe 6 de la présente Section sont soumis à inspection sans droit de refus, en application de la Section X du Protocole sur l'inspection. Les chars de bataille et les véhicules blindés de combat sont considérés comme réduits après l'achèvement des procédures décrites par le paragraphe 6 de la présente Section et après la notification faite en application de la Section X du Protocole sur l'inspection.

8. Les véhicules réduits conformément au paragraphe 7 de la présente Section restent soumis à notification en vertu de la Section IV du Protocole sur l'échange d'informations, jusqu'à ce que la conversion finale à des fins non militaires ait été achevée et que la notification ait été fournie en application de la Section X, paragraphe 12 du Protocole sur l'inspection.

9. Les véhicules en cours de conversion finale à des fins non militaires sont également soumis à inspection en application de la Section X du Protocole sur l'inspection, avec les changements suivants :

(A) le processus de conversion finale sur le site de réduction n'est pas soumis à inspection ; et

(B) tous les autres Etats Parties ont le droit d'inspecter les véhicules entièrement convertis, sans droit de refus, dès réception d'une notification de l'Etat Partie effectuant la conversion finale, précisant quand les procédures de conversion finale seront achevées.

10. Si, après l'achèvement des procédures décrites par le paragraphe 6 de la présente Section sur un véhicule donné, il est décidé de ne pas entreprendre la conversion finale, le véhicule est détruit, dans les limites de temps pour la conversion définies par l'Article VIII du Traité, selon les procédures prévues par ailleurs dans le présent Protocole.

SECTION IX. PROCEDURE EN CAS DE DESTRUCTION PAR ACCIDENT

1. Chaque Etat Partie a le droit de diminuer son obligation de réduction pour chaque catégorie d'armements et équipements conventionnels limités par le Traité en cas de destruction par accident, jusqu'à un montant ne dépassant pas 1,5 pour cent des niveaux maximaux de ses dotations qu'il a déclarés à la signature du Traité pour la catégorie considérée.

2. Un exemplaire d'armements et équipements conventionnels limités par le Traité est considéré comme réduit conformément à l'Article VIII du Traité à condition que l'accident au cours duquel il a été détruit soit notifié à tous les Etats Parties dans les sept jours après qu'il a eu lieu. La notification précise le type de l'exemplaire détruit, la date de l'accident, l'emplacement approximatif de l'accident et les circonstances de l'accident.

3. Dans les 90 jours de la notification, l'Etat Partie déclarant une telle réduction fournit des documents probants, tels qu'un rapport d'enquête, à tous les autres Etats Parties conformément à l'Article XVII du Traité. En cas d'ambiguïtés liées à l'accident, une telle réduction n'est pas considérée comme complète avant le règlement final de la question.

SECTION X. PROCEDURE DE REDUCTION PAR PRESENTATION STATIQUE

1. Chaque Etat Partie a le droit de réduire un certain nombre d'armements et équipements conventionnels limités par le Traité en les plaçant en présentation statique.

2. Aucun Etat Partie n'utilise la présentation statique pour réduire plus d'un pour cent ou huit exemplaires, le plus élevé de ces deux nombres étant retenu, de ses niveaux maximaux de dotations qu'il a déclarés à la signature du Traité, dans chacune des catégories d'armements et équipements conventionnels limités par le Traité.

3. Nonobstant les paragraphes 1 et 2 de la présente Section, chaque Etat Partie a également le droit de maintenir en état de fonctionnement deux exemplaires de chaque type existant d'armements et équipements conventionnels limités par le Traité à des fins de présentation statique. Ces armements et équipements conventionnels sont présentés dans des musées ou sur d'autres sites similaires.

4. Les armements et équipements conventionnels limités par le Traité placés en présentation statique ou dans des musées avant la signature du Traité ne sont soumis à aucune limite numérique prévue par le Traité, y compris les limites numériques prévues par les paragraphes 2 et 3 de la présente Section.

5. Ces exemplaires à réduire par présentation statique subissent les procédures suivantes sur les sites de réduction :

(A) tous les exemplaires automoteurs à présenter ont leurs réservoirs de carburant rendus inaptes à contenir du carburant et :

(1) soit les moteurs et organes de transmission sont retirés et leurs supports endommagés, de façon à ce que ces pièces ne puissent pas être réinstallées ;

(2) soit le compartiment du moteur est rempli de béton ou d'une résine polymère.

(B) tous les exemplaires à présenter équipés de canons de 75 millimètres ou plus avec des mécanismes de hausse et de pointage en direction fixés de façon permanente ont leurs mécanismes de hausse et de pointage en direction soudés, de sorte que le tube ne puisse plus être pointé en direction ou en hauteur. En outre, les exemplaires à présenter utilisant des mécanismes de pignons et d'engrenage ou de pignons et de roues pour le pointage en direction et en hauteur ont trois dents consécutives de l'engrenage ou de la roue détachées, de chaque côté du pignon du tube du canon.

(C) tous les exemplaires à présenter équipés de systèmes d'arme qui ne répondent pas aux critères décrits par l'alinéa (B) du présent paragraphe ont leurs tube et boîtier de culasse remplis de béton ou d'une résine polymère, depuis l'avant de la culasse jusqu'à 10 centimètres de la bouche.

SECTION XI. PROCEDURE DE REDUCTION PAR UTILISATION COMME CIBLES AU SOL

1. Chaque Etat Partie a le droit de réduire par utilisation comme cibles au sol un certain nombre de chars de bataille, de véhicules blindés de combat et de pièces d'artillerie automotrices.

2. Aucun Etat Partie n'a le droit de réduire par utilisation comme cibles au sol des quantités de chars de bataille et de véhicules blindés de combat supérieures à 2,5 pour cent de ses niveaux maximaux de dotations, dans chacune de ces deux catégories, tels que notifiés à la signature du Traité en application de l'Article VII du Traité. En outre, aucun Etat Partie n'a le droit de réduire par utilisation comme cibles au sol plus de 50 pièces d'artillerie automotrices.

3. Les armements et équipements conventionnels utilisés comme cibles au sol avant la signature du présent Traité ne sont soumis à aucune des limites numériques prévues par les Articles IV, V ou VI du Traité, ni aux limites numériques prévues par le paragraphe 2 de la présente Section.

4. Ces exemplaires à réduire par utilisation comme cibles au sol subissent les procédures suivantes sur les sites de réduction :

(A) pour les chars de bataille et les pièces d'artillerie automotrices :

(1) pour le système de culasse du canon :

(a) soit soudure du bloc de culasse à l'anneau de culasse en deux endroits au moins ;

(b) soit découpage d'un côté au moins de l'anneau de culasse le long du grand axe de la cavité recevant le bloc de culasse ;

(2) découpage de l'un des tourillons et de son support dans la tourelle ; et

(3) découpage, des deux côtés de la coque, de sections de blindage comprenant les ouvertures des axes de transmission, par des coupures verticales et horizontales dans le blindage latéral et des coupures diagonales dans le blindage supérieur ou inférieur, avant ou arrière, de façon à ce que les ouvertures des axes de transmission soient comprises dans les parties découpées ; et

(B) pour les véhicules blindés de combat :

(1) pour le système de culasse du canon :

(a) soit soudure du bloc de culasse à l'anneau de culasse en deux endroits au moins,

(b) soit découpage d'un côté au moins de l'anneau de culasse le long du grand axe de la cavité recevant le bloc de culasse ;

(c) soit découpage du boîtier de culasse en deux parties approximativement égales ;

(2) découpage de l'un des tourillons de canon et de son support dans la tourelle ;

(3) pour les véhicules blindés de combat chenillés, découpage, des deux côtés de la coque, de sections de blindage comprenant les ouvertures des axes de transmission, par des coupures verticales et horizontales dans le blindage latéral et des coupures diagonales dans le blindage supérieur ou inférieur, avant ou arrière, de façon à ce que les ouvertures des axes de transmission soient comprises dans les parties découpées ; et

(4) pour les véhicules blindés de combat à roues, découpage, des deux côtés de la coque, de sections de blindage comprenant les zones de fixation des supports de transmissions aux roues avant par des coupures verticales, horizontales et irrégulières dans le blindage latéral, avant, supérieur et inférieur de façon à ce que les zones de fixation des supports de transmission aux roues avant soient comprises dans les parties découpées à une distance de 100 millimètres au moins des coupures.

SECTION XII. PROCEDURE DE REDUCTION PAR UTILISATION A DES FINS D'INSTRUCTION AU SOL

1. Chaque Etat Partie a le droit de réduire par utilisation à des fins d'instruction au sol un certain nombre d'avions de combat et d'hélicoptères d'attaque.

2. Aucun Etat Partie n'a le droit de réduire par utilisation à des fins d'instruction au sol des quantités d'avions de combat et d'hélicoptères d'attaque supérieures à cinq pour cent de ses niveaux maximaux de dotations, dans chacune de ces deux catégories, tels que notifiés à la signature du Traité en application de l'Article VII du Traité.

3. Les armements et équipements conventionnels limités par le Traité utilisés à des fins d'instruction au sol avant la signature du Traité ne sont pas soumis aux limites numériques prévues par les Articles IV, V ou VI du Traité, ni aux limites numériques prévues par le paragraphe 2 de la présente Section.

4. Ces exemplaires à réduire par utilisation à des fins d'instruction au sol subissent les procédures suivantes sur les sites de réduction :

(A) pour les avions de combat :

(1) soit découpage du fuselage en deux parties dans la partie centrale de l'attache des ailes ;

(2) soit retrait des moteurs, détérioration des points de fixation du moteur et soit remplissage de tous les réservoirs de carburant avec du béton, ou des composés solidifiants à base de polymère ou de résine, soit retrait des réservoirs de carburant et détérioration des points de fixation des réservoirs de carburant ;

(3) soit retrait de tous les armements internes, externes et démontables et des équipements des systèmes d'armements, retrait de la dérive et détérioration des points de fixation de la dérive et remplissage de tous les réservoirs de carburant, sauf un, avec du béton, ou des composés solidifiants à base de polymère ou de résine ; et

(B) pour les hélicoptères d'attaque :

découpage de la queue du fuselage de façon à ce que le joint d'assemblage soit compris dans la partie découpée.

PROTOCOLE SUR LES PROCEDURES REGISSANT LE CLASSEMENT DES HELICOPTERES DE COMBAT ET LE RECLASSEMENT DES HELICOPTERES D'ATTAQUE POLYVALENTS

Les Etats Parties conviennent ci-après des procédures et des dispositions régissant le classement des hélicoptères de combat et le reclassement des hélicoptères d'attaque polyvalents en application de l'Article VIII du Traité sur les Forces armées conventionnelles en Europe, en date du 19 novembre 1990, dorénavant désigné comme le Traité.

SECTION I. CONDITIONS GENERALES DE CLASSEMENT DES HELICOPTERES DE COMBAT

1. Les hélicoptères de combat sont classés comme hélicoptères d'attaque spécialisés, hélicoptères d'attaque polyvalents ou hélicoptères d'appui au combat et sont énumérés comme tels dans le Protocole sur les types existants.

2. Tous les modèles ou versions d'un même type d'hélicoptère d'attaque spécialisé sont classés comme hélicoptères d'attaque spécialisés.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 de la présente Section et à titre d'exception unique à ce paragraphe, l'Union des Républiques socialistes soviétiques peut détenir un total général ne dépassant pas 100 hélicoptères MI-24R et MI-24K équipés pour la reconnaissance, le réglage des tirs de l'artillerie ou le recueil d'échantillons chimiques, biologiques, radiologiques, qui ne sont pas soumis aux limites prévues pour les hélicoptères d'attaque par les Articles IV et VI du Traité. Ces hélicoptères sont soumis à échange d'informations conformément au Protocole sur l'échange d'informations et à inspection interne conformément à la Section VI, paragraphe 30 du Protocole sur l'inspection. Les hélicoptères MI-24R et MI-24K en excédent de cette limite sont classés comme hélicoptères d'attaque spécialisés, quel que soit leur équipement, et comptés sous les limites des hélicoptères d'attaque prévues par les Articles IV et VI du Traité.

4. Chaque Etat Partie qui détient à la fois des modèles ou versions d'appui au combat et d'attaque polyvalents d'un même type d'hélicoptère classe comme hélicoptères d'attaque tous ceux qui ont l'une des caractéristiques énumérées par la Section III, paragraphe 1 du présent Protocole et a le droit de classer comme hélicoptères d'appui au combat ceux qui ne présentent aucune des caractéristiques énumérées par la Section III, paragraphe 1 du présent Protocole.

5. Chaque Etat Partie qui détient seulement des modèles ou versions d'appui au combat d'un même type d'hélicoptère figurant à la fois sur les listes des hélicoptères d'attaque polyvalents et des hélicoptères d'appui au combat dans le Protocole sur les types existants a le droit de classer ces hélicoptères comme hélicoptères d'appui au combat.

SECTION II. CONDITIONS GENERALES DE RECLASSEMENT

1. Seuls les hélicoptères de combat classés comme hélicoptères d'attaque polyvalents conformément aux conditions de classement prévues par le présent Protocole sont susceptibles d'être reclassés comme hélicoptères d'appui au combat.

2. Chaque Etat Partie a le droit de reclasser les hélicoptères d'attaque polyvalents présentant l'une des caractéristiques prévues par la Section III, paragraphe 1 du présent Protocole, et ceci à l'unité et par conversion et certification seulement. Chaque Etat Partie a le droit de reclasser les hélicoptères d'attaque polyvalents ne présentant aucune des caractéristiques prévues par la Section III, paragraphe 1 du présent Protocole et ceci à l'unité et par certification seulement.

3. Chaque Etat Partie utilise l'un quelconque des moyens techniques particuliers qu'il juge nécessaires pour mener à bien les procédures de conversion prévues par la Section III du présent Protocole.

4. Chaque hélicoptère de combat soumis à procédure de reclassement porte le numéro de série d'origine du fabriquant apposé en permanence sur une partie principale de la structure de la cellule.

SECTION III. PROCEDURES DE CONVERSION

1. La conversion des hélicoptères d'attaque polyvalents leur interdit l'utilisation ultérieure d'armes guidées, grâce au retrait des composants suivants :

(A) dispositifs spécifiques pour la fixation d'armes guidées, tels que points d'emport spéciaux ou dispositifs de lancement. S'il s'agit de points d'emports spéciaux incorporés à l'hélicoptère ou d'éléments spéciaux de points d'emport polyvalents conçus pour le seul usage d'armes guidées, ils sont rendus incapables d'emploi ultérieur d'armes guidées; et

(B) tous les systèmes intégrés de contrôle de tir et de visée pour armes guidées, y compris le câblage.

2. Dans le cas où un Etat Partie déclare posséder à la fois des hélicoptères d'attaque polyvalents et des hélicoptères d'appui au combat d'un même type, cet Etat Partie fournit à tous les autres Etats Parties, 42 jours au moins avant la conversion du premier hélicoptère de ce type, ou à l'entrée en vigueur du présent Traité, les informations suivantes :

(A) un schéma de base décrivant tous les composants principaux du système de contrôle de tir et de visée des armes guidées, ainsi que les composants des équipements destinés à la fixation des armes guidées, la fonction de base des composants décrits par le paragraphe 1 de la présente Section et les liens fonctionnels de ces composants entre eux ;

(B) une description générale du processus de conversion, y compris une liste des composants à retirer ; et

(C) une photographie de chacun des composants à retirer, montrant son emplacement dans l'hélicoptère avant son retrait, et une photographie du même emplacement après le retrait du même composant.

SECTION IV. PROCEDURES DE CERTIFICATION

1. Chaque Etat Partie qui reclasse des hélicoptères d'attaque polyvalents se conforme aux procédures suivantes de certification, afin de garantir que ces hélicoptères ne présentent aucune des caractéristiques énumérées par la Section III, paragraphe 1 du présent Protocole.

2. Chaque Etat Partie notifie chaque certification à tous les autres Etats Parties, conformément à la Section IX, paragraphe 3 du Protocole sur l'inspection.

3. Chaque Etat Partie a le droit d'inspecter la certification des hélicoptères conformément à la Section IX du Protocole sur l'inspection.

4. Le processus de reclassement est considéré comme achevé quand le processus de certification prévu par la présente Section est achevé, qu'un Etat Partie ait, ou non, exercé les droits à inspecter la certification décrits par le paragraphe 3 de la présente Section et par la Section IX du Protocole sur l'inspection, à condition que, dans les 30 jours de la réception de la notification de l'achèvement de la certification et du reclassement, fournie en vertu du paragraphe 5 de la présente Section, aucun Etat Partie n'ait notifié à tous les autres Etats Parties qu'il considère qu'il y a une ambiguïté liée au processus de certification et de reclassement. Si une telle ambiguïté est soulevée, ce reclassement n'est considéré comme achevé que lorsque la question liée à l'ambiguïté est résolue.

5. L'Etat Partie effectuant la certification notifie à tous les autres Etats Parties, conformément à la Section IX du Protocole sur l'inspection, l'achèvement de la certification et du reclassement.

6. La certification s'effectue à l'intérieur de la zone d'application. Les Etats Parties appartenant à un même groupe d'Etats Parties ont le droit de partager les mêmes emplacements de certification.

SECTION V. PROCEDURES POUR L'ECHANGE D'INFORMATIONS ET LA VERIFICATION

Tous les hélicoptères de combat dans la zone d'application sont soumis à échange d'informations, conformément aux dispositions du Protocole sur l'échange d'informations, et à vérification, y compris à inspection, conformément au Protocole sur l'inspection.

PROTOCOLE
SUR LA NOTIFICATION ET L'ECHANGE D'INFORMATIONS

Les Etats Parties conviennent ci-après des procédures et des dispositions concernant la notification et l'échange d'informations, en vertu de l'Article XIII du Traité sur les Forces armées conventionnelles en Europe, en date du 19 novembre 1990, dorénavant désigné comme le Traité.

SECTION I. INFORMATIONS SUR LA STRUCTURE DES FORCES TERRESTRES ET DES FORCES AERIENNES ET DE L'AVIATION DE DEFENSE AERIENNE DE CHAQUE ETAT PARTIE, DANS LA ZONE D'APPLICATION

1. Chaque Etat Partie fournit à tous les autres Etats Parties les informations suivantes sur la structure de ses forces terrestres et de ses forces aériennes et de l'aviation de défense aérienne dans la zone d'application :

(A) l'organisation du commandement de ses forces terrestres, en indiquant la dénomination et la subordination de toutes les formations et unités de combat, d'appui et de soutien, à chaque échelon de commandement, jusqu'à celui de la brigade / du régiment ou équivalent, y compris les formations et unités de la défense aérienne subordonnées à ou d'un échelon inférieur à la région militaire ou équivalent. Les unités indépendantes à l'échelon de commandement immédiatement inférieur à celui de la brigade / du régiment directement subordonnées à des formations au dessus de l'échelon de la brigade / du régiment (c'est-à-dire les bataillons indépendants) sont identifiées, avec l'information précisant la formation ou l'unité à laquelle de telles unités sont subordonnées ; et

(B) l'organisation du commandement de ses forces aériennes et de l'aviation de défense aérienne, en indiquant la dénomination et la subordination des formations et unités, à chaque échelon de commandement jusqu'à celui de l'escadre / du régiment aérien ou équivalent. Les unités indépendantes à l'échelon de commandement immédiatement inférieur à celui de l'escadre / du régiment aérien directement subordonnées à des formations au dessus de l'échelon de l'escadre / du régiment aérien (c'est-à-dire les escadrons* indépendants) sont identifiées, avec l'information précisant la formation ou l'unité à laquelle de telles unités sont subordonnées.

* Pour la Belgique et le Canada, le terme "escadron" signifie "escadrille".

SECTION II. INFORMATIONS SUR LES DOTATIONS GLOBALES DANS CHAQUE CATEGORIE D'ARMEMENTS ET EQUIPEMENTS CONVENTIONNELS LIMITES PAR LE TRAITE

1. Chaque Etat Partie fournit à tous les autres Etats Parties des informations sur :

(A) les nombres globaux et les nombres par type de ses dotations dans chaque catégorie d'armements et équipements conventionnels limités par le Traité ; et

(B) les nombres globaux et les nombres par type de ses dotations en chars de bataille, véhicules blindés de combat et pièces d'artillerie limités par le Traité, dans chacune des zones décrites par les Articles IV et V du Traité.

SECTION III. INFORMATIONS SUR L'EMPLACEMENT, LES NOMBRES ET LES TYPES DES ARMEMENTS ET EQUIPEMENTS CONVENTIONNELS EN SERVICE DANS LES FORCES ARMEES CONVENTIONNELLES DES ETATS PARTIES

1. Pour chacune de ses formations et unités notifiées au titre de la Section I, paragraphe 1 alinéas (A) et (B) du présent Protocole, ainsi que pour les bataillons / escadrons ou équivalents situés séparément qui sont subordonnés à ces formations et unités, chaque Etat Partie fournit à tous les autres Etats Parties les informations suivantes :

(A) la dénomination et l'emplacement du temps de paix de ses formations et unités qui détiennent des armements et équipements conventionnels limités par le Traité dans les catégories suivantes, y compris les postes de commandement, avec indication du toponyme et des coordonnées géographiques :

(1) chars de bataille ;

(2) véhicules blindés de combat ;

(3) pièces d'artillerie ;

(4) avions de combat ; et

(5) hélicoptères d'attaque ;

(B) les dotations de ses formations et unités notifiées en vertu de l'alinéa (A) du présent paragraphe, en fournissant les nombres (par type dans le cas des formations et unités à l'échelon de la division ou équivalent et en-dessous) des armements et équipements conventionnels énumérés par l'alinéa (A) du présent paragraphe, et des :

(1) hélicoptères d'appui au combat ;

(2) hélicoptères de transport non armés ;

(3) véhicules blindés poseurs de ponts en précisant ceux en unité d'active ;

(4) véhicules blindés de combat d'infanterie - sosies ;

(5) véhicules blindés de transport de troupe - sosies ;

(6) avions d'entraînement de base ;

(7) avions d'entraînement aptes au combat reclassifiés ; et

(8) hélicoptères MI-24R et MI-24K non soumis aux limites numériques prévues par l'Article IV, paragraphe 1 et par l'Article VI du Traité* ;

(C) la dénomination et l'emplacement du temps de paix de ses formations et unités, autres que celles notifiées en vertu de l'alinéa (A) du présent paragraphe, qui détiennent les catégories suivantes d'armements et équipements conventionnels, définies par l'Article II du Traité, précisées dans le Protocole sur les types existants ou énumérées dans le Protocole sur la reclassification des avions, y compris les postes de commandement, avec indication du toponyme et des coordonnées géographiques :

(1) hélicoptères d'appui au combat ;

(2) hélicoptères de transport non armés ;

(3) véhicules blindés poseurs de ponts ;

(4) véhicules blindés de combat d'infanterie sosies ;

(5) véhicules blindés de transport de troupe sosies ;

(6) avions d'entraînement de base ;

(7) avions d'entraînement aptes au combat reclassifiés ; et

(8) hélicoptères MI-24R et MI-24K non soumis aux limites numériques prévues par l'Article IV, paragraphe 1 et l'Article VI du Traité*.

(D) les dotations de ses formations et unités notifiées en vertu de l'alinéa (C) du présent paragraphe, en fournissant les nombres (par type dans le cas des formations et unités à l'échelon de la division ou équivalent et en-dessous) dans chaque catégorie indiquée ci-dessus et, dans le cas des véhicules blindés poseurs de ponts, ceux en unités d'active.

---

* En vertu de la Section I, paragraphe 3 du Protocole sur le reclassement des hélicoptères.

2. Chaque Etat Partie fournit à tous les autres Etats Parties des informations sur les armements et équipements conventionnels en service dans ses forces armées conventionnelles, mais non détenus par ses forces terrestres ou ses forces aériennes ou de l'aviation de défense aérienne, en précisant :

(A) la dénomination et l'emplacement du temps de paix de ses formations et unités, jusqu'à l'échelon de la brigade / du régiment, de l'escadre / du régiment aérien ou équivalent, ainsi que des unités à l'échelon de commandement immédiatement inférieur à celui de la brigade / du régiment, de l'escadre / du régiment aérien, qui sont situés séparément ou sont indépendantes (c'est-à-dire les bataillons / escadrons, ou équivalents) qui détiennent des armements et équipements conventionnels limités par le Traité dans les catégories suivantes, y compris les postes de commandement, avec indication du toponyme et des coordonnées géographiques :

(1) chars de bataille ;

(2) véhicules blindés de combat ;

(3) pièces d'artillerie ;

(4) avions de combat ; et

(5) hélicoptères d'attaque ; et

(B) les dotations de ses formations et unités notifiées en vertu de l'alinéa (A) du présent paragraphe, en donnant les nombres (par type dans le cas des formations et unités à l'échelon de la division ou équivalent et en-dessous) des armements et équipements conventionnels énumérés par l'alinéa (A) du présent paragraphe, et des :

(1) hélicoptères d'appui au combat ;

(2) hélicoptères de transport non armés ;

(3) véhicules blindés poseurs de ponts en précisant ceux en unités d'active ;

(4) véhicules blindés de combat d'infanterie - sosies ;

(5) véhicules blindés de transport de troupe - sosies ;

(6) avions d'entraînement de base ;

(7) avions d'entraînement aptes au combat reclassifiés ; et

(8) hélicoptères MI-24R et MI-24K non soumis aux limites numériques prévues par l'Article IV, paragraphe 1 et l'Article VI du Traité*.

---

* En vertu de la Section I, paragraphe 3 du Protocole sur le reclassement des hélicoptères.

3. Chaque Etat Partie fournit à tous les autres Etats Parties les informations suivantes :

(A) l'emplacement de ses dépôts permanents désignés, avec indication du toponyme et des coordonnées géographiques, et les nombres et les types des armements et équipements conventionnels dans les catégories énumérées par le paragraphe 1 alinéas (A) et (B) de la présente Section détenus dans ces dépôts ;

(B) l'emplacement de ses dépôts militaires non organiques à des formations et unités identifiées comme objets de vérification, unités indépendantes de réparation et d'entretien, établissements militaires d'entraînement et terrains d'aviation militaires, avec indication du toponyme et des coordonnées géographiques, dans lesquels des armements et équipements conventionnels des catégories énumérées au paragraphe 1 alinéas (A) et (B) de la présente Section sont détenus ou présents de façon habituelle, en donnant les dotations par type dans chaque catégorie sur de tels sites ; et

(C) l'emplacement de ses sites sur lesquels la réduction d'armements et équipements conventionnels limités par le Traité sera effectuée conformément au Protocole sur la réduction, avec indication de l'emplacement par le toponyme et les coordonnées géographiques, des dotations par type dans chaque catégorie d'armements et équipements conventionnels limités par le Traité en attente de réduction sur de tels sites, et en indiquant qu'il s'agit d'un site de réduction.

SECTION IV. INFORMATIONS SUR L'EMPLACEMENT ET LES NOMBRES DES CHARS DE BATAILLE, VEHICULES BLINDES DE COMBAT, PIECES D'ARTILLERIE, AVIONS DE COMBAT ET HELICOPTERES D'ATTAQUE DANS LA ZONE D'APPLICATION, MAIS NON EN SERVICE DANS LES FORCES ARMEES CONVENTIONNELLES

1. Chaque Etat Partie fournit à tous les autres Etats Parties des informations sur l'emplacement et les nombres de ses chars de bataille, véhicules blindés de combat, pièces d'artillerie, avions de combat et hélicoptères d'attaque dans la zone d'application, non en service dans ses forces armées conventionnelles, mais dotés d'une signification militaire potentielle.

(A) En conséquence, chaque Etat Partie fournit les informations suivantes :

(1) pour ses chars de bataille, pièces d'artillerie, avions de combat et hélicoptères d'attaque spécialisés, ainsi que pour les véhicules blindés de combat d'infanterie précisés par l'Article XII du Traité qui sont détenus par des organisations, jusqu'à l'échelon du bataillon indépendant ou situé séparément, ou équivalent, conçues et structurées pour remplir en temps de paix des fonctions de sécurité intérieure ; l'emplacement, y compris le toponyme et les coordonnées géographiques, des sites dans lesquels ces armements et équipements sont détenus et les nombres et types des armements et équipements conventionnels dans ces catégories détenus par chacune de ces organisations ;

(2) pour ses véhicules blindés de transport de troupe, véhicules de combat à armement lourd et hélicoptères d'attaque polyvalents, détenus par des organisations conçues et structurées pour remplir en temps de paix des fonctions de sécurité intérieure, les nombres globaux dans chaque catégorie de ces armements et équipements dans chaque région ou division administrative ;

(3) pour ses chars de bataille, véhicules blindés de combat, pièces d'artillerie, avions de combat et hélicoptères d'attaque en attente d'affectation après avoir été déclassés en application des dispositions de l'Article IX du Traité, l'emplacement, y compris le toponyme et les coordonnées géographiques, des sites dans lesquels ces armements et équipements sont détenus et les nombres et types pour chaque site ;

(4) pour ses chars de bataille, véhicules blindés de combat, pièces d'artillerie, avions de combat et hélicoptères d'attaque, chaque Etat Partie fournit à tous les autres Etats Parties, après l'entrée en vigueur du Traité et en même temps que chaque échange annuel d'informations en vertu de la Section VII, paragraphe 1 alinéa (C) du présent Protocole, l'emplacement identifiable de chaque site dans lesquels se trouvent normalement plus d'un total de 15 chars de bataille, véhicules blindés de combat et pièces d'artillerie, ou plus de 5 avions de combat, ou plus de 10 hélicoptères d'attaque qui, en vertu de l'Article III, paragraphe 1 alinéa (E) du Traité, sont en attente d'exportation ou de réexportation ou qui sont en cours de rénovation à ces fins et sont temporairement conservés dans la zone d'application. Chaque Etat Partie fournit à tous les autres Etats Parties, après l'entrée en vigueur du Traité et en même temps que chaque échange annuel d'informations en vertu de la Section VII, paragraphe 1 alinéa (C) du présent Protocole, les nombres de ces chars de bataille, véhicules blindés de combat, pièces d'artillerie, avions de combat et hélicoptères d'attaque. Dans le cadre du Groupe consultatif commun, les Etats Parties conviennent de la forme que doit prendre l'échange d'informations sur les nombres à fournir en vertu de la présente disposition ;

(5) pour ses chars de bataille et véhicules blindés de combat qui ont été réduits et attendent leur conversion en vertu de la Section VIII du Protocole sur la réduction, l'emplacement, y compris le toponyme et les coordonnées géographiques, de chaque site où ces armements et équipements sont détenus, ainsi que les nombres et types sur chaque site ; et

(6) pour ses chars de bataille, véhicules blindés de combat, pièces d'artillerie, avions de combat et hélicoptères d'attaque utilisés exclusivement à des fins de recherche et de développement en vertu de l'Article III, paragraphe 1 alinéa (B) du Traité, chaque Etat Partie fournit à tous les autres Etats Parties, après l'entrée en vigueur du Traité et en même temps que chaque échange annuel d'informations en vertu de la Section VII, paragraphe 1 alinéa (C) du présent Protocole, les nombres globaux dans chacune de ces catégories d'armements et équipements conventionnels.

SECTION V. INFORMATIONS SUR LES OBJETS DE VERIFICATION ET SUR LES SITES DECLARES

1. Chaque Etat Partie fournit à tous les autres Etats Parties des informations spécifiant ses objets de vérification, y compris le nombre total et la dénomination de chaque objet de vérification, et énumérant ses sites déclarés définis par la Section I du Protocole sur l'inspection, en fournissant les informations suivantes sur chaque site :

(A) la dénomination et l'emplacement du site, y compris le toponyme et les coordonnées géographiques ;

(B) la dénomination de tous les objets de vérification sur ce site, comme prévu par la Section I, paragraphe 1 alinéa (J) du Protocole sur l'inspection, étant entendu que les éléments subordonnés à l'échelon de commandement immédiatement inférieur à celui de la brigade / du régiment, ou de l'escadre / du régiment aérien situés à proximité l'un de l'autre ou du poste de commandement immédiatement supérieur à ces éléments, peuvent être considérés comme non situés séparément, si la distance qui sépare ces bataillons / escadrons ou équivalents ou qui les sépare de leurs postes de commandement, ne dépasse pas 15 kilomètres ;

(C) les nombres globaux par type des armements et équipements conventionnels dans chaque catégorie précisée à la Section III du présent Protocole, détenus dans chaque site et par chaque objet de vérification, ainsi que ceux appartenant à un objet de vérification situé sur un autre site déclaré, en précisant la dénomination de chacun de ces objets de vérification ;

(D) en outre, pour chacun de ces sites déclarés, les nombres des armements et équipements conventionnels qui ne sont pas en service dans ses forces armées conventionnelles, en indiquant ceux qui sont :

(1) des chars de bataille, véhicules blindés de combat, pièces d'artillerie, avions de combat et hélicoptères d'attaque en attente d'affectation ayant été déclassés conformément aux dispositions de l'Article IX du Traité ou réduits et en attente de conversion en vertu du Protocole sur la réduction ; et

(2) des chars de bataille, véhicules blindés de combat, pièces d'artillerie, avions de combat et hélicoptères d'attaque détenus par des organisations conçues et structurées pour remplir en temps de paix des fonctions de sécurité intérieure ;

(E) les sites déclarés détenant des chars de bataille, véhicules blindés de combat, pièces d'artillerie, avions de combat ou hélicoptères d'attaque qui sont en attente ou sont rénovés pour l'exportation ou la réexportation et sont retenus temporairement dans la zone d'application ou qui sont utilisés exclusivement à des fins de recherche et de développement sont identifiés en tant que tels ; et les nombres globaux par site dans chaque catégorie sont fournis ; et

(F) le ou les points d'entrée / sortie afférents à chaque site déclaré, y compris le toponyme et les coordonnées géographiques.

SECTION VI. INFORMATIONS SUR L'EMPLACEMENT DES SITES DONT LES ARMEMENTS ET EQUIPEMENTS CONVENTIONNELS ONT ETE RETIRES

1. Chaque Etat Partie fournit annuellement à tous les autres Etats Parties, en même temps que l'échange annuel d'informations fourni en vertu de la Section VII, paragraphe 1 alinéa (C) du présent Protocole, des informations sur les emplacements des sites qui ont été notifiés antérieurement comme des sites déclarés, dont tous les armements et équipements conventionnels dans les catégories énumérées à la Section III, paragraphe 1 du présent Protocole ont été retirés depuis la signature du Traité, si de tels sites continuent d'être utilisés par les forces armées conventionnelles de cet Etat Partie. Les emplacements de ces sites sont notifiés pendant les trois années qui suivent ce retrait.

SECTION VII. CALENDRIER POUR LA FOURNITURE DES INFORMATIONS CONFORMEMENT AUX SECTIONS I A V DU PRESENT PROTOCOLE

1. Chaque Etat Partie fournit à tous les autres Etats Parties les informations en vertu des Sections I à V du présent Protocole comme suit :

(A) à la signature du Traité, les informations étant valables à cette date ; et, 90 jours au plus tard après la signature du Traité, chaque Etat Partie fournit à tous les autres Etats Parties dans le cadre du Groupe consultatif commun, toute correction nécessaire aux informations communiquées en vertu des Sections III, IV et V du présent Protocole. Ces informations corrigées sont considérées comme fournies à la signature du Traité et valables à cette date ;

(B) 30 jours après l'entrée en vigueur du Traité, les informations étant valables à la date d'entrée en vigueur ;

(C) le 15 décembre de l'année dans laquelle le Traité entre en vigueur (à moins que l'entrée en vigueur n'ait lieu moins de 60 jours avant le 15 décembre) et le 15 décembre de chaque année ultérieure, les informations étant valables le 1er janvier de l'année suivante ; et

(D) à l'issue de l'achèvement de la période de réduction de 40 mois précisée par l'Article VIII du Traité, les informations étant valables à cette date.

SECTION VIII. INFORMATIONS SUR LES MODIFICATIONS DANS LES STRUCTURES D'ORGANISATION OU LES NIVEAUX DE FORCES

1. Chaque Etat Partie notifie à tous les autres Etats Parties :

(A) toute modification permanente dans les structures d'organisation de ses forces armées conventionnelles dans la zone d'application, telle que notifiée conformément à la Section I du présent Protocole, au moins 42 jours avant cette modification ; et

(B) toute modification de 10 pour cent ou plus dans l'une des catégories d'armements et équipements conventionnels limités par le Traité affectés à l'une de ses formations et unités de combat, d'appui ou de soutien, jusqu'à l'échelon de la brigade / du régiment, de l'escadre / du régiment aérien, du bataillon indépendant / de l'escadron indépendant, du bataillon / de l'escadron situés séparément ou des échelons équivalents, telles que notifiées en vertu de la Section III, paragraphe 1 alinéas (A) et (B) et paragraphe 2 alinéas (A) et (B) du présent Protocole, depuis le dernier échange annuel d'informations. Cette notification est donnée cinq jours au plus tard après cette modification, en indiquant les dotations effectives après que la modification a eu lieu.

SECTION IX. INFORMATIONS SUR L'ENTREE ET LE RETRAIT DU SERVICE, DANS LES FORCES ARMEES CONVENTIONNELLES D'UN ETAT PARTIE, D'ARMEMENTS ET EQUIPEMENTS CONVENTIONNELS LIMITES PAR LE TRAITE

1. Chaque Etat Partie fournit à tous les autres Etats Parties après l'entrée en vigueur du Traité et en même temps que chaque échange annuel d'informations fourni en vertu de la Section VII paragraphe 1 alinéa (C) du présent Protocole :

(A) des informations sur les nombres globaux et les types d'armements et équipements conventionnels limités par le Traité qui sont entrés en service dans ses forces armées conventionnelles, dans la zone d'application, au cours des 12 derniers mois ; et

(B) des informations sur les nombres globaux et les types des armements et équipements conventionnels limités par le Traité qui ont été retirés du service dans ses forces armées conventionnelles, dans la zone d'application, au cours des 12 derniers mois.

SECTION X. INFORMATIONS SUR L'ENTREE ET SUR LA SORTIE DE LA ZONE D'APPLICATION D'ARMEMENTS ET EQUIPEMENTS CONVENTIONNELS LIMITES PAR LE TRAITE EN SERVICE DANS LES FORCES ARMEES CONVENTIONNELLES DES ETATS PARTIES

1. Chaque Etat Partie fournit annuellement à tous les autres Etats Parties, après l'entrée en vigueur du Traité et en même temps que chaque échange annuel d'informations fourni en vertu de la Section VII, paragraphe 1 alinéa (C) du présent Protocole :

(A) des informations sur les nombres globaux et les types dans chaque catégorie d'armements et équipements conventionnels limités par le Traité en service dans ses forces armées conventionnelles qui sont entrés dans la zone d'application au cours des 12 derniers mois, en indiquant si ces armements et équipements étaient organisés en formation ou unité ; et

(B) des informations sur les nombres globaux et les types dans chaque catégorie d'armements et équipements conventionnels limités par le Traité en service dans ses forces armées conventionnelles qui ont été retirés de la zone d'application au cours des 12 derniers mois et qui sont toujours en dehors de celle-ci, ainsi que les derniers emplacements dans la zone d'application notifiés de ces armements et équipements conventionnels ; et

(C) les armements et équipements conventionnels limités par le Traité en service dans ses forces armées conventionnelles dans la zone d'application qui quittent la zone d'application et y retournent, y compris à des fins telles que l'entraînement ou des activités militaires, dans un délai de sept jours, ne sont pas soumis aux obligations de compte rendu de la présente Section.

SECTION XI. ARMEMENTS ET EQUIPEMENTS CONVENTIONNELS QUI TRANSITENT PAR LA ZONE D'APPLICATION

1. Les dispositions du présent Protocole ne s'appliquent pas aux armements et équipements conventionnels qui transitent par la zone d'application d'un emplacement hors de la zone d'application vers une destination finale hors de la zone d'application. Des informations sont communiquées en vertu du présent Protocole sur les armements et équipements conventionnels des catégories mentionnées par la Section III du présent Protocole qui sont entrés en transit dans la zone d'application s'ils y restent plus de sept jours.

SECTION XII. FORMULAIRES POUR L'ECHANGE D'INFORMATIONS

1. Chaque Etat Partie fournit à tous les autres Etats Parties les informations précisées par le présent Protocole conformément aux procédures prévues par l'Article XVII du Traité et l'Annexe au présent Protocole sur les formulaires. Conformément à l'Article XVI, paragraphe 5 du Traité, des modifications à l'Annexe sur les formulaires sont considérées comme des améliorations à la viabilité et à l'efficacité du Traité ne concernant que des points mineurs de nature technique.

SECTION XIII.AUTRES NOTIFICATIONS EN VERTU DU TRAITE

1. Après la signature du Traité et avant son entrée en vigueur, le Groupe consultatif commun met au point un document relatif aux notifications requises par le Traité. Ce document énumère toutes ces notifications, en indiquant celles à fournir conformément à l'Article XVII du Traité, et inclut, en tant que de besoin, les formulaires appropriés pour de telles notifications. Conformément à l'Article XVI, paragraphe 5 du Traité, les modifications à ce document, y compris aux formulaires, sont considérées comme des améliorations à la viabilité et à l'efficacité du Traité ne concernant que des points mineurs de nature technique.

ANNEXE
SUR LES FORMULAIRES POUR L'ECHANGE D'INFORMATIONS

1. Chaque Etat Partie fournit à tous les autres Etats Parties des informations en vertu du Protocole sur l'échange d'informations, dorénavant désigné comme le Protocole, conformément aux formulaires précisés dans la présente Annexe. Les informations dans chaque relevé de données sont imprimées mécaniquement ou électroniquement dans l'une des six langues officielles de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe. Dans chaque tableau (colonne a), chaque entrée de données reçoit un numéro de ligne séquentiel.

2. Chaque série de relevés commence par une page de couverture indiquant le nom de l'Etat Partie établissant les relevés, la langue dans laquelle sont fournis les relevés, la date à laquelle les relevés doivent être échangés et la date à laquelle les informations figurant dans les relevés sont valables.

SECTION I. INFORMATIONS SUR LA STRUCTURE DES FORCES TERRESTRES ET DES FORCES AERIENNES ET DE L'AVIATION DE DEFENSE AERIENNE DANS LA ZONE D'APPLICATION

1. En vertu de la Section I du Protocole, chaque Etat Partie fournit des informations sur l'organisation du commandement de ses forces terrestres, y compris de ses formations et unités de défense aérienne subordonnées à ou d'un échelon inférieur à la région militaire ou équivalent, et de ses forces aériennes et de l'aviation de défense aérienne, sous la forme de deux relevés de données hiérarchiques distincts, tels que prévu au tableau I.

2. Les relevés de données sont fournis en commençant à l'échelon le plus élevé et en passant par tous les échelons de commandement, jusqu'à l'échelon de la brigade / du régiment, du bataillon indépendant et de l'escadre / du régiment aérien, de l'escadron** indépendant ou de leurs équivalents. Par exemple, une région militaire / une armée / un corps d'armée seraient suivis par tous les régiments indépendants, bataillons indépendants, dépôts, centres d'entraînement subordonnés, puis par chaque division subordonnée avec ses régiments / bataillons indépendants. Après l'énumération de toutes les organisations subordonnées, les entrées commencent pour la région militaire / l'armée / le corps d'armée suivant. La même procédure est suivie pour les forces aériennes et de l'aviation de défense aérienne.

(A) Chaque organisation est identifiée (colonne b) par un indicateur unique (c'est à dire le numéro d'enregistrement de la formation ou de l'unité), qui est utilisé pour cette organisation et pour tous les échanges d'informations ultérieurs ; par sa dénomination nationale (c'est à dire, le nom) (colonne c) ; et, dans le cas des divisions, des brigades / des régiments, des bataillons indépendants et des escadres / des régiments aériens, des escadrons** indépendants ou des organisations équivalentes, le cas échéant, par le type de la formation ou de l'unité (c'est à dire d'infanterie, blindée, d'artillerie, de chasse, de bombardement, logistique) ; et

** Pour la Belgique et le Canada, le terme "escadron" signifie "escadrille".

(B) pour chaque organisation, les deux niveaux de commandement dans la zone d'application immédiatement supérieurs à cette organisation sont indiqués (colonnes d et e).

Tableau I : ORGANISATION DU COMMANDEMENT DES FORCES TERRESTRES ET DES FORCES AERIENNES ET DE L'AVIATION DE DEFENSE AERIENNE DE (Etat Partie) VALABLE LE (date)

SECTION II. INFORMATIONS SUR LES DOTATIONS GLOBALES EN ARMEMENTS ET EQUIPEMENTS CONVENTIONNELS SOUMIS AUX LIMITES NUMERIQUES PREVUES PAR LES ARTICLES IV ET V DU TRAITE

1. En vertu de la Section II du Protocole, chaque Etat Partie fournit des données sur ses dotations globales par type de chars de bataille, de véhicules blindés de combat et de pièces d'artillerie (tableau II A) soumis aux limites numériques prévues par les Articles IV et V du Traité (colonne b) ; et sur ses dotations globales par type d'avions de combat et d'hélicoptères d'attaque (tableau II B), soumis aux limites numériques prévues par l'Article IV du Traité (colonne b).

2. Les données relatives aux véhicules blindés de combat comprennent le nombre total de véhicules de combat à armement lourd, de véhicules blindés de combat d'infanterie et de véhicules blindés de transport de troupe, ainsi que leur nombre (colonne f / e) et type (colonne e / d) dans chacune de ces sous-catégories (colonne d / c).

3. Dans le cas des chars de bataille, des véhicules blindés de combat, des pièces d'artillerie et des véhicules blindés poseurs de ponts en dépôt conformément à l'Article X du Traité, le nombre total de ces équipements dans des dépôts permanents désignés est précisé (colonne g).

Tableau II A : DOTATIONS GLOBALES EN CHARS DE BATAILLE, EN VEHICULES BLINDES DE COMBAT ET EN PIECES D'ARTILLERIE SOUMIS AUX LIMITES NUMERIQUES DE (Etat Partie), VALABLES LE (date)

Tableau II B : DOTATIONS GLOBALES EN AVIONS DE COMBAT ET EN HELICOPTERES D'ATTAQUE SOUMIS AUX LIMITES NUMERIQUES DE (Etat Partie), VALABLES LE (date)

SECTION III. INFORMATIONS SUR L'EMPLACEMENT, LES NOMBRES ET LES TYPES DES ARMEMENTS ET EQUIPEMENTS CONVENTIONNELS EN SERVICE DANS LES FORCES ARMEES CONVENTIONNELLES

1. Chaque Etat Partie fournit un relevé de données hiérarchiques de toutes ses organisations des forces terrestres et des forces aériennes et de l'aviation de défense aérienne notifiées en vertu de la Section III, paragraphe 1 du Protocole, des formations et unités notifiées en vertu de la Section III, paragraphe 2 du Protocole, et des installations qui détiennent des armements et équipements conventionnels comme précisé par la Section III, paragraphe 3 du Protocole.

2. Pour chaque organisation et installation, les informations reflètent :

(A) le numéro d'enregistrement de la formation ou unité (colonne b) et la dénomination de l'organisation (colonne c) portés au tableau I. Les bataillons / escadrons situés séparément comme précisé en vertu du paragraphe 1 de la présente Section, les formations et unités notifiées en vertu de la Section III, paragraphe 2 du Protocole et les installations énumérées conformément à la Section III, paragraphe 3 du Protocole reçoivent également un numéro d'enregistrement unique de formation ou d'unité (colonne b) et leur dénomination nationale (c'est à dire nom) (colonne c) est fournie. Leur emplacement sur le relevé reflète leur subordination à l'exception des formations et unités notifiées en vertu de la Section III, paragraphe 2 du Protocole, qui sont précisées ensemble à la fin de l'énumération :

(1) les dépôts permanents désignés sont identifiés par l'abréviation "DPD" suivant la dénomination nationale ; et

(2) les sites de réduction sont identifiés par la mention "réduction", suivant la dénomination nationale ;

(B) emplacement (colonne d), y compris le toponyme et les coordonnées géographiques arrondies à la dizaine de secondes la plus proche. Pour les emplacements contenant des forces stationnées, l'Etat Partie hôte est également mentionné ;

(C) pour chaque échelon de commandement du plus élevé jusqu'à l'échelon de la division / division aérienne, le total global d'armements et équipements conventionnels dans chaque catégorie (colonnes f à m / 1). Par exemple, le total global détenu par une division serait la somme des dotations de toutes ses organisations subordonnées ; et

(D) pour chaque échelon de commandement à l'échelon de la division et en dessous tel que précisé par le paragraphe 1 de la présente Section, le nombre d'armements et équipements conventionnels par type sous les têtes de colonne indiquées aux tableaux IIIA ET IIIB (colonnes f à m / 1). Dans la colonne intitulée véhicules blindés de combat (colonne g), les sous-catégories (c'est à dire les véhicules blindés de transport de troupe, véhicules blindés de combat d'infanterie, véhicules de combat à armement lourd) sont présentées séparément. Dans la colonne intitulée hélicoptères d'attaque (colonne k / i), les sous-catégories (c'est à dire d'attaque spécialisés, d'attaque polyvalents) sont présentées séparément. La colonne (l) intitulée "autres" dans le tableau III B comprend les chars de bataille, véhicules blindés de combat, pièces d'artillerie, et véhicules blindés de transport de troupe - sosies, véhicules blindés de combat d'infanterie - sosies et véhicules blindés poseurs de ponts, le cas échéant, en service dans les forces aériennes et de l'aviation de défense aérienne.

Tableau III A : INFORMATIONS SUR L'EMPLACEMENT, LES NOMBRES ET LES TYPES D'ARMEMENTS ET EQUIPEMENTS CONVENTIONNELS PRESENTEES EN VERTU DE LA SECTION III DU PROTOCOLE SUR L'ECHANGE D'INFORMATIONS, DE (Etat Partie), VALABLES LE (date)

Tableau III B : INFORMATIONS SUR L'EMPLACEMENT, LES NOMBRES ET LES TYPES D'ARMEMENTS ET EQUIPEMENTS CONVENTIONNELS PRESENTEES EN VERTU DE LA SECTION III DU PROTOCOLE SUR L'ECHANGE D'INFORMATIONS, DE (Etat Partie), VALABLES LE (date)

SECTION IV. INFORMATIONS SUR LES ARMEMENTS ET EQUIPEMENTS CONVENTIONNELS NON EN SERVICE DANS LES FORCES ARMEES CONVENTIONNELLES PRESENTEES EN VERTU DE LA SECTION IV DU PROTOCOLE SUR L'ECHANGE D'INFORMATIONS

1. En vertu de la Section IV du Protocole, chaque Etat Partie fournit des informations sur l'emplacement, le nombre et le type de ses chars de bataille, véhicules blindés de combat, pièces d'artillerie, avions de combat et hélicoptères d'attaque dans la zone d'application mais non en service dans ses forces armées conventionnelles.

2. Pour chaque emplacement, les informations reflètent :

(A) la disposition de la Section IV du Protocole en vertu de laquelle les informations sont fournies (colonne b) ;

(B) l'emplacement (colonne c) :

(1) s'agissant des armements et équipements conventionnels notifiés en vertu de la Section IV, paragraphe 1 alinéas (A) (1), (A) (3) et (A) (5) du Protocole, le toponyme et les coordonnées géographiques arrondies à la dizaine de secondes la plus proche, des sites contenant de tels équipements ; et

(2) s'agissant des armements et équipements conventionnels notifiés en vertu de la Section IV, paragraphe 1 alinéa (A) (2) du Protocole, la dénomination nationale de la région ou division administrative contenant de tels équipements ;

(C) s'agissant des armements et équipements conventionnels notifiés en vertu de la Section IV, paragraphe 1 alinéas (A) (1) et (A) (2) du Protocole, la dénomination au niveau national des organisations détenant les équipements précisés (colonne c) ; et

(D) pour chaque emplacement, le nombre par type sous les têtes de colonnes indiquées au tableau IV (colonne d à h), sauf comme suit :

s'agissant des armements et équipements conventionnels notifiés en vertu de la Section IV, paragraphe 1 alinéa (A) (2) du Protocole, seuls les nombres dans chaque catégorie sont fournis et pour la seule région ou division administrative précisée (colonne c).

Tableau IV : INFORMATIONS SUR L'EMPLACEMENT DES ARMEMENTS ET EQUIPEMENTS CONVENTIONNELS PRESENTEES EN VERTU DE LA SECTION IV DU PROTOCOLE SUR L'ECHANGE D'INFORMATIONS, DE (Etat Partie), VALABLES LE (date)

SECTION V. INFORMATIONS SUR LES OBJETS DE VERIFICATION ET LES SITES DECLARES

1. En vertu de la Section V du Protocole, chaque Etat Partie fournit un relevé de ses objets de vérification et sites déclarés définis par la Section I du Protocole sur l'inspection. Les sites déclarés (tableau V) sont énumérés dans l'ordre alphabétique.

2. Les informations sur chaque site déclaré comprennent :

(A) un indicateur unique (c'est-à-dire un numéro d'enregistrement de site déclaré) (colonne b) qui est utilisé pour ce site pour tous les échanges d'informations ultérieurs ;

(B) le nom du site et son emplacement, en utilisant le toponyme et les coordonnées géographiques arrondies à la dizaine de secondes la plus proche (colonne c). Pour les emplacements contenant des objets de vérification de forces stationnées, l'Etat Partie hôte est également mentionné.

(C) le(s) point(s) d'entrée / sortie associé(s) à ce site déclaré (colonne d) ;

(D) un numéro de série séquentiel unique et la dénomination et le numéro d'enregistrement de formation ou d'unité de tous les objets de vérification se trouvant sur le site déclaré comme précisé par la Section III de la présente Annexe (colonne e). Les numéros de série séquentiels uniques sont affectés de sorte que le numéro affecté au dernier objet de vérification apparaissant dans la liste soit égal au nombre total d'objets de vérification de l'Etat Partie ; et

(E) le nombre global d'armements et équipements conventionnels dans chaque catégorie précisée par la Section III du Protocole détenus sur le site déclaré, par objet de vérification (colonnes f à p), en précisant, en outre :

(1) les armements et équipements conventionnels détenus dans chaque catégorie sur le site déclaré appartenant à un objet de vérification situé sur un autre site déclaré, en précisant la dénomination et le numéro d'enregistrement de la formation ou de l'unité pour chaque objet de vérification (colonne e) ; et

(2) les armements et équipements conventionnels n'appartenant pas à un objet de vérification sont identifiés par les mentions suivantes immédiatement après ou en dessous de chacune de ces entrées dans les colonnes f à p :

(a) les équipements détenus par des organisations conçues et structurées pour remplir en temps de paix des fonctions de sécurité intérieure, avec la mention "sécurité" ;

(b) les équipements déclassés, avec la mention "déclassé" ;

(c) les équipements en attente d'exportation ou de réexportation, ou qui sont en cours de rénovation à ces fins, avec la mention "exportation" ;

(d) les équipements réduits en attente de conversion, avec la mention "réduit" ; et

(e) les équipements utilisés exclusivement à des fins de recherche et de développement, avec la mention "recherche".

Tableau V : INFORMATIONS SUR LES OBJETS DE VERIFICATION ET LES SITES DECLARES DE (Etat Partie), VALABLES LE (date)

3. Chaque Etat Partie fournit un relevé des points d'entrée / sortie (tableau VI). Le relevé attribue un indicateur numérique séquentiel unique (colonne b), qui est utilisé pour indiquer le(s) point(s) d'entrée / sortie pour chaque site, désigné en vertu du paragraphe 2 alinéa (C) de la présente Section. L'emplacement comprend le toponyme (colonne c) et les coordonnées géographiques arrondies à la dizaine de secondes la plus proche (colonne d). Les moyens de transport acceptables ("aérien", "maritime", "terrestre") pour chaque point d'entrée / sortie sont également précisés (colonne e).

Tableau VI : POINTS D'ENTREE / SORTIE (PES) DE (Etat Partie) VALABLES LE (date)

Tableau I : organisation du commandement des forces terrestres et des forces aériennes et de l'aviation de défense aérienne de (Etat Partie) valable le (date)

numéro de ligne	numéro d'enregistrement de la formation ou de l'unité	dénomination de la formation ou de l'unité	subordination	
			1er échelon supérieur	2ème échelon supérieur
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)

Tableau IIA : dotations globales en chars de bataille, en véhicules blindés de combat et en pièces d'artillerie soumises aux limites numériques de (Etat Partie) valables le (date)

numéro de ligne	zone	catégorie	sous-catégorie	type	nombre glotal (y compris en DPD)	nombre en DPD
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)

Tableau IIB : dotations globales d'avions de combat et d'hélicoptères d'attaque soumis aux limites numériques, de (Etat Partie) valables le (date)

numéro de ligne	catégorie	sous-catégorie	type	nombre global
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)

Tableau IIIA : informations sur l'emplacement, les nombres et types d'armements et équipements conventionnels présentées en vertu de la Section III du Protocole sur l'échange d'informations, de (Etat Partie) valables le (date)

numéro de ligne	numéro d'enregistrement de la formation ou de l'unité	dénomination de la formation ou de l'unité	emplacement en temps de paix	NON UTILI-SEE	chars de bataille	véhicules blindés de combat	VBTT et VBCI sosies	pièces d'artillerie	VBPP	hélicoptères d'attaque	hélicoptères d'appui au combat	hélicoptères de transport non armés
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)	(j)	(k)	(l)	(m)

Tableau IIIB : informations sur l'emplacement, les nombres et les types d'armements et équipements conventionnels présentées en vertu de la Section IV du Protocole sur l'échange d'informations de (Etat Partie) valables le (date)

numéro de ligne	numéro d'enregistrement de la formation ou de l'unité	dénomination de la formation ou de l'unité	emplacement en temps de paix	NON UTILI-SEE	avions de combat	avions EAC** reclassifiés	avions d'entraî-nement de base	hélicoptères d'attaque	hélicoptères d'appui au combat	hélicoptères de transport non armés	autres
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)	(j)	(k)	(l)

** avions d'entraînement aptes au combat reclassifiés

Tableau IV : informations sur l'emplacement d'armements et équipements conventionnels, présentées en vertu de la Section IV du Protocole sur l'échange d'informations de (Etat Partie) valables le (date)

numéro de ligne	référence au Protocole	emplacement	chars de bataille	véhicules blindés de combat	pièces d'artillerie	hélicoptères d'attaque	avions de combat
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)

Tableau V : informations sur les objets de vérification et aux sites déclarés de (Etat Partie) valables le (date)

numéro de ligne	numéro d'enre-gistre-ment du site déclaré	empla-cement	point d'entrée /sortie	objet de vérifi-cation	chars de bataille	véhicules blindés de combat	VBTT et VBCI sosies	pièces artillerie	VBPP	hélicop-tères d'attaque	hélicop-tères d'appui au combat	hélicop-tères de transport non armés	avions de combat	avions EAC** reclas-sifiés	avions d'entraî-nement de base
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)	(j)	(k)	(l)	(m)	(n)	(o)	(p)

** avions d'entraînement aptes au combat

Tableau VI : points d'entrée / sortie (PES) de (Etat Partie) valables le (date)

numéro de ligne	numéro d'enregistrement du point d'entrée/sortie	nom du point d'entrée / sortie	emplacement	types
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)

PROTOCOLE
SUR L'INSPECTION

Les Etats Parties conviennent ci-après des procédures et d'autres dispositions régissant la conduite des inspections prévues par l'Article XIV du Traité sur les Forces armées conventionnelles en Europe, en date du 19 novembre 1990, dorénavant désigné comme le Traité.

SECTION I. DEFINITIONS

1. Pour les besoins du Traité :

(A) Le terme "Etat Partie inspecté" signifie l'Etat Partie sur le territoire duquel une inspection est menée conformément à l'Article XIV du Traité :

(1) dans le cas des sites d'inspection où se trouvent seulement les armements et équipements conventionnels limités par le Traité d'un Etat partie stationnant, cet Etat Partie stationnant exerce, conformément aux dispositions du présent Protocole, les droits et obligations de l'Etat Partie inspecté établis par le présent Protocole, et ce, pendant la durée de l'inspection effectuée à l'intérieur du site d'inspection où se trouvent ses armements et équipements conventionnels limités par le Traité ; et

(2) dans le cas des sites d'inspection où se trouvent des armements et équipements conventionnels limités par le Traité de plusieurs Etats Parties, chacun de ces Etats Parties exerce, conformément aux dispositions du présent Protocole, à l'égard de ses propres armements et équipements conventionnels limités par le Traité, les droits et obligations de l'Etat Partie inspecté établis par le présent Protocole, et, ce, pendant la durée de l'inspection effectuée à l'intérieur du site d'inspection où se trouvent ses armements et équipements conventionnels limités par le Traité.

(B) Le terme "Etat Partie stationnant" signifie l'Etat Partie qui fait stationner des armements et équipements conventionnels en service dans ses forces armées conventionnelles hors de son propre territoire et dans la zone d'application.

(C) Le terme "Etat Partie hôte" signifie l'Etat Partie qui reçoit sur son territoire, dans la zone d'application, des armements et équipements conventionnels en service dans les forces armées conventionnelles d'un autre Etat Partie, que fait stationner cet autre Etat Partie.

(D) Le terme "Etat Partie inspecteur" signifie l'Etat Partie qui demande et qui est par conséquent responsable de la conduite d'une inspection.

(E) Le terme "inspecteur" signifie une personne chargée par l'un des Etats Parties de mener une inspection et qui figure sur la liste approuvée des inspecteurs de cet Etat Partie en application des dispositions de la Section III du présent Protocole.

(F) Le terme "membre de l'équipage de transport" signifie une personne qui remplit les fonctions relatives à l'exploitation d'un moyen de transport et qui figure sur la liste approuvée des membres de l'équipage de transport d'un Etat Partie en application des dispositions de la Section III du présent Protocole.

(G) Le terme "équipe d'inspection" signifie un groupe d'inspecteurs chargé par l'Etat Partie inspecteur de conduire une inspection donnée.

(H) Le terme "équipe d'accompagnement" signifie le groupe de personnes chargé par l'Etat Partie inspecté d'accompagner et d'assister les inspecteurs menant une inspection donnée, ainsi que d'assumer les autres responsabilités prévues par le présent Protocole. Dans le cas d'une inspection des armements et équipements conventionnels limités par le Traité d'un Etat Partie stationnant, l'équipe d'accompagnement comprend des personnes désignées à la fois par les Etats Parties hôte et stationnant, à moins que ces Etats Parties n'en conviennent autrement.

(I) Le terme "site d'inspection" signifie une zone, un emplacement ou une installation où une inspection est menée.

(J) Le terme "objet de vérification" signifie :

(1) toute formation ou unité à l'échelon d'organisation de la brigade / du régiment, de l'escadre / du régiment aérien, du bataillon indépendant, du bataillon d'artillerie indépendant, de l'escadron indépendant ou de leurs équivalents, ainsi que tout bataillon / escadron situé séparément ou unité équivalente à l'échelon de commandement immédiatement inférieur à celui de la brigade / du régiment ou de l'escadre / du régiment aérien, détenant des armements et équipements conventionnels limités par le Traité, sur un emplacement notifié en vertu de la Section III, paragraphe 1 alinéa (A) du Protocole sur l'échange d'informations ;

(2) tout dépôt permanent désigné, dépôt militaire non organique aux formations et unités mentionnées par l'alinéa (J) (1), unité indépendante de réparation ou d'entretien, établissement militaire d'entraînement ou terrain d'aviation militaire, où des armements et équipements conventionnels limités par le Traité sont notifiés, en vertu de la Section III, paragraphe 3 alinéas (A) et (B) du Protocole sur l'échange d'informations, comme étant présents de façon permanente ou habituelle ;

(3) un site de réduction pour les armements et équipements conventionnels limités par le Traité, notifié en vertu de la Section III, paragraphe 3 alinéa (C) du Protocole sur l'échange d'informations ;

(4) dans le cas des unités à un échelon inférieur à celui du bataillon, détenant des armements et équipements conventionnels limités par le Traité, qui sont directement subordonnées à une unité ou à une formation à un échelon supérieur à celui de la brigade / du régiment ou équivalent, cette unité ou cette formation à laquelle les unités à un échelon inférieur à celui du bataillon sont subordonnées est considérée comme un objet de vérification, si elle n'a pas d'unité ou de formation subordonnée à l'échelon de la brigade / du régiment ou équivalent ; et

(5) une formation ou unité détenant des armements et équipements conventionnels soumis au Traité, mais non en service dans les forces armées conventionnelles d'un Etat Partie n'est pas considérée comme un objet de vérification.

(K) Le terme "terrain d'aviation militaire" signifie une installation militaire permanente, ne contenant pas par ailleurs d'objet de vérification, depuis laquelle l'exploitation régulière, c'est-à-dire décollage et atterrissage, d'au moins six avions de combat ou hélicoptères de combat limités par le Traité ou soumis à inspection interne est assurée de façon régulière.

(L) Le terme "établissement militaire d'entraînement" signifie une installation, ne contenant pas par ailleurs d'objet de vérification, dans laquelle une unité ou sous-unité militaire, utilisant au moins 30 armements et équipements conventionnels limités par le Traité ou plus de 12 de ces armements et équipements dans l'une quelconque des catégories d'armements et équipements conventionnels limités par le Traité, est organisée pour entraîner le personnel militaire.

(M) Le terme "dépôt militaire" non organique aux formations et unités identifiées comme objets de vérification signifie tout dépôt, autre que les dépôts permanents désignés ou que les sites subordonnés à des organisations conçues et structurées à des fins de sécurité intérieure, détenant des armements et équipements conventionnels limités par le Traité, quel que soit son statut organisationnel ou opérationnel. Les armements et équipements conventionnels limités par le Traité contenus dans ces dépôts constituent une fraction des dotations autorisées comptées comme en unités d'active en vertu de l'Article IV du Traité.

(N) Le terme "site déclaré" signifie une installation ou un emplacement géographique délimité de manière précise qui contient un ou plusieurs objets de vérification. Un site déclaré comprend tout le territoire à l'intérieur de sa ou de ses limites extérieures artificielles ou naturelles, ainsi que le territoire associé, y compris les pas de tir, zones d'entraînement, zones d'entretien et de dépôt, héliports et installations de chargement ferroviaire, sur lesquels des chars de bataille, véhicules blindés de combat, pièces d'artillerie, hélicoptères de combat, avions de combat, avions d'entraînement aptes au combat reclassifiés, véhicules blindés de transport de troupe - sosies, véhicules blindés de combat d'infanterie - sosies ou des véhicules blindés poseurs de ponts sont présents de façon permanente ou habituelle.

(O) Le terme "zone spécifiée" signifie une zone située n'importe où sur le territoire d'un Etat Partie dans la zone d'application, ne correspondant pas à un site susceptible d'être inspecté en vertu des Sections VII, IX ou X du présent Protocole, dans laquelle une inspection par défiance est conduite en vertu de la Section VIII du présent Protocole. La superficie d'une zone spécifiée ne dépasse pas 65 kilomètres carrés. Aucune ligne droite entre deux points quelconques de cette zone ne mesure plus de 16 kilomètres.

(P) Le terme "point sensible" signifie tout équipement, bâtiment ou emplacement qui a été désigné comme sensible par l'Etat Partie inspecté ou par l'Etat Partie exerçant les droits et obligations de l'Etat Partie inspecté, par l'intermédiaire de l'équipe d'accompagnement, et auquel l'accès ou dont le survol peut être retardé, limité ou refusé.

(Q) Le terme "point d'entrée / sortie" signifie un point désigné par un Etat Partie sur le territoire duquel une inspection va être menée, par lequel les équipes d'inspection et les équipages de transport arrivent sur le territoire de cet Etat Partie, et par lequel ils quittent le territoire de cet Etat Partie.

(R) Le terme "période dans le pays" signifie le temps total passé de façon continue sur le territoire de l'Etat Partie sur le territoire duquel une inspection est menée par une équipe d'inspection, pour des inspections en vertu des Sections VII et VIII du présent Protocole, depuis l'arrivée de l'équipe d'inspection au point d'entrée / sortie jusqu'au retour de l'équipe d'inspection à un point d'entrée / sortie après l'achèvement de la dernière inspection de cette équipe d'inspection.

(S) Le terme "période de validation initiale" signifie, aux fins du calcul des quotas d'inspection, la période donnée des 120 premiers jours suivant l'entrée en vigueur du Traité.

(T) Le terme "période de réduction" signifie, aux fins du calcul des quotas d'inspection, la période donnée des trois années suivant la période de validation initiale de 120 jours.

(U) Le terme "période de validation des niveaux résiduels" signifie, aux fins du calcul des quotas d'inspection, la période donnée des 120 jours suivant la période de réduction de trois années.

(V) Le terme "période résiduelle" signifie, aux fins du calcul des quotas d'inspection, la période donnée suivant la période de validation des niveaux résiduels de 120 jours, et pour le reste de la durée d'application du Traité.

(W) Le terme "quota passif d'inspection de site déclaré" signifie le nombre total d'inspections d'objets de vérification, en vertu de la Section VII du présent Protocole, que chaque Etat Partie est tenu de recevoir, dans une période donnée, sur les sites d'inspection où sont situés ses objets de vérification.

(X) Le terme "quota passif d'inspection par défiance" signifie le nombre maximal d'inspections par défiance dans des zones spécifiées en vertu de la Section VIII du présent Protocole que chaque Etat Partie ayant un territoire dans la zone d'application est tenu de recevoir dans une période donnée.

(Y) Le terme "quota actif d'inspection" signifie le nombre total d'inspections en vertu des Sections VII et VIII du présent Protocole que chaque Etat Partie a le droit de conduire dans une période donnée.

(Z) Le terme "site de certification" signifie l'emplacement clairement désigné où a lieu la certification d'hélicoptères d'attaque polyvalents reclassés et d'avions d'entraînement aptes au combat reclassés, conformément au Protocole sur le reclassement des hélicoptères et au Protocole sur la reclassification des avions.

(AA) Le terme "période de compte rendu" signifie la période définie en jours pendant laquelle il doit être procédé aux réductions prévues du nombre planifié d'armements et équipements conventionnels limités par le Traité, conformément à l'Article VIII du Traité.

SECTION II. OBLIGATIONS GENERALES

1. Afin d'assurer la vérification du respect des dispositions du Traité, chaque Etat Partie facilite la conduite des inspections menées en vertu du présent Protocole.

2. Dans le cas des armements et équipements conventionnels en service dans les forces armées conventionnelles d'un Etat Partie stationnées dans la zone d'application hors du territoire national, l'Etat Partie hôte et l'Etat Partie stationnant veillent, dans un esprit de coopération et en remplissant leurs responsabilités respectives, au respect des dispositions pertinentes du présent Protocole. L'Etat Partie stationnant est pleinement responsable du respect des obligations fixées par le Traité eu égard à ses armements et équipements conventionnels en service dans ses forces armées conventionnelles stationnées sur le territoire de l'Etat Partie hôte.

3. L'équipe d'accompagnement est placée sous la responsabilité de l'Etat Partie inspecté :

(A) dans le cas des sites d'inspection où se trouvent seulement des armements et équipements conventionnels limités par le Traité appartenant à un Etat Partie stationnant et placés sous le commandement de cet Etat Partie, l'équipe d'accompagnement est placée sous la responsabilité d'un représentant de l'Etat Partie stationnant, et ce pendant la durée de l'inspection à l'intérieur du site d'inspection où se trouvent les armements et équipements conventionnels limités par le Traité de cet Etat Partie stationnant ; et

(B) dans le cas des sites d'inspection où se trouvent à la fois des armements et équipements conventionnels limités par le Traité de l'Etat Partie hôte et de l'Etat Partie stationnant, l'équipe d'accompagnement se compose de représentants de ces deux Etats Parties durant le temps où les armements et équipements conventionnels limités par le Traité appartenant à l'Etat Partie stationnant sont effectivement inspectés. Durant l'inspection sur ce site d'inspection, l'Etat Partie hôte exerce les droits et obligations de l'Etat Partie inspecté, à l'exception des droits et obligations liés à l'inspection des armements et équipements conventionnels limités par le Traité de l'Etat Partie stationnant, qui sont exercés par ce dernier.

4. Si une équipe d'inspection demande à accéder à un bâtiment ou à des locaux utilisés par un autre Etat Partie par accord avec l'Etat Partie inspecté, cet autre Etat Partie exerce, en coopération avec l'Etat Partie inspecté et dans la mesure compatible avec l'accord sur l'utilisation, les droits et obligations prévus par le présent Protocole pour ce qui est des inspections concernant les équipements ou les matériels de l'Etat Partie qui utilise ce bâtiment ou ces locaux.

5. Les bâtiments ou locaux utilisés par un autre Etat Partie par accord avec l'Etat Partie inspecté ne sont soumis à inspection que si un représentant de cet autre Etat Partie est dans l'équipe d'accompagnement.

6. Les équipes et sous-équipes d'inspection sont placées sous le contrôle et la responsabilité de l'Etat Partie inspecteur.

7. Il ne peut y avoir plus d'une seule équipe d'inspection effectuant une inspection en vertu des Sections VII ou VIII du présent Protocole sur un même site d'inspection à un moment donné.

8. Sous réserve des autres dispositions du présent Protocole, l'Etat Partie inspecteur décide pour combien de temps chaque équipe d'inspection reste sur le territoire de l'Etat Partie où une inspection va être menée, sur combien et sur quels sites d'inspection il va mener des inspections durant la période dans le pays.

9. Les frais de déplacement d'une équipe d'inspection jusqu'au point d'entrée / sortie, avant la conduite d'une inspection, et à partir du point d'entrée / sortie, après l'achèvement de la dernière inspection, sont à la charge de l'Etat Partie inspecteur.

10. Chaque Etat Partie est tenu de recevoir un nombre d'inspections en vertu des Sections VII et VIII du présent Protocole ne dépassant pas son quota passif d'inspection de site déclaré pour chaque période donnée : la période de validation initiale de 120 jours, la période de réduction de trois années, la période de validation des niveaux résiduels de 120 jours et la période résiduelle pour la durée du Traité. Le quota passif d'inspection de site déclaré est déterminé, pour chaque période donnée, en pourcentage des objets de vérification de chaque Etat Partie, à l'exclusion des sites de réduction et des sites de certification, situés dans la zone d'application du Traité :

(A) pendant les 120 premiers jours après l'entrée en vigueur du Traité, le quota passif d'inspection de site déclaré est égal à 20 pour cent des objets de vérification de l'Etat Partie, notifiés en vertu de la Section V du Protocole sur l'échange d'informations ;

(B) pendant chaque année de période de réduction, commençant immédiatement après l'achèvement de la période initiale de 120 jours, le quota passif d'inspection de site déclaré est égal à 10 pour cent des objets de vérification de l'Etat Partie, notifiés en vertu de la Section V du Protocole sur l'échange d'informations ;

(C) pendant les 120 premiers jours après l'achèvement de la période de réduction de trois années, le quota passif d'inspection de site déclaré est égal à 20 pour cent des objets de vérification de l'Etat Partie, notifiés en vertu de la Section V du Protocole sur l'échange d'informations ; et

(D) chaque année, à partir de l'achèvement de la période de validation des niveaux résiduels de 120 jours, et pour le reste de la durée d'application du Traité, le quota passif d'inspection de site déclaré est égal à 15 pour cent des objets de vérification de l'Etat Partie, notifiés en vertu de la Section V du Protocole sur l'échange d'informations.

11. Chaque Etat Partie dont le territoire est en tout ou partie compris dans la zone d'application est tenu d'accepter des inspections par défiance selon les dispositions suivantes :

(A) pendant la période de validation initiale, pendant chaque année de la période de réduction et pendant la période de validation des niveaux résiduels, jusqu'à 15 pour cent du nombre d'inspections de sites déclarés que cet Etat Partie est tenu de recevoir sur son territoire sur ses propres objets de vérification et sur ceux appartenant à des Etats Parties stationnants ; et

(B) pendant chaque année de la période résiduelle, jusqu'à 23 pour cent du nombre d'inspections de sites déclarés que cet Etat Partie est tenu de recevoir sur son territoire de ses propres objets de vérification et de ceux appartenant à des Etats Parties stationnants.

12. Nonobstant toute autre limitation prévue par la présente Section, chaque Etat Partie est tenu d'accepter chaque année un minimum d'une inspection de ses objets de vérification en vertu de la Section VII du présent Protocole, et chaque Etat Partie dont le territoire est en tout ou partie compris dans la zone d'application est tenu d'accepter chaque année un minimum d'une inspection dans une zone spécifiée en vertu de la Section VIII du présent Protocole.

13. L'inspection en vertu de la Section VII du présent Protocole d'un objet de vérification sur un site d'inspection compte pour une inspection dans le quota passif d'inspection de site déclaré de l'Etat Partie dont l'objet de vérification est inspecté.

14. La proportion d'inspections en vertu de la Section VII du présent Protocole sur le territoire d'un Etat Partie hôte dans une période donnée, utilisée à inspecter des objets de vérification appartenant à un Etat Partie stationnant, n'est pas supérieure à la proportion que les objets de vérification de cet Etat Partie stationnant représentent par rapport au nombre total d'objets de vérification situés sur le territoire de cet Etat Partie hôte.

15. Le nombre d'inspections en vertu de la Section VII du présent Protocole, dans une période donnée, d'objets de vérification sur le territoire de tout Etat Partie, est calculé en pourcentage du nombre total d'objets de vérification présents sur le territoire de cet Etat Partie.

16. Une inspection en vertu de la Section VIII du présent Protocole dans une zone spécifiée compte pour une inspection dans le quota passif d'inspection par défiance et comme une inspection dans le quota passif d'inspection de site déclaré de l'Etat Partie sur le territoire duquel l'inspection est conduite.

17. Sauf accord contraire entre l'équipe d'accompagnement et l'équipe d'inspection, la période dans le pays d'une équipe d'inspection ne dépasse pas un total de dix jours, le nombre total d'heures étant calculé selon la formule suivante :

(A) 48 heures pour la première inspection d'un objet de vérification ou dans une zone spécifiée ; plus

(B) 36 heures pour chaque inspection séquentielle d'un objet de vérification ou dans une zone spécifiée.

18. Sous réserve des limitations prévues par le paragraphe 17 de la présente Section, une équipe d'inspection conduisant une inspection en vertu de la Section VII ou VIII du présent Protocole ne passe pas plus de 48 heures sur un site déclaré et pas plus de 24 heures pour l'inspection dans une zone spécifiée.

19. L'Etat Partie inspecté fait en sorte que l'équipe d'inspection soit acheminée jusqu'au site d'inspection séquentielle par les moyens disponibles les plus rapides. Si le délai entre l'achèvement d'une inspection et l'arrivée de l'équipe d'inspection sur un site d'inspection séquentielle dépasse neuf heures, ou si le délai entre l'achèvement de la dernière inspection conduite par une équipe d'inspection sur le territoire de l'Etat Partie où une inspection est menée et l'arrivée de cette équipe d'inspection au point d'entrée / sortie dépasse neuf heures, ce délai supplémentaire ne compte pas dans la période dans le pays de cette équipe d'inspection.

20. Aucun Etat Partie n'est tenu d'accepter simultanément sur son territoire dans la zone d'application plus de deux équipes d'inspection conduisant des inspections en vertu des Sections VII et VIII du présent Protocole, ou un nombre d'équipes d'inspection conduisant des inspections en vertu des Sections VII et VIII du présent Protocole égal à deux pour cent du nombre total d'objets de vérification à inspecter dans une période donnée sur le territoire de cet Etat Partie, le plus élevé de ces deux nombres étant retenu.

21. Aucun Etat Partie n'est tenu d'accepter simultanément plus de deux équipes d'inspection conduisant des inspections de ses forces armées conventionnelles en vertu de la Section VII ou VIII du présent Protocole ou un nombre d'équipes d'inspection conduisant des inspections de ses forces armées conventionnelles en vertu de la Section VII ou VIII du présent Protocole égal à deux pour cent du nombre total de ses objets de vérification à inspecter pendant une période donnée, le plus élevé de ces deux nombres étant retenu.

22. Nonobstant les dispositions des paragraphes 20 et 21 de la présente Section, aucun Etat Partie ayant des régions militaires mentionnées par les Articles IV et V du Traité n'est tenu d'accepter simultanément sur son territoire dans la zone d'application plus de deux équipes d'inspection conduisant des inspections en vertu des Sections VII et VIII du présent Protocole dans l'une quelconque de ses régions militaires.

23. Aucun Etat Partie n'est tenu d'accepter de la part d'un même Etat Partie des inspections en vertu des Sections VII et VIII du présent Protocole représentant dans une année civile plus de 50 pour cent de son quota passif d'inspection de site déclaré.

24. Chaque Etat Partie a le droit de conduire des inspections dans la zone d'application sur le territoire des autres Etats Parties. Cependant, aucun Etat Partie ne peut conduire annuellement plus de cinq inspections en vertu des Sections VII et VIII du présent Protocole d'un autre Etat Partie appartenant au même groupe d'Etats Parties. Toute inspection est décomptée du quota passif d'inspection de site déclaré de l'Etat Partie qui est inspecté. Pour le reste, il est de la seule responsabilité de chaque groupe d'Etats Parties de déterminer l'allocation des inspections pour chaque Etat Partie du même groupe d'Etats Parties. Chaque Etat Partie notifie à tous les autres Etats Parties son quota actif d'inspection :

(A) pour la période de validation initiale, 120 jours au plus tard après la signature du Traité ;

(B) pour la première année de la période de réduction, 60 jours au plus tard après l'entrée en vigueur du Traité ; et

(C) pour chaque année suivante de la période de réduction, pour la période de validation des niveaux résiduels et pour chaque année de la période résiduelle, au plus tard le 15 janvier précédant chacune de ces périodes données.

SECTION III. CONDITIONS PRELIMINAIRES A UNE INSPECTION

1. Les inspections conduites en vertu du Traité sont menées par des inspecteurs désignés conformément aux paragraphes 3 à 7 de la présente Section.

2. Les inspecteurs sont des ressortissants de l'Etat Partie inspecteur ou d'autres Etats Parties.

3. Dans les 90 jours suivant la signature du Traité, chaque Etat Partie fournit à tous les autres Etats Parties une liste des inspecteurs et une liste des membres de l'équipage de transport qu'il propose, comprenant l'indication des noms complets des inspecteurs et des membres de l'équipage de transport, leurs sexe, date de naissance, lieu de naissance et numéro de passeport. Aucune liste d'inspecteurs proposés, fournie par un Etat Partie, ne comprend à aucun moment plus de 400 personnes et aucune liste de membres proposés de l'équipage de transport, fournie par un Etat Partie, ne comprend à aucun moment plus de 600 personnes.

4. Chaque Etat Partie examine les listes d'inspecteurs et de membres de l'équipage de transport qui lui sont fournies par les autres Etats Parties et, dans les 30 jours suivant la réception de chaque liste, informe l'Etat Partie fournissant cette liste du nom de toute personne qu'il souhaite voir rayer de la liste.

5. Sous réserve des dispositions du paragraphe 7 de la présente Section, les inspecteurs et les membres de l'équipage de transport dont la radiation n'a pas été requise dans le délai précisé par le paragraphe 4 de la présente Section sont considérés comme acceptés en vue de la délivrance des visas et de tout autre document conformément au paragraphe 8 de la présente Section.

6. Chaque Etat Partie a le droit de modifier ses listes un mois au plus tard après l'entrée en vigueur du Traité. Chaque Etat Partie peut ensuite, une fois tous les six mois, proposer des ajouts à ses listes d'inspecteurs et de membres d'équipage de transport, ou proposer des suppressions, à condition que le nombre de personnes sur les listes ainsi modifiées ne dépasse pas les nombres précisés au paragraphe 3 de la présente Section. Les ajouts proposés sont examinés conformément aux paragraphes 4 et 5 de la présente Section.

7. Un Etat Partie peut demander, sans qu'un refus puisse lui être opposé, la radiation de toute personne de son choix des listes d'inspecteurs et de membres de l'équipage de transport fournies par tout autre Etat Partie.

8. L'Etat Partie sur le territoire duquel une inspection est conduite fournit aux inspecteurs et aux membres de l'équipage de transport acceptés, conformément au paragraphe 5 de la présente Section, des visas et tous les autres documents nécessaires afin de garantir que ces inspecteurs et membres de l'équipage de transport peuvent entrer et séjourner sur le territoire de cet Etat Partie dans le but de mener des activités d'inspection conformément aux dispositions du présent Protocole. De tels visas et autres documents nécessaires sont fournis soit :

(A) dans les 30 jours de l'approbation des listes ou des changements ultérieurs apportés à ces listes, auquel cas le visa est valable pour une période de 24 mois au moins ; soit

(B) dans l'heure qui suit l'arrivée de l'équipe d'inspection et des membres de l'équipage de transport au point d'entrée / sortie, auquel cas le visa est valable pour la durée de leurs activités d'inspection.

9. Dans les 90 jours suivant la signature du Traité, chaque Etat Partie notifie à tous les autres Etats Parties le numéro de l'autorisation diplomatique permanente pour les moyens de transport de cet Etat Partie transportant des inspecteurs et l'équipement nécessaire à une inspection, pour pénétrer sur le territoire de l'Etat Partie où une telle inspection est conduite et pour le quitter. Les itinéraires des avions à destination et en provenance du ou des points d'entrée / sortie désignés correspondent aux voies aériennes internationales reconnues ou autres itinéraires convenus entre les Etats Parties concernés comme base de telles autorisations diplomatiques. Les inspecteurs peuvent utiliser des vols commerciaux pour se rendre aux points d'entrée / sortie qui sont desservis par des lignes aériennes. Les dispositions du présent paragraphe concernant les numéros d'autorisation diplomatique ne s'appliquent pas à ces vols.

10. Chaque Etat Partie indique, dans la notification effectuée en vertu de la Section V du Protocole sur l'échange d'informations, un ou plusieurs points d'entrée / sortie afférents à chaque site déclaré et ses objets de vérification. De tels points d'entrée / sortie peuvent être des points de passage frontaliers terrestres, des aéroports ou des ports maritimes, qui doivent avoir la capacité d'accueillir les moyens de transport de l'Etat Partie inspecteur. Au moins un aéroport est notifié comme point d'entrée / sortie afférent à chaque site déclaré. L'emplacement de tout point d'entrée / sortie notifié comme afférent à un site déclaré est tel qu'il permet l'accès à ce site déclaré dans le délai précisé par la Section VII, paragraphe 8 du présent Protocole.

11. Chaque Etat Partie peut modifier le ou les points d'entrée / sortie de son territoire en notifiant à tous les autres Etats Parties les changements intervenus au moins 90 jours avant que les changements ne prennent effet.

12. Dans les 90 jours suivant la signature du Traité, chaque Etat Partie notifie à tous les autres Etats Parties la ou les langues officielles de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe devant être utilisées par les équipes d'inspection conduisant des inspections de ses forces armées conventionnelles.

SECTION IV. NOTIFICATION DE L'INTENTION D'INSPECTER

1. L'Etat Partie inspecteur notifie à l'Etat Partie inspecté son intention de mener une inspection conformément à l'Article XIV du Traité. Dans le cas de l'inspection de forces armées conventionnelles stationnées, l'Etat Partie inspecteur la notifie simultanément aux Etat Parties hôte et stationnant. Dans le cas de l'inspection des procédures de certification ou de réduction menées par un Etat Partie stationnant, l'Etat Partie inspecteur la notifie simultanément aux Etats Parties hôte et stationnant.

2. Pour les inspections conduites en application des Sections VII et VIII du présent Protocole, ces notifications sont faites conformément à l'Article XVII du Traité au moins 36 heures avant l'heure prévue d'arrivée de l'équipe d'inspection au point d'entrée / sortie sur le territoire de l'Etat Partie où une inspection va être menée, et précisent :

(A) le point d'entrée / sortie utilisé ;

(B) l'heure prévue d'arrivée au point d'entrée / sortie ;

(C) le moyen d'arrivée au point d'entrée / sortie ;

(D) si la première inspection sera conduite en vertu de la Section VII ou de la Section VIII du présent Protocole et si l'inspection sera menée à pied, en véhicule tout terrain, par hélicoptère, ou par toute combinaison de ces moyens ;

(E) le délai entre l'arrivée au point d'entrée / sortie et la désignation du premier site d'inspection ;

(F) la langue utilisée par l'équipe d'inspection, qui est une langue désignée conformément à la Section III, paragraphe 12 du présent Protocole ;

(G) la langue utilisée pour le rapport d'inspection préparé conformément à la Section XII du présent Protocole ;

(H) les noms et prénoms des inspecteurs et des membres de l'équipage de transport, leurs sexe, date de naissance, lieu de naissance et numéro de passeport ; et

(I) le nombre probable d'inspections séquentielles.

3. S'agissant des inspection conduites en vertu des Sections IX et X du présent Protocole, ces notifications se font conformément à l'Article XVII du Traité au moins 96 heures avant l'heure prévue d'arrivée de l'équipe d'inspection au point désigné d'entrée / sortie sur le territoire de l'Etat Partie où l'inspection va être menée et précisent :

(A) le point d'entrée / sortie utilisée ;

(B) l'heure prévue d'arrivée au point d'entrée / sortie ;

(C) le moyen d'arrivée au point d'entrée / sortie ;

(D) pour chaque inspection sur un site de réduction ou de certification, une référence à la notification fournie en vertu de la Section IX, paragraphe 3 ou de la Section X, paragraphe 5 du présent Protocole ;

(E) la langue utilisée par l'équipe d'inspection, qui est une langue désignée conformément à la Section III, paragraphe 12 du présent Protocole ;

(F) la langue utilisée pour le rapport d'inspection préparé conformément à la Section XII du présent Protocole ; et

(G) les noms et prénoms des inspecteurs et des membres de l'équipage de transport, leurs sexe, date de naissance, lieu de naissance et numéro de passeport.

4. Les Etats Parties ayant reçu une notification en vertu du paragraphe 1 de la présente Section en accusent réception conformément à l'Article XVII du Traité dans les trois heures. Sous réserve des dispositions prévues par la présente Section, l'équipe d'inspection est autorisée à arriver au point d'entrée / sortie à l'heure prévue d'arrivée notifiée en vertu du paragraphe 2 alinéa (B) ou du paragraphe 3 alinéa (B) de la présente Section.

5. Un Etat Partie inspecté recevant une notification de l'intention d'inspecter envoie, dès réception, des copies de cette notification à tous les autres Etats Parties conformément à l'Article XVII du Traité.

6. Si l'Etat Partie sur le territoire duquel une inspection va être menée n'est pas en mesure de permettre l'entrée de l'équipe d'inspection à l'heure prévue d'arrivée, l'équipe d'inspection est autorisée à pénétrer sur le territoire de cet Etat Partie dans les deux heures précédant ou suivant l'heure prévue d'arrivée qui a été notifiée. Dans ce cas, l'Etat Partie sur le territoire duquel une inspection va être menée notifie à l'Etat Partie inspecteur la nouvelle heure d'arrivée au plus tard 24 heures après la délivrance de la première notification.

7. Si l'équipe d'inspection se trouve retardée de plus de deux heures au-delà de l'heure prévue d'arrivée qui a été notifiée, ou au delà de la nouvelle heure d'arrivée communiquée en vertu du paragraphe 6 de la présente Section, l'Etat Partie inspecteur informe les Etats Parties ayant reçu notification en vertu du paragraphe 1 de la présente Section :

(A) de la nouvelle heure prévue d'arrivée, qui n'est en aucun cas postérieure de plus de six heures à l'heure d'arrivée initialement prévue ou à la nouvelle heure d'arrivée communiquée en vertu du paragraphe 6 de la présente Section ; et

(B) si l'Etat Partie inspecteur le souhaite, d'un nouveau délai entre l'arrivée au point d'entrée / sortie et la désignation du premier site d'inspection.

8. Si des vols non commerciaux sont utilisés pour transporter l'équipe d'inspection jusqu'au point d'entrée / sortie, au plus tard 10 heures avant l'heure prévue d'entrée dans l'espace aérien de l'Etat Partie sur le territoire duquel l'inspection va être menée, l'Etat Partie inspecteur fournit à cet Etat Partie un plan de vol conformément à l'Article XVII du Traité. Le plan de vol est établi conformément aux règles de l'Organisation de l'aviation civile internationale applicables aux aéronefs civils. L'Etat Partie inspecteur fait figurer dans la rubrique "remarques" de chaque plan de vol le numéro de l'autorisation diplomatique permanente et la mention : "Aéronef d'inspection FCE. Autorisation prioritaire requise".

9. Au plus tard trois heures après réception du plan de vol établi conformément au paragraphe 8 de la présente Section, l'Etat Partie sur le territoire duquel une inspection va être menée fait en sorte que le plan de vol soit approuvé de manière à ce que l'équipe d'inspection puisse arriver au point d'entrée / sortie à l'heure prévue d'arrivée.

SECTION V. PROCEDURES A OBSERVER LORS DE L'ARRIVEE AU POINT D'ENTREE / SORTIE

1. L'équipe d'accompagnement accueille l'équipe d'inspection et les membres de l'équipage de transport au point d'entrée / sortie dès leur arrivée.

2. Un Etat Partie qui utilise des bâtiments ou des locaux par accord avec l'Etat Partie inspecté peut désigner un officier de liaison auprès de l'équipe d'accompagnement, qui peut être mis à disposition en tant que de besoin au point d'entrée / sortie, afin d'accompagner l'équipe d'inspection à tout moment, comme convenu avec l'équipe d'accompagnement.

3. Les heures d'arrivée au point d'entrée / sortie et de retour à ce point sont constatées et enregistrées d'un commun accord par l'équipe d'inspection et par l'équipe d'accompagnement.

4. L'Etat Partie sur le territoire duquel une inspection va être menée fait en sorte que les bagages, l'équipement et les fournitures de l'équipe d'inspection soient exonérés de tous droits de douane et traités rapidement au point d'entrée / sortie.

5. L'équipement et les fournitures que l'Etat Partie inspecteur apporte sur le territoire de l'Etat Partie où une inspection va être menée sont soumis à examen chaque fois qu'ils sont apportés sur ce territoire. Cet examen est achevé avant que l'équipe d'inspection ne quitte le point d'entrée / sortie pour se rendre sur le site d'inspection. Cet équipement et ces fournitures sont examinés par l'équipe d'accompagnement en présence des membres de l'équipe d'inspection.

6. Si l'équipe d'accompagnement constate, lors de l'examen, qu'un équipement ou des fournitures apportés par les inspecteurs sont susceptibles de remplir des fonctions incompatibles avec les besoins de l'inspection en vertu du présent Protocole, ou ne correspondent pas aux caractéristiques prévues par la Section VI, paragraphe 15 du présent Protocole, l'équipe d'accompagnement a le droit de refuser l'autorisation d'utiliser cet équipement ou ces fournitures et de les retenir au point d'entrée / sortie. L'Etat Partie inspecteur retire cet équipement ou ces fournitures retenus du territoire de l'Etat Partie où une inspection va être menée à la première occasion, à sa discrétion, mais au plus tard lorsque l'équipe d'inspection qui a apporté cet équipement ou ces fournitures retenus quitte ce territoire.

7. Si un Etat Partie n'a pas participé à l'examen d'équipements d'une équipe d'inspection au point d'entrée / sortie, cet Etat Partie est en droit d'exercer les prérogatives de l'équipe d'accompagnement en vertu des paragraphes 5 et 6 de la présente Section, avant l'inspection d'un site déclaré dans lequel ses forces armées conventionnelles sont présentes ou d'un bâtiment ou de locaux qu'il utilise par accord avec l'Etat Partie inspecté.

8. Pendant toute la période au cours de laquelle l'équipe d'inspection et l'équipage de transport demeurent sur le territoire de l'Etat Partie où se trouve le site d'inspection, l'Etat Partie inspecté fournit ou met à disposition la nourriture, le logement, des locaux de travail, des moyens de transport et, en tant que de besoin, les soins médicaux ou toute autre aide d'urgence.

9. L'Etat Partie sur le territoire duquel une inspection est menée fournit, au point d'entrée / sortie, l'hébergement, la protection en matière de sécurité, l'entretien et le carburant pour les moyens de transport de l'Etat Partie inspecteur.

SECTION VI. REGLES GENERALES POUR LA CONDUITE DES INSPECTIONS.

1. Une équipe d'inspection peut comprendre des membre d'Etats Parties autres que l'Etat Partie inspecteur.

2. Pour les inspections conduites conformément aux Sections VII, VIII, IX et X du présent Protocole, une équipe d'inspection se compose de neuf inspecteurs au plus et peut se subdiviser en trois sous-équipes au plus. Dans le cas d'inspections simultanées, sur le territoire des Etats Parties qui n'ont pas de régions militaires précisées par les Articles IV et V du Traité, où à l'intérieur d'une région militaire particulière d'un Etat Partie doté de telles régions militaires, une seule équipe d'inspection peut se subdiviser sur le site d'inspection en trois sous-équipes, les autres ne pouvant se subdiviser qu'en deux sous-équipes.

3. Les inspecteurs et les membres de l'équipe d'accompagnement portent une marque distinctive précisant clairement leurs fonctions respectives.

4. Un inspecteur est considéré comme ayant pris ses fonctions lors de son arrivée au point d'entrée / sortie sur le territoire de l'Etat Partie où une inspection va être menée et comme ayant cessé de les remplir lors de son départ, par le point d'entrée / sortie, du territoire de cet Etat Partie.

5. Le nombre des membre de l'équipage de transport ne dépasse pas 10 personnes.

6. Sans préjudice de leurs privilèges et immunités, les inspecteurs et les membres de l'équipage de transport respectent les lois et règlements de l'Etat Partie sur le territoire duquel une inspection est menée et ne s'ingèrent pas dans les affaires intérieures de cet Etat Partie. Les inspecteurs et les membres de l'équipage de transport respectent également les règlements sur le site d'inspection, y compris les procédures administratives et de sécurité. Dans le cas où l'Etat Partie inspecté constate qu'un inspecteur ou un membre de l'équipage de transport a violé ces lois et règlements ou les autres conditions régissant les activités d'inspection prévues par le présent Protocole, il le notifie à l'Etat Partie inspecteur qui, à la demande de l'Etat Partie inspecté, raye immédiatement cette personne de la liste des inspecteurs et membres de l'équipage de transport. Si cette personne se trouve alors sur le territoire de l'Etat Partie où une inspection est menée, l'Etat Partie inspecteur la fait rapidement sortir de ce territoire.

7. L'Etat Partie inspecté est responsable de la sécurité de l'équipe d'inspection et des membres de l'équipage de transport à compter du moment de leur arrivée au point d'entrée / sortie jusqu'au moment où ils quittent le territoire de l'Etat Partie inspecté par le point d'entrée / sortie.

8. L'équipe d'accompagnement assiste l'équipe d'inspection dans l'exercice de ses fonctions. A sa discrétion, l'équipe d'accompagnement peut exercer son droit d'accompagner l'équipe d'inspection du moment de son arrivée sur le territoire de l'Etat Partie où une inspection va être menée jusqu'au moment de son départ de son territoire.

9. L'Etat Partie inspecteur fait en sorte que l'équipe d'inspection et chacune des sous-équipes aient la compétence linguistique nécessaire pour communiquer librement avec l'équipe d'accompagnement dans la langue notifiée conformément à la Section IV, paragraphe 2 alinéa (F) et paragraphe 3 alinéa (E) du présent Protocole. L'Etat Partie inspecté fait en sorte que l'équipe d'accompagnement ait la compétence linguistique nécessaire pour communiquer librement dans cette langue avec l'équipe d'inspection et chacune des sous-équipes. Les inspecteurs et les membres de l'équipe d'accompagnement peuvent aussi communiquer dans d'autres langues.

10. Aucune information obtenue pendant les inspections n'est divulguée au public sans l'autorisation expresse de l'Etat Partie inspecteur.

11. Les inspecteurs ont le droit, pendant toute la durée de leur présence sur le territoire de l'Etat Partie où une inspection va être menée, de communiquer avec l'ambassade ou le consulat de l'Etat Partie inspecteur se trouvant sur ce territoire, en utilisant les moyens de télécommunications appropriés mis à leur disposition par l'Etat Partie inspecté. L'Etat Partie inspecté fournit aussi des moyens de communication entre les sous-équipes d'une équipe d'inspection.

12. L'Etat Partie inspecté assure le transport de l'équipe d'inspection jusqu'aux sites d'inspection, à partir de ceux-ci et entre ceux-ci, par un moyen de transport et un itinéraire qu'il choisit. L'Etat Partie inspecteur peut demander un changement d'itinéraire. Dans la mesure du possible, l'Etat Partie inspecté répond favorablement à une telle demande. L'Etat Partie inspecteur est autorisé à utiliser ses propres véhicules terrestres, s'il en est ainsi convenu.

13. Si une urgence rend nécessaire le déplacement des inspecteurs du site d'inspection jusqu'au point d'entrée / sortie ou jusqu'à l'ambassade ou an consulat de l'Etat Partie inspecteur sur le territoire de l'Etat Partie où une inspection est menée, l'équipe d'inspection le notifie à l'équipe d'accompagnement, qui organise rapidement ce déplacement et, en tant que de besoin, fournit les moyens de transport appropriés.

14. L'Etat Partie inspecté met à la disposition de l'équipe d'inspection sur le site d'inspection une zone administrative pour le dépôt de l'équipement et des fournitures, pour la rédaction du rapport, pour les pauses et les repas.

15. L'équipe d'inspection est autorisée à apporter les documents nécessaires à la conduite de l'inspection, notamment ses propres cartes et graphiques. Les inspecteurs sont autorisés à apporter et à utiliser des appareils portatifs de vision nocturne passive, des jumelles, des caméras vidéo et appareils photos, des dictaphones, des mètres, des lampes électriques, des compas magnétiques et des ordinateurs portatifs. Les inspecteurs sont autorisés à utiliser d'autres équipements, sous réserve de l'accord de l'Etat Partie inspecté. Pendant toute la période dans le pays, l'équipe d'accompagnement a le droit d'observer les équipements apportés par les inspecteurs, mais elle n'intervient pas dans l'utilisation des équipements qui ont été approuvés par l'équipe d'accompagnement conformément à la Section V, paragraphes 5 à 7 du présent Protocole.

16. Dans le cas d'une inspection conduite en vertu des Sections VII ou VIII du présent Protocole, l'équipe d'inspection précise chaque fois qu'elle désigne le site d'inspection à inspecter si l'inspection sera conduite à pied, en véhicule tout terrain, par hélicoptère ou par toute combinaison de ces moyens. Sauf accord contraire, l'Etat Partie inspecté fournit et met en oeuvre les véhicules tout terrain appropriés sur le site d'inspection.

17. Chaque fois que possible, sous réserve des conditions de sécurité et des règles de vol de l'Etat Partie inspecté d'une part, et des dispositions des paragraphes 18 à 21 de la présente Section d'autre part, l'équipe d'inspection a le droit d'effectuer des survols en hélicoptère du site d'inspection, en utilisant un hélicoptère fourni et piloté par l'Etat Partie inspecté pendant les inspections conduites en vertu des Sections VII et VIII du présent Protocole.

18. L'Etat Partie inspecté n'est pas tenu de fournir un hélicoptère sur un site d'inspection dont la superficie est inférieure à 20 kilomètres carrés.

19. L'Etat Partie inspecté a le droit de retarder, limiter ou refuser les survols en hélicoptère au-dessus des points sensibles, mais la présence de points sensibles n'empêche pas le survol par hélicoptère des autres zones du site d'inspection. La photographie des points sensibles ou au-dessus de ceux-ci durant les survols en hélicoptère n'est permise qu'avec l'accord de l'équipe d'accompagnement.

20. La durée de ces survols en hélicoptère sur un site d'inspection ne dépasse pas un total cumulé d'une heure, sauf accord contraire entre l'équipe d'inspection et l'équipe d'accompagnement.

21. Tout hélicoptère fourni par l'Etat Partie inspecté est assez grand pour transporter au moins deux membres de l'équipe d'inspection et au moins un membre de l'équipe d'accompagnement. Les inspecteurs sont autorisés à emporter et à utiliser au cours des survols du site d'inspection tout équipement précisé par le paragraphe 15 de la présente Section. L'équipe d'inspection prévient l'équipe d'accompagnement durant les vols d'inspection chaque fois qu'elle a l'intention de prendre des photographies. Un hélicoptère offre aux inspecteurs une vue du sol constante et sans entrave.

22. En s'acquittant de leurs fonctions, les inspecteurs ne s'immiscent pas directement dans le déroulement des activités en cours sur le site d'inspection et évitent d'entraver ou de retarder inutilement les activités sur le site d'inspection ou de commettre des actes qui compromettraient la sécurité de ces activités.

23. Pendant l'inspection d'un objet de vérification ou dans une zone spécifiée, et sous réserve des dispositions des paragraphes 24 à 29 de la présente Section, les inspecteurs sont autorisés à accéder, à entrer et à inspecter sans entrave :

(A) dans le cas d'une zone spécifiée, l'ensemble de cette zone spécifiée ; ou

(B) dans le cas d'un objet de vérification, la totalité du territoire du site déclaré, à l'exception des zones délimitées dans le schéma du site comme appartenant exclusivement à un autre objet de vérification que l'équipe d'inspection n'a pas désigné en vue d'une inspection.

24. Pendant l'inspection d'un objet de vérification ou dans une zone spécifiée, conduite en vertu des Sections VII ou VIII du présent Protocole, et sous réserve des dispositions du paragraphe 25 de la présente Section, les inspecteurs ont, dans les zones citées au paragraphe 23 de la présente Section, le droit d'entrer dans tout emplacement, bâtiment ou zone dans un bâtiment dans lequel des chars de bataille, véhicules blindés de combat, pièces d'artillerie, hélicoptères de combat, avions de combat, avions d'entraînement aptes au combat reclassifiés, véhicules blindés de transport de troupe - sosies, véhicules blindés de combat d'infanterie - sosies ou des véhicules blindés poseurs de ponts sont présents de façon permanente ou habituelle. Les inspecteurs n'ont pas le droit d'entrer dans d'autres bâtiments ou zones dans des bâtiments, dont les points d'entrée ne sont physiquement accessibles que par des portes réservées au personnel ne dépassant pas deux mètres de large et auxquels l'accès est refusé par l'équipe d'accompagnement.

25. Pendant l'inspection d'un objet de vérification ou dans une zone spécifiée, conduite en vertu des Sections VII ou VIII du présent Protocole, les inspecteurs ont le droit de regarder l'intérieur d'un abri pour avion durci pour confirmer de visu la présence de tout char de bataille, véhicule blindé de combat, pièce d'artillerie, hélicoptère de combat, avion de combat, avion d'entraînement apte au combat reclassifié, véhicule blindé de transport de troupe - sosie, véhicule blindé de combat d'infanterie - sosie ou véhicule blindé poseur de ponts et, le cas échéant, leur nombre et leur type, modèle ou version. Nonobstant les dispositions du paragraphe 24 de la présente Section, les inspecteurs ne pénètrent à l'intérieur de ces abris pour avion durcis qu'avec l'accord de l'équipe d'accompagnement. Si une telle autorisation est refusée et si les inspecteurs le demandent, tout char de bataille, véhicule blindé de combat, pièce d'artillerie, hélicoptère de combat, avion de combat, avion d'entraînement apte au combat reclassifié, véhicule blindé de transport de troupe - sosie, véhicule blindé de combat d'infanterie - sosie ou véhicule blindé poseur de ponts dans ces abris pour avion durcis est présenté à l'extérieur.

26. Pendant l'inspection d'un objet de vérification ou dans une zone spécifiée, conduite en vertu des Sections VII ou VIII du présent Protocole, sous réserve des dispositions des paragraphes 27 à 33 de la présente Section, les inspecteurs n'ont le droit d'avoir accès aux armements et équipements conventionnels que dans la mesure nécessaire pour confirmer de visu leurs nombre et type, modèle ou version.

27. L'Etat Partie inspecté a le droit de masquer des éléments particuliers sensibles d'équipements.

28. L'équipe d'accompagnement a le droit de refuser l'accès aux points sensibles, dont le nombre et la taille devront être aussi limités que possible, aux objets masqués ou aux conteneurs dont l'une des dimensions (largeur, hauteur, longueur ou diamètre) est inférieure à deux mètres. Chaque fois qu'un point sensible est désigné, ou que des objets masqués ou des conteneurs sont présents, l'équipe d'accompagnement déclare si le point sensible, l'objet masqué ou le conteneur contient des chars de bataille, véhicules blindés de combat, pièces d'artillerie, hélicoptères de combat, avions de combat, avions d'entraînement aptes au combat reclassifiés, véhicules blindés de transport de troupe - sosies, véhicules blindés de combat d'infanterie - sosies ou des véhicules blindés poseurs de ponts, et, le cas échéant, leur nombre et leur type, modèle ou version.

29. Si l'équipe d'accompagnement déclare qu'un point sensible, un objet masqué ou un conteneur contient l'un des armements et équipements conventionnels précisés par le paragraphe 28 de la présente Section, l'équipe d'accompagnement présente ou déclare de tels armements et équipements conventionnels à l'équipe d'inspection et prend des mesures pour convaincre l'équipe d'inspection que le nombre de ces armements et équipements conventionnels présents ne dépasse pas le nombre déclaré de ces armements et équipements conventionnels.

30. Si, pendant l'inspection d'un objet de vérification ou dans une zone spécifiée, conduite en vertu des Sections VII ou VIII du présent Protocole, un hélicoptère d'un type qui figure ou qui a figuré sur la liste des hélicoptères d'attaque polyvalents dans le Protocole sur les types existants est présent sur un site d'inspection, et si l'équipe d'accompagnement déclare qu'il s'agit d'un hélicoptère d'appui au combat, ou si un hélicoptère MI-24R ou MI-24K est présent sur un site d'inspection et est déclaré limité, en vertu de la Section I, paragraphe 3 du Protocole sur le reclassement des hélicoptères, par l'équipe d'accompagnement, cet hélicoptère est sujet à inspection interne conformément à la Section IX, paragraphes 4 à 6 du présent Protocole.

31. Si, pendant l'inspection d'un objet de vérification ou dans une zone spécifiée, conduite en vertu des Sections VII ou VIII du présent Protocole, un avion d'un modèle ou d'une version spécifique d'avion d'entraînement apte au combat figurant dans la liste de la Section II du Protocole sur la reclassification des avions est présent sur un site d'inspection et est déclaré par l'équipe d'accompagnement comme ayant été certifié en tant qu'avion non armé conformément au Protocole sur la reclassification des avions, cet avion est sujet à inspection interne conformément à la Section IX, paragraphes 4 et 5 du présent Protocole.

32. Si, pendant l'inspection d'un objet de vérification ou dans une zone spécifiée, conduite en vertu des Sections VII ou VIII du présent Protocole, un véhicule blindé déclaré par l'équipe d'accompagnement comme véhicule blindé de transport de troupe - sosie ou comme véhicule blindé de combat d'infanterie - sosie est présent sur un site d'inspection, l'équipe d'inspection a le droit de s'assurer qu'un tel véhicule ne permet pas le transport d'un groupe de combat d'infanterie. Les inspecteurs ont le droit de demander que les portes et / ou les écoutilles des véhicules soient ouvertes de façon à ce que l'intérieur puisse être inspecté de visu de l'extérieur du véhicule. Les équipements sensibles dans ou sur le véhicule peuvent être masqués.

33. Si, pendant l'inspection d'un objet de vérification ou dans une zone spécifiée conduite en vertu des Sections VII ou VIII du présent Protocole, des exemplaires d'équipements déclarés par l'équipe d'accompagnement comme ayant été réduits conformément aux dispositions du Protocole sur la réduction sont présents sur un site d'inspection, l'équipe d'inspection a le droit d'inspecter ces équipements afin de vérifier qu'ils ont été réduits conformément aux procédures précisées par les Sections III à XII du Protocole sur la réduction.

34. Les inspecteurs ont le droit de prendre des photographies, y compris des images vidéo, afin d'enregistrer la présence d'armements et équipements conventionnels soumis au Traité, y compris à l'intérieur des dépôts permanents désignés, ou des autres dépôts contenant plus de 50 de ces armements et équipements conventionnels. Les appareils photographiques sont limités aux appareils 35 mm et aux appareils capables de produire des épreuves photographiques à développement instantané. L'équipe d'inspection prévient l'équipe d'accompagnement lorsqu'elle envisage de prendre des photographies. L'équipe d'accompagnement coopère avec l'équipe d'inspection lorsque celle-ci prend des photographies.

35. La photographie des points sensibles n'est autorisée qu'avec l'accord de l'équipe d'accompagnement.

36. Sous réserve des dispositions du paragraphe 38 de la présente Section, la photographie des intérieurs des bâtiments autres que les dépôts précisés par le paragraphe 34 de la présente Section n'est autorisée qu'avec l'accord de l'équipe d'accompagnement.

37. Les inspecteurs ont le droit de procéder à des mesures afin de résoudre les ambiguïtés qui pourraient survenir pendant les inspections. Ces mesures sont enregistrées pendant les inspections et sont confirmées par un membre de l'équipe d'inspection et un membre de l'équipe d'accompagnement immédiatement après qu'elles ont été prises. Ces données confirmées sont incluses dans le rapport d'inspection.

38. Les Etats Parties résolvent, chaque fois que possible, pendant l'inspection, toutes les ambiguïtés qui surviennent en ce qui concerne les informations factuelles. Chaque fois que les inspecteurs demandent à l'équipe d'accompagnement d'éclaircir une ambiguïté, l'équipe d'accompagnement fournit rapidement des éclaircissements à l'équipe d'inspection. Si les inspecteurs décident d'illustrer une ambiguïté non résolue à l'aide de photographies, l'équipe d'accompagnement, sous réserve des dispositions du paragraphe 35 de la présente Section, coopère pour la prise des photographies appropriées par l'équipe d'inspection à l'aide d'un appareil capable de produire des épreuves photographiques à développement instantané. Si une ambiguïté ne peut être résolue pendant l'inspection, la question, les éclaircissements appropriés et toute photographie pertinente sont inclus dans le rapport d'inspection conformément à la Section XII du présent Protocole.

39. Pour les inspections conduites en vertu des Sections VII et VIII du présent Protocole, l'inspection est considérée comme achevée au moment où le rapport d'inspection a été signé et contresigné.

40. Au plus tard à l'achèvement d'une inspection sur un site déclaré ou dans une zone spécifiée, l'équipe d'inspection informe l'équipe d'accompagnement de son intention éventuelle de conduire une inspection séquentielle. Si l'équipe d'inspection a l'intention de conduire une inspection séquentielle, elle désigne le prochain site d'inspection à ce moment. Dans ces cas, sous réserve des dispositions de la Section VII, paragraphes 6 et 17 et de la Section VIII, paragraphe 6 alinéa (A) du présent Protocole, l'Etat Partie inspecté fait en sorte que l'équipe d'inspection arrive sur le site d'inspection séquentielle dès que possible après l'achèvement de l'inspection précédente. Si l'équipe d'inspection n'a pas l'intention de conduire une inspection séquentielle, les dispositions des paragraphes 42 et 43 de la présente Section s'appliquent.

41. Une équipe d'inspection a le droit de conduire une inspection séquentielle, sous réserve des dispositions des Sections VII et VIII du présent Protocole, sur le territoire de l'Etat Partie où cette équipe d'inspection a conduit l'inspection précédente :

(A) sur tout site déclaré correspondant au même point d'entrée / sortie que le site d'inspection précédent ou au même point d'entrée / sortie que celui où l'équipe d'inspection est arrivée ; ou

(B) dans toute zone spécifiée pour laquelle le point d'entrée / sortie auquel l'équipe d'inspection est arrivée est le plus proche point d'entrée / sortie notifié en vertu de la Section V du Protocole sur l'échange d'informations ; ou

(C) sur tout emplacement situé à moins de 200 kilomètres du site d'inspection précédent à l'intérieur de la même région militaire ; ou

(D) sur l'emplacement que l'Etat Partie inspecté, en vertu de la Section VII, paragraphe 11 alinéa (A) du présent Protocole, affirme être l'emplacement temporaire des chars de bataille, véhicules blindés de combat, pièces d'artillerie, hélicoptères de combat, avions de combat ou des véhicules blindés poseurs de ponts qui étaient absents du site d'inspection précédent pendant l'inspection d'un objet de vérification, si la quantité de ces armements et équipements conventionnels représente plus de 15 pour cent de la quantité de ces armements et équipements conventionnels notifiée dans la notification la plus récente en vertu du Protocole sur l'échange d'informations ; ou

(E) sur le site déclaré que l'Etat Partie inspecté, en vertu de la Section VII, paragraphe 11 alinéa (B) du présent Protocole, affirme être le site d'origine des chars de bataille, véhicules blindés de combat, pièces d'artillerie, hélicoptères de combat, avions de combat ou des véhicules blindés poseurs de ponts qui, sur le site venant d'être inspecté, dépassent le nombre de ceux déclarés présents sur ce même site dans la plus récente notification, en vertu du Protocole sur l'échange d'informations, dès lors que ces armements et équipements conventionnels dépassent de 15 pour cent le nombre des armements et équipements ainsi notifiés.

42. Après l'achèvement d'une inspection sur un site déclaré ou dans une zone spécifiée, si aucune inspection séquentielle n'a été déclarée, l'équipe d'inspection est transportée dès que possible au point d'entrée / sortie approprié et quitte dans les 24 heures le territoire de l'Etat Partie où l'inspection a été menée.

43. L'équipe d'inspection quitte le territoire de l'Etat Partie où elle a effectué des inspections par le même point d'entrée / sortie que celui par lequel elle est entrée, sauf accord contraire. Si une équipe d'inspection décide de se rendre à un point d'entrée / sortie sur le territoire d'un autre Etat Partie pour y effectuer des inspections, elle peut le faire à condition que l'Etat Partie inspecteur ait procédé à la notification nécessaire conformément à la Section IV, paragraphe 1 du présent Protocole.

SECTION VII. INSPECTION DE SITES DECLARES

1. L'inspection d'un site déclaré en vertu du présent Protocole ne peut être refusée. Ces inspections ne peuvent être retardées qu'en cas de force majeure ou conformément à la Section II, paragraphes 7 et 20 à 22 du présent Protocole.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 de la présente Section, une équipe d'inspection arrive sur le territoire de l'Etat Partie où une inspection va être menée par un point d'entrée / sortie afférent, en vertu de la Section V du Protocole sur l'échange d'informations, au site déclaré qu'elle a l'intention de désigner comme premier site d'inspection en vertu du paragraphe 7 de la présente Section.

3. Si un Etat Partie inspecteur souhaite utiliser comme point d'entrée / sortie un point de passage frontalier terrestre ou un port maritime, et que l'Etat Partie inspecté n'a pas préalablement indiqué un point de passage frontalier terrestre ou un port maritime comme point d'entrée / sortie afférent, en vertu de la Section V du Protocole sur l'échange d'informations, au site déclaré que l'Etat Partie inspecteur souhaite désigner comme premier site d'inspection en vertu du paragraphe 7 de la présente Section, l'Etat Partie inspecteur indique, dans la notification fournie en vertu de la Section IV, paragraphe 2 du présent Protocole, le point de passage frontalier terrestre ou le port maritime souhaité comme point d'entrée / sortie. L'Etat Partie inspecté indique dans son accusé de réception de la notification, selon les dispositions prévues par la Section IV, paragraphe 4 du présent Protocole, si ce point d'entrée / sortie est acceptable ou non. Dans ce dernier cas, l'Etat Partie inspecté notifie à l'Etat Partie inspecteur un autre point d'entrée / sortie aussi proche que possible du point d'entrée / sortie souhaité et qui peut être un aéroport notifié en vertu de la Section V du Protocole sur l'échange d'informations, un port maritime ou un point de passage frontalier terrestre par lequel l'équipe d'inspection et les membres de l'équipage de transport peuvent arriver sur son territoire.

4. Si un Etat Partie inspecteur notifie son désir d'utiliser un point de passage frontalier terrestre ou un port maritime comme point d'entrée / sortie en vertu du paragraphe 3 de la présente Section, il doit préalablement s'assurer que son équipe d'inspection peut, avec un degré de certitude raisonnable, parvenir au premier site déclaré où cet Etat Partie souhaite effectuer une inspection, à partir de ce point d'entrée et avec des moyens de transport terrestres, dans le délai prévu par le paragraphe 8 de la présente Section.

5. Si, en vertu du paragraphe 3 de la présente Section, une équipe d'inspection et un équipage de transport arrivent sur le territoire de l'Etat Partie où une inspection va être effectuée par un point d'entrée / sortie autre que le point d'entrée / sortie notifié en vertu de la Section V du Protocole sur l'échange d'informations comme afférent au site déclaré qu'il souhaite désigner comme premier site d'inspection, l'Etat Partie inspecté permet l'accès à ce site déclaré aussi rapidement que possible, mais est autorisé à dépasser, si nécessaire, le délai précisé par le paragraphe 8 de la présente Section.

6. L'Etat Partie inspecté dispose de six heures après la désignation d'un site déclaré pour préparer l'arrivée de l'équipe d'inspection sur ce site.

7. A l'expiration du délai qui suit l'arrivée au point d'entrée / sortie, notifié en vertu de la Section IV, paragraphe 2 alinéa (E) du présent Protocole, et qui est compris entre une et 16 heures après l'arrivée au point d'entrée / sortie, l'équipe d'inspection désigne le premier site déclaré devant être inspecté.

8. L'Etat Partie inspecté fait en sorte que l'équipe d'inspection soit acheminée jusqu'au premier site déclaré par les moyens disponibles les plus rapides et qu'elle y parvienne dès que possible après la désignation du site à inspecter, mais neuf heures au plus tard après la désignation du site à inspecter, sauf accord contraire entre l'équipe d'inspection et l'équipe d'accompagnement, ou sauf si le site d'inspection est situé dans un environnement montagneux ou d'accès difficile. Dans ce cas, l'équipe d'inspection est acheminée jusqu'au site d'inspection 15 heures au plus tard après la désignation de ce site d'inspection. Le temps passé au trajet dépassant neuf heures n'est pas décompté de la période dans le pays de cette équipe d'inspection.

9. Dès son arrivée sur le site déclaré, l'équipe d'inspection est accompagnée à une salle de réunion où elle reçoit un schéma du site déclaré, à moins que ce schéma n'ait été fourni lors d'un échange antérieur de schémas de site. Le schéma du site déclaré, fourni dès l'arrivée sur le site déclaré, contient une description détaillée :

(A) des coordonnées géographiques d'un point du site d'inspection, arrondies à la dizaine de secondes la plus proche, avec indication de ce point et du nord vrai ;

(B) de l'échelle utilisée pour le schéma du site ;

(C) du périmètre du site déclaré ;

(D) des limites délimitées de façon précise des zones appartenant exclusivement à chaque objet de vérification, avec l'indication du numéro d'enregistrement de formation ou d'unité de chaque objet de vérification auquel chacune de ces zones appartient, et comprenant les zones situées séparément où des chars de bataille, véhicules blindés de combat, pièces d'artillerie, hélicoptères de combat, avions de combat, avions d'entraînement aptes au combat reclassifiés, véhicules blindés de transport de troupe - sosies, véhicules blindés de combat d'infanterie - sosies ou des véhicules blindés poseurs de ponts, appartenant à chaque objet de vérification, sont affectés de façon permanente ;

(E) des bâtiments principaux et des routes du site déclaré ;

(F) des entrées du site déclaré ; et

(G) de l'emplacement d'une zone administrative pour l'équipe d'inspection, fournie conformément à la Section VI, paragraphe 14 du présent Protocole.

10. Dans la demi-heure suivant la réception du schéma du site déclaré, l'équipe d'inspection désigne l'objet de vérification à inspecter. L'équipe d'inspection bénéficie alors d'une réunion d'information préalable à l'inspection qui ne dure pas plus d'une heure et qui comprend les éléments suivants :

(A) dispositif de sécurité et procédures administratives sur le site d'inspection ;

(B) modalités de transport et de communication pour les inspecteurs sur le site d'inspection ; et

(C) dotations et emplacements sur le site d'inspection, y compris dans les parties communes du site déclaré, des chars de bataille, véhicules blindés de combat, pièces d'artillerie, hélicoptères de combat, avions de combat, avions d'entraînement aptes au combat reclassifiés, véhicules blindés de transport de troupe - sosies, véhicules blindés de combat d'infanterie - sosies et véhicules blindés poseurs de ponts, y compris ceux appartenant à des éléments subordonnés situés séparément appartenant au même objet de vérification que celui à inspecter.

11. La réunion d'information préalable à l'inspection comprend une explication de toute différence entre les quantités de chars de bataille, véhicules blindés de combat, pièces d'artillerie, hélicoptères de combat, avions de combat ou véhicules blindés poseurs de ponts présents sur le site d'inspection, et les quantités correspondantes fournies dans la notification la plus récente en vertu du Protocole sur l'échange d'informations, conformément aux dispositions suivantes :

(A) si les quantités de ces armements et équipements conventionnels présents sur le site d'inspection sont inférieures à celles fournies dans la notification la plus récente, cette explication précise l'emplacement temporaire de ces armements et équipements conventionnels ; et

(B) si les quantités de ces armements et équipements conventionnels présents sur le site d'inspection sont supérieures à celles fournies dans la notification la plus récente, cette explication comprend des informations spécifiques sur l'origine, le moment du départ de leur emplacement d'origine, le moment de l'arrivée et la durée prévue du séjour sur le site d'inspection de ces armements et équipements conventionnels supplémentaires.

12. Quand une équipe d'inspection désigne un objet de vérification à inspecter, l'équipe d'inspection a le droit d'inspecter, en tant que partie de l'inspection de cet objet de vérification, tout le territoire délimité sur le schéma du site comme appartenant à cet objet de vérification, y compris les zones situées séparément sur le territoire du même Etat Partie où sont affectés de façon permanente des armements et équipements conventionnels appartenant à cet objet de vérification.

13. L'inspection d'un objet de vérification sur un site déclaré permet à l'équipe d'inspection l'accès, l'entrée et l'inspection sans entrave dans la totalité du site déclaré, sauf dans les zones délimitées sur le schéma du site comme appartenant exclusivement à un autre objet de vérification que l'équipe d'inspection n'a pas notifié en vue d'une inspection. Pendant ces inspections, les dispositions de la Section VI du présent Protocole s'appliquent.

14. Si l'équipe d'accompagnement informe l'équipe d'inspection que des chars de bataille, véhicules blindés de combat, pièces d'artillerie, hélicoptères de combat, avions de combat, avions d'entraînement aptes au combat reclassifiés, véhicules blindés de transport de troupe - sosies, véhicules blindés de combat d'infanterie - sosies ou des véhicules blindés poseurs de ponts, qui ont été notifiés comme étant détenus par un objet de vérification sur un site déclaré, sont présents dans une zone délimitée dans le schéma du site comme appartenant exclusivement à un autre objet de vérification, l'équipe d'accompagnement fait en sorte que l'équipe d'inspection ait accès, au titre de la même inspection, à ces armements et équipements conventionnels.

15. Si des armements et équipements conventionnels limités par le Traité ou des véhicules blindés poseurs de ponts sont présents dans des zones d'un site déclaré non délimitées dans le schéma du site comme appartenant exclusivement à un objet de vérification, l'équipe d'accompagnement fait savoir à l'équipe d'inspection à quel objet de vérification ces armements et équipements conventionnels appartiennent.

16. Chaque Etat Partie est tenu de justifier la quantité globale d'armements et équipements conventionnels limités par le Traité, dans toute catégorie notifiée en vertu de la Section III du Protocole sur l'échange d'informations, à l'échelon d'organisation supérieur à celui de la brigade / du régiment ou équivalent, si cette justification est demandée par un autre Etat Partie.

17. Si, pendant une inspection sur un site déclaré, l'équipe d'inspection décide de conduire sur le même site déclaré une inspection d'un objet de vérification qui n'a pas été antérieurement désigné, l'équipe d'inspection a le droit de commencer une telle inspection dans les trois heures de la désignation de cet objet de vérification. Dans ce cas, l'équipe d'inspection bénéficie d'une réunion d'information sur l'objet de vérification désigné pour l'inspection suivante conformément aux paragraphes 10 et 11 de la présente Section.

SECTION VIII. INSPECTION PAR DEFIANCE DANS DES ZONES SPECIFIEES

1. Chaque Etat Partie a le droit de conduire des inspections par défiance dans des zones spécifiées conformément au présent Protocole.

2. Si l'Etat Partie inspecteur a l'intention de conduire une inspection par défiance dans une zone spécifiée comme première inspection après l'arrivée à un point d'entrée / sortie :

(A) il indique dans sa notification fournie en vertu de la Section IV du présent Protocole le point d'entrée / sortie désigné le plus proche de ou dans cette zone spécifiée, capable d'accueillir le moyen de transport choisi par l'Etat Partie inspecteur ; et

(B) à l'expiration du délai qui suit l'arrivée au point d'entrée / sortie notifié en vertu de la Section IV, paragraphe 2 alinéa (E) du présent Protocole, et qui est compris entre une et 16 heures après l'arrivée au point d'entrée / sortie, l'équipe d'inspection désigne la première zone spécifiée qu'il souhaite inspecter. Chaque fois qu'une zone spécifiée est désignée, l'équipe d'inspection fournit à l'équipe d'accompagnement, comme élément de sa demande d'inspection, une description géographique délimitant les limites extérieures de cette zone. L'équipe d'inspection a le droit, comme élément de sa demande, d'identifier tout bâtiment ou installation qu'il souhaite inspecter.

3. Dès réception de la désignation d'une zone spécifiée, l'Etat Partie sur le territoire duquel une inspection par défiance est demandée informe les autres Etats Parties qui utilisent des bâtiments ou des locaux par accord avec l'Etat Partie inspecté des caractéristiques de cette zone spécifiée, y compris par une description géographique définissant les limites extérieures de cette zone.

4. L'Etat Partie inspecté a le droit de refuser des inspections par défiance dans des zones spécifiées.

5. L'Etat Partie inspecté informe l'équipe d'inspection, dans les deux heures de la désignation d'une zone spécifiée, de l'acceptation ou non de la demande d'inspection.

6. Si l'accès à une zone spécifiée est accordé :

(A) l'Etat Partie inspecté dispose de six heures après qu'il a accepté l'inspection pour préparer l'arrivée de l'équipe d'inspection dans la zone spécifiée ;

(B) l'Etat Partie inspecté fait en sorte que l'équipe d'inspection soit acheminée jusqu'à la première zone spécifiée par les moyens disponibles les plus rapides et qu'elle arrive dès que possible après la désignation du site à inspecter, mais au plus tard neuf heures après l'acceptation d'une telle inspection, sauf accord contraire entre l'équipe d'inspection et l'équipe d'accompagnement, ou sauf si le site d'inspection est situé dans un environnement montagneux ou si son accès est difficile. Dans ce cas l'équipe d'inspection est transportée jusqu'au site d'inspection 15 heures au plus tard après qu'une inspection a été acceptée. Le temps de trajet au-delà de neuf heures n'est pas décompté de la période dans le pays de cette équipe d'inspection ; et

(C) les dispositions de la Section VI du présent Protocole s'appliquent. Dans cette zone spécifiée, l'équipe d'accompagnement peut retarder l'accès ou le survol de certaines parties de cette zone spécifiée. Si le retard dépasse quatre heures, l'équipe d'inspection a le droit d'annuler l'inspection. La durée du retard n'est pas décomptée de la période dans le pays ni du temps maximum autorisé à l'intérieur d'une zone spécifiée.

7. Si une équipe d'inspection demande l'accès à un bâtiment ou à des locaux qu'un autre Etat Partie utilise par accord avec l'Etat Partie inspecté, l'Etat Partie inspecté informe immédiatement cet Etat Partie d'une telle demande. L'équipe d'accompagnement informe l'équipe d'inspection que cet autre Etat Partie, par accord avec l'Etat Partie inspecté, exerce les droits et obligations prévues par le présent Protocole pour ce qui est des inspections concernant les équipements ou le matériel de l'Etat Partie utilisant le bâtiment ou les locaux, en coopération avec l'Etat Partie inspecté et dans la mesure compatible avec les dispositions de l'accord sur l'utilisation.

8. Si l'Etat Partie inspecté le souhaite, l'équipe d'inspection peut bénéficier d'un exposé à son arrivée sur la zone spécifiée. Cet exposé ne dure pas plus d'une heure. Les procédures de sécurité et les dispositions administratives peuvent également être traitées dans cet exposé.

9. Si l'accès à une zone spécifiée est refusé :

(A) l'Etat Partie inspecté ou l'Etat Partie exerçant les droits et obligations de l'Etat Partie inspecté fournit toutes les assurances raisonnables selon lesquelles la zone spécifiée ne contient pas d'armements et équipements conventionnels limités par le Traité. Si de tels armements et équipements sont présents et affectés à des organisations conçues et structurées pour remplir en temps de paix des fonctions de sécurité intérieure dans la zone définie par l'Article V du Traité, l'Etat Partie inspecté ou l'Etat Partie exerçant les droits et obligations de l'Etat Partie inspecté lui permet la confirmation de visu de leur présence, sauf cas de force majeure, auquel cas une telle assurance visuelle est permise dès que possible ; et

(B) aucun quota d'inspection n'est décompté, et le temps entre la désignation de la zone spécifiée et le refus ultérieur d'y accéder n'est pas décompté de la période dans le pays. L'équipe d'inspection a le droit de désigner une autre zone spécifiée ou un site déclaré pour une inspection ou de déclarer l'inspection terminée.

SECTION IX. INSPECTION DE LA CERTIFICATION

1. Chaque Etat Partie a le droit d'inspecter, sans qu'un refus puisse lui être opposé, la certification des hélicoptères d'attaque polyvalents reclassés et des avions d'entraînement aptes au combat reclassifiés, conformément aux dispositions de la présente Section, du Protocole sur le reclassement des hélicoptères et du Protocole sur la reclassification des avions. Ces inspections ne sont pas décomptées des quotas prévus par la Section II du présent Protocole. Les équipes d'inspection conduisant de telles inspections peuvent être composées de représentants de différents Etats Parties. L'Etat Partie inspecté n'est pas tenu d'accepter plus d'une équipe d'inspection à la fois sur chaque site de certification.

2. Pour la conduite d'une inspection de certification conformément à la présente Section, une équipe d'inspection a le droit de passer jusqu'à deux jours sur un site de certification, sauf accord contraire.

3. Au moins 15 jours avant la certification d'hélicoptères d'attaque polyvalents reclassés ou d'avions d'entraînement aptes au combat reclassifiés, l'Etat Partie procédant à la certification fournit à tous les autres Etats Parties une notification sur :

(A) le site sur lequel la certification va avoir lieu, y compris ses coordonnées géographiques ;

(B) les dates prévues du processus de certification ;

(C) le nombre prévu et le type, modèle ou version, des hélicoptères ou des avions à certifier ;

(D) le numéro de série du fabricant pour chaque hélicoptère ou avion ;

(E) l'unité ou l'emplacement auxquels les hélicoptères ou les avions étaient antérieurement affectés ;

(F) l'unité ou l'emplacement auxquels les hélicoptères certifiés ou les avions certifiés seront affectés à l'avenir ;

(G) le point d'entrée / sortie à utiliser par une équipe d'inspection ; et

(H) la date et l'heure auxquelles une équipe d'inspection doit arriver au point d'entrée / sortie afin d'inspecter la certification.

4. Les inspecteurs ont le droit d'entrer et d'inspecter de visu le poste de pilotage et l'intérieur de l'hélicoptère ou de l'avion, y compris pour vérifier le numéro de série du fabricant, sans que l'Etat Partie conduisant la certification puisse leur opposer un refus.

5. Si l'équipe d'inspection le demande, l'équipe d'accompagnement, sans qu'elle puisse opposer de refus, retire tout panneau d'accès recouvrant l'emplacement d'où les composants et les câblages ont été retirés conformément aux dispositions du Protocole sur le reclassement des hélicoptères ou du Protocole sur la reclassification des avions.

6. Les inspecteurs ont le droit de demander et d'observer, avec un droit de refus de la part de l'Etat Partie conduisant la certification, l'activation de tout composant de système d'armement sur les hélicoptères d'attaque polyvalents en cours de certification ou déclarés comme ayant été reclassés.

7. A la conclusion de chaque inspection de la certification, l'équipe d'inspection remplit un rapport d'inspection conformément aux dispositions de la Section XII du présent Protocole.

8. A la fin de l'inspection sur un site de certification, l'équipe d'inspection a le droit de quitter le territoire de l'Etat Partie inspecté ou de conduire une inspection séquentielle sur un autre site de certification ou sur un site de réduction si la notification appropriée a été fournie par l'équipe d'inspection conformément à la Section IV, paragraphe 3 du présent Protocole. L'équipe d'inspection notifie à l'équipe d'accompagnement, au moins 24 heures avant l'heure prévue du départ, son intention de quitter le site de certification et, le cas échéant, de se rendre sur un autre site de certification ou sur un site de réduction.

9. Dans les sept jours suivant l'achèvement de la certification, l'Etat Partie responsable de la certification notifie à tous les autres Etats Parties l'achèvement de la certification. Cette notification précise, pour les hélicoptères ou les avions certifiés, le nombre, les types, modèles ou versions, et les numéros de série du fabricant, le site de certification concerné, les dates effectives de la certification et les unités ou emplacements auxquels les hélicoptères reclassés ou les avions reclassifiés ont été affectés.

SECTION X. INSPECTION DE LA REDUCTION

1. Chaque Etat Partie a le droit de conduire des inspections, sans qu'un refus puisse être opposé par l'Etat Partie inspecté, du processus de réduction mené en vertu des Sections I à VIII et X à XII du Protocole sur la réduction, conformément aux dispositions de la présente Section. Ces inspections ne sont pas décomptées des quotas prévus par la Section II du présent Protocole. Les équipes d'inspection conduisant de telles inspections peuvent être composées de représentants de différents Etats Parties. L'Etat Partie inspecté n'est pas obligé d'accepter plus d'une équipe d'inspection à la fois sur chaque site de réduction.

2. L'Etat Partie inspecté a le droit d'organiser et d'exécuter le processus de réduction sous réserve des seules dispositions prévues par l'Article VIII du Traité et par le Protocole sur la réduction. Les inspections du processus de réduction sont conduites de manière à ne pas interférer dans les activités en cours sur le site de réduction, à ne pas gêner, retarder ou compliquer indûment l'exécution du processus de réduction.

3. Si un site de réduction notifié en vertu de la Section III du Protocole sur l'échange d'informations est utilisé par plus d'un Etat Partie, les inspections du processus de réduction sont conduites conformément aux prévisions d'utilisation fournies par chaque Etat Partie utilisant le site de réduction.

4. Chaque Etat Partie qui a l'intention de réduire des armements et équipements conventionnels limités par le Traité notifie à tous les autres Etats Parties les armements et équipements conventionnels qui vont être réduits sur chaque site de réduction pendant une période de compte rendu. Aucune de ces périodes de compte rendu ne dure pus de 90 jours et moins de 30 jours. Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent à chaque réduction sur un site de réduction, que le processus de réduction s'effectue sur une base continue ou intermittente.

5. Au moins 15 jours avant le début de la réduction pour une période de compte rendu, l'Etat Partie ayant l'intention d'appliquer les procédures de réduction fournit à tous les autres Etats Parties une notification de la période de compte rendu. Une telle notification comprend la désignation du site de réduction avec ses coordonnées géographiques, la date prévue du début de la réduction, ainsi que la date prévue d'achèvement de la réduction des armements et équipements conventionnels destinés à la réduction pendant la période de compte rendu. En outre, la notification indique :

(A) le nombre prévu et le type des armements et équipements conventionnels à réduire ;

(B) le ou les objets de vérification d'où ont été retirés les exemplaires à réduire ;

(C) les procédures de réduction à utiliser, en vertu des Sections III à VIII et des Sections X à XII du Protocole sur la réduction, pour chaque type d'armements et équipements conventionnels à réduire ;

(D) le point d'entrée / sortie à utiliser par une équipe d'inspection conduisant une inspection de la réduction notifiée pour cette période de compte rendu ; et

(E) la date et l'heure auxquelles une équipe d'inspection doit arriver au point d'entrée / sortie de façon à inspecter les armements et équipements conventionnels avant le début de leur réduction.

6. Sous réserve des dispositions du paragraphe 11 de la présente Section, une équipe d'inspection a le droit d'arriver ou de quitter un site de réduction à tout moment de la période de compte rendu, ainsi que pendant les trois jours qui suivent la fin d'une période de compte rendu notifiée. En outre, l'équipe d'inspection a le droit de rester sur le site de réduction pendant une ou plusieurs périodes de compte rendu, à condition que ces périodes ne soient pas espacées de plus de trois jours. Pendant tout son séjour sur le site de réduction, l'équipe d'inspection a le droit d'observer toutes les procédures de réduction effectuées conformément au Protocole sur la réduction.

7. Conformément aux dispositions prévues par la présente Section, l'équipe d'inspection a le droit d'enregistrer librement les numéros de série d'usine des armements et équipements conventionnels à réduire ou de placer des marques spéciales sur ces équipements avant réduction et d'enregistrer ultérieurement ces numéros ou marques à la fin du processus de réduction. Les parties et les éléments des armements et équipements conventionnels qui ont été réduits comme précisé par la Section II, paragraphes 1 et 2 du Protocole sur la réduction ou, dans le cas de la conversion, les véhicules convertis à des fins non militaires, sont disponibles pour inspection pendant au moins trois jours après la fin de la période de compte rendu notifiée, à moins que l'inspection de ces éléments réduits n'ait été achevée auparavant.

8. L'Etat Partie engagé dans le processus de réduction d'armements et équipements conventionnels limités par le Traité établit sur chaque site de réduction un registre de travail dans lequel il enregistre les numéros de série d'usine de chaque exemplaire subissant la réduction, et les dates auxquelles les procédures de réduction ont été commencées et achevées. Ce registre comprend également les données globales pour chaque période de compte rendu. Le registre est mis à la disposition de l'équipe d'inspection pour la durée de l'inspection.

9. A la fin de chaque inspection du processus de réduction, l'équipe d'inspection établit un rapport normalisé qui est signé par le chef de l'équipe d'inspection et par un représentant de l'Etat Partie inspecté. Les dispositions de la Section XII du présent Protocole s'appliquent.

10. A l'achèvement d'une inspection sur un site de réduction, l'équipe d'inspection a le droit de quitter le territoire de l'Etat Partie inspecté ou de conduire une inspection séquentielle sur un autre site de réduction ou sur un site de certification si la notification appropriée a été fournie conformément à la Section IV, paragraphe 3 du présent Protocole. Au moins 24 heures avant l'heure prévue pour le départ, l'équipe d'inspection notifie à l'équipe d'accompagnement son intention de quitter le site de réduction inspecté, et, le cas échéant, son intention de se rendre sur un autre site de réduction ou sur un site de certification.

11. Chaque Etat Partie est tenu d'accepter jusqu'à 10 inspections chaque année pour valider l'achèvement de la conversion d'armements et équipements conventionnels en véhicules à des fins non militaires en vertu de la Section VIII du Protocole sur la réduction. Ces inspections sont conduites conformément aux dispositions de la présente Section, à l'exception de ce qui suit :

(A) la notification, fournie en vertu du paragraphe 5 alinéa (E) de la présente Section, identifie seulement la date et l'heure auxquelles une équipe d'inspection doit arriver au point d'entrée / sortie pour inspecter les exemplaires des équipements à l'achèvement de leur conversion en véhicules à des fins non militaires ; et

(B) l'équipe d'inspection a le droit d'arriver ou de quitter le site de réduction seulement pendant les trois jours qui suivent la date d'achèvement notifiée de la conversion.

12. Dans les sept jours suivant l'achèvement du processus de réduction pour une période de compte rendu, l'Etat Partie responsable des réductions notifie à tous les autres Etats Parties l'achèvement des réductions pour cette période. Une telle notification précise le nombre et les types des armements et équipements conventionnels réduits, le site de réduction concerné, les procédures de réduction utilisées et les dates effectives du début et de l'achèvement du processus de réduction pour cette période de compte rendu. Pour les armements et équipements conventionnels réduits en vertu des Sections X, XI et XII du Protocole sur la réduction, la notification précise également l'emplacement où ces armements et équipements conventionnels seront situés de façon permanente. Pour les armements et équipements conventionnels réduits en vertu de la Section VIII du Protocole sur la réduction, la notification précise le site de réduction sur lequel la conversion finale sera effectuée ou le dépôt dans lequel chaque exemplaire destiné à la conversion sera transféré.

SECTION XI. ANNULATION DES INSPECTIONS

1. Si une équipe d'inspection se trouve dans l'impossibilité d'arriver au point d'entrée / sortie dans les six heures qui suivent l'heure d'arrivée initialement prévue ou la nouvelle heure d'arrivée communiquée en vertu de la Section IV, paragraphe 6 du présent Protocole, l'Etat Partie inspecteur en informe les Etats Parties ayant reçu notification en vertu de la Section IV, paragraphe 1 du présent Protocole. Dans ce cas, la notification de l'intention d'inspecter devient caduque et l'inspection est annulée.

2. En cas de retard, dû à des circonstances indépendantes de la volonté de l'Etat Partie inspecteur, survenu après l'arrivée de l'équipe d'inspection au point d'entrée / sortie et qui empêche l'équipe d'inspection de parvenir au premier site d'inspection désigné dans le délai précisé par la Section VII, paragraphe 8 ou par la Section VIII, paragraphe 6 alinéa (B) du présent Protocole, l'Etat Partie inspecteur a le droit d'annuler l'inspection. Si une inspection est annulée dans ces circonstances, elle n'est décomptée d'aucun des quotas prévus par le Traité.

SECTION XII. RAPPORTS D'INSPECTION

1. De manière à achever l'inspection menée conformément aux Sections VII, VIII, IX ou X du présent Protocole et avant de quitter le site d'inspection :

(A) l'équipe d'inspection remet un rapport écrit à l'équipe d'accompagnement ; et

(B) l'équipe d'accompagnement a le droit de faire figurer ses commentaires écrits dans le rapport d'inspection et contresigne le rapport dans l'heure suivant la réception de ce rapport de l'équipe d'inspection, à moins qu'une prolongation n'ait été convenue entre l'équipe d'inspection et l'équipe d'accompagnement.

2. Le rapport est signé par le chef de l'équipe d'inspection et le chef de l'équipe d'accompagnement en accuse réception par écrit.

3. Le rapport est factuel et normalisé. Les normes pour chaque type d'inspection sont établies par le Groupe consultatif commun avant l'entrée en vigueur du Traité, en tenant compte des dispositions des paragraphes 4 et 5 de la présente Section.

4. Les rapports d'inspections conduites en vertu des Sections VII et VIII du présent Protocole indiquent :

(A) le site d'inspection ;

(B) la date et l'heure auxquelles l'équipe d'inspection est arrivée sur le site d'inspection ;

(C) la date et l'heure de départ de l'équipe d'inspection du site d'inspection ; et

(D) le nombre et le type, modèle ou version, de tous les chars de bataille, véhicules blindés de combat, pièces d'artillerie, hélicoptères de combat, avions de combat, avions d'entraînement aptes au combat reclassifiés, véhicules blindés de transport de troupe - sosies, véhicules blindés de combat d'infanterie - sosies, ou véhicules blindés poseurs de ponts, qui ont été observés pendant l'inspection, y compris, le cas échéant, une indication de l'objet de vérification auquel ils appartiennent.

5. Les rapports d'inspections conduites en vertu des Sections IX et X du présent Protocole indiquent :

(A) le site de réduction ou de certification où ont été effectuées les procédures de réduction ou de certification ;

(B) les dates auxquelles l'équipe d'inspection était présente sur le site ;

(C) le nombre et le type, modèle ou version, des armements et équipements conventionnels dont les procédures de réduction ou de certification ont été observées ;

(D) une liste de tous les numéros de série enregistrés pendant les inspections ;

(E) dans le cas de réductions, les procédures de réduction particulières appliquées ou observées ; et

(F) si, dans le cas de réductions, une équipe d'inspection était présente sur le site de réduction durant toute la période de compte rendu, les dates précises auxquelles les procédures de réduction ont été commencées et achevées.

6. Le rapport d'inspection est rédigé dans la langue officielle de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe désignée par l'Etat Partie inspecteur conformément à la Section IV, paragraphe 2 alinéa (G) ou paragraphe 3 alinéa (F) du présent Protocole.

7. L'Etat Partie inspecteur et l'Etat Partie inspecté conservent chacun un exemplaire du rapport. Le rapport d'inspection peut être transmis à d'autres Etats Parties, à la discrétion de l'un ou l'autre de ces Etats Parties, et, en règle générale, mis à la disposition du Groupe consultatif commun.

8. L'Etat Partie stationnant, en particulier :

(A) a le droit de faire figurer des commentaires écrits concernant l'inspection de ses forces armées conventionnelles stationnées ; et

(B) conserve un exemplaire du rapport d'inspection dans le cas de l'inspection de ses forces armées conventionnelles stationnées.

SECTION XIII. PRIVILEGES ET IMMUNITES DES INSPECTEURS ET DES MEMBRES DE L'EQUIPAGE DE TRANSPORT

1. Afin d'exercer efficacement leurs fonctions, dans le but de l'exécution du Traité et non pour leur bénéfice personnel, les privilèges et immunités dont jouissent les agents diplomatiques conformément à l'Article 29, à l'Article 30, paragraphe 2, à l'Article 31, paragraphes 1, 2 et 3, et aux Articles 34 et 35 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques du 18 avril 1961 sont accordés aux inspecteurs et aux membres des équipages de transport.

2. En outre, les inspecteurs et les membres des équipages de transport se voient accorder les privilèges dont jouissent les agents diplomatiques en vertu de l'Article 36, paragraphe 1 alinéa (b) de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques du 18 avril 1961. Ils ne sont pas autorisés à introduire, sur le territoire de l'Etat Partie où l'inspection va être menée, des marchandises dont l'importation ou l'exportation sont interdites par la législation ou contrôlées par la réglementation de quarantaine de cet Etat Partie.

3. Les moyens de transport de l'équipe d'inspection sont inviolables, sauf disposition contraire du Traité.

4. L'Etat Partie inspecteur peut renoncer à l'immunité de juridiction de l'un de ses inspecteurs ou membres d'équipage de transport, dans les cas où il estime que l'immunité entraverait le cours de la justice et qu'il peut y être renoncé sans préjudice de l'application des dispositions du Traité. L'immunité des inspecteurs et des membres des équipages de transport qui ne sont pas des ressortissants de l'Etat Partie ne peut être levée que par l'Etat Partie dont ces inspecteurs sont des ressortissants. La renonciation à l'immunité doit toujours être expresse.

5. Les privilèges et immunités prévus par la présente Section sont accordés aux inspecteurs et membres des équipages de transport :

(A) en transit sur le territoire d'un des Etats Parties aux fins de la conduite d'une inspection sur le territoire d'un autre Etat Partie ;

(B) durant leur présence sur le territoire de l'Etat Partie sur le territoire duquel une inspection est menée ; et

(C) par la suite, en ce qui concerne les actes accomplis antérieurement dans l'exercice de leurs fonctions officielles en qualité d'inspecteur ou de membre de l'équipage de transport.

6. Si l'Etat Partie inspecté estime qu'un inspecteur ou un membre de l'équipage de transport a abusé de ses privilèges et immunités, les dispositions prévues par la Section VI, paragraphe 6 du présent Protocole s'appliquent. A la demande de l'un des Etats Parties concernés, des consultations ont lieu entre eux afin de prévenir le renouvellement d'un tel abus.

PROTOCOLE
SUR LE GROUPE CONSULTATIF COMMUN

Les Etats Parties conviennent ci-après des procédures et d'autres dispositions applicables au Groupe consultatif commun établi par l'Article XVI du Traité sur les Forces armées conventionnelles en Europe, en date du 19 novembre 1990, dorénavant désigné comme le Traité.

1. Le Groupe consultatif commun est composé de représentants désignés par chaque Etat Partie. Des adjoints, des conseillers et des experts d'un Etat peuvent prendre part aux débats du Groupe consultatif commun si cet Etat Partie l'estime nécessaire.

2. La première session du Groupe consultatif commun s'ouvre au plus tard 60 jours après la signature du Traité. Le Président de la séance d'ouverture est le représentant du Royaume de Norvège.

3. Le Groupe consultatif commun se réunit en sessions régulières deux fois par an.

4. Des sessions supplémentaires sont convoquées à la demande d'un ou de plusieurs Etats Parties par le Président du Groupe consultatif commun, qui informe sans délai tous les autres Etats Parties de cette demande. Ces sessions s'ouvrent au plus tard 15 jours après réception de la demande par le Président.

5. Les sessions du Groupe consultatif commun ne durent pas plus de quatre semaines, sauf s'il en décide autrement.

6. Les Etats Parties assument à tour de rôle la présidence du Groupe consultatif commun dans l'ordre alphabétique en français.

7. Le Groupe consultatif commun se réunit à Vienne, sauf s'il en décide autrement.

8. Lors de leurs réunions, les représentants siègent dans l'ordre alphabétique des Etats Parties en français.

9. Les langues officielles du Groupe consultatif commun sont le français, l'allemand, l'anglais, l'espagnol, l'italien et le russe.

10. Les débats du Groupe consultatif commun sont confidentiels, sauf s'il en décide autrement.

11. La répartition des dépenses communes afférentes au fonctionnement du Groupe consultatif commun se fait, à moins que le Groupe consultatif commun n'en décide autrement, de la façon suivante :

10,35 % pour la République fédérale d'Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique, la République française, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la République italienne et l'Union des Républiques socialistes soviétiques ;

6,50 % pour le Canada ;

5,20 % pour le Royaume d'Espagne ;

4,00 % pour le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et la République de Pologne ;

2,34 % pour le Royaume de Danemark, la République de Hongrie, le Royaume de Norvège et la République fédérative tchèque et slovaque ;

0,88 % pour la République hellénique, la Roumanie et la République de Turquie ;

0,68 % pour la République de Bulgarie, le Grand-Duché de Luxembourg et la République portugaise ; et

0,16 % pour la République d'Islande.

12. Durant la période pendant laquelle le présent Protocole s'applique à titre provisoire, conformément au Protocole sur l'application provisoire, le Groupe consultatif commun :

(A) élabore ou révise, en tant que de besoin, les règles de procédure, les méthodes de travail et la répartition des dépenses liées au fonctionnement du Groupe consultatif commun et aux conférences, et la répartition des coûts des inspections entre Etats Parties, conformément à l'Article XVI, paragraphe 2 alinéa (F) du Traité ; et

(B) examine, à la demande de tout Etat Partie, les questions relatives aux dispositions du Traité appliquées à titre provisoire.

PROTOCOLE
SUR L'APPLICATION PROVISOIRE DE CERTAINES DISPOSITIONS
DU TRAITE SUR LES FORCES ARMEES CONVENTIONNELLES EN EUROPE

Afin de favoriser l'exécution du Traité sur les Forces armées conventionnelles en Europe, en date du 19 novembre 1990, dorévanant désigné comme le Traité, les Etats Parties conviennent ci-après de l'application provisoire de certaines dispositions du Traité.

1. Sans préjudice des dispositions de l'Article XXII du Traité, les Etats Parties appliquent provisoirement les dispositions suivantes du Traité :

(A) Article VII, paragraphes 2, 3 et 4 ;

(B) Article VIII, paragraphes 5, 6 et 8 ;

(C) Article IX ;

(D) Article XIII ;

(E) Article XVI, paragraphes 1, 2 (F), 2 (G), 4, 6 et 7 ;

(F) Article XVII ;

(G) Article XVIII ;

(H) Article XXI, paragraphe 2 ;

(I) Protocole sur les types existants, Sections III et IV ;

(J) Protocole sur l'échange d'informations, Sections VII, XII et XIII ;

(K) Protocole sur l'inspection, Section II, paragraphe 24 alinéa (A) et Section III, paragraphes 3, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 ;

(L) Protocole sur le Groupe consultatif commun ; et

(M) Protocole sur la réduction, Section IX.

2. Les Etats Parties appliquent à titre provisoire les dispositions énumérées par le paragraphe 1 du présent Protocole à la lumière des autres dispositions du Traité et en conformité avec elles.

3. Le présent Protocole entre en vigueur à la signature du Traité. Il reste en vigueur pendant 12 mois, mais devient caduc avant cette date :

(A) si le Traité entre en vigueur avant l'expiration de la période de 12 mois ; ou

(B) si un Etat Partie notifie à tous les autres Etats Parties qu'il n'a pas l'intention de devenir partie au Traité.

La durée d'application du présent Protocole peut être prolongée si tous les Etats Parties en décident ainsi.

[GERMAN TEXT – TEXTE ALLEMAND]

VERTRAG
ÜBER KONVENTIONELLE STREITKRÄFTE IN EUROPA

Das Königreich Belgien, die Republik Bulgarien, das Königreich Dänemark, die Bundesrepublik Deutschland, die Französische Republik, die Griechische Republik, die Republik Island, die Italienische Republik, Kanada, das Großherzogtum Luxemburg, das Königreich der Niederlande, das Königreich Norwegen, die Republik Polen, die Portugiesische Republik, Rumänien, das Königreich Spanien, die Tschechische und Slowakische Föderative Republik, die Republik Türkei, die Republik Ungarn, die Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken, das Vereinigte Königreich Großbritannien und Nordirland und die Vereinigten Staaten von Amerika, im folgenden als Vertragsstaaten bezeichnet -

geleitet von dem Mandat vom 10. Januar 1989 für Verhandlungen über konventionelle Streitkräfte in Europa, die sie seit dem 9. März 1989 in Wien geführt haben,

geleitet von den Zielen und Zwecken der Konferenz über Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa, in deren Rahmen die Verhandlungen über diesen Vertrag geführt wurden,

eingedenk ihrer Verpflichtung, in ihren gegenseitigen Beziehungen sowie allgemein in ihren internationalen Beziehungen jede gegen die territoriale Unversehrtheit oder die politische Unabhängigkeit eines Staates gerichtete oder sonst mit den Zielen und Grundsätzen der Charta der Vereinten Nationen unvereinbare Androhung oder Anwendung von Gewalt zu unterlassen,

im Bewußtsein der Notwendigkeit, jeden militärischen Konflikt in Europa zu verhindern,

im Bewußtsein der gemeinsamen Verantwortung, die sie alle für das Streben nach Erreichung größerer Stabilität und Sicherheit in Europa tragen,

bestrebt, militärische Konfrontation durch eine neue, auf friedliche Zusammenarbeit gegründete Struktur der Sicherheitsbeziehungen zwischen allen Vertragsstaaten zu ersetzen und dadurch zur Überwindung der Teilung Europas beizutragen,

den Zielen verpflichtet, in Europa ein sicheres und stabiles Gleichgewicht der konventionellen Streitkräfte auf niedrigerem Niveau als bisher zu schaffen, Ungleichgwichte, die für Stabilität und Sicherheit nachteilig sind, zu beseitigen und - besonders vorrangig - die Fähigkeit zur Auslösung von Überraschungsangriffen und zur Einleitung großangelegter Offensivhandlungen in Europa zu beseitigen,

eingedenk dessen, daß sie den Brüsseler Vertrag von 1948, den Washingtoner Vertrag von 1949 oder den Warschauer Vertrag von 1955 unterzeichnet haben oder diesen Verträgen beigetreten sind und daß sie das Recht haben, Vertragspartei eines Bündnisses zu sein oder nicht zu sein,

dem Ziel verpflichtet, dafür Sorge zu tragen, daß die Zahl der durch den Vertrag begrenzten Waffen und Ausrüstungen im Anwendungsgebiet des Vertrags 40 000 Kampfpanzer, 60 000 gepanzerte Kampffahrzeuge, 40 000 Artilleriewaffen, 13 600 Kampfflugzeuge und 4 000 Angriffshubschrauber nicht übersteigt,

in Bekräftigung dessen, daß dieser Vertrag die Sicherheitsinteressen irgendeines Staates nicht beeinträchtigen soll,

in Bekräftigung ihrer Verpflichtung, den Prozeß der konventionellen Rüstungskontrolle einschließlich Verhandlungen weiterzuführen und dabei künftigen Erfordernissen für die europäische Stabilität und Sicherheit im Lichte politischer Entwicklungen in Europa Rechnung zu tragen -

sind wie folgt übereingekommen:

Artikel I

1. Jeder Vertragsstaat erfüllt die in diesem Vertrag festgelegten Verpflichtungen im Einklang mit dessen Bestimmungen, darunter diejenigen Verpflichtungen, die sich auf die folgenden fünf Kategorien von konventionellen Streitkräften beziehen: Kampfpanzer, gepanzerte Kampffahrzeuge, Artillerie, Kampfflugzeuge und Kampfhubschrauber.

2. Jeder Vertragsstaat führt auch die in diesem Vertrag festgelegten sonstigen Maßnahmen durch, die darauf gerichtet sind, Sicherheit und Stabilität sowohl während des Zeitraums der Reduzierung konventioneller Streitkräfte als auch nach Abschluß der Reduzierung zu gewährleisten.

3. Dieser Vertrag schließt das Protokoll über vorhandene Typen konventioneller Waffen und Ausrüstungen, im folgenden als Protokoll über vorhandene Typen bezeichnet, einschließlich einer Anlage, das Protokoll über Verfahren zur Reklassifizierung bestimmter Modelle oder Versionen kampffähiger Schulflugzeuge als unbewaffnete Schulflugzeuge, im folgenden als Protokoll über die Reklassifizierung von Flugzeugen bezeichnet, das Protokoll über Verfahren zur Reduzierung von durch den Vertrag über konventionelle Streitkräfte in Europa begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen, im folgenden als Reduzierungsprotokoll bezeichnet, das Protokoll über Verfahren zur Kategorisierung von Kampfhubschraubern und zur Rekategorisierung von Mehrzweck-Angriffshubschraubern, im folgenden als Protokoll über die Rekategorisierung von Hubschraubern bezeichnet, das Protokoll über Notifikationen und Informationsaustausch, im folgenden als Protokoll über Informationsaustausch bezeichnet, einschließlich einer Anlage über das Format für den Austausch von Informationen, im folgenden als Anlage über das Format bezeichnet, das Inspektionsprotokoll, das Protokoll über die Gemeinsame Beratungsgruppe und das Protokoll über die vorläufige Anwendung einiger Bestimmungen des Vertrags über konventionelle Streitkräfte in Europa, im folgenden als Protokoll über die vorläufige Anwendung bezeichnet, ein. Jedes dieser Dokumente ist Bestandteil des Vertrags.

Artikel II

1. Für die Zwecke dieses Vertrags gilt folgendes:

(A) Der Begriff "Gruppe von Vertragsstaaten" bezeichnet die Gruppe von Vertragsstaaten, die den Warschauer Vertrag* von 1955 unterzeichnet haben, und die sich aus der Republik Bulgarien, der Republik Polen, Rumänien, der Tschechischen und Slowakischen Föderativen Republik, der Republik Ungarn und der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken zusammensetzt, oder die Gruppe von Vertragsstaaten, die den Vertrag von Brüssel** von 1948 oder den Vertrag von Washington*** von 1949 unterzeichnet haben oder diesen Verträgen beigetreten sind, und die sich aus dem Königreich Belgien, dem Königreich Dänemark, der Bundesrepublik Deutschland, der Französischen Republik, der Griechischen Republik, der Republik Island, der Italienischen Republik, Kanada, dem Großherzogtum Luxemburg, dem Königreich der Niederlande, dem Königreich Norwegen, der Portugiesischen Republik, dem Königreich Spanien, der Republik Türkei, dem Vereinigten Königreich Großbritannien und Nordirland und den Vereinigten Staaten von Amerika zusammensetzt.

(B) Der Begriff "Anwendungsgebiet" bezeichnet das gesamte Landgebiet der Vertragsstaaten in Europa vom Atlantischen Ozean bis zum Uralgebirge, einschließlich aller europäischen Inseln der Vertragsstaaten, darunter die Färöer-Inseln des Königreichs Dänemark, Svalbard einschließlich der Bäreninsel des Königreichs Norwegen, die Azoren und Madeira der Portugiesischen Republik, die Kanarischen Inseln des Königreichs Spanien sowie das Franz-Josef-Land und Nowaja Semlja der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken. Im Fall der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken umfaßt das Anwendungsgebiet das gesamte Hoheitsgebiet westlich des Uralflusses und des Kaspischen Meeres. Im Fall der Republik Türkei umfaßt das Anwendungsgebiet das Hoheitsgebiet der Republik Türkei nördlich und westlich einer Linie, die sich vom Schnittpunkt der türkischen Grenze mit dem 39. Breitengrad bis Muradiye, Patnos, Karayazi, Tekman, Kemaliye, Feke, Ceyhan, Dogankent, Gözne und von dort zum Meer erstreckt.

(C) Der Begriff "Kampfpanzer" bezeichnet ein gepanzertes Kampffahrzeug mit Eigenantrieb und hoher Feuerkraft - in erster Linie aus einer zur Bekämpfung von gepanzerten und anderen Zielen erforderlichen Panzerkanone mit hoher Mündungsgeschwindigkeit zum Schießen im direkten Richten -, das über eine große Geländegängigkeit und einen hohen Grad an Selbstschutz verfügt und das nicht in erster Linie für den Transport von Kampftruppen konstruiert und

---

* Der am 14. Mai 1955 in Warschau unterzeichnete Vertrag über Freundschaft, Zusammenarbeit und gegenseitigen Beistand

** Der am 17. März 1948 in Brüssel unterzeichnete Vertrag über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Zusammenarbeit und über kollektive Selbstverteidigung

*** Der am 4. April 1949 in Washington unterzeichnete Nordatlantikvertrag

ausgerüstet ist. Solche gepanzerten Fahrzeuge dienen als Hauptwaffensysteme von Panzer- und sonstigen gepanzerten Truppen der Landstreitkräfte.

Kampfpanzer sind gepanzerte Kettenkampffahrzeuge, deren Leergewicht mindestens 16,5 metrische Tonnen beträgt und die mit einer um 360 Grad seitlich schwenkbaren Kanone mit einem Mindestkaliber von 75 Millimetern ausgerüstet sind. Außerdem gelten alle gepanzerten Radkampffahrzeuge, die in Dienst gestellt werden und alle anderen oben genannten Kriterien erfüllen, ebenfalls als Kampfpanzer.

(D) Der Begriff "gepanzertes Kampffahrzeug" bezeichnet ein geländegängiges Fahrzeug mit Eigenantrieb und Panzerschutz. Zu den gepanzerten Kampffahrzeugen gehören gepanzerte Mannschaftstransportwagen, Schützenpanzer und Kampffahrzeuge mit schwerer Bewaffnung.

Der Begriff "gepanzerter Mannschaftstransportwagen (MTW)" bezeichnet ein gepanzertes Kampffahrzeug, das für den Transport einer Infanteriegruppe konstruiert und ausgerüstet und in der Regel mit einer integrierten oder organischen Waffe von weniger als 20 Millimetern Kaliber ausgerüstet ist.

Der Begriff "Schützenpanzer (SPz)" bezeichnet ein gepanzertes Kampffahrzeug, das in erster Linie für den Transport einer Infanteriegruppe konstruiert und ausgerüstet ist, es den Soldaten normalerweise ermöglicht, geschützt durch die Panzerung aus dem Fahrzeug heraus zu schießen, und mit einer integrierten oder organischen Kanone von mindestens 20 Millimetern Kaliber sowie gelegentlich mit einem Abschußgerät für Panzerabwehrflugkörper bewaffnet ist. Die Schützenpanzer dienen als Hauptwaffensystem von gepanzerten, mechanisierten oder motorisierten Infanterietruppenteilen und Truppenteilen der Landstreitkräfte.

Der Begriff "Kampffahrzeug mit schwerer Bewaffnung" bezeichnet ein gepanzertes Kampffahrzeug mit einer integrierten oder organischen Kanone von mindestens 75 Millimetern Kaliber zum Schießen im direkten Richten, dessen Leergewicht mindestens 6,0 metrische Tonnen beträgt und das nicht unter die Begriffsbestimmungen gepanzerter Mannschaftstransportwagen, Schützenpanzer oder Kampfpanzer fällt.

(E) Der Begriff "Leergewicht" bezeichnet das Gewicht eines Fahrzeugs ohne das Gewicht von Munition, Treibstoff, Öl und Schmiermitteln, abnehmbarer reaktiver Panzerung, Ersatzteilen, Werkzeugen und Zubehörteilen, abnehmbarer Schnorchelausrüstung, Besatzung und ihrer persönlichen Ausrüstung.

(F) Der Begriff "Artillerie" bezeichnet großkalibrige Systeme, die Bodenziele in erster Linie durch Schießen im indirekten Richten bekämpfen können. Solche Artilleriesysteme bieten Truppenteilen der verbundenen Waffen die unerläßliche Unterstützung durch Feuer im indirekten Richten.

Großkalibrige Artilleriesysteme sind Kanonen, Haubitzen sowie Artilleriewaffen, welche die Eigenschaften von Kanonen und Haubitzen miteinander verbinden, und Mörser sowie Mehrfachraketenwerfersysteme mit einem Kaliber von 100 Millimetern und darüber. Außerdem fallen alle künftigen großkalibrigen Systeme zum Schießen im direkten Richten, wenn sie sekundär zum Schießen im indirekten Richten geeignet sind, unter die Artillerieobergrenzen.

(G) Der Begriff "stationierte konventionelle Streitkräfte" bezeichnet konventionelle Streitkräfte eines Vertragsstaats, die innerhalb des Anwendungsgebiets im Hoheitsgebiet eines anderen Vertragsstaats stationiert sind.

(H) Der Begriff "ausgewiesene ständige Lagerungsstätte" bezeichnet eine Örtlichkeit mit einer eindeutigen baulichen Begrenzung, in der durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffen und Ausrüstungen vorhanden sind, die unter die Gesamtobergrenzen fallen, jedoch nicht den Begrenzungen für konventionelle Waffen und Ausrüstungen in aktiven Truppenteilen unterliegen.

(I) Der Begriff "Brückenlegepanzer" bezeichnet ein gepanzertes Transport- und Verlegefahrzeug mit Eigenantrieb, das eine Brückenkonstruktion mitführen und durch eingebaute Mechanismen auslegen und wiedereinholen kann. Ein solches Fahrzeug mit Brückenkonstruktion arbeitet als integriertes System.

(J) Der Begriff "durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffen und Ausrüstungen" bezeichnet Kampfpanzer, gepanzerte Kampffahrzeuge, Artilleriewaffen, Kampfflugzeuge und Angriffshubschrauber, die den zahlenmäßigen Begrenzungen nach den Artikeln IV, V und VI unterliegen.

(K) Der Begriff "Kampfflugzeug" bezeichnet ein Starrflügel- oder Schwenkflügelflugzeug, das für die Bekämpfung von Zielen durch den Einsatz von gelenkten Flugkörpern, ungelenkten Raketen, Bomben, Bordmaschinengewehren, Bordkanonen oder anderen Zerstörungswaffen bewaffnet und ausgerüstet ist, sowie jedes Modell oder jede Version eines solchen Flugzeugs, das andere militärische Aufgaben wie z.B. Aufklärung oder elektronische Kampfführung wahrnimmt. Der Begriff "Kampfflugzeug" schließt primäre Schulflugzeuge nicht ein.

(L) Der Begriff "Kampfhubschrauber" bezeichnet ein Drehflügelluftfahrzeug, das zur Bekämpfung von Zielen bewaffnet und ausgerüstet ist oder das zur Wahrnehmung anderer militärischer Aufgaben ausgerüstet ist. Der Begriff "Kampfhubschrauber" schließt Angriffshubschrauber und Kampfunterstützungshubschrauber ein. Der Begriff "Kampfhubschrauber" schließt unbewaffnete Transporthubschrauber nicht ein.

(M) Der Begriff "Angriffshubschrauber" bezeichnet einen Kampfhubschrauber, der für den Einsatz von panzerbrechenden Lenkwaffen, Luft-Boden-Lenkwaffen oder Luft-Luft-Lenkwaffen sowie mit einem integrierten Feuerleit- und Zielsystem für diese Waffen ausgerüstet ist. Der Begriff

"Angriffshubschrauber" schließt Spezial-Angriffshubschrauber und Mehrzweck-Angriffshubschrauber ein.

(N) Der Begriff "Spezial-Angriffshubschrauber" bezeichnet einen Angriffshubschrauber, der in erster Linie für den Einsatz von Lenkwaffen konzipiert ist.

(O) Der Begriff "Mehrzweck-Angriffshubschrauber" bezeichnet einen Angriffshubschrauber, der für die Wahrnehmung mehrerer militärischer Aufgaben konzipiert und für den Einsatz von Lenkwaffen ausgerüstet ist.

(P) Der Begriff "Kampfunterstützungshubschrauber" bezeichnet einen Kampfhubschrauber, der nicht die Kriterien für Angriffshubschrauber erfüllt, aber der mit einer Reihe von Selbstverteidigungs- und Streuwaffen, wie z.B. Bordmaschinengewehren, Bordkanonen und ungelenkten Raketen, Bomben oder Streubomben, ausgerüstet sein kann oder der für die Wahrnehmung anderer militärischer Aufgaben ausgerüstet sein kann.

(Q) Der Begriff "vom Vertrag erfaßte konventionelle Waffen und Ausrüstungen" bezeichnet Kampfpanzer, gepanzerte Kampffahrzeuge, Artilleriewaffen, Kampfflugzeuge, primäre Schulflugzeuge, unbewaffnete Schulflugzeuge, Kampfhubschrauber, unbewaffnete Transporthubschrauber, Brückenlegepanzer, gepanzerte MTW-ähnliche Fahrzeuge und SPz-ähnliche Fahrzeuge, die dem Informationsaustausch in Übereinstimmung mit dem Protokoll über Informationsaustausch unterliegen.

(R) Der Begriff "in Dienst gestellt" bezeichnet, auf konventionelle Streitkräfte und konventionelle Waffen und Ausrüstungen angewendet, Kampfpanzer, gepanzerte Kampffahrzeuge, Artilleriewaffen, Kampfflugzeuge, primäre Schulflugzeuge, unbewaffnete Schulflugzeuge, Kampfhubschrauber, unbewaffnete Transporthubschrauber, Brückenlegepanzer, gepanzerte MTW-ähnliche Fahrzeuge und SPz-ähnliche Fahrzeuge, die sich innerhalb des Anwendungsgebiets befinden, mit Ausnahme derjenigen, die zu Gliederungen gehören, welche ihrer Aufgabe und Struktur nach in Friedenszeiten Funktionen der inneren Sicherheit wahrnehmen oder eine der Ausnahmen in Artikel III erfüllen.

(S) Die Begriffe "gepanzertes MTW-ähnliches Fahrzeug" und "SPz-ähnliches Fahrzeug" bezeichnen ein gepanzertes Fahrzeug, welches das gleiche Fahrwerk und ein ähnliches Äußeres aufweist wie ein gepanzerter Mannschaftstransportwagen beziehungsweise ein Schützenpanzer, jedoch nicht mit einer Kanone oder einem Geschütz des Kalibers 20 mm und darüber ausgestattet ist und welches so gebaut oder verändert wurde, daß keine Infanteriegruppe damit transportiert werden kann. Im Lichte des Genfer Abkommens vom 12. August 1949 zur Verbesserung des Loses der Verwundeten und Kranken der Streitkräfte im Felde, das Sanitätsfahrzeugen einen Sonderstatus einräumt, gelten gepanzerte Sanitäts-MTW nicht als gepanzerte Kampffahrzeuge oder gepanzerte MTW-ähnliche Fahrzeuge.

(T) Der Begriff "Reduzierungsstätte" bezeichnet eine Örtlichkeit mit einer eindeutigen baulichen Begrenzung, an der die Reduzierung von durch den

Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen in Übereinstimmung mit Artikel VIII stattfindet.

(U) Der Begriff "Reduzierungsverpflichtung" bezeichnet die Anzahl in jeder Kategorie der durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen, zu deren Reduzierung während der 40 Monate nach Inkrafttreten des Vertrags sich jeder Vertragsstaat verpflichtet, um die Bestimmungen des Artikels VII einzuhalten.

2. Vorhandene Typen vom Vertrag erfaßter konventioneller Waffen und Ausrüstungen sind im Protokoll über vorhandene Typen aufgeführt. Die Listen vorhandener Typen werden in Übereinstimmung mit Artikel XVI Absatz 2 Buchstabe D und Abschnitt IV des Protokolls über vorhandene Typen periodisch fortgeschrieben. Solche Fortschreibungen der Listen vorhandener Typen gelten nicht als Änderungen des Vertrags.

3. Die in dem Protokoll über vorhandene Typen aufgeführten vorhandenen Typen von Kampfhubschraubern werden in Übereinstimmung mit Abschnitt I des Protokolls über die Rekategorisierung von Hubschraubern kategorisiert.

Artikel III

1. Für die Zwecke dieses Vertrags wenden die Vertragsstaaten folgende Zählregeln an:

Alle in Artikel II definierten Kampfpanzer, gepanzerten Kampffahrzeuge, Artilleriewaffen, Kampfflugzeuge und Angriffshubschrauber innerhalb des Anwendungsgebiets unterliegen den zahlenmäßigen Begrenzungen und anderen Bestimmungen, die in den Artikeln IV, V und VI festgelegt sind, mit Ausnahme derjenigen, die in Übereinstimmung mit den Gepflogenheiten der Vertragsstaaten

(A) sich im Prozeß der Herstellung befinden, einschließlich der Erprobung im Zusammenhang mit der Herstellung;

(B) ausschließlich für Forschungs- und Entwicklungszwecke benutzt werden;

(C) historischen Sammlungen gehören;

(D) zur weiteren Verwertung anstehen, nachdem sie nach Artikel IX außer Dienst gestellt wurden;

(E) für die Ausfuhr oder Wiederausfuhr bereitstehen oder überholt werden und sich vorübergehend im Anwendungsgebiet befinden. Solche Kampfpanzer, gepanzerten Kampffahrzeuge, Artilleriewaffen, Kampfflugzeuge und Angriffshubschrauber werden an anderen als den nach Abschnitt V des Protokolls über Informationsaustausch gemeldeten Inspektionsstätten disloziert oder an höchstens zehn dieser gemeldeten Inspektionsstätten, welche bereits im jährlichen Informationsaustausch des vorhergehenden Jahres notifiziert wurden. In letzterem Fall müssen sie von durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen klar zu unterscheiden sein;

(F) zu Gliederungen gehören, welche ihrer Aufgabe und Struktur nach in Friedenszeiten Funktionen der inneren Sicherheit wahrnehmen, falls es sich um gepanzerte Mannschaftstransportwagen, Schützenpanzer, Kampffahrzeuge mit schwerer Bewaffnung oder Mehrzweck-Angriffshubschrauber handelt;

(G) die von einem Ort außerhalb des Anwendungsgebiets zu einem endgültigen Zielort außerhalb des Anwendungsgebiets durch das Anwendungsgebiet hindurch befördert werden und sich nicht länger als sieben Tage im Anwendungsgebiet befinden.

2. Notifiziert ein Vertragsstaat in bezug auf solche Kampfpanzer, gepanzerten Kampffahrzeuge, Artilleriewaffen, Kampfflugzeuge oder Angriffshubschrauber, die nach Abschnitt IV des Protokolls über Informationsaustausch der Notifikation unterliegen, eine ungewöhnlich hohe Anzahl im Rahmen des Informationsaustausches in mehr als zwei aufeinanderfolgenden Jahren, so erläutert er in der Gemeinsamen Beratungsgruppe auf Ersuchen die Gründe hierfür.

Artikel IV

1. Innerhalb des Anwendungsgebiets, wie es in Artikel II definiert ist, begrenzt jeder Vertragsstaat seine Kampfpanzer, gepanzerten Kampffahrzeuge, Artilleriewaffen, Kampfflugzeuge und Angriffshubschrauber und reduziert sie erforderlichenfalls, so daß 40 Monate nach Inkrafttreten dieses Vertrags und danach die Gesamtzahl für die in Artikel II definierte Gruppe von Vertragsstaaten, der er angehört, nicht größer ist als:

(A) 20 000 Kampfpanzer, davon nicht mehr als 16 500 in aktiven Truppenteilen;

(B) 30 000 gepanzerte Kampffahrzeuge, davon nicht mehr als 27 300 in aktiven Truppenteilen. Von den 30 000 gepanzerten Kampffahrzeugen sind nicht mehr als 18 000 Schützenpanzer und Kampffahrzeuge mit schwerer Bewaffnung; von den Schützenpanzern und Kampffahrzeugen mit schwerer Bewaffnung sind nicht mehr als 1 500 Kampffahrzeuge mit schwerer Bewaffnung;

(C) 20 000 Artilleriewaffen, davon nicht mehr als 17 000 in aktiven Truppenteilen;

(D) 6 800 Kampfflugzeuge; und

(E) 2 000 Angriffshubschrauber.

Kampfpanzer, gepanzerte Kampffahrzeuge und Artilleriewaffen, die sich nicht in aktiven Truppenteilen befinden, werden in ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätten, wie sie in Artikel II definiert sind, untergebracht und nur in dem in Absatz 2 beschriebenen Gebiet disloziert. Solche ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätten können sich auch in dem Teil des Hoheitsgebiets der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken befinden, der den Militärbezirk Odessa und den südlichen Teil des Militärbezirks Leningrad umfaßt. Im Militärbezirk Odessa werden höchstens 400 Kampfpanzer und höchstens 500 Artilleriewaffen auf diese Weise gelagert. Im südlichen Teil des Militärbezirks Leningrad dürfen höchstens 600 Kampfpanzer,

höchstens 800 gepanzerte Kampffahrzeuge, darunter höchstens 300 gepanzerte Kampffahrzeuge eines beliebigen Typs, wobei sich die verbleibende Anzahl aus gepanzerten Mannschaftstransportwagen zusammensetzt, sowie höchstens 400 Artilleriewaffen auf diese Weise gelagert werden. Unter dem südlichen Teil des Militärbezirks Leningrad wird das Gebiet dieses Militärbezirks südlich der in Ost-West-Richtung verlaufenden Linie von 60 Grad 15 Minuten nördlicher Breite verstanden.

2. Innerhalb des Gebiets, das aus dem gesamten Landgebiet in Europa, einschließlich aller europäischen Inseln, des Königreichs Belgien, des Königreichs Dänemark mit den Färöer-Inseln, der Bundesrepublik Deutschland, der Französischen Republik, der Italienischen Republik, des Großherzogtums Luxemburg, des Königreichs der Niederlande, der Republik Polen, der Portugiesischen Republik mit den Azoren und Madeira, des Königreichs Spanien mit den Kanarischen Inseln, der Tschechischen und Slowakischen Föderativen Republik, der Republik Ungarn, des Vereinigten Königreichs Großbritannien und Nordirland und des Teils des Hoheitsgebiets der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken westlich vom Uralgebirge, der die Militärbezirke Baltikum, Weißrußland, Karpaten, Kiew, Moskau und Wolga-Ural umfaßt, besteht, begrenzt jeder Vertragsstaat seine Kampfpanzer, gepanzerten Kampffahrzeuge und Artilleriewaffen und reduziert sie erforderlichenfalls, so daß 40 Monate nach Inkrafttreten des Vertrags und danach die Gesamtzahl für die Gruppe von Vertragsstaaten, der er angehört, nicht größer ist als:

(A) 15 300 Kampfpanzer, davon nicht mehr als 11 800 in aktiven Truppenteilen;

(B) 24 100 gepanzerte Kampffahrzeuge, davon nicht mehr als 21 400 in aktiven Truppenteilen;

(C) 14 000 Artilleriewaffen, davon nicht mehr als 11 000 in aktiven Truppenteilen.

3. Innerhalb des Gebiets, das aus dem gesamten Landgebiet in Europa, einschließlich aller europäischen Inseln, des Königreichs Belgien, des Königreichs Dänemark mit den Färöer-Inseln, der Bundesrepublik Deutschland, der Französischen Republik, der Italienischen Republik, des Großherzogtums Luxemburg, des Königreichs der Niederlande, der Republik Polen, der Tschechischen und Slowakischen Föderativen Republik, der Republik Ungarn, des Vereinigten Königreichs Großbritannien und Nordirland und des Teils des Hoheitsgebiets der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken, der die Militärbezirke Baltikum, Weißrußland, Karpaten und Kiew umfaßt, besteht, begrenzt jeder Vertragsstaat seine Kampfpanzer, gepanzerten Kampffahrzeuge und Artilleriewaffen und reduziert sie erforderlichenfalls, so daß 40 Monate nach Inkrafttreten des Vertrags und danach die Gesamtzahl für die Gruppe von Vertragsstaaten, der er angehört, in aktiven Truppenteilen nicht größer ist als:

(A) 10 300 Kampfpanzer;

(B) 19 260 gepanzerte Kampffahrzeuge;

(C) 9 100 Artilleriewaffen; und

(D) im Militärbezirk Kiew darf die Gesamtzahl in aktiven Truppenteilen und ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätten insgesamt nicht höher sein als:

(1) 2 250 Kampfpanzer;

(2) 2 500 gepanzerte Kampffahrzeuge und

(3) 1 500 Artilleriewaffen.

4. Innerhalb des Gebiets, das aus dem gesamten Landgebiet in Europa, einschließlich aller europäischen Inseln, des Königreichs Belgien, der Bundesrepublik Deutschland, des Großherzogtums Luxemburg, des Königreichs der Niederlande, der Republik Polen, der Tschechischen und Slowakischen Föderativen Republik und der Republik Ungarn besteht, begrenzt jeder Vertragsstaat seine Kampfpanzer, gepanzerten Kampffahrzeuge und Artilleriewaffen und reduziert sie erforderlichenfalls, so daß 40 Monate nach Inkrafttreten des Vertrags und danach die Gesamtzahl für die Gruppe von Vertragsstaaten, der er angehört, in aktiven Truppenteilen nicht größer ist als:

(A) 7 500 Kampfpanzer;

(B) 11 250 gepanzerte Kampffahrzeuge;

(C) 5 000 Artilleriewaffen.

5. Vertragsstaaten, die der gleichen Gruppe von Vertragsstaaten angehören, dürfen Kampfpanzer, gepanzerte Kampffahrzeuge und Artilleriewaffen in aktiven Einheiten in jedem der in diesem Artikel und in Artikel V Absatz 1 Buchstabe A beschriebenen Gebiete bis zur Höhe der zahlenmäßigen Begrenzungen dislozieren, die für dieses Gebiet gelten, und zwar im Einklang mit den nach Artikel VII notifizierten Anteilshöchstgrenzen, und vorausgesetzt, daß kein Vertragsstaat konventionelle Streitkräfte im Hoheitsgebiet eines anderen Vertragsstaats ohne die Zustimmung dieses Vertragsstaats stationiert.

6. Falls die Gesamtzahl der Kampfpanzer, gepanzerten Kampffahrzeuge und Artilleriewaffen in aktiven Truppenteilen einer Gruppe von Vertragsstaaten innerhalb des in Absatz 4 beschriebenen Gebiets kleiner ist als die in Absatz 4 festgelegten zahlenmäßigen Begrenzungen und vorausgesetzt, daß kein Vertragsstaat hierdurch daran gehindert wird, seine in Übereinstimmung mit Artikel VII Absätze 2, 3 und 5 notifizierten Anteilshöchstgrenzen zu erreichen, so kann die Zahl, die der Differenz zwischen der Gesamtzahl in jeder der Kategorien von Kampfpanzern, gepanzerten Kampffahrzeugen und Artilleriewaffen und den für dieses Gebiet festgelegten zahlenmäßigen Begrenzungen entspricht, von Vertragsstaaten, die dieser Gruppe von Vertragsstaaten angehören, im Einklang mit den in Absatz 3 genannten zahlenmäßigen Begrenzungen in dem in Absatz 3 beschriebenen Gebiet disloziert werden.

Artikel V

1. Um zu gewährleisten, daß die Sicherheit jedes Vertragsstaats in keiner Phase beeinträchtigt wird:

(A) Innerhalb des Gebiets, das aus dem gesamten Landgebiet in Europa, einschließlich aller europäischen Inseln, der Republik Bulgarien, der Griechischen Republik, der Republik Island, des Königreichs Norwegen,

Rumäniens, des Teils der Republik Türkei, der sich im Anwendungsgebiet befindet, und des Teils der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken, der die Militärbezirke Leningrad, Odessa, Transkaukasus und Nordkaukasus umfaßt, besteht, begrenzt jeder Vertragsstaat seine Kampfpanzer, gepanzerten Kampffahrzeuge und Artilleriewaffen und reduziert sie erforderlichenfalls, so daß 40 Monate nach Inkrafttreten des Vertrags und danach die Gesamtzahl für die Gruppe von Vertragsstaaten, der er angehört, in aktiven Truppenteilen nicht größer ist als die Differenz zwischen den in Artikel IV Absatz 1 festgelegten zahlenmäßigen Gesamtbegrenzungen und den in Artikel IV Absatz 2 festgelegten Begrenzungen, nämlich:

(1) 4 700 Kampfpanzer;

(2) 5 900 gepanzerte Kampffahrzeuge und

(3) 6 000 Artilleriewaffen.

(B) Ungeachtet der in Buchstabe A festgelegten zahlenmäßigen Begrenzungen darf ein Vertragsstaat oder dürfen Vertragsstaaten im Hoheitsgebiet der Mitglieder der gleichen Gruppe von Vertragsstaaten innerhalb des in Buchstabe A beschriebenen Gebiets vorübergehend eine zusätzliche Gesamtzahl in aktiven Truppenteilen dislozieren, die für jede Gruppe von Vertragsstaaten nicht höher sein darf als:

(1) 459 Kampfpanzer;

(2) 723 gepanzerte Kampffahrzeuge und

(3) 420 Artilleriewaffen und

(C) vorausgesetzt, daß für jede Gruppe von Vertragsstaaten nicht mehr als ein Drittel jeder dieser Gesamtzahlen in einem Vertragsstaat, mit Hoheitsgebiet in dem in Buchstabe A beschriebenen Gebiet disloziert wird, nämlich:

(1) 153 Kampfpanzer;

(2) 241 gepanzerte Kampffahrzeuge und

(3) 140 Artilleriewaffen.

2. Der oder die Vertragsstaaten, der oder die die Dislozierung durchführt oder durchführen, und der aufnehmende oder die aufnehmenden Vertragsstaaten notifizieren allen anderen Vertragsstaaten spätestens bei Beginn der Dislozierung die Gesamtzahl in jeder Kategorie von zu dislozierenden Kampfpanzern, Artilleriewaffen und gepanzerten Kampffahrzeugen. Der oder die Vertragsstaaten, der oder die die Dislozierung durchführt oder durchführen, und der aufnehmende oder die aufnehmenden Vertragsstaaten notifizieren ferner allen anderen Vertragsstaaten innerhalb von 30 Tagen nach dem Abzug die Kampfpanzer, gepanzerten Kampffahrzeuge und Artilleriewaffen, die vorübergehend disloziert wurden.

Artikel VI

Mit dem Ziel sicherzustellen, daß kein einzelner Vertragsstaat mehr als ungefähr ein Drittel der durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen innerhalb des Anwendungsgebiets besitzt, begrenzt jeder Vertragsstaat seine Kampfpanzer, gepanzerten Kampffahrzeuge, Artilleriewaffen, Kampfflugzeuge und Kampfhubschrauber und reduziert sie erforderlichenfalls, so daß 40 Monate nach Inkrafttreten des Vertrags und danach die Gesamtzahl innerhalb des Anwendungsgebiets für diesen Vertragsstaat nicht größer ist als:

(A) 13 300 Kampfpanzer;

(B) 20 000 gepanzerte Kampffahrzeuge;

(C) 13 700 Artilleriewaffen;

(D) 5 150 Kampfflugzeuge und

(E) 1 500 Angriffshubschrauber.

Artikel VII

1. Um die in den Artikeln IV, V und VI festgelegten Begrenzungen nicht zu überschreiten, darf ein Vertragsstaat nach Ablauf von 40 Monaten nach Inkrafttreten dieses Vertrags die Anteilshöchstgrenzen für seine durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen, welche er zuvor innerhalb seiner Gruppe von Vertragsstaaten im Einklang mit Absatz 7 vereinbart und über die er nach diesem Artikel eine Notifikation übermittelt hat, nicht überschreiten.

2. Jeder Vertragsstaat notifiziert bei Unterzeichnung des Vertrags allen anderen Vertragsstaaten die Anteilshöchstgrenzen für seine durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen. Die von jedem Vertragsstaat bei der Unterzeichnung des Vertrags übermittelte Notifikation betreffend die Anteilshöchstgrenzen für durch den Vertrag begrenzte Waffen und Ausrüstungen bleibt bis zu dem in einer späteren Notifikation nach Absatz 3 genannten Datum gültig.

3. In Übereinstimmung mit den in den Artikeln IV, V und VI festgelegten Begrenzungen hat jeder Vertragsstaat das Recht, die Anteilshöchstgrenzen für seine durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen zu ändern. Jede Änderung der Anteilshöchstgrenzen eines Vertragsstaats wird von diesem Vertragsstaat allen anderen Vertragsstaaten spätestens 90 Tage vor dem in der Notifikation genannten Datum, an dem eine solche Änderung wirksam wird, notifiziert. Damit keine der in den Artikeln IV und V festgelegten Begrenzungen überschritten wird, muß jeder Erhöhung der Anteilshöchstgrenzen eines Vertragsstaats, durch die ansonsten diese Begrenzungen überschritten würden, eine entsprechende Reduzierung der zuvor notifizierten Anteilshöchstgrenzen für durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffen und Ausrüstungen eines oder mehrerer Staaten, die der gleichen Gruppen von Vertragsstaaten angehören, vorausgehen oder gleichzeitig mit einer solchen Erhöhung erfolgen. Die Notifikation über eine Änderung der Anteilshöchstgrenzen bleibt von dem in der Notifikation genannten Datum bis zu dem in einer späteren Notifikation über Änderungen nach diesem Absatz genannten Datum gültig.

4. Jede nach Absatz 2 oder 3 erforderliche Notifikation in bezug auf gepanzerte Kampffahrzeuge umfaßt auch Anteilshöchstgrenzen für Schützenpanzer und Kampffahrzeuge mit schwerer Bewaffnung des notifizierenden Vertragsstaats.

5. Neunzig Tage vor Ablauf der in Artikel VIII festgelegten Reduzierungsphase von 40 Monaten und bei jeder späteren Notifikation über eine Änderung nach Absatz 3 notifiziert jeder Vertragsstaat seine Anteilshöchstgrenzen für Kampfpanzer, gepanzerte Kampffahrzeuge und Artilleriewaffen in bezug auf jedes der in Artikel IV Absätze 2 bis 4 und Artikel V Absatz 1 Buchstabe A beschriebenen Gebiete.

6. Eine Verringerung der Anzahl der durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen, die sich im Besitz eines Vertragsstaats befinden und der Notifikation nach dem Protokoll über Informationsaustausch unterliegen, berechtigt als solche einen anderen Vertragsstaat nicht, seine Anteilshöchstgrenzen, die der Notifikation nach diesem Artikel unterliegen, zu erhöhen.

7. Jeder der Vertragsstaaten ist allein dafür verantwortlich sicherzustellen, daß seine nach diesem Artikel notifizierten Anteilshöchstgrenzen nicht überschritten werden. Vertragsstaaten, die derselben Gruppe von Vertragsstaaten angehören, führen Konsultationen, um zu gewährleisten, daß die nach diesem Artikel notifizierten Anteilshöchstgrenzen, jeweils zusammengefaßt, die in den Artikeln IV, V und VI festgelegten Begrenzungen nicht überschreiten.

Artikel VIII

1. Die in Artikel IV, V und VI festgelegten zahlenmäßigen Begrenzungen dürfen nur durch Reduzierung im Einklang mit dem Reduzierungsprotokoll, dem Protokoll über die Rekategorisierung von Hubschraubern, dem Protokoll über die Reklassifizierung von Flugzeugen, der Fußnote in Abschnitt I Absatz 2 Buchstabe A des Protokolls über vorhandene Typen und dem Inspektionsprotokoll erreicht werden.

2. Die Kategorien der konventionellen Waffen und Ausrüstungen, die der Reduzierung unterliegen, umfassen Kampfpanzer, gepanzerte Kampffahrzeuge, Artilleriewaffen, Kampfflugzeuge und Angriffshubschrauber. Die einzelnen Typen sind im Protokoll über vorhandene Typen aufgeführt.

(A) Kampfpanzer und gepanzerte Kampffahrzeuge werden durch Zerstörung, Konversion für nichtmilitärische Zwecke, ortsfeste Ausstellung oder die Verwendung als Bodenziele reduziert oder, im Fall von gepanzerten Mannschaftstransportwagen, durch Modifikation in Übereinstimmung mit der Fußnote in Abschnitt I Absatz 2 Buchstabe A des Protokolls über vorhandene Typen;

(B) Artilleriewaffen werden durch Zerstörung oder ortsfeste Ausstellung oder, wenn es sich um Panzerartilleriewaffen handelt, durch Verwendung als Bodenziele reduziert;

(C) Kampfflugzeuge werden durch Zerstörung, ortsfeste Ausstellung oder die Verwendung zu Ausbildungszwecken am Boden reduziert oder, im Fall von

bestimmten Modellen oder Versionen kampffähiger Schulflugzeuge, durch Reklassifizierung als unbewaffnete Schulflugzeuge;

(D) Spezial-Angriffshubschrauber werden durch Zerstörung, ortsfeste Ausstellung oder durch Verwendung zu Ausbildungszwecken am Boden reduziert;

(E) Mehrzweck-Angriffshubschrauber werden durch Zerstörung, ortsfeste Ausstellung, Verwendung zu Ausbildungszwecken am Boden oder durch Rekategorisierung reduziert.

3. Durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffen und Ausrüstungen gelten als reduziert, wenn die in den in Absatz 1 genannten Protokollen aufgeführten Verfahren durchgeführt sind und die nach diesen Protokollen erforderliche Notifikation erfolgt ist. Auf diese Weise reduzierte Waffen und Ausrüstungen werden nicht mehr auf die in den Artikeln IV, V und VI festgelegten zahlenmäßigen Begrenzungen angerechnet.

4. Reduzierungen werden in drei Phasen durchgeführt und spätestens 40 Monate nach Inkrafttreten des Vertrags abgeschlossen, so daß:

(A) bis zum Ende der ersten Reduzierungsphase, also spätestens 16 Monate nach Inkrafttreten des Vertrags, jeder Vertragsstaat sichergestellt hat, daß mindestens 25 Prozent seiner gesamten Reduzierungsverpflichtung in jeder der Kategorien der durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen erfüllt sind;

(B) bis zum Ende der zweiten Reduzierungsphase, also spätestens 28 Monate nach Inkrafttreten des Vertrags, jeder Vertragsstaat sichergestellt hat, daß mindestens 60 Prozent seiner gesamten Reduzierungsverpflichtung in jeder der Kategorien der durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen erfüllt sind;

(C) bis zum Ende der letzten Reduzierungsphase, also spätestens 40 Monate nach Inkrafttreten des Vertrags, jeder Vertragsstaat seine gesamte Reduzierungsverpflichtung in jeder der Kategorien der durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen erfüllt hat. Vertragsstaaten, die eine Konversion für nichtmilitärische Zwecke durchführen, müssen sichergestellt haben, daß die Konversion aller Kampfpanzer in Übereinstimmung mit Abschnitt VIII des Reduzierungsprotokolls bis zum Ende der dritten Reduzierungsphase abgeschlossen ist; und

(D) gepanzerte Kampffahrzeuge, die aufgrund ihrer teilweisen Zerstörung in Übereinstimmung mit Abschnitt VIII Absatz 6 des Reduzierungsprotokolls als reduziert eingestuft werden, müssen spätestens 64 Monate nach Inkrafttreten des Vertrags vollständig für nichtmilitärische Zwecke konvertiert oder nach Abschnitt IV des Reduzierungsprotokolls zerstört worden sein.

5. Durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffen und Ausrüstungen, die zu reduzieren sind, müssen in dem Informationsaustausch bei Unterzeichnung des Vertrags als im Anwendungsgebiet vorhanden deklariert sein.

6. Spätestens 30 Tage nach Inkrafttreten des Vertrags notifiziert jeder Vertragsstaat allen anderen Vertragsstaaten seine Reduzierungsverpflichtung.

7. Soweit in Absatz 8 nichts anderes vorgesehen ist, darf die Reduzierungsverpflichtung eines Vertragsstaats in jeder Kategorie nicht geringer sein als die Differenz zwischen seinen nach dem Protokoll über Informationsaustausch bei Unterzeichnung oder Inkrafttreten des Vertrags notifizierten Beständen - die höhere Zahl ist maßgeblich - und den nach Artikel VII notifizierten Anteilshöchstgrenzen.

8. Jede spätere nach dem Protokoll über Informationsaustausch notifizierte Änderung der Bestände eines Vertragsstaats oder seiner nach Artikel VII notifizierten Anteilshöchstgrenzen muß sich in einer notifizierten Berichtigung seiner Reduzierungsverpflichtung niederschlagen. Jeder Notifikation über eine Verringerung der Reduzierungsverpflichtung einer Vertragspartei geht entweder eine Notifikation über eine entsprechende Erhöhung der Bestände, welche die von einem oder mehreren Vertragsstaaten, die der gleichen Gruppe von Vertragsstaaten angehören, nach Artikel VII notifizierten Anteilshöchstgrenzen nicht übersteigt, oder eine Notifikation über eine entsprechende Erhöhung der Reduzierungsverpflichtung eines oder mehrerer dieser Vertragsstaaten voraus oder erfolgt gleichzeitig mit dieser Notifikation.

9. Bei Inkrafttreten des Vertrags notifiziert jeder Vertragsstaat allen anderen Vertragsstaaten in Übereinstimmung mit dem Protokoll über Informationsaustausch die Orte, an denen sich seine Reduzierungsstätten befinden, einschließlich der Stätten, an denen die endgültige Konversion von Kampfpanzern und gepanzerten Kampffahrzeugen für nichtmilitärische Zwecke durchgeführt wird.

10. Jeder Vertragsstaat hat das Recht, beliebig viele Reduzierungsstätten zu benennen, die Benennung dieser Stätten ohne Einschränkung zu ändern und Reduzierungen und endgültige Konversion an höchstens 20 Stätten gleichzeitig durchzuführen. Die Vertragsstaaten haben das Recht, im gegenseitigen Einvernehmen Reduzierungsstätten gemeinsam zu nutzen oder zusammenzulegen.

11. Ungeachtet des Absatzes 10 werden Reduzierungen während der Evaluierungsphase für Ausgangsdaten, also während des Zeitraums vom Inkrafttreten des Vertrags bis zum Ablauf von 120 Tagen nach Inkrafttreten des Vertrags, an höchstens zwei Reduzierungsstätten für jeden Vertragsstaat gleichzeitig durchgeführt.

12. Die Reduzierung von durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen erfolgt an Reduzierungsstätten innerhalb des Anwendungsgebiets, soweit in den in Absatz 1 aufgeführten Protokollen nichts anderes vorgesehen ist.

13. Der Reduzierungsprozeß, einschließlich der Ergebnisse der Konversion von durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen für nichtmilitärische Zwecke sowohl während der Reduzierungsphase als auch während der 24 Monate, die auf die Reduzierungsphase folgen, unterliegt der Inspektion im Einklang mit dem Inspektionsprotokoll ohne Ablehnungsrecht.

Artikel IX

1. Abgesehen von den Bestimmungen nach Artikel VIII werden Kampfpanzer, gepanzerte Kampffahrzeuge, Artilleriewaffen, Kampfflugzeuge und Angriffshubschrauber

innerhalb des Anwendungsgebiets durch Außerdienststellung nur dann aus den Streitkräften abgezogen, wenn:

(A) solche durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen an höchstens acht Stätten, die in Übereinstimmung mit dem Protokoll über Informationsaustausch als gemeldete Inspektionsstätten notifiziert und in diesen Notifikationen als Lagerbereiche für außer Dienst gestellte durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffen und Ausrüstungen bezeichnet werden, außer Dienst gestellt und zur Verwertung bereitgehalten werden; sind an Stätten, an denen sich außer Dienst gestellte durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffen und Ausrüstungen befinden, auch andere vom Vertrag erfaßte konventionelle Waffen und Ausrüstungen vorhanden, so müssen die außer Dienst gestellten durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen deutlich als solche zu erkennen sein; und

(B) für jeden einzelnen Vertragsstaat die Anzahl dieser außer Dienst gestellten durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen ein Prozent seiner notifizierten Bestände an durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen oder die Gesamtzahl von 250 Stück nicht übersteigt - die größere Zahl ist maßgeblich -, von denen höchstens 200 Kampfpanzer, gepanzerte Kampffahrzeuge und Artilleriewaffen und höchstens 50 Angriffshubschrauber und Kampfflugzeuge sein dürfen.

2. Die Notifikation der Außerdienststellung enthält Anzahl und Typ der außer Dienst gestellten durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen und den Ort der Außerdienststellung und wird allen anderen Vertragsstaaten in Übereinstimmung mit Abschnitt IX Absatz 1 Buchstabe B des Protokolls über Informationsaustausch übermittelt.

Artikel X

1. Ausgewiesene ständige Lagerungsstätten werden in Übereinstimmung mit dem Protokoll über Informationsaustausch allen anderen Vertragsstaaten von dem Vertragsstaat, welchem die durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen in ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätten gehören, notifiziert. Die Notifikation enthält die Bezeichnung und den Ort der ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätte, einschließlich der geographischen Koordinaten, sowie die nach Typen aufgeschlüsselte Anzahl jeder Kategorie seiner durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen an jeder dieser Lagerungsstätten.

2. Ausgewiesene ständige Lagerungsstätten enthalten nur Einrichtungen, die für die Lagerung und Instandhaltung von Waffen und Ausrüstungen geeignet sind (z.B. Lagerhäuser, Garagen, Werkstätten und dazugehörige Lager sowie sonstige Unterstützungseinrichtungen). Zu den ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätten dürfen keine Schieß- oder Übungsplätze für durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffen und Ausrüstungen gehören. Ausgewiesene ständige Lagerungsstätten dürfen nur Waffen und Ausrüstungen enthalten, die den konventionellen Streitkräften eines Vertragsstaats gehören.

3. Jede ausgewiesene ständige Lagerungsstätte muß über eine eindeutige bauliche Begrenzung verfügen, die aus einem ununterbrochenen Außenzaun von mindestens 1,5 Meter

Höhe besteht. Der Außenzaun darf höchstens drei Tore als einzige Zu- und Ausgänge für Waffen und Ausrüstungen aufweisen.

4. Durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffen und Ausrüstungen innerhalb einer ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätte zählen zu den durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen, die sich nicht in aktiven Truppenteilen befinden, auch wenn sie in Übereinstimmung mit den Absätzen 7, 8, 9 und 10 vorübergehend abgezogen wurden. Durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffen und Ausrüstungen, die an anderen Orten als in ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätten gelagert sind, gelten als durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffen und Ausrüstungen in aktiven Truppenteilen.

5. Aktive Truppenteile dürfen nicht innerhalb ausgewiesener ständiger Lagerungsstätten disloziert werden, sofern in Absatz 6 nichts anderes vorgesehen ist.

6. Nur das mit der Sicherheit oder dem Betrieb der ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätten oder der Instandhaltung der dort gelagerten Waffen und Ausrüstungen betraute Personal darf innerhalb der ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätten untergebracht sein.

7. Zum Zweck der Instandhaltung, Instandsetzung oder Modifikation durch den Vertrag begrenzter konventioneller Waffen und Ausrüstungen, die sich innerhalb ausgewiesener ständiger Lagerungsstätten befinden, hat jeder Vertragsstaat das Recht, ohne Vorankündigung gleichzeitig bis zu zehn Prozent - auf die nächste gerade Zahl aufgerundet - der notifizierten Bestände in jeder Kategorie der durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen in jeder ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätte oder zehn solcher konventioneller Waffensysteme und Ausrüstungsgegenstände jeder Kategorie in jeder ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätte aus ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätten abzuziehen und außerhalb von ihnen unterzubringen, wobei die kleinere Zahl maßgeblich ist.

8. Soweit in Absatz 7 nichts anderes vorgesehen ist, darf ein Vertragsstaat durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffen und Ausrüstungen aus ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätten nur abziehen, wenn er dies allen anderen Vertragsstaaten spätestens 42 Tage im voraus notifiziert hat. Die Notifikation erfolgt durch den Vertragsstaat, dem die durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen gehören. Diese Notifikation enthält folgende Angaben:

(A) den Ort der ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätte, aus der durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffen und Ausrüstungen abgezogen werden sollen, sowie die nach Typen aufgeschlüsselte Anzahl der durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen jeder Kategorie, die abgezogen werden sollen;

(B) die Daten der Entfernung und der Rückführung der durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen;

(C) den vorgesehenen Dislozierungsort und die beabsichtigte Verwendung der durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen während der Zeit, in der sie sich außerhalb der ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätte befinden.

9. Soweit in Absatz 7 nichts anderes vorgesehen ist, darf die Gesamtzahl durch den Vertrag begrenzter konventioneller Waffen und Ausrüstungen, die von den Vertragsstaaten, die der gleichen Gruppe von Vertragsstaaten angehören, aus ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätten abgezogen und außerhalb von ihnen untergebracht worden sind, zu keinem Zeitpunkt höher sein als:

(A) 550 Kampfpanzer;

(B) 1 000 gepanzerte Kampffahrzeuge;

(C) 300 Artilleriewaffen.

10. Nach den Absätzen 8 und 9 aus ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätten abgezogene, durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffen und Ausrüstungen werden spätestens 42 Tage nach ihrem Abzug in ausgewiesene ständige Lagerungsstätten zurückgeführt, ausgenommen diejenigen durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffensysteme und Ausrüstungsgegenstände, die zum Zweck der industriellen Grundüberholung abgezogen werden; letztere werden unmittelbar nach Beendigung der Grundüberholung in ausgewiesene ständige Lagerungsstätten zurückgeführt.

11. Jeder Vertragsstaat hat das Recht, durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffen und Ausrüstungen, die sich in ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätten befinden, auszutauschen. Jeder Vertragsstaat notifiziert allen anderen Vertragsstaaten bei Beginn des Austausches Anzahl, Dislozierungsort, Typ und Verbleib der durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen, die ausgetauscht werden.

Artikel XI

1. Jeder Vertragsstaat begrenzt die Anzahl seiner Brückenlegepanzer, so daß 40 Monate nach Inkrafttreten dieses Vertrags und danach für die Gruppe von Vertragsstaaten, der er angehört, die Gesamtzahl der Brückenlegepanzer in aktiven Truppenteilen innerhalb des Anwendungsgebiets 740 nicht übersteigt.

2. Alle Brückenlegepanzer innerhalb des Anwendungsgebiets, welche die in Absatz 1 festgelegte Gesamtzahl für jede Gruppe von Vertragsstaaten übersteigen, werden in ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätten untergebracht, wie sie in Artikel II definiert sind. Wenn Brückenlegepanzer in einer ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätte untergebracht werden, sei es gesondert oder zusammen mit durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen, so gilt Artikel X Absätze 1 bis 6 für Brückenlegepanzer sowie für durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffen und Ausrüstungen. In ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätten untergebrachte Brückenlegepanzer gelten nicht als Brückenlegepanzer in aktiven Truppenteilen.

3. Soweit in Absatz 6 nichts anderes vorgesehen ist, dürfen Brückenlegepanzer vorbehaltlich der Absätze 4 und 5 aus ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätten nur abgezogen werden, wenn dies allen anderen Vertragsstaaten spätestens 42 Tage im voraus notifiziert wurde. Diese Notifikation enthält folgende Angaben:

(A) den Ort der ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätten, aus denen Brückenlegepanzer abgezogen werden sollen, sowie die Anzahl der aus jeder Lagerungsstätte abzuziehenden Brückenlegepanzer;

(B) die Daten des Abzugs der Brückenlegepanzer aus ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätten und ihrer Rückführung dorthin sowie

(C) die beabsichtigte Verwendung der Brückenlegepanzer während des Zeitraums ihrer Abwesenheit aus ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätten.

4. Soweit in Absatz 6 nichts anderes vorgesehen ist, werden aus ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätten abgezogene Brückenlegepanzer spätestens 42 Tage nach dem tatsächlichen Zeitpunkt ihres Abzugs dorthin zurückgeführt.

5. Die Gesamtzahl der von jeder Gruppe von Vertragsstaaten aus ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätten abgezogenen und außerhalb von ihnen untergebrachten Brückenlegepanzer darf zu keiner Zeit 50 übersteigen.

6. Vertragsstaaten haben das Recht, zum Zweck der Instandhaltung oder Modifikation gleichzeitig bis zu zehn Prozent - auf die nächste gerade Zahl aufgerundet - ihrer notifizierten Bestände an Brückenlegepanzern in jeder ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätte oder zehn Stück aus jeder ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätte abzuziehen und außerhalb von ihnen unterzubringen, wobei die kleinere Zahl maßgeblich ist.

7. Im Fall von Naturkatastrophen, bei denen es zu Überschwemmungen oder Schäden an feststehenden Brücken kommt, haben die Vertragsstaaten das Recht, Brückenlegepanzer aus ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätten abzuziehen. Ein solcher Abzug wird allen anderen Vertragsstaaten zum Zeitpunkt des Abzugs notifiziert.

Artikel XII

1. Schützenpanzer, die zu Gliederungen eines Vertragsstaats gehören, die ihrer Aufgabe und Struktur nach in Friedenszeiten Funktionen der inneren Sicherheit wahrnehmen und ihrer Struktur und Organisationsform nach nicht für den Erdkampf gegen einen äußeren Feind geeignet sind, unterliegen nicht den Begrenzungen nach diesem Vertrag. Ungeachtet dessen und um diesen Vertrag besser durchzuführen sowie sicherzustellen, daß die Anzahl dieser Waffen bei solchen Gliederungen nicht zur Umgehung von Vertragsbestimmungen benutzt wird, gelten diese Waffen als Teil der zulässigen Zahlen gemäß Artikel IV, V und VI, soweit die Gesamtzahl der Schützenpanzer 1 000 übersteigt, die von einem Vertragsstaat Gliederungen zugeordnet werden, welche ihrer Aufgabe und Struktur nach in Friedenszeiten Funktionen der inneren Sicherheit wahrnehmen. Höchstens 600 solcher Schützenpanzer eines Vertragsstaats, die solchen Gliederungen zugeordnet sind, dürfen in dem in Artikel V Absatz 1 Buchstabe A beschriebenen Teil des Anwendungsgebiets disloziert werden. Jeder Vertragsstaat stellt ferner sicher, daß solche Gliederungen keine Gefechtskapazitäten erwerben, die über das Maß hinausgehen, welches für die Wahrnehmung innerstaatlicher Sicherheitsaufgaben erforderlich ist.

2. Ein Vertragsstaat, der beabsichtigt, Kampfpanzer, Schützenpanzer, Artilleriewaffen, Kampfflugzeuge, Angriffshubschrauber und Brückenlegepanzer, die bei seinen konventionellen Streitkräften in Dienst gestellt sind, einer zu diesem Vertragsstaat gehörenden Gliederung zuzuordnen, die nicht Teil seiner konventionellen Streitkräfte ist, notifiziert dies allen anderen Vertragsstaaten spätestens zu dem Zeitpunkt, in dem diese Zuordnung wirksam wird. Diese Notifikation enthält den Zeitpunkt, in dem die Zuordnung

wirksam wird, den Tag, an dem das Gerät tatsächlich übergeben wird, sowie die nach Typen aufgeschlüsselte Anzahl der durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen, die auf diese Weise zugeordnet werden.

Artikel XIII

1. In Übereinstimmung mit dem Protokoll über Informationsaustausch übermittelt jeder Vertragsstaat Notifikationen und tauscht Informationen aus, welche seine konventionellen Waffen und Ausrüstungen betreffen, um die Verifikation der Einhaltung dieses Vertrags zu gewährleisten.

2. Diese Notifikationen und der Austausch von Informationen erfolgen in Übereinstimmung mit Artikel XVII.

3. Jeder Vertragsstaat ist für seine eigenen Informationen verantwortlich; der Eingang dieser Informationen und Notifikationen ist nicht gleichbedeutend mit der Bestätigung der Richtigkeit oder Anerkennung der übermittelten Informationen.

Artikel XIV

1. Jeder Vertragsstaat hat in Übereinstimmung mit dem Inspektionsprotokoll das Recht, innerhalb des Anwendungsgebiets Inspektionen durchzuführen, und die Pflicht, solche Inspektionen zuzulassen, um die Verifikation der Einhaltung dieses Vertrags zu gewährleisten.

2. Zweck dieser Inspektionen ist es:

(A) auf der Grundlage der nach dem Protokoll über Informationsaustausch zur Verfügung gestellten Informationen die Einhaltung der in den Artikeln IV, V und VI festgelegten zahlenmäßigen Begrenzungen durch die Vertragsstaaten zu verifizieren;

(B) den Prozeß der Reduzierung von Kampfpanzern, gepanzerten Kampffahrzeugen, Artilleriewaffen, Kampfflugzeugen und Angriffshubschraubern, der in Übereinstimmung mit Artikel VIII und dem Reduzierungsprotokoll an Reduzierungsstätten durchgeführt wird, zu überwachen; und

(C) die Zertifikation rekategorisierter Mehrzweck-Angriffshubschrauber und reklassifizierter kampffähiger Schulflugzeuge zu überwachen, die in Übereinstimmung mit dem Protokoll über die Rekategorisierung von Hubschraubern beziehungsweise dem Protokoll über die Reklassifizierung von Flugzeugen durchgeführt wird.

3. Kein Vertragsstaat übt die in den Absätzen 1 und 2 festgelegten Rechte in bezug auf Vertragsstaaten aus, die seiner Gruppe von Vertragsstaaten angehören, um die Ziele des Verifikationsregimes zu unterlaufen.

4. Wird eine Inspektion von mehr als einem Vertragsstaat gemeinsam durchgeführt, so ist einer von ihnen für die Ausführung der Bestimmungen des Vertrags verantwortlich.

5. Die Anzahl der Inspektionen nach den Abschnitten VII und VIII des Inspektionsprotokolls, die jeder Vertragsstaat während jeder bestimmten Phase durchzuführen berechtigt und zuzulassen verpflichtet ist, wird in Übereinstimmung mit Abschnitt II dieses Protokolls festgelegt.

6. Nach Ablauf der 120tägigen Evaluierungsphase für Reststärken hat jeder Vertragsstaat das Recht, eine vereinbarte Anzahl von Inspektionen aus der Luft innerhalb des Anwendungsgebiets durchzuführen, und jeder Vertragsstaat mit Hoheitsgebiet im Anwendungsgebiet hat die Pflicht, solche Inspektionen zuzulassen. Die zu vereinbarenden Zahlen und andere einschlägigen Bestimmungen werden während der in Artikel XVIII genannten Verhandlungen ausgearbeitet.

Artikel XV

1. Um die Verifikation der Einhaltung dieses Vertrags zu gewährleisten, hat jeder Vertragsstaat das Recht, zusätzlich zu den in Artikel XIV enthaltenen Verfahren die ihm zur Verfügung stehenden nationalen oder multinationalen technischen Mittel der Verifikation in

einer Weise einzusetzen, die mit den allgemein anerkannten Grundsätzen des Völkerrechts im Einklang steht.

2. Ein Vertragsstaat darf in die nationalen oder multinationalen technischen Mittel der Verifikation eines anderen Vertragsstaats, die gemäß Absatz 1 angewandt werden, nicht störend eingreifen.

3. Ein Vertragsstaat darf keine Verschleierungsmaßnahmen anwenden, welche die Verifikation der Einhaltung dieses Vertrags durch einen anderen Vertragsstaat mit den nationalen oder multinationalen technischen Mitteln der Verifikation, die gemäß Absatz 1 angewandt werden, behindern. Diese Verpflichtung findet keine Anwendung auf Tarn- oder Verschleierungsmaßnahmen, die mit der üblichen Ausbildung von Personal, der Instandhaltung oder dem Einsatz der durch den Vertrag begrenzten Waffen und Ausrüstungen zusammenhängen.

Artikel XVI

1. Um die Ziele dieses Vertrags und seine Durchführung zu fördern, setzen die Vertragsstaaten hiermit eine Gemeinsame Beratungsgruppe ein.

2. Im Rahmen der Gemeinsamen Beratungsgruppe werden die Vertragsstaaten:

(A) Fragen behandeln, welche die Einhaltung oder die mögliche Umgehung des Vertrags betreffen;

(B) sich bemühen, Unklarheiten und Auslegungsunterschiede auszuräumen, die hinsichtlich der Art der Durchführung des Vertrags zu Tage treten können;

(C) Maßnahmen prüfen und, falls möglich, vereinbaren, welche die Funktionsfähigkeit und Wirksamkeit des Vertrags verbessern;

(D) die in dem Protokoll über vorhandene Typen enthaltenen Listen fortschreiben, wie in Artikel II Absatz 2 vorgeschrieben;

(E) technische Fragen klären, um unter den Vertragsstaaten eine gemeinsame Handhabung für die Art der Durchführung des Vertrags anzustreben;

(F) erforderlichenfalls eine Geschäftsordnung, die Arbeitsmethoden und den Schlüssel für die Verteilung der Kosten der Gemeinsamen Beratungsgruppe und der aufgrund des Vertrags einberufenen Konferenzen sowie die Verteilung der Kosten für Inspektionen zwischen beziehungsweise unter den Vertragsstaaten ausarbeiten oder ändern;

(G) geeignete Maßnahmen erwägen und ausarbeiten, um sicherzustellen, daß durch Informationsaustausch zwischen den Vertragsstaaten oder aufgrund von Inspektionen nach diesem Vertrag gewonnene Informationen ausschließlich für die Zwecke dieses Vertrags verwendet werden, und zwar unter Berücksichtigung der besonderen Bedürfnisse jedes Vertragsstaats in bezug auf den Schutz von Informationen, die dieser Vertragsstaat als sensitiv bezeichnet;

(H) auf Ersuchen eines Vertragsstaats jede Angelegenheit prüfen, die ein Vertragsstaat einer in Übereinstimmung mit Artikel XXI einzuberufenden Konferenz zur Prüfung zu unterbreiten wünscht; durch eine solche Prüfung bleibt das Recht eines Vertragsstaats, die in Artikel XXI niedergelegten Verfahren in Anspruch zu nehmen, unberührt;

(I) Streitigkeiten behandeln, die sich aus der Durchführung des Vertrags ergeben.

3. Jeder Vertragsstaat hat das Recht, in der Gemeinsamen Beratungsgruppe jede Frage zur Sprache zu bringen und auf die Tagesordnung setzen zu lassen, die sich auf diesen Vertrag bezieht.

4. Die Gemeinsame Beratungsgruppe faßt Beschlüsse oder gibt Empfehlungen durch Konsens. Unter Konsens ist zu verstehen, daß kein Vertreter eines Vertragsstaats gegen das Fassen eines Beschlusses oder die Abgabe einer Empfehlung Einspruch erhebt.

5. Die Gemeinsame Beratungsgruppe kann Änderungen dieses Vertrags zur Prüfung und Bestätigung nach Artikel XX vorschlagen. Die Gemeinsame Beratungsgruppe kann ferner Verbesserungen der Funktionsfähigkeit und Wirksamkeit dieses Vertrags im Einklang mit seinen Bestimmungen vereinbaren. Sofern solche Verbesserungen nicht nur geringfügige Angelegenheiten verwaltungsbezogener oder technischer Natur betreffen, bedürfen sie der Prüfung und Bestätigung nach Artikel XX, bevor sie wirksam werden können.

6. Dieser Artikel ist nicht so auszulegen, als untersage er einem Vertragsstaat oder hindere ihn daran, auf anderen Wegen oder in anderen Gremien als der Gemeinsamen Beratungsgruppe von anderen Vertragsstaaten Informationen zu erbitten oder mit diesen Konsultationen über Fragen aufzunehmen, die diesen Vertrag und seine Durchführung betreffen.

7. Die Gemeinsame Beratungsgruppe wendet die im Protokoll über die Gemeinsame Beratungsgruppe niedergelegten Verfahren an.

Artikel XVII

Die Vertragsstaaten übermitteln die nach diesem Vertrag erforderlichen Informationen und Notifikationen in schriftlicher Form. Sie bedienen sich des diplomatischen Weges oder anderer von ihnen bezeichneter amtlicher Kanäle, darunter insbesondere eines durch eine gesonderte Vereinbarung zu schaffenden Kommunikationsnetzes.

Artikel XVIII

1. Nach Unterzeichnung dieses Vertrags setzen die Vertragsstaaten die Verhandlungen über konventionelle Streitkräfte mit dem gleichen Mandat und mit dem Ziel, auf diesem Vertrag aufzubauen, fort.

2. Ziel dieser Verhandlungen wird sein, ein Übereinkommen über zusätzliche Maßnahmen zur weiteren Stärkung von Sicherheit und Stabilität in Europa zu schließen, darunter Maßnahmen, die gemäß dem Mandat auf die Begrenzung der Personalstärke ihrer konventionellen Streitkräfte innerhalb des Anwendungsgebiets abzielen.

3. Die Vertragsstaaten sind bestrebt, diese Verhandlungen spätestens bis zum Folgetreffen der Konferenz über Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa, das 1992 in Helsinki stattfindet, abzuschließen.

Artikel XIX

1. Dieser Vertrag wird auf unbegrenzte Zeit geschlossen. Er kann durch einen weiteren Vertrag ergänzt werden.

2. Jeder Vertragsstaat hat in Ausübung seiner staatlichen Souveränität das Recht, von diesem Vertrag zurückzutreten, wenn er zu der Auffassung gelangt, daß außergewöhnliche Ereignisse in bezug auf den Gegenstand des Vertrags seine höchsten Interessen gefährden. Ein Vertragsstaat, der von dem Vertrag zurückzutreten beabsichtigt, notifiziert dem Verwahrer und allen anderen Vertragsstaaten seine diesbezügliche Entscheidung. Die Rücktrittsanzeige erfolgt spätestens 150 Tage vor dem beabsichtigten Rücktritt von dem Vertrag. Sie enthält eine Erläuterung der außergewöhnlichen Ereignisse, die nach Auffassung des Vertragsstaats seine höchsten Interessen gefährden.

3. Jeder Vertragsstaat hat insbesondere in Ausübung seiner staatlichen Souveränität das Recht, von dem Vertrag zurückzutreten, wenn ein anderer Vertragsstaat seine Bestände an in Artikel II definierten Kampfpanzern, Artilleriewaffen, gepanzerten Kampffahrzeugen, Kampfflugzeugen oder Angriffshubschraubern, die von dem Bereich der Begrenzungen des Vertrags nicht erfaßt sind, in einem Umfang erhöht, der das Kräftegleichgewicht im Anwendungsgebiet offensichtlich gefährdet.

Artikel XX

1. Jeder Vertragsstaat kann Änderungen dieses Vertrags vorschlagen. Der Wortlaut des Änderungsvorschlags wird bei dem Verwahrer eingereicht, der ihn allen Vertragsparteien übermittelt.

2. Wird eine Änderung von allen Vertragsstaaten genehmigt, so tritt sie in Übereinstimmung mit den in Artikel XXII für das Inkrafttreten des Vertrags vorgesehenen Verfahren in Kraft.

Artikel XXI

1. Sechsundvierzig Monate nach Inkrafttreten dieses Vertrags und danach in Abständen von jeweils fünf Jahren beruft der Verwahrer eine Konferenz der Vertragsstaaten zur Überprüfung der Wirkungsweise des Vertrags ein.

2. Der Verwahrer beruft eine außerordentliche Konferenz der Vertragsstaaten ein, wenn ein Vertragsstaat, der die Auffassung vertritt, daß außergewöhnliche Umstände im Zusammenhang mit diesem Vertrag eingetreten sind, darum ersucht, insbesondere dann, wenn ein Vertragsstaat seine Absicht angekündigt hat, seine Gruppe von Vertragsstaaten zu verlassen oder der anderen Gruppe von Vertragsstaaten, wie sie in Artikel II Absatz 1 Buchstabe A definiert sind, beizutreten. Um den anderen Vertragsstaaten die Vorbereitung

auf diese Konferenz zu ermöglichen, enthält das Ersuchen die Begründung dafür, warum der Vertragsstaat eine außerordentliche Konferenz für erforderlich hält. Die Konferenz prüft die in dem Ersuchen genannten Umstände und ihre Auswirkungen auf die Wirkungsweise des Vertrags. Die Konferenz beginnt spätestens 15 Tage nach Eingang des Ersuchens und dauert höchstens drei Wochen, sofern sie nichts anderes beschließt.

3. Der Verwahrer beruft eine Konferenz der Vertragsstaaten zur Prüfung eines Änderungsvorschlags nach Artikel XX ein, wenn drei oder mehr Vertragsstaaten ihn darum ersuchen. Die Konferenz beginnt spätestens 21 Tage nach Eingang der erforderlichen Ersuchen.

4. Notifiziert ein Vertragsstaat seine Entscheidung, nach Artikel XIX von diesem Vertrag zurückzutreten, so beruft der Verwahrer eine Konferenz der Vertragsstaaten ein, um Fragen im Zusammenhang mit dem Rücktritt von dem Vertrag zu prüfen, die spätestens 21 Tage nach Eingang der Rücktrittsanzeige beginnt.

Artikel XXII

1. Dieser Vertrag bedarf der Ratifikation durch jeden Vertragsstaat nach Maßgabe seiner verfassungsrechtlichen Verfahren. Die Ratifikationsurkunden werden bei der Regierung des Königreichs der Niederlande hinterlegt, die hiermit zum Verwahrer bestimmt wird.

2. Dieser Vertrag tritt zehn Tage nach Hinterlegung der Ratifikationsurkunden aller in der Präambel genannten Vertragsstaaten in Kraft.

3. Der Verwahrer teilt allen Vertragsstaaten umgehend folgendes mit:

(A) jede Hinterlegung einer Ratifikationsurkunde;

(B) das Inkrafttreten dieses Vertrags;

(C) jeden Rücktritt nach Artikel XIX und den Tag seines Wirksamwerdens;

(D) den Wortlaut jeder nach Artikel XX vorgeschlagenen Änderung;

(E) das Inkrafttreten jeder Änderung dieses Vertrags;

(F) jedes Ersuchen um Einberufung einer Konferenz nach Artikel XXI;

(G) die Einberufung einer Konferenz aufgrund des Artikels XXI und

(H) jede sonstige Angelegenheit, über die der Verwahrer die Vertragsstaaten nach diesem Vertrag zu unterrichten hat.

4. Dieser Vertrag wird vom Verwahrer nach Artikel 102 der Charta der Vereinten Nationen registriert.

Artikel XXIII

Die Urschrift dieses Vertrags, dessen deutscher, englischer, französischer, italienischer, russischer und spanischer Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist, wird im Archiv des Verwahrers hinterlegt. Dieser übermittelt allen Vertragsstaaten gehörig beglaubigte Abschriften des Vertrags.

PROTOKOLL
ÜBER VORHANDENE TYPEN KONVENTIONELLER WAFFEN UND AUSRÜSTUNGEN

Die Vertragsstaaten vereinbaren hiermit im Einklang mit Artikel II des Vertrags vom 19. November 1990 über konventionelle Streitkräfte in Europa, im folgenden als Vertrag bezeichnet, folgendes:
(a) Listen vorhandener Typen konventioneller Waffen und Ausrüstungen, die den Maßnahmen der Begrenzung, Reduzierung, des Informationsaustausches und der Verifikation unterliegen; diese Listen gelten vom Tag der Unterzeichnung des Vertrags an;
(b) Verfahren für die Bereitstellung von technischen Daten und Fotografien, die für diese vorhandenen Typen konventioneller Waffen und Ausrüstungen maßgeblich sind; und
(c) Verfahren für die Fortschreibung der Listen dieser vorhandenen Typen konventioneller Waffen und Ausrüstungen.

ABSCHNITT I VORHANDENE TYPEN DURCH DEN VERTRAG BEGRENZTER KONVENTIONELLER WAFFEN UND AUSRÜSTUNGEN

1. Vorhandene Typen von Kampfpanzern:

M-1	T-34
M-60	T-54
M-48	T-55
M-47	T-62
Leopard 1	T-64
Leopard 2	T-72
AMX-30	T-80
Challenger	TR-85
Chieftain	TR-580
Centurion	
M-41	
NM-116	
T-54	
T-55	
T-72	

Alle Modelle und Versionen eines oben aufgeführten vorhandenen Typs eines Kampfpanzers gelten als Kampfpanzer dieses Typs.

2. Vorhandene Typen von gepanzerten Kampffahrzeugen:

(A) Gepanzerte Mannschaftstransportwagen:

YPR-765	BTR-40
AMX-13VTT	BTR-152
M113	BTR-50
M75	BTR-60
Spartan	OT-62 (TOPAS)
Grizzly	OT-64 (SKOT)

TPz-1 Fuchs
VAB
M59
Leonidas
VCC1
VCC2
Saxon
AFV 432
Saracen
Humber
BDX
BMR-600
Chaimite V200
V150S
EBR-ETT
M3A1
YP 408
BLR
VIB
LVTP-7
6614/G
BTR-152
BTR-50
BTR-60
BTR-70
MT-LB*
OT-90
FUG D-442
BTR-70
BTR-80
BTR-D
TAB-77
OT-810
PSZH D-944
TABC-79
TAB-71
MLVM
MT-LB*

Alle Modelle und Versionen eines oben aufgeführten vorhandenen Typs eines gepanzerten Mannschaftstransportwagens gelten als gepanzerte Mannschaftstransportwagen (MTW) dieses Typs, sofern diese Modelle und Versionen nicht in der Liste der gepanzerten MTW-ähnlichen Fahrzeuge in Abschnitt II Absatz 1 erfaßt sind.

* Dieses leicht gepanzerte Mehrzweckfahrzeug darf ausnahmsweise innerhalb von 40 Monaten nach Inkrafttreten des Vertrags in ein gepanzertes MTW-ähnliches Fahrzeug umgebaut werden, das in Abschnitt II Absatz 1 als MT-LB-AT aufgeführt ist, indem das Fahrzeuginnere durch die Entfernung der linken Sitzreihe für die Infanteriegruppe und das Anschweißen der Munitionshalterungen an die Seite und den Boden des Fahrzeugs an mindestens sechs Stellen so verändert wird, daß das Fahrzeug nicht mehr in der Lage ist, eine Infanteriegruppe zu transportieren. Ein solcher Umbau darf an Örtlichkeiten, die keine Reduzierungsstätten sind, vorgenommen werden. Gepanzerte Mannschaftstransportwagen des Typs MT-LB, die nicht umgebaut wurden, werden in Übereinstimmung mit dem Protokoll über Informationsaustausch als gepanzerte Mannschaftstransportwagen gemeldet.

(B) Schützenpanzer:

YPR-765 (25mm)
Marder
AMX-10P
Warrior
M2/M3 Bradley
AFV-432 Rarden
NM-135
BMP-1/BMR-1
BMP-2
BMP-1/BRM-1
BMP-2
BMP-23
MLI-84
BMD-1
BMD-2
BMP-3

Alle Modelle und Versionen eines oben aufgeführten vorhandenen Typs eines Schützenpanzers (SPz) gelten als Schützenpanzer dieses Typs, sofern diese Modelle und Versionen nicht in der Liste der SPz-ähnlichen Fahrzeuge in Abschnitt II Absatz 2 erfaßt sind.

(C) Kampffahrzeuge mit schwerer Bewaffnung:

AMX-10RC
ERC 90 Sagaye
BMR-625-90
Commando V150
Scorpion
Saladin
JPK-90
M-24
AMX-13
EBR-75 Panhard
PT-76
PT-76
SU-76
SU-100
ISU-152

Alle Modelle und Versionen eines oben aufgeführten vorhandenen Typs eines Kampffahrzeugs mit schwerer Bewaffnung gelten als Kampffahrzeuge mit schwerer Bewaffnung dieses Typs.

3. Vorhandene Typen von Artilleriewaffen:

(A) Kanonen, Haubitzen und Artilleriewaffen, die die Eigenschaften von Kanonen und Haubitzen miteinander verbinden:

105 mm: Leichte Kanone 105
M18
KruppKanone 105
Rheinmetallkanone 105
GebH 105
Zerlegbare Haubitze M56
Feldhaubitze M101
Feldhaubitze M102
Panzerkanone Abbot
Panzerhaubitze M108
Panzerhaubitze M52
Haubitze 105 HM-2
Kanone M-38 (Skoda)

100 mm: Feldkanone BS-3
Feldkanone Modell 53
SkodaHaubitze (Modell 1914/ 1934, 1930, 1934)
SkodaHaubitze (Modell 1936)

105 mm: SchneiderFeldkanone (Modell 1936)

120 mm: Haubitze 2B16
Panzerhaubitze 2S9

122 mm: Haubitze D30

	Haubitze 105 AU 50
	Feldhaubitze R58/M26
122 mm:	Feldkanone 122/46
	Haubitze D 30
	Haubitze M-30
	Panzerhaubitze 2S1
130 mm:	Kanone M 46
140 mm:	Feldhaubitze 5,5" (139,7 mm)
150 mm:	SkodaKanone 150
152 mm:	Kanone/Haubitze D-20
	Panzerhaubitze 2S3
155 mm:	Feldhaubitze M114
	Feldhaubitze M114/39 (M-139)
	Feldhaubitze FH-70
	Panzerhaubitze M109
	Feldhaubitze M198
	Kanone 155 TRF1
	Kanone 155 AUF1
	Kanone 155 AMF3
	Kanone 155 BF50
	Panzerhaubitze M44
	Feldkanone M59
	Panzerhaubitze SP70
175 mm:	Panzerkanone M107
203 mm:	Feldhaubitze M115
	Panzerhaubitze M110
	Panzerhaubitze M55

(B) Mörser:

107 mm:	4,2" (auf Erdlafette oder auf gepanzertem Fahrzeug M106)
120 mm:	Brandt (M60, M-120-60, SLM-120-AM-50)
	M120 RTF 1
	M120 M51
	Soltam/Tampella (auf Erdlafette oder auf gepanzertem Fahrzeug M113)
	Haubitze M30
	Haubitze D74
	Panzerhaubitze 2S1
	Kanone A19 (Modell 31/37)
	Panzerhaubitze Modell 89
130 mm:	Kanone 82
	Kanone M46
150 mm:	SkodaHaubitze (Modell 1934)
	CehHaubitze (Modell 1937)
152 mm:	Haubitze D1
	Panzerhaubitze 2S3
	Haubitze 2A65
	Haubitze/Kanone ML20
	Kanone/Haubitze D20
	Kanone 81
	Kanone 2A36
	Panzerkanone/Haubitze Dana M77
	Panzerkanone 2S5
	Panzerhaubitze 2S19
	Kanone/Haubitze 85
	Haubitze Modell 1938
	Haubitze 81
203 mm:	Haubitze B4
	Panzerkanone 2S7

107 mm:	Mörser M-1938
120 mm:	2B11 (2S12)
	M120 Modell 38/43
	Tundzha/Tundzha Sani Panzermörser (auf MT-LB)
	Mörser Modell 1982
	B-24
160 mm:	M160

Ecia Mod L (auf Erdlafette M-L oder auf den gepanzerten Fahrzeugen BMR-600 oder M113)
HY 12 (Tosam)
2B11 (2S12)

240 mm: M240
Panzermörser 2S4

(C) Mehrfachraketenwerfer:

110 mm: LARS

122 mm: BM-21
RM-70

140 mm: Teruel MLAS

227 mm: MLRS

122 mm: BM-21 (BM-21-1, BM-21V)
RM-70
APR-21
APR-40

130 mm: M-51
RM-130
BM-13
R 2

140 mm: BM-14

220 mm: BM-22/27

240 mm: BM-24

280 mm: Uragan 9P140

300 mm: Smerch

Alle Modelle und Versionen eines oben aufgeführten vorhandenen Typs einer Artilleriewaffe gelten als Artilleriewaffen dieses Typs.

4. Vorhandene Typen von Kampfflugzeugen:

A-7
A-10
Alpha Jet A
AM-X
Buccaneer
Canberra
Draken
F-4
F-5
F-15
F-16
F-18
F-84
F-102
F-104
F-111

IAR-93
IL-28
MiG-15
MiG-17
MiG-21
MiG-23
MiG-25
MiG-27
MiG-29
MiG-31
SU-7
SU-15
SU-17
SU-20
SU-22
SU-24

G-91
Harrier
Hunter
Jaguar
Lightning
MiG-21
MiG-23
MiG-29
MB-339
Mirage F1
Mirage III
Mirage IV
Mirage V
Mirage 2000
SU-22
Tornado
SU-25
SU-27
TU-16
TU-22
TU-22M
TU-128
Yak-28

Alle Modelle oder Versionen eines oben aufgeführten vorhandenen Typs eines Kampfflugzeugs gelten als Kampfflugzeuge dieses Typs.

5. Vorhandene Typen von Angriffshubschraubern:

(A) Spezial-Angriffshubschrauber:

A-129 Mangusta
AH-1 Cobra
AH-64 Apache
Mi-24
Mi-24

Vorbehaltlich Abschnitt I Absatz 3 des Protokolls über die Rekategorisierung von Hubschraubern gelten alle Modelle oder Versionen eines oben aufgeführten vorhandenen Typs eines Spezial-Angriffshubschraubers als Spezial-Angriffshubschrauber dieses Typs.

(B) Mehrzweck-Angriffshubschrauber

A-109 Hirundo
Alouette III
BO-105/PAH-1
Fennec AS 550 C-2
Gazelle
Lynx
Mi-8
OH-58 Kiowa/AB-206/CH-136
Scout
Wessex
IAR-316
Mi-8/Mi-17

Vorbehaltlich Abschnitt I Absätze 4 und 5 des Protokolls über die Rekategorisierung von Hubschraubern gelten alle Modelle oder Versionen eines oben aufgeführten vorhandenen Typs eines Mehrzweck-Angriffshubschraubers als Mehrzweck-Angriffshubschrauber dieses Typs.

ABSCHNITT II VORHANDENE TYPEN DURCH DEN VERTRAG NICHT BEGRENZTER KONVENTIONELLER WAFFEN UND AUSRÜSTUNGEN

1. Vorhandene Typen von gepanzerten MTW-ähnlichen Fahrzeugen:

YPR-765	MILAN	BTR-40	CP
	CP(FüFu)		
	PRCOC1	BTR-50	PU
	PRCOC2		PUM
	PRCOC4		P
	PRCOC5		PUR-82
	PRMR		PK (MRF)
			UR-76
AMX-13 VTT	MILAN		PK (B)
	PC		MTP-1
		BTR-152	CP
M113	MILAN		
	A1/A2 (ATGW)	BTR-60	PU
	E/W TOW		PU-12/PA PU-12
	ARTFC (FltPzArt)		PAU
	ARTOBS (ArtBeob)		BBS
	FACONT (FlgLtTr)		ABS
	MORTFC (FltMrs)		R-137 B
	A1E		R-140 BM
	Mörserträger		R-145
	SIG (Fm)		R-156
	HFTRSM (SchrFuTrVHF)		R-409 BM
	CP (FüFu)		P-238BT
	CPSVC		P-240BT
	A1CP		P-241BT
	A1ECP		E-351BR
	4,2"/M106 A1 4,2"		R-975
	M106 81 mm		MTP-2
	M-125 81 mm		1V18, 1V19
	M-125 A1 81 mm		1V118
	M125 A2 81 mm		B
	NM-125 81 mm		
		BTR-70	KShM
TPz-1 FUCHS	HFTRSM (HF 400W)		SPR-2
	AD CP (FlaFü)		BREM
	CP (FüFu)		ZS-88
	ENGRCP (PiFü)		Kh
	ELOKA		
	NBC (ABC)	BTR-80	1V119
	RASIT		RCHM-4
M59	CP (FüFu)	BTR-D	ZD
			RD
LEONIDAS	1		
		OT-62 (TOPAS)	CP

VAB	PC
BMR-600	SIG
	PC
	81 mm
SPARTAN	STRIKER
	SAMSON
	CP (FüFu)
	JAVELIN
	MILAN
SAXON	AD
	CP (FüFu)
	MAINT
AFV 432	CP/RA
	81 mm
	CYMB
	AFV 435
	AFV 436
	AFV 439
HUMBER	SQUIRT
SARACEN	SQUIRT
	CP (FüFu)
	ADR
YP408	PWMR
	PWCQ
	PWAT
	PWRDR
	PWV
BTR 50	PU
	PK (MRF)
	PK (B)
BTR-60	PU12/PA PU12
	BBS
	ABS
	R-137B
	R-140BM
	R-145
	R-156
	R-409 BM
	P-238 BT
	P-240 BT
	P-241 BT
	B
	WPT/DPT-62
	BREM
	R-2M
	R-3M
	R-3MT
	R-4MT
OT-64 (SKOT)	CP
	R-3Z
	R-2M
	R-3MT
	R-4
	R-4MT
	R-2AM
	PROPAGANDA
	R-4M
	R-6
	WPT/DR-64
	BREM
	S-260 inz.
	S-260 art.
OT-810	OT-810/R-112
OT-90	VP 90
FUG D-442	VS
	MRP
	OT-65 CH
	OT-65/R-112
	OT-65 DP
PSZH D-944	CP
MT-LB	AT
	KShM-R-81
	R-80
	9S743
	PI
	1W-13-16
	1W-21-25
1W-12	
	MP-21-25
	AFMS
	R-381T
	R-330P
	Beta 3M
	SPR-1
	WPT/DTP
	BREM
	TRI

			MTP-LB
MT-LB	PI		BRM Sova/
	MP-21-25		BRM 30
	1W-13-16		
	AFMS	TAB-71	A
	R-381 T		TERA-71-L
	R-330 P		AR
	BETA 3M		
	MTP-LB	TAB-77	A
			TERA-77-L
			RCH-84
			PCOMA
		TABC-79	AR
			A-POMA
		TAB	TCG-80
		MLVM	AR

2. Vorhandene Typen von SPz-ähnlichen Fahrzeugen:

WARRIOR	RA	BMP-1	KSh
	REP		9S743
	REC	PRP-3, -4	
			MP-31
BMP-1	MTP		B
	MP-31		SVO
			DTB-80
			VPV
			IRM
			MTP
			BREM-4, -2, -D
		BMD-1	KSh
		BRM-1	KSh

3. Vorhandene Typen von primären Schulflugzeugen, die für die fliegerische Erstausbildung konzipiert und gebaut sind und nur über eine begrenzte Bewaffnungskapazität verfügen dürfen, welche für die Grundlagenausbildung in Waffeneinsatzverfahren erforderlich ist:

Alpha Jet E	I-22
C-101 Aviojet	IAR-99
Fouga	L-29
Hawk	L-39
Jet Provost	TS-11
L-39	
MB-326	
PD-808	
T-2	
T-33/CT-133	
T-37	
T-38	

4. Vorhandene Typen von Kampfunterstützungshubschraubern:

A-109 Hirundo
AB-412
Alouette II
Alouette III
Blackhawk
Bell 47/AB47/Sioux
BO-105
CH53
Chinook
Fennec AS 555 A
Hughes 300
Hughes 500/OH-6
Mi-8
OH-58 Kiowa/AB-206/CH-136
Puma
Sea King
UH-1A/1B/AB-204
UH-1D/1H/AB-205
UH-1N/AB-212
Wessex
IAR-316
IAR-330
Mi-2
Mi-6
Mi-8/Mi-17

5. Vorhandene Typen von unbewaffneten Transporthubschraubern, die nicht für den Einsatz von Waffen ausgerüstet sind:

AB 47
AB 412
Alouette II
CH53
Chinook
Cougar AS 532 U
Dauphin AS 365 N1
Hughes 300
NH 500
Puma
Sea King/H-3F/HAR 3
SH-3D
UH-1D/1H/AB-205
UH-1N/AB-212
Mi-2
Mi-26
SA-365N Dauphin
W-3 Sokol

6. Vorhandene Typen von Brückenlegepanzern:

M47 AVLB (BrLPz)
M48 AVLB (BrLPz)
M60 AVLB (BrLPz)
Centurion AVLB (BrLPz)
Chieftain AVLB (BrLPz)
Brückenlegepanzer Biber/
Leopard 1 AVLB (BrLPz)
MTU
MT-20
MT-55A
MTU-72
BLG-60
BLG-67M
BLG-67M2

ABSCHNITT III TECHNISCHE DATEN UND FOTOGRAFIEN

1. Technische Daten in Übereinstimmung mit den vereinbarten Kategorien in der Anlage zu diesem Protokoll, einschließlich Fotografien der rechten oder linken Seite, der Draufsicht und der Vorderansicht jedes seiner vorhandenen Typen der in den Abschnitten I und II aufgeführten konventionellen Waffen und Ausrüstungen, werden bei der Unterzeichnung des Vertrags von jedem Vertragsstaat allen anderen Vertragsstaaten zur Verfügung gestellt. Den Fotografien von gepanzerten MTW-ähnlichen und SPz-ähnlichen Fahrzeugen sind auch Innenansichten dieser Fahrzeuge beizufügen, auf denen die besonderen Unterscheidungsmerkmale, die diese Fahrzeuge als gepanzerte MTW-ähnliche beziehungsweise SPz-ähnliche Fahrzeuge ausweisen, deutlich zu erkennen sind. Neben den nach diesem Absatz erforderlichen Fotografien können von jedem Vertragsstaat nach eigenem Ermessen weitere Fotografien zur Verfügung gestellt werden.

2. Von jedem vorhandenen Typ der in den Abschnitten I und II aufgeführten konventionellen Waffen und Ausrüstungen ist ein Modell oder eine Version dieses Typs als Muster auszuwählen. Für jedes dieser Muster sind nach Absatz 1 Fotografien zur Verfügung zu stellen. Für Modelle und Versionen eines Typs, die keine wesentlichen äußeren Unterschiede zu dem Muster dieses Typs aufweisen, sind Fotografien nicht erforderlich. Auf den Fotografien jedes Musters eines Typs sind die Bezeichnung des vorhandenen Typs und die nationalen Typenbezeichnungen aller Modelle und Versionen des Typs zu vermerken, den die Fotografien des Musters darstellen. Auf den Fotografien jedes Musters eines Typs sind in Übereinstimmung mit den in der Anlage zu diesem Protokoll enthaltenen vereinbarten Kategorien die technischen

Daten für diesen Typ vermerkt. Außerdem gibt der Vermerk alle Modelle und Versionen des Typs an, den die Fotografien des Musters darstellen. Diese technischen Daten werden auf der die Seitenansicht darstellenden Fotografie vermerkt.

ABSCHNITT IV FORTSCHREIBUNG DER LISTEN VORHANDENER TYPEN SOWIE VERPFLICHTUNGEN DER VERTRAGSSTAATEN

1. Dieses Protokoll stellt eine Vereinbarung der Vertragsstaaten nur in bezug auf vorhandene Typen konventioneller Waffen und Ausrüstungen sowie in bezug auf die Kategorien von technischen Daten dar, die in den Abschnitten I und II der Anlage zu diesem Protokoll niedergelegt sind.

2. Jeder Vertragsstaat ist für die Genauigkeit der in Übereinstimmung mit Abschnitt III notifizierten technischen Daten nur seiner eigenen konventionellen Waffen und Ausrüstungen verantwortlich.

3. Jeder Vertragsstaat notifiziert allen anderen Vertragsstaaten:
(a) jeden neuen Typ von konventionellen Waffen und Ausrüstungen, der einer der Begriffsbestimmungen in Artikel II des Vertrags entspricht oder unter eine der in diesem Protokoll aufgeführten Kategorien fällt, und
(b) jedes neue Modell/jede neue Version eines in diesem Protokoll aufgeführten Typs, sobald diese bei den Streitkräften des Vertragsstaats im Anwendungsgebiet in Dienst gestellt werden. Gleichzeitig stellt jeder Vertragsstaat allen anderen Vertragsstaaten die nach Abschnitt III erforderlichen technischen Daten und Fotografien zur Verfügung.

4. Die Vertragsstaaten leiten so bald wie möglich, spätestens jedoch sechzig Tage nach einer Notifikation aufgrund des Absatzes 3 im Einklang mit Artikel XVI des Vertrags und dem Protokoll über die Gemeinsame Beratungsgruppe Fortschreibungsmaßnahmen für die Listen vorhandener Typen konventioneller Waffen und Ausrüstungen ein, die in den Abschnitten I und II enthalten sind.

ANLAGE
ZU DEM PROTOKOLL ÜBER VORHANDENE TYPEN KONVENTIONELLER WAFFEN UND AUSRÜSTUNGEN

ABSCHNITT I VEREINBARTE KATEGORIEN TECHNISCHER DATEN

Die vereinbarten Kategorien technischer Daten für jedes Modell und jede Version vorhandener Typen konventioneller Waffen und Ausrüstungen lauten wie folgt:

1. Kampfpanzer

vorhandener Typ
nationale Typenbezeichnung
Kaliber der Kanone
Leergewicht

2. Gepanzerte Kampffahrzeuge

gepanzerte Mannschaftstransportwagen
- vorhandener Typ
- nationale Typenbezeichnung
- Art und Kaliber der Bewaffnung, falls vorhanden

Schützenpanzer
- vorhandener Typ
- nationale Typenbezeichnung
- Art und Kaliber der Bewaffnung

Kampffahrzeuge mit schwerer Bewaffnung
- vorhandener Typ
- nationale Typenbezeichnung
- Kaliber der Kanone
- Leergewicht

3. Artilleriewaffen

Kanonen, Haubitzen sowie Artilleriewaffen, welche die Eigenschaften von Kanonen und Haubitzen miteinander verbinden
- vorhandener Typ
- nationale Typenbezeichnung
- Kaliber

Mörser
- vorhandener Typ
- nationale Typenbezeichnung
- Kaliber

Mehrfachraketenwerfer
- vorhandener Typ
- nationale Typenbezeichnung

Kaliber

4. Kampfflugzeuge
   vorhandener Typ
   nationale Typenbezeichnung

5. Angriffshubschrauber
   vorhandener Typ
   nationale Typenbezeichnung

6. gepanzerte MTW-ähnliche Fahrzeuge
   vorhandener Typ
   nationale Typenbezeichnung
   Art und Kaliber der Bewaffnung, falls vorhanden

7. SPz-ähnliche Fahrzeuge
   vorhandener Typ
   nationale Typenbezeichnung
   Art und Kaliber der Bewaffnung, falls vorhanden

8. primäre Schulflugzeuge
   vorhandener Typ
   nationale Typenbezeichnung
   Art der Bewaffnung, falls vorhanden

9. Kampfunterstützungshubschrauber
   vorhandener Typ
   nationale Typenbezeichnung

10. Unbewaffnete Transporthubschrauber
    vorhandener Typ
    nationale Typenbezeichnung

11. Brückenlegepanzer
    vorhandener Typ
    nationale Typenbezeichnung

ABSCHNITT II SPEZIFIKATIONEN FÜR FOTOGRAFIEN

Die nach Abschnitt III des Protokolls zur Verfügung gestellten Fotografien müssen schwarzweiß sein. Die Benutzung von Blitz- und Beleuchtungsausrüstung ist gestattet. Der fotografierte Gegenstand muß sich vom Hintergrund der Fotografie abheben. Alle Fotografien müssen eine hohe Auflösung aufweisen, einheitlich im Ton und absolut scharf sein. Es sind Fotografien im Format 13 Zentimeter x 18 Zentimeter, gemessen ohne Rand, zur Verfügung zu stellen. Mit Ausnahme der Draufsichten müssen alle Fotografien aus der gleichen Höhe wie die der zu fotografierenden Ausrüstung aufgenommen werden, wobei die Kamera auf der Längsachse des zu fotografierenden Gegenstands oder senkrecht zu ihr aufzustellen ist; bei Draufsichten müssen die Fotografien die Oberansicht, sie können die Rückansicht der Ausrüstung zeigen. Der fotografierte Gegenstand muß entweder in der horizontalen oder in der vertikalen Ansicht mindestens 80 Prozent der Fotografie ausfüllen. Auf jeder Fotografie muß zusammen mit dem

Gegenstand ein Vergleichsmaß zu sehen sein. Dieses Vergleichsmaß muß abwechselnd schwarze und weiße Abschnitte von jeweils einem halben Meter Länge aufweisen. Es muß so lang sein, daß eine genaue Größenbestimmung möglich ist, und es muß auf oder an dem Gegenstand oder in seiner unmittelbaren Nähe angebracht werden. Jede Fotografie ist mit einer Aufschrift zu versehen, aus der die nach Abschnitt III Absatz 2 des Protokolls erforderlichen Informationen sowie das Datum, an dem die Fotografie aufgenommen wurde, hervorgehen.

PROTOKOLL
ÜBER VERFAHREN ZUR REKLASSIFIZIERUNG BESTIMMTER MODELLE ODER VERSIONEN KAMPFFÄHIGER SCHULFLUGZEUGE ALS UNBEWAFFNETE SCHULFLUGZEUGE

Die Vertragsstaaten vereinbaren hiermit Verfahren und Bestimmungen zur völligen Entwaffnung und zur Zertifikation des unbewaffneten Zustands bestimmter Modelle oder Versionen kampffähiger Schulflugzeuge in Übereinstimmung mit Artikel VIII des Vertrags vom 19. November 1990 über konventionelle Streitkräfte in Europa, im folgenden als Vertrag bezeichnet.

ABSCHNITT I ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN

1. Jeder Vertragsstaat hat das Recht, aus der zahlenmäßigen Begrenzung für Kampfflugzeuge nach den Artikeln IV und VI des Vertrags nur die in Abschnitt II Absatz 1 aufgeführten bestimmten Modelle oder Versionen kampffähiger Schulflugzeuge in Übereinstimmung mit den Verfahren nach diesem Protokoll herauszunehmen.

(A) Jeder Vertragsstaat hat das Recht, einzelne in Abschnitt II Absatz 1 aufgeführte bestimmte Modelle oder Versionen von Flugzeugen, die über eine der in Abschnitt III Absätze 1 und 2 genannten Komponenten verfügen, aus der zahlenmäßigen Begrenzung für Kampfflugzeuge nach den Artikeln IV und VI des Vertrags nur durch völlige Entwaffnung und Zertifikation herauszunehmen.

(B) Jeder Vertragsstaat hat das Recht, einzelne in Abschnitt II Absatz 1 aufgeführte bestimmte Modelle oder Versionen von Flugzeugen, die über keine der in Abschnitt III Absätze 1 und 2 genannten Komponenten verfügen, aus der zahlenmäßigen Begrenzung für Kampfflugzeuge nach den Artikeln IV und VI des Vertrags durch bloße Zertifikation herauszunehmen.

2. In Abschnitt II aufgeführte kampffähige Modelle oder Versionen von Schulflugzeugen dürfen innerhalb von 40 Monaten nach Inkrafttreten des Vertrags entwaffnet und zertifiziert oder lediglich zertifiziert werden. Solche Flugzeuge fallen so lange unter die zahlenmäßige Begrenzung für Kampfflugzeuge nach den Artikeln IV und VI des Vertrags, bis sie in Übereinstimmung mit Abschnitt IV als unbewaffnet zertifiziert worden sind. Jeder Vertragsstaat darf höchstens 550 solcher Flugzeuge aus der zahlenmäßigen Begrenzung für Kampfflugzeuge nach den Artikeln IV und VI des Vertrags herausnehmen, von denen nicht mehr als 130 Flugzeuge des Modells oder der Version MIG-25U sein dürfen.

3. Spätestens bei Inkrafttreten des Vertrags teilt jeder Vertragsstaat allen anderen Vertragsstaaten folgendes mit:

(A) die Gesamtzahl aller bestimmten Modelle oder Versionen kampffähiger Schulflugzeuge, die er im Einklang mit Abschnitt I Absatz 1 Buchstabe A, Abschnitt III und IV zu entwaffnen und zu zertifizieren beabsichtigt, und

(B) die Gesamtzahl aller bestimmten Modelle oder Versionen kampffähiger Schulflugzeuge, die er im Einklang mit Abschnitt I Absatz 1 Buchstabe B und Abschnitt IV lediglich zu zertifizieren beabsichtigt.

4. Jeder Vertragsstaat wendet die ihm erforderlich erscheinenden technischen Mittel zur Durchführung der in Abschnitt III niedergelegten Verfahren zur völligen Entwaffnung an.

ABSCHNITT II MODELLE ODER VERSIONEN KAMPFFÄHIGER SCHULFLUGZEUGE, DIE FÜR DIE VÖLLIGE ENTWAFFNUNG UND ZERTIFIKATION IN FRAGE KOMMEN

1. Jeder Vertragsstaat hat das Recht, nur die folgenden bestimmten Modelle oder Versionen kampffähiger Schulflugzeuge aus der zahlenmäßigen Begrenzung für Kampfflugzeuge nach den Artikeln IV und VI des Vertrags in Übereinstimmung mit diesem Protokoll herauszunehmen:

SU-15U
SU-17U
MiG-15U
MiG-21U
MiG-23U
MiG-25U
UIL 28

2. Die vorstehende Liste bestimmter Modelle oder Versionen kampffähiger Schulflugzeuge ist endgültig und darf nicht geändert werden.

ABSCHNITT III VERFAHREN FÜR DIE VÖLLIGE ENTWAFFNUNG

1. Zur völligen Entwaffnung anstehende Modelle oder Versionen kampffähiger Schulflugzeuge müssen durch die Entfernung folgender Komponenten außerstande gesetzt werden, künftig irgendeine Art von Waffensystem einzusetzen oder Systeme zur elektronischen Kampfführung und Aufklärung zu betreiben:

(A) Vorrichtungen, die speziell für die Anbringung von Waffensystemen vorgesehen sind, z.B. spezielle Befestigungspunkte, Abschußvorrichtungen oder Waffenschächte;

(B) Steueraggregate und Konsolen der Waffenkontrolleinrichtung, einschließlich der Waffenwahl-, Schärfungs-, Feuer- oder Verschlußsysteme;

(C) Steueraggregate der Zieleinrichtung und Waffenlenksysteme, die nicht fester Bestandteil der Navigations- und Flugüberwachungssysteme sind;

(D) Steueraggregate und Konsolen der Systeme für elektronische Kampfführung und Aufklärung, einschließlich der dazugehörigen Antennen.

2. Ungeachtet des Absatzes 1 sind alle speziellen Befestigungspunkte, die fest mit dem Flugzeug verbunden sind, sowie alle Spezialelemente von allgemeinen Befestigungspunkten, die nur für die Verwendung in Verbindung mit den in Absatz 1 genannten Komponenten konzipiert sind, für diese Systeme unbrauchbar zu machen. Die elektrischen Schaltkreise der in Absatz 1 beschriebenen Systeme für die Waffen, die elektronische Kampfführung und die Aufklärung sind durch die Entfernung der Verkabelung oder, falls dies technisch nicht

durchführbar ist, durch das Herausschneiden von Teilen der Verkabelung in zugänglichen Bereichen für eine weitere Verwendung unbrauchbar zu machen.

3. Ein Vertragsstaat übermittelt allen anderen Vertragsstaaten spätestens 42 Tage vor der völligen Entwaffnung des ersten Flugzeugs jedes Modells oder jeder Version kampffähiger Schulflugzeuge, die in Abschnitt II aufgeführt sind, folgende Informationen:

(A) ein Übersichtsblockdiagramm, auf dem alle wichtigen Komponenten von Waffensystemen, einschließlich Zieleinrichtung und Waffenlenksystemen, Vorrichtungen für die Anbringung von Waffen sowie Komponenten von Systemen für elektronische Kampfführung und Aufklärung zu sehen sind und aus dem die wesentlichen Funktionen der in Absatz 1 genannten Komponenten und ihre funktionelle Verbindung zueinander hervorgehen;

(B) eine allgemeine Beschreibung des Entwaffnungsprozesses einschließlich einer Liste der zu entfernenden Komponenten;

(C) eine Fotografie jeder zu entfernenden Komponente, die deren Ort im Flugzeug vor der Entfernung zeigt, sowie eine Fotografie des gleichen Orts nach Entfernung der betreffenden Komponente.

ABSCHNITT IV VERFAHREN FÜR DIE ZERTIFIKATION

1. Jeder Vertragsstaat, der Modelle oder Versionen kampffähiger Schulflugzeuge zu entwaffnen und zertifizieren oder nur zu zertifizieren beabsichtigt, wendet folgende Zertifikationsverfahren an, damit sichergestellt wird, daß solche Flugzeuge über keine der in Abschnitt III Absätze 1 und 2 aufgeführten Komponenten verfügen.

2. Jeder Vertragsstaat notifiziert im Einklang mit Abschnitt IX Absatz 3 des Inspektionsprotokolls allen anderen Vertragsstaaten jede Zertifikation. Bei Zertifikation des ersten Flugzeugs einer Typenreihe, die nicht völlig entwaffnet werden mußte, übermittelt der Vertragsstaat, der die Zertifikation durchzuführen beabsichtigt, allen anderen Vertragsstaaten die nach Abschnitt III Absatz 3 Buchstaben A, B und C für ein bewaffnetes Modell oder eine bewaffnete Version des gleichen Flugzeugtyps erforderlichen Informationen.

3. Jeder Vertragsstaat hat das Recht, die Zertifikation kampffähiger Schulflugzeuge im Einklang mit Abschnitt IX des Inspektionsprotokolls zu inspizieren.

4. Der Prozeß der völligen Entwaffnung und Zertifikation oder der bloßen Zertifikation gilt als abgeschlossen, wenn die in diesem Abschnitt genannten Zertifikationsverfahren abgeschlossen sind, unabhängig davon, ob ein Vertragsstaat von den in Absatz 3 und in Abschnitt IX des Inspektionsprotokolls beschriebenen Rechten zur Inspektion von Zertifikationen Gebrauch macht oder nicht, vorausgesetzt, daß innerhalb von 30 Tagen nach Eingang der nach Absatz 5 übermittelten Notifikation über den Abschluß der Zertifikation und Reklassifizierung kein Vertragsstaat allen anderen Vertragsstaaten mitgeteilt hat, er sei der Auffassung, daß in bezug auf den Zertifikations- und Reklassifizierungsprozeß eine Unklarheit bestehe. Wird eine solche Unklarheit geltend gemacht, so gilt die Reklassifizierung erst als abgeschlossen, wenn diese Unklarheit endgültig ausgeräumt ist.

5. Der die Zertifikation durchführende Vertragsstaat notifiziert im Einklang mit Abschnitt IX des Inspektionsprotokolls allen anderen Vertragsstaaten den Abschluß der Zertifikation.

6. Die Zertifikation wird innerhalb des Anwendungsgebiets durchgeführt. Vertragsstaaten, die der gleichen Gruppe von Vertragsstaaten angehören, haben das Recht, Orte für die Zertifikation gemeinsam zu nutzen.

ABSCHNITT V VERFAHREN FÜR INFORMATIONSAUSTAUSCH UND VERIFIKATION

Alle als unbewaffnet zertifizierten Modelle oder Versionen kampffähiger Schulflugzeuge unterliegen dem Informationsaustausch im Einklang mit dem Protokoll über Informationsaustausch sowie der Verifikation, einschließlich Inspektionen, nach dem Inspektionsprotokoll.

PROTOKOLL
ÜBER VERFAHREN ZUR REDUZIERUNG VON DURCH DEN VERTRAG ÜBER KONVENTIONELLE STREITKRÄFTE IN EUROPA BEGRENZTEN KONVENTIONELLEN WAFFEN UND AUSRÜSTUNGEN

Die Vertragsstaaten vereinbaren hiermit Verfahren zur Reduzierung von durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen, wie es in Artikel VIII des Vertrags vom 19. November 1990 über konventionelle Streitkräfte in Europa, im folgenden als Vertrag bezeichnet, vorgesehen ist.

ABSCHNITT I ALLGEMEINE ERFORDERNISSE FÜR DIE REDUZIERUNG

1. Durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffen und Ausrüstungen werden in Übereinstimmung mit den Verfahren reduziert, die in diesem Protokoll und den anderen in Artikel VIII Absatz 1 des Vertrags aufgeführten Protokollen niedergelegt sind. Jedes dieser Verfahren gilt als ausreichend für die Durchführung der Reduzierung, wenn es im Einklang mit Artikel VIII des Vertrags oder mit diesem Protokoll durchgeführt wird.

2. Jeder Vertragsstaat hat das Recht, die ihm geeignet erscheinenden technischen Mittel zur Durchführung der Verfahren zur Reduzierung von durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen anzuwenden.

3. Jeder Vertragsstaat hat das Recht, die Komponenten und Teile der durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen, die nicht selbst der Reduzierung nach Abschnitt II unterliegen, zu entfernen, zu behalten und zu nutzen und über Bruchstücke zu verfügen.

4. Soweit in diesem Protokoll nichts anderes vorgesehen ist, werden durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffen und Ausrüstungen auf eine Weise reduziert, die deren künftige Verwendung oder Wiederherstellung für militärische Zwecke ausschließt.

5. Nach Inkrafttreten des Vertrags kann jeder Vertragsstaat weitere Verfahren zur Reduzierung vorschlagen. Diese Vorschläge werden allen anderen Vertragsstaaten übermittelt und enthalten die Einzelheiten dieser Verfahren in dem gleichen Format, wie es für die in diesem Protokoll niedergelegten Verfahren gilt. Jedes dieser Verfahren gilt als ausreichend für die Durchführung der Reduzierung von durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen, wenn die Gemeinsame Beratungsgruppe einen entsprechenden Beschluß faßt.

ABSCHNITT II STANDARDS FÜR DIE VORFÜHRUNG AN DEN REDUZIERUNGSSTÄTTEN

1. Jedes durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffensystem und Ausrüstungsstück, das zur Reduzierung ansteht, wird an einer Reduzierungsstätte vorgeführt. Jeder dieser Gegenstände besteht mindestens aus folgenden Teilen und Elementen:

(A) Kampfpanzer: Wanne, Turm und integrierte Hauptwaffe. Für die Zwecke dieses Protokolls gelten als integrierte Hauptwaffe eines Kampfpanzers das Geschützrohr, der Verschluß, die Schildzapfen und Schildzapfenlager;

(B) gepanzerte Kampffahrzeuge: Wanne, Turm und integrierte Hauptwaffe, falls vorhanden. Für die Zwecke dieses Protokolls gelten als integrierte Hauptwaffe eines gepanzerten Kampffahrzeugs das Geschützrohr, der Verschluß, die Schildzapfen und Schildzapfenlager. Für die Zwecke dieses Protokolls gelten Maschinengewehre mit einem Kaliber von weniger als 20 Millimetern, die alle entfernt und weiterverwendet werden dürfen, nicht als integrierte Hauptwaffen;

(C) Artilleriewaffen: Geschützrohr, Verschluß, Rohrwiege einschließlich Schildzapfen und Schildzapfenlager, Holme, falls vorhanden, oder Abschußschienen oder Abschußrohre und ihre Träger, oder Mörserrohre und ihre Bodenplatten. Bei Panzerartilleriewaffen werden die Wanne und der Turm, falls vorhanden, ebenfalls vorgeführt;

(D) Kampfflugzeuge: Rumpf; und

(E) Angriffshubschrauber: Rumpf einschließlich des Antriebsgehäuses.

2. In jedem Fall muß der an der Reduzierungsstätte nach Absatz 1 vorgeführte Gegenstand ein zusammengesetztes Ganzes darstellen.

3. Mit Teilen und Elementen von durch den Vertrag begrenzten Waffen und Ausrüstungen, die in Absatz 1 nicht aufgeführt sind, sowie mit Teilen und Elementen, die von der Reduzierung nach den Verfahren dieses Protokolls nicht berührt werden, einschließlich der Türme von gepanzerten Mannschaftstransportwagen, die lediglich mit Maschinengewehren ausgerüstet sind, kann der die Reduzierung durchführende Vertragsstaat nach Belieben verfahren.

ABSCHNITT III VERFAHREN ZUR REDUZIERUNG VON KAMPFPANZERN DURCH ZERSTÖRUNG

1. Jeder Vertragsstaat hat das Recht, für jede Zerstörung von Kampfpanzern an Reduzierungsstätten eine der folgenden Verfahrensreihen zu wählen.

2. Verfahren für die Zerstörung durch Zertrennen:

(A) Entfernung der Spezialausrüstung vom Fahrgestell, einschließlich der abnehmbaren Ausrüstung, die den Betrieb von Bordwaffensystemen gewährleistet;

(B) Entfernung des Turms, falls vorhanden;

(C) Verschluß:

(1) entweder Verschweißen des Verschlußblocks mit dem Bodenstück an mindestens zwei Stellen;

(2) oder Zerschneiden mindestens einer Seite des Bodenstücks entlang der Längsachse der Öffnung, die den Verschlußblock aufnimmt;

(D) Zertrennen des Geschützrohrs in zwei Teile in einer Entfernung von höchstens 100 Millimetern vom Bodenstück;

(E) Zertrennen eines der beiden Schildzapfen und seines Lagers im Turm;

(F) Heraustrennen zweier Abschnitte aus dem Rand der Turmöffnung der Wanne, von denen jeder einen Teil eines Kreisausschnitts mit einem Winkel von mindestens 60 Grad und einer Länge von mindestens 200 Millimetern in der Radialachse bildet und auf der Fahrzeuglängsachse zentriert ist;

(G) Abtrennen von Abschnitten beider Seiten der Wanne, welche die Öffnungen für die Seitenvorgelege enthalten, durch senkrechte und waagerechte Schnitte in die Seitenplatten und diagonale Schnitte in die Deck- oder Bodenplatten und die Front- oder Heckplatten, so daß die Öffnungen für die Seitenvorgelege in den zertrennten Teilen enthalten sind.

3. Verfahren für die Zerstörung durch Sprengung:

(A) Die Wannenöffnungen, die Luken und die abnehmbaren Platten bleiben offen, um eine optimale Belüftung zu gewährleisten;

(B) eine Sprengladung wird im Geschützrohr an der Stelle angebracht, an der die Schildzapfen mit der Rohrlagerung oder der Rohrwiege verbunden sind;

(C) eine Sprengladung wird an der Außenseite der Wanne zwischen dem/der zweiten und dritten Laufrad/-rolle oder, bei Fahrzeugen mit sechs Laufrädern/-rollen, zwischen dem/der dritten und vierten Laufrad/-rolle angebracht, wobei natürliche Schwachstellen wie etwa Schweißstellen oder Notausstiegsluken auszusparen sind. Die Sprengladung muß innerhalb des Radius der Turmöffnung der Wanne angebracht werden. Eine zweite Sprengladung wird auf derselben Seite des Panzers an der Innenseite der Wanne versetzt zur außen angebrachten Sprengladung befestigt;

(D) eine Sprengladung wird im Turm im Bereich der Lagerung der Hauptwaffe angebracht;

(E) alle Sprengladungen werden gleichzeitig gezündet, so daß die Hauptwanne und der Turm bersten und verbogen werden, der Verschlußblock vom Geschützrohr abgerissen, verschmolzen oder verformt wird, das Geschützrohr aufreißt oder der Länge nach gespalten wird, die Rohrlagerung oder die Rohrwiege zerstört wird, so daß sie kein Geschützrohr mehr tragen kann, und das Laufwerk so beschädigt wird, daß von den Laufrad-/-rollenständen wenigstens einer zerstört wird.

4. Verfahren für die Zerstörung durch Verformen:

(A) Entfernung der Spezialausrüstung vom Fahrgestell, einschließlich der abnehmbaren Ausrüstung, die den Betrieb von Bordwaffensystemen gewährleistet;

(B) Entfernung des Turms, falls vorhanden;

(C) Verschluß:

(1) entweder Verschweißen des Verschlußblocks mit dem Bodenstück an mindestens zwei Stellen;

(2) oder Zerschneiden mindestens einer Seite des Bodenstücks entlang der Längsachse der Öffnung, die den Verschlußblock aufnimmt;

(D) Zertrennen des Geschützrohrs in zwei Teile in einer Entfernung von höchstens 100 Millimeter vom Bodenstück;

(E) Zertrennen eines der beiden Schildzapfen;

(F) die Wanne und der Turm werden so verformt, daß ihre Breite jeweils um mindestens 20 Prozent verringert wird.

5. Verfahren für die Zerstörung durch Zerschmettern:

(A) Eine schwere Stahlkugel oder ein ähnliches Gerät wird wiederholt auf die Wanne und den Turm fallen gelassen, bis die Wanne an mindestens drei verschiedenen Stellen und der Turm an mindestens einer Stelle geborsten ist;

(B) die Schläge der Stahlkugel gegen den Turm müssen einen der beiden Schildzapfen und dessen Lager funktionsunfähig machen und das Bodenstück sichtbar verformen;

(C) das Geschützrohr muß sichtbar zerbersten oder verbogen werden.

ABSCHNITT IV VERFAHREN ZUR REDUZIERUNG VON GEPANZERTEN KAMPFFAHRZEUGEN DURCH ZERSTÖRUNG

1. Jeder Vertragsstaat hat das Recht, für jede Zerstörung von gepanzerten Kampffahrzeugen an Reduzierungsstätten eine der folgenden Verfahrensreihen zu wählen.

2. Verfahren für die Zerstörung durch Zertrennen:

(A) Alle gepanzerten Kampffahrzeuge: Entfernung der Spezialausrüstung vom Fahrgestell, einschließlich der abnehmbaren Ausrüstung, die den Betrieb von Bordwaffensystemen gewährleistet;

(B) gepanzerte Kettenkampffahrzeuge: Abtrennen von Abschnitten beider Seiten der Wanne, welche die Öffnungen für die Seitenvorgelege enthalten, durch senkrechte und waagerechte Schnitte in die Seitenplatten und diagonale Schnitte in die Deck- oder Bodenplatten und die Front- oder Heckplatten, so daß die Öffnungen für die Seitenvorgelege in den zertrennten Teilen enthalten sind;

(C) gepanzerte Radkampffahrzeuge: Abtrennen von Abschnitten beider Seiten der Wanne, welche die Bereiche der Anbringung der Vorderradendantriebe

enthalten, durch senkrechte, waagerechte und unregelmäßige Schnitte in die Seiten-, Front-, Deck- und Bodenplatten, so daß die Bereiche der Anbringung der Vorderradendantriebe in den zertrennten Teilen in einem Abstand von mindestens 100 Millimetern von den Schnitten enthalten sind;

(D) für Schützenpanzer und Kampffahrzeuge mit schwerer Bewaffnung gilt zusätzlich folgendes:

(1) Entfernung des Turms;

(2) Zertrennen eines der beiden Schildzapfen und seines Lagers im Turm;

(3) Verschluß:

(a) Verschweißen des Verschlußblocks mit dem Bodenstück an mindestens zwei Stellen;

(b) Zerschneiden mindestens einer Seite des Bodenstücks entlang der Längsachse der Öffnung, die den Verschlußblock aufnimmt;

(c) oder Zertrennen des Verschlußgehäuses in zwei ungefähr gleichgroße Teile;

(4) Zertrennen des Geschützrohrs in zwei Teile in einer Entfernung von höchstens 100 Millimetern vom Bodenstück;

(5) Heraustrennen zweier Abschnitte aus dem Rand der Turmöffnung der Wanne, von denen jeder einen Teil eines Kreisausschnitts mit einem Winkel von mindestens 60 Grad und einer Länge von mindestens 200 Millimetern in der Radialachse bildet und auf der Fahrzeuglängsachse zentriert ist;

3. Verfahren für die Zerstörung durch Sprengung:

(A) Eine Sprengladung wird in der Mitte des Fahrzeugs innen auf dem Boden angebracht;

(B) eine zweite Sprengladung wird wie folgt angebracht:

(1) bei Kampffahrzeugen mit schwerer Bewaffnung im Geschützrohr an der Stelle, an der die Schildzapfen mit der Rohrwiege verbunden sind;

(2) bei Schützenpanzern an der Außenseite des Verschlußgehäuses und des unteren Waffengehäuses;

(C) alle Luken müssen geschlossen werden;

(D) die Sprengladungen werden gleichzeitig gezündet, so daß die Seiten und die Oberseite der Wanne aufgerissen werden. Bei Kampffahrzeugen mit schwerer Bewaffnung und Schützenpanzern muß der Schaden am Waffensystem dem in Absatz 2 Buchstabe D beschriebenen entsprechen.

4. Verfahren für die Zerstörung durch Zerschmettern:

(A) Eine schwere Stahlkugel oder ein ähnliches Gerät wird wiederholt auf die Wanne und den Turm - falls vorhanden - fallen gelassen, bis die Wanne an mindestens drei verschiedenen Stellen und der Turm - falls vorhanden - an mindestens einer Stelle zerborsten sind;

(B) für Kampffahrzeuge mit schwerer Bewaffnung gilt zusätzlich folgendes:

(1) Die Schläge der Stahlkugel gegen den Turm müssen einen der beiden Schildzapfen und sein Lager funktionsunfähig machen und das Bodenstück sichtbar verformen;

(2) das Geschützrohr muß sichtbar zerbersten oder verbogen werden.

ABSCHNITT V VERFAHREN ZUR REDUZIERUNG VON ARTILLERIEWAFFEN DURCH ZERSTÖRUNG

1. Jeder Vertragsstaat hat das Recht, für jede Zerstörung von Kanonen, Haubitzen oder Artilleriewaffen, welche die Eigenschaften von Kanonen und Haubitzen miteinander verbinden, Mehrfachraketenwerfersystemen oder Mörsern an Reduzierungsstätten eine der folgenden Verfahrensreihen zu wählen.

2. Verfahren für die Zerstörung von Kanonen, Haubitzen oder Artilleriewaffen, welche die Eigenschaften von Kanonen und Haubitzen miteinander verbinden, die keine Panzerartilleriewaffen sind, oder von Mörsern, die keine Panzermörser sind, durch Zertrennen:

(A) Entfernung der Spezialausrüstung, einschließlich der abnehmbaren Ausrüstung, die den Betrieb der Kanone, Haubitze oder Artilleriewaffe, welche die Eigenschaften von Kanonen und Haubitzen miteinander verbindet, oder des Mörsers gewährleistet;

(B) Verschluß der Kanone, Haubitze oder Artilleriewaffe, welche die Eigenschaften von Kanonen und Haubitzen miteinander verbindet, falls vorhanden:

(1) entweder Verschweißen des Verschlußblocks mit dem Bodenstück an mindestens zwei Stellen;

(2) oder Zerschneiden mindestens einer Seite des Bodenstücks entlang der Längsachse der Öffnung, die den Verschlußblock aufnimmt;

(C) Zertrennen des Geschütz- oder Mörserrohrs in zwei Teile in einer Entfernung von höchstens 100 Millimeter vom Bodenstück;

(D) Zertrennen des linken Schildzapfens der Rohrwiege und des Lagerungsbereichs dieses Schildzapfens in der Oberlafette;

(E) Zertrennen der Lafettenholme oder der Bodenplatte des Mörsers in zwei ungefähr gleiche Teile.

3. Verfahren für die Zerstörung von Kanonen, Haubitzen oder Artilleriewaffen, welche die Eigenschaften von Kanonen und Haubitzen miteinander verbinden, die keine Panzerartilleriewaffen sind, durch Sprengung:

(A) Sprengladungen werden im Geschützrohr, auf einer der Rohrwiegenauflagen in der Oberlafette und auf den Lafettenholmen angebracht und so gezündet, daß:

(1) das Rohr auf einer Länge von 1,5 Metern vom Verschluß aus gespalten oder der Länge nach aufgerissen wird;

(2) der Verschlußblock abgerissen, verformt oder teilweise eingeschmolzen wird;

(3) die Verbindungsstücke zwischen dem Rohr und dem Bodenstück sowie zwischen einem der Schildzapfen der Rohrwiege und der Oberlafette zerstört oder so stark beschädigt werden, daß sie nicht mehr funktionsfähig sind;

(4) die Lafettenholme in zwei ungefähr gleichgroße Teile zertrennt oder so stark beschädigt werden, daß sie nicht mehr funktionsfähig sind.

4. Verfahren für die Zerstörung von Mörsern, die keine Panzermörser sind, durch Sprengung:

Sprengladungen werden im Mörserrohr und auf der Bodenplatte so angebracht, daß bei Zündung der Sprengladungen das Mörserrohr in der unteren Hälfte zerstört und die Bodenplatte in zwei ungefähr gleiche Teile zertrennt wird.

5. Verfahren für die Zerstörung von Mörsern, die keine Panzermörser sind, durch Verformen:

(A) das Mörserrohr wird ungefähr in der Mitte sichtbar verbogen;

(B) die Bodenplatte wird ungefähr entlang der Mittellinie um mindestens 45 Grad verbogen.

6. Verfahren für die Zerstörung von Panzerkanonen, Panzerhaubitzen oder Panzerartilleriewaffen, welche die Eigenschaften von Kanonen und Haubitzen miteinander verbinden, und Panzermörsern durch Zertrennen:

(A) Entfernung der Spezialausrüstung, einschließlich der abnehmbaren Ausrüstung, die den Betrieb der Kanone, Haubitze oder Artilleriewaffe, welche die Eigenschaften von Kanonen und Haubitzen miteinander verbindet, oder des Mörsers gewährleistet;

(B) Verschluß der Kanone, Haubitze oder Artilleriewaffe, welche die Eigenschaften von Kanonen und Haubitzen miteinander verbindet, oder des Mörsers, falls vorhanden:

(1) entweder Verschweißen des Verschlußblocks mit dem Bodenstück an mindestens zwei Stellen;

(2) oder Zerschneiden mindestens einer Seite des Bodenstücks entlang der Längsachse der Öffnung, die den Verschlußblock aufnimmt;

(C) Zertrennen des Geschütz- oder Mörserrohrs in zwei Teile in einer Entfernung von höchstens 100 Millimetern vom Bodenstück;

(D) Zertrennen des linken Schildzapfens und Schildzapfenlagers;

(E) Abtrennen von Abschnitten beider Seiten der Wanne, welche die Öffnungen für die Seitenvorgelege enthalten, durch senkrechte und waagerechte Schnitte in die Seitenplatten und diagonale Schnitte in die Deck- oder Bodenplatten und die Front- oder Heckplatten, so daß die Öffnungen für die Seitenvorgelege in den zertrennten Teilen enthalten sind.

7. Verfahren für die Zerstörung von Panzerkanonen, Panzerhaubitzen oder Panzerartilleriewaffen, welche die Eigenschaften von Kanonen und Haubitzen miteinander verbinden, und Panzermörsern durch Sprengung:

(A) Bei Panzerkanonen, Panzerhaubitzen oder Panzerartilleriewaffen, welche die Eigenschaften von Kanonen und Haubitzen miteinander verbinden, und Panzermörsern mit einem Turm findet die in Abschnitt III Absatz 3 für Kampfpanzer beschriebene Methode Anwendung, um Ergebnisse zu erzielen, die den in der genannten Vorschrift beschriebenen entsprechen;

(B) Bei Panzerkanonen, Panzerhaubitzen oder Panzerartilleriewaffen, welche die Eigenschaften von Kanonen und Haubitzen miteinander verbinden, und Panzermörsern ohne Turm wird eine Sprengladung in der Wanne unter der Vorderseite der Drehplatte, die das Geschützrohr trägt, angebracht und so gezündet, daß die Drehplatte von der Wanne getrennt wird. Das Waffensystem wird durch die in Absatz 3 beschriebene Methode für Kanonen, Haubitzen oder Artilleriewaffen, welche die Eigenschaften von Kanonen und Haubitzen miteinander verbinden, zerstört, um Ergebnisse zu erzielen, die den in der genannten Vorschrift beschriebenen entsprechen.

8. Verfahren für die Zerstörung von Panzerkanonen, Panzerhaubitzen oder Panzerartilleriewaffen, welche die Eigenschaften von Kanonen und Haubitzen miteinander verbinden, und Panzermörsern durch Zerschmettern:

(A) Eine schwere Stahlkugel oder ein ähnliches Gerät wird wiederholt auf die Wanne und den Turm, falls vorhanden, fallen gelassen, bis die Wanne an mindestens drei verschiedenen Stellen und der Turm an mindestens einer Stelle geborsten ist;

(B) die Schläge der Stahlkugel gegen den Turm müssen einen der beiden Schildzapfen und sein Lager funktionsunfähig machen und das Bodenstück sichtbar verformen;

(C) das Geschütz- oder Mörserrohr muß ungefähr in der Mitte sichtbar zerbersten oder verbogen werden.

9. Verfahren für die Zerstörung von Mehrfachraketenwerfersystemen durch Zertrennen:

(A) Entfernung der Spezialausrüstung vom Mehrfachraketenwerfersystem, einschließlich der abnehmbaren Ausrüstung, die den Betrieb seiner Kampfsysteme gewährleistet;

(B) Entfernung von Rohren oder Abschußschienen, Schrauben (Gewinden) von Teilen des Höhenrichttriebs, Rohrträgern und ihren drehbaren Teilen und ihre Zertrennung in zwei etwa gleichgroße Teile an Stellen, die keine Verbindungsstellen sind.

10. Verfahren für die Zerstörung von Mehrfachraketenwerfersystemen durch Sprengung:

Eine Schneidladung wird quer auf den Werferrohren oder Abschußschienen und den Rohrträgern angebracht. Bei der Explosion muß die Sprengladung die Rohre oder Abschußschienen, die Rohrträger und ihre drehbaren Teile an Stellen, die keine Verbindungsstellen sind, in jeweils zwei ungefähr gleichgroße Teile zertrennen.

11. Verfahren für die Zerstörung von Mehrfachraketenwerfersystemen durch Verformen:

Alle Rohre oder Abschußschienen, Rohrträger und die Visiereinrichtung werden ungefähr in der Mitte sichtbar verbogen.

ABSCHNITT VI VERFAHREN ZUR REDUZIERUNG VON KAMPFFLUGZEUGEN DURCH ZERSTÖRUNG

1. Jeder Vertragsstaat hat das Recht, für jede Zerstörung von Kampfflugzeugen an Reduzierungsstätten eine der folgenden Verfahrensreihen zu wählen.

2. Verfahren für die Zerstörung durch Zertrennen:

Der Rumpf des Flugzeugs wird in drei Teile geteilt - und zwar nicht an den Verbindungsstellen -, indem die Nase unmittelbar vor der Kanzel und das Heck in dem Bereich, in dem die Tragflächen angebracht sind, so abgetrennt werden, daß die gegebenenfalls in den zu zertrennenden Bereichen befindlichen Verbindungsstellen in den abgetrennten Teilen enthalten sind.

3. Verfahren für die Zerstörung durch Verformen:

Der Rumpf wird überall durch Zusammendrücken verformt, so daß seine Höhe, seine Breite oder seine Länge um mindestens 30 Prozent verringert wird.

4. Verfahren für die Zerstörung durch die Verwendung als Zieldrohnen:

(A) Jeder Vertragsstaat hat das Recht, höchstens 200 Kampfflugzeuge während der 40monatigen Reduzierungsphase durch die Verwendung als Zieldrohnen zu reduzieren;

(B) die Zieldrohne wird im Flug durch das Abfeuern von Munition durch die Streitkräfte des Vertragsstaats, dem die Zieldrohne gehört, zerstört;

(C) schlägt der Versuch, die Zieldrohne abzuschießen, fehl, und wird sie dann durch einen Selbstzerlegemechanismus zerstört, so finden die Verfahren nach diesem Absatz unverändert Anwendung. Andernfalls kann die Zieldrohne, je nach Lage der Dinge, geborgen oder es kann geltend gemacht werden, daß sie in Übereinstimmung mit Abschnitt IX durch einen Unfall zerstört wurde;

(D) die Zerstörung wird allen anderen Vertragsstaaten notifiziert. Diese Notifikation gibt den Typ der zerstörten Zieldrohne sowie den Ort an, an dem sie zerstört wurde. Innerhalb von 90 Tagen nach der Notifikation übermittelt der eine solche Zerstörung geltend machende Vertragsstaat allen anderen Vertragsstaaten beweiskräftige Unterlagen für die Zerstörung, z.B. einen Untersuchungsbericht. Im Fall von die Zerstörung einer bestimmten Zieldrohne betreffenden Unklarheiten gilt die Reduzierung erst als abgeschlossen, wenn diese Unklarheit ausgeräumt ist.

ABSCHNITT VII VERFAHREN ZUR REDUZIERUNG VON ANGRIFFSHUBSCHRAUBERN DURCH ZERSTÖRUNG

1. Jeder Vertragsstaat hat das Recht, für jede Zerstörung von Angriffshubschraubern an Zerstörungsstätten eine der folgenden Verfahrensreihen zu wählen.

2. Verfahren für die Zerstörung durch Zertrennen:

(A) Der Heckausleger oder das Heckteil werden vom Rumpf so abgetrennt, daß die Verbindungsstelle in dem abgetrennten Teil enthalten ist;

(B) mindestens zwei Antriebsgehäusehalterungen am Rumpf werden zertrennt, verschmolzen oder verformt.

3. Verfahren für die Zerstörung durch Sprengung:

Es können Sprengladungen von beliebiger Art und in beliebiger Zahl verwendet werden, solange gewährleistet ist, daß der Rumpf nach der Detonation in demjenigen Abschnitt zertrennt wird, der das Antriebsgehäuse enthält.

4. Verfahren für die Zerstörung durch Verformen:

Der Rumpf wird überall durch Zusammendrücken verformt, so daß seine Höhe, seine Breite oder seine Länge um mindestens 30 Prozent verringert wird.

ABSCHNITT VIII REGELN UND VERFAHREN FÜR DIE REDUZIERUNG VON DURCH DEN VERTRAG BEGRENZTEN KONVENTIONELLEN WAFFEN UND AUSRÜSTUNGEN DURCH KONVERSION FÜR NICHTMILITÄRISCHE ZWECKE

1. Jeder Vertragsstaat hat das Recht, eine bestimmte Anzahl von Kampfpanzern und gepanzerten Kampffahrzeugen durch Konversion zu reduzieren. Die Fahrzeugtypen, die konvertiert werden dürfen, sind in Absatz 3 aufgeführt, und die spezifischen nichtmilitärischen Zwecke, für die sie konvertiert werden dürfen, sind in Absatz 4 aufgeführt. Konvertierte Fahrzeuge werden nicht bei den konventionellen Streitkräften eines Vertragsstaats in Dienst gestellt.

2. Jeder Vertragsstaat bestimmt die Zahl der Kampfpanzer und gepanzerten Kampffahrzeuge, die er konvertieren wird. Diese Zahl darf nicht höher sein als:

(A) Kampfpanzer: 5,7 Prozent (jedoch höchstens 750 Stück) der Anteilshöchstgrenze für Kampfpanzer, die er bei Unterzeichnung des Vertrags nach Artikel VII des Vertrags notifiziert hat, oder 150 Stück, wobei die höhere Zahl maßgeblich ist; und

(B) gepanzerte Kampffahrzeuge: 15 Prozent (höchstens 3 000 Stück) der Anteilshöchstgrenze für gepanzerte Kampffahrzeuge, die er bei Unterzeichnung des Vertrags nach Artikel VII des Vertrags notifiziert hat, oder 150 Stück, wobei die höhere Zahl maßgeblich ist.

3. Folgende Fahrzeuge dürfen für nichtmilitärische Zwecke konvertiert werden: T-54, T-55, T-62, T-64, T-72, Leopard 1, BMP-1, BTR-60, OT-64. Die Vertragsstaaten können im Rahmen der Gemeinsamen Beratungsgruppe Änderungen der Listen der Fahrzeuge vornehmen, die für nichtmilitärische Zwecke umgewandelt werden dürfen. Solche Änderungen nach Artikel XVI Absatz 5 des Vertrags gelten als Verbesserungen der Funktionsfähigkeit und Wirksamkeit des Vertrags, geringfügige Angelegenheiten technischer Natur betreffend.

4. Diese Fahrzeuge werden für folgende nichtmilitärische Zwecke konvertiert:

(A) Zugmaschinen für allgemeine Zwecke;

(B) Bulldozer;

(C) Feuerbekämpfungsfahrzeuge;

(D) Kräne;

(E) Generatorfahrzeuge;

(F) fahrbare Gesteinsmühlen;

(G) Tagebaufahrzeuge;

(H) Rettungsfahrzeuge;

(I) Fahrzeuge für die Evakuierung von Opfern;

(J) Transportfahrzeuge;

(K) Ölbohrfahrzeuge;

(L) Fahrzeuge zur Beseitigung von Verschmutzungen durch Öl und chemische Produkte;

(M) Kettenfahrzeuge zum Eisbrechen;

(N) Fahrzeuge für Umweltaufgaben.

Die Vertragsstaaten können im Rahmen der Gemeinsamen Beratungsgruppe Änderungen dieser Liste spezifischer nichtmilitärischer Zwecke vornehmen. Solche Änderungen nach Artikel XVI Absatz 5 des Vertrags gelten als Verbesserungen der Funktionsfähigkeit und Wirksamkeit des Vertrags, geringfügige Angelegenheiten technischer Natur betreffend.

5. Bei Inkrafttreten des Vertrags notifiziert jeder Vertragsstaat allen anderen Vertragsstaaten die Anzahl der Kampfpanzer und gepanzerten Kampffahrzeuge, die er im Einklang mit dem Vertrag zu konvertieren beabsichtigt. Ein Vertragsstaat notifiziert allen anderen Vertragsstaaten im Einklang mit Abschnitt X Absatz 5 des Inspektionsprotokolls spätestens 15 Tage im voraus seine Absicht, Konversionen nach diesem Abschnitt durchzuführen. Diese Notifikation enthält die Anzahl und Typen der zu konvertierenden Fahrzeuge, die Daten für den Beginn und den Abschluß der Konversion sowie die Fahrzeuge

für spezifische nichtmilitärische Zwecke, die aus einer solchen Konversion hervorgehen werden.

6. Folgende Verfahren werden vor der Konversion von Kampfpanzern und gepanzerten Kampffahrzeugen an Reduzierungsstätten angewandt:

(A) Kampfpanzer:

(1) Entfernung der Spezialausrüstung vom Fahrgestell, einschließlich der abnehmbaren Ausrüstung, die den Betrieb von Bordwaffensystemen gewährleistet;

(2) Entfernung des Turms, falls vorhanden;

(3) Verschluß:

(a) entweder Verschweißen des Verschlußblocks mit dem Bodenstück an mindestens zwei Stellen;

(b) oder Zerschneiden mindestens einer Seite des Bodenstücks entlang der Längsachse der Öffnung, die den Verschlußblock aufnimmt;

(4) Zertrennen des Geschützrohrs in zwei Teile in einer Entfernung von höchstens 100 Millimetern vom Bodenstück;

(5) Zertrennen eines der beiden Schildzapfen und seines Lagers im Turm; und

(6) Herausschneiden und Entfernen eines Teils der Wannendeckenpanzerung von der Frontpanzerplatte an bis zur Mitte der Turmöffnung in der Wanne einschließlich der dazugehörigen Teile der Seitenpanzerung, und zwar in einer Höhe von mindestens 200 Millimeter und, bei Panzern der Typen T-64 und T-72, von mindestens 100 Millimetern, unterhalb der Wannendeckenpanzerung, sowie des dazugehörigen Teils der Frontpanzerplatte, die in derselben Höhe abgetrennt wird. Der abgetrennte Teil dieser Frontpanzerplatte besteht mindestens aus dem oberen Drittel;

(B) gepanzerte Kampffahrzeuge:

(1) Alle gepanzerten Kampffahrzeuge: Entfernung der Spezialausrüstung vom Fahrgestell, einschließlich der abnehmbaren Ausrüstung, die den Betrieb von Bordwaffensystemen gewährleistet;

(2) Fahrzeuge mit Heckantrieb: Herausschneiden und Entfernen eines Teils der Wannendeckenpanzerung von der Frontpanzerplatte an bis zur Trennwand des Motor- und Getrieberaums einschließlich der dazugehörigen Teile der Seiten- und Frontpanzerung in einer Höhe von mindestens 300 Millimetern unterhalb der Decke des hinteren Kampfraums;

(3) Fahrzeuge mit Frontantrieb: Herausschneiden und Entfernen eines Teils der Wannendeckenpanzerung von der Trennwand des Motor- und Getrieberaums bis zum hinteren Ende des Fahrzeugs einschließlich der dazugehörigen Teile der Seitenpanzerung in einer Höhe von mindestens 300 Millimetern unterhalb der Decke des hinteren Kampfraums;

(4) für Schützenpanzer und Kampffahrzeuge mit schwerer Bewaffnung gilt zusätzlich folgendes:

(a) Entfernung des Turms;

(b) Zertrennen eines der beiden Schildzapfen und seines Lagers im Turm;

(c) Verschluß:

(i) Verschweißen des Verschlußblocks mit dem Bodenstück an mindestens zwei Stellen;

(ii) Zerschneiden mindestens einer Seite des Bodenstücks entlang der Längsachse der Öffnung, die den Verschlußblock aufnimmt;

(iii) oder Zerschneiden des Verschlußgehäuses in zwei ungefähr gleichgroße Teile;

(d) Zertrennen des Geschützrohrs in zwei Teile in einer Entfernung von höchstens 100 Millimetern vom Bodenstück.

7. Kampfpanzer und gepanzerte Kampffahrzeuge, die nach Absatz 6 reduziert werden, unterliegen der Inspektion ohne Ablehnungsrecht im Einklang mit Abschnitt X des Inspektionsprotokolls. Kampfpanzer und gepanzerte Kampffahrzeuge gelten als reduziert, wenn die in Absatz 6 beschriebenen Verfahren abgeschlossen sind und eine Notifikation im Einklang mit Abschnitt X des Inspektionsprotokolls erfolgt ist.

8. Nach Absatz 7 reduzierte Fahrzeuge unterliegen so lange der Notifikation nach Abschnitt IV des Protokolls über Informationsaustausch, bis die endgültige Konversion für nichtmilitärische Zwecke abgeschlossen und eine Notifikation in Übereinstimmung mit Abschnitt X Absatz 12 des Inspektionsprotokolls erfolgt ist.

9. Fahrzeuge, die endgültig für nichtmilitärische Zwecke konvertiert werden, unterliegen ebenfalls der Inspektion im Einklang mit Abschnitt X des Inspektionsprotokolls, jedoch mit folgenden Änderungen:

(A) Der Prozeß der endgültigen Konversion an einer Reduzierungsstätte unterliegt nicht der Inspektion;

(B) alle anderen Vertragsstaaten haben das Recht, ohne Ablehnungsrecht, vollständig konvertierte Fahrzeuge zu inspizieren, nachdem der Vertragsstaat, der die endgültige Konversion durchführt, den Zeitpunkt notifiziert hat, zu welchem die Verfahren der endgültigen Konversion abgeschlossen sein werden.

10. Wird nach Abschluß der in Absatz 6 beschriebenen Verfahren in bezug auf ein beliebiges Fahrzeug beschlossen, mit der endgültigen Konversion nicht fortzufahren, so wird das Fahrzeug innerhalb der in Artikel VIII des Vertrags festgelegten Fristen für die Konversion in Übereinstimmung mit den einschlägigen Verfahren zerstört, die an anderer Stelle in diesem Protokoll niedergelegt sind.

ABSCHNITT IX VERFAHREN FÜR ZERSTÖRUNG DURCH UNFALL

1. Jeder Vertragsstaat hat das Recht, seine Reduzierungsverpflichtung in bezug auf jede Kategorie von durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen im Fall der Zerstörung durch Unfall um eine Zahl zu verringern, die höchstens 1,5 Prozent der Anteilshöchstgrenzen beträgt, die er bei Unterzeichnung des Vertrags für diese Kategorie notifiziert hat.

2. Ein durch den Vertrag begrenztes konventionelles Waffensystem oder Ausrüstungsstück gilt im Einklang mit Artikel VIII als reduziert, wenn der Unfall, durch den die Zerstörung eingetreten ist, allen anderen Vertragsstaaten innerhalb von sieben Tagen nach dessen Eintreten notifiziert wird. Die Notifikation enthält den Typ des zerstörten Gegenstands, den Tag des Unfalls, den ungefähren Unfallort und die Umstände im Zusammenhang mit dem Unfall.

3. Innerhalb von 90 Tagen nach der Notifikation übermittelt der eine solche Reduzierung geltend machende Vertragstaat allen anderen Vertragsstaaten in Übereinstimmung mit Artikel XVII des Vertrags beweiskräftige Unterlagen für die Zerstörung, z.B. einen Untersuchungsbericht. Im Fall von den Unfall betreffenden Unklarheiten gilt die Reduzierung erst als abgeschlossen, wenn diese Unklarheit endgültig ausgeräumt ist.

ABSCHNITT X VERFAHREN FÜR DIE REDUZIERUNG DURCH ORTSFESTE AUSSTELLUNG

1. Jeder Vertragsstaat hat das Recht, durch ortsfeste Ausstellung eine bestimmte Zahl durch den Vertrag begrenzter konventioneller Waffen und Ausrüstungen zu reduzieren.

2. Kein Vertragsstaat hat das Recht, mehr als ein Prozent oder acht Gegenstände - die größere Zahl ist maßgeblich - seiner Anteilshöchstgrenzen, die er bei Unterzeichnung des Vertrags für jede Kategorie der durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen gemeldet hat, durch ortsfeste Ausstellung zu reduzieren.

3. Ungeachtet der Absätze 1 und 2 hat jeder Vertragsstaat ferner das Recht, zwei Gegenstände jedes vorhandenen Typs durch den Vertrag begrenzter konventioneller Waffen und Ausrüstungen zum Zweck ortsfester Ausstellung in betriebsfähigem Zustand zu halten. Diese Waffen und Ausrüstungen werden in Museen oder an anderen vergleichbaren Orten ausgestellt.

4. Durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffen und Ausrüstungen, die vor der Unterzeichnung des Vertrags ortsfest oder in Museen ausgestellt waren, unterliegen nicht den zahlenmäßigen Begrenzungen nach dem Vertrag, einschließlich der in den Absätzen 2 und 3 festgelegten Begrenzungen.

5. Auf solche durch ortsfeste Ausstellung zu reduzierende Gegenstände sind an Reduzierungsstätten folgende Verfahren anzuwenden:

(A) in allen auszustellenden Gegenständen mit Eigenantrieb werden die Treibstofftanks für die Aufnahme von Treibstoff unbrauchbar gemacht, und

(1) Motoren und Getriebe werden entfernt und deren Aufhängung beschädigt, so daß diese Teile nicht wieder eingesetzt werden können, oder

(2) Motorräume werden mit Beton oder einem Polymerharz ausgegossen;

(B) bei allen auszustellenden Gegenständen mit einer Waffe des Kalibers 75 Millimeter oder mehr, die über integrierte Höhen- und Seitenrichtvorrichtungen verfügen, werden die Höhen- und Seitenrichtvorrichtungen verschweißt, so daß das Geschützrohr nicht mehr nach der Seite oder Höhe gerichtet werden kann. Darüber hinaus werden bei auszustellenden Gegenständen, die über Zahnstangen- oder Zahnringtriebe für das Richten nach der Seite oder Höhe verfügen, drei aufeinanderfolgende Getriebezähne von der Zahnstange oder dem Zahnring auf jeder Seite des Ritzels des Geschützrohrs abgeschnitten;

(C) bei allen auszustellenden, mit Waffensystemen ausgerüsteten Gegenständen, die nicht die in Buchstaben B genannten Kriterien erfüllen, werden das Rohr und das Gehäuse entweder mit Beton oder einem Polymerharz ausgegossen, und zwar von der Stirnseite des Verschlusses bis zu einem Punkt 100 Millimeter vor der Mündung.

ABSCHNITT XI VERFAHREN ZUR REDUZIERUNG DURCH DIE VERWENDUNG ALS BODENZIELE

1. Jeder Vertragsstaat hat das Recht, eine bestimmte Anzahl seiner Kampfpanzer, gepanzerten Kampffahrzeuge und Panzerartilleriewaffen durch die Verwendung als Bodenziele zu reduzieren.

2. Kein Vertragsstaat reduziert eine Anzahl Kampfpanzer und gepanzerter Kampffahrzeuge durch die Verwendung als Bodenziele, die 2,5 Prozent seiner bei Unterzeichnung des Vertrags nach Artikel VII des Vertrags notifizierten Anteilshöchstgrenzen in jeder dieser beiden Kategorien übersteigt. Außerdem hat kein Vertragsstaat das Recht, mehr als 50 Panzerartilleriewaffen durch die Verwendung als Bodenziele zu reduzieren.

3. Konventionelle Waffen und Ausrüstungen, die vor Unterzeichnung des Vertrags als Bodenziele in Gebrauch waren, unterliegen nicht den zahlenmäßigen Begrenzungen, die in den Artikeln IV, V oder VI festgelegt sind, einschließlich der zahlenmäßigen Begrenzungen, die in Absatz 2 festgelegt sind.

4. Auf solche durch die Verwendung als Bodenziele zu reduzierende Gegenstände sind an Reduzierungsstätten folgende Verfahren anzuwenden:

(A) Kampfpanzer und Panzerartilleriewaffen:

(1) Verschluß:

(a) entweder Verschweißen des Verschlußblocks mit dem Bodenstück an mindestens zwei Stellen;

(b) oder Zerschneiden mindestens einer Seite des Bodenstücks entlang der Längsachse der Öffnung, die den Verschlußblock aufnimmt;

(2) Zertrennen eines der beiden Schildzapfen und seines Lagers im Turm;

(3) Abtrennen von Abschnitten beider Seiten der Wanne, welche die Öffnungen für die Seitenvorgelege enthalten, durch senkrechte und waagerechte Schnitte in die Seitenplatten und diagonale Schnitte in die Deck- oder Bodenplatten und die Front- oder Heckplatten, so daß die Öffnungen für die Seitenvorgelege in den abgetrennten Teilen enthalten sind;

(B) gepanzerte Kampffahrzeuge:

(1) Verschluß:

(a) Verschweißen des Verschlußblocks mit dem Bodenstück an mindestens zwei Stellen;

(b) Zerschneiden mindestens einer Seite des Bodenstücks entlang der Längsachse der Öffnung, die den Verschlußblock aufnimmt;

(c) oder Zertrennen des Verschlußgehäuses in zwei ungefähr gleichgroße Teile.

(2) Zertrennen eines der beiden Schildzapfen und seines Lagers im Turm;

(3) gepanzerte Kettenkampffahrzeuge: Abtrennen von Abschnitten beider Seiten der Wanne, welche die Öffnungen für die Seitenvorgelege enthalten, durch senkrechte und waagerechte Schnitte in die Seitenplatten und diagonale Schnitte in die Deck- oder Bodenplatten und die Front- oder Heckplatten, so daß die Öffnungen für die Seitenvorgelege in den abgetrennten Teilen enthalten sind;

(4) gepanzerte Radkampffahrzeuge: Abtrennen von Abschnitten beider Seiten der Wanne, welche die Bereiche der Anbringung der Vorderradendantriebe enthalten, durch senkrechte, waagerechte und unregelmäßige Schnitte in die Seiten-, Front-, Deck- und Bodenplatten, so daß die Bereiche der Anbringung der Vorderradendantriebe in den abgetrennten Teilen in einem Abstand von mindestens 100 Millimetern von den Schnitten enthalten sind.

ABSCHNITT XII VERFAHREN ZUR REDUZIERUNG DURCH DIE VERWENDUNG ZU AUSBILDUNGSZWECKEN AM BODEN

1. Jeder Vertragsstaat hat das Recht, eine bestimmte Anzahl Kampfflugzeuge und Angriffshubschrauber durch die Verwendung zu Ausbildungszwecken am Boden zu reduzieren.

2. Kein Vertragsstaat reduziert eine Anzahl Kampfflugzeuge oder Angriffshubschrauber durch die Verwendung zu Ausbildungszwecken am Boden, die fünf Prozent seiner bei Unterzeichnung des Vertrags nach Artikel VII des Vertrags notifizierten Anteilshöchstgrenzen in jeder dieser beiden Kategorien übersteigt.

3. Durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffen und Ausrüstungen, die vor Unterzeichnung des Vertrags zu Ausbildungszwecken am Boden in Gebrauch waren, unterliegen nicht den zahlenmäßigen Begrenzungen, die in den Artikeln IV, V oder VI des Vertrags festgelegt sind, einschließlich der zahlenmäßigen Begrenzungen, die in Absatz 2 festgelegt sind.

4. Auf solche durch die Verwendung zu Ausbildungszwecken am Boden zu reduzierende Gegenstände sind an Reduzierungsstätten folgende Verfahren anzuwenden:

(A) Kampfflugzeuge:

(1) Zertrennen des Rumpfs in zwei Teile in dem Bereich, in dem die Tragflächen angebracht sind;

(2) Entfernung von Triebwerken, Unbrauchbarmachen von Triebwerkaufhängungspunkten sowie Ausgießen aller Treibstofftanks mit Beton oder erhärtenden Polymer- oder Harzmassen oder Entfernung der Treibstofftanks und Unbrauchbarmachen der Aufhängungspunkte für die Treibstofftanks; oder

(3) Entfernung aller inneren, äußeren und abnehmbaren Waffensysteme und Waffensystemausrüstungen, Entfernung der Heckflosse und Unbrauchbarmachen der Befestigungspunkte für die Heckflosse sowie Ausgießen aller Treibstofftanks bis auf einen mit Beton oder erhärtenden Polymer- oder Harzmassen;

(B) Angriffshubschrauber:

Abtrennen des Heckauslegers oder Heckteils vom Rumpf, so daß die Verbindungsstelle in dem abgetrennten Teil enthalten ist.

PROTOKOLL
ÜBER VERFAHREN ZUR KATEGORISIERUNG VON KAMPFHUBSCHRAUBERN UND ZUR REKATEGORISIERUNG VON MEHRZWECK-ANGRIFFSHUBSCHRAUBERN

Die Vertragsstaaten vereinbaren hiermit Verfahren und Bestimmungen zur Kategorisierung von Kampfhubschraubern und zur Rekategorisierung von Mehrzweck-Angriffshubschraubern, wie es in Artikel VIII des Vertrags vom 19. November 1990 über konventionelle Streitkräfte in Europa, im folgenden als Vertrag bezeichnet, vorgesehen ist.

ABSCHNITT I ALLGEMEINE ERFORDERNISSE FÜR DIE KATEGORISIERUNG VON KAMPFHUBSCHRAUBERN

1. Kampfhubschrauber werden als Spezial-Angriffshubschrauber, Mehrzweck-Angriffshubschrauber oder Kampfunterstützungshubschrauber kategorisiert und im Protokoll über vorhandene Typen als solche aufgeführt.

2. Alle Modelle oder Versionen eines Spezial-Angriffshubschraubertyps werden als Spezial-Angriffshubschrauber kategorisiert.

3. Ungeachtet des Absatzes 2 und als einzige Ausnahme von dieser Bestimmung darf die Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken eine Gesamtzahl von bis zu 100 Hubschraubern der Typen Mi-24R und Mi-24K behalten, die für Aufklärung, Zielidentifikation oder die Entnahme von chemischen/biologischen/radiologischen Proben ausgerüstet sind; diese Hubschrauber unterliegen nicht den Begrenzungen für Angriffshubschrauber nach den Artikeln IV und VI des Vertrags. Diese Hubschrauber unterliegen dem Informationsaustausch im Einklang mit dem Protokoll über Informationsaustausch und der internen Inspektion in Übereinstimmung mit Abschnitt VI Absatz 30 des Inspektionsprotokolls. Mi-24R- und Mi-24K-Hubschrauber über diese Gesamtzahl hinaus werden ungeachtet dessen, wie sie ausgerüstet sind, als Spezial-Angriffshubschrauber kategorisiert und auf die Begrenzungen für Angriffshubschrauber nach den Artikeln IV und VI des Vertrags angerechnet.

4. Jeder Vertragsstaat, der sowohl über Kampfunterstützungs- als auch Mehrzweck-Angriffsmodelle oder -versionen eines Hubschraubertyps verfügt, kategorisiert alle Hubschrauber, die eines der in Abschnitt III Absatz 1 aufgeführten Merkmale aufweisen, als Angriffshubschrauber, und hat das Recht, alle Hubschrauber, die keines der in Abschnitt III Absatz 1 aufgeführten Merkmale aufweisen, als Kampfunterstützungshubschrauber zu kategorisieren.

5. Jeder Vertragsstaat, der nur über Kampfunterstützungsmodelle oder -versionen eines Hubschraubertyps verfügt, der sowohl in der Liste der Mehrzweck-Angriffshubschrauber als auch der Liste der Kampfunterstützungshubschrauber im Protokoll über vorhandene Typen aufgeführt ist, hat das Recht, diese Hubschrauber als Kampfunterstützungshubschrauber zu kategorisieren.

ABSCHNITT II ALLGEMEINE ERFORDERNISSE FÜR DIE REKATEGORISIERUNG

1. Es kommen nur Kampfhubschrauber für die Rekategorisierung als Kampfunterstützungshubschrauber in Frage, die als Mehrzweck-Angriffshubschrauber im Einklang mit den Kategorisierungserfordernissen nach diesem Protokoll kategorisiert sind.

2. Jeder Vertragsstaat hat das Recht, einzelne Mehrzweck-Angriffshubschrauber, die über eines der in Abschnitt III Absatz 1 aufgeführten Merkmale verfügen, nur durch Konversion und Zertifikation zu rekategorisieren. Jeder Vertragsstaat hat das Recht, einzelne Mehrzweck-Angriffshubschrauber, die über keines der in Abschnitt III Absatz 1 aufgeführten Merkmale verfügen, durch bloße Zertifikation zu rekategorisieren.

3. Jeder Vertragsstaat wendet die ihm erforderlich erscheinenden technischen Mittel zur Durchführung der in Abschnitt III niedergelegten Konversionsverfahren an.

4. Jeder dem Rekategorisierungsverfahren unterliegende Kampfhubschrauber muß die Originalseriennummer des Herstellers in einem Haupttragteil der Zelle eingestanzt haben.

ABSCHNITT III VERFAHREN FÜR DIE KONVERSION

1. Zur Konversion anstehende Mehrzweck-Angriffshubschrauber werden durch die Entfernung folgender Komponenten außerstande gesetzt, weiterhin Lenkwaffen einzusetzen:

(A) Vorrichtungen, die speziell für die Anbringung von Lenkwaffen vorgesehen sind, z.B. spezielle Befestigungspunkte oder Abschußvorrichtungen. Alle speziellen Befestigungspunkte, die fest mit dem Hubschrauber verbunden sind, sowie alle Spezialelemente von allgemeinen Befestigungspunkten, die ausschließlich für Lenkwaffen konzipiert sind, sind für den weiteren Einsatz von Lenkwaffen unbrauchbar zu machen;

(B) alle integrierten Feuerleit- und Zielsysteme für Lenkwaffen einschließlich Verkabelung.

2. Ein Vertragsstaat übermittelt allen anderen Vertragsstaaten folgende Informationen, und zwar entweder spätestens 42 Tage vor der Konversion des ersten Hubschraubers eines Typs oder bei Inkrafttreten des Vertrags für den Fall, daß ein Vertragsstaat sowohl Mehrzweck-Angriffshubschrauber als auch Kampfunterstützungshubschrauber des gleichen Typs meldet:

(A) ein Übersichtsblockdiagramm, auf dem alle wichtigen Komponenten der integrierten Feuerleit- und Zielsysteme für Lenkwaffen sowie Komponenten von Ausrüstung, die speziell für die Anbringung von Lenkwaffen vorgesehen ist, zu sehen sind, und aus dem die wesentlichen Funktionen der beschriebenen Komponenten und deren funktionelle Verbindung zueinander hervorgehen;

(B) eine allgemeine Beschreibung des Konversionsprozesses einschließlich einer Liste der zu entfernenden Komponenten;

(C) eine Fotografie jeder zu entfernenden Komponente, die deren Stelle im Hubschrauber vor der Entfernung zeigt, sowie eine Fotografie derselben Stelle nach Entfernung der betreffenden Komponente.

ABSCHNITT IV VERFAHREN FÜR DIE ZERTIFIKATION

1. Jeder Vertragsstaat, der Mehrzweck-Angriffshubschrauber rekategorisiert, wendet folgende Zertifikationsverfahren an, damit sichergestellt wird, daß solche Hubschrauber keines der in Abschnitt III Absatz 1 aufgeführten Merkmale aufweisen.

2. Jeder Vertragsstaat notifiziert allen anderen Vertragsstaaten im Einklang mit dem Protokoll über Informationsaustausch und Abschnitt IX Absatz 3 des Inspektionsprotokolls jede Zertifikation.

3. Jeder Vertragsstaat hat das Recht, die Zertifikation von Hubschraubern im Einklang mit Abschnitt IX des Inspektionsprotokolls zu inspizieren.

4. Der Rekategorisierungsprozeß gilt als beendet, wenn der Zertifikationsprozeß nach diesem Abschnitt abgeschlossen ist, unabhängig davon, ob Vertragsstaaten von den in Absatz 3 dieses Abschnitts und in Abschnitt IX des Inspektionsprotokolls beschriebenen Rechten zur Inspektion von Zertifikationen Gebrauch machen oder nicht, vorausgesetzt, daß innerhalb von 30 Tagen nach Eingang der nach Absatz 5 übermittelten Notifikation über den Abschluß der Zertifikation und Rekategorisierung kein Vertragsstaat allen anderen Vertragsstaaten mitgeteilt hat, daß in bezug auf den Zertifikations- und Rekategorisierungsprozeß seines Erachtens eine Unklarheit bestehe. Wird eine Unklarheit geltend gemacht, so gilt die Rekategorisierung erst als abgeschlossen, wenn diese Unklarheit ausgeräumt ist.

5. Der die Zertifikation durchführende Vertragsstaat notifiziert allen anderen Vertragsstaaten im Einklang mit Abschnitt IX des Inspektionsprotokolls den Abschluß der Zertifikation und Rekategorisierung.

6. Die Zertifikation wird innerhalb des Anwendungsgebiets durchgeführt. Vertragsstaaten, die der gleichen Gruppe von Vertragsstaaten angehören, haben das Recht, Orte für die Zertifikation gemeinsam zu nutzen.

ABSCHNITT V VERFAHREN FÜR INFORMATIONSAUSTAUSCH UND VERIFIKATION

Alle Kampfhubschrauber im Anwendungsgebiet unterliegen dem Informationsaustausch im Einklang mit dem Protokoll über Informationsaustausch sowie der Verifikation, einschließlich Inspektionen, in Übereinstimmung mit dem Inspektionsprotokoll.

PROTOKOLL
ÜBER NOTIFIKATIONEN UND INFORMATIONSAUSTAUSCH

Die Vertragsstaaten vereinbaren hiermit Verfahren und Bestimmungen für Notifikationen und den Austausch von Informationen, wie es in Artikel XIII des Vertrags vom 19. November 1990 über konventionelle Streitkräfte in Europa, im folgenden als Vertrag bezeichnet, vorgesehen ist.

ABSCHNITT I INFORMATIONEN ÜBER DIE GLIEDERUNG DER LANDSTREITKRÄFTE UND DER LUFTSTREITKRÄFTE SOWIE DER FLIEGENDEN LUFTVERTEIDIGUNGSKRÄFTE JEDES VERTRAGSSTAATS IM ANWENDUNGSGEBIET

Jeder Vertragsstaat übermittelt allen anderen Vertragsstaaten folgende Informationen über die Gliederung seiner Landstreitkräfte und Luftstreitkräfte sowie der fliegenden Luftverteidigungskräfte innerhalb des Anwendungsgebiets:

(A) Die Kommandostruktur seiner Landstreitkräfte unter genauer Angabe der Bezeichnung und Unterstellungsverhältnisse aller Kampf-, Kampfunterstützungs- und Führungs- und Logistiktruppenteile auf allen Führungsebenen bis hinunter zur Führungsebene Brigade/Regiment oder deren Entsprechungen, einschließlich Luftverteidigungstruppenteilen und unterstellten Truppenteilen auf der Ebene des Militärbezirks oder darunter sowie deren Entsprechungen. Es werden auch selbständige Truppenteile auf der Führungsebene unterhalb der Führungsebene Brigade/Regiment angegeben, die Truppenteilen direkt unterstellt sind, welche einer höheren als der Führungsebene Brigade/Regiment angehören (d.h. selbständige Bataillone), wobei der Truppenteil genannt wird, dem solche Truppenteile unterstellt sind;

(B) die Kommandostruktur seiner Luftstreitkräfte und fliegenden Luftverteidigungskräfte unter genauer Angabe der Bezeichnung und Unterstellungsverhältnisse der Truppenteile auf jeder Führungsebene bis hinunter zur Führungsebene Geschwader/Fliegerregiment oder deren Entsprechungen. Es werden auch selbständige Truppenteile auf der Führungsebene unterhalb der Führungsebene Geschwader/Fliegerregiment angegeben, die Truppenteilen direkt unterstellt sind, welche einer höheren als der Führungsebene Geschwader/Fliegerregiment angehören (d.h. selbständige Staffeln), wobei der Truppenteil genannt wird, dem solche Truppenteile unterstellt sind.

ABSCHNITT II INFORMATIONEN ÜBER DIE GESAMTBESTÄNDE IN JEDER KATEGORIE VON DURCH DEN VERTRAG BEGRENZTEN KONVENTIONELLEN WAFFEN UND AUSRÜSTUNGEN

Jeder Vertragsstaat übermittelt den anderen Vertragsstaaten folgende Informationen:

(A) Die Gesamtzahl und die nach Typen aufgeschlüsselte Zahl seiner Bestände in jeder Kategorie von durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen; und

(B) die Gesamtzahl und die nach Typen aufgeschlüsselte Zahl seiner Bestände an durch den Vertrag begrenzten Kampfpanzern, gepanzerten Kampffahrzeugen und Artilleriewaffen in jedem der in den Artikeln IV und V des Vertrags beschriebenen Gebiete.

ABSCHNITT III INFORMATIONEN ÜBER DIE DISLOZIERUNG, DIE ANZAHL UND DIE TYPEN DER KONVENTIONELLEN WAFFEN UND AUSRÜSTUNGEN, DIE BEI DEN KONVENTIONELLEN STREITKRÄFTEN DER VERTRAGSSTAATEN IN DIENST GESTELLT SIND

1. Für jeden seiner nach Abschnitt I Absatz 1 Buchstaben A und B notifizierten Truppenteile sowie gesondert dislozierte Bataillone/Staffeln oder deren Entsprechungen, die diesen Truppenteilen unterstellt sind, übermittelt jeder Vertragsstaat allen anderen Vertragsstaaten folgende Informationen:

(A) Die Bezeichnung und den normalen friedensmäßigen Dislozierungsort seiner Truppenteile, an dem durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffen und Ausrüstungen in den folgenden Kategorien vorhanden sind, einschließlich der Stäbe, unter Angabe der geographischen Ortsbezeichnung und Koordinaten:

(1) Kampfpanzer;

(2) gepanzerte Kampffahrzeuge;

(3) Artilleriewaffen;

(4) Kampfflugzeuge;

(5) Angriffshubschrauber;

(B) die Bestände an in Buchstabe A aufgeführten konventionellen Waffen und Ausrüstungen nach Anzahl (nach Typ im Fall von Truppenteilen auf der Führungsebene Division oder deren Entsprechung und darunter) in seinen in Buchstabe A notifizierten Truppenteilen sowie deren:

(1) Kampfunterstützungshubschrauber;

(2) unbewaffnete Transporthubschrauber;

(3) Brückenlegepanzer unter Angabe derjenigen, die sich in aktiven Truppenteilen befinden;

(4) SPz-ähnliche Fahrzeuge;

(5) gepanzerte MTW-ähnliche Fahrzeuge;

(6) primäre Schulflugzeuge;

(7) reklassifizierte kampffähige Schulflugzeuge;

(8) Hubschrauber Mi-24R und 24-K, soweit sie nicht den zahlenmäßigen Begrenzungen nach Artikel IV Absatz 1 und Artikel VI des Vertrags unterliegen[1];

(C) die Bezeichnung und den normalen friedensmäßigen Dislozierungsort von anderen als den in Buchstabe A notifizierten Truppenteilen, an dem folgende in Artikel II des Vertrags definierte, im Protokoll über vorhandene Typen genannte oder im Protokoll über die Reklassifizierung von Flugzeugen aufgeführte Kategorien von konventionellen Waffen und Ausrüstungen vorhanden sind, einschließlich der Stäbe, unter Angabe der geographischen Ortsbezeichnung und Koordinaten:

(1) Kampfunterstützungshubschrauber;

(2) unbewaffnete Transporthubschrauber;

(3) Brückenlegepanzer;

(4) SPz-ähnliche Fahrzeuge;

(5) gepanzerte MTW-ähnliche Fahrzeuge;

(6) primäre Schulflugzeuge;

(7) reklassifizierte kampffähige Schulflugzeuge;

(8) Hubschrauber Mi-24R und Mi-24K, soweit sie nicht den zahlenmäßigen Begrenzungen nach Artikel IV Absatz 1 und Artikel VI des Vertrags unterliegen[1];

(D) die Bestände seiner in Buchstabe C notifizierten Truppenteile nach Anzahl (nach Typ im Fall von Truppenteilen auf der Führungsebene Division oder deren Entsprechung und darunter) in jeder der genannten Kategorien und im Fall von Brückenlegepanzern die Anzahl, die sich in aktiven Truppenteilen befindet.

---

[1] Im Einklang mit Abschnitt I Absatz 3 des Protokolls über die Rekategorisierung von Hubschraubern

2. Jeder Vertragsstaat übermittelt den anderen Vertragsstaaten Informationen über seine konventionellen Waffen und Ausrüstungen, die bei seinen konventionellen Streitkräften in Dienst gestellt sind, sich jedoch nicht im Besitz seiner Landstreitkräfte oder Luftstreitkräfte oder fliegenden Luftverteidigungskräfte befinden, unter Angabe:

(A) der Bezeichnung und des normalen friedensmäßigen Dislozierungsorts seiner Truppenteile bis hinunter zur Führungsebene Brigade/Regiment, Geschwader/Fliegerregiment oder deren Entsprechung sowie der Truppenteile auf der Führungsebene unterhalb der Führungsebene Brigade/Regiment, Geschwader/Fliegerregiment, die gesondert disloziert oder selbständig sind (d.h. Bataillone/Staffeln oder deren Entsprechung), an dem sich durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffen und Ausrüstungen in den folgenden Kategorien befinden, einschließlich der Stäbe, unter Angabe der geographischen Ortsbezeichnung und Koordinaten:

(1) Kampfpanzer;

(2) gepanzerte Kampffahrzeuge;

(3) Artilleriewaffen;

(4) Kampfflugzeuge;

(5) Angriffshubschrauber; und

(B) die Bestände an in Buchstabe A aufgeführten konventionellen Waffen und Ausrüstungen nach Anzahl (nach Typ im Fall von Truppenteilen auf der Führungsebene Division oder deren Entsprechung und darunter) in seinen in Buchstabe A notifizierten Truppenteilen sowie deren:

(1) Kampfunterstützungshubschrauber;

(2) unbewaffnete Transporthubschrauber;

(3) Brückenlegepanzer unter Angabe derjenigen, die sich in aktiven Truppenteilen befinden;

(4) SPz-ähnliche Fahrzeuge;

(5) gepanzerte MTW-ähnliche Fahrzeuge;

(6) primäre Schulflugzeuge;

(7) reklassifizierte kampffähige Schulflugzeuge;

(8) Hubschrauber Mi-24R und 24K, soweit sie nicht den zahlenmäßigen Begrenzungen nach Artikel IV Absatz 1 und Artikel VI des Vertrags unterliegen[1].

3. Jeder Vertragsstaat übermittelt den anderen Vertragsstaaten folgende Informationen:

(A) die Lage seiner ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätten unter Angabe der geographischen Ortsbezeichnung und Koordinaten, sowie Anzahl und Typen der in Absatz 1 Buchstaben A und B aufgeführten Kategorien konventioneller Waffen und Ausrüstungen, die sich in solchen Stätten befinden;

(B) die Lage seiner militärischen Lagerungsstätten, die nicht organisch zu Truppenteilen gehören, welche als Verifikationsobjekte ausgewiesen sind, seiner selbständigen Instandsetzungs- und Instandhaltungstruppenteile, seiner militärischen Ausbildungseinrichtungen und seiner Militärflugplätze unter Angabe der geographischen Ortsbezeichnung und Koordinaten, an denen konventionelle Waffen und Ausrüstungen der in Absatz 1 Buchstaben A und B aufgeführten Kategorien ständig oder routinemäßig vorhanden sind, wobei die Bestände in jeder Kategorie an solchen Örtlichkeiten nach Typen aufzuschlüsseln sind; und

(C) die Lage seiner Stätten, an denen die Reduzierung von durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen nach dem Reduzierungsprotokoll stattfinden wird, unter Angabe der geographischen Ortsbezeichnung und Koordinaten, die nach Typen aufgeschlüsselten Bestände in jeder Kategorie von durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen, die zur Reduzierung an solchen Stätten anstehen, unter Hinweis darauf, daß es sich um eine Reduzierungsstätte handelt;

ABSCHNITT IV INFORMATIONEN ÜBER DIE DISLOZIERUNG UND DIE ANZAHL DER KAMPFPANZER, GEPANZERTEN KAMPFFAHRZEUGE, ARTILLERIEWAFFEN, ANGRIFFSHUBSCHRAUBER UND KAMPFFLUGZEUGE IM HOHEITSGEBIET DER VERTRAGSSTAATEN IM ANWENDUNGSGEBIET, DIE BEI IHREN KONVENTIONELLEN STREITKRÄFTEN NICHT IN DIENST GESTELLT SIND

1. Jeder Vertragsstaat übermittelt allen anderen Vertragsstaaten Informationen über die Dislozierung und die Anzahl seiner Kampfpanzer, gepanzerten Kampffahrzeuge, Artilleriewaffen, Angriffshubschrauber und Kampfflugzeuge im Anwendungsgebiet, die bei seinen konventionellen Streitkräften nicht in Dienst gestellt sind, jedoch von militärischer Bedeutung sein können.

[1] Im Einklang mit Abschnitt I Absatz 3 des Protokolls über die Rekategorisierung von Hubschraubern

(A) Jeder Vertragsstaat übermittelt daher folgende Informationen:

(1) in bezug auf seine Kampfpanzer, Artilleriewaffen, Kampfflugzeuge und Spezial-Angriffshubschrauber sowie in bezug auf seine in Artikel XII des Vertrags genannten Schützenpanzer, die zu Gliederungen bis hinunter zur Führungsebene des selbständigen oder gesondert dislozierten Bataillons oder deren Entsprechung gehören, welche ihrer Aufgabe und Struktur nach in Friedenszeiten Funktionen der inneren Sicherheit wahrnehmen, den Dislozierungsort, einschließlich der geographischen Ortsbezeichnung und Koordinaten, der Stätten, an denen solche Waffen und Ausrüstungen vorhanden sind, sowie Anzahl und Typen der konventionellen Waffen und Ausrüstungen in diesen Kategorien, die zu solchen Gliederungen gehören;

(2) in bezug auf seine gepanzerten Mannschaftstransportwagen, Kampffahrzeuge mit schwerer Bewaffnung und Mehrzweck-Angriffshubschrauber, die zu Gliederungen gehören, welche ihrer Aufgabe und Struktur nach in Friedenszeiten Funktionen der inneren Sicherheit wahrnehmen, die Gesamtzahl in jeder Kategorie solcher Waffen und Ausrüstungen in jeder Verwaltungsregion oder -abteilung;

(3) in bezug auf seine Kampfpanzer, gepanzerten Kampffahrzeuge, Artilleriewaffen, Angriffshubschrauber und Kampfflugzeuge, die zur weiteren Verwertung anstehen, nachdem sie nach Artikel IX des Vertrags außer Dienst gestellt wurden, die Lage, einschließlich der geographischen Ortsbezeichnung und Koordinaten der Stätten, in denen solche Waffen und Ausrüstungen vorhanden sind, sowie die Anzahl und die Typen in jeder Stätte;

(4) in bezug auf Kampfpanzer, gepanzerte Kampffahrzeuge, Artilleriewaffen, Kampfflugzeuge und Angriffshubschrauber notifiziert jeder Vertragsstaat allen anderen Vertragsstaaten nach Inkrafttreten des Vertrags und gleichzeitig mit dem jährlichen Informationsaustausch nach Abschnitt VII Absatz 1 Buchstabe C die bestimmbare Lage jeder Stätte, an der sich normalerweise mehr als insgesamt 15 Kampfpanzer, gepanzerte Kampffahrzeuge und Artilleriewaffen oder mehr als fünf Kampfflugzeuge oder mehr als zehn Angriffshubschrauber befinden, die nach Artikel III Absatz 1 Buchstabe E des Vertrags zur Ausfuhr oder Wiederausfuhr bereitstehen oder überholt werden und sich vorübergehend im Anwendungsgebiet befinden. Jeder Vertragsstaat übermittelt allen anderen Vertragsstaaten nach Inkrafttreten des Vertrags und gleichzeitig mit dem jährlichen Informationsaustausch nach Abschnitt VII Absatz 1 Buchstabe C die Anzahl dieser Kampfpanzer, gepanzerten Kampffahrzeuge, Artilleriewaffen, Kampfflugzeuge und Angriffshubschrauber. Die Vertragsstaaten vereinbaren im Rahmen der Gemeinsamen Beratungsgruppe die Form, in der die Zahlen nach dieser Bestimmung übermittelt werden;

(5) in bezug auf seine Kampfpanzer und gepanzerten Kampffahrzeuge, die nach dem Reduzierungsprotokoll reduziert wurden und nach Abschnitt III des Reduzierungsprotokolls zur Konversion anstehen, die Lage - unter

Angabe der geographischen Ortsbezeichnung und Koordinaten - jeder Stätte, in der solche Waffen und Ausrüstungen vorhanden sind und die Anzahl und Typen in jeder Stätte;

(6) in bezug auf seine Kampfpanzer, gepanzerten Kampffahrzeuge, Artilleriewaffen, Kampfflugzeuge und Angriffshubschrauber, die nach Artikel III Absatz 1 Buchstabe B des Vertrags ausschließlich für Forschungs- und Entwicklungszwecke genutzt werden, notifiziert jeder Vertragsstaat allen anderen Vertragsstaaten nach Inkrafttreten des Vertrags und gleichzeitig mit dem jährlichen Informationsaustausch nach Abschnitt VII Absatz 1 Buchstabe C die Gesamtzahl dieser konventionellen Waffen und Ausrüstungen in jeder Kategorie.

ABSCHNITT V INFORMATIONEN ÜBER VERIFIKATIONSOBJEKTE UND GEMELDETE INSPEKTIONSSTÄTTEN

1. Jeder Vertragsstaat übermittelt allen anderen Vertragsstaaten Informationen, in denen er seine Verifikationsobjekte benennt, einschließlich der Gesamtzahl und der Bezeichnung aller Verifikationsobjekte, und in denen er seine gemeldeten Inspektionsstätten auflistet, wie sie in Abschnitt I des Inspektionsprotokolls definiert sind, wobei folgende Einzelheiten über jede Stätte mitzuteilen sind:

(A) Bezeichnung und Lage der Stätte einschließlich der geographischen Ortsbezeichnung und Koordinaten;

(B) die Bezeichnung aller in Abschnitt I Absatz 1 Buchstabe J des Inspektionsprotokolls definierten Verifikationsobjekte in dieser Stätte, wobei Einvernehmen besteht, daß unterstellte Teile auf der nächsten Führungsebene unterhalb der Führungsebene Brigade/Regiment, Geschwader/Fliegerregiment, die nahe beieinander oder nahe bei dem Stab liegen, der diesen Teilen unmittelbar übergeordnet ist, als nicht gesondert disloziert angesehen werden können, wenn die Entfernung dieser gesondert dislozierten Bataillone/
Staffeln voneinander oder von ihrem Stab nicht mehr als 15 Kilometer beträgt;

(C) die nach Typen aufgeschlüsselte Gesamtzahl der in dieser Stätte und bei jedem Verifikationsobjekt vorhandenen konventionellen Waffen und Ausrüstungen in jeder in Abschnitt III genannten Kategorie, sowie die zu einem an einer anderen gemeldeten Inspektionsstätte dislozierten Verifikationsobjekt gehörenden konventionellen Waffen und Ausrüstungen, unter Angabe der Bezeichnung jedes dieser Verifikationsobjekte;

(D) zusätzlich für jede dieser gemeldeten Inspektionsstätten die Anzahl der bei seinen konventionellen Streitkräften nicht in Dienst gestellten konventionellen Waffen und Ausrüstungen, unter Angabe der

(1) nach Artikel IX des Vertrags zur Verwertung anstehenden und außer Dienst gestellten oder nach dem Reduzierungsprotokoll reduzierten und zur Konversion anstehenden Kampfpanzer, gepanzerten Kampffahrzeuge, Artilleriewaffen, Kampfflugzeuge und Angriffshubschrauber;

(2) Kampfpanzer, gepanzerten Kampffahrzeuge, Artilleriewaffen, Kampfflugzeuge und Angriffshubschrauber, die zu Gliederungen gehören, welche ihrer Aufgabe und Struktur nach in Friedenszeiten Funktionen der inneren Sicherheit wahrnehmen;

(E) gemeldete Inspektionsstätten, an denen sich Kampfpanzer, gepanzerte Kampffahrzeuge, Artilleriewaffen, Kampfflugzeuge oder Angriffshubschrauber befinden, die für die Ausfuhr oder Wiederausfuhr bereitstehen oder überholt werden und vorübergehend im Anwendungsgebiet vorhanden sind oder die ausschließlich für Forschungs- und Entwicklungszwecke genutzt werden, werden als solche ausgewiesen, und die Gesamtzahl in jeder Kategorie an dieser Stätte wird mitgeteilt;

(F) der/die jeder gemeldeten Inspektionsstätte zugeordnete(n) Einreise-/Ausreiseort(e), einschließlich geographischer Ortsbezeichnung und Koordinaten.

ABSCHNITT VI INFORMATIONEN ÜBER DIE LAGE VON STÄTTEN, AUS DENEN KONVENTIONELLE WAFFEN UND AUSRÜSTUNGEN ABGEZOGEN WURDEN

Jeder Vertragsstaat übermittelt allen anderen Vertragsstaaten gleichzeitig mit dem jährlichen Informationsaustausch nach Abschnitt VII Absatz 1 Buchstabe C dieses Protokolls Informationen über die Lage von Inspektionsstätten, die zuvor als gemeldete Inspektionsstätten notifiziert wurden und aus denen alle konventionellen Waffen und Ausrüstungen in den in Abschnitt III Absatz 1 aufgeführten Kategorien seit der Unterzeichnung des Vertrags abgezogen wurden, wenn solche Stätten auch weiterhin von den konventionellen Streitkräften dieses Vertragsstaats genutzt werden. Die Lage dieser Stätten wird für die Dauer von drei Jahren nach einem solchen Abzug notifiziert.

ABSCHNITT VII ZEITPLAN FÜR DIE ÜBERMITTLUNG VON INFORMATIONEN NACH DEN ABSCHNITTEN I BIS V

1. Jeder Vertragsstaat übermittelt allen anderen Vertragsstaaten die Informationen nach den Abschnitten I bis V wie folgt:

(A) bei Unterzeichnung des Vertrags Informationen gültig zu diesem Stichtag; ferner übermittelt jeder Vertragsstaat spätestens 90 Tage nach Unterzeichnung des Vertrags im Rahmen der Gemeinsamen Beratungsgruppe gegebenenfalls erforderliche Berichtigungen seiner nach den Abschnitten III, IV und V übermittelten Informationen. Solche Berichtigungen gelten als am Tag der Unterzeichnung des Vertrags übermittelt und zu diesem Stichtag gültig;

(B) dreißig Tage nach Inkrafttreten des Vertrags Informationen gültig zu diesem Stichtag;

(C) am 15. Dezember des Jahres, in dem der Vertrag in Kraft tritt (sofern das Inkrafttreten nicht innerhalb von 60 Tagen vor dem 15. Dezember erfolgt)

und danach am 15. Dezember jedes Jahres Informationen gültig zum Stichtag 1. Januar des darauffolgenden Jahres;

(D) nach Abschluß der in Artikel VIII des Vertrags genannten 40monatigen Reduzierungsphase Informationen gültig zu diesem Stichtag.

ABSCHNITT VIII INFORMATIONEN ÜBER VERÄNDERUNGEN DER GLIEDERUNG ODER DER BESTÄNDE DER STREITKRÄFTE

Jeder Vertragsstaat notifiziert allen anderen Vertragsstaaten:

(A) Jede auf Dauer angelegte Veränderung in der nach Abschnitt I notifizierten Gliederung seiner konventionellen Streitkräfte im Anwendungsgebiet, und zwar mindestens 42 Tage vor Eintreten dieser Veränderung;

(B) seit dem letzten jährlichen Informationsaustausch eingetretene Veränderungen um zehn Prozent oder mehr in einer der Kategorien der durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen, die einem seiner Kampf-, Kampfunterstützungs- oder Führungs- und Logistiktruppenteile zugeordnet sind, bis hinunter zur Ebene Brigade/Regiment, Geschwader/ Fliegerregiment, unabhängige(s) oder gesondert dislozierte(s) Bataillon/ Staffel oder deren Entsprechung, wie in Abschnitt III Absatz 1 Buchstaben A und B und Absatz 2 Buchstaben A und B notifiziert. Solche Notifikationen erfolgen spätestens fünf Tage nach Eintreten der Veränderungen und geben Aufschluß über die tatsächlichen Bestände nach den notifizierten Veränderungen.

ABSCHNITT IX INFORMATIONEN ÜBER DIE INDIENSTSTELLUNG UND DEN ABZUG VON DURCH DEN VERTRAG BEGRENZTEN KONVENTIONELLEN WAFFEN UND AUSRÜSTUNGEN BEI DEN KONVENTIONELLEN STREITKRÄFTEN EINES VERTRAGSSTAATS

1. Jeder Vertragsstaat übermittelt allen anderen Vertragsstaaten nach Inkrafttreten des Vertrags und gleichzeitig mit dem jährlichen Informationsaustausch nach Abschnitt VII Absatz 1 Buchstabe C:

(A) Zusammengefaßte Informationen über die Anzahl und Typen der durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen, die während des zuletzt abgelaufenen Zeitraums von zwölf Monaten bei seinen konventionellen Streitkräften innerhalb des Anwendungsgebiets in Dienst gestellt wurden;

(B) zusammengefaßte Informationen über die Anzahl und Typen der durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen, die während des zuletzt abgelaufenen Zeitraums von zwölf Monaten bei seinen konventionellen Streitkräften innerhalb des Anwendungsgebiets abgezogen wurden.

ABSCHNITT X INFORMATIONEN ÜBER DAS VERBRINGEN IN DAS ANWENDUNGSGEBIET UND AUS DEM ANWENDUNGSGEBIET VON DURCH DEN VERTRAG BEGRENZTEN KONVENTIONELLEN WAFFEN UND AUSRÜSTUNGEN, DIE BEI DEN STREITKRÄFTEN DER VERTRAGSSTAATEN IN DIENST GESTELLT SIND

1. Jeder Vertragsstaat übermittelt allen anderen Vertragsstaaten nach Inkrafttreten des Vertrags und gleichzeitig mit dem jährlichen Informationsaustausch, wie in Abschnitt VII Absatz 1 Buchstabe C festgelegt:

(A) Zusammengefaßte Informationen über Anzahl und Typen jeder Kategorie der durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen, die bei seinen konventionellen Streitkräften in Dienst gestellt sind und während der letzten zwölf Monate ins Anwendungsgebiet verbracht wurden, sowie darüber, ob irgendwelche dieser Waffen und Ausrüstungen als Truppenteil gegliedert waren;

(B) zusammengefaßte Informationen über Anzahl und Typen jeder Kategorie von durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen, die bei seinen konventionellen Streitkräften in Dienst gestellt sind und während der letzten zwölf Monate aus dem Anwendungsgebiet verbracht wurden und außerhalb davon verblieben sind, sowie den letzten gemeldeten Dislozierungsort solcher konventionellen Waffen und Ausrüstungen innerhalb des Anwendungsgebiets;

(C) nicht der Meldepflicht nach diesem Abschnitt unterliegen durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffen und Ausrüstungen, die bei den konventionellen Streitkräften der Vertragsstaaten innerhalb des Anwendungsgebiets in Dienst gestellt sind und innerhalb von sieben Tagen, darunter für Zwecke der Ausbildung sowie für militärische Aktivitäten, aus dem Anwendungsgebiet verbracht und wieder dorthin zurückgeführt werden.

ABSCHNITT XI KONVENTIONELLE WAFFEN UND AUSRÜSTUNGEN, DIE DURCH DAS ANWENDUNGSGEBIET HINDURCH BEFÖRDERT WERDEN

1. Dieses Protokoll gilt nicht für konventionelle Waffen und Ausrüstungen, die von einem Ort außerhalb des Anwendungsgebiets zu einem endgültigen Zielort außerhalb des Anwendungsgebiets durch das Anwendungsgebiet hindurch befördert werden. Konventionelle Waffen und Ausrüstungen in den in Abschnitt III aufgeführten Kategorien, die zu Transitzwecken in das Anwendungsgebiet verbracht wurden, werden in Übereinstimmung mit diesem Protokoll gemeldet, wenn sie sich länger als sieben Tage im Anwendungsgebiet befinden.

ABSCHNITT XII FORMAT FÜR DIE ÜBERMITTLUNG VON INFORMATIONEN

1. Jeder Vertragsstaat übermittelt allen anderen Vertragsstaaten die nach diesem Protokoll vorgeschriebenen Informationen in Übereinstimmung mit den in Artikel XVII des Vertrags und der Anlage über das Format für den Informationsaustausch festgelegten Verfahren. Im Einklang mit Artikel XVI Absatz 5 des Vertrags gelten Änderungen der Anlage über das Format für den Informationsaustausch als Verbesserungen der Funktionsfähigkeit und Wirksamkeit des Vertrags, geringfügige Angelegenheiten technischer Natur betreffend.

ABSCHNITT XIII SONSTIGE NOTIFIKATIONEN AUFGRUND DES VERTRAGS

1. Nach Unterzeichnung des Vertrags und vor seinem Inkrafttreten erarbeitet die Gemeinsame Beratungsgruppe ein Dokument über die nach dem Vertrag erforderlichen Notifikationen. Dieses Dokument führt die einzelnen Notifikationen auf, unter Angabe derjenigen, die in Übereinstimmung mit Artikel XVII des Vertrags zu übermitteln sind, und enthält gegebenenfalls geeignete Formate für diese Notifikationen. Im Einklang mit Artikel XVI Absatz 5 des Vertrags gelten Änderungen dieses Dokuments einschließlich etwaiger Formate als Verbesserungen der Funktionsfähigkeit und Wirksamkeit des Vertrags, geringfügige Angelegenheiten technischer Natur betreffend.

ANLAGE
ÜBER DAS FORMAT FÜR DEN INFORMATIONSAUSTAUSCH

1. Jeder Vertragsstaat übermittelt allen anderen Vertragsstaaten Informationen im Einklang mit dem Protokoll über Informationsaustausch, im folgenden als Protokoll bezeichnet, unter Benutzung der in dieser Anlage beschriebenen Formate. Die Informationen in jeder Datenauflistung werden in einer der sechs KSZE-Amtssprachen mechanisch oder elektronisch gedruckt. In jeder Tabelle (Spalte (a)) erhält jede Eintragung eine fortlaufende Nummer.

2. Jede Auflistung beginnt mit einem Deckblatt, dem der Name des berichtenden Vertragsstaats, die Sprache, in der die Auflistungen übermittelt werden, der Tag, an dem die Auflistungen auszutauschen sind, und der Stichtag der angegebenen Informationen zu entnehmen sind.

ABSCHNITT I INFORMATIONEN ÜBER DIE GLIEDERUNG DER LANDSTREITKRÄFTE UND LUFTSTREITKRÄFTE SOWIE DER FLIEGENDEN LUFTVERTEIDIGUNGSKRÄFTE INNERHALB DES ANWENDUNGSGEBIETS

1. Jeder Vertragsstaat übermittelt nach Abschnitt I des Protokolls Informationen über die Kommandostruktur seiner Landstreitkräfte einschließlich der Truppenteile der Luftverteidigungskräfte und der unterstellten Truppenteile auf der Führungsebene des Militärbezirks oder darunter oder deren Entsprechung, sowie der Luftstreitkräfte und der fliegenden Luftverteidigungskräfte in Form von zwei gesonderten hierarchischen Datenauflistungen, wie sie in Tabelle I enthalten sind.

2. Die Datenauflistungen beginnen mit der höchsten Führungsebene und durchlaufen alle Führungsebenen bis hinunter zur Führungsebene Brigade/Regiment, selbständiges Bataillon und selbständiges Geschwader/Fliegerregiment, selbständige Staffel oder deren Entsprechungen. So würden beispielsweise auf einen Militärbezirk/eine Armee/ein Korps die diesen unterstellten selbständigen Regimenter, selbständigen Bataillone, Depots und Ausbildungseinrichtungen folgen und diesen wiederum jede ihnen unterstellte Division mit ihren Regimentern/selbständigen Bataillonen. Nach der vollständigen Auflistung aller unterstellten Gliederungen folgt dann der nächste Militärbezirk/die nächste Armee/das nächste Korps. Das gleiche Verfahren wird auf Luftstreitkräfte und fliegende Luftverteidigungskräfte angewandt.

(A) Jede Gliederung wird durch eine spezielle Kennung (Spalte (b)) (d.h. Ordnungsnummer des Truppenteils), die in allen folgenden Auflistungen und jedem weiteren Informationsaustausch für diese Gliederung verwendet wird, ihre nationale Bezeichnung (d.h. Name; Spalte (c)) und, im Fall von Divisionen, Regimentern/Brigaden, selbständigen Bataillonen und Geschwadern/Fliegerregimentern, selbständigen Staffeln oder vergleichbaren Gliederungen, gegebenenfalls Art des Truppenteils (z.B. Infanterie, Panzer, Artillerie, Jagdflieger, Bomber, Nachschub) identifiziert;

(B) für jede Gliederung werden die beiden nächsten, ihr unmittelbar übergeordneten Befehlsebenen innerhalb des Anwendungsgebiets genannt (Spalten (d) und (e)).

Tabelle I: KOMMANDOSTRUKTUR DER LANDSTREITKRÄFTE UND LUFTSTREITKRÄFTE SOWIE DER FLIEGENDEN LUFTVERTEIDIGUNGSKRÄFTE (Vertragsstaat); STICHTAG (Datum)

ABSCHNITT II INFORMATIONEN ÜBER GESAMTBESTÄNDE AN KONVENTIONELLEN WAFFEN UND AUSRÜSTUNGEN, DIE ZAHLENMÄSSIGEN BEGRENZUNGEN NACH DEN ARTIKELN IV UND V DES VERTRAGS UNTERLIEGEN

1. Nach Abschnitt II des Protokolls übermittelt jeder Vertragsstaat Daten über seine nach Typen aufgeschlüsselten Gesamtbestände an Kampfpanzern, gepanzerten Kampffahrzeugen und Artilleriewaffen (Tabelle IIA), die den zahlenmäßigen Begrenzungen nach den Artikeln IV und V des Vertrags unterliegen (Spalte (b)), sowie über seine nach Typen aufgeschlüsselten Gesamtbestände an Kampfflugzeugen und Angriffshubschraubern (Tabelle IIB), die den zahlenmäßigen Begrenzungen nach Artikel IV des Vertrags (Spalte (b)) unterliegen.

2. Daten über gepanzerte Kampffahrzeuge beinhalten die Gesamtzahl von Kampffahrzeugen mit schwerer Bewaffnung, Schützenpanzern und gepanzerten Mannschaftstransportwagen sowie ihre Anzahl (Spalte (f)/(e)) und den Typ (Spalte (e)/(d)) in jeder dieser Unterkategorien (Spalte (d)/(c)).

3. Im Fall von Kampfpanzern, gepanzerten Kampffahrzeugen, Artilleriewaffen und Brückenlegepanzern, die im Einklang mit Artikel X des Vertrags gelagert sind, wird die Gesamtzahl in ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätten (Spalte (g)) genannt.

Tabelle IIA: GESAMTBESTÄNDE AN KAMPFPANZERN, GEPANZERTEN KAMPFFAHRZEUGEN UND ARTILLERIEWAFFEN (Vertragsstaat), DIE ZAHLENMÄSSIGEN BEGRENZUNGEN UNTERLIEGEN; STICHTAG (Datum)

Tabelle IIB: GESAMTBESTÄNDE AN KAMPFFLUGZEUGEN UND ANGRIFFSHUBSCHRAUBERN (Vertragsstaat), DIE ZAHLENMÄSSIGEN BEGRENZUNGEN UNTERLIEGEN; STICHTAG (Datum)

ABSCHNITT III INFORMATIONEN ÜBER DEN DISLOZIERUNGSORT, DIE ANZAHL UND TYPEN KONVENTIONELLER WAFFEN UND AUSRÜSTUNGEN, DIE BEI DEN KONVENTIONELLEN STREITKRÄFTEN IN DIENST GESTELLT SIND

1. Jeder Vertragsstaat übermittelt eine hierarchische Datenauflistung aller nach Abschnitt III Absatz 1 des Protokolls gemeldeten Gliederungen der Landstreitkräfte und Luftstreitkräfte sowie der fliegenden Luftverteidigungskräfte, der Truppenteile, die nach Abschnitt III Absatz 2 des Protokolls gemeldet werden, sowie der Einrichtungen, an denen konventionelle Waffen und Ausrüstungen vorhanden sind, wie es in Abschnitt III Absatz 3 des Protokolls näher ausgeführt ist.

2. Für jede Gliederung und jede Einrichtung werden folgende Informationen übermittelt:

(A) die Ordnungsnummer des Truppenteils (Spalte (b)) und die Bezeichnung der Gliederung (Spalte (c)) entsprechend Tabelle I. Die in Absatz 1 genannten gesondert dislozierten Bataillone/Staffeln, die nach Abschnitt III Absatz 2 des Protokolls gemeldeten Truppenteile und die in Übereinstimmung mit Abschnitt III Absatz 3 des Protokolls aufgeführten Einrichtungen erhalten ebenfalls eine spezielle Kennung (Spalte (b)), ihre nationale Bezeichnung (d.h. Name; Spalte (c)) wird mitgeteilt. Aus ihrer Einreihung in die Auflistung muß sich ihre Unterstellung ergeben; dies trifft nicht auf nach Abschnitt III Absatz 2 des Protokolls gemeldete Truppenteile zu, die zusammen am Ende der Auflistung aufgeführt werden;

(1) ausgewiesene ständige Lagerungsstätten werden durch die hinter die nationale Bezeichnung zu setzende Abkürzung "DPSS" gekennzeichnet;

(2) Reduzierungsstätten werden durch den hinter die nationale Bezeichnung zu setzenden Vermerk "Reduction" gekennzeichnet.

(B) Dislozierungsort (Spalte (d)): die geographische Ortsbezeichnung und die auf zehn Sekunden genaue Angabe der Koordinaten. Für Dislozierungsorte, an denen sich stationierte Streitkräfte befinden, wird auch der aufnehmende Vertragsstaat mitgeteilt;

(C) für jede Führungsebene von der höchsten bis hinunter zur Division/Fliegerdivision, die Gesamtzahl konventioneller Waffen und Ausrüstungen in jeder Kategorie (Spalten (f) bis (m)/(l)). Zum Beispiel wäre die im Besitz einer Division befindliche Gesamtzahl die Summe der Bestände aller ihr unterstellten Truppenteile;

(D) für jede Führungsebene auf der Führungsebene Division und darunter, wie in Absatz 1 festgelegt, die Anzahl der nach Typen aufgeschlüsselten konventionellen Waffen und Ausrüstungen unter den in den Tabellen IIIA und IIIB (Spalten (f) bis (m)/(l)) genannten Überschriften. In der Spalte für gepanzerte Kampffahrzeuge Tabelle IIIA (Spalte (g)) werden die Unterkategorien (d.h. gepanzerte Mannschaftstransportwagen, Schützenpanzer, Kampffahrzeuge mit schwerer Bewaffnung) gesondert aufgeführt. In der Spalte für Angriffshubschrauber (Spalte (k)/(i)) werden die Unterkategorien (d.h. Spezial-Angriffshubschrauber, Mehrzweck-Angriffshubschrauber) gesondert aufgeführt. Unter die Spalte Sonstige (1) in Tabelle IIIB fallen Kampfpanzer, gepanzerte Kampffahrzeuge, Artilleriewaffen, gepanzerte MTW-ähnliche Fahrzeuge, SPz-ähnliche Fahrzeuge und Brückenlegepanzer, falls vorhanden, die bei den Luftstreitkräften und den fliegenden Luftverteidigungskräften in Dienst gestellt sind.

Tabelle IIIA: NACH ABSCHNITT III DES PROTOKOLLS ÜBER INFORMATIONSAUSTAUSCH ÜBERMITTELTE INFORMATIONEN ÜBER DEN DISLOZIERUNGSORT, DIE ANZAHL UND TYPEN DER KONVENTIONELLEN WAFFEN UND AUSRÜSTUNGEN (Vertragsstaat); STICHTAG (Datum)

Tabelle IIIB: NACH ABSCHNITT III DES PROTOKOLLS ÜBER INFORMATIONS-AUSTAUSCH ÜBERMITTELTE INFORMATIONEN ÜBER DEN DISLOZIERUNGS-ORT, DIE ANZAHL UND TYPEN DER KONVENTIONELLEN WAFFEN UND AUS-RÜSTUNGEN (Vertragsstaat); STICHTAG (Datum)

ABSCHNITT IV NACH ABSCHNITT IV DES PROTOKOLLS ÜBER INFORMATIONSAUSTAUSCH ÜBERMITTELTE INFORMATIONEN ÜBER KONVENTIONELLE WAFFEN UND AUSRÜSTUNGEN, DIE NICHT BEI DEN KONVENTIONELLEN STREITKRÄFTEN IN DIENST GESTELLT SIND

1. Nach Abschnitt IV des Protokolls übermittelt jeder Vertragsstaat Informationen über den Dislozierungsort, die Anzahl und den Typ seiner Kampfpanzer, gepanzerten Kampffahrzeuge, Artilleriewaffen, Kampfflugzeuge und Angriffshubschrauber, die im Anwendungsgebiet vorhanden, jedoch nicht bei seinen konventionellen Streitkräften in Dienst gestellt sind.

2. Für jeden Dislozierungsort werden folgende Informationen übermittelt:

(A) Die Bestimmung des Abschnitts IV des Protokolls, aufgrund deren die Information zur Verfügung gestellt wird (Spalte (b));

(B) Dislozierungsort (Spalte (c)):

(1) in bezug auf nach Abschnitt IV Absatz 1 Buchstabe A Unterabsätze 1, 3 und 5 des Protokolls gemeldete konventionelle Waffen und Ausrüstungen, die geographische Ortsbezeichnung und - auf zehn Sekunden genau - die Koordinaten der Stätten, in denen sich solche Ausrüstungen befinden; und

(2) in bezug auf nach Abschnitt IV Absatz 1 Buchstabe A Unterabsatz 2 des Protokolls gemeldete konventionelle Waffen und Ausrüstungen, die nationale Bezeichnung der Verwaltungsregion oder -unterteilung, in der sich solche Ausrüstungen befinden;

(C) in bezug auf nach Abschnitt IV Absatz 1 Buchstabe A Unterabsätze 1 und 2 gemeldete konventionelle Waffen und Ausrüstungen, die Bezeichnung der Gliederungen auf nationaler Ebene, welche über die in Spalte (c) genannten Ausrüstungen verfügen; und

(D) für jeden Dislozierungsort die nach Typen aufgeschlüsselte Gesamtzahl unter den in Tabelle IV (Spalten (d) bis (h)) genannten Überschriften, mit folgenden Ausnahmen:

in bezug auf nach Abschnitt IV Absatz 1 Buchstabe A Unterabsatz 2 gemeldete konventionelle Waffen und Ausrüstungen wird nur die Anzahl in jeder Kategorie angegeben, und zwar ausschließlich für die genannte Verwaltungsregion oder -unterteilung (Spalte (c)).

Tabelle IV: NACH ABSCHNITT IV DES PROTOKOLLS ÜBER INFORMATIONS-AUSTAUSCH ÜBERMITTELTE INFORMATIONEN ÜBER DEN DISLOZIERUNGS-ORT VON KONVENTIONELLEN WAFFEN UND AUSRÜSTUNGEN DES (Vertragsstaats); STICHTAG (Datum)

ABSCHNITT V INFORMATIONEN ÜBER VERIFIKATIONSOBJEKTE UND GEMELDETE INSPEKTIONSSTÄTTEN

1. Nach Abschnitt V des Protokolls übermittelt jeder Vertragsstaat eine Auflistung seiner Verifikationsobjekte und gemeldeten Inspektionsstätten, wie sie in Abschnitt I des Inspektionsprotokolls definiert sind. Gemeldete Inspektionsstätten (Tabelle V) werden in alphabetischer Reihenfolge aufgelistet.

2. Die Informationen über jede gemeldete Inspektionsstätte beziehen folgendes ein:

(A) eine spezielle Kennung (d.h. die Ordnungsnummer der gemeldeten Inspektionsstätte; Spalte (b)), die in jedem späteren Informationsaustausch für diese Stätte benutzt wird;

(B) Name und Lage der Stätte, wobei die geographische Ortsbezeichnung und Koordinaten bis auf 10 Sekunden genau zu verwenden sind (Spalte (c)). Für Stätten, an denen sich Verifikationsobjekte stationierter Streitkräfte befinden, wird auch der aufnehmende Vertragsstaat angegeben;

(C) den/die Einreise-/Ausreiseort(e), der/die dieser gemeldeten Inspektionsstätte zugeordnet ist/sind (Spalte (d));

(D) die laufende Nummer, die Bezeichnung und die Ordnungsnummer der Truppenteile jedes Verifikationsobjekts, das nach Abschnitt III an der gemeldeten Inspektionsstätte disloziert ist (Spalte (e)). Laufende Nummern werden so zugeordnet, daß die dem letzten in der Liste erscheinenden Verifikationsobjekt zugeordnete Nummer der Gesamtzahl der Verifikationsobjekte des Vertragsstaats entspricht; und

(E) die Gesamtzahl der in Abschnitt III des Protokolls aufgeführten konventionellen Waffen und Ausrüstungen in jeder Kategorie, die an dieser gemeldeten Inspektionsstätte und bei jedem Verifikationsobjekt (Spalten (f) bis (p)) vorhanden sind unter zusätzlicher Angabe von:

(1) der Anzahl der konventionellen Waffen und Ausrüstungen in jeder Kategorie in der gemeldeten Inspektionsstätte, die zu einem an einer anderen gemeldeten Inspektionsstätte dislozierten Verifikationsobjekt gehören, unter Angabe der Bezeichnung und der Ordnungsnummer jedes dieser Verifikationsobjekte (Spalte (e)); und

(2) konventionellen Waffen und Ausrüstungen, die zu keinem Verifikationsobjekt gehören, werden unmittelbar hinter/unter jedem solchen Eintrag in den Spalten (f) bis (p) durch folgende Vermerke gekennzeichnet:

(a) Gerät von Gliederungen, die ihrer Aufgabe und Struktur nach in Friedenszeiten Funktionen der inneren Sicherheit wahrnehmen ("Sicherheit");

(b) außer Dienst gestelltes Gerät ("außer Dienst gestellt");

(c) Gerät, das zur Ausfuhr oder Wiederausfuhr bereitsteht oder überholt wird ("Ausfuhr"); und

(d) reduziertes Gerät, das zur Konversion ansteht ("reduziert"); und

(e) Gerät, das ausschließlich für Forschung und Entwicklung genutzt wird ("Forschung").

Tabelle V: INFORMATIONEN ÜBER VERIFIKATIONSOBJEKTE UND GEMELDETE INSPEKTIONSSTÄTTEN (Vertragsstaat); STICHTAG (Datum)

3. Jeder Vertragsstaat übermittelt eine Auflistung der Einreise-/Ausreiseorte (Tabelle VI). Die Auflistung enthält eine fortlaufende numerische Kennung (Spalte (b)), die zur Bezeichnung des/der Einreise-/Ausreiseort(e) für jede Stätte nach Absatz 2 Buchstabe C verwendet wird. Zur Kennzeichnung des Orts gehören auch die geographische Ortsbezeichnung (Spalte (c)) und die Koordinaten auf zehn Sekunden genau (Spalte (d)). Die in bezug auf jeden Einreise-/Ausreiseort annehmbare(n) Art(en) der Beförderung - auf dem Luft-, See- oder Landweg - wird/werden ebenfalls angegeben (Spalte (e)).

Tabelle VI: EINREISE-/AUSREISEORTE (Vertragsstaat); STICHTAG (Datum)

Tabelle I: KOMMANDOSTRUKTUR DER LANDSTREITKRÄFTE UND LUFT-STREITKRÄFTE SOWIE DER FLIEGENDEN LUFTVERTEIDIGUNGSKRÄFTE (Vertragsstaat); STICHTAG (Datum)

Laufende Nummer	Ordnungsnummer des Truppenteils	Bezeichnung des Truppenteils	Unterstellungsverhältnisse	
			Nächsthöhere Führungsebene	Übernächste höhere Führungsebene
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)

Tabelle IIA: GESAMTBESTÄNDE AN KAMPFPANZERN, GEPANZERTEN KAMPFFAHRZEUGEN UND ARTILLERIEWAFFEN (Vertragsstaat), DIE ZAHLENMÄSSIGEN BEGRENZUNGEN UNTERLIEGEN; STICHTAG (Datum)

Laufende Nummer	Gebiet	Kategorie	Unterkategorie	Typ	Gesamtzahl (auch in ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätten)	Anzahl in ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätten
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)

Tabelle IIB: GESAMTBESTÄNDE AN KAMPFFLUGZEUGEN UND ANGRIFFSHUBSCHRAUBERN (Vertragsstaat), DIE ZAHLENMÄSSIGEN BEGRENZUNGEN UNTERLIEGEN; STICHTAG (Datum)

Laufende Nummer	Kategorie	Unterkategorie	Typ	Gesamtzahl
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)

Tabelle IIIA: NACH ABSCHNITT III DES PROTOKOLLS ÜBER INFORMATIONSAUSTAUSCH ÜBERMITTELTE INFORMATIONEN ÜBER DEN DISLOZIERUNGSORT, DIE ANZAHL UND TYPEN DER KONVENTIONELLEN WAFFEN UND AUSRÜSTUNGEN (Vertragsstaat); STICHTAG (Datum)

Laufende Nummer	Ordnungs-nummer des Truppenteils	Bezeichnung des Truppenteils	friedensmäßiger Dislozierungsort	wird nicht gebraucht	Kampf-panzer	Gepanzerte Kampf-fahrzeuge	SPz-ähnliche und gepanzerte MTW-ähnliche Fahrzeuge	Artillerie	Brücken-legepanzer	Angriffs-hubschrauber	Kampf-unterstützungs-hubschrauber	unbewaffnete Transport-hubschrauber
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)	(j)	(k)	(l)	(m)

Tabelle IIIB: NACH ABSCHNITT III DES PROTOKOLLS ÜBER INFORMATIONSAUSTAUSCH ÜBERMITTELTE INFORMATIONEN ÜBER DEN DISLOZIERUNGSORT, DIE ANZAHL UND TYPEN DER KONVENTIONELLEN WAFFEN UND AUSRÜSTUNGEN (Vertragsstaat); STICHTAG (Datum)

Laufende Nummer	Ordnungs-nummer des Truppenteils	Bezeichnung des Truppenteils	friedensmäßiger Dislozierungsort	wird nicht gebraucht	Kampf-flugzeuge	reklassifizierte kampffähige Schulflugzeuge	Primäre Schulflugzeuge	Angriffs-hubschrauber	Kampf-unterstützungs-hubschrauber	unbewaffnete Transport-hubschrauber	Sonstige
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)	(j)	(k)	(l)

Tabelle IV: NACH ABSCHNITT IV DES PROTOKOLLS ÜBER INFORMATIONS-AUSTAUSCH ÜBERMITTELTE INFORMATIONEN ÜBER DEN DISLOZIERUNGS-ORT VON KONVENTIONELLEN WAFFEN UND AUSRÜSTUNGEN DES (Vertragsstaat); STICHTAG (Datum)

Laufende Nummer	Bezugnahme innerhalb des Protokolls	Dislozierungsort	Kampf-panzer	Gepanzerte Kampf-fahrzeuge	Artillerie	Angriffs-hubschrauber	Kampfflugzeuge
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)

Tabelle V: INFORMATIONEN ÜBER VERIFIKATIONSOBJEKTE UND GEMELDETE INSPEKTIONSSTÄTTEN
(Vertragsstaat); STICHTAG (Datum)

Laufende Nummer	Ordnungs-nummer der gemeldeten Inspektions-stätte	Ort	Einreise-/ Ausreisort	Verifikations-objekt	Kampf-panzer	Gepanzerte Kampf-fahrzeuge	SPz-ähnliche und gepanzerte MTW-ähnliche Fahrzeuge	Artillerie	Brucken-lege-panzer	Angriffshub-schrauber	Kampfunter-stützungs-hubschrauber	unbewaffnete Transport-hubschrauber	Kampf-flug-zeuge	reklassi-fizierte kampffähige Schul-flugzeuge	primäre Schul-flugzeuge
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)	(j)	(k)	(l)	(m)	(n)	(o)	(p)

Tabelle VI: EINREISE-/AUSREISEORTE (Vertragsstaat);
STICHTAG (Datum)

Laufende Nummer	Numerische Kennung des Einreise-/ Ausreiseorts	Name des Einreise-/ Ausreiseorts	Ort	Typ(en)
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)

INSPEKTIONSPROTOKOLL

Die Vertragsstaaten vereinbaren hiermit Verfahren und andere Bestimmungen für die Durchführung von Inspektionen, wie sie in Artikel XIV des Vertrags vom 19. November 1990 über konventionelle Streitkräfte in Europa, im folgenden als Vertrag bezeichnet, vorgesehen sind.

ABSCHNITT I BEGRIFFSBESTIMMUNGEN

1. Für die Zwecke dieses Vertrags gilt folgendes:

(A) Der Begriff "inspizierter Vertragsstaat" bezeichnet einen Vertragsstaat, in dessen Hoheitsgebiet eine Inspektion unter Einhaltung des Artikels XIV des Vertrags durchgeführt wird:

(1) Im Fall von Inspektionsstätten, in denen sich nur durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffen und Ausrüstungen eines stationierenden Vertragsstaats befinden, nimmt dieser stationierende Vertragsstaat unter Einhaltung dieses Protokolls die in dem Protokoll niedergelegten Rechte und Pflichten des inspizierten Vertragsstaats für die Dauer der Inspektion innerhalb der betreffenden Inspektionsstätte, in der sich seine durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen befinden, wahr; und

(2) im Fall von Inspektionsstätten, in denen sich durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffen und Ausrüstungen von mehr als einem Vertragsstaat befinden, nimmt jeder dieser Vertragsstaaten unter Einhaltung dieses Protokolls jeweils für seine eigenen durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen die in dem Protokoll niedergelegten Rechte und Pflichten des inspizierten Vertragsstaats für die Dauer der Inspektion innerhalb der betreffenden Inspektionsstätte, in der sich seine durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen befinden, wahr.

(B) Der Begriff "stationierender Vertragsstaat" bezeichnet einen Vertragsstaat, der konventionelle Waffen und Ausrüstungen, die bei seinen konventionellen Streitkräften in Dienst gestellt sind, außerhalb seines eigenen Hoheitsgebiets innerhalb des Anwendungsgebiets stationiert.

(C) Der Begriff "aufnehmender Vertragsstaat" bezeichnet einen Vertragsstaat, der in seinem Hoheitsgebiet innerhalb des Anwendungsgebiets konventionelle Waffen und Ausrüstungen eines anderen Vertragsstaats, die bei den konventionellen Streitkräften dieses Vertragsstaats in Dienst gestellt sind, aufnimmt.

(D) Der Begriff "inspizierender Vertragsstaat" bezeichnet einen Vertragsstaat, der um eine Inspektion ersucht und für deren Durchführung verantwortlich ist.

(E) Der Begriff "Inspektor" bezeichnet eine von einem der Vertragsstaaten zur Durchführung einer Inspektion bestellte Person, die in der angenommenen

Liste von Inspektoren dieses Vertragsstaats in Übereinstimmung mit Abschnitt III aufgeführt ist.

(F) Der Begriff "Besatzungsmitglied" bezeichnet eine Person, die Aufgaben im Zusammenhang mit dem Betrieb eines Beförderungsmittels wahrnimmt und die in Übereinstimmung mit Abschnitt III in der angenommenen Liste von Besatzungsmitgliedern eines Vertragsstaats aufgeführt ist.

(G) Der Begriff "Inspektionsteam" bezeichnet eine von einem inspizierenden Vertragsstaat zur Durchführung einer bestimmten Inspektion bestellte Gruppe von Inspektoren.

(H) Der Begriff "Begleitteam" bezeichnet eine Gruppe von Personen, die von einem inspizierten Vertragsstaat beauftragt sind, Inspektoren bei der Durchführung einer bestimmten Inspektion zu begleiten und zu unterstützen sowie sonstige in diesem Protokoll niedergelegte Verpflichtungen zu übernehmen. Betrifft eine Inspektion durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffen und Ausrüstungen eines stationierenden Vertragsstaats, so gehören, sofern nichts anderes vereinbart ist, dem Begleitteam sowohl vom aufnehmenden als auch vom stationierenden Vertragsstaat bezeichnete Personen an.

(I) Der Begriff "Inspektionsstätte" bezeichnet ein Gebiet, eine Örtlichkeit oder eine Einrichtung, in denen eine Inspektion durchgeführt wird.

(J) Der Begriff "Verifikationsobjekt" bezeichnet:

(1) jeden Truppenteil auf der Führungsebene Brigade/Regiment, Geschwader/Fliegerregiment, selbständiges Bataillon/Artilleriebataillon, selbständige Staffel oder deren Entsprechung sowie gesondert dislozierte Truppenteile auf der Führungsebene unterhalb der Führungsebene Brigade/Regiment und Geschwader/Fliegerregiment, die an einem nach Abschnitt III Absatz 1 Buchstabe A des Protokolls über Informationsaustausch notifizierten Dislozierungsort über durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffen und Ausrüstungen verfügen;

(2) alle ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätten, militärischen Lagerungsstätten, die nicht organisch zu den in Unterabsatz 1 genannten Truppenteilen gehören, selbständigen Instandsetzungs- und Instandhaltungstruppenteile, militärischen Ausbildungseinrichtungen und Militärflugplätze, an denen durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffen und Ausrüstungen nach Abschnitt III Absatz 3 Buchstaben A und B des Protokolls über Informationsaustausch als ständig oder routinemäßig vorhanden gemeldet werden;

(3) eine Reduzierungsstätte für durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffen und Ausrüstungen, die nach Abschnitt III Absatz 3 Buchstabe C des Protokolls über Informationsaustausch notifiziert werden;

(4) im Fall von Truppenteilen unterhalb der Führungsebene Bataillon, die über durch den Vertrag begrenzte Waffen und Ausrüstungen verfügen und einem Truppenteil oberhalb der Führungsebene Brigade/Regiment oder deren Entsprechung unmittelbar unterstellt sind, gilt der Truppenteil,

dem die Truppenteile unterhalb der Führungsebene Bataillon unterstellt sind, als Verifikationsobjekt, wenn ihm kein Truppenteil auf der Führungsebene Brigade/Regiment oder deren Entsprechung unterstellt ist;

(5) ein Truppenteil, der über vom Vertrag erfaßte, jedoch bei den konventionellen Streitkräften eines Vertragsstaats nicht in Dienst gestellte konventionelle Waffen und Ausrüstungen verfügt, gilt nicht als Verifikationsobjekt.

(K) Der Begriff "Militärflugplatz" bezeichnet einen ständigen militärischen Komplex, der ansonsten kein Verifikationsobjekt enthält und an dem der häufige Betrieb, d.h. Starts und Landungen von mindestens sechs durch den Vertrag begrenzten oder der internen Inspektion unterliegenden Kampfflugzeugen oder Kampfhubschraubern, routinemäßig durchgeführt wird.

(L) Der Begriff "militärische Ausbildungseinrichtung" bezeichnet eine Einrichtung, die ansonsten kein Verifikationsobjekt enthält und an der ein militärischer Truppenteil oder die Untergliederung eines solchen Truppenteils unter Verwendung von mindestens 30 durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungsgegenständen oder von mehr als 12 durch den Vertrag begrenzten Waffen und Ausrüstungsgegenständen einer einzigen Kategorie für die militärische Ausbildung von Soldaten aufgestellt ist.

(M) Der Begriff "militärische Lagerungsstätte", die nicht organisch zu Truppenteilen gehört, die als Verifikationsobjekte ausgewiesen sind, bezeichnet jede Lagerungsstätte mit Ausnahme von ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätten und Stätten, die Gliederungen unterstellt sind, welche ihrer Aufgabe und Struktur nach Funktionen der inneren Sicherheit wahrnehmen, und in denen sich durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffen und Ausrüstungen ohne Rücksicht auf deren Zuordnung zu einer Gliederung oder deren operationellen Status befinden. Durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffen und Ausrüstungen in solchen Stätten sind Teil der zulässigen Bestände in aktiven Truppenteilen nach Artikel IV.

(N) Der Begriff "gemeldete Inspektionsstätte" bezeichnet eine Einrichtung oder eine genau abgegrenzte Örtlichkeit, an der sich ein Verifikationsobjekt oder mehrere Verifikationsobjekte befinden. Eine gemeldete Inspektionsstätte besteht aus dem gesamten Gebiet innerhalb künstlicher oder natürlicher Außengrenzen sowie dazugehörigem Gebiet, das Schießbahnen, Übungsplätze, Instandhaltungs- und Lagerbereiche, Hubschrauberlandeplätze und Bahnverladeeinrichtungen umfaßt, in dem Kampfpanzer, gepanzerte Kampffahrzeuge, Artilleriewaffen, Kampfhubschrauber, Kampfflugzeuge, reklassifizierte kampffähige Schulflugzeuge, gepanzerte MTW-ähnliche Fahrzeuge, SPz-ähnliche Fahrzeuge oder Brückenlegepanzer ständig oder routinemäßig vorhanden sind.

(O) Der Begriff "spezifiziertes Gebiet" bezeichnet ein Gebiet überall im Hoheitsgebiet eines Vertragsstaats im Anwendungsgebiet mit Ausnahme einer nach den Abschnitten VII, IX oder X inspizierten Stätte, innerhalb dessen eine Verdachtsinspektion nach Abschnitt VIII durchgeführt wird. Ein

spezifiziertes Gebiet darf nicht größer als 65 Quadratkilometer sein. Keine gerade Linie zwischen zwei beliebigen Punkten in diesem Gebiet darf länger als 16 Kilometer sein.

(P) Der Begriff "sensitiver Punkt" bezeichnet jede Ausrüstung, Struktur oder Örtlichkeit, die von dem inspizierten Vertragsstaat oder dem Vertragsstaat, der die Rechte und Pflichten des inspizierten Vertragsstaats wahrnimmt, durch das Begleitteam als sensitiv bezeichnet wurden und zu denen der Zugang oder der Überflug verzögert, beschränkt oder verweigert werden kann.

(Q) Der Begriff "Einreise-/Ausreiseort" bezeichnet einen von einem Vertragsstaat, in dessen Hoheitsgebiet eine Inspektion durchgeführt werden soll, benannten Ort, an dem Inspektionsteams und Besatzungen in diesem Vertragsstaat eintreffen und von dem sie das Hoheitsgebiet dieses Vertragsstaats wieder verlassen.

(R) Der Begriff "Aufenthaltsdauer" bezeichnet die gesamte von einem Inspektionsteam zu Inspektionen nach den Abschnitten VII und VIII ständig im Hoheitsgebiet des Vertragsstaats, in dem eine Inspektion durchgeführt wird, verbrachte Zeit, und zwar vom Eintreffen des Inspektionsteams am Einreise-/Ausreiseort an gerechnet bis zur Rückkehr des Inspektionsteams zu einem Einreise-/Ausreiseort nach Beendigung der letzten Inspektion durch dieses Inspektionsteam.

(S) Der Begriff "Evaluierungsphase für Ausgangsdaten" bezeichnet für die Zwecke der Berechnung von Inspektionsquoten den bestimmten Zeitraum der ersten 120 Tage nach Inkrafttreten des Vertrags.

(T) Der Begriff "Reduzierungsphase" bezeichnet für die Zwecke der Berechnung von Inspektionsquoten den bestimmten Zeitraum von drei Jahren nach Ablauf der 120tägigen Evaluierungsphase für Ausgangsdaten.

(U) Der Begriff "Evaluierungsphase für Reststärken" bezeichnet für die Zwecke der Berechnung von Inspektionsquoten den bestimmten Zeitraum von 120 Tagen nach Ablauf der dreijährigen Reduzierungsphase.

(V) Der Begriff "Phase nach Erreichen der Reststärken" bezeichnet für die Zwecke der Berechnung von Inspektionsquoten die Phase nach Ablauf der 120tägigen Evaluierungsphase für Reststärken; dieser Zeitraum dauert so lange, wie der Vertrag in Kraft bleibt.

(W) Der Begriff "passive Quote für gemeldete Inspektionsstätten" bezeichnet die Gesamtzahl der Inspektionen von Verifikationsobjekten nach Abschnitt VII, die jeder Vertragsstaat innerhalb bestimmter Zeiträume an Inspektionsstätten, in denen sich seine Verifikationsobjekte befinden, zulassen muß.

(X) Der Begriff "passive Quote für Verdachtsinspektionen" bezeichnet die Höchstzahl der Verdachtsinspektionen innerhalb spezifizierter Gebiete nach Abschnitt VIII, die jeder Vertragsstaat mit Hoheitsgebiet im Anwendungsgebiet innerhalb bestimmter Zeiträume zulassen muß.

(Y) Der Begriff "aktive Inspektionsquote" bezeichnet die Gesamtzahl der Inspektionen nach den Abschnitten VII und VIII, zu deren Durchführung jeder Vertragsstaat während bestimmter Zeiträume berechtigt ist.

(Z) Der Begriff "Zertifikationsstätte" bezeichnet eine genau definierte Örtlichkeit, an der die Zertifikation rekategorisierter Mehrzweck-Angriffshubschrauber und reklassifizierter kampffähiger Schulflugzeuge im Einklang mit dem Protokoll über die Rekategorisierung von Hubschraubern beziehungsweise dem Protokoll über die Reklassifizierung von Flugzeugen stattfindet.

(AA) Der Begriff "Kalenderberichtszeitraum" bezeichnet einen in Tagen ausgedrückten Zeitraum, innerhalb dessen die beabsichtigte Reduzierung der geplanten Anzahl von durch den Vertrag begrenzten Waffen und Ausrüstungen im Einklang mit Artikel VIII des Vertrags durchgeführt werden soll.

ABSCHNITT II ALLGEMEINE VERPFLICHTUNGEN

1. Um die Verifikation der Einhaltung des Vertrags zu gewährleisten, ermöglicht und erleichtert jeder Vertragsstaat Inspektionen nach diesem Protokoll.

2. Bei konventionellen Waffen und Ausrüstungen, die bei den konventionellen Streitkräften eines Vertragsstaats in Dienst gestellt und im Anwendungsgebiet außerhalb des eigenen Staatsgebiets stationiert sind, gewährleisten der aufnehmende und der stationierende Vertragsstaat in Erfüllung ihrer jeweiligen Verpflichtungen gemeinsam die Einhaltung der einschlägigen Bestimmungen dieses Protokolls. Der stationierende Vertragsstaat ist für die Einhaltung der vertraglichen Pflichten in bezug auf seine konventionellen Waffen und Ausrüstungen, die bei seinen konventionellen Streitkräften in Dienst gestellt und im Hoheitsgebiet des aufnehmenden Vertragsstaats stationiert sind, voll verantwortlich.

3. Das Begleitteam untersteht der Verantwortung des inspizierten Vertragsstaats:

(A) Im Fall von Inspektionsstätten, in denen sich nur durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffen und Ausrüstungen eines stationierenden Vertragsstaats befinden und dem Befehl dieses Vertragsstaats unterstehen, wird das Begleitteam für die Dauer der Inspektion innerhalb jener Inspektionsstätte, an der sich die durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen des stationierenden Vertragsstaats befinden, der Verantwortung eines Vertreters des stationierenden Vertragsstaats unterstellt; und

(B) im Fall von Inspektionsstätten, in denen sich durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffen und Ausrüstungen sowohl des aufnehmenden als auch des stationierenden Vertragsstaats befinden, setzt sich das Begleitteam aus Vertretern beider Vertragsstaaten zusammen, wenn durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffen und Ausrüstungen, die dem stationierenden Vertragsstaat gehören, tatsächlich inspiziert werden. Während der Inspektion innerhalb dieser Inspektionsstätte nimmt der aufnehmende Vertragsstaat die Rechte und Pflichten des inspizierten Vertragsstaats wahr, ausgenommen die Rechte und Pflichten, die sich auf die Inspektion der durch den Vertrag

begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen beziehen, die dem stationierenden Vertragsstaat gehören; diese Rechte und Pflichten werden von dem stationierenden Vertragsstaat wahrgenommen.

4. Ersucht ein Inspektionsteam um Zugang zu einer Struktur oder zu Anlagen, die von einem anderen Vertragsstaat aufgrund einer Vereinbarung mit dem inspizierten Vertragsstaat genutzt werden, so nimmt dieser andere Vertragsstaat im Zusammenwirken mit dem inspizierten Vertragsstaat und insoweit dies mit der Nutzungsvereinbarung im Einklang steht, die Rechte und Pflichten nach diesem Protokoll in bezug auf Inspektionen von Ausrüstungen oder Material des Vertragsstaats, der die Struktur oder die Anlagen nutzt, wahr.

5. Strukturen oder Anlagen, die von einem anderen Vertragsstaat aufgrund einer Vereinbarung mit dem inspizierten Vertragsstaat genutzt werden, unterliegen nur dann der Inspektion, wenn ein Vertreter dieses anderen Vertragsstaats dem Begleitteam angehört.

6. Inspektionsteams und -untergruppen unterstehen der Aufsicht und Verantwortung des inspizierenden Vertragsstaats.

7. Nur ein Inspektionsteam, das nach Abschnitt VII oder VIII eine Inspektion durchführt, darf sich zu einem bestimmten Zeitpunkt in ein und derselben Inspektionsstätte aufhalten.

8. Vorbehaltlich der anderen Bestimmungen dieses Protokolls bestimmt der inspizierende Vertragsstaat, wie lange sich jedes Inspektionsteam im Hoheitsgebiet des Vertragsstaats, in dem eine Inspektion durchgeführt werden soll, aufhält und in wie vielen und welchen Inspektionsstätten es während der Aufenthaltsdauer Inspektionen durchführt.

9. Die Kosten der Reise eines Inspektionsteams zum Einreise-/Ausreiseort vor Durchführung einer Inspektion und vom Einreise-/Ausreiseort nach Beendigung der letzten Inspektion werden von dem inspizierenden Vertragsstaat getragen.

10. Jeder Vertragsstaat ist verpflichtet, nach den Abschnitten VII oder VIII eine Anzahl von Inspektionen zuzulassen, die seine passive Quote für gemeldete Inspektionsstätten für jeden der folgenden bestimmten Zeiträume nicht überschreitet: eine Evaluierungsphase für Ausgangsdaten von 120 Tagen, eine Reduzierungsphase von drei Jahren, eine Evaluierungsphase für Reststärken von 120 Tagen und eine Phase nach Erreichen der Reststärken, die so lange dauert, wie der Vertrag in Kraft bleibt. Die passive Quote für gemeldete Inspektionsstätten wird für jeden bestimmten Zeitraum als ein Prozentsatz der Verifikationsobjekte dieses Vertragsstaats, die sich innerhalb des Anwendungsgebiets dieses Vertrags befinden, festgesetzt; hiervon ausgenommen bleiben Reduzierungs- und Zertifikationsstätten.

(A) Während der ersten 120 Tage nach Inkrafttreten des Vertrags entspricht die passive Quote für gemeldete Inspektionsstätten 20 Prozent der Verifikationsobjekte eines Vertragsstaats, die nach Abschnitt V des Protokolls über Informationsaustausch notifiziert wurden.

(B) Während jedes Jahres der Reduzierungsphase im Anschluß an den ersten Zeitraum von 120 Tagen entspricht die passive Quote für gemeldete Inspektionsstätten zehn Prozent der Verifikationsobjekte eines Vertragsstaats, die nach Abschnitt V des Protokolls über Informationsaustausch notifiziert wurden.

(C) Während der ersten 120 Tage nach Abschluß der dreijährigen Reduzierungsphase entspricht die passive Quote für gemeldete Inspektionsstätten 20 Prozent der Verifikationsobjekte eines Vertragsstaats, die nach Abschnitt V des Protokolls über Informationsaustausch notifiziert wurden.

(D) Die passive Quote für gemeldete Inspektionsstätten entspricht in jedem Jahr, beginnend mit dem Abschluß der 120tägigen Evaluierungsphase für Reststärken während der Geltungsdauer des Vertrags 15 Prozent der Verifikationsobjekte eines Vertragsstaats, die nach Abschnitt V des Protokolls über Informationsaustausch notifiziert wurden.

11. Jeder Vertragsstaat mit Hoheitsgebiet im Anwendungsgebiet ist verpflichtet, Verdachtsinspektionen wie folgt zuzulassen:

(A) während der Evaluierungsphase für Ausgangsdaten, während jedes Jahres der Reduzierungsphase und während der Evaluierungsphase für Reststärken bis zu 15 Prozent der Anzahl von Inspektionen gemeldeter Inspektionsstätten, welche dieser Vertragsstaat in seinem Hoheitsgebiet in bezug auf seine eigenen Verifikationsobjekte sowie in bezug auf Verifikationsobjekte, die stationierenden Vertragsstaaten gehören, zulassen muß; und

(B) während jedes Jahres der Phase nach Erreichen der Reststärken bis zu 23 Prozent der Anzahl von Inspektionen gemeldeter Inspektionsstätten, welche dieser Vertragsstaat in seinem Hoheitsgebiet in bezug auf seine eigenen Verifikationsobjekte und in bezug auf Verifikationsobjekte, die stationierenden Vertragsstaaten gehören, zulassen muß.

12. Ungeachtet anderer Beschränkungen nach diesem Abschnitt ist jeder Vertragsstaat verpflichtet, pro Jahr mindestens eine Inspektion seiner Verifikationsobjekte nach Abschnitt VII zuzulassen, und jeder Vertragsstaat mit Hoheitsgebiet im Anwendungsgebiet ist verpflichtet, pro Jahr mindestens eine Inspektion innerhalb eines spezifizierten Gebiets nach Abschnitt VIII zuzulassen.

13. Eine Inspektion eines Verifikationsobjekts in einer Inspektionsstätte nach Abschnitt VII wird als eine Inspektion auf die passive Quote für gemeldete Inspektionsstätten des Vertragsstaats angerechnet, dessen Verifikationsobjekt inspiziert wird.

14. Der Anteil der Inspektionen nach Abschnitt VII im Hoheitsgebiet eines aufnehmenden Vertragsstaats innerhalb bestimmter Zeiträume, der für die Inspektion von Verifikationsobjekten aufgewendet wird, welche einem stationierenden Vertragsstaat gehören, darf nicht größer sein als der Anteil der Verifikationsobjekte dieses Vertragsstaats an der Gesamtzahl der Verifikationsobjekte, die sich im Hoheitsgebiet des aufnehmenden Vertragsstaats befinden.

15. Die Anzahl der Inspektionen von Verifikationsobjekten nach Abschnitt VII innerhalb bestimmter Zeiträume im Hoheitsgebiet eines Vertragsstaats wird als Prozentsatz der Gesamtzahl von Verifikationsobjekten gerechnet, die sich im Hoheitsgebiet dieses Vertragsstaats befinden.

16. Eine Inspektion nach Abschnitt VIII innerhalb eines spezifizierten Gebiets wird als eine Inspektion auf die passive Quote für Verdachtsinspektionen und als eine Inspektion auf die passive Quote für gemeldete Inspektionsstätten des Vertragsstaats angerechnet, in dessen Hoheitsgebiet die Inspektion durchgeführt wird.

17. Sofern das Begleitteam und das Inspektionsteam nichts anderes vereinbaren, übersteigt die Aufenthaltsdauer eines Inspektionsteams bis zu zehn Tage nicht die Gesamtstundenzahl, die aufgrund der folgenden Formel errechnet wird:

(A) 48 Stunden für die erste Inspektion eines Verifikationsobjekts oder innerhalb eines spezifizierten Gebiets zuzüglich

(B) 36 Stunden für jede Folgeinspektion eines Verifikationsobjekts oder innerhalb eines spezifizierten Gebiets.

18. Vorbehaltlich der Beschränkungen nach Absatz 17 verbringt ein Inspektionsteam, das eine Inspektion nach Abschnitt VII oder VIII durchführt, höchstens 48 Stunden an einer gemeldeten Inspektionsstätte und höchstens 24 Stunden zu Inspektionszwecken innerhalb eines spezifizierten Gebiets.

19. Der inspizierte Vertragsstaat stellt sicher, daß das Inspektionsteam auf dem schnellsten Weg zu der Stätte einer Folgeinspektion reist. Beträgt die Zeit zwischen der Beendigung einer Inspektion und dem Eintreffen des Inspektionsteams an der Stätte einer Folgeinspektion mehr als neun Stunden oder beträgt die Zeit zwischen der Beendigung der letzten von diesem Inspektionsteam im Hoheitsgebiet des inspizierten Vertragsstaats durchgeführten Inspektion und dem Eintreffen dieses Inspektionsteams am Einreise-/Ausreiseort mehr als neun Stunden, so wird die darüber hinausgehende Zeit nicht auf die Aufenthaltsdauer dieses Inspektionsteams angerechnet.

20. Ein Vertragsstaat ist nicht verpflichtet, in seinem Hoheitsgebiet im Anwendungsgebiet gleichzeitig mehr als zwei Inspektionsteams zur Durchführung von Inspektionen nach den Abschnitten VII und VIII oder mehr als eine Anzahl von Inspektionsteams zur Durchführung von Inspektionen nach den Abschnitten VII und VIII, die zwei Prozent der Gesamtzahl der Verifikationsobjekte entspricht, welche während bestimmter Zeiträume im Hoheitsgebiet eines Vertragsstaats inspiziert werden dürfen, zuzulassen; die größere Zahl ist maßgeblich.

21. Ein Vertragsstaat ist nicht verpflichtet, gleichzeitig mehr als zwei Inspektionsteams zur Durchführung von Inspektionen seiner konventionellen Streitkräfte nach den Abschnitten VII oder VIII oder mehr als eine Anzahl von Inspektionsteams zur Durchführung von Inspektionen seiner konventionellen Streitkräfte nach den Abschnitten VII oder VIII, die zwei Prozent der Gesamtzahl seiner Verifikationsobjekte entspricht, welche während bestimmter Zeiträume inspiziert werden dürfen, zuzulassen; die größere Zahl ist maßgeblich.

22. Ungeachtet der Absätze 20 und 21 ist kein Vertragsstaat mit Militärbezirken, wie sie in den Artikeln IV und V des Vertrags beschrieben sind, verpflichtet, in seinem Hoheitsgebiet im Anwendungsgebiet gleichzeitig mehr als zwei Inspektionsteams zuzulassen, die Inspektionen nach Abschnitt VII und VIII in einem dieser Militärbezirke durchführen.

23. Ein Vertragsstaat ist nicht verpflichtet, durch denselben Vertragsstaat Inspektionen nach den Abschnitten VII und VIII zuzulassen, wenn diese mehr als 50 Prozent seiner passiven Quote für gemeldete Inspektionsstätten während eines Kalenderjahrs entsprächen.

24. Jeder Vertragsstaat hat das Recht, innerhalb des Anwendungsgebiets im Hoheitsgebiet anderer Vertragsstaaten Inspektionen durchzuführen. Ein Vertragsstaat führt jedoch nicht mehr als fünf Inspektionen jährlich nach den Abschnitten VII und VIII in bezug auf einen anderen Vertragsstaat durch, welcher der gleichen Gruppe von Vertragsstaaten angehört. Solche Inspektionen werden auf die passive Quote für gemeldete Inspektionsstätten des inspizierten Vertragsstaats angerechnet. Im übrigen ist jede Gruppe von Vertragsstaaten alleine für die Aufteilung von Inspektionen unter die einzelnen Vertragsstaaten innerhalb ihrer Gruppe von Vertragsstaaten verantwortlich. Jeder Vertragsstaat notifiziert allen anderen Vertragsstaaten seine aktive Inspektionsquote:

(A) für die Evaluierungsphase für Ausgangsdaten spätestens 120 Tage nach Unterzeichnung des Vertrags;

(B) für das erste Jahr der Reduzierungsphase, spätestens 60 Tage nach Inkrafttreten des Vertrags; und

(C) für jedes weitere Jahr der Reduzierungsphase, für die Evaluierungsphase für Reststärken und für jedes Jahr der Phase nach Erreichen der Reststärken, spätestens am 15. Januar, der dieser Phase vorausgeht.

ABSCHNITT III ERFORDERNISSE FÜR DIE ZEIT VOR DER INSPEKTION

1. Inspektionen aufgrund des Vertrags werden von Inspektoren durchgeführt, die nach den Absätzen 3 bis 7 bestellt werden.

2. Die Inspektoren müssen Staatsangehörige des inspizierenden Vertragsstaats oder anderer Vertragsstaaten sein.

3. Innerhalb von 90 Tagen nach Unterzeichnung des Vertrags übermittelt jeder Vertragsstaat jedem anderen Vertragsstaat eine Liste seiner vorgeschlagenen Inspektoren und eine Liste seiner vorgeschlagenen Besatzungsmitglieder, welche die vollständigen Namen der Inspektoren und Besatzungsmitglieder, ihr Geschlecht, ihr Geburtsdatum, ihren Geburtsort und die Nummer ihres Passes enthält. Die von einem Vertragsstaat übermittelte Liste der vorgeschlagenen Inspektoren darf zu keinem Zeitpunkt mehr als 400 Personen enthalten, und die von einem Vertragsstaat übermittelte Liste der vorgeschlagenen Besatzungsmitglieder darf zu keinem Zeitpunkt mehr als 600 Personen enthalten.

4. Jeder Vertragsstaat prüft die ihm von anderen Vertragsstaaten übermittelten Listen der Inspektoren und Besatzungsmitglieder und teilt innerhalb von 30 Tagen nach Eingang jeder Liste dem die Liste übermittelnden Vertragsstaat Personen mit, deren Namen er von der Liste zu streichen wünscht.

5. Vorbehaltlich des Absatzes 7 gelten Inspektoren und Besatzungsmitglieder, deren Streichung von der Liste innerhalb des in Absatz 4 festgelegten Zeitraums nicht verlangt wurde, für die Zwecke der Ausstellung von Sichtvermerken und anderer Dokumente im Einklang mit Absatz 8 als akzeptiert.

6. Jeder Vertragsstaat hat das Recht, seine Listen innerhalb eines Monats nach Inkrafttreten des Vertrags zu ändern. Danach kann jeder Vertragsstaat einmal alle sechs Monate Ergänzungen oder Streichungen in bezug auf seine Listen der Inspektoren und Besatzungsmitglieder vorschlagen, vorausgesetzt, daß der Umfang dieser geänderten Listen die in Absatz 3 festgelegten Zahlen nicht überschreitet. Vorgeschlagene Ergänzungen werden im Einklang mit den Absätzen 4 und 5 geprüft.

7. Ein Vertragsstaat kann die Streichung jeder beliebigen Person von den von jedem anderen Vertragsstaat übermittelten Listen der Inspektoren und Besatzungsmitglieder verlangen; dieses Verlangen kann nicht zurückgewiesen werden.

8. Der Vertragsstaat, in dessen Hoheitsgebiet eine Inspektion durchgeführt wird, stellt den nach Absatz 5 akzeptierten Inspektoren und Besatzungsmitgliedern Sichtvermerke und alle anderen Dokumente aus, die diese Inspektoren und Besatzungsmitglieder benötigen, um in das Hoheitsgebiet dieses Vertragsstaats zum Zweck der Durchführung von Inspektionen im Einklang mit diesem Protokoll einreisen und sich dort aufhalten zu können. Diese Sichtvermerke und sonstige erforderliche Dokumente werden entweder:

(A) innerhalb von 30 Tagen nach Annahme der Listen oder der späteren Änderung solcher Listen ausgestellt, wobei in diesem Fall der Sichtvermerk für einen Zeitraum von mindestens 24 Monaten gültig ist, oder

(B) innerhalb einer Stunde nach Eintreffen des Inspektionsteams und der Besatzungsmitglieder am Einreise-/Ausreiseort, wobei in diesem Fall der Sichtvermerk für die Dauer ihrer Inspektion gültig ist.

9. Innerhalb von 90 Tagen nach Unterzeichnung des Vertrags teilt jeder Vertragsstaat jedem anderen Vertragsstaat die ständigen diplomatischen Einfluggenehmigungsnummern der Beförderungsmittel des Vertragsstaats mit, welche die für eine Inspektion erforderlichen Inspektoren und Ausrüstungsgegenstände in das Hoheitsgebiet des Vertragsstaats, in dem eine solche Inspektion durchgeführt wird, und aus dem Hoheitsgebiet heraus befördern. Routen von und nach dem/den benannten Einreise-/Ausreiseort(en) müssen internationalen Luftverkehrsstraßen oder anderen Routen folgen, die zwischen den beteiligten Vertragsstaaten als Grundlage für die diplomatischen Einfluggenehmigungen vereinbart werden. Inspektoren können Linienflüge zu denjenigen Einreise-/Ausreiseorten benutzen, die von Luftverkehrsgesellschaften angeflogen werden. Die Bestimmungen dieses Absatzes in bezug auf diplomatische Einfluggenehmigungsnummern gelten nicht für solche Flüge.

10. Jeder Vertragsstaat gibt in der nach Abschnitt V des Protokolls über Informationsaustausch übermittelten Notifikation einen Ort der Einreise/Ausreise oder Orte der Einreise/Ausreise in bezug auf jede gemeldete Inspektionsstätte mit seinen Verifikationsobjekten an. Bei diesen Einreise-/Ausreiseorten kann es sich um Grenzübergänge zu Land, Flughäfen oder Seehäfen handeln, die geeignet sein müssen, das Beförderungsmittel des inspizierenden Vertragsstaats aufzunehmen. Für jede gemeldete Inspektionsstätte wird mindestens ein Flughafen als ein Einreise-/Ausreiseort notifiziert. Jeder für eine gemeldete Inspektionsstätte notifizierte Einreise-/Ausreiseort muß so gelegen sein, daß der Zugang zu dieser gemeldeten Inspektionsstätte innerhalb der in Abschnitt VII Absatz 8 festgelegten Zeit möglich ist.

11. Jeder Vertragsstaat kann den/die Einreise-/Ausreiseort(e) in sein Hoheitsgebiet ändern, indem er dies den anderen Vertragsstaaten spätestens 90 Tage vor Wirksamwerden dieser Änderung notifiziert.

12. Innerhalb von 90 Tagen nach Unterzeichnung des Vertrags notifiziert jeder Vertragsstaat allen anderen Vertragsstaaten die amtliche(n) KSZE-Sprache(n), deren sich die Inspektionsteams bei Inspektionen seiner konventionellen Streitkräfte bedienen sollen.

ABSCHNITT IV NOTIFIKATION BEABSICHTIGTER INSPEKTIONEN

1. Der inspizierende Vertragsstaat notifiziert dem inspizierten Vertragsstaat seine Absicht, eine Inspektion nach Artikel XIV des Vertrags durchzuführen. Im Fall der Inspektion stationierter konventioneller Streitkräfte übermittelt der inspizierende Vertragsstaat gleichzeitig den aufnehmenden und stationierenden Vertragsstaaten eine Notifikation. Im Fall der Inspektion von Zertifikations- oder Reduzierungsverfahren, die von einem stationierenden Vertragsstaat durchgeführt werden, übermittelt der inspizierende Vertragsstaat gleichzeitig den aufnehmenden und stationierenden Vertragsstaaten eine Notifikation.

2. Bei den nach Abschnitten VII und VIII durchgeführten Inspektionen werden diese Notifikationen in Übereinstimmung mit Artikel XVII des Vertrags spätestens 36 Stunden vor der vorgesehenen Ankunftszeit des Inspektionsteams am Einreise-/Ausreiseort im Hoheitsgebiet des Vertragsstaats, in dem eine Inspektion durchgeführt werden soll, übermittelt; sie enthalten folgende Mitteilungen:

(A) den vorgesehenen Einreise-/Ausreiseort;

(B) die vorgesehene Ankunftszeit am Einreise-/Ausreiseort;

(C) das bei der Ankunft am Einreise-/Ausreiseort benutzte Beförderungsmittel;

(D) eine Erklärung darüber, ob die erste Inspektion nach Abschnitt VII oder VIII durchgeführt werden soll und ob die Inspektion zu Fuß, mit einem geländegängigen Fahrzeug, mit einem Hubschrauber oder einer Kombination davon durchgeführt werden soll;

(E) die Zeitspanne zwischen der Ankunft am Einreise-/Ausreiseort und der Benennung der ersten Inspektionsstätte;

(F) die von dem Inspektionsteam zu verwendende Sprache, die eine nach Abschnitt III Absatz 12 bezeichnete Sprache sein muß;

(G) die für den nach Abschnitt XII anzufertigenden Inspektionsbericht zu verwendende Sprache;

(H) die vollständigen Namen der Inspektoren und der Besatzungsmitglieder, ihr Geschlecht, ihr Geburtsdatum, ihren Geburtsort und die Nummer ihres Passes; und

(I) die voraussichtliche Anzahl der Folgeinspektionen.

3. Bei den nach den Abschnitten IX und X durchgeführten Inspektionen werden diese Notifikationen in Übereinstimmung mit Artikel XVII des Vertrags spätestens 96 Stunden vor der vorgesehenen Ankunftszeit des Inspektionsteams am benannten Einreise-/Ausreiseort im Hoheitsgebiet des inspizierten Vertragsstaats, in dem eine Inspektion durchgeführt werden soll, übermittelt; sie enthalten folgende Mitteilungen:

(A) den vorgesehenen Einreise-/Ausreiseort;

(B) die vorgesehene Ankunftszeit am Einreise-/Ausreiseort;

(C) das bei der Ankunft am Einreise-/Ausreiseort benutzte Beförderungsmittel;

(D) für jede Inspektion an einer Reduzierungs- oder Zertifikationsstätte, eine Bezugnahme auf die nach Abschnitt IX Absatz 3 oder Abschnitt X Absatz 5 übermittelte Notifikation;

(E) die von dem Inspektionsteam zu verwendende Sprache, die eine nach Abschnitt III Absatz 12 bezeichnete Sprache sein muß;

(F) die für den nach Abschnitt XII anzufertigenden Inspektionsbericht zu verwendende Sprache; und

(G) die vollständigen Namen der Inspektoren und der Besatzungsmitglieder, ihr Geschlecht, ihr Geburtsdatum, ihren Geburtsort und die Nummer ihres Passes.

4. Die nach Absatz 1 unterrichteten Vertragsstaaten bestätigen den Eingang der Notifikation innerhalb von drei Stunden im Einklang mit Artikel XVII des Vertrags. Vorbehaltlich dieses Abschnitts wird dem Inspektionsteam gestattet, zur vorgesehenen Ankunftszeit, die nach Absatz 2 Buchstabe B oder Absatz 3 Buchstabe B notifiziert wurde, an dem vorgesehenen Einreise-/Ausreiseort einzutreffen.

5. Ein inspizierter Vertragsstaat, der die Notifikation einer Inspektionsabsicht erhält, übermittelt unmittelbar nach deren Eingang in Übereinstimmung mit Artikel XVII des Vertrags Kopien dieser Notifikation an alle anderen Vertragsstaaten.

6. Ist der Vertragsstaat, in dessen Hoheitsgebiet eine Inspektion durchgeführt werden soll, nicht in der Lage, die Einreise des Inspektionsteams zur vorgesehenen Ankunftszeit zu erlauben, gestattet er dem Inspektionsteam, zwei Stunden vor oder nach der notifizierten vorgesehenen Ankunftszeit in das Hoheitsgebiet dieses Vertragsstaats einzureisen. In diesem Fall teilt der Vertragsstaat, in dessen Hoheitsgebiet eine Inspektion durchgeführt werden soll, dem inspizierenden Vertragsstaat die neue vorgesehene Ankunftszeit spätestens 24 Stunden nach Übermittlung der ursprünglichen Notifikation mit.

7. Verspätet sich das Inspektionsteam um mehr als zwei Stunden über die notifizierte vorgesehene Ankunftszeit oder die nach Absatz 6 mitgeteilte neue vorgesehene Ankunftszeit hinaus, so teilt der inspizierende Vertragsstaat den nach Absatz 1 unterrichteten Vertragsstaaten folgendes mit:

(A) eine neue vorgesehene Ankunftszeit, die die ursprüngliche vorgesehene Ankunftszeit oder die nach Absatz 6 mitgeteilte neue vorgesehene

Ankunftszeit in keinem Fall um mehr als sechs Stunden überschreiten darf; und

(B) eine neue Zeitspanne zwischen der Ankunft am Einreise-/Ausreiseort und der Benennung der ersten Inspektionsstätte, falls der inspizierende Vertragsstaat dies wünscht.

8. Werden für die Beförderung des Inspektionsteams zum Einreise-/Ausreiseort Flüge außerhalb des Linienverkehrs benutzt, so übermittelt der inspizierende Vertragsstaat dem Vertragsstaat, in dessen Hoheitsgebiet die Inspektion durchgeführt werden soll, spätestens zehn Stunden vor dem geplanten Einflug in den Luftraum dieses Vertragsstaats einen Flugplan in Übereinstimmung mit Artikel XVII des Vertrags. Der Flugplan wird in Übereinstimmung mit den für Zivilluftfahrzeuge geltenden Verfahren der Internationalen Zivilluftfahrt-Organisation eingereicht. Der inspizierende Vertragsstaat trägt in dem Feld "Bemerkungen" auf jedem Flugplan die ständige diplomatische Einfluggenehmigungsnummer und die Bemerkung ein: "KSE-Inspektionsluftfahrzeug. Benötigt vorrangige Abfertigung."

9. Innerhalb von drei Stunden nach Eingang eines Flugplans, der nach Absatz 8 eingereicht wurde, stellt der Vertragsstaat, in dessen Hoheitsgebiet eine Inspektion durchgeführt werden soll, sicher, daß der Flugplan genehmigt wird, so daß das Inspektionsteam zur vorgesehenen Ankunftszeit am Einreise-/Ausreiseort eintreffen kann.

ABSCHNITT V VERFAHREN NACH DER ANKUNFT AM EINREISE-/AUSREISEORT

1. Das Begleitteam empfängt das Inspektionsteam und die Besatzungsmitglieder bei deren Ankunft am Einreise-/Ausreiseort.

2. Ein Vertragsstaat, der aufgrund einer Vereinbarung mit dem inspizierten Vertragsstaat Strukturen oder Anlagen nutzt, benennt einen Verbindungsoffizier für das Begleitteam, der bei Bedarf am Einreise-/Ausreiseort zur Verfügung steht, um das Inspektionsteam in Absprache mit dem Begleitteam jederzeit begleiten zu können.

3. Die Zeit der Ankunft am Einreise-/Ausreiseort und der Rückkehr dorthin wird von dem Inspektionsteam und dem Begleitteam vereinbart und festgehalten.

4. Der Vertragsstaat, in dessen Hoheitsgebiet eine Inspektion durchgeführt werden soll, sorgt dafür, daß Gepäck, Ausrüstungen und Material des Inspektionsteams von allen Zöllen befreit und am Einreise-/Ausreiseort zügig abgefertigt werden.

5. Ausrüstungen und Material, die der inspizierende Vertragsstaat in das Hoheitsgebiet des Vertragsstaats, in dem eine Inspektion durchgeführt werden soll, mitführt, unterliegen bei jeder Einfuhr in dieses Hoheitsgebiet der Überprüfung. Diese Überprüfung wird vor der Abreise des Inspektionsteams vom Einreise-/Ausreiseort zur Inspektionsstätte abgeschlossen. Die Ausrüstungen und das Material werden von dem Begleitteam in Gegenwart der Mitglieder des Inspektionsteams überprüft.

6. Stellt das Begleitteam bei der Überprüfung fest, daß ein von den Inspektoren mitgeführter Gegenstand der Ausrüstung oder des Materials in einer Weise ausgestattet ist, die mit den Inspektionserfordernissen dieses Protokolls nicht vereinbar ist oder die Voraussetzungen des Abschnitts VI Absatz 15 nicht erfüllt, so hat das Begleitteam das Recht, die Erlaubnis zur Benutzung dieses Gegenstands zu verweigern und ihn am Einreise-/Ausreiseort in Verwahrung zu nehmen. Der inspizierende Vertragsstaat entfernt solche in Verwahrung genommene Gegenstände bei nächster Gelegenheit nach eigenem Ermessen aus dem Hoheitsgebiet des Vertragsstaats, in dem eine Inspektion durchgeführt werden soll, spätestens jedoch dann, wenn das Inspektionsteam, das diese Gegenstände mitgeführt hat, dieses Hoheitsgebiet verläßt.

7. Hat ein Vertragsstaat an der Überprüfung der Ausrüstung eines Inspektionsteams am Einreise-/Ausreiseort nicht teilgenommen, so ist dieser Vertragsstaat berechtigt, die Rechte des Begleitteams nach den Absätzen 5 und 6 vor der Inspektion einer gemeldeten Inspektionsstätte, in der sich seine konventionellen Streitkräfte befinden, oder vor der Inspektion von Strukturen oder Anlagen, die er aufgrund einer Vereinbarung mit dem inspizierten Vertragsstaat nutzt, wahrzunehmen.

8. Während des ganzen Zeitraums, in dem sich das Inspektionsteam und die Besatzung im Hoheitsgebiet des Vertragsstaats aufhalten, wo sich die Inspektionsstätte befindet, sorgt der inspizierte Vertragsstaat für Verpflegung, Unterkunft, Arbeitsräume, Beförderungsmittel und erforderlichenfalls medizinische Versorgung oder sonstige Notfallhilfe oder stellt diese zur Verfügung.

9. Der Vertragsstaat, in dessen Hoheitsgebiet eine Inspektion durchgeführt wird, stellt Unterbringung, Sicherheit, Wartung und Treibstoff der Beförderungsmittel des inspizierenden Vertragsstaats am Einreise-/Ausreiseort.

ABSCHNITT VI ALLGEMEINE REGELN FÜR DIE DURCHFÜHRUNG DER INSPEKTIONEN

1. Dem Inspektionsteam können neben Inspektoren des inspizierenden Vertragsstaats auch solche anderer Vertragsstaaten angehören.

2. Für Inspektionen, die im Einklang mit den Abschnitten VII, VIII, IX und X durchgeführt werden, besteht ein Inspektionsteam aus höchstens neun Inspektoren, es kann sich in bis zu drei Untergruppen aufteilen. Bei gleichzeitigen Inspektionen im Hoheitsgebiet von Vertragsstaaten, die über keine in den Artikeln IV und V des Vertrags definierten Militärbezirke verfügen, oder bei Inspektionen innerhalb eines einzigen Militärbezirks eines Vertragsstaats, der über solche Militärbezirke verfügt, darf sich nur ein Inspektionsteam an einer Inspektionsstätte in drei Untergruppen aufteilen, die anderen jedoch nur in zwei.

3. Die Inspektoren und die Mitglieder des Begleitteams tragen ein deutliches Erkennungszeichen, das sie jeweils als solche ausweist.

4. Als Zeitpunkt für die Übernahme der Aufgaben eines Inspektors/einer Inspektorin gilt die Ankunft am Einreise-/Ausreiseort im Hoheitsgebiet des Vertragsstaats, in dem eine Inspektion durchgeführt werden soll, als Zeitpunkt für die Beendigung seiner/ihrer Aufgaben gilt die Ausreise aus dem Hoheitsgebiet dieses Vertragsstaats über den Einreise-/Ausreiseort.

5. Die Anzahl der Besatzungsmitglieder beträgt höchstens zehn.

6. Unbeschadet ihrer Vorrechte und Immunitäten müssen die Inspektoren und Besatzungsmitglieder die Gesetze und sonstigen Vorschriften des Vertragsstaats, in dessen Hoheitsgebiet eine Inspektion durchgeführt wird, beachten und dürfen sich nicht in die inneren Angelegenheiten dieses Vertragsstaats einmischen. Inspektoren und Besatzungsmitglieder müssen ferner die Vorschriften, einschließlich Sicherheits- und administrative Bestimmungen, an einer Inspektionsstätte beachten. Ist der inspizierte Vertragsstaat der Auffassung, daß ein Inspektor oder Besatzungsmitglied gegen die Gesetze und Vorschriften oder andere Bedingungen, die in diesem Protokoll zur Regelung der Inspektionstätigkeiten festgelegt sind, verstoßen hat, so teilt er dies dem inspizierenden Vertragsstaat mit, der auf Ersuchen des inspizierten Vertragsstaats diese Person unverzüglich aus der Liste der Inspektoren oder Besatzungsmitglieder streicht. Hält sich diese Person im Hoheitsgebiet des Vertragsstaats, in dem eine Inspektion durchgeführt wird, auf, so zieht der inspizierende Vertragsstaat diese Person unverzüglich aus diesem Hoheitsgebiet ab.

7. Der inspizierte Vertragsstaat ist für die Gewährleistung der Sicherheit des Inspektionsteams und der Besatzungsmitglieder vom Zeitpunkt ihrer Ankunft am Einreise-/Ausreiseort bis zum Zeitpunkt ihrer Abreise aus dem Hoheitsgebiet dieses Vertragsstaats vom Einreise-/Ausreiseort aus verantwortlich.

8. Das Begleitteam unterstützt das Inspektionsteam bei der Wahrnehmung seiner Aufgaben. Das Begleitteam kann nach eigenem Ermessen von seinem Recht Gebrauch machen, das Inspektionsteam vom Zeitpunkt der Einreise in das Hoheitsgebiet des

Vertragsstaats, in dem eine Inspektion durchgeführt werden soll, bis zur Ausreise aus diesem Hoheitsgebiet zu begleiten.

9. Der inspizierende Vertragsstaat stellt sicher, daß das Inspektionsteam und jede Untergruppe über die erforderlichen Sprachkenntnisse verfügen, um sich mit dem Begleitteam in der nach Abschnitt IV Absatz 2 Buchstabe F und Absatz 3 Buchstabe E notifizierten Sprache ohne weiteres verständigen zu können. Der inspizierte Vertragsstaat stellt sicher, daß das Begleitteam über die erforderlichen Sprachkenntnisse verfügt, um sich in dieser Sprache ohne weiteres mit dem Inspektionsteam und jeder Untergruppe verständigen zu können. Die Inspektoren und die Mitglieder des Begleitteams dürfen sich auch in anderen Sprachen miteinander verständigen.

10. Während der Inspektionen gewonnene Informationen werden nicht ohne ausdrückliche Zustimmung des inspizierenden Vertragsstaats veröffentlicht.

11. Während der Dauer ihres Aufenthalts im Hoheitsgebiet des Vertragsstaats, in dem eine Inspektion durchgeführt werden soll, haben die Inspektoren das Recht, mit der Botschaft oder dem Konsulat des inspizierenden Vertragsstaats in diesem Gebiet unter Benutzung der von dem inspizierten Vertragsstaat zur Verfügung gestellten angemessenen Fernmeldeeinrichtungen in Verbindung zu treten. Der inspizierte Vertragsstaat stellt auch Fernmeldemittel für die Verständigung zwischen den Untergruppen eines Inspektionsteams zur Verfügung.

12. Der inspizierte Vertragsstaat befördert das Inspektionsteam zu den, zwischen den und von den einzelnen Inspektionsstätten, wobei das Beförderungsmittel und die Strecke von dem inspizierten Vertragsstaat ausgewählt werden. Der inspizierende Vertragsstaat kann um eine Änderung der ausgewählten Strecke ersuchen. Der inspizierte Vertragsstaat gibt einem solchen Ersuchen nach Möglichkeit statt. Bei Einvernehmen darf der inspizierende Vertragsstaat seine eigenen Landfahrzeuge benutzen.

13. Wenn eine Notlage eintritt, welche die Reise von Inspektoren von einer Inspektionsstätte zum Einreise-/Ausreiseort oder zur Botschaft oder zum Konsulat des inspizierenden Vertragsstaats im Hoheitsgebiet des Vertragsstaats, in dem eine Inspektion durchgeführt wird, erforderlich macht, so teilt das Inspektionsteam dies dem Begleitteam mit, das umgehend Vorkehrungen für eine solche Reise trifft und erforderlichenfalls geeignete Beförderungsmittel zur Verfügung stellt.

14. Der inspizierte Vertragsstaat stellt dem Inspektionsteam in der Inspektionsstätte einen Arbeitsbereich für die Lagerung der Ausrüstung und des Materials, das Anfertigen der Berichte und für Ruhepausen und Mahlzeiten zur Verfügung.

15. Das Inspektionsteam darf die für die Durchführung der Inspektion benötigten Unterlagen mit sich führen, insbesondere seine eigenen Karten und Pläne. Die Inspektoren dürfen tragbare passive Nachtsichtgeräte, Ferngläser, Video- und Stehbildkameras, Diktiergeräte, Bandmaße, Taschenlampen, magnetische Kompasse und tragbare Computer (Laptop-Computer) mitbringen und benutzen. Die Inspektoren dürfen vorbehaltlich der Zustimmung des inspizierten Vertragsstaats weitere Ausrüstungsgegenstände benutzen. Während der gesamten Aufenthaltsdauer ist das Begleitteam berechtigt, die von den Inspektoren mitgebrachte Ausrüstung zu beobachten; es darf eine Benutzung der von ihm nach Abschnitt V Absätze 5 bis 7 genehmigten Ausrüstung jedoch nicht beeinträchtigen.

16. Im Fall von Inspektionen, die nach Abschnitt VII oder VIII durchgeführt werden, gibt das Inspektionsteam bei jeder Benennung einer zu inspizierenden Inspektionsstätte an, ob die Inspektion zu Fuß, mit einem geländegängigen Fahrzeug, mit einem Hubschrauber oder einer Kombination davon durchgeführt werden soll. Sofern nichts anderes vereinbart wird, stellt und betreibt der inspizierte Vertragsstaat die geeigneten geländegängigen Fahrzeuge an der Inspektionsstätte.

17. Wann immer dies möglich ist, hat das Inspektionsteam das Recht, vorbehaltlich der Sicherheits- und Flugbetriebsbestimmungen des inspizierten Vertragsstaats sowie der Absätze 18 bis 21, bei Inspektionen nach den Abschnitten VII und VIII die Inspektionsstätte mit Hubschraubern zu überfliegen, wobei der Hubschrauber von dem inspizierten Vertragsstaat gestellt und betrieben wird.

18. Der inspizierte Vertragsstaat ist nicht verpflichtet, einen Hubschrauber an einer Inspektionsstätte zu stellen, die kleiner als 20 Quadratkilometer ist.

19. Der inspizierte Vertragsstaat hat das Recht, das Überfliegen sensitiver Punkte mit Hubschraubern zu verzögern, beschränken oder verweigern; das Vorhandensein sensitiver Punkte stellt jedoch kein Hindernis für das Überfliegen des übrigen Gebiets der Inspektionsstätte mit Hubschraubern dar. Während eines Hubschrauberüberflugs ist das Fotografieren von sensitiven Punkten und das Fotografieren zum Zeitpunkt des Überfliegens solcher Punkte nur mit Zustimmung des Begleitteams erlaubt.

20. Die Gesamtdauer solcher Überflüge einer Inspektionsstätte mit Hubschraubern darf eine Stunde nicht übersteigen, sofern das Inspektionsteam und das Begleitteam nichts anderes vereinbaren.

21. Ein vom inspizierten Vertragsstaat gestellter Hubschrauber muß groß genug sein, um mindestens zwei Mitgliedern des Inspektionsteams und mindestens einem Mitglied des Begleitteams Platz zu bieten. Den Inspektoren ist es gestattet, bei Überflügen über die Inspektionsstätte jeden der in Absatz 15 genannten Ausrüstungsgegenstände mitzuführen und zu benutzen. Wann immer das Inspektionsteam während solcher Inspektionsflüge zu fotografieren beabsichtigt, teilt es dies dem Begleitteam mit. Der Hubschrauber muß den Inspektoren ständig ungehinderte Bodensicht ermöglichen.

22. Bei der Wahrnehmung ihrer Aufgaben dürfen die Inspektoren in laufende Tätigkeiten in der Inspektionsstätte nicht unmittelbar störend eingreifen; sie sollen den Betrieb der Inspektionsstätte nicht unnötig behindern oder verzögern oder Maßnahmen ergreifen, die den sicheren Betrieb beeinträchtigen.

23. Soweit in den Absätzen 24 bis 29 nichts anderes vorgesehen ist, wird den Inspektoren während der Inspektion eines Verifikationsobjekts oder innerhalb eines spezifizierten Gebiets der Zugang und die ungehinderte Inspektion wie folgt gestattet:

(A) im Fall eines spezifizierten Gebiets, innerhalb des gesamten spezifizierten Gebiets;

(B) im Fall eines Verifikationsobjekts, innerhalb des gesamten Gebiets der gemeldeten Inspektionsstätte mit Ausnahme der auf dem Lageplan als ausschließlich zu einem anderen Verifikationsobjekt gehörig eingezeichneten Gebiete, welche das Inspektionsteam nicht zur Inspektion benannt hat.

24. Während der Inspektion eines Verifikationsobjekts oder eines spezifizierten Gebiets nach Abschnitt VII oder VIII und vorbehaltlich der Bestimmungen des Absatzes 25 haben die Inspektoren das Recht, innerhalb der in Absatz 23 genannten Gebiete jede Örtlichkeit, jede Struktur oder jeden Raum innerhalb einer Struktur zu betreten, in denen Kampfpanzer, gepanzerte Kampffahrzeuge, Artilleriewaffen, Kampfhubschrauber, Kampfflugzeuge, reklassifizierte kampffähige Schulflugzeuge, gepanzerte MTW-ähnliche Fahrzeuge, SPz-ähnliche Fahrzeuge oder Brückenlegepanzer ständig oder routinemäßig vorhanden sind. Die Inspektoren haben nicht das Recht, andere Strukturen oder Räume innerhalb von Strukturen zu betreten, zu denen der Zugang nur durch Türen für Personal möglich ist, die nicht breiter als zwei Meter sind, und zu denen das Begleitteam den Zugang verwehrt.

25. Während der Inspektion eines Verifikationsobjekts oder innerhalb eines spezifizierten Gebiets nach den Abschnitten VII oder VIII haben die Inspektoren das Recht, in gehärtete Flugzeugschutzbauten Einblick zu nehmen, um sich durch Augenschein davon zu überzeugen, ob Kampfpanzer, gepanzerte Kampffahrzeuge, Artilleriewaffen, Kampfhubschrauber, Kampfflugzeuge, reklassifizierte kampffähige Schulflugzeuge, gepanzerte MTW-ähnliche Fahrzeuge, SPz-ähnliche Fahrzeuge oder Brückenlegepanzer vorhanden sind und, falls dies zutrifft, von deren Anzahl, Typ, Modell oder Version. Ungeachtet des Absatzes 24 betreten die Inspektoren das Innere solcher Flugzeugschutzbauten nur mit Zustimmung des Begleitteams. Wird die Genehmigung verwehrt, so werden Kampfpanzer, gepanzerte Kampffahrzeuge, Artilleriewaffen, Kampfhubschrauber, Kampfflugzeuge, reklassifizierte kampffähige Schulflugzeuge, gepanzerte MTW-ähnliche Fahrzeuge, SPz-ähnliche Fahrzeuge oder Brückenlegepanzer, die sich in gehärteten Flugzeugschutzbauten befinden, im Freien vorgeführt, wenn die Inspektoren darum ersuchen.

26. Während einer Inspektion eines Verifikationsobjekts oder innerhalb eines spezifizierten Gebiets nach Abschnitt VII oder VIII und soweit in den Absätzen 27 bis 33 nichts anderes vorgesehen ist, ist den Inspektoren der Zugang zu konventionellen Waffen und Ausrüstungen nur insoweit zu gewähren, als es erforderlich ist, um sich von deren Anzahl, Typ, Modell oder Version durch Augenschein zu überzeugen.

27. Der inspizierte Vertragsstaat hat das Recht, einzelne sensitive Ausrüstungsgegenstände abzudecken.

28. Das Begleitteam hat das Recht, den Zugang zu sensitiven Punkten, deren Anzahl und Ausdehnung so gering wie möglich gehalten werden sollte, zu verdeckten Gegenständen oder zu Behältern, deren räumliche Maße (Breite, Höhe, Länge oder Durchmesser) geringer als zwei Meter sind, zu verweigern. Wann immer ein sensitiver Punkt bezeichnet wird oder verdeckte Gegenstände oder Behälter vorhanden sind, erklärt das Begleitteam, ob der sensitive Punkt, der verdeckte Gegenstand oder der Behälter Kampfpanzer, gepanzerte Kampffahrzeuge, Artilleriewaffen, Kampfhubschrauber, Kampfflugzeuge, reklassifizierte kampffähige Schulflugzeuge, gepanzerte MTW-ähnliche Fahrzeuge, SPz-ähnliche Fahrzeuge oder Brückenlegepanzer enthält. Falls dies zutrifft, nennt das Begleitteam deren Anzahl und Typ, Modell oder Version.

29. Erklärt das Begleitteam, daß ein sensitiver Punkt, ein verdeckter Gegenstand oder ein Behälter irgendwelche dieser in Absatz 28 genannten konventionellen Waffen und Ausrüstungsstücke enthält, so hat es solche konventionellen Waffen und Ausrüstungen dem Inspektionsteam vorzuführen oder anzugeben und Maßnahmen zu ergreifen, um das

Inspektionsteam davon zu überzeugen, daß nicht mehr als die erklärte Anzahl solcher konventioneller Waffen und Ausrüstungen vorhanden sind.

30. Ist bei Inspektionen eines Verifikationsobjekts oder innerhalb eines spezifizierten Gebiets nach Abschnitt VII oder VIII ein Hubschrauber eines Typs, der in der Mehrzweck-Angriffshubschrauberliste des Protokolls über vorhandene Typen aufgeführt ist oder war, an der Inspektionsstätte vorhanden und von dem Begleitteam als Kampfunterstützungshubschrauber bezeichnet worden, oder ist ein Hubschrauber des Modells Mi-24 R oder Mi-24 K an einer Inspektionsstätte vorhanden und von dem Begleitteam als nach Abschnitt I Absatz 3 des Protokolls über die Rekategorisierung von Hubschraubern begrenzt bezeichnet worden, so unterliegt ein solcher Hubschrauber der internen Inspektion im Einklang mit Abschnitt IX Absätze 4 bis 6 dieses Protokolls.

31. Ist bei Inspektionen eines Verifikationsobjekts oder innerhalb eines spezifizierten Gebiets nach Abschnitt VII oder VIII ein Flugzeug eines bestimmten Modells oder einer bestimmten Version eines kampffähigen Schulflugzeugs, wie sie in Abschnitt II des Protokolls über die Reklassifizierung von Flugzeugen aufgeführt sind, an einer Inspektionsstätte vorhanden und von dem Begleitteam als im Einklang mit dem genannten Protokoll unbewaffnet zertifiziert bezeichnet worden, so unterliegt ein solches Flugzeug der internen Inspektion im Einklang mit Abschnitt IX Absätze 4 und 5 dieses Protokolls.

32. Ist bei Inspektionen eines Verifikationsobjekts oder innerhalb eines spezifizierten Gebiets nach Abschnitt VII oder VIII ein von dem Begleitteam als gepanzertes MTW-ähnliches oder SPz-ähnliches bezeichnetes gepanzertes Fahrzeug vorhanden, so hat das Inspektionsteam das Recht, sich zu vergewissern, daß mit einem solchen Fahrzeug keine Infanteriegruppe befördert werden kann. Die Inspektoren können darum ersuchen, daß die Türen und/oder Luken des Fahrzeugs geöffnet werden, damit das Innere des Fahrzeugs von außen in Augenschein genommen werden kann. Sensitive Ausrüstungen im oder am Fahrzeug dürfen abgedeckt werden.

33. Sind bei Inspektionen eines Verifikationsobjekts oder innerhalb eines spezifizierten Gebiets nach Abschnitt VII oder VIII Ausrüstungsgegenstände, die von dem Begleitteam im Einklang mit dem Reduzierungsprotokoll als reduziert bezeichnet werden, an einer Inspektionsstätte vorhanden, so hat das Inspektionsteam das Recht, solche Ausrüstungsgegenstände zu inspizieren, um sich zu vergewissern, daß sie in Übereinstimmung mit den in den Abschnitten III bis XII des Reduzierungsprotokolls festgelegten Verfahren reduziert worden sind.

34. Die Inspektoren haben das Recht, zum Zwecke der Registrierung des Vorhandenseins vom Vertrag erfaßter konventioneller Waffen und Ausrüstungen Fotografien einschließlich Videoaufnahmen zu machen. Dies gilt auch innerhalb von ausgewiesenen ständigen Lagerungsstätten oder anderen Lagerungsstätten, die mehr als 50 solcher Waffen und Ausrüstungsgegenstände enthalten. Die Verwendung von Stehbildkameras ist auf 35 mm-Kameras und auf Sofortbildkameras beschränkt. Das Inspektionsteam unterrichtet das Begleitteam im voraus darüber, ob es Fotografien zu machen beabsichtigt. Das Begleitteam arbeitet mit dem Inspektionsteam zusammen, wenn dieses Fotografien macht.

35. Fotografien von sensitiven Punkten sind nur mit Zustimmung des Begleitteams zulässig.

36. Soweit in Absatz 38 nichts anderes vorgesehen ist, sind Fotografien des Inneren von Strukturen, mit Ausnahme der in Absatz 34 genannten Lagerungsstätten, nur mit Zustimmung des Begleitteams zulässig.

37. Die Inspektoren haben das Recht, zur Ausräumung von Unklarheiten, die sich im Laufe von Inspektionen ergeben können, Maße zu überprüfen. Diese während einer Inspektion überprüften Maße werden von einem Mitglied des Inspektionsteams und einem Mitglied des Begleitteams unverzüglich bestätigt. Solche bestätigten Daten werden in den Inspektionsbericht aufgenommen.

38. Vertragsstaaten räumen, wann immer dies möglich ist, etwaige Unklarheiten, die sich in bezug auf Sachinformationen ergeben, während einer Inspektion aus. Sooft die Inspektoren das Begleitteam ersuchen, eine solche Unklarheit zu beseitigen, sorgt das Begleitteam unverzüglich für eine Klärung gegenüber dem Inspektionsteam. Beschließen die Inspektoren, eine nicht ausgeräumte Unklarheit fotografisch zu dokumentieren, so arbeitet das Begleitteam vorbehaltlich des Absatzes 35 mit dem Inspektionsteam zusammen, wenn dieses entsprechende Fotografien macht, wobei eine Sofortbildkamera zu benutzen ist. Kann eine Unklarheit während der Inspektion nicht ausgeräumt werden, so werden Frage, einschlägige Klarstellungen und relevante Fotografien in den Inspektionsbericht nach Abschnitt XII aufgenommen.

39. Bei Inspektionen nach den Abschnitten VII und VIII gilt die Inspektion als abgeschlossen, wenn der Inspektionsbericht unterzeichnet und gegengezeichnet ist.

40. Spätestens bei Abschluß einer Inspektion an einer gemeldeten Inspektionsstätte oder innerhalb eines spezifizierten Gebiets unterrichtet das Inspektionsteam das Begleitteam darüber, ob das Inspektionsteam eine Folgeinspektion durchzuführen beabsichtigt. Beabsichtigt das Inspektionsteam, eine Folgeinspektion durchzuführen, so benennt das Inspektionsteam zu diesem Zeitpunkt die nächste Inspektionsstätte. In einem solchen Fall stellt der inspizierte Vertragsstaat vorbehaltlich Abschnitt VII Absätze 6 und 17 und Abschnitt VIII Absatz 6 Buchstabe A sicher, daß das Inspektionsteam möglichst bald nach Abschluß der vorhergehenden Inspektion an der Stätte der Folgeinspektion eintrifft. Beabsichtigt das Inspektionsteam nicht, eine Folgeinspektion durchzuführen, so gelten Absätze 42 und 43.

41. Ein Inspektionsteam hat das Recht, vorbehaltlich der Abschnitte VII und VIII eine Folgeinspektion im Hoheitsgebiet des Vertragsstaats durchzuführen, in dem das Inspektionsteam die vorhergehende Inspektion durchgeführt hat, und zwar

(A) an jeder gemeldeten Inspektionsstätte mit demselben Einreise-/Ausreiseort wie die vorhergehende Inspektionsstätte oder mit demselben Einreise-/Ausreiseort, an dem das Inspektionsteam eingetroffen ist, oder

(B) innerhalb eines spezifizierten Gebiets, für das der Einreise-/Ausreiseort, an dem das Inspektionsteam angekommen ist, der nächstgelegene nach Abschnitt VI des Protokolls über Informationsaustausch notifizierte Einreise-/Ausreiseort ist, oder

(C) an jeder Örtlichkeit innerhalb eines Umkreises von 200 Kilometern von der vorhergehenden Inspektionsstätte innerhalb desselben Militärbezirks, oder

(D) an dem Dislozierungsort, der nach Angaben des inspizierten Vertragsstaats nach Abschnitt VII Absatz 11 Buchstabe A der vorübergehende Dislozierungsort von Kampfpanzern, gepanzerten Kampffahrzeugen, Artilleriewaffen, Kampfhubschraubern, Kampfflugzeugen oder Brückenlegepanzern ist, die während der Inspektion eines Verifikationsobjekts an der vorhergehenden Inspektionsstätte nicht vorhanden waren, falls solche konventionellen Waffen und Ausrüstungen mehr als 15 Prozent der in der letzten Notifikation nach dem Protokoll über Informationsaustausch notifizierten Zahl darstellen, oder

(E) an der gemeldeten Inspektionsstätte, die nach Angaben des inspizierten Vertragsstaats nach Abschnitt VII Absatz 11 Buchstabe B Herkunftsort von Kampfpanzern, gepanzerten Kampffahrzeugen, Artilleriewaffen, Kampfhubschraubern, Kampfflugzeugen oder Brückenlegepanzern an der vorherigen Inspektionsstätte ist, welche die in der letzten Notifikation nach dem Protokoll über Informationsaustausch mitgeteilte Anzahl von an dieser vorhergehenden Inspektionsstätte vorhandenen konventionellen Waffen und Ausrüstungen übersteigen, wenn diese konventionellen Waffen und Ausrüstungen die Anzahl dieser notifizierten konventionellen Waffen und Ausrüstungen um fünfzehn Prozent übersteigen.

42. Nach Abschluß einer Inspektion an einer gemeldeten Inspektionsstätte oder innerhalb eines spezifizierten Gebiets wird das Inspektionsteam, wenn keine Folgeinspektion angemeldet wurde, möglichst bald zu dem entsprechenden Einreise-/Ausreiseort zurückbefördert und verläßt das Hoheitsgebiet des Vertragsstaats, in dem die Inspektion durchgeführt wurde, innerhalb von 24 Stunden.

43. Das Inspektionsteam verläßt das Hoheitsgebiet des Vertragsstaats, in dem es Inspektionen durchgeführt hat, an demselben Einreise-/Ausreiseort, an dem es eingereist ist, sofern nichts anderes vereinbart wird. Wünscht ein Inspektionsteam zur Durchführung von Inspektionen zu einem Einreise-/Ausreiseort im Hoheitsgebiet eines anderen Vertragsstaats weiterzureisen, so kann es dies tun, sofern der inspizierende Vertragsstaat die erforderliche Notifikation nach Abschnitt IV Absatz 1 übermittelt hat.

ABSCHNITT VII INSPEKTION GEMELDETER INSPEKTIONSSTÄTTEN

1. Die Inspektion einer gemeldeten Inspektionsstätte nach diesem Protokoll kann nicht verweigert werden. Die Inspektion darf nur in Fällen höherer Gewalt oder aufgrund der Bestimmungen des Abschnitts II Absätze 7 und 20 bis 22 verzögert werden.

2. Soweit in Absatz 3 nichts anderes vorgesehen ist, trifft ein Inspektionsteam im Hoheitsgebiet des Vertragsstaats, in dem eine Inspektion durchgeführt werden soll, an einem Einreise-/Ausreiseort ein, der nach Abschnitt V des Protokolls über Informationsaustausch der gemeldeten Inspektionsstätte zugeordnet ist, die es als erste Inspektionsstätte nach Absatz 7 zu benennen beabsichtigt.

3. Wünscht ein inspizierender Vertragsstaat einen Grenzübergang zu Land oder einen Seehafen als Einreise-/Ausreiseort zu benutzen und hat der inspizierte Vertragsstaat zuvor keinen Grenzübergang zu Land oder Seehafen als einen Einreise-/Ausreiseort nach Abschnitt V des Protokolls über Informationsaustausch in bezug auf die gemeldete Inspektionsstätte, die der inspizierende Vertragsstaat als erste Inspektionsstätte nach Absatz 7 zu benennen wünscht, angegeben, so gibt der inspizierende Vertragsstaat in der Notifikation nach Abschnitt IV Absatz 2 den gewünschten Grenzübergang zu Land oder den Seehafen als Einreise-/Ausreiseort an. Der inspizierte Vertragsstaat bringt in seiner in Abschnitt IV Absatz 4 vorgesehenen Empfangsbestätigung zum Ausdruck, ob dieser Einreise-/Ausreiseort annehmbar ist oder nicht. In letzterem Fall gibt der inspizierte Vertragsstaat einen anderen Einreise-/Ausreiseort an, der so nahe wie möglich an dem gewünschten Einreise-/Ausreiseort liegt und bei dem es sich um einen nach Abschnitt V des Protokolls über Informationsaustausch angegebenen Flughafen, einen Seehafen oder einen Grenzübergang zu Land handeln kann, an dem das Inspektionsteam und die Besatzungsmitglieder in seinem Hoheitsgebiet eintreffen können.

4. Notifiziert ein inspizierender Vertragsstaat seinen Wunsch, einen Grenzübergang zu Land oder einen Seehafen als Einreise-/Ausreiseort nach Absatz 3 zu benutzen, so muß er vor einer solchen Notifikation hinreichend sicher sein können, daß sein Inspektionsteam aller Voraussicht nach die erste gemeldete Inspektionsstätte, an der dieser Vertragsstaat eine Inspektion durchzuführen wünscht, innerhalb der in Absatz 8 genannten Zeit mit Landfahrzeugen erreichen kann.

5. Treffen nach Absatz 3 das Inspektionsteam und die Besatzung im Hoheitsgebiet des Vertragsstaats, in dem eine Inspektion durchgeführt werden soll, an einem anderen Einreise-/Ausreiseort ein, als dem, der nach Abschnitt V des Protokolls über Informationsaustausch in bezug auf die gemeldete Inspektionsstätte angegeben wurde, die es als erste Inspektionsstätte zu benennen wünscht, so ermöglicht der inspizierte Vertragsstaat den Zugang zu dieser gemeldeten Inspektionsstätte so rasch wie möglich; er darf jedoch erforderlichenfalls die Frist nach Absatz 8 überschreiten.

6. Der inspizierte Vertragsstaat hat das Recht, nach der Benennung einer gemeldeten Inspektionsstätte bis zu sechs Stunden in Anspruch zu nehmen, um sich auf das Eintreffen des Inspektionsteams an dieser Stätte vorzubereiten.

7. Zu der nach Abschnitt IV Absatz 2 Buchstabe E notifizierten Stundenzahl nach Ankunft am Einreise-/Ausreiseort, und zwar nicht früher als eine Stunde und nicht später als 16 Stunden nach Ankunft am Einreise-/Ausreiseort, benennt das Inspektionsteam die erste zu inspizierende gemeldete Inspektionsstätte.

8. Der inspizierte Vertragsstaat sorgt dafür, daß das Inspektionsteam auf dem schnellstmöglichen Weg zu der ersten gemeldeten Inspektionsstätte reist und so bald wie möglich eintrifft, spätestens jedoch neun Stunden nach der Benennung der zu inspizierenden Stätte, sofern das Inspektionsteam und das Begleitteam nichts anderes vereinbaren oder sofern die gemeldete Inspektionsstätte nicht in einem gebirgigen oder schwer zugänglichen Gebiet liegt. In einem solchen Fall wird das Inspektionsteam spätestens 15 Stunden nach der Benennung dieser Inspektionsstätte zu dieser Stätte transportiert. Übersteigt die Reisezeit neun Stunden, so wird die darüber hinausgehende Zeit nicht auf die Aufenthaltsdauer angerechnet.

9. Unmittelbar nach der Ankunft in der Inspektionsstätte wird das Inspektionsteam zu einer Einrichtung für Unterweisungen geleitet, wo es einen Lageplan der Inspektionsstätte erhält, sofern ein solcher Plan nicht schon bei einem früheren Austausch von Lageplänen übermittelt wurde. In dem bei der Ankunft an der Inspektionsstätte ausgehändigten Lageplan ist folgendes genau eingezeichnet:

(A) die geographischen Koordinaten eines Punktes in der Inspektionsstätte auf zehn Sekunden genau unter Angabe dieses Punktes und des geographischen Nordens;

(B) der dem Lageplan zugrundeliegende Maßstab;

(C) die äußere Grenze der gemeldeten Inspektionsstätte;

(D) exakt gezogene Grenzen derjenigen Gebiete, die ausschließlich zu den jeweiligen Verifikationsobjekten gehören, unter Angabe der Ordnungsnummer jedes Verifikationsobjekts, zu dem jedes dieser Gebiete gehört und einschließlich der gesondert liegenden Bereiche, denen die zu den jeweiligen Verifikationsobjekten gehörenden Kampfpanzer, gepanzerten Kampffahrzeuge, Artilleriewaffen, Kampfhubschrauber, Kampfflugzeuge, reklassifizierten kampffähigen Schulflugzeuge, gepanzerten MTW-ähnlichen Fahrzeuge, SPz-ähnlichen Fahrzeuge oder Brückenlegepanzer ständig zugeordnet sind.

(E) die Hauptgebäude und -straßen in der gemeldeten Inspektionsstätte;

(F) die Eingänge der gemeldeten Inspektionsstätte;

(G) die Lage eines nach Abschnitt VI Absatz 14 vorgesehenen Arbeitsbereichs für das Inspektionsteam.

10. Innerhalb einer halben Stunde nach Entgegennahme des Lageplans der gemeldeten Inspektionsstätte benennt das Inspektionsteam das zu inspizierende Verifikationsobjekt. Das Inspektionsteam erhält dann eine Einweisung, die höchstens eine Stunde dauert und folgendes einbezieht:

(A) Sicherheits- und administrative Bestimmungen innerhalb der Inspektionsstätte;

(B) Modalitäten der Beförderung und des Fernmeldeverkehrs für die Inspektoren in der Inspektionsstätte;

(C) Bestände und Standplatz in der Inspektionsstätte, auch in den allgemein zugänglichen Bereichen der gemeldeten Inspektionsstätte, an Kampfpanzern, gepanzerten Kampffahrzeugen, Artilleriewaffen, Kampfhubschraubern, Kampfflugzeugen, reklassifizierten kampffähigen Schulflugzeugen, gepanzerten MTW-ähnlichen Fahrzeugen, SPz-ähnlichen Fahrzeugen oder Brückenlegepanzern, einschließlich derjenigen, die zu gesondert dislozierten unterstellten Elementen des gleichen zu inspizierenden Verifikationsobjekts gehören.

11. Die Einweisung vor der Inspektion umfaßt Erläuterungen über etwaige Unterschiede zwischen der Anzahl der in der Inspektionsstätte vorhandenen Kampfpanzer, gepanzerten Kampffahrzeuge, Artilleriewaffen, Kampfhubschrauber, Kampfflugzeuge oder Brückenlegepanzer und der entsprechenden, in der letzten Notifikation nach dem Protokoll über Informationsaustausch angegebenen Anzahl, und zwar in Übereinstimmung mit folgenden Bestimmungen:

(A) Ist die Anzahl der in der Inspektionsstätte vorhandenen konventionellen Waffen und Ausrüstungen geringer als die in der letzten Notifikation aufgrund des Protokolls über Informationsaustausch angegebene, so enthalten die Erläuterungen Informationen über den vorübergehenden Dislozierungsort solcher konventionellen Waffen und Ausrüstungen;

(B) ist die Anzahl der in der Inspektionsstätte vorhandenen Waffen und Ausrüstungen größer als die in der letzten Notifikation aufgrund des Protokolls über Informationsaustausch angegebene, so enthalten die Erläuterungen genaue Informationen über den Herkunftsort, den Zeitpunkt des Abtransports vom Herkunftsort, die Ankunftszeit und die voraussichtliche Verweildauer dieser zusätzlichen konventionellen Waffen und Ausrüstungen in der Inspektionsstätte.

12. Wenn ein Inspektionsteam ein zu inspizierendes Verifikationsobjekt benennt, so hat es das Recht, als Teil derselben Inspektion dieses Verifikationsobjekts das gesamte auf dem Lageplan als zu diesem Verifikationsobjekt gehörig eingezeichnete Gebiet zu inspizieren, einschließlich der gesondert liegenden Bereiche im Hoheitsgebiet des gleichen Vertragsstaats, denen zu diesem Verifikationsobjekt gehörende konventionelle Waffen und Ausrüstungen ständig zugeordnet sind.

13. Die Inspektion eines Verifikationsobjekts an einer gemeldeten Inspektionsstätte gewährt dem Inspektionsteam Zutritt und ungehinderte Inspektion in bezug auf das gesamte Gebiet der gemeldeten Inspektionsstätte, mit Ausnahme der auf dem Lageplan als ausschließlich zu einem anderen Verifikationsobjekt gehörig eingezeichneten Gebiete, welches das Inspektionsteam nicht für die Inspektion benannt hat. Während solcher Inspektionen gilt Abschnitt VI.

14. Unterrichtet das Begleitteam das Inspektionsteam davon, daß als im Besitz eines Verifikationsobjekts an einer gemeldeten Inspektionsstätte befindliche notifizierte Kampfpanzer, gepanzerte Kampffahrzeuge, Artilleriewaffen, Kampfhubschrauber, Kampfflugzeuge, reklassifizierte kampffähige Schulflugzeuge, MTW-ähnliche Fahrzeuge, SPz-ähnliche Fahrzeuge oder Brückenlegepanzer innerhalb eines Gebiets vorhanden sind, das auf dem Lageplan als ausschließlich zu einem anderen Verifikationsobjekt gehörig eingezeichnet ist,

so stellt das Begleitteam sicher, daß das Inspektionsteam als Teil derselben Inspektion Zugang zu solchen konventionellen Waffen und Ausrüstungen erhält.

15. Sind durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffen und Ausrüstungen oder Brückenlegepanzer in Gebieten einer gemeldeten Inspektionsstätte vorhanden, die auf dem Lageplan nicht als ausschließlich zu einem Verifikationsobjekt gehörig eingezeichnet sind, so teilt das Begleitteam dem Inspektionsteam mit, zu welchem Verifikationsobjekt solche konventionellen Waffen und Ausrüstungen gehören.

16. Jeder Vertragsstaat ist verpflichtet, über die Gesamtzahl jeder Kategorie von durch den Vertrag begrenzten Waffen und Ausrüstungen, die nach Abschnitt III des Protokolls über Informationsaustausch notifiziert werden, auf der Führungsebene oberhalb der Führungsebene Brigade/Regiment oder deren Entsprechung Rechenschaft zu geben, falls ein anderer Vertragsstaat darum ersucht.

17. Beschließt das Inspektionsteam während einer Inspektion an einer gemeldeten Inspektionsstätte, an der gleichen gemeldeten Inspektionsstätte eine Inspektion eines Verifikationsobjekts durchzuführen, das vorher nicht benannt worden war, so hat das Inspektionsteam das Recht, mit der Inspektion innerhalb von drei Stunden nach dieser Benennung zu beginnen. In einem solchen Fall erhält das Inspektionsteam eine Einweisung in bezug auf das für die nächste Inspektion benannte Verifikationsobjekt in Übereinstimmung mit den Absätzen 10 und 11.

ABSCHNITT VIII VERDACHTSINSPEKTONEN INNERHALB SPEZIFIZIERTER GEBIETE

1. Jeder Vertragsstaat hat das Recht, innerhalb spezifizierter Gebiete im Einklang mit diesem Protokoll Verdachtsinspektionen durchzuführen.

2. Beabsichtigt der inspizierende Vertragsstaat, als erste Inspektion nach der Ankunft am Einreise-/Ausreiseort eine Verdachtsinspektion innerhalb eines spezifizierten Gebiets durchzuführen, so

(A) gibt er in seiner Notifikation nach Abschnitt IV den benannten Einreise-/Ausreiseort an, der am nächsten an oder in diesem spezifizierten Gebiet liegt und für das von dem inspizierenden Vertragsstaat gewählte Beförderungsmittel geeignet ist;

(B) benennt das Inspektionsteam zu der in Abschnitt IV Absatz 2 Buchstabe E notifizierten Stundenzahl nach Ankunft am Einreise-/Ausreiseort, und zwar nicht früher als eine Stunde und nicht später als 16 Stunden nach Ankunft am Einreise-/Ausreiseort, das erste zu inspizierende spezifizierte Gebiet. Wenn ein solches spezifiziertes Gebiet benannt wird, gibt das Inspektionsteam als Teil seines Inspektionsersuchens dem Begleitteam eine geographische Beschreibung unter Angabe der äußeren Grenzen dieses Gebiets. Das Inspektionsteam hat das Recht, als Teil dieses Inspektionsersuchens jede Struktur und jede Anlage zu benennen, die es zu inspizieren wünscht.

3. Wird in bezug auf das Hoheitsgebiet eines Vertragsstaats um eine Verdachtsinspektion ersucht, so unterrichtet dieser unverzüglich nach Eingang der Benennung eines

spezifizierten Gebiets die anderen Vertragsstaaten, welche aufgrund einer Vereinbarung mit dem inspizierten Vertragsstaat Strukturen oder Anlagen nutzen, über dieses spezifizierte Gebiet, und fügt dieser Mitteilung die geographische Beschreibung unter Angabe der äußeren Grenzen bei.

4. Der inspizierte Vertragsstaat hat das Recht, Verdachtsinspektionen spezifizierter Gebiete zu verweigern.

5. Der inspizierte Vertragsstaat teilt dem Inspektionsteam innerhalb von zwei Stunden nach Benennung eines spezifizierten Gebiets mit, ob dem Inspektionsersuchen stattgegeben wird.

6. Wenn der Zugang zu einem spezifizierten Gebiet gestattet wird, so

(A) hat der inspizierte Vertragsstaat das Recht, nach Zustimmung zur Inspektion bis zu sechs Stunden in Anspruch zu nehmen, um sich auf die Ankunft des Inspektionsteams in dem spezifizierten Gebiet vorzubereiten;

(B) stellt der inspizierte Vertragsstaat sicher, daß das Inspektionsteam auf dem schnellsten Weg zum ersten spezifizierten Gebiet reist und so bald wie möglich nach Benennung der zu inspizierenden Inspektionsstätte eintrifft, spätestens jedoch innerhalb von neun Stunden nach Zustimmung zu einer solchen Inspektion, sofern das Inspektionsteam und das Begleitteam nichts anderes vereinbaren oder sofern die Inspektionsstätte nicht in einem gebirgigen oder unzugänglichen Gebiet liegt. In einem solchen Fall wird das Inspektionsteam spätestens 15 Stunden nach Zustimmung zu einer solchen Inspektion zu der Inspektionsstätte befördert. Beträgt die Reisezeit mehr als neun Stunden, so wird sie nicht auf die Aufenthaltsdauer dieses Inspektionsteams angerechnet; und

(C) es gilt Abschnitt VI. Innerhalb eines solchen spezifizierten Gebiets kann das Begleitteam den Zugang oder den Überflug in bezug auf einzelne Teile verzögern. Beträgt die Verzögerung mehr als vier Stunden, so hat das Inspektionsteam das Recht, die Inspektion abzubrechen. Die Verzögerung wird nicht auf die Aufenthaltsdauer oder die zulässige Höchstdauer für die Anwesenheit in einem spezifizierten Gebiet angerechnet.

7. Ersucht ein Inspektionsteam um Zugang zu einer Struktur oder zu Anlagen, die ein anderer Vertragsstaat aufgrund einer Vereinbarung mit dem inspizierten Vertragsstaat nutzt, so unterrichtet der inspizierte Vertragsstaat unverzüglich diesen Vertragsstaat von einem solchen Ersuchen. Das Begleitteam teilt dem Inspektionsteam mit, daß der andere Vertragsstaat aufgrund einer Vereinbarung mit dem inspizierten Vertragsstaat im Zusammenwirken mit dem inspizierten Vertragsstaat und soweit dies mit der Nutzungsvereinbarung im Einklang steht, die in diesem Protokoll festgelegten Rechte und Pflichten in bezug auf Inspektionen, die Ausrüstungen oder Material des Vertragsstaats einbeziehen, der die Struktur oder die Anlage nutzt, wahrnimmt.

8. Falls der inspizierte Vertragsstaat dies wünscht, so kann das Inspektionsteam bei der Ankunft in dem spezifizierten Gebiet eine Einweisung erhalten. Diese Einweisung dauert nicht länger als eine Stunde. Sie kann sich auch auf Sicherheits- und administrative Bestimmungen erstrecken.

9. Wird der Zugang zu einem spezifizierten Gebiet verweigert, so

(A) geben der inspizierte Vertragsstaat oder der die Rechte und Pflichten des inspizierten Vertragsstaats wahrnehmende Vertragsstaat jegliche angemessene Zusicherung, daß in dem spezifizierten Gebiet keine durch den Vertrag begrenzten konventionellen Waffen und Ausrüstungen vorhanden sind. Sind solche Waffen und Ausrüstungen vorhanden und Gliederungen zugeordnet, die ihrer Aufgabe und Struktur nach in Friedenszeiten Funktionen der inneren Sicherheit in dem in Artikel V des Vertrags genannten Gebiet wahrnehmen, so gestattet der inspizierte Vertragsstaat oder der Vertragsstaat, der die Rechte und Pflichten des inspizierten Vertragsstaats wahrnimmt, visuelle Bestätigung von deren Anwesenheit, sofern dies nicht durch höhere Gewalt verhindert wird; im letzteren Fall wird diese visuelle Bestätigung gestattet, sobald dies praktikabel ist; und

(B) es wird keine Inspektionsquote gerechnet, und der Zeitraum zwischen der Benennung des spezifizierten Gebiets und der anschließenden Verweigerung wird nicht auf die Aufenthaltsdauer angerechnet. Das Inspektionsteam hat das Recht, ein anderes spezifiziertes Gebiet oder eine andere gemeldete Inspektionsstätte für die Inspektion zu benennen oder die Inspektion für beendet zu erklären.

ABSCHNITT IX INSPEKTION DER ZERTIFIKATION

1. Jeder Vertragsstaat hat das Recht, ohne Ablehnungsrecht, die Zertifikation rekategorisierter Mehrzweck-Angriffshubschrauber und reklassifizierter kampffähiger Schulflugzeuge im Einklang mit diesem Abschnitt, dem Protokoll über die Rekategorisierung von Hubschraubern sowie dem Protokoll über die Reklassifizierung von Flugzeugen zu inspizieren. Solche Inspektionen werden nicht auf die in Abschnitt II genannten Quoten angerechnet. Inspektionsteams, die solche Inspektionen durchführen, können sich aus Vertretern verschiedener Vertragsstaaten zusammensetzen. Der inspizierte Vertragsstaat ist nicht verpflichtet, gleichzeitig mehr als ein Inspektionsteam an jeder Zertifikationsstätte zuzulassen.

2. Bei der Durchführung einer Inspektion der Zertifikation in Übereinstimmung mit diesem Abschnitt hat das Inspektionsteam das Recht, bis zu zwei Tage an einer Zertifikationsstätte zu verbringen, sofern nichts anderes vereinbart wird.

3. Spätestens 15 Tage vor der Zertifikation rekategorisierter Mehrzweck-Angriffshubschrauber oder reklassifizierter kampffähiger Schulflugzeuge notifiziert der die Zertifikation durchführende Vertragsstaat allen anderen Vertragsstaaten folgendes:

(A) die Stätte, an der die Zertifikation stattfinden wird, unter Angabe der geographischen Koordinaten;

(B) die geplanten Daten für den Zertifikationsprozeß;

(C) die voraussichtliche Anzahl und Typen, Modelle oder Versionen, der zu zertifizierenden Hubschrauber oder Flugzeuge;

(D) die Seriennummer des Herstellers für jeden Hubschrauber oder jedes Flugzeug;

(E) den Truppenteil oder den Dislozierungsort, denen die Hubschrauber oder Flugzeuge vorher zugeordnet waren;

(F) den Truppenteil oder den Dislozierungsort, dem die zertifizierten Hubschrauber oder Flugzeuge künftig zugeordnet sein werden;

(G) den für das Inspektionsteam vorgesehenen Einreise-/Ausreiseort und

(H) den Tag und die Uhrzeit der Ankunft eines Inspektionsteams am Einreise-/Ausreiseort zum Zweck der Inspektion der Zertifikation.

4. Die Inspektoren haben das Recht, ohne Ablehnungsrecht seitens des die Zertifikation durchführenden Vertragsstaats die Kanzel und das Innere des Hubschraubers oder des Flugzeugs zu betreten und in Augenschein zu nehmen, wozu auch die Überprüfung der Seriennummer des Herstellers gehört.

5. Auf Ersuchen des Inspektionsteams entfernt das Begleitteam bewegliche Platten, die Stellen verdecken, von denen Komponenten und Kabel in Übereinstimmung mit dem Protokoll über die Rekategorisierung von Hubschraubern sowie dem Protokoll über die Reklassifizierung von Flugzeugen entfernt wurden, ohne Ablehnungsrecht.

6. Die Inspektoren haben das Recht, die Aktivierung jeder Waffensystemkomponente in Mehrzweck-Angriffshubschraubern, die zertifiziert oder als rekategorisiert gemeldet werden, mit Ablehnungsrecht seitens des die Zertifikation durchführenden Vertragsstaats zu verlangen und zu beobachten.

7. Bei Abschluß jeder Zertifikationsinspektion erstellt das Inspektionsteam einen Inspektionsbericht in Einklang mit Abschnitt XII.

8. Bei Abschluß der Inspektion einer Zertifikationsstätte hat das Inspektionsteam das Recht, das Hoheitsgebiet des inspizierten Vertragsstaats zu verlassen oder eine Folgeinspektion an einer anderen Zertifikationsstätte oder Reduzierungsstätte durchzuführen, wenn die erforderliche Notifikation von dem Inspektionsteam im Einklang mit Abschnitt IV Absatz 3 übermittelt wurde. Das Inspektionsteam unterrichtet das Begleitteam von seiner beabsichtigten Abreise aus der Zertifikationsstätte sowie gegebenenfalls von seiner Absicht, sich an eine andere Zertifikationsstätte oder eine Reduzierungsstätte zu begeben, spätestens 24 Stunden vor der beabsichtigten Abreisezeit.

9. Innerhalb von sieben Tagen nach Abschluß der Zertifikation notifiziert der für die Zertifikation verantwortliche Vertragsstaat allen anderen Vertragsstaaten den Abschluß der Zertifikation. Die Notifikation enthält die Anzahl, Typen, Modelle oder Versionen sowie Seriennummern des Herstellers der zertifizierten Hubschrauber oder Flugzeuge, die betreffende Zertifikationsstätte, die tatsächlichen Daten der Zertifikation sowie die Truppenteile oder Dislozierungsorte, denen die rekategorisierten Hubschrauber oder reklassifizierten Flugzeuge zugeordnet werden.

ABSCHNITT X INSPEKTION DER REDUZIERUNGEN

1. Jeder Vertragsstaat hat das Recht, ohne Ablehnungsrecht seitens des inspizierten Vertragsstaats Inspektionen des Reduzierungsprozesses nach den Abschnitten I bis VIII und X bis XII des Reduzierungsprotokolls im Einklang mit diesem Abschnitt durchzuführen. Solche Inspektionen werden nicht auf die in Abschnitt II festgelegten Quoten angerechnet. Inspektionsteams, die solche Inspektionen durchführen, können sich aus Vertretern verschiedener Vertragsstaaten zusammensetzen. Der inspizierte Vertragsstaat ist nicht verpflichtet, gleichzeitig mehr als ein Inspektionsteam an einer Reduzierungsstätte zuzulassen.

2. Der inspizierte Vertragsstaat hat das Recht, den Reduzierungsprozeß vorbehaltlich nur des Artikels VIII des Vertrags und des Reduzierungsprotokolls zu organisieren und durchzuführen. Inspektionen des Reduzierungsprozesses vor Ort werden in einer Weise durchgeführt, die in die laufenden Tätigkeiten an der Reduzierungsstätte nicht störend eingreift und die Durchführung des Reduzierungsprozesses nicht unnötig behindert, verzögert oder erschwert.

3. Wird eine nach Abschnitt III des Protokolls über Informationsaustausch notifizierte Reduzierungsstätte von mehr als einem Vertragsstaat genutzt, so werden Inspektionen des Reduzierungsprozesses in Übereinstimmung mit Nutzungsplänen durchgeführt, die jeder die Reduzierungsstätte nutzende Vertragsstaat übermittelt.

4. Jeder Vertragsstaat, der durch den Vertrag begrenzte konventionelle Waffen und Ausrüstungen zu reduzieren beabsichtigt, notifiziert allen anderen Vertragsstaaten, welche konventionellen Waffen und Ausrüstungen an jeder Reduzierungsstätte während eines Kalenderberichtszeitraums reduziert werden sollen. Jeder dieser Kalenderberichtszeiträume dauert höchstens 90 Tage und mindestens 30 Tage. Diese Bestimmung gilt für jede Reduzierung an einer Reduzierungsstätte, unabhängig davon, ob der Reduzierungsprozeß fortlaufend oder periodisch durchgeführt wird.

5. Spätestens 15 Tage vor Beginn der Reduzierungen für einen Kalenderberichtszeitraum übermittelt der die Reduzierungsverfahren durchführende Vertragsstaat allen anderen Vertragsstaaten die Notifikation betreffend den Kalenderberichtszeitraum. Diese enthält die Bezeichnung der Reduzierungsstätte einschließlich geographischer Koordinaten, das geplante Datum für den Beginn der Reduzierungen und das geplante Datum für den Abschluß der Reduzierungen von konventionellen Waffen und Ausrüstungen, die zur Reduzierung während des Kalenderberichtszeitraums bestimmt sind. Außerdem enthält die Notifikation folgende Angaben:

(A) die voraussichtliche Anzahl und die Typen der zu reduzierenden konventionellen Waffen und Ausrüstungen;

(B) das oder die Verifikationsobjekt(e), aus denen die zu reduzierenden Gegenstände abgezogen wurden;

(C) die Reduzierungsverfahren, die nach den Abschnitten III bis VIII und X bis XII des Reduzierungsprotokolls für jeden Typ von zu reduzierenden konventionellen Waffen und Ausrüstungen angewandt werden;

(D) den Einreise-/Ausreiseort, der von einem Inspektionsteam zu benutzen ist, das eine Inspektion der für diesen Kalenderberichtszeitraum notifizierten Reduzierung durchführt, sowie

(E) den Tag, an dem das Inspektionsteam am Einreise-/Ausreiseort zum Zweck der Inspektion der konventionellen Waffen und Ausrüstungen ankommen muß, bevor mit deren Reduzierung begonnen wird, sowie die Uhrzeit der Ankunft.

6. Soweit in Absatz 11 nichts anderes vorgesehen ist, hat ein Inspektionsteam das Recht, jederzeit während eines Kalenderberichtszeitraums und noch bis zu drei Tage nach Ablauf eines notifizierten Kalenderberichtszeitraums an einer Inspektionsstätte einzutreffen oder von dort abzureisen. Außerdem hat das Inspektionsteam das Recht, während der ganzen Dauer eines Kalenderberichtszeitraums oder mehrerer Kalenderberichtszeiträume in der Reduzierungsstätte zu bleiben, vorausgesetzt, daß zwischen diesen Zeiträumen jeweils höchstens drei Tage liegen. Während des ganzen Zeitraums, den das Inspektionsteam in der Reduzierungsstätte verbringt, hat es das Recht, alle im Einklang mit dem Reduzierungsprotokoll durchgeführten Reduzierungsverfahren zu beobachten.

7. Im Einklang mit diesem Abschnitt hat das Inspektionsteam das Recht, Werksseriennummern der zu reduzierenden konventionellen Waffen und Ausrüstungen ungehindert zu notieren oder solche Ausrüstungen vor der Reduzierung besonders zu kennzeichnen und solche Nummern oder Kennzeichnungen bei Abschluß des Reduzierungsprozesses zu notieren. Teile und Elemente der reduzierten konventionellen Waffen und Ausrüstungen, wie sie in Abschnitt II Absätze 1 und 2 des Reduzierungsprotokolls genannt sind, oder - im Falle der Konversion - die Fahrzeuge, die für nichtmilitärische Zwecke konvertiert wurden, stehen für die Dauer von mindestens drei Tagen nach Ablauf des notifizierten Kalenderberichtszeitraums zur Inspektion zur Verfügung, sofern die Inspektion dieser reduzierten Elemente nicht schon früher abgeschlossen wurde.

8. Der den Prozeß der Reduzierung durch den Vertrag begrenzter konventioneller Waffen und Ausrüstungen durchführende Vertragsstaat legt an jeder Reduzierungsstätte ein laufendes Register auf, in das er die Werksseriennummern jedes zur Reduzierung anstehenden Gegenstands sowie die Tage einträgt, an denen die Reduzierungsverfahren eingeleitet und beendet wurden. Dieses Register enthält ferner die Gesamtdaten für jeden Kalenderberichtszeitraum. Das Register wird für den Zeitraum der Inspektion auch dem Inspektionsteam zugänglich gemacht.

9. Bei Abschluß jeder Inspektion des Reduzierungsprozesses füllt das Inspektionsteam ein genormtes Berichtsformular aus, das vom Leiter des Inspektionsteams und einem Vertreter des inspizierten Vertragsstaats unterzeichnet wird. Es gilt Abschnitt XII.

10. Bei Abschluß einer Inspektion an einer Reduzierungsstätte hat das Inspektionsteam das Recht, das Hoheitsgebiet des inspizierten Vertragsstaats zu verlassen oder eine Folgeinspektion an einer anderen Reduzierungsstätte oder Zertifikationsstätte durchzuführen, sofern die erforderliche Notifikation nach Abschnitt IV Absatz 3 übermittelt wurde. Das Inspektionsteam teilt dem Begleitteam seine beabsichtigte Abreise aus der inspizierten Reduzierungsstätte und gegebenenfalls seine Absicht, sich zu einer anderen Reduzierungsstätte zu begeben, spätestens 24 Stunden vor der beabsichtigten Abreisezeit mit.

11. Jeder Vertragsstaat ist verpflichtet, bis zu zehn Inspektionen pro Jahr zuzulassen, die der Bestätigung der Beendigung der Konversionen konventioneller Waffen und Ausrüstungen für nichtmilitärische Zwecke nach Abschnitt VIII des Reduzierungsprotokolls dienen. Diese Inspektionen werden im Einklang mit diesem Abschnitt durchgeführt, wobei folgende Ausnahmen gelten:

(A) die nach Absatz 5 Buchstabe E vorgeschriebene Notifikation nennt lediglich den Tag, an dem das Inspektionsteam am Einreise-/Ausreiseort zum Zweck der Inspektion der Waffen und Ausrüstungen bei Beendigung ihrer Konversion in Fahrzeuge für nichtmilitärische Zwecke ankommen muß, sowie die Uhrzeit der Ankunft;

(B) das Inspektionsteam darf an der Reduzierungsstätte nur innerhalb der drei Tage nach dem Datum, für das die Beendigung der Konversion notifiziert wurde, eintreffen oder von dort abreisen.

12. Innerhalb von sieben Tagen nach Abschluß des Reduzierungsprozesses für einen Kalenderberichtszeitraum notifiziert der für die Reduzierungen verantwortliche Vertragsstaat allen anderen Vertragsstaaten den Abschluß der Reduzierungen für diesen Zeitraum. Diese Notifikation enthält die Anzahl und die Typen der reduzierten konventionellen Waffen und Ausrüstungen, die betreffende Reduzierungsstätte, die angewandten Reduzierungsverfahren und die tatsächlichen Daten des Beginns und Abschlusses des Reduzierungsprozesses für diesen Kalenderberichtszeitraum. Im Fall von konventionellen Waffen und Ausrüstungen, die im Einklang mit den Abschnitten X, XI und XII des Reduzierungsprotokolls reduziert wurden, enthält die Notifikation ferner den Dislozierungsort, an dem solche konventionellen Waffen und Ausrüstungen dauernd disloziert werden. Im Fall von konventionellen Waffen und Ausrüstungen, die im Einklang mit Abschnitt VIII des Reduzierungsprotokolls reduziert wurden, enthält die Notifikation die Reduzierungsstätte, an der die endgültige Konversion durchgeführt wird, oder die Lagerungsstätte, in die jeder zur Konversion bestimmte Gegenstand verbracht wird.

ABSCHNITT XI ABBRECHEN DER INSPEKTION

1. Sieht sich das Inspektionsteam außerstande, innerhalb von sechs Stunden nach der ursprünglich vorgesehenen Ankunftszeit oder nach der neuen, nach Abschnitt IV Absatz 6 mitgeteilten Ankunftszeit am Einreise-/Ausreiseort einzutreffen, so teilt der inspizierende Vertragsstaat dies den nach Abschnitt IV Absatz 1 unterrichteten Vertragsstaaten mit; in diesem Fall erlischt die Notifikation der Absicht, eine Inspektion durchzuführen, und die Inspektion wird abgebrochen.

2. Kommt es aufgrund von Umständen, die der inspizierende Vertragsstaat nicht zu vertreten hat, nach der Ankunft des Inspektionsteams am Einreise-/Ausreiseort zu einer Verzögerung, welche das Inspektionsteam daran gehindert hat, innerhalb der in Abschnitt VII Absatz 8 oder Abschnitt VIII Absatz 6 Buchstabe B festgelegten Zeit an der ersten benannten Inspektionsstätte einzutreffen, so hat der inspizierende Vertragsstaat das Recht, die Inspektion abzubrechen. Wird eine Inspektion unter solchen Umständen abgebrochen, so wird sie nicht auf eine Quote nach dem Vertrag angerechnet.

ABSCHNITT XII INSPEKTIONSBERICHTE

1. Um eine nach Abschnitt VII, VIII, IX oder X durchgeführte Inspektion abzuschließen und vor Verlassen der Inspektionsstätte:

(A) übergibt das Inspektionsteam dem Begleitteam einen schriftlichen Bericht;

(B) kann das Begleitteam seine schriftlichen Stellungnahmen in den Bericht aufnehmen und zeichnet den Bericht innerhalb einer Stunde nach Entgegennahme von dem Inspektionsteam gegen, sofern die beiden Teams keine Fristverlängerung vereinbart haben.

2. Der Bericht wird vom Leiter des Inspektionsteams unterzeichnet und seine Entgegennahme vom Leiter des Begleitteams schriftlich bestätigt.

3. Der Bericht muß sachbezogen und standardisiert sein. Für jeden Inspektionstyp vereinbart die Gemeinsame Beratungsgruppe vor Inkrafttreten des Vertrags und unter Berücksichtigung der Absätze 4 und 5 ein Format.

4. Berichte über nach den Abschnitten VII und VIII durchgeführte Inspektionen enthalten folgende Angaben:

(A) die Inspektionsstätte;

(B) Tag und Zeit der Ankunft des Inspektionsteams in der Inspektionsstätte;

(C) Tag und Zeit der Abreise des Inspektionsteams aus der Inspektionsstätte; und

(D) Anzahl und Typ, Modell oder Version der Kampfpanzer, gepanzerten Kampffahrzeuge, Artilleriewaffen, Kampfhubschrauber, Kampfflugzeuge, reklassifizierten kampffähigen Schulflugzeuge, gepanzerten MTW-ähnlichen Fahrzeuge, SPz-ähnlichen Fahrzeuge oder Brückenlegepanzer, die während

der Inspektion beobachtet wurden, gegebenenfalls unter Angabe des Verifikationsobjekts, zu dem sie gehörten.

5. Berichte über nach den Abschnitten IX und X durchgeführte Inspektionen enthalten folgende Angaben:

(A) die Reduzierungs- oder Zertifikationsstätte, an der die Reduzierungs- oder Zertifikationsverfahren durchgeführt wurden;

(B) die Tage, an denen das Inspektionsteam in der Inspektionsstätte anwesend war;

(C) Anzahl und Typ, Modelle oder Versionen konventioneller Waffen und Ausrüstungen, bei denen Reduzierungs- oder Zertifikationsverfahren beobachtet wurden;

(D) eine Liste aller während der Inspektionen notierter Seriennnummern;

(E) im Fall von Reduzierungen die speziellen Reduzierungsverfahren, welche angewandt oder beobachtet wurden;

(F) im Fall von Reduzierungen die tatsächlichen Daten, an denen die Reduzierungsverfahren eingeleitet und abgeschlossen wurden, sofern ein Inspektionsteam während des gesamten Kalenderberichtszeitraums in der Reduzierungsstätte anwesend war.

6. Der Inspektionsbericht wird in der von dem inspizierenden Vertragsstaat nach Abschnitt IV Absatz 2 Buchstabe G oder Absatz 3 Buchstabe F bezeichneten KSZE-Amtssprache abgefaßt.

7. Der inspizierende Vertragsstaat und der inspizierte Vertragsstaat behalten ein Exemplar des Berichts. Der Inspektionsbericht kann von beiden Vertragsstaaten nach deren Ermessen anderen Vertragsstaaten übermittelt werden und wird in der Regel der Gemeinsamen Beratungsgruppe zur Verfügung gestellt.

8. Für den stationierenden Vertragsstaat gilt insbesondere folgendes:

(A) Er hat das Recht, schriftliche Stellungnahmen in bezug auf die Inspektion seiner stationierten konventionellen Streitkräfte in den Bericht aufzunehmen;

(B) er behält im Fall einer Inspektion seiner stationierten konventionellen Streitkräfte ein Exemplar des Berichts.

ABSCHNITT XIII VORRECHTE UND IMMUNITÄTEN DER INSPEKTOREN UND BESATZUNGSMITGLIEDER

1. Zur wirksamen Wahrnehmung ihrer Aufgaben zum Zweck der Durchführung des Vertrags und nicht zu ihrem persönlichen Nutzen werden den Inspektoren und Besatzungsmitgliedern die Vorrechte und Immunitäten gewährt, die Diplomaten nach Artikel 29, Artikel 30 Absatz 2, Artikel 31 Absätze 1, 2 und 3 sowie Artikel 34 und Artikel 35 des Wiener Übereinkommens vom 18. April 1961 über diplomatische Beziehungen genießen.

2. Außerdem werden den Inspektoren und den Besatzungsmitgliedern die Vorrechte gewährt, die Diplomaten nach Artikel 36 Absatz 1 Buchstabe b des Wiener Übereinkommens vom 18. April 1961 über diplomatische Beziehungen genießen. Es ist ihnen nicht erlaubt, in das Hoheitsgebiet des inspizierten Vertragsstaats, in dem eine Inspektion durchgeführt werden soll, Gegenstände mitzuführen, deren Ein- oder Ausfuhr nach dem Recht des inspizierten Vertragsstaats verboten oder durch seine Quarantänevorschriften geregelt ist.

3. Das Beförderungsmittel des Inspektionsteams ist unverletzlich, sofern in dem Vertrag nichts anderes vorgesehen ist.

4. Der inspizierende Vertragsstaat kann für jeden seiner Inspektoren oder jedes seiner Besatzungsmitglieder auf die Immunität von der Gerichtsbarkeit in den Fällen verzichten, in denen nach seiner Auffassung die Immunität verhindern würde, daß der Gerechtigkeit Genüge geschieht und in denen auf sie verzichtet werden kann, ohne daß die Durchführung des Vertrags beeinträchtigt wird. Auf die Immunität von Inspektoren und Besatzungsmitgliedern, die nicht Staatsangehörige des inspizierenden Vertragsstaats sind, kann nur von den Vertragsstaaten verzichtet werden, deren Staatsangehörige diese Inspektoren sind. Der Verzicht muß stets ausdrücklich erklärt werden.

5. Diese Vorrechte und Immunitäten werden den Inspektoren und Besatzungsmitgliedern gewährt

(A) während der Durchreise durch das Hoheitsgebiet eines Vertragsstaats zum Zweck der Durchführung einer Inspektion im Hoheitsgebiet eines anderen Vertragsstaats;

(B) während ihres gesamten Aufenthalts im Hoheitsgebiet des Vertragsstaats, in dem die Inspektion durchgeführt wird; und

(C) in der Folgezeit in bezug auf die in Ausübung amtlicher Aufgaben als Inspektor oder Besatzungsmitglied vorher vorgenommenen Handlungen.

6. Ist der inspizierte Vertragsstaat der Auffassung, daß ein Inspektor oder Besatzungsmitglied seine Vorrechte und Immunitäten mißbraucht hat, so findet Abschnitt VI Absatz 6 Anwendung. Auf Ersuchen eines der betroffenen Vertragsstaaten finden Konsultationen zwischen ihnen statt, um die Wiederholung eines solchen Mißbrauchs zu verhindern.

PROTOKOLL
ÜBER DIE GEMEINSAME BERATUNGSGRUPPE

Die Vertragsstaaten vereinbaren hiermit Verfahren und sonstige Bestimmungen in bezug auf die nach Artikel XVI des Vertrags vom 19. November 1990 über konventionelle Streitkräfte in Europa, im folgenden als Vertrag bezeichnet, eingesetzte Gemeinsame Beratungsgruppe.

1. Die Gemeinsame Beratungsgruppe setzt sich aus den von jedem Vertragsstaat bezeichneten Vertretern zusammen. Stellvertreter, Berater und Sachverständige eines Vertragsstaats können an den Beratungen der Gemeinsamen Beratungsgruppe teilnehmen, soweit der betreffende Vertragsstaat es für erforderlich hält.

2. Die erste Tagung der Gemeinsamen Beratungsgruppe wird spätestens 60 Tage nach der Unterzeichnung des Vertrags eröffnet. Vorsitzender der Eröffnungssitzung ist der Vertreter des Königreichs Norwegen.

3. Die Gemeinsame Beratungsgruppe tritt zweimal jährlich zu ordentlichen Tagungen zusammen.

4. Zusätzliche Tagungen werden auf Ersuchen eines oder mehrerer Vertragsstaaten vom Vorsitzenden der Gemeinsamen Beratungsgruppe einberufen, der unverzüglich alle anderen Vertragsstaaten über das Ersuchen unterrichtet. Diese Tagungen beginnen spätestens 15 Tage nach Eingang eines solchen Ersuchens beim Vorsitzenden.

5. Die Tagungen der Gemeinsamen Beratungsgruppe dauern höchstens vier Wochen, sofern sie nichts anderes beschließt.

6. Der Vorsitz der Gemeinsamen Beratungsgruppe wechselt turnusmäßig unter den Vertragsstaaten in der Reihenfolge des französischen Alphabets.

7. Die Gemeinsame Beratungsgruppe tagt in Wien, sofern sie nichts anderes beschließt.

8. Die Sitzordnung der Vertreter der Vertragsstaaten bei den Sitzungen richtet sich nach dem französischen Alphabet.

9. Die Amtssprachen der Gemeinsamen Beratungsgruppe sind Deutsch, Englisch, Französisch, Italienisch, Russisch und Spanisch.

10. Die Beratungen der Gemeinsamen Beratungsgruppe sind vertraulich, sofern sie nichts anderes beschließt.

11. Die gemeinsamen Kosten, die im Zusammenhang mit der Tätigkeit der Gemeinsamen Beratungsgruppe anfallen, werden, sofern die Gemeinsame Beratungsgruppe nichts anderes beschließt, nach folgendem Schlüssel auf die Vertragsstaaten verteilt:

10,35 %	für die Bundesrepublik Deutschland, die Französische Republik, die Italienische Republik, die Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken, das Vereinigte Königreich Großbritannien und Nordirland, die Vereinigten Staaten von Amerika;

6,50 %	für Kanada;
5,20 %	für das Königreich Spanien;
4,00 %	für das Königreich Belgien, das Königreich der Niederlande, die Republik Polen;
2,34 %	für das Königreich Dänemark, das Königreich Norwegen, die Tschechische und Slowakische Föderative Republik, die Republik Ungarn;
0,88 %	für die Griechische Republik, Rumänien, die Republik Türkei;
0,68 %	für die Republik Bulgarien, das Großherzogtum Luxemburg, die Portugiesische Republik; und
0,16 %	für die Republik Island.

12. Während der Zeit, in der dieses Protokoll in Übereinstimmung mit dem Protokoll über die vorläufige Anwendung vorläufig angewendet wird, wird die Gemeinsame Beratungsgruppe:

(A) erforderlichenfalls eine Geschäftsordnung, die Arbeitsmethoden, den Schlüssel für die Verteilung der Kosten der Gemeinsamen Beratungsgruppe und der Konferenzen und die Verteilung der Kosten für Inspektionen unter beziehungsweise zwischen den Vertragsstaaten nach Artikel XVI Absatz 2 Buchstabe F des Vertrags ausarbeiten oder ändern; und

(B) auf Ersuchen eines Vertragsstaats Fragen prüfen, die im Zusammenhang mit den Bestimmungen des Vertrags stehen, welche vorläufig angewendet werden.

PROTOKOLL
ÜBER DIE VORLÄUFIGE ANWENDUNG EINIGER BESTIMMUNGEN DES VERTRAGS ÜBER KONVENTIONELLE STREITKRÄFTE IN EUROPA

Zur Förderung der Durchführung des Vertrags vom 19. November 1990 über konventionelle Streitkräfte in Europa, im folgenden als Vertrag bezeichnet, vereinbaren die Vertragsstaaten hiermit die vorläufige Anwendung einiger Bestimmungen des Vertrags.

1. Unbeschadet des Artikels XXII des Vertrags wenden die Vertragsstaaten folgende Bestimmungen des Vertrags vorläufig an:

(A) Artikel VII Absätze 2, 3 und 4;

(B) Artikel VIII Absätze 5, 6 und 8;

(C) Artikel IX;

(D) Artikel XIII;

(E) Artikel XVI Absatz 1, Absatz 2 Buchstaben F und G, Absätze 4, 6 und 7;

(F) Artikel XVII;

(G) Artikel XVIII;

(H) Artikel XXI Absatz 2;

(I) Protokoll über vorhandene Typen, Abschnitte III und IV;

(J) Protokoll über Informationsaustausch, Abschnitte VII, XII und XIII;

(K) Inspektionsprotokoll, Abschnitt II Absatz 24 Buchstabe A und Abschnitt III Absätze 3, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11 und 12;

(L) Protokoll über die Gemeinsame Beratungsgruppe; und

(M) Reduzierungsprotokoll, Abschnitt IX.

2. Die Vertragsstaaten wenden Absatz 1 im Lichte der anderen Bestimmungen des Vertrags und im Einklang mit ihnen vorläufig an.

3. Dieses Protokoll tritt bei Unterzeichnung des Vertrags in Kraft. Es bleibt 12 Monate in Kraft, tritt jedoch früher außer Kraft, wenn:

(A) der Vertrag vor Ablauf von 12 Monaten in Kraft tritt oder

(B) ein Vertragsstaat allen anderen Vertragsstaaten notifiziert, daß er nicht beabsichtigt, Vertragspartei des Vertrags zu werden.

Die Geltungsdauer dieses Protokolls kann verlängert werden, wenn alle Vertragsstaaten dies beschließen.

[ITALIAN TEXT – TEXTE ITALIEN]

TRATTATO
SULLE FORZE ARMATE CONVENZIONALI IN EUROPA

Il Regno del Belgio, la Repubblica di Bulgaria, il Canada, la Repubblica Federativa Ceca e Slovacca, il Regno di Danimarca, la Repubblica Francese, la Repubblica Federale di Germania, la Repubblica Ellenica, la Repubblica d'Islanda, la Repubblica Italiana, il Gran Ducato del Lussemburgo, il Regno di Norvegia, il Regno dei Paesi Bassi, la Repubblica di Polonia, la Repubblica Portoghese, il Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord, la Romania, il Regno di Spagna, gli Stati Uniti d'America, la Repubblica di Turchia, la Repubblica d'Ungheria e l'Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche, d'ora in avanti denominati gli Stati Parte;

Guidati dal Mandato per il Negoziato sulle Forze Armate Convenzionali in Europa del 10 gennaio 1989 ed avendo condotto il presente Negoziato a Vienna a partire dal 9 marzo 1989;

Guidati dagli obiettivi e dai fini della Conferenza sulla Sicurezza e la Cooperazione in Europa, nella cui cornice è stato condotto il Negoziato del presente Trattato;

Ricordando la loro obbligazione di astenersi nelle loro relazioni reciproche, nonché nelle loro relazioni internazionali in generale, dalla minaccia o dall'uso della forza sia contro l'integrità territoriale o l'indipendenza politica di qualsiasi Stato, sia in qualunque altra maniera incompatibile con i fini ed i principi della Carta delle Nazioni Unite;

Consapevoli della necessità di prevenire qualsiasi conflitto militare in Europa;

Consapevoli della comune responsabilità che essi tutti hanno nel cercare di conseguire una maggiore stabilità e sicurezza in Europa;

Sforzandosi di sostituire la confrontazione militare con un nuovo modello di relazioni di sicurezza fra tutti gli Stati Parte basato sulla cooperazione pacifica e in tal modo di contribuire al superamento della divisione dell'Europa;

Impegnati a conseguire gli obiettivi di realizzare un equilibrio sicuro e stabile delle forze armate convenzionali in Europa a livelli più bassi di quelli sinora esistenti, di eliminare disparità pregiudizievoli per la stabilità e la sicurezza, e di eliminare, in via altamente prioritaria, la capacità di lanciare attacchi di sorpresa e di avviare azioni offensive su larga scala in Europa;

Ricordando che essi firmarono il Trattato di Bruxelles del 1948, il Trattato di Washington del 1949 o il Trattato di Varsavia del 1955, ovvero che a tali Strumenti aderirono, e che essi hanno il diritto di essere o di non essere parti di trattati di alleanza;

Impegnati a conseguire l'obiettivo di garantire che i quantitativi di armamenti e di equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato nell'area di applicazione del presente Trattato non eccedano il quantitativo di 40.000 carri armati, 40.000 pezzi di artiglieria, 60.000 veicoli corazzati da combattimento, 13.600 aerei da combattimento e 4.000 elicotteri d'attacco;

Affermando che il presente Trattato non è inteso ledere gli interessi di sicurezza di qualsiasi Stato;

Affermando il loro impegno a proseguire il processo di controllo degli armamenti convenzionali, ivi inclusi negoziati, prendendo in considerazione le future esigenze di stabilità e di sicurezza europee, alla luce degli sviluppi politici in Europa;

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo I

1. Ciascuno Stato Parte adempirà le obbligazioni previste dal presente Trattato in conformità alle disposizioni del medesimo, incluse le obbligazioni relative alle seguenti cinque categorie di forze armate convenzionali: carri armati, veicoli corazzati da combattimento, artiglierie, aerei da combattimento ed elicotteri da combattimento.

2. Ciascuno Stato Parte adempirà parimenti le altre misure previste dal presente Trattato destinate a garantire la sicurezza e la stabilità, sia nel periodo di riduzione delle forze armate convenzionali, sia successivamente al completamento delle riduzioni.

3. Il presente Trattato comprende il Protocollo sui tipi Esistenti di Armamenti e di Equipaggiamenti convenzionali, di seguito denominato Protocollo sui tipi Esistenti, con relativo Allegato; il Protocollo sulle Procedure che regolano la Riclassificazione di Specifici Modelli o Versioni di Aerei d'Addestramento con Capacità di Combattimento in Aerei da Addestramento non Armati, di seguito denominato Protocollo sulla Riclassificazione degli Aerei; il Protocollo sulle Procedure che regolano le Riduzioni degli Armamenti e degli Equipaggiamenti Convenzionali limitati dal Trattato sulle Forze Armate Convenzionali in Europa, di seguito denominato Protocollo sulle Riduzioni; il Protocollo sulle Procedure che regolano la Categorizzazione degli Elicotteri da Combattimento e la Ricategorizzazione degli Elicotteri d'Attacco Multiruolo, di seguito denominato Protocollo sulla Ricategorizzazione degli Elicotteri; il Protocollo sulle Notifiche e sullo Scambio di Informazioni, di seguito denominato Protocollo sullo Scambio di Informazioni, comportante un Allegato sui Modelli per lo Scambio di Informazioni, di seguito denominato l'Allegato sui Modelli; il Protocollo sul Gruppo Consultivo Congiunto; e il Protocollo sull'Applicazione Provvisoria di determinate Disposizioni del Trattato sulle Forze Armate Convenzionali in Europa, di seguito denominato il Protocollo sull'Applicazione Provvisoria. Ciascuno di tali documenti forma parte integrante del presente Trattato.

Articolo II

1. Ai fini del presente Trattato:

(A) il termine "Gruppo di Stati Parte" significa il Gruppo di Stati Parte che firmarono il Trattato di Varsavia (*) del 1955, composto dalla Repubblica di Bulgaria, dalla Repubblica Federativa Ceca e Slovacca, dalla Repubblica di Polonia, dalla Romania, dalla Repubblica d'Ungheria e dall'Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche, ovvero il gruppo di Stati Parte che firmarono il Trattato di Bruxelles (**) del 1948 o il Trattato di Washington (***) del 1949 o che vi aderirono, composto dal Regno del Belgio, dal Canada, dal Regno di Danimarca, dalla Repubblica Francese, dalla Repubblica Federale di Germania, dalla Repubblica Ellenica, dalla Repubblica d'Islanda, dalla Repubblica Italiana, dal Gran Ducato del Lussemburgo, dal Regno di Norvegia, dal Regno dei Paesi Bassi, dalla Repubblica Portoghese, dal Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord, dal Regno di Spagna, dagli Stati Uniti d'America e dalla Repubblica di Turchia.

(B) Il termine "area di applicazione" significa l'intero territorio terrestre degli Stati Parte in Europa dall'Oceano Atlantico ai Monti Urali, che include tutti i territori insulari

(*) Il Trattato di Amicizia, Cooperazione e Mutua Assistenza, firmato a Varsavia il 14 maggio 1955

(**) Il Trattato di Collaborazione Economica, Sociale e Culturale e di Autodifesa Collettiva, firmato a Bruxelles il 17 maggio 1948.

(***) Il Trattato dell'Atlantico del Nord, firmato a Washington il 4 aprile 1949.

europei degli Stati Parte, comprese le Isole Faeroer del Regno di Danimarca, le Svalbard con l'Isola degli Orsi del Regno di Norvegia, le Isole Azzorre e Madera della Repubblica Portoghese, le Isole Canarie del Regno di Spagna e la Terra di Francesco Giuseppe e la Nuova Zemlja dell'Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche. Nel caso dell'Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche l'area di applicazione include tutto il territorio posto ad occidente del Fiume Ural e del Mar Caspio. Nel caso della Repubblica di Turchia l'area di applicazione include il territorio della Repubblica di Turchia a nord e ad ovest di una linea estendentesi dal punto d'intersezione del confine turco col 39° parallelo a Muradye, Patnos, Karayazi, Tekman, Kemaliye, Feke, Ceyhan, Dogankent, Gözne e da là al mare.

(C) Il termine "carro armato" significa un veicolo corazzato da combattimento semovente, capace di grande potenza di fuoco, essenzialmente a mezzo di un cannone principale ad alta velocità iniziale ed a puntamento diretto, necessario per colpire obiettivi corazzati ed altri, con alta mobilità fuori-strada, con alto livello di protezione diretta e che non è progettato ed equipaggiato principalmente per il trasporto di truppe combattenti. Tali veicoli corazzati sono in servizio come il principale sistema d'arma delle forze di terra corazzate e delle altre formazioni corazzate di terra.

I carri armati sono veicoli corazzati da combattimento cingolati, del peso minimo, a vuoto, di 16,5 tonnellate metriche, armati con un cannone brandeggiabile su 360 gradi, di calibro minimo di 75 millimetri. Inoltre, dovrà pure essere considerato come un carro armato ogni veicolo da combattimento corazzato ruotato, di futura introduzione in servizio, che possieda tutti gli altri requisiti sopra enunciati.

(D) Il termine "veicolo corazzato da combattimento" significa un veicolo semovente con protezione fornita da corazza e mobilità fuori-strada. I veicoli corazzati da combattimento comprendono i veicoli corazzati da trasporto truppa, i veicoli corazzati da combattimento di fanteria ed i veicoli da combattimento ad armamento pesante.

Il termine "veicolo corazzato da trasporto truppa" significa un veicolo corazzato di combattimento, progettato ed equipaggiato per il trasporto di una squadra di fanteria in assetto di combattimento, e che, di regola, è armato con un cannone incorporato o organico di calibro inferiore a 20 millimetri.

Il termine "veicolo corazzato da combattimento di fanteria" significa un veicolo corazzato di combattimento, progettato ed equipaggiato principalmente per trasportare una squadra di fanteria in assetto di combattimento, che normalmente consente alla squadra trasportata di fare fuoco dall'interno del veicolo avvalendosi della protezione a mezzo corazza e che è armato con un cannone incorporato o organico dal calibro minimo di 20 millimetri e, talvolta, di un lanciatore di missili controcarro. I veicoli corazzati da combattimento di fanteria sono in servizio come il principale sistema d'arma per formazioni ed unità di fanteria corazzata o di fanteria meccanizzata o di fanteria motorizzata delle forze terrestri.

Il termine "veicolo da combattimento ad armamento pesante" significa un veicolo corazzato da combattimento con un cannone incorporato o organico a puntamento diretto dal calibro minimo di 75 millimetri, del peso minimo, a vuoto, di 6 tonnellate metriche, che non ricade nelle definizioni di veicolo corazzato da trasporto truppa, di veicolo corazzato da combattimento di fanteria o di carro armato.

(E) Il termine "peso a vuoto" significa il peso di un veicolo, escluso il peso del munizionamento; il carburante, l'olio e i lubrificanti; le corazze reattive amovibili; le parti di ricambio, gli utensili ,e gli accessori; l'equipaggiamento amovibile per il guado profondo; l'equipaggio e le dotazioni personali.

(F) Il termine "artiglieria" significa i sistemi di grosso calibro capaci di colpire obiettivi terrestri principalmente mediante tiro a puntamento indiretto. Tali sistemi di artiglieria forniscono l'essenziale supporto di fuoco indiretto a formazioni armate pluriarma.

I sistemi di artiglieria di grosso calibro sono i cannoni, gli obici, i pezzi di artiglieria che riuniscono le caratteristiche dei cannoni e degli obici, i mortai e i lanciarazzi multipli con un calibro di 100 millimetri e superiore. Inoltre qualunque futuro sistema di grosso calibro a puntamento diretto che avrà una effettiva capacità secondaria di fuoco a puntamento indiretto dovrà essere conteggiato nel tetto delle artiglierie.

(G) Il termine "forze armate convenzionali stazionate" significa le forze armate convenzionali di uno Stato Parte, stazionate, nell'area di applicazione, sul territorio di un altro Stato Parte;

(H) Il termine "sito designato per l'immagazzinamento permanente" significa un luogo con una recinzione fisica chiaramente definita, ove sono dislocati armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato, conteggiati nell'ambito dei tetti globali ma non assoggettati alle limitazioni per gli armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato in unità attive;

(I) Il termine "veicolo corazzato gittaponte" significa un veicolo corazzato semovente trasportatore-lanciatore capace di trasportare e, attraverso meccanismi integrati, di mettere in opera e recuperare una struttura da ponte. Tale veicolo con una struttura da ponte opera come un sistema integrato.

(J) Il termine "armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato" significa i carri armati, i veicoli corazzati da combattimento, le artiglierie, gli aerei da combattimento e gli elicotteri d'attacco assoggettati alle limitazioni quantitative stabilite dagli Articoli IV, V e VI;

(K) Il termine "aereo da combattimento" significa un aeroplano ad ala fissa, oppure ad ala a geometria variabile, armato ed equipaggiato per colpire obiettivi con l'impiego di missili guidati, razzi non guidati, bombe, mitragliatrici pesanti, cannoni, o altre armi di distruzione, così come qualunque modello o versione di tale aereo che assolva altre funzioni militari quali quelle di ricognizione o guerra elettronica. Il termine "aereo da combattimento" non comprende gli addestratori primari.

(L) Il termine "elicottero da combattimento" significa un aeromobile ad ala rotante armato ed equipaggiato per colpire obiettivi, ovvero equipaggiato per assolvere altre funzioni militari. Gli elicotteri da combattimento comprendono gli elicotteri d'attacco e gli elicotteri di supporto al combattimento. Gli elicotteri da combattimento non includono gli elicotteri non armati da trasporto.

(M) Il termine "elicottero d'attacco" significa un elicottero da combattimento equipaggiato per l'impiego di armamenti guidati contro-carro, aria-terra, o aria-aria ed equipaggiato con un sistema integrato di controllo del fuoco e di puntamento per tali armamenti. Gli elicotteri d'attacco comprendono gli elicotteri specializzati d'attacco e gli elicotteri d'attacco multiruolo.

(N) Il termine "elicottero specializzato d'attacco" significa un elicottero d'attacco primariamente progettato per l'impiego di armi guidate.

(O) Il termine "elicottero d'attacco multiruolo" significa un elicottero d'attacco progettato per assolvere molteplici funzioni militari ed equipaggiato per l'impiego di armi guidate.

(P) Il termine "elicottero di supporto al combattimento" significa un elicottero da combattimento che non risponde ai requisiti per essere qualificato come elicottero d'attacco e che è suscettibile di essere equipaggiato con una varietà di armi per la propria difesa e per la saturazione d'area, come mitragliatrici, cannoni, razzi non guidati, bombe o bombe "cluster" oppure con equipaggiamenti per assolvere altre funzioni militari.

(Q) Il termine "armamenti ed equipaggiamenti convenzionali assoggettati al Trattato" significa i carri armati, i veicoli corazzati da combattimento, le artiglierie, gli aerei da combattimento, gli aerei d'addestramento primario, gli aerei d'addestramento non armati, gli elicotteri da combattimento, gli elicotteri da trasporto non armati, i veicoli corazzati gittaponte, i veicoli corazzati da trasporto truppa "look-alike" e i veicoli corazzati da combattimento di fanteria "look-alike" assoggettati a scambio di informazioni in conformità al Protocollo sullo Scambio di Informazioni.

(R) Il termine "in servizio", quale applicato alle forze armate convenzionali e agli armamenti ed equipaggiamenti convenzionali, significa carri armati, veicoli corazzati da combattimento, artiglierie, aerei da combattimento, aerei d'addestramento primario, aerei d'addestramento non armati, elicotteri da combattimento, elicotteri da trasporto non armati, veicoli corazzati gittaponte, veicoli corazzati da trasporto truppa "look-alike" e veicoli corazzati da combattimento di fanteria "look-alike" che sono nell'area di applicazione, ad eccezione di quelli in dotazione ad organizzazioni designate e strutturate per assolvere in tempo di pace funzioni di sicurezza interna ovvero che rientrano sotto una delle eccezioni contemplate all'articolo III.

(S) Il termine "veicolo corazzato da trasporto truppa "look-alike"" ed il termine "veicolo corazzato da combattimento di fanteria "look-alike"" significano un veicolo corazzato basato sullo stesso scafo e assomigliante, all'esterno, rispettivamente ad un veicolo corazzato da trasporto truppa o ad un veicolo corazzato da combattimento di fanteria, ma che non dispone di cannone o di arma da fuoco da 20 millimetri di calibro, o superiore, e che è stato costruito o modificato in maniera tale da non consentire il trasporto di una squadra di fanteria in assetto da combattimento. I veicoli-ambulanza corazzati da trasporto truppa non dovranno essere considerati come veicoli corazzati da combattimento e neppure come veicoli corazzati da trasporto truppa "look-alike", tenuto conto delle disposizioni della "Convenzione Internazionale di Ginevra per il Miglioramento della Sorte dei Feriti e dei Malati delle Forze Armate in Campagna" del 12 agosto 1949 che conferiscono uno "status" speciale alle ambulanze.

(T) Il termine "sito di riduzione" significa una ubicazione chiaramente designata ove abbia luogo la riduzione di armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato in conformità all'articolo VIII.

(U) Il termine "obblighi di riduzione" significa il quantitativo in ciascuna categoria di armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato che uno Stato Parte si impegna a ridurre durante il periodo di 40 mesi successivi all'entrata in vigore del presente Trattato, al fine di garantire l'ottemperanza all'articolo VII.

2. I tipi esistenti di armamenti ed equipaggiamenti convenzionali assoggettati al Trattato sono elencati nel Protocollo sui Tipi Esistenti. Gli elenchi dei tipi esistenti saranno periodicamente aggiornati in conformità all'articolo XVI, paragrafo 2, lettera (D) e alla Sezione IV del Protocollo sui Tipi Esistenti. Tali aggiornamenti degli elenchi dei tipi esistenti non saranno considerati come emendamenti al Trattato.

3. I tipi esistenti di elicotteri da combattimento elencati nel Protocollo sui Tipi Esistenti saranno categorizzati in conformità alla Sezione I del Protocollo sulla Ricategorizzazione degli Elicotteri.

Articolo III

1. Ai fini del presente Trattato gli Stati Parte applicheranno le seguenti regole di conteggio:

Tutti i carri armati, i veicoli corazzati da combattimento, le artiglierie, gli aerei da combattimento e gli elicotteri d'attacco, secondo la definizione datane all'articolo II, entro l'area di applicazione, saranno soggetti alle limitazioni quantitative e alle altre disposizioni stabilite dagli articoli IV, V e VI, ad eccezione di quelli che, compatibilmente con quanto normalmente praticato da ogni Stato Parte:

(A) siano in corso di fabbricazione, inclusi i relativi collaudi;

(B) siano usati esclusivamente a fini di ricerca e sviluppo;

(C) appartengano a collezioni storiche;

(D) siano in attesa di destinazione, essendo stati dismessi dal servizio in conformità alle disposizioni dell'articolo IX;

(E) siano in attesa o in corso di rinnovamento ai fini della loro esportazione o riesportazione, e siano temporaneamente trattenuti nell'area di applicazione. Tali carri armati, veicoli corazzati da combattimento, artiglierie, aerei da combattimento ed elicotteri d'attacco dovranno essere collocati in siti diversi da quelli dichiarati ai sensi della Sezione V del Protocollo sullo Scambio di Informazioni, ovvero in non più di 10 siti dichiarati che siano stati notificati nello scambio di informazioni annuale relativo all'anno precedente. In quest'ultimo caso, essi dovranno essere distinguibili in maniera separata dagli armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato;

(F) siano in dotazione, nel caso di veicoli corazzati da trasporto truppa, di veicoli corazzati da combattimento di fanteria, di veicoli corazzati ad armamento pesante, o di elicotteri d'attacco multiruolo, ad organizzazioni ideate e strutturate per assolvere, in tempo di pace, funzioni inerenti alla sicurezza interna;

(G) siano in transito nell'area di applicazione da una dislocazione al di fuori dell'area di applicazione verso una destinazione finale al di fuori dell'area di applicazione medesima, e permangano nell'area di applicazione per un totale di non oltre 7 giorni.

2. Qualora - in relazione a qualsivoglia di tali carri armati, veicoli corazzati da combattimento, artiglierie, aerei da combattimento o elicotteri d'attacco di cui è richiesta notifica ai sensi della Sezione IV del Protocollo sullo Scambio di Informazioni - uno Stato Parte notifichi un quantitativo insolitamente elevato in più di due scambi di informazioni annuali consecutivi, il medesimo Stato dovrà spiegarne le ragioni in seno al Gruppo Consultivo Congiunto, ove ne sia fatta richiesta in tal senso.

Articolo IV

1. Entro l'area di applicazione, secondo la definizione datane all'articolo II, ciascuno Stato Parte dovrà limitare e ridurre, secondo necessità, i propri carri armati, i propri veicoli corazzati da combattimento, le proprie artiglierie, i propri aerei da combattimento ed i propri elicotteri d'attacco di modo che, 40 mesi dall'entrata in vigore del presente Trattato, e così di seguito, per il gruppo di Stati Parte di sua appartenenza, secondo la definizione datane all'articolo II, i relativi quantitativi complessivi non eccedano:

(A) 20.000 carri armati, dei quali non più di 16.500 dovranno essere in unità in vita;

(B) 30.000 veicoli corazzati da combattimento, dei quali non più di 27.300 dovranno essere in unità in vita. Dei 30.000 veicoli corazzati da combattimento non più di 18.000 dovranno essere veicoli da corazzati da combattimento di fanteria e veicoli da combattimento ad armamento pesante; dei veicoli corazzati da combattimento di fanteria e dei veicoli da combattimento ad armamento pesante non più di 1.500 dovranno essere veicoli da combattimento ad armamento pesante;

(C) 20.000 pezzi di artiglieria, dei quali non più di 17.000 dovranno essere in unità in vita;

(D) 6.800 aerei da combattimento;

(E) 2.000 elicotteri d'attacco.

I carri armati, i veicoli corazzati da combattimento e le artiglierie non in unità in vita dovranno essere dislocati in siti designati per l'immagazzinamento permanente, secondo la definizione datane all'articolo II, ed essere ubicati soltanto nell'area specificata al paragrafo 2 del presente articolo. Tali siti designati per l'immagazzinamento permanente potranno anche essere ubicati in quella parte del territorio dell'Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche comprendente il Distretto Militare di Odessa e la parte meridionale del Distretto Militare di Leningrado. Nel Distretto Militare di Odessa non più di 400 carri armati e non più di 500 pezzi di artiglieria potranno così esservi immagazzinati. Nella parte meridionale del Distretto Militare di Leningrado non più di 600 carri armati, non più di 800 veicoli corazzati da combattimento - inclusi non più di 300 veicoli corazzati da combattimento di qualsiasi tipo, il rimanente quantitativo essendo costituito da veicoli corazzati da trasporto truppa - e non più di 400 pezzi d'artiglieria potranno così esservi immagazzinati. Per parte meridionale del Distretto Militare di Leningrado dovrà intendersi il territorio compreso in detto distretto militare a sud dell'allineamento est-ovest a 60 gradi 15 minuti primi di latitudine nord.

2. Entro l'area costituita dall'intero territorio terrestre in Europa, che include tutti i territori insulari europei, del Regno del Belgio, della Repubblica Federativa Ceca e Slovacca, del Regno di Danimarca, incluse le isole Faeroer, la Repubblica Francese, la Repubblica Federale di Germania, la Repubblica Italiana, il Gran Ducato del Lussemburgo, il Regno dei Paesi Bassi, la Repubblica di Polonia, la Repubblica Portoghese, incluse le Isole Azzorre e Madera, il Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord, il Regno di Spagna incluse le Isole Canarie, la Repubblica d'Ungheria e quella parte del territorio dell'Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche posta ad occidente dei Monti Urali comprendente i Distretti Militari del Baltico, della Bielorussia, dei Carpazi, di Kiev, di Mosca e del Volga-Urali, ogni Stato Parte dovrà limitare e, secondo necessità, ridurre i propri carri armati, i propri veicoli corazzati da combattimento e le proprie artiglierie di modo che, 40 mesi dopo l'entrata in vigore del presente Trattato, e così di seguito per il gruppo di Stati Parte di sua appartenenza, i relativi quantitativi complessivi non eccedano:

(A) 15.300 carri armati, dei quali non più di 11.800 dovranno essere in unità in vita;

(B) 24.100 veicoli corazzati da combattimento, dei quali non più di 21.400 dovranno essere in unità in vita;

(C) 14.000 pezzi d'artiglieria, dei quali non più di 11.000 dovranno essere in unità in vita.

3. Entro l'area costituita dall'intero territorio terrestre in Europa che include tutti i territori insulari europei, del Regno del Belgio, della Repubblica Federativa Ceca e Slovacca, del Regno di Danimarca, incluse le Isole Fareoer, la Repubblica Francese, la Repubblica Federale di Germania, la Repubblica Italiana, il Gran Ducato del Lussemburgo, il Regno dei Paesi Bassi, la Repubblica di Polonia, il Regno Unito di Gran Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord, la Repubblica d'Ungheria e quella parte del territorio dell'Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche comprendente i Distretti Militari del Baltico, della Bielorussia, dei Carpazi e di Kiev, ogni Stato Parte dovrà limitare e, secondo necessità, ridurre i propri carri armati, i propri veicoli corazzati da combattimento e le proprie artiglierie di modo che, 40 mesi dopo l'entrata in vigore del presente Trattato, e così di seguito per il gruppo di Stati Parte di sua appartenenza, i relativi quantitativi complessivi in unità in vita non eccedano:

(A) 10.300 carri armati;

(B) 19.260 veicoli corazzati da combattimento;

(C) 9.100 pezzi d'artiglieria.

(D) Nel Distretto Militare di Kiev i quantitativi complessivi in unità in vita ed in siti designati per l'immagazzinamento permanente non dovranno eccedere, congiuntamente:

(1) 2.250 carri armati;

(2) 2.500 veicoli corazzati da combattimento;

(3) 1.500 pezzi d'artiglieria.

4. Entro l'area costituita dall'intero territorio terrestre in Europa, che include tutti i territori insulari europei, del Regno del Belgio, della Repubblica Federativa Ceca e Slovacca, la Repubblica Federale di Germania, il Gran Ducato del Lussemburgo, il Regno dei Paesi Bassi e la Repubblica di Polonia e la Repubblica d'Ungheria, ogni Stato Parte dovrà limitare e, secondo necessità, ridurre i propri carri armati, i propri veicoli corazzati da combattimento e le proprie artiglierie di modo che 40 mesi dopo l'entrata in vigore del presente Trattato, e così di seguito, per i gruppo di Stati Parte di sua appartenenza, i relativi quantitativi complessivi in unità in vita non eccedano:

(A) 7.500 carri armati;

(B) 11.250 veicoli corazzati da combattimento;

(C) 5.000 pezzi d'artiglieria.

5. Gli Stati parte appartenenti allo stesso gruppo di Stati Parte potranno dislocare carri armati, veicoli corazzati da combattimento ed artiglierie in unità in vita in ognuna delle aree descritte nel presente articolo e nell'articolo V, paragrafo 1, lettera (A) fino al raggiungimento delle limitazioni quantitative valide per tale area, in conformità ai livelli massimi valevoli per le dotazioni notificati ai sensi dell'articolo VII ed a condizione che nessuno Stato Parte stazioni forze armate convenzionali nel territorio di un altro Stato Parte senza l'accordo di tale Stato Parte.

6. Qualora i quantitativi complessivi di un gruppo di Stati Parte di carri armati, di veicoli corazzati da combattimento e di artiglierie in unità in vita entro l'area descritta al paragrafo 4 del presente articolo siano inferiori ai limiti quantitativi prescritti dal paragrafo 4 del presente articolo e a condizione che nessuno Stato Parte sia in tal modo impedito dal raggiungere i livelli massimi valevoli

per le proprie dotazioni notificati in conformità a quanto disposto dall'articolo VII paragrafi 2, 3 e 5, in tal caso le sommatorie pari alla differenza fra i quantitativi complessivi in ciascuna delle categorie di carri armati, di artiglierie e di veicoli corazzati da combattimento e i limiti quantitativi specificati per tale area potranno esser dislocati dagli Stati Parte appartenenti a quel gruppo di Stati Parte nell'area descritta al paragrafo 3 del presente articolo compatibilmente con i limiti quantitativi specificati al paragrafo 3 del presente articolo.

Articolo V

1. Al fine di garantire che la sicurezza di ciascuno Stato Parte non sia lesa in nessuno stadio:

(A) entro l'area costituita dall'intero territorio terrestre in Europa che include tutti i territori insulari europei, della Repubblica di Bulgaria, della Repubblica Ellenica, della Repubblica d'Islanda, del Regno di Norvegia, della Romania, della parte della Repubblica di Turchia entro l'area di applicazione, e di quella parte dell'Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche, comprendente i Distretti Militari di Leningrado, di Odessa, della Transcaucasia e del Caucaso settentrionale, ciascuno Stato Parte dovrà limitare e, secondo necessità, ridurre i propri carri armati, i propri veicoli corazzati da combattimento e le proprie artiglierie, di modo che, 40 mesi dopo l'entrata in vigore del presente Trattato e così di seguito, per il gruppo di Stati Parte di sua appartenenza, i quantitativi complessivi in unità in vita non eccedano la differenza fra i limiti quantitativi globali di cui all'articolo IV paragrafo 1 e quelli di cui all'articolo IV paragrafo 2, ovverosia:

(1) 4.700 carri armati;

(2) 5.900 veicoli corazzati da combattimento;

(3) 6.000 pezzi d'artiglieria;

(B) nonostante le limitazioni quantitative di cui alla lettera (A) del presente paragrafo, uno Stato Parte o più Stati Parte potranno schierare, a titolo temporaneo, entro il territorio appartenente ai membri dello stesso gruppo di Stati Parte nell'area descritta alla lettera (A) del presente paragrafo, quantitativi addizionali complessivi in unità in vita per ciascun gruppo di Stati Parte non eccedenti:

(1) 459 carri armati;

(2) 723 veicoli corazzati da combattimento;

(3) 420 pezzi d'artiglieria;

(C) purché per ciascun gruppo di Stati Parte non venga schierato più di un terzo di tali quantitativi addizionali complessivi in nessuno degli Stati Parte con territorio entro l'area descritta alla lettera (A) del presente paragrafo, ovverosia:

(1) 153 carri armati;

(2) 241 veicoli corazzati da combattimento;

(3) 140 pezzi d'artiglieria.

2. Lo Stato Parte o gli Stati Parte che effettuano lo schieramento nonché lo Stato Parte o gli Stati Parte destinatari del medesimo schieramento, dovranno darne notifica a tutti gli altri Stati Parte, al più tardi all'inizio dello schieramento stesso, specificando i quantitativi totali schierati per ogni

categoria di carri armati, di veicoli corazzati da combattimento e di artiglierie. Lo Stato Parte o gli Stati Parte che effettuano lo schieramento nonché lo Stato Parte o gli Stati Parte destinatari del medesimo schieramento, dovranno inoltre dare notifica a tutti gli altri Stati Parte entro 30 giorni dal ritiro di quei carri armati, quei veicoli corazzati da combattimento e quelle artiglierie che erano stati temporaneamente schierati.

Articolo VI

Avendo come obiettivo quello di garantire che nessun singolo Stato Parte possieda più di un terzo, all'incirca, degli armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato entro l'area di applicazione, ciascuno Stato Parte, dovrà limitare e, secondo necessità, ridurre i propri carri armati, i propri veicoli corazzati da combattimento, le proprie artiglierie, i propri aerei da combattimento ed i propri elicotteri d'attacco, di modo che, 40 mesi dopo l'entrata in vigore del presente Trattato, e così di seguito, i quantitativi consentiti entro l'area di applicazione per ciascuno Stato Parte non eccedano:

(A) 13.300 carri armati;

(B) 20.000 veicoli corazzati da combattimento;

(C) 13.700 pezzi d'artiglieria;

(D) 5.150 aerei da combattimento;

(E) 1.500 elicotteri d'attacco.

Articolo VII

1. Affinché i limiti prescritti dagli articoli IV, V e VI non vengano superati, nessuno Stato Parte dovrà oltrepassare, da 40 mesi dopo l'entrata in vigore del presente Trattato, i livelli massimi valevoli per le sue dotazioni di armamenti e di equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato da esso precedentemente convenuti nell'ambito del gruppo di Stati Parte di sua appartenenza, in conformità a quanto disposto dal paragrafo 7 del presente articolo, e dal medesimo notificati ai sensi delle disposizioni del presente articolo.

2. Ciascuno Stato Parte dovrà notificare al momento della firma del presente Trattato a tutti gli altri Stati Parte i livelli massimi valevoli per le sue dotazioni di armamenti e di equipaggiamenti convenzionai limitati dal Trattato. La notifica dei livelli massimi valevoli per le dotazioni di armamenti e di equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato, effettuata da ciascuno Stato Parte all'atto della firma del presente Trattato, rimarrà valida fino alla data specificata in una susseguente notifica effettuata ai sensi del paragrafo 3 del presente articolo.

3. Nel rispetto dei limiti prescritti dagli articoli IV, V e VI, ciascuno Stato Parte avrà il diritto di mutare i livelli massimi valevoli per le sue dotazioni di armamenti e di equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato. Qualsiasi mutamento nei livelli massimi valevoli per le dotazioni di uno Stato Parte, dovrà essere notificato da tale Stato Parte a tutti gli altri Stati Parte con almeno 90 giorni di anticipo rispetto alla data, specificata nella notifica stessa, in cui tale mutamento prenderà effetto. Al fine di non oltrepassare alcuno dei limiti prescritti dagli articoli IV e V qualsiasi incremento nei livelli massimi valevoli per le dotazioni di uno Stato Parte, altrimenti suscettibile di determinare il superamento di detti limiti, dovrà essere preceduto o accompagnato da un corrispondente decremento nei livelli massimi previamente notificati valevoli per le dotazioni di armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato di uno o più Stati Parte appartenenti allo stesso gruppo di Stati Parte, la notifica di mutamento nei livelli massimi valevoli per le dotazioni rimarrà valida dalla data specificata nella notifica medesima fino alla data specificata in una susseguente notifica ai sensi del presente paragrafo.

4. Ogni notifica prevista ai sensi dei paragrafi 2 ovvero 3 del presente articolo che riguardi i veicoli corazzati da combattimento, dovrà anche comprendere l'indicazione dei livelli massimi valevoli per le dotazioni di veicoli corazzati da combattimento di fanteria e di veicoli da combattimento ad armamento pesante dello Stato Parte notificante.

5. Novanta giorni prima della scadenza del periodo di 40 mesi prescritto per le riduzioni ai sensi dell'articolo VIII e, dopo di allora, in occasione di qualunque eventuale notifica di mutamento ai sensi del paragrafo 3 del presente articolo, ciascuno Stato Parte dovrà notificare i livelli massimi valevoli per le sue dotazioni di carri armati, pezzi di artiglieria e veicoli corazzati da combattimento con riferimento a ciascuna delle aree descritte dall'articolo IV, paragrafi da 2 a 4, e dall'articolo V, paragrafo 1, lettera (A).

6. Ogni decremento nei quantitativi di armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato posseduti da uno Stato Parte di cui sia prescritta la notifica ai sensi del Protocollo sulle Notifiche e sugli Scambi di Informazioni, non conferirà, di per se stesso, alcun diritto a nessuno degli altri Stati Parte di incrementare i livelli massimi valevoli per le proprie dotazioni di cui sia prescritta la notifica ai sensi del presente articolo.

7. Rientrerà nell'esclusiva responsabilità di ciascuno Stato Parte di garantire che non siano oltrepassati i livelli massimi valevoli per le proprie dotazioni notificati ai sensi delle disposizioni del presente articolo. Gli Stati Parte appartenenti allo stesso gruppo di Stati Parte si consulteranno al fine di garantire che i livelli massimi valevoli per le dotazioni notificate ai sensi delle disposizioni del presente articolo, considerati congiuntamente, se e quando del caso, non oltrepassino i limiti stabiliti dagli articoli IV, V e VI.

Articolo VIII

1. I limiti quantitativi prescritti dagli articoli IV, V e VI dovranno essere raggiunti soltanto a mezzo di riduzioni, in conformità alle disposizioni del Protocollo sulle Riduzioni, del Protocollo sulla Ricategorizzazione degli Elicotteri, del Protocollo sulla Riclassificazione degli Aerei, della Nota a piè di pagina di cui alla Sezione I, paragrafo 2, lettera (A) del Protocollo sui Tipi Esistenti, e del Protocollo sulle Ispezioni.

2. Le categorie di armamenti e di equipaggiamenti convenzionali soggette a riduzione sono quelle dei carri armati, delle artiglierie, dei veicoli corazzati da combattimento, degli aerei da combattimento e degli elicotteri d'attacco. I tipi specifici sono elencati nel Protocollo sui Tipi Esistenti.

(A) I carri armati ed i veicoli corazzati da combattimento saranno ridotti mediante distruzione, mediante conversione a fini non militari, a mezzo di collocazione in mostra statica, a mezzo di impiego quali bersagli terrestri o, nel caso di veicoli corazzati da trasporto truppa, mediante modifica in conformità alla Nota a piè di pagina di cui alla Sezione I, paragrafo 2, lettera (A) del Protocollo sui Tipi Esistenti.

(B) Le artiglierie saranno ridotte mediante distruzione, mediante collocazione in mostra statica, ovvero, nel caso delle artiglierie semoventi, a mezzo di impiego quali bersagli terrestri.

(C) Gli aerei da combattimento saranno ridotti mediante distruzione, mediante collocazione in mostra statica, mediante impiego per fini addestrativi a terra ovvero, nel caso di specifici modelli o versioni di aerei d'addestramento con capacità di combattimento, mediante loro riclassificazione in aerei da addestramento non armati.

(D) Gli elicotteri specializzati d'attacco saranno ridotti mediante distruzione, mediante collocazione in mostra statica, ovvero mediante loro impiego per fini addestrativi a terra.

(E) Gli elicotteri d'attacco multiruolo saranno ridotti mediante distruzione, mediante collocazione in mostra statica, impiego per fini addestrativi a terra, ovvero mediante ricategorizzazione.

3. Gli armamenti e gli equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato saranno considerati ridotti all'atto della avvenuta esecuzione delle procedure prescritte dai Protocolli elencati al paragrafo 1 del presente articolo e dietro notifica ai sensi dei medesimi Protocolli. Gi armamenti e gli equipaggiamenti così ridotti non verranno più computati agli effetti dei limiti quantitativi di cui agli articoli IV, V e VI.

4. Le riduzioni saranno eseguite in tre fasi e completate non oltre 40 mesi dopo l'entrata in vigore del presente Trattato, di modo che:

(A) a conclusione della prima fase delle riduzioni, ovverosia non oltre 16 mesi dall'entrata in vigore del presente Trattato, ogni Stato Parte dovrà avere garantito di aver soddisfatto almeno il 25 percento dei suoi obblighi complessivi di riduzione in ciascuna categoria di armamenti e di equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato;

(B) a conclusione della seconda fase delle riduzioni, ovverosia non oltre 28 mesi dall'entrata in vigore del presente Trattato, ogni Stato Parte dovrà avere garantito di aver soddisfatto almeno il 60 percento dei suoi obblighi complessivi di riduzione, in ciascuna categoria di armamenti e di equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato;

(C) a conclusione della fase finale delle riduzioni, ovverosia non oltre 40 mesi dall'entrata in vigore del presente Trattato, ogni Stato Parte dovrà avere garantito di aver soddisfatto la totalità dei suoi obblighi di riduzione in ciascuna delle categorie di armamenti e di equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato. Gli Stati Parte che eseguano la conversione a fini non militari dovranno aver garantito l'avvenuto completamento della conversione in conformità a quanto disposto dalla Sezione VIII del Protocollo sulle Riduzioni di tutti i carri armati a conclusione della terza fase delle riduzioni;

(D) i veicoli considerati ridotti per il fatto di esser stati parzialmente distrutti in conformità a quanto disposto dalla Sezione VIII, paragrafo 6 del Protocollo sulle Riduzioni, dovranno essere stati completamente convertiti a fini non militari ovvero distrutti in conformità alle disposizioni della Sezione IV del Protocollo sulle Riduzioni, non oltre 64 mesi dall'entrata in vigore del presente Trattato;

5. Gli armamenti e gli equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato di prevista riduzione dovranno esser stati dichiarati presenti nell'area di applicazione in occasione dello scambio di informazioni all'atto della firma del presente Trattato.

6. Non oltre 30 giorni dall'entrata in vigore del presente Trattato, ogni Stato Parte notificherà a tutti gli altri Stati Parte i suoi obblighi di riduzione.

7. Con l'eccezione di quanto disposto dal paragrafo 8 del presente articolo, gli obblighi di riduzione a carico di uno Stato Parte, per ciascuna categoria, non dovranno essere inferiori alla differenza tra le sue dotazioni notificate, in conformità a quanto disposto dal Protocollo sullo Scambio di Informazioni, all'atto della firma, ovvero valide all'entrata in vigore del presente Trattato -

essendo vincolante il più elevato di tali due valori - e i livelli massimi valevoli per le sue dotazioni notificati ai sensi dell'articolo VII.

8. Ogni susseguente mutamento delle dotazioni di uno Stato Parte notificate ai sensi del Protocollo sullo Scambio di Informazioni, ovvero dei livelli massimi valevoli per le sue dotazioni notificati ai sensi dell'articolo VII dovrà tradursi in un corrispondente aggiustamento degli obblighi di riduzione a carico del medesimo Stato Parte, da notificarsi agli altri Stati Parte. Qualsiasi notifica di un decremento negli obblighi di riduzione di uno Stato Parte dovrà essere preceduta o accompagnata, in alternativa, dalla notifica di un corrispondente incremento di dotazioni non eccedente i livelli massimi valevoli per le dotazioni, notificati ai sensi dell'articolo VII a cura di uno o più Stati Parte appartenenti allo stesso gruppo di Stati Parte, oppure dalla notifica di un corrispondente incremento degli obblighi di riduzione di uno o più di tali Stati Parte.

9. All'atto dell'entrata in vigore del presente Trattato ogni Stato Parte dovrà notificare a tutti gli altri Stati Parte, in conformità al Protocollo sullo Scambio di Informazioni, l'ubicazione dei siti di sua appartenenza ove gli armamenti convenzionali verranno ridotti, ivi inclusi quelli ove verrà portata a termine la conversione definitiva a fini non militari di carri armati e di veicoli corazzati da combattimento.

10. Ogni Stato Parte avrà il diritto di designare tanti siti di riduzione quanti ne desideri, di modificare senza restrizioni la designazione di tali siti nonché di eseguire le riduzioni e la conversione definitiva simultaneamente in un massimo di venti siti. Gli Stati Parte avranno il diritto, in virtù di accordi vicendevoli, di utilizzare in comune e di co-installare siti di riduzione.

11. Nonostante quanto disposto dal paragrafo 10 del presente articolo, durante il periodo di convalida di base, vale a dire nel periodo compreso fra l'entrata in vigore del presente Trattato e i 120 giorni successivi all'entrata in vigore del medesimo, le riduzioni potranno essere eseguite simultaneamente in non più di due siti di riduzione per ciascun Paese.

12. Le riduzioni degli armamenti e degli equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato dovranno essere eseguite nei siti di riduzione, salvo quanto diversamente specificato nei Protocolli elencati nel paragrafo 1 del presente articolo, nell'area di applicazione.

13. Il processo delle riduzioni, inclusi i risultati della conversione a fini non militari di armamenti e di equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato, condotta a termine sia durante il periodo delle riduzioni sia nei 24 mesi successivi al periodo delle riduzioni, sarà soggetto ad ispezioni senza diritto di rifiuto, in conformità a quanto disposto dal Protocollo sulle Ispezioni.

Articolo IX

1. Oltre alle rimozioni dal servizio in conformità alle disposizioni dell'articolo VIII, carri armati, veicoli corazzati da combattimento, artiglierie, aerei da combattimento, ed elicotteri d'attacco nell'area di applicazione dovranno essere ritirati dal servizio soltanto mediante dismissione dal servizio, purché:

(A) tali armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato siano dismessi dal servizio, e, in attesa di destinazione, siano dislocati in non più di 8 siti che dovranno essere notificati come siti dichiarati in conformità al Protocollo sullo Scambio di Informazioni e che dovranno essere indicati in tali notifiche come aree destinate al deposito degli armamenti e degli equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato dismessi dal servizio. Qualora siti contenenti armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato dismessi dal servizio contengano anche eventuali altri armamenti ed equipaggiamenti convenzionali assoggettati al Trattato, gli armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato dismessi dal servizio dovranno essere distinguibili separatamente;

(B) i quantitativi di tali armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato dismessi dal servizio non eccedano, per ogni singolo Stato Parte, l'uno percento delle proprie dotazioni notificate di armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato, o, in alternativa ma con vincolo di attenersi al valore più elevato, non più di un totale di 250 unità, di cui non più di 200 dovranno essere carri armati, veicoli corazzati da combattimento e pezzi d'artiglieria, e non più di 50 dovranno essere elicotteri d'attacco ed aerei da combattimento.

2. La notifica di dismissione dal servizio dovrà comprendere il quantitativo e i tipi di armamenti e di equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato che siano stati dismessi dal servizio e la loro dislocazione fuori servizio; essa dovrà essere effettuata a tutti gli altri Stati Parte in conformità alla Sezione IX, paragrafo 1, lettera (B) del Protocollo sullo Scambio di Informazioni.

Articolo X

1. I siti designati per l'immagazzinamento permanente dovranno essere notificati in conformità a quanto disposto dal Protocollo sullo Scambio di Informazioni a tutti gli altri Stati Parte dallo Stato Parte cui appartengono gli armamenti e gli equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato contenuti in siti designati per l'immagazzinamento permanente. La notifica dovrà comprendere la designazione e l'ubicazione, incluse le coordinate geografiche, dei siti designati per l'immagazzinamento permanente, nonché i quantitativi per ogni tipo di ciascuna categoria dei propri armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato in ognuno di tali siti d'immagazzinamento.

2. I siti designati per l'immagazzinamento permanente dovranno contenere soltanto le infrastrutture idonee all'immagazzinamento ed alla manutenzione degli armamenti e degli equipaggiamenti (ad esempio: magazzini, autorimesse, officine e connessi depositi, come pure altri impianti di supporto). I siti designati per l'immagazzinamento permanente non dovranno contenere poligoni di tiro o aree di addestramento attinenti agli armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato. I siti designati per l'immagazzinamento permanente dovranno contenere soltanto armamenti ed equipaggiamenti appartenenti alle forze armate convenzionali di uno Stato Parte.

3. Ciascun sito designato per l'immagazzinamento permanente dovrà avere un limite fisico chiaramente definito che dovrà consistere in una recinzione perimetrale continua di almeno metri 1,50 di altezza. La recinzione perimetrale non dovrà disporre di più di tre varchi quali uniche vie di entrata e uscita per gli armamenti e gli equipaggiamenti.

4. Gli armamenti e gli equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato dislocati entro siti designati per l'immagazzinamento permanente saranno conteggiati come armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato non in unità in vita: ciò anche quando essi vengano temporaneamente rimossi ai sensi dei paragrafi 7, 8, 9 e 10 del presente articolo. Gli armamenti ed equipaggiamenti limitati dal Trattato immagazzinati in siti diversi da quelli designati per l'immagazzinamento permanente saranno conteggiati come armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato in unità in vita.

5. Unità o formazioni in vita non potranno essere dislocate entro siti designati per l'immagazzinamento permanente, con l'eccezione di quanto stabilito dal paragrafo 6 del presente articolo.

6. Soltanto il personale addetto alla sicurezza e al funzionamento dei siti designati per l'immagazzinamento permanente, ovvero addetto alla manutenzione degli armamenti ed equipaggiamenti ivi immagazzinati, potrà essere dislocato entro siti designati per l'immagazzinamento permanente.

7. Ai fini della manutenzione, della riparazione o della modifica di armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato, dislocati entro siti designati per l'immagazzinamento permanente, ciascuno Stato Parte avrà il diritto, senza bisogno di previa notifica, di simultaneamente rimuovere e trattenere fuori da siti designati per l'immagazzinamento permanente - in alternativa ma con vincolo di attenersi al più basso dei due valori assoluti risultanti - fino al 10 percento, con arrotondamento al numero pari più vicino, delle dotazioni notificate di ciascuna categoria di armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato in ciascun sito designato per l'immagazzinamento permanente, ovvero 10 unità di armamenti e di equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato per ciascuna categoria e per ciascun sito designato per l'immagazzinamento permanente.

8. Con l'eccezione di quanto stabilito dal paragrafo 7 del presente articolo, nessuno Stato Parte potrà rimuovere armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato da siti designati per l'immagazzinamento permanente, a meno che non ne abbia dato notifica a tutti gli altri Stati Parte almeno 42 giorni prima di tale rimozione. La notifica dovrà essere effettuata dallo Stato Parte cui appartengono gli armamenti e gli equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato. Tale notifica dovrà specificare:

(A) l'ubicazione del sito designato per l'immagazzinamento permanente da cui è previsto debbano essere rimossi armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato, nonché i quantitativi per ogni tipo di ciascuna categoria di armamenti e di equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato per ciascuna categoria di contemplata rimozione;

(B) le date di rimozione e di rientro degli armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato;

(C) la contemplata ubicazione e il previsto impiego degli armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato durante la loro permanenza fuori dal sito designato per l'immagazzinamento permanente.

9. Con l'eccezione di quanto stabilito dal paragrafo 7 del presente articolo, i quantitativi complessivi di armamenti e di equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato rimossi e trattenuti fuori da siti designati per l'immagazzinamento permanente da Stati Parte appartenenti allo stesso gruppo di Stati Parte, non dovranno in alcun momento superare:

(A) 550 carri armati;

(B) 1.000 veicoli corazzati da combattimento;

(C) 300 artiglierie.

10. Gli armamenti e gli equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato rimossi da siti designati per l'immagazzinamento permanente ai sensi dei paragrafi 8 e 9 del presente articolo, dovranno far ritorno a siti designati per l'immagazzinamento permanente non oltre 42 giorni dalla loro rimozione, ad eccezione di quegli armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato estratti per esigenze di revisione generale. Tali pezzi dovranno far rientro ai siti designati per l'immagazzinamento permanente immediatamente dopo il completamento della revisione stessa.

11. Ciascuno Stato Parte avrà il diritto di sostituire armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato dislocati in siti designati per l'immagazzinamento permanente. Ciascuno Stato Parte dovrà notificare a tutti gli altri Stati Parte, all'inizio della sostituzione, il quantitativo, l'ubicazione, il tipo e la destinazione degli armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato in corso di sostituzione.

Articolo XI

1. Ciascuno Stato Parte dovrà limitare i propri veicoli corazzati gittaponte in modo tale che 40 mesi dopo l'entrata in vigore del presente Trattato, e così di seguito, il quantitativo complessivo dei veicoli corazzati gittaponte in unità in vita entro l'area di applicazione non ecceda, per il gruppo di Stati Parte di appartenenza, 740 unità.

2. Tutti i veicoli corazzati gittaponte entro l'area di applicazione, in eccesso rispetto al quantitativo complessivo indicato al paragrafo 1 del presente articolo per ciascun gruppo di Stati Parte, dovranno essere dislocati in siti designati per l'immagazzinamento permanente, secondo la definizione datane all'articolo II. Ogni qualvolta veicoli corazzati gittaponte vengano dislocati in un sito designato per l'immagazzinamento permanente, sia da soli sia insieme ad armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato, si applicheranno le disposizioni dell'articolo X, paragrafi da 1 a 6 sia ai veicoli corazzati gittaponte, sia agli armamenti ed agli equipaggiamenti convenzionali limitati dal presente Trattato. I veicoli corazzati gittaponte dislocati in siti designati per l'immagazzinamento permanente non saranno considerati come dislocati in unità in vita.

3. Con l'eccezione delle disposizioni di cui al paragrafo 6 del presente articolo, veicoli corazzati gittaponte potranno essere rimossi, nel rispetto delle disposizioni dei paragrafi 4 e 5 del presente articolo dai siti designati per l'immagazzinamento permanente solo dopo che ne sia stata data notifica agli altri Stati Parte almeno 42 giorni prima della rimozione. La notifica dovrà specificare:

(A) le ubicazioni dei siti designati per l'immagazzinamento permanente da cui i veicoli corazzati gittaponte debbano essere rimossi ed i quantitativi dei veicoli corazzati gittaponte da rimuovere da ciascuno di tali siti;

(B) le date di rimozione dei veicoli corazzati gittaponte dai siti designati per l'immagazzinamento permanente e le date di loro rientro ai medesimi;

(C) il contemplato impiego dei veicoli corazzati gittaponte durante il periodo della loro rimozione dai siti designati per l'immagazzinamento dai siti designati per l'immagazzinamento permanente.

4. Con l'eccezione delle disposizioni di cui al paragrafo 6 del presente articolo, i veicoli corazzati gittaponte rimossi dai siti designati per l'immagazzinamento permanente dovranno far rientro ai medesimi siti non più tardi di 42 giorni dalla data della loro effettiva rimozione.

5. Il quantitativo complessivo di veicoli corazzati gittaponte rimossi dai siti designati per l'immagazzinamento permanente e dislocati fuori dai medesimi siti, da ciascun gruppo di Stati Parte, non dovrà eccedere, in alcun momento, le 50 unità.

6. Gli Stati Parte avranno il diritto, per esigenze di manutenzione o di modifica, di simultaneamente rimuovere e trattenere fuori dai siti designati per l'immagazzinamento permanente - in alternativa ma con vincolo di attenersi al più basso dei valori assoluti risultanti - il 10 percento, con arrotondamento al numero pari più vicino, delle loro dotazioni notificate di veicoli corazzati gittaponte in ciascun sito designato per l'immagazzinamento permanente, ovvero 10 veicoli corazzati gittaponte per ciascun sito designato per l'immagazzinamento permanente.

7. In caso di disastri naturali implicanti inondazioni o danni a ponti permanenti, gli Stati Parte avranno il diritto di rimuovere veicoli corazzati gittaponte dai siti designati per l'immagazzinamento permanente. La notifica di tali rimozioni sarà effettuata a tutti gli altri Stati Parte al momento delle rimozioni medesime.

Articolo XII

1. Non sono limitati dal presente Trattato i veicoli corazzati da combattimento di fanteria in dotazione ad organizzazioni di uno Stato Parte ideate e strutturate per assolvere, in tempo di pace, funzioni inerenti alla sicurezza interna e che non sono strutturate ed organizzate per combattere a terra contro un nemico esterno. Nonostante quanto precede, allo scopo di migliorare l'applicazione del presente Trattato e garantire che il quantitativo di tali armamenti in dotazione alle predette organizzazioni non sia utilizzato per circonvenire le disposizioni del presente Trattato, qualsivoglia dei predetti armamenti in eccesso ai 1.000 veicoli corazzati da combattimento di fanteria assegnati da uno Stato Parte ad organizzazioni ideate e strutturate per assolvere, in tempo di pace, funzioni inerenti alla sicurezza interna, rappresenterà una porzione dei livelli consentiti specificati agli articoli IV, V e VI. Non più di 600 di tali veicoli corazzati da combattimento di fanteria di uno Stato Parte, assegnati alle predette organizzazioni, potranno essere collocati in quella parte dell'area di applicazione descritta all'articolo V, paragrafo 1, lettera (A). Ciascuno Stato Parte dovrà inoltre assicurare che dette organizzazioni si astengano dall'acquisire capacità di combattimento in eccesso rispetto a quelle necessarie per far fronte alle esigenze inerenti alla sicurezza interna.

2. Ogni Stato Parte che intenda riassegnare carri armati, veicoli corazzati da combattimento di fanteria, artiglierie, aerei da combattimento, elicotteri d'attacco e veicoli corazzati gittaponte in servizio nelle forze armate convenzionali a qualsivoglia organizzazione di detto Stato Parte che non appartenga alle proprie forze armate convenzionali, dovrà darne notifica a tutti gli altri Stati Parte non oltre la data in cui tale riassegnazione prenderà effetto. La notifica dovrà specificare la data di decorrenza della riassegnazione, la data alla quale l'equipaggiamento viene fisicamente trasferito, come pure i quantitativi, per ciascun tipo di armamenti e di equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato oggetto della riassegnazione.

Articolo XIII

1. Al fine di garantire la verifica dell'ottemperanza alle disposizioni del Trattato, ciascuno Stato Parte dovrà effettuare notifiche e scambi di informazioni relativamente ai propri armamenti ed equipaggiamenti convenzionali in conformità al Protocollo sullo Scambio di Informazioni.

2. Tali notifiche e scambi di informazioni saranno effettuati in conformità all'articolo XVII.

3. Ciascun Stato Parte sarà responsabile delle proprie informazioni: la ricezione di tali informazioni e delle notifiche non comporterà convalida o accettazione delle informazioni fornite.

Articolo XIV

1. Allo scopo di garantire la verifica dell'ottemperanza alle disposizioni del Trattato, ciascuno Stato Parte avrà il diritto di effettuare e l'obbligazione di accettare, entro l'area di applicazione, ispezioni in conformità alle disposizioni del Protocollo sulle Ispezioni.

2. Tali ispezioni avranno lo scopo di:

(A) verificare, sulla base delle informazioni fornite ai sensi del Protocollo sullo Scambio di Informazioni, l'ottemperanza degli Stati Parte alle limitazioni quantitative stabilite dagli articoli IV, V e VI;

(B) sorvegliare il processo di riduzione dei carri armati dei veicoli corazzati da combattimento, delle artiglierie, degli aerei da combattimento e degli elicotteri d'attacco eseguito in siti di riduzione in conformità all'articolo VIII e al Protocollo sulle Riduzioni:

(C) sorvegliare la certificazione degli elicotteri d'attacco multiruolo ricategorizzati e degli aerei d'addestramento con capacità di combattimento riclassificati, eseguita,

rispettivamente, in conformità al Protocollo sulla Ricategorizzazione degli Elicotteri ed al Protocollo sulla Riclassificazione degli Aerei.

3. Nessuno Stato Parte eserciterà i diritti di cui ai paragrafi 1 e 2 del presente articolo nei confronti di Stati Parte appartenenti al gruppo di Stati Parte al quale esso stesso appartiene allo scopo di eludere gli obiettivi del regime di verifica.

4. Nel caso di un'ispezione effettuata congiuntamente da più di uno Stato Parte, uno di essi dovrà essere responsabile dell'adempimento delle disposizioni del Trattato.

5. Il numero di ispezioni ai sensi delle Sezioni VII e VIII del Protocollo sulle Ispezioni che ciascuno Stato Parte avrà il diritto di effettuare e l'obbligo di accettare, durante ogni specifico periodo di tempo, sarà determinato in conformità alle disposizioni della Sezione II di quel Protocollo.

6. A conclusione del periodo di 120 giorni di convalida dei livelli residuali, ciascuno Stato Parte avrà il diritto di effettuare - e ciascuno Stato Parte con territorio nell'area di applicazione avrà l'obbligo di accettare - ispezioni aeree entro l'area di applicazione secondo un quantitativo concordato. Tale quantitativo concordato e le altre disposizioni applicabili al riguardo saranno trattati in modo esteso durante i negoziati di cui all'articolo XVIII.

Articolo XV

1. Allo scopo di garantire la verifica dell'ottemperanza alle disposizioni del presente Trattato, ogni Stato Parte avrà il diritto di far ricorso, oltre che alle procedure di cui all'articolo XIV, ai mezzi tecnici nazionali o multinazionali di verifica a propria disposizione in maniera compatibile coi principi del diritto internazionale generalmente riconosciuti.

2. Uno Stato Parte non dovrà effettuare interferenze nei mezzi tecnici nazionali o multinazionali di verifica di un altro Stato Parte funzionanti in conformità a quanto disposto dal paragrafo 1 del presente articolo.

3. Uno Stato Parte non dovrà utilizzare misure di occultamento che impediscano la verifica dell'ottemperanza alle disposizioni del presente Trattato mediante mezzi tecnici nazionali o multinazionali di verifica posti in funzione in conformità a quanto disposto dal paragrafo 1 del presente articolo. Tale obbligazione non si riferisce alle attività di copertura o di occultamento connesse al normale addestramento del personale. alla manutenzione ovvero ad operazioni concernenti armamenti ed equipaggiamenti limitati dal Trattato.

Articolo XVI

1. Per favorire il raggiungimento degli obiettivi e l'adempimento delle disposizioni del presente Trattato, gli Stati Parte con il presente articolo istituiscono un Gruppo Consultivo Congiunto:

2. Nell'ambito del Gruppo Consultivo Congiunto, gli Stati Parte provvederanno a:

(A) trattare questioni relative all'ottemperanza delle disposizioni del presente Trattato ovvero alla loro eventuale circonvenzione;

(B) tentare di risolvere ambiguità e differenze di interpretazione che possano appalesarsi quanto alla maniera di applicare il presente Trattato;

(C) prendere in esame e, qualora, possibile, convenire misure per accrescere la funzionalità e l'efficacia del presente Trattato;

(D) aggiornare le liste contenute nel Protocollo sui Tipi Esistenti, come disposto dall'articolo II, paragrafo 2;

(E) risolvere questioni tecniche onde pervenire a prassi comuni fra gli Stati Parte quanto alla maniera di applicare il presente Trattato;

(F) elaborare o rivedere, secondo necessità, le norme di procedura, i metodi di lavoro e la scala di distribuzione delle spese del Gruppo Consultivo Congiunto e delle conferenze convocate ai sensi del presente Trattato, nonché la ripartizione dei costi delle ispezioni fra due o più Stati Parte;

(G) prendere in esame ed elaborare idonee misure volte a garantire che le informazioni ottenute attraverso gli scambi di informazioni fra gli Stati Parte, ovvero come risultato di ispezioni ai sensi del presente Trattato, siano usate esclusivamente ai fini del Trattato medesimo, prendendo in considerazione le particolari esigenze di ciascuno Stato Parte con riferimento alla salvaguardia delle informazioni che tale Stato Parte indichi come sensibili;

(H) prendere in esame, su richiesta di qualsiasi Stato Parte, qualunque questione che uno Stato Parte desideri proporre all'esame di qualsivoglia conferenza di contemplata convocazione in conformità a quanto previsto dall'articolo XXI; tale esame non pregiudicherà il diritto di ciascuno Stato Parte di far ricorso alle procedure previste dall'articolo XXI;

(I) prendere in esame questioni contenziose derivanti dalla applicazione del presente Trattato.

3. Ciascuno Stato Parte avrà il diritto di sollevare innanzi al Gruppo Consultivo Congiunto qualunque questione relativa al presente Trattato e di ottenerne l'inserimento all'ordine del giorno.

4. Il Gruppo Consultivo Congiunto adotterà decisioni e formulerà raccomandazioni per consenso. Per consenso dovrà intendersi l'assenza di qualunque obiezione da parte di qualsiasi rappresentante di uno Stato Parte all'adozione di una decisione o alla formulazione di una raccomandazione.

5. Il Gruppo Consultivo Congiunto potrà proporre emendamenti del presente Trattato ai fini della loro sottoposizione ad esame e conferma in conformità a quanto disposto dall'articolo XX. Il Gruppo Consultivo Congiunto potrà anche convenire miglioramenti per quanto attiene alla funzionalità ed all'efficacia del presente Trattato, compatibili con le sue disposizioni. A meno che tali miglioramenti si riferiscano soltanto a questioni minori di natura amministrativa o tecnica, essi dovranno essere sottoposti ad esame e conferma in conformità a quanto disposto dall'articolo XX prima di poter avere effetto.

6. Nulla del presente articolo potrà considerarsi interdire o limitare la possibilità per qualsiasi Stato Parte di chiedere informazioni ad altri Stati Parte o di consultarsi con i medesimi su questioni relative al presente Trattato e alla sua applicazione attraverso canali o in fori diversi dal Gruppo Consultivo Congiunto.

7. Il Gruppo Consultivo Congiunto si atterrà alle procedure stabilite dal Protocollo sul Gruppo Consultivo Congiunto.

Articolo XVII

Gli Stati Parte dovranno trasmettere in forma scritta le informazioni e notifiche previste dal presente Trattato. Essi dovranno utilizzare i canali diplomatici o altri canali ufficiali da essi indicati, comprendenti in particolare una rete di comunicazioni da istituire con separato accordo.

Articolo XVIII

1. Successivamente alla firma del presente Trattato, gli Stati Parte proseguiranno i negoziati sulle forze armate convenzionali con lo stesso mandato allo scopo di sviluppare il presente Trattato.

2. L'obiettivo di tali negoziati sarà quello di concludere un accordo su misure addizionali volte a rafforzare ulteriormente la sicurezza e la stabilità in Europa, ivi incluse, in conformità al Mandato, misure intese a limitare la consistenza degli effettivi delle proprie forze convenzionali nell'area di applicazione.

3. Gli Stati Parte si adopereranno per concludere tali negoziati non oltre la riunione sui seguiti della Conferenza sulla Cooperazione e la Sicurezza in Europa, da tenersi ad Helsinki nel 1992.

Articolo XIX

1. Il presente Trattato sarà di durata illimitata. Esso potrà essere integrato da un ulteriore Trattato.

2. Ogni Stato Parte, nell'esercizio della sua sovranità nazionale, avrà il diritto di recedere dal presente Trattato qualora decida che eventi straordinari attinenti l'oggetto del presente Trattato abbiano messo a repentaglio i suoi supremi interessi. Uno Stato Parte intenzionato ad esercitare il diritto di recesso dovrà notificare la sua decisione in tal senso al Depositario e a tutti gli altri Stati Parte. La notifica relativa dovrà essere effettuata almeno 150 giorni prima del divisato recesso dal presente Trattato. Essa dovrà includere un'esposizione degli eventi straordinari che lo Stato Parte consideri abbiano messo a repentaglio i suoi supremi interessi.

3. Nell'esercizio della propria sovranità nazionale, ogni Stato Parte avrà, in particolare, il diritto di recedere dal presente Trattato qualora un altro Stato Parte incrementi, in proporzioni tali da rappresentare un'ovvia minaccia all'equilibrio delle forze entro l'area di applicazione, le proprie dotazioni di carri armati, veicoli corazzati da combattimento, pezzi d'artiglieria, aerei da combattimento o elicotteri d'attacco, secondo la definizione datane all'articolo II, e che sono fuori dall'ambito delle limitazioni stabilite dal presente Trattato.

Articolo XX

1. Ogni Stato Parte potrà proporre emendamenti al presente Trattato. Il testo di ciascun emendamento proposto sarà presentato al Depositario che lo diramerà a tutti gli Stati Parte.

2. Qualora un emendamento venga approvato da tutti gli Stati Parte, esso entrerà in vigore in conformità alle procedure stabilite dall'articolo XXII del presente Trattato che disciplina l'entrata in vigore del medesimo.

Articolo XXI

1. Quarantasei mesi dopo l'entrata in vigore del presente Trattato e, dopo di allora, a scadenze di cinque anni, il Depositario convocherà una conferenza degli Stati Parte al fine di passare in rassegna il funzionamento del presente Trattato.

2. Il Depositario convocherà una conferenza straordinaria degli Stati Parte qualora gliene venga fatta richiesta da un qualsiasi Stato Parte che ritenga si siano verificate circostanze eccezionali relative al presente Trattato, in particolare nell'eventualità che uno Stato Parte abbia annunciato la sua

intenzione di abbandonare il gruppo di Stati Parte di sua appartenenza, o di unirsi all'altro gruppo di Stati Parte secondo la definizione datane all'articolo II, paragrafo 1, lettera (A). Per consentire agli altri Stati Parte di prepararsi per tale conferenza, la richiesta dovrà includere la ragione per la quale detto Stato Parte ritenga necessaria una conferenza straordinaria. Tale conferenza prenderà in esame le circostanze indicate nella richiesta medesima, nonché le loro conseguenze sul funzionamento del presente Trattato. La conferenza avrà inizio non oltre 15 giorni dalla ricezione della richiesta e, a meno che essa non decida diversamente, durerà non più di tre settimane.

3. Il Depositario convocherà una conferenza degli Stati Parte al fine di prendere in esame qualsiasi emendamento proposto secondo quanto disposto dall'articolo XX, qualora gliene venga fatta richiesta da tre o più Stati Parte. Tale conferenza dovrà avere inizio non oltre 21 giorni dalla ricezione delle richieste necessarie.

4. Nell'eventualità che uno Stato Parte notifichi la sua decisione di recedere dal presente Trattato, ai sensi dell'articolo XIX, il Depositario convocherà una conferenza degli Stati Parte che dovrà avere inizio non oltre 21 giorni dalla ricezione della notifica di recesso al fine di prendere in esame le questioni relative al recesso dal presente Trattato.

Articolo XXII

1. Il presente Trattato sarà sottoposto a ratifica da ciascuno Stato Parte in conformità alle proprie procedure costituzionali. Gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Governo del Regno dei Paesi Bassi, con il presente articolo indicato come il Depositario.

2. Il presente Trattato entrerà in vigore 10 giorni dopo che gli strumenti di ratifica saranno stati depositati da tutti gli Stati Parte elencati nel Preambolo.

3. Il Depositario dovrà prontamente comunicare a tutti gli altri Stati Parte:

(A) l'avvenuto deposito di ciascuno strumento di ratifica;

(B) l'entrata in vigore del presente Trattato;

(C) qualsiasi recesso ai sensi dell'articolo XIX e la sua effettiva decorrenza;

(D) il testo di qualunque emendamento proposto in conformità all'articolo XX;

(E) l'entrata in vigore di qualunque emendamento del presente Trattato;

(F) qualsiasi richiesta di convocazione di una conferenza in conformità all'articolo XXI;

(G) la convocazione di una conferenza in conformità all'articolo XXI;

(H) ogni altro argomento che il Depositario sia tenuto a comunicare agli Stati Parte ai sensi del presente Trattato.

4. Il presente Trattato sarà registrato dal Depositario in conformità all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

Articolo XXIII

L'originale del presente Trattato, i cui testi in italiano, in francese, in inglese, in russo, in spagnolo e in tedesco sono ugualmente autentici, verrà depositato negli archivi del Depositario. Copie debitamente certificate del presente Trattato verranno trasmesse dal Depositario a tutti gli Stati Parte.

PROTOCOLLO
SUI TIPI ESISTENTI DI ARMAMENTI
E DI EQUIPAGGIAMENTI CONVENZIONALI

Con il presente Protocollo gli Stati Parte convengono: (a) le liste, valide dalla data della firma del Trattato, dei tipi esistenti di armamenti ed equipaggiamenti convenzionali soggetti alle misure di limitazione, di riduzione, di scambio di informazioni e di verifica: (b) le procedure per la diramazione di dati tecnici e di fotografie riguardanti detti tipi esistenti di armamenti ed equipaggiamenti convenzionali; (c) le procedure di aggiornamento delle liste di tali tipi di armamenti ed equipaggiamenti convenzionali esistenti, in conformità a quanto disposto dall'articolo II del Trattato sulle Forze Armate Convenzionali in Europa del 19 novembre 1990, in prosieguo denominato il Trattato.

SEZIONE I - TIPI ESISTENTI DI ARMAMENTI E DI EQUIPAGGIAMENTI CONVENZIONALI LIMITATI DAL TRATTATO

1. I tipi esistenti di carri armati sono i seguenti:

M-1	T-34
M-60	T-54
M-48	T-55
M-47	T-62
Leopard 1	T-64
Leopard 2	T-72
AMX-30	T-80
Challenger	TR-85
Chieftain	TR-580
Centurion	
M-41	
NM-116	
T-54	
T-55	
T-72	

Tutti i modelli e tutte le versioni di un tipo esistente di carro armato figurante nella lista di cui sopra saranno da considerarsi carri armati di quel tipo.

2. I tipi esistenti di veicoli corazzati da combattimento sono i seguenti:

(A) Veicoli corazzati da trasporto truppa

YPR-765	BTR-40
AMX-13 VTT	BTR-152
M113	BTR-50
M75	BTR-60
Spartan	OT-62 (Topas)
Grizzly	OT-64 (Skot)
Tpz-1 Fuchs	OT-90
VAB	FUG D442
M59	BTR-70
Leonidas	BTR-80
VCC1	BTR-D
VCC2	TAB-77

Saxon
AFV 432
Saracen
Humber
BDX
BMR-600
Chaimite V200
V150S
EBR-ETT
M3A1
YP 408
BLR
VIB
LVTP-7
6614/G
BTR-152
BTR-50
BTR-60
BTR-70
MT-LB(*)
OT-810
PSZH D-944
TABC-79
TAB-71
MLVM
MT-LB (*)

Tutti i modelli e tutte le versioni di un tipo esistente di veicolo corazzato da trasporto truppa figurante nella lista che precede saranno da considerarsi come veicoli corazzati da trasporto truppa di quel tipo, a meno che tali modelli o versioni siano inclusi nella lista dei veicoli corazzati da trasporto truppa "look-alike" di cui alla Sezione II, paragrafo 1 del presente Protocollo.

(*) Questo veicolo multiuso leggermente corazzato potrà essere eccezionalmente modificato entro 40 mesi dall'entrata in vigore del Trattato in un veicolo corazzato da trasporto truppa "look-alike" elencato nella Sezione II, paragrafo 1 del presente Protocollo come un MT-LB-AT mediante la modifica dell'interno del veicolo attraverso la rimozione dei posti a sedere di sinistra della squadra di fanteria e la saldatura del contenitore per munizioni sulla fiancata e sul pianale in almeno sei punti cosicché il veicolo non possa essere in grado di trasportare una squadra di fanteria in assetto da combattimento. Tali modifiche potranno essere compiute in sedi diverse dai siti di riduzione. I veicoli corazzati da trasporto truppa MT-LB che non saranno stati modificati dovranno essere segnalati, in conformità con le disposizioni del Protocollo sullo Scambio di Informazioni, come veicoli corazzati da trasporto truppa.

(B) Veicoli corazzati da combattimento di fanteria

YPR-765 (25mm)
Marder
AMX-10P
Warrior
M2/M3 Bradley
AFV-432 Rarden
NM-135
BMP-1/BRM-1
BMP-2
BMP-1/BRM-1
BMP-2
BMP-23
MLI-84
BMD-1
BMD-2
BMP-3

Tutti i modelli e tutte le versioni di un tipo esistente di veicolo corazzato da combattimento di fanteria figurante nella lista che precede saranno da considerarsi come veicoli corazzati da combattimento di fanteria di quel tipo, a meno che tali modelli e versioni siano inclusi nella lista dei veicoli corazzati da combattimento di fanteria "look-alike" di cui alla Sezione II, paragrafo 2 del presente Protocollo.

(C) Veicoli da combattimento ad armamento pesante

AMX 10-RC
ERC 90 Sagaye
BMR-625-90
Commando V 150
Scorpion
Saladin
JPK-90
M-24
AMX-13
EBR-75 Panhard
PT-76
PT-76
SU 76
SU 100
ISU-152

Tutti i modelli e tutte le versioni di un tipo esistente di veicolo da combattimento ad armamento pesante figurante nella lista di cui sopra saranno da considerarsi come veicoli da combattimento ad armamento pesante di quel tipo.

3. I tipi esistenti di artiglierie sono i seguenti:

(A) Cannoni, obici e pezzi d'artiglieria che riuniscono le caratteristiche di cannoni ed obici

105mm: cannone leggero 105
M18
cannone Krupp 105
cannone Rheinmetal 105
obice someggiabile 105
obice someggiabile M 56
obice trainato M 101
obice trainato M 102
cannone semovente Abbot
obice semovente M 108
obice semovente M 52
obice 105 HM-2
cannone (Skoda) M-38
obice 105 AU 50
obice trainato R58/M26

122mm: cannone da campagna 122/46
obice D30
obice M-30
obice semovente 2S1

130mm: cannone M 46

140mm: obice trainato
5.5" (139,7mm)

150mm: cannone Skoda 150

152mm: cannone obice D-20
obice semovente 2S3

100mm: cannone da campagna BS-3
cannone da campagna
modello 53
obice Skoda (modelli
1914/1934, 1930, 1934)
obice Skoda (modello 1939)

105mm: cannone da campagna
Schneider (modello 1936)

120mm: obice 2B 16
obice semovente 2S9

122mm: obice D30
obice M30
obice D74
obice semovente 2S1
cannone A 19(modello 31/37)
obice semovente modello 89

130mm: cannone 82
cannone M 46

150mm: obice Skoda (modello 1934)
obice Ceh (modello 1937)

152mm: obice D1
obice semovente 2S3
obice 2A65
cannone-obice ML20
cannone-obice D20

155mm:	obice trainato M114 obice trainato M114/39 (M-139) obice trainato FH-70 obice semovente M109 obice trainato M198 cannone 155 TRF1 cannone 155 AUF1 cannone 155 AMF3 cannone 155 BF50 obice semovente M44 cannone trainato M59 obice semovente SP70
175mm:	cannone semovente M107
203mm:	obice trainato M115 obice semovente M110 obice semovente M55

(B) Mortai

107mm:	4.2" (a terra o su veicolo corazzato M106)
120mm:	Brandt (M60, M-120-60) SLM-120-AM-50) M120 RTF 1 M120 M51 Soltam/Tampella (a terra o montato su veicolo corazzato M113) Ecia Mod L (a terra M-L o montato su veicoli corazzati BMR-600 o M113) HY12 (Tosam) 2B11 (2S12)
107mm:	mortaio M-1938
120mm:	2B11 (2S12) M 120 Modello 38/43 mortaio semovente Tundzha/ Tundhza Sani (montato su MT-LB) mortaio modello 1982 B-24
160mm:	M160
240mm:	M240 mortaio semovente 2S4

(C) Lanciarazzi multipli

110mm:	LARS
122mm:	BM-21 RM-70
140mm:	Teruel MLAS
227mm:	MLRS
122mm:	BM-21 (BM21-1, BM-21V) RM-70 APR-21 APR-40
130mm:	M-51 RM-130 BM-13 R.2
140mm:	BM-14

220mm:	BM-22/27
240mm:	BM-24
280mm:	Uragan 9P140
300mm:	Smerch

Tutti i modelli e tutte le versioni di un tipo esistente di artiglierie figurante nella lista di cui sopra saranno da considerarsi artiglierie di quel tipo.

4. I tipi esistenti di aereo da combattimento sono i seguenti:

A-7
A-10
AlphaJetA
AM-X
Buccaneer
Canberra
Draken
F-4
F-5
F-15
F-16
F-18
F-84
F-102
F-104
F-111
G-91
Harrier
Hunter
Jaguar
Lightning
Mig-21
Mig-23
Mig-29
MB-339
Mirage F1
Mirage III
Mirage IV
Mirage V
Mirage 2000
SU-22
Tornado
IAR-93
IL-28
MIG-15
MIG-17
MIG-21
MIG-23
MIG-25
MIG-27
MIG-29
MIG-31
SU-7
SU-15
SU-17
SU-20
SU-22
SU-24
SU-25
SU-27
TU-16
TU-22
TU-22M
TU-128
YAK-28

Tutti i modelli e tutte le versioni di un tipo esistente di aereo da combattimento figurante nella lista che precede saranno da considerarsi come aerei da combattimento di quel tipo.

5. I tipi esistenti di elicotteri d'attacco sono i seguenti:

(A) Elicotteri specializzati d'attacco

A-129 Mangusta
AH-1 Cobra
Mi-24

AH-64 Apache
Mi-24

Nel rispetto delle disposizioni della Sezione I, paragrafo 3 del Protocollo sulla Ricategorizzazione degli Elicotteri, tutti i modelli e tutte le versioni di un tipo esistente di elicottero d'attacco figurante nella lista che precede sono da considerarsi elicotteri d'attacco di quel tipo.

(B) Elicotteri d'attacco multiruolo

A-109 Hirundo
Alouette III
BO-105/PAH-1
Fennec AS 550 C-2
Gazelle
Lynx
Mi-8
OH-58 Kiowa/AB-206/CH-136
Scout
Wessex
JAR-316
Mi-8/Mi-17

Nel rispetto delle disposizioni della Sezione I, paragrafi 4 e 5 del Protocollo sulla Ricategorizzazione degli Elicotteri, tutti i modelli e tutte le versioni di un tipo esistente di elicottero di attacco multiruolo figurante nella lista che precede sono da considerarsi elicotteri di attacco multiruolo di quel tipo.

SEZIONE II - TIPI ESISTENTI DI ARMAMENTI E DI EQUIPAGGIAMENTI CONVENZIONALI NON LIMITATI DAL TRATTATO

1. I tipi esistenti di veicoli corazzati da trasporto truppa "look-alike" sono i seguenti:

YPR-765	MILAN	BTR-40	CP
	CP		
	PRCOC1	BTR-50	PU
	PRCOC2		PUM
	PRCOC4		P
	PRCOC5		PUR 82
	PRMR		PK (MRF)
			UR-67
AMX-13 VTT	MILAN		PK (B)
	PC		MTP-1
		BTR-152	CP
M113	MILAN		
	A1/A2 (ATGW)	BTR-60	PU
	E/W TOW		PU-12/PA PU12
	ARTFC		PAU
	ARTOBS		BBS
	FACONT		ABS
	MORTFC		R-137 B
	AIE		R-140 BM
	Trasporto Mortaio		R-145
	SIG		R-156
	HFTRSM		R-409 BM
	CP		P-238BT
	CPSVC		P-240BT

	AICP
	AIECP
	4.2"/M106 A1 4.2"
	M106 81mm
	M-125 81mm
	M125 A1 81mm
	M125 A2 81mm
	NM-125 81mm
TPz-1 FUCHS	HFTRSM
	AD CP
	CP
	ENGRCP
	ELOKA
	NBC
	RASIT
M59	CP
LEONIDAS	1
VAB	PC
BMR-600	SIG
	PC
	81mm
SPARTAN	STRIKER
	SAMSON
	CP
	JAVELIN
	MILAN
SAXON	AD
	CP
	MAINT
AFV432	CP-RA
	81mm
	CYMB
	AFV 435
	AFV 436
	AFV 439
HUMBER	SQUIRT
SARACEN	SQUIRT
	CP
	ADR
YP 408	PWMR
	PWCO
	PWAT
	PWRDR
	P-241 BT
	E-351 BR
	R-975
	MTP-2
	1V18, 1V19
	1V118
	B
BTR-70	KShM
	SPR-2
	BREM
	ZS-88
	Kh
BTR-80	1V119
	RCHM-4
BTR-D	ZD
	RD
OT-62 (TOPAS)	CP
	WPT/DPT-62
	BREM
	R-2M
	R-3M
	R-3MT
	R-4MT
OT-64 (SKOT)	CP
	R-3Z
	R-2M
	RM-3T
	R-4
	R-4MT
	R-2AM
	PROPAGANDA
	R-4M
	R-6
	WPT/DR-64
	BREM
	S-260 inz
	S-260 art
OT-810	OT-810/R-112
OT-90	VP90
FUG D 442	VS
	MRP
	OT-65/R-112
	OT-65 DP
	OT-65 CH
PSZH D-994	CP

	PWV		
		MT-LB	AT
BTR-50	PU		KShM-R-81
	PK(MRF)		R-80
	PK(B)		9S743
			PI
BTR-60	PU-12/PA PU-12		1W-13-16
	BBS		1W-21-25
	ABS		1W-12
	R-137B		MP-21-25
	R-140BM		AFMS
	R-145		R-381T
	R-156		R-330P
	R-409 BM		Beta 3M
	P-238 BT		SPR-1
	P-240 BT		WPT/DTP
	P-241 BT		BREM
	B		TRI
			MTP-LB
MT-LB	PI		BRM Sova/BRM 30
	MP-21-25		
	IW-13-16	TAB-71	A
	AFMS		TERA-71-L
	R-381 T		AR
	R-330 P		
	BETA 3M	TAB-77	A
	MTP-LB		TERA-77-L
			RCH-84
			PCOMA
		TABC-79	AR
			A-POMA
		TAB	TCG-80
		MLVM	AR

2. I tipi esistenti di veicoli corazzati da combattimento di fanteria "look-alike" sono i seguenti:

WARRIOR	RA	BMP-1	KSh
	REP		9S743
	REC		PRP-3. -4
			MP-31
BMP-1	MTP		B
	MP-31		SVO
			DTB-80
			VPV
			IRM
			MTP
			BREM-4. -2. -D
		BMD-1	KSh
		BRM-1	KSh

3. I tipi esistenti di aerei per l'addestramento primario che sono progettati e costruiti per l'addestramento di volo primario e che possono essere dotati di una limitata capacità di armamento, necessaria per l'addestramento di base nelle tecniche di tiro sono i seguenti:

AlphaJet E
C-101 Aviojet
Fouga
Hawk
Jet Provost
L-39
MB-326
PD-808
T-2
T-33/CT-L33
T-37
T-38
I-22
IAR-99
L-29
L-39
TS-11

4. I tipi esistenti di elicotteri di supporto al combattimento sono i seguenti:

A-109 Hirundo
AB-412
Alouette II
Alouette III
Blackhawk
Bell 47/AB47/Sioux
BO-105
CH53
Chinook
Fennec AS 555 A
Hughes 300
Hughes 500/OH-6
Mi-8
OH-58 Kiowa/AB-206/CH-136
Puma
Sea King
UH-1A/1B/AB-204
UH-1D/1H/AB-205
UH-1N/AB-212
Wessex
IAR-316
IAR-330
Mi-2
Mi-6
Mi-8/Mi-17

5. I tipi esistenti di elicotteri non armati da trasporto, non equipaggiati per l'impiego di armamenti, sono i seguenti:

AB 47
AB-412
Alouette II
CH53
Chinook
Cougar AS 532 U
Dauphin AS 365 N1
Hughes 300
NH 500
Puma
Sea King/H-3F/HAR3
Mi-2
Mi-26
SA-365N Dauphin
W-3 Sokol

SH-3D
UH-1D/1H/AB-205
UH-1N/AB-212

6. I tipi esistenti di veicoli corazzati gittaponte sono:

M47 AVLB	MTU
M48 AVLB	MT-20
M60 AVLB	MT-55A
Centurion AVLB	MTU-72
Chieftain AVLB	BLG-60
Brueckenlegepanzer Biber/Leopard 1AVLB	BLG-67M
	BLG-67M2

SEZIONE III - DATI TECNICI E FOTOGRAFIE

1. I dati tecnici corrispondenti alle categorie concordate di cui all'Allegato al presente Protocollo, unitamente a fotografie con vedute sia del fianco destro o sinistro, sia della parte superiore e sia di quella anteriore di tutti i tipi esistenti di armamenti ed equipaggiamenti convenzionali elencati nelle sezioni I e II di questo Protocollo dovranno essere forniti da ogni Stato Parte a tutti gli altri Stati Parte alla firma del Trattato. Inoltre le fotografie dei veicoli corazzati da trasporto truppa "look-alike" e dei veicoli corazzati da combattimento di fanteria "look-alike" dovranno includere una veduta di detti veicoli tale da mostrarne chiaramente la configurazione interna, e da illustrarne la specifica caratteristica che distingue questo particolare veicolo come "look-alike". Oltre alle fotografie prescritte dal presente paragrafo altre ne potranno essere messe a disposizione a discrezione di ogni Stato Parte.

2. Di ciascun tipo di armamenti ed equipaggiamenti convenzionali elencati alle Sezioni I e II del presente Protocollo dovrà esservi un modello, o versione, designato come l'esemplare di riferimento. Dovranno essere messe a disposizione fotografie per ogni esemplare di riferimento designato ai sensi del paragrafo 1 della presente Sezione. Non saranno richieste fotografie per modelli o versioni di un tipo che non presentino significative differenze osservabili dall'esterno, rispetto all'esemplare di riferimento di quel medesimo tipo. Le fotografie di ogni esemplare di riferimento di un certo tipo dovranno comportare un'annotazione sia della denominazione del tipo esistente, sia della nomenclatura nazionale utilizzata per tutti i modelli o versioni del tipo che le fotografie dell'esemplare di riferimento rappresentano. Le fotografie di ogni esemplare di riferimento di un determinato tipo dovranno comportare l'annotazione dei dati tecnici di quel medesimo tipo, in conformità alle categorie concordate di cui all'Allegato del presente Protocollo. L'annotazione dovrà inoltre comportare un'annotazione di tutti i modelli e di tutte le versioni del tipo che le fotografie dell'esemplare di riferimento rappresentano. Tali dati tecnici andranno annotati sulla fotografia riproducente la veduta di fianco.

SEZIONE IV - AGGIORNAMENTO DELLE LISTE DEI TIPI ESISTENTI E RELATIVE OBBLIGAZIONI DEGLI STATI PARTE

1. Il presente Protocollo vale come accordo fra gli Stati Parte soltanto relativamente ai tipi esistenti di armamenti e di equipaggiamenti convenzionali, come pure relativamente alle categorie di dati tecnici di cui alle Sezioni I e II dell'Allegato al presente Protocollo.

2. Ogni Stato Parte sarà responsabile della accuratezza dei dati tecnici riguardanti soltanto i propri armamenti ed equipaggiamenti convenzionali, notificati in conformità a quanto disposto dalla Sezione III del presente Protocollo.

3. Ogni Stato Parte dovrà notificare a tutti gli altri Stati Parte, al momento della relativa entrata in servizio nelle forze armate dello stesso Stato Parte entro l'area di applicazione, quanto segue: (a) qualsiasi nuovo tipo di armamento ed equipaggiamento convenzionale che corrisponda ad una delle definizioni di cui all'articolo II del Trattato o che ricada entro una categoria elencata nel presente Protocollo; (b) qualsiasi nuovo modello o versione di un tipo elencato nel presente Protocollo. In pari tempo ogni Stato Parte dovrà fornire a tutti gli altri Stati Parte i dati tecnici e le fotografie prescritte dalla Sezione III del presente Protocollo.

4. Non appena possibile e comunque non oltre 60 giorni da una delle notifiche prescritte dal paragrafo 3 della presente Sezione, gli Stati Parte daranno inizio all'aggiornamento, in conformità alle disposizioni dell'articolo XVI del Trattato ed al Protocollo sul Gruppo Consultivo Congiunto, delle liste dei tipi esistenti di armamenti ed equipaggiamenti convenzionali di cui alle Sezioni I e II del presente Protocollo.

ALLEGATO
AL PROTOCOLLO SUI TIPI ESISTENTI DI
ARMAMENTI E DI EQUIPAGGIAMENTI CONVENZIONALI

SEZIONE I - CATEGORIE CONCORDATE DI DATI TECNICI

Quelle che seguono sono le categorie concordate di dati tecnici per ciascun modello e versione di tipi esistenti di armamenti e di equipaggiamenti convenzionali.

1. Carri armati

   Tipo esistente
   Nomenclatura nazionale
   Calibro del cannone principale
   Peso a vuoto

2. Veicoli corazzati da combattimento

   Veicoli corazzati da trasporto truppa
   Tipi esistenti
   Nomenclatura nazionale
   Tipo e calibro degli armamenti, qualora ve ne siano

   Veicoli corazzati da combattimento di fanteria
   Tipo esistente
   Nomenclatura nazionale
   Tipo e calibro degli armamenti

   Veicoli da combattimento ad armamento pesante
   Tipo esistente
   Nomenclatura nazionale
   Calibro del cannone principale
   Peso a vuoto

3. Artiglierie

   Cannoni, obici e pezzi d'artiglieria che uniscono insieme le caratteristiche dei cannoni e degli obici
   Tipo esistente
   Nomenclatura nazionale
   Calibro

   Mortai
   Tipo esistente
   Nomenclatura nazionale
   Calibro

   Lanciarazzi multipli
   Tipo esistente
   Nomenclatura nazionale
   Calibro

4. Aerei da combattimento

   Tipo esistente
   Nomenclatura nazionale

5. Elicotteri di attacco

   Tipo esistente
   Nomenclatura nazionale

6. Veicoli corazzati da trasporto truppa "look-alike"

   Tipo esistente
   Nomenclatura nazionale
   Tipo e calibro degli armamenti, se esistenti

7. Veicoli corazzati per il combattimento di fanteria "look alike", se esistenti

   Tipo esistente
   Nomenclatura nazionale
   Tipo e calibro di armamenti, se esistenti

8. Aerei per l'addestramento primario

   Tipo esistente
   Nomenclatura nazionale
   Tipo di armamenti, se esistenti

9. Elicotteri di supporto al combattimento

   Tipo esistente
   Nomenclatura nazionale

10. Elicotteri non armati da trasporto

    Tipo esistente
    Nomenclatura nazionale

11. Veicoli corazzati gittaponte

    Tipo esistente
    Nomenclatura nazionale

SEZIONE II - SPECIFICHE PER LE FOTOGRAFIE

Le fotografie da fornirsi ai sensi della Sezione III del presente Protocollo dovranno essere in bianco e nero. Sarà ammesso l'uso del "flash" e di attrezzature per l'illuminazione. Gli oggetti fotografati dovranno far contrasto contro lo sfondo della fotografia. Tutte le fotografie dovranno essere ad alta risoluzione, con tonalità continua e perfettamente a fuoco. Dovranno essere fornite fotografie misuranti centimetri 13 per 18, escluso il bordo. Per vedute diverse da quelle dall'alto tutte le fotografie dovranno essere scattate allo stesso livello dei materiali da fotografare, disponendo la macchina fotografica lungo l'asse longitudinale dell'oggetto da fotografare o perpendicolarmente ad esso. Per vedute dall'alto le fotografie dovranno mostrare la parte superiore dei materiali ma potranno mostrare anche la parte posteriore. L'oggetto fotografato dovrà occupare almeno l'80 percento della

fotografia, sia nella posa orizzontale sia nella posa verticale. Un misuratore di riferimento verrà incluso in ogni fotografia insieme all'oggetto fotografato. Detto misuratore disporrà di sezioni di mezzo metro ciascuna colorate, in alternanza, in bianco e in nero. Esso dovrà essere abbastanza lungo da permettere un'accurata misurazione in scala ed essere appoggiato o sistemato contro l'oggetto fotografato o vicinissimo ad esso. Ogni fotografia dovrà essere etichettata in maniera tale da evidenziare sia le informazioni prescritte dalla Sezione III, paragrafo 2, del presente Protocollo, sia la data della ripresa.

PROTOCOLLO
SULLE PROCEDURE CHE REGOLANO LA RICLASSIFICAZIONE DI SPECIFICI MODELLI O VERSIONI D'AEREI D'ADDESTRAMENTO CON CAPACITA' DI COMBATTIMENTO IN AEREI D'ADDESTRAMENTO NON ARMATI

Gli Stati Parte convengono con il presente Protocollo le procedure e le disposizioni che regolano sia il disarmo totale di specifici modelli o versioni di aerei d'addestramento con capacità di combattimento, sia la certificazione della condizione d'assenza di armamento nei medesimi, in conformità all'articolo VIII del Trattato sulle Forze Armate Convenzionali in Europa del 19 novembre 1990, di seguito denominato il Trattato.

SEZIONE I - DISPOSIZIONI DI CARATTERE GENERALE

1. Ciascuno Stato Parte avrà il diritto di sottrarre alle limitazioni quantitative prescritte per gli aerei da combattimento dagli articoli IV e VI del Trattato soltanto gli specifici modelli o versioni di aerei d'addestramento con capacità di combattimento elencati nella Sezione II, paragrafo 1, del presente Protocollo in conformità alle procedure prescritte dal presente Protocollo.

(A) Ciascuno Stato Parte avrà il diritto di sottrarre alle limitazioni quantitative prescritte per gli aerei da combattimento dagli articoli IV e VI del Trattato, singoli aerei degli specifici modelli o versioni elencati nella Sezione II, paragrafo 1, del presente Protocollo che presentino una qualsiasi delle componenti previste dalla Sezione III, paragrafi 1 e 2 del presente Protocollo, soltanto mediante il loro disarmo totale e dietro certificazione.

(B) Ciascuno Stato Parte avrà il diritto di sottrarre alle limitazioni quantitative prescritte per gli aerei da combattimento dagli articoli IV e VI del Trattato singoli aerei degli specifici modelli o versioni elencati nella Sezione II, paragrafo 1, del presente Protocollo che non presentino alcuna delle componenti previste dalla Sezione III, paragrafi 1 e 2 del presente Protocollo, soltanto dietro certificazione.

2. Entro 40 mesi dall'entrata in vigore del Trattato, i modelli o le versioni di aerei d'addestramento con capacità di combattimento, elencati nella Sezione II del presente Protocollo potranno essere disarmati e certificati oppure soltanto certificati. Tali aerei dovranno essere conteggiati a carico delle limitazioni quantitative previste per gli aerei da combattimento dagli articoli IV e VI del Trattato fintanto che essi non siano stati certificati come non armati in conformità alle procedure prescritte dalla Sezione IV del presente Protocollo. Ciascuno Stato Parte avrà il diritto di sottrarre alle limitazioni quantitative relative agli aerei da combattimento di cui agli articoli IV e VI del Trattato non più di 550 aerei di tal genere, dei quali non più di 130 saranno modelli o versioni del MIG-25U.

3. Non oltre l'entrata in vigore del Trattato, ciascuno Stato Parte dovrà notificare a tutti gli altri Stati Parte quanto segue:

(A) i quantitativi complessivi di ciascun specifico modello o versione di aereo d'addestramento con capacità di combattimento che detto Stato Parte intende disarmare e certificare in conformità alla Sezione I, paragrafo 1, lettera (A), alla Sezione III e alla Sezione IV del presente Protocollo;

(B) i quantitativi complessivi di ciascun specifico modello o versione di aereo d'addestramento con capacità di combattimento che detto Stato Parte intende soltanto

certificare, in conformità alla Sezione I, paragrafo 1, lettera (B) ed alla Sezione IV del presente Protocollo.

4. Ciascuno Stato Parte utilizzerà qualsiasi mezzo tecnologico che ritenga necessario per eseguire le procedure di disarmo totale prescritte dalla Sezione III del presente Protocollo.

SEZIONE II - MODELLI O VERSIONI DI AEREI D'ADDESTRAMENTO CON CAPACITA' DI COMBATTIMENTO SUSCETTIBILI DI ESSERE SOTTOPOSTI A DISARMO TOTALE ED A CERTIFICAZIONE

1. Ciascuno Stato Parte avrà il diritto di sottrarre alle limitazioni quantitative prescritte per gli aerei da combattimento dagli articoli IV e VI del Trattato, in conformità alle disposizioni del presente Protocollo, soltanto i seguenti specifici modelli o versioni di aerei d'addestramento con capacità di combattimento:

SU-15U
SU-17U
MIG-15U
MIG-21U
MIG-23U
MIG-25U
UIL-28

2. Il precedente elenco di specifici modelli o versioni di aerei d'addestramento con capacità di combattimento è definitivo e non soggetto a revisione.

SEZIONE III - PROCEDURE PER IL DISARMO TOTALE

1. I modelli e le versioni di aerei d'addestramento con capacità di combattimento in corso di disarmo totale dovranno essere resi inidonei all'ulteriore impiego di qualsiasi sistema d'arma, come pure all'ulteriore impiego di sistemi di guerra elettronica e di ricognizione mediante la rimozione delle seguenti componenti:

(A) i dispositivi specificatamente previsti per l'aggancio di sistemi d'arma quali gli speciali punti di attacco, i congegni di lancio o le aree di montaggio d'armi;

(B) le componenti e i pannelli dei sistemi di controllo dell'armamento, inclusi i sistemi di selezione, armamento e sparo di armi oppure i sistemi di lancio;

(C) le componenti dei sistemi di puntamento e guida di armi che non siano parte integrante del sistema di controllo della navigazione e del volo;

(D) le componenti e i pannelli dei sistemi di guerra elettronica e di ricognizione, incluse le relative antenne.

2. Nonostante quanto prescritto dal paragrafo 1 della presente Sezione, tutti gli speciali punti di attacco incorporati nell'aereo, così come tutti gli speciali elementi dei punti di attacco di uso generale destinati esclusivamente per essere impiegati con le componenti descritte al paragrafo 1 della presente Sezione, dovranno essere resi inidonei all'ulteriore impiego insieme a detti sistemi. I circuiti elettrici delle armi ed i sistemi di guerra elettronica e di ricognizione, descritti al paragrafo 1 della presente Sezione, dovranno essere resi inidonei all'ulteriore impiego mediante la rimozione dei cavi, oppure, qualora ciò non sia tecnicamente fattibile, mediante il taglio di sezioni di cavo in zone accessibili.

3. Ciascuno Stato Parte dovrà fornire le seguenti informazioni a tutti gli altri Stati Parte, con almeno 42 giorni di anticipo rispetto al disarmo totale del primo aereo di ciascuno dei modelli o versioni di aereo d'addestramento con capacità di combattimento elencati nella Sezione II del presente Protocollo:

(A) uno schema di base che illustri tutte le principali componenti dei sistemi d'arma, inclusi i congegni di puntamento e i sistemi di guida delle armi, i dispositivi destinati all'aggancio di armi, così come le componenti dei sistemi di guerra elettronica e i sistemi di ricognizione, le funzioni di base, quali descritte al paragrafo 1 della presente Sezione, e le interconnessioni funzionali di tali componenti;

(B) una descrizione generale delle procedure di disarmo, incluso un elenco delle componenti da rimuovere;

(C) una fotografia di ciascuna componente da rimuovere, che ne illustri la posizione nell'aereo prima della sua rimozione, nonché una fotografia della stessa posizione dopo che le componenti siano state rimosse.

SEZIONE IV - PROCEDURE PER LA CERTIFICAZIONE

1. Ciascuno Stato Parte che intenda disarmare e certificare, ovvero soltanto certificare, modelli o versioni di aerei d'addestramento con capacità di combattimento dovrà conformarsi alle seguenti procedure di certificazione al fine di garantire che tali aerei non siano in possesso di alcuna delle componenti elencate dalla Sezione III, paragrafi 1 e 2, del presente Protocollo.

2. Ciascuno Stato Parte dovrà notificare ogni certificazione a tutti gli altri Stati Parte, in conformità alla Sezione IX, paragrafo 3, del Protocollo sulle Ispezioni. In caso di prima certificazione di un aereo che non richieda il disarmo totale, lo Stato Parte intenzionato ad eseguire la certificazione dovrà fornire a tutti gli altri Stati Parte le informazioni prescritte dalla Sezione III, paragrafo 3, lettere (A), (B) e (C) del presente Protocollo per un modello armato o per una versione armata di tale tipo di aereo.

3. Ciascuno Stato Parte avrà il diritto di ispezionare la certificazione di un aereo d'addestramento con capacità di combattimento in conformità alla Sezione IX del Protocollo sulle Ispezioni.

4. Il processo di disarmo totale e di certificazione, o soltanto di certificazione, dovrà considerarsi concluso quando siano state completate le procedure di certificazione prescritte dalla presente Sezione, indipendentemente dal fatto che uno Stato Parte abbia esercitato o meno i diritti di ispezione della certificazione descritti al paragrafo 3 della presente Sezione e nella Sezione IX del Protocollo sulle Ispezioni: ciò a condizione che, entro 30 giorni dalla ricezione della notifica dell'avvenuto completamento della certificazione e della riclassificazione di cui al paragrafo 5 della presente Sezione, nessuno Stato Parte abbia notificato a tutti gli altri Stati Parte di ritenere che sussistano ambiguità in ordine al processo di certificazione e di riclassificazione. Nel caso in cui venga eccepita una tale ambiguità, la riclassificazione non dovrà ritenersi conclusa fino alla definitiva soluzione della questione concernente detta ambiguità.

5. Lo Stato Parte che effettua la certificazione dovrà notificare a tutti gli altri Stati Parte, in conformità alla Sezione IX del Protocollo sulle Ispezioni, l'avvenuta conclusione della certificazione.

6. La certificazione dovrà essere effettuata nell'area di applicazione. Gli Stati Parte, appartenenti allo stesso gruppo di Stati Parte, avranno il diritto di utilizzare in comune le sedi di certificazione.

SEZIONE V - PROCEDURE PER LO SCAMBIO DI INFORMAZIONI E LE VERIFICHE

1. Tutti i modelli o versioni di aerei d'addestramento con capacità di combattimento certificati come non armati, saranno soggetti sia a scambio di informazioni in conformità alle disposizioni del Protocollo sullo Scambio di Informazioni, sia a verifiche, comprese le ispezioni ai sensi del Protocollo sulle Ispezioni.

PROTOCOLLO
SULLE PROCEDURE CHE REGOLANO LA RIDUZIONE DI ARMAMENTI E DI EQUIPAGGIAMENTI CONVENZIONALI LIMITATI DAL TRATTATO SULLE FORZE ARMATE CONVENZIONALI IN EUROPA

Gli Stati Parte convengono con il presente Protocollo le procedure che regolano la riduzione di armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato, secondo quanto disposto dall'articolo VIII del Trattato sulle Forze Armate Convenzionali in Europa del 19 novembre 1990, di seguito denominato il Trattato.

SEZIONE I - PRESCRIZIONI GENERALI SULLE RIDUZIONI

1. Gli armamenti e gli equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato dovranno essere ridotti in conformità alle procedure di cui al presente Protocollo ed agli altri Protocolli elencati all'articolo VIII, paragrafo 1 del Trattato. Ciascuna di tali procedure verrà considerata sufficiente a realizzare la riduzione, qualora eseguita in conformità alle disposizioni dell'articolo VIII del Trattato ovvero del presente Protocollo.

2. Ciascuno Stato Parte avrà il diritto di usare qualsivoglia mezzo tecnologico esso consideri idoneo a porre in atto le procedure dirette alla riduzione di armamenti e di equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato.

3. Ciascuno Stato Parte avrà il diritto di asportare, di detenere e di utilizzare quelle componenti e parti di armamenti e di equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato che non siano esse stesse soggette a riduzione in conformità alle disposizioni della Sezione II del presente Protocollo, e di disporre a sua discrezione dei rottami.

4. A meno che non sia altrimenti disposto dal presente Protocollo, gli armamenti e gli equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato saranno ridotti in modo da precludere il loro ulteriore impiego o recupero per fini militari.

5. Dopo l'entrata in vigore del Trattato, altre procedure di riduzione potranno essere proposte da ogni Stato Parte. Tali proposte dovranno essere comunicate a tutti gli altri Stati Parte ed essere elaborate nei dettagli, secondo lo stesso schema usato per le procedure prescritte nel presente Protocollo. Ognuna di tali procedure sarà ritenuta sufficiente per l'attuazione di riduzioni di armamenti e di equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato, su conforme decisione, a tal fine, del Gruppo Consultivo Congiunto.

SEZIONE II - NORME DI PRESENTAZIONE AI SITI DI RIDUZIONE

1. Ogni singolo esemplare d'armamento ed equipaggiamento convenzionale limitato dal Trattato da sottoporre a riduzione sarà presentato ad un sito di riduzione. Ognuno di tali materiali consisterà, come minimo, delle seguenti parti e dei seguenti elementi:

(A) nel caso dei carri armati: lo scafo, la torretta e l'armamento principale incorporato. Ai fini del presente Protocollo, l'armamento principale incorporato di un carro comprenderà la bocca da fuoco, il sistema di chiusura ermetica, gli orecchioni e le orecchioniere;

(B) nel caso dei veicoli corazzati da combattimento: lo scafo, la torretta e l'armamento principale incorporato, se esistente. Ai fini del presente Protocollo, l'armamento principale incorporato di un veicolo corazzato da combattimento s'intenderà

comprendere la bocca da fuoco, il sistema di chiusura ermetica, gli orecchioni e le orecchioniere. Ai fini del presente Protocollo il termine armamento principale incorporato non s'intenderà comprendere, invece, le mitragliatrici di calibro inferiore ai 20 millimetri, delle quali sarà consentito il recupero;

(C) nel caso delle artiglierie: la bocca da fuoco, il sistema di chiusura ermetica, la culla comprendente gli orecchioni e le orecchioniere, le code d'affusto, se esistenti, ovvero i tubi di lancio o le rotaie di lancio e le loro basi, o le bocche da fuoco dei mortai con relative piastre d'appoggio. Nel caso di artiglierie semoventi, dovranno esser presentati anche lo scafo del veicolo e la torretta, se esistente.

(D) nel caso degli aerei da combattimento: la fusoliera;

(E) nel caso degli elicotteri d'attacco: la fusoliera, ivi compreso l'alloggiamento della trasmissione.

2. In ciascun caso il materiale presentato al sito di riduzione, ai sensi del paragrafo 1 della presente Sezione, dovrà consistere in un'entità assemblata completa.

3. Lo Stato Parte che esegue la riduzione potrà utilizzare, a sua discrezione, parti ed elementi di armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato non specificati nel paragrafo 1 della presente Sezione, come pure parti ed elementi non soggetti a riduzione a norma delle procedure del presente Protocollo, comprese le torrette dei veicoli corazzati da trasporto truppa armati soltanto di mitragliatrici.

SEZIONE III - PROCEDURE PER LA RIDUZIONE DEI CARRI ARMATI MEDIANTE DISTRUZIONE

1. Ciascuno Stato Parte avrà il diritto di scegliere una qualsiasi delle seguenti serie di procedure ogni qualvolta esegue la distruzione di carri armati ai siti di riduzione.

2. Procedura di distruzione a mezzo tranciamento:

(A) rimozione dallo scafo delle apparecchiature speciali, incluse quelle smontabili, che assicurano l'operatività dei sistemi d'armamento di bordo;

(B) rimozione della torretta, se esistente;

(C) per il sistema di chiusura del cannone, in alternativa:

(1) saldatura dell'otturatore al blocco di culatta in almeno due punti; ovvero

(2) taglio di almeno un lato del blocco di culatta lungo l'asse maggiore dell'alloggiamento dell'otturatore;

(D) tranciamento della bocca da fuoco in due parti ad una distanza dal blocco di culatta non superiore ai cento millimetri;

(E) tranciamento di uno degli orecchioni e della corrispondente orecchioniera nella torretta;

(F) tranciamento di due sezioni dall'area dello scafo, perimetrale all'alloggiamento della torretta, ognuna delle quali costituente una parte di settore angolare ampia non meno di 60 gradi sessagesimali e profonda, lungo l'asse radiale del settore, come minimo

200 millimetri, essendo centrati simmetricamente entrambi i settori sull'asse longitudinale del veicolo;

(G) tranciamento di sezioni da ambo le fiancate dello scafo includenti le sedi dei gruppi di riduzione finale mediante tagli verticali ed orizzontali praticati nelle piastre laterali e tagli diagonali sia nelle piastre del tetto o del fondo scafo sia nelle piastre frontali o posteriori, di guisa che le sedi dei gruppi di riduzione finale siano contenute nelle sezioni ritagliate.

3. Procedure di distruzione mediante impiego di esplosivo:

(A) lo scafo, i portelli ed i pannelli di fondo scafo dovranno essere aperti al fine di massimizzare lo sfogo della pressione;

(B) una carica esplosiva sarà collocata nella bocca da fuoco all'altezza del punto di connessione tra gli orecchioni e l'orecchioniera della culla;

(C) una carica esplosiva sarà collocata all'esterno dello scafo tra il secondo ed il terzo rullo, ovvero tra il terzo ed il quarto rullo in caso di configurazione a sei rulli, evitando aree di minore resistenza quali saldature o portelli di emergenza. La carica dovrà essere sistemata entro il raggio dell'alloggiamento della torretta nello scafo. Una seconda carica sarà collocata all'interno dello scafo, sullo stesso lato del carro, in corrispondenza di quella esterna ma sfalsata rispetto ad essa;

(D) una carica esplosiva sarà collocata all'interno della torretta nell'area di montaggio dell'armamento principale;

(E) tutte le cariche saranno fatte detonare simultaneamente, talché lo scafo e la torretta siano fessurati e distorti, l'otturatore divelto dalla bocca da fuoco, fuso o deformato, la bocca da fuoco spaccata o fessurata longitudinalmente, l'affusto o la culla danneggiati, tanto da non poter più sostenere una bocca da fuoco, e al treno di rotolamento siano provocati danni tali da comportare almeno la distruzione della sede di uno dei rulli.

4. Procedura di distruzione a mezzo deformazione:

(A) rimozione dallo scafo delle apparecchiature speciali, incluse quelle smontabili, che assicurano l'operatività dei sistemi d'armamento di bordo;

(B) rimozione della torretta, se esistente;

(C) per il sistema di chiusura del cannone, in alternativa:

(1) saldatura dell'otturatore al blocco di culatta in almeno due punti; ovvero

(2) taglio di almeno un lato del blocco di culatta lungo l'asse maggiore dell'alloggiamento dell'otturatore;

(D) tranciamento della bocca da fuoco in due parti, ad una distanza dal blocco di culatta non superiore ai 100 millimetri;

(E) tranciamento di uno degli orecchioni;

(F) lo scafo e la torretta dovranno essere deformati in modo tale che la loro larghezza sia ridotta, in entrambi i casi, di almeno il 20 percento.

5. Procedura di distruzione mediante percussione:

(A) un pesante maglio d'acciaio, o una struttura equivalente, sarà lasciato cadere ripetutamente su scafo e torretta fintanto che lo scafo risulti schiacciato in almeno tre punti distinti e la torretta in almeno un punto;

(B) le percussioni del maglio sferico d'acciaio sulla torretta dovranno provocare l'inefficienza definitiva di uno degli orecchioni e della relativa orecchioniera e deformare visibilmente il blocco di culatta;

(C) la bocca da fuoco dovrà essere visibilmente schiacciata o piegata.

SEZIONE IV - PROCEDURE PER LA RIDUZIONE DI VEICOLI CORAZZATI DA COMBATTIMENTO MEDIANTE DISTRUZIONE

1. Ciascuno Stato Parte avrà il diritto di scegliere una qualsiasi delle seguenti serie di procedure ogni qualvolta esegue la distruzione di veicoli corazzati da combattimento ai siti di riduzione.

2. Procedura di distruzione a mezzo tranciamento:

(A) per tutti i veicoli corazzati da combattimento, rimozione di apparecchiature speciali dallo scafo incluse quelle smontabili, che assicurano l'operatività dei sistemi d'armamento di bordo;

(B) per i veicoli da combattimento cingolati, tranciamento di sezioni d'ambo i fianchi dello scafo, comprendenti le sedi dei gruppi di riduzione finale, mediante tagli verticali ed orizzontali nelle piastre laterali e tagli diagonali nelle piastre del tetto o di fondo scafo e nelle piastre frontali o posteriori, in modo che le sedi dei gruppi di riduzione finale siano contenute nelle porzioni tranciate;

(C) per i veicoli corazzati da combattimento ruotati, tranciamento di sezioni d'ambo i fianchi dello scafo, comprendenti le sedi d'uscita dei semiassi delle ruote anteriori, mediante tagli verticali, orizzontali ed irregolari nelle piastre laterali, frontali, del tetto e del fondo scafo, praticati in modo che le sedi d'uscita dei semiassi delle ruote anteriori siano incluse nelle porzioni tranciate ad una distanza di almeno 100 millimetri dai tagli;

(D) inoltre per i veicoli corazzati da combattimento di fanteria e per i veicoli da combattimento ad armamento pesante:

(1) rimozione della torretta;

(2) tranciamento di uno degli orecchioni e della corrispondente orecchioniera nella torretta;

(3) per il sistema di chiusura del cannone:

(a) saldatura dell'otturatore al blocco di culatta in almeno due punti;

(b) taglio di almeno un lato del blocco di culatta lungo l'asse maggiore dell'alloggiamento dell'otturatore; ovvero

(c) tranciamento del castello di culatta in due parti all'incirca uguali;

(4) tranciamento della bocca da fuoco in due parti a distanza di non più di 100 millimetri dal blocco di culatta; e

(5) tranciamento di due sezioni dall'area dello scafo, perimetrale all'alloggiamento della torretta, ognuna delle quali costituente una parte di settore angolare ampio non meno di 60 gradi sessagesimali, e profonda, lungo l'asse radiale del settore, come minimo 200 millimetri, essendo centrati simmetricamente entrambi i settori sull'asse longitudinale del veicolo.

3. Procedura di distruzione mediante impiego di esplosivo:

(A) una carica esplosiva dovrà essere collocata all'interno, sul pavimento, in corrispondenza del centro del veicolo;

(B) una seconda carica esplosiva dovrà essere collocata secondo le seguenti modalità:

(1) nel caso di veicoli da combattimento ad armamento pesante, all'interno della bocca da fuoco all'altezza del punto di connessione tra gli orecchioni e l'orecchioniera della culla;

(2) nel caso di veicoli corazzati da combattimento di fanteria, all'esterno della camera di sparo e della parte posteriore della canna;

(C) tutti i portelli dovranno esser chiusi;

(D) le cariche dovranno esser fatte detonare simultaneamente, sì che siano squarciati i lati ed il tetto dello scafo. Nel caso di veicoli da combattimento ad armamento pesante e di veicoli corazzati da combattimento di fanteria il danno al cannone dovrà essere equivalente a quello specificato nel paragrafo 2, lettera (D) della presente Sezione.

4. Procedura di distruzione mediante percussione:

(A) un pesante maglio sferico d'acciaio, o una struttura equivalente, sarà lasciato cadere ripetutamente sullo scafo e sulla torretta, se esistente, fino a che lo scafo sia schiacciato in almeno tre punti diversi e la torretta, se esistente, in un solo punto;

(B) inoltre nel caso di veicoli da combattimento ad armamento pesante:

(1) i colpi di maglio sferico d'acciaio sulla torretta dovranno rendere definitivamente inefficienti uno degli orecchioni e la corrispondente orecchioniera, e dovranno deformare visibilmente il blocco di culatta;

(2) la bocca da fuoco dovrà essere visibilmente spaccata o incurvata.

SEZIONE V - PROCEDURE PER LA RIDUZIONE DELLE ARTIGLIERIE MEDIANTE DISTRUZIONE

1. Ciascuno Stato Parte avrà il diritto di scegliere una qualsiasi delle seguenti serie di procedure ogni qualvolta esegue la distruzione di cannoni, di obici o di pezzi d'artiglieria con caratteristiche comuni ai cannoni ed agli obici, di sistemi lanciarazzi multipli o di mortai entro i siti di riduzione.

2. Procedura per la distruzione a mezzo tranciamento di cannoni non semoventi, di obici non semoventi, di pezzi d'artiglieria non semoventi con caratteristiche comuni ai cannoni ed agli obici o di mortai non semoventi:

(A) rimozione delle apparecchiature speciali, incluse quelle smontabili, che assicurano l'operatività del cannone, dell'obice o del pezzo d'artiglieria con caratteristiche comuni ai cannoni ed agli obici o del mortaio;

(B) per il sistema di chiusura, se esistente, del cannone, dell'obice o del pezzo d'artiglieria con caratteristiche comuni ai cannoni ed obici, o del mortaio, in alternativa:

(1) saldatura dell'otturatore al blocco di culatta in almeno due punti; ovvero

(2) taglio di almeno un lato del blocco di culatta lungo l'asse maggiore dell'alloggiamento dell'otturatore;

(C) tranciamento della bocca da fuoco in due parti, ad una distanza di non più di 100 millimetri dal blocco di culatta;

(D) tranciamento dell'orecchione di sinistra della culla superiore e della corrispondente orecchioniera nella culla inferiore;

(E) tranciamento delle code d'affusto, o della piastra d'appoggio del mortaio in due parti all'incirca uguali.

3. Procedura per la distruzione mediante impiego di esplosivo di cannoni non semoventi, di obici non semoventi o di pezzi d'artiglieria non semoventi con caratteristiche comuni ai cannoni ed agli obici:

(A) le cariche esplosive dovranno esser collocate nella bocca da fuoco, su un'orecchioniera della culla inferiore e sulle code d'affusto, e fatte detonare talché:

(1) la bocca da fuoco sia spaccata o squarciata longitudinalmente entro una distanza di 1,5 metri dalla culatta;

(2) l'otturatore sia divelto, deformato o parzialmente fuso;

(3) le connessioni tra la bocca da fuoco e il blocco di culatta e, rispettivamente, tra uno degli orecchioni della culla superiore e la culla inferiore siano distrutte o danneggiate al punto da non essere più impiegabili; e

(4) le code d'affusto siano tranciate in due parti all'incirca uguali o danneggiate al punto da non essere più impiegabili.

4. Procedura per la distruzione di mortai non semoventi mediante impiego di esplosivo:

le cariche esplosive saranno collocate nella bocca da fuoco del mortaio e sulla piastra d'appoggio, di modo che, allorché le cariche saranno state fatte detonare, la bocca da fuoco sia fessurata nella sua metà inferiore e la piastra d'appoggio sia tranciata in due parti uguali.

5. Procedura per la distruzione di mortai non semoventi a mezzo deformazione:

(A) la bocca da fuoco del mortaio dovrà essere visibilmente piegata all'incirca all'altezza della sezione centrale;

(B) la piastra d'appoggio sarà piegata, lungo un asse di simmetria, in modo da formare un angolo di almeno 45 gradi.

6. Procedura per la distruzione a mezzo tranciamento di cannoni semoventi, di obici semoventi o di pezzi d'artiglieria semoventi con caratteristiche comuni ai cannoni ed agli obici, e di mortai semoventi:

(A) rimozione delle apparecchiature speciali, incluse quelle smontabili, che assicurano l'operatività del cannone, dell'obice o del pezzo di artiglieria con caratteristiche comuni ai cannoni ed agli obici, o del mortaio;

(B) per il sistema di chiusura, se esistente, del cannone, dell'obice o del pezzo d'artiglieria con caratteristiche comuni ai cannoni ed agli obici, o del mortaio, in alternativa:

(1) saldatura dell'otturatore al blocco di culatta in almeno due punti; ovvero

(2) taglio di almeno un lato, del blocco di culatta lungo l'asse maggiore dell'alloggiamento dell'otturatore;

(C) tranciamento della bocca da fuoco in due parti ad una distanza dal blocco di culatta non superiore ai 100 millimetri;

(D) tranciamento dell'orecchione di sinistra e della corrispondente orecchioniera;

(E) tranciamento delle sezioni d'ambo le fiancate dello scafo includenti le sedi dei gruppi di riduzione finale mediante tagli verticali ed orizzontali praticati nelle piastre laterali, e tagli diagonali sia nelle piastre del tetto o del fondo-scafo sia nelle piastre frontali o posteriori, di guisa che le sedi dei gruppi di riduzione finale siano contenute nelle sezioni distaccate.

7. Procedura per la distruzione, mediante impiego di esplosivo, dei cannoni semoventi, degli obici semoventi o dei pezzi d'artiglieria semoventi con caratteristiche comuni ai cannoni ed agli obici, e dei mortai semoventi:

(A) nel caso di cannoni semoventi, di obici semoventi o di pezzi d'artiglieria semoventi con caratteristiche comuni ai cannoni ed agli obici, e di mortai semoventi con torretta dovrà essere usato il metodo specificato per i carri armati nella Sezione III paragrafo 3 del presente Protocollo, ai fini di ottenere risultati equivalenti a quelli colà specificati;

(B) nel caso di cannoni semoventi, di obici semoventi o di pezzi d'artiglieria semoventi con caratteristiche comuni ai cannoni ed agli obici, e di mortai semoventi senza torretta, una carica esplosiva dovrà essere collocata nello scafo sotto il margine anteriore della piattaforma girevole d'appoggio che sostiene la bocca da fuoco, e fatta brillare così da separare la piattaforma dallo scafo. Per la distruzione della bocca da fuoco dovrà essere usato il metodo specificato per cannoni, obici o pezzi d'artiglieria con caratteristiche comuni a cannoni ed obici al paragrafo 3 della presente Sezione, al fine di ottenere risultati equivalenti a quelli colà specificati.

8. Procedura per la distruzione a mezzo percussione dei cannoni semoventi, degli obici semoventi e dei pezzi d'artiglieria semoventi con caratteristiche comuni ai cannoni, agli obici e dei mortai semoventi:

(A) un pesante maglio sferico di acciaio, o una struttura equivalente, dovrà essere lasciato cadere ripetutamente sullo scafo e sulla torretta, fintanto che lo scafo sia schiacciato in almeno tre punti distinti e la torretta in almeno un punto;

(B) le percussioni del maglio sferico d'acciaio sulla torretta dovranno provocare l'inefficienza di uno degli orecchioni e della relativa orecchioniera e deformare visibilmente la culatta;

(C) la bocca da fuoco del cannone o del mortaio dovrà essere visibilmente schiacciata o piegata in corrispondenza, all'incirca, della sezione centrale.

9. Procedura per la distruzione dei sistemi lanciarazzi multipli a mezzo tranciamento:

(A) rimozione delle apparecchiature speciali, incluse quelle smontabili, dal sistema lanciarazzi multiplo, che assicurano l'operatività dei sistemi di combattimento del medesimo;

(B) rimozione dei tubi o rotaie di lancio, degli ingranaggi dei settori del meccanismo di punteria in elevazione, delle basi dei tubi o delle rotaie di lancio e delle loro parti rotanti e tranciamento di tali componenti in due parti all'incirca uguali in corrispondenza di aree non coincidenti con sezioni di giunzione.

10. Procedura per la distruzione di sistemi lanciarazzi multipli mediante impiego di esplosivi:

una carica tagliante dovrà essere applicata trasversalmente ai tubi o alle rotaie di lancio ed alle loro basi. Al brillamento, la carica dovrà tranciare i tubi, le basi e le loro parti rotabili in due parti all'incirca uguali, in corrispondenza di aree non coincidenti con sezioni di giunzione.

11. Procedura per la distruzione di sistemi lanciarazzi multipli mediante deformazione:

tutti i tubi o le rotaie di lancio, le loro basi ed il sistema di puntamento dovranno essere piegati, visibilmente, in corrispondenza della metà del loro sviluppo.

SEZIONE VI - PROCEDURA PER LA RIDUZIONE DI AEREI DA COMBATTIMENTO MEDIANTE DISTRUZIONE

1. Ciascuno Stato Parte avrà il diritto di scegliere una qualsiasi delle seguenti serie di procedure, ogniqualvolta esegua la distruzione di aerei da combattimento ai siti di distruzione.

2. Procedure di distruzione mediante tranciamento:

la fusoliera dell'aereo sarà divisa in tre parti, non in corrispondenza di sezioni di giunzione, mediante tranciamento del muso, immediatamente davanti all'abitacolo, e della coda in corrispondenza dell'area centrale della sezione delle ali, in modo tale che tratti di giunzione, se compresi nelle aree di tranciamento, siano contenuti nelle parti staccate.

3. Procedura di distruzione mediante deformazione:

la fusoliera dovrà essere deformata per compressione in tutto il suo sviluppo, in modo che le sue dimensioni in altezza, larghezza o lunghezza, sino ridotte di almeno il 30 percento.

4. Procedura di distruzione mediante impiego quali bersagli teleguidati:

(A) ciascuno Stato Parte avrà il diritto di ridurre non più di 200 aerei da combattimento mediante loro impiego quali bersagli teleguidati, durante il periodo delle riduzioni di 40 mesi;

(B) il bersaglio teleguidato sarà distrutto in volo da munizionamento impiegato dalle forze armate dello Stato Parte a cui appartiene il bersaglio teleguidato;

(C) qualora il tentativo di abbattere il bersaglio teleguidato fallisca e quest'ultimo venga successivamente distrutto da un congegno d'autodistruzione, continueranno ad applicarsi le disposizioni del presente paragrafo. Altrimenti il bersaglio teleguidato potrà essere recuperato, ovvero esso potrà essere denunciato come distrutto accidentalmente, ai sensi della Sezione IX del presente Protocollo, a seconda delle circostanze;

(D) l'avvenuta distruzione dovrà essere notificata a tutti gli altri Stati Parte. Nella notifica dovranno figurare il tipo del bersaglio teleguidato distrutto e la località ove è avvenuta la distruzione. Entro 90 giorni dalla notifica, lo Stato Parte che ha denunciato la riduzione dovrà diramare documentazione probante, ad esempio un verbale di inchiesta, a tutti gli altri Stati Parte. In caso di ambiguità relative alla distruzione di un determinato bersaglio teleguidato, la riduzione non sarà considerata completa fino alla definitiva composizione della questione.

SEZIONE VII - PROCEDURE PER LA RIDUZIONE DI ELICOTTERI D'ATTACCO MEDIANTE DISTRUZIONE

1. Ciascuno Stato Parte avrà il diritto di scegliere una qualsiasi delle seguenti serie di procedure, ogniqualvolta esegua la distruzione di elicotteri d'attacco ai siti di riduzione.

2. Procedura di distruzione mediante tranciamento:

(A) la trave di coda o la coda dovranno essere tranciate dalla fusoliera, in modo che le sezioni di giunzione siano contenute nella parte staccata;

(B) almeno due supporti della trasmissione nella fusoliera dovranno essere staccati, fusi o deformati.

3. Procedura di distruzione mediante impiego di esplosivo:

qualunque tipo e quantità di esplosivi potranno essere impiegati di modo che, come minimo, dopo il brillamento la fusoliera risulti tagliata in due parti attraverso quella sezione della fusoliera stessa che contiene la sede della trasmissione.

4. Procedura di distruzione mediante deformazione:

la fusoliera dovrà essere deformata per compressione, in tutto il suo sviluppo, in modo che le sue dimensioni in altezza, larghezza o lunghezza, siano ridotte di almeno il 30 percento.

SEZIONE VIII - REGOLE E PROCEDURE PER LA RIDUZIONE DI ARMAMENTI E DI EQUIPAGGIAMENTI CONVENZIONALI LIMITATI DAL TRATTATO MEDIANTE CONVERSIONE A FINI NON MILITARI

1. Ciascuno Stato Parte avrà il diritto di ridurre un certo numero di carri armati e veicoli corazzati da combattimento mediante conversione. I tipi di veicoli suscettibili di essere convertiti sono elencati al paragrafo 3 della presente Sezione e gli specifici fini non militari cui possono essere convertiti sono elencati al paragrafo 4 della presente Sezione. I veicoli convertiti non potranno essere posti in servizio nelle forze armate convenzionali di uno Stato Parte.

2. Ciascuno Stato Parte avrà il diritto di determinare il quantitativo di carri armati e di veicoli corazzati da combattimento da convertire. Tale quantitativo non dovrà eccedere:

(A) nel caso di carri armati il 5,7 percento (con divieto di superare, in valore assoluto, 750 carri armati) dei livelli massimi valevoli per le dotazioni di carri armati dal medesimo Stato Parte notificati all'atto della firma del Trattato ai sensi dell'articolo VII del Trattato medesimo, ovvero un totale di 150 carri armati, essendo da considerare consentito il più elevato di tali due valori;

(B) nel caso di veicoli corazzati da combattimento, il 15 percento (con divieto di superare, in valore assoluto, 3.000 veicoli corazzati da combattimento) dei livelli massimi valevoli per le dotazioni di veicoli corazzati da combattimento dal medesimo notificati all'atto della firma del Trattato ai sensi dell'articolo VII del Trattato, ovvero un totale di 150 sistemi, essendo da considerare consentito il più elevato di tali due valori.

3. Potranno essere convertiti a fini non militari i seguenti veicoli: T-54, T-55, T-62, T-64, T-72, Leopard 1, BMP-1, BTR-60, OT-64. Gli Stati Parte nel quadro del Gruppo Consultivo Congiunto potranno apportare mutamenti all'elenco dei veicoli suscettibili di essere convertiti a fini non militari. Tali mutamenti, in conformità all'articolo XVI, paragrafo 5 del Trattato, saranno considerati miglioramenti attinenti alla funzionalità e all'efficacia del Trattato, relativi soltanto a questioni minori di natura tecnica.

4. I veicoli di cui sopra, potranno esser convertiti ai seguenti specifici fini non militari:

(A) trattori d'uso generale;

(B) apripista;

(C) veicoli antincendio;

(D) gru;

(E) veicoli generatori di elettricità;

(F) veicoli-frantoio per minerali;

(G) veicoli per cave;

(H) carri soccorso;

(I) veicoli per evacuazione vittime;

(J) veicoli da trasporto;

(K) veicoli per trivellazione petrolifere;

(L) veicoli per la bonifica di perdite di idrocarburi e prodotti chimici;

(M) trattori cingolati rompighiaccio;

(N) veicoli per usi ambientali.

Gli Stati Parte, nel quadro del Gruppo Consultivo Congiunto, potranno apportare mutamenti all'elenco degli specifici fini non militari. Tali mutamenti, in conformità all'articolo XVI, paragrafo 5 del Trattato, saranno considerati miglioramenti attinenti alla funzionalità e all'efficacia del Trattato, relativi soltanto a questioni minori di natura tecnica.

5. All'atto dell'entrata in vigore del Trattato, ciascuno Stato Parte notificherà agli altri Stati Parte il quantitativo di carri armati e di veicoli corazzati da combattimento che esso prevede di convertire in conformità alle disposizioni del Trattato. La notifica dell'intenzione di uno Stato Parte di procedere alla conversione conformemente alle disposizioni della presente Sezione, dovrà essere inoltrata a tutti gli altri Stati Parte con almeno 15 giorni di anticipo, in conformità alla Sezione X, paragrafo 5, del Protocollo sulle Ispezioni. In essa dovranno essere indicati la quantità e i tipi dei veicoli da convertire, le date di inizio e di completamento della conversione, come pure gli specifici veicoli a fini non militari che risulteranno dalla conversione.

6. Ai siti di riduzione dovranno essere attuate le seguenti procedure, prima della conversione dei carri armati e dei veicoli corazzati da combattimento:

(A) nel caso di carri armati:

(1) la rimozione delle apparecchiature speciali dallo scafo, comprese quelle smontabili, che assicurano l'operatività dei sistemi d'armamento di bordo;

(2) la rimozione della torretta, se esistente;

(3) per il sistema di chiusura del cannone, in alternativa:

(a) saldatura dell'otturatore al blocco di culatta in almeno due punti; ovvero

(b) il taglio di almeno un lato del blocco di culatta lungo l'asse maggiore dell'alloggiamento dell'otturatore;

(4) il tranciamento della bocca da fuoco in due parti ad una distanza dal blocco di culatta non superiore ai 100 millimetri;

(5) il tranciamento di uno degli orecchioni e della corrispondente orecchioniera in torretta;

(6) taglio ed asportazione di una porzione della corazza superiore dello scafo, cominciando dalla piastra inclinata frontale fino alla mezzeria dell'alloggiamento della torretta nello scafo, insieme con le connesse porzioni della corazza laterale, ad una altezza non inferiore ai 200 millimetri (per il T-64 e per il T-72 non inferiore a 100 millimetri) sotto il livello della corazza superiore dello scafo, come pure la connessa porzione della piastra inclinata frontale ritagliata alla stessa altezza. La porzione ritagliata della piastra inclinata frontale dovrà comprendere non meno di un terzo della parte superiore di questa.

(B) Nel caso di veicoli corazzati da combattimento:

(1) per tutti i veicoli corazzati da combattimento, rimozione delle apparecchiature speciali dallo scafo, comprese quelle smontabili, che assicurano l'operatività dei sistemi d'armamento di bordo;

(2) per veicoli con motore posteriore, taglio e asportazione di una porzione della corazza superiore dello scafo dalla piastra inclinata frontale fino alla paratia del comparto del gruppo moto-propulsore, insieme con le connesse porzioni della corazza laterale e frontale, ad una altezza di non meno di 300 millimetri sotto il livello del tetto del comparto dell'unità fucilieri trasportata;

(3) per veicoli con motore anteriore, taglio e asportazione di una porzione della corazza superiore dalla paratia del comparto del gruppo moto-propulsore alla parte posteriore del veicolo, insieme con le connesse porzioni della corazza laterale, ad una altezza di non meno di 300 millimetri sotto il livello del tetto del comparto dell'unità fucilieri trasportata;

(4) inoltre, per i veicoli corazzati da combattimento di fanteria e per veicoli da combattimento ad armamento pesante:

(a) rimozione della torretta;

(b) taglio di uno degli orecchioni e della corrispondente orecchioniera in torretta;

(c) per il sistema di chiusura:

(i) saldatura dell'otturatore al blocco di culatta in almeno due punti;

(ii) taglio di almeno un lato del blocco di culatta lungo l'asse maggiore dell'alloggiamento dell'otturatore; ovvero

(iii) tranciamento del castello di culatta in due parti all'incirca uguali;

(d) tranciamento della bocca da fuoco in due parti ad una distanza dal blocco di culatta non superiore ai 100 millimetri.

7. I carri armati ed i veicoli corazzati da combattimento in corso di riduzione in conformità alle disposizioni del paragrafo 6 della presente Sezione saranno soggetti ad ispezione, senza diritto di rifiuto, giusta la Sezione X del Protocollo sulle Ispezioni. I carri armati e veicoli corazzati da combattimento saranno considerati ridotti ad avvenuto completamento delle procedure specificate al paragrafo 6 della presente Sezione e dietro notifica, secondo quanto disposto dalla Sezione X del Protocollo sulle Ispezioni.

8. I veicoli ridotti ai sensi del paragrafo 7 della presente Sezione rimarranno soggetti ad obbligo di notifica in conformità alla Sezione IV del Protocollo sullo Scambio di Informazioni, fino al completamento della conversione definitiva a fini non militari ed all'avvenuta notifica in conformità alla Sezione X, paragrafo 12 del Protocollo sulle Ispezioni.

9. I veicoli in corso di definitiva conversione a fini non militari saranno anch'essi soggetti ad ispezione ai sensi della Sezione X del Protocollo sulle Ispezioni, con le seguenti differenze:

(A) il processo di conversione definitiva entro un sito di riduzione non sarà soggetto ad ispezione;

(B) tutti gli altri Stati Parte avranno il diritto di ispezionare i veicoli completamente convertiti, senza diritto di rifiuto, una volta ricevuta notifica dallo Stato Parte che conduce la conversione definitiva, specificante la data di completamento delle procedure di conversione definitive.

10. Qualora, dopo la conclusione delle procedure di cui al paragrafo 6 della presente Sezione relativamente ad un determinato veicolo, lo Stato Parte interessato decida di non procedere alla conversione definitiva, il veicolo in parola dovrà essere distrutto entro i limiti di tempo prescritti per la conversione dall'articolo VIII del Trattato, con l'osservanza delle idonee procedure prescritte in altre parti del presente Protocollo.

SEZIONE IX - PROCEDURA IN CASO DI DISTRUZIONE COME CONSEGUENZA DI UN INCIDENTE

1. Nel caso di distruzione come conseguenza di un incidente ogni Stato Parte avrà il diritto di defalcare dai suoi obblighi di riduzione, per ciascuna categoria di armamenti e di equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato, un'aliquota non superiore all'1,5 percento dei livelli massimi valevoli per le sue dotazioni da esso notificati all'atto della firma del Trattato, per la categoria di volta in volta interessata.

2. Un singolo sistema d'armamento convenzionale o di equipaggiamento convenzionale limitato dal Trattato sarà da considerarsi ridotto, in conformità all'articolo VIII del Trattato, qualora l'incidente a seguito del quale è stato distrutto venga notificato a tutti gli altri Stati Parte entro 7 giorni dal sinistro. Nella notifica dovrà essere indicato il tipo del materiale distrutto, la data dell'incidente, la località approssimativa e le circostanze del sinistro.

3. Entro 90 giorni dalla notifica, lo Stato Parte che rivendica tale forma di riduzione diramerà documentazione probatoria, quale una relazione d'inchiesta, a tutti gli altri Stati Parte in conformità all'articolo XVII del Trattato. In caso di ambiguità relative all'incidente. la riduzione non sarà considerata conclusa fino alla definitiva soluzione della vertenza.

SEZIONE X - PROCEDURA DI RIDUZIONE MEDIANTE MOSTRA STATICA

1. Ciascuno Stato Parte avrà il diritto di ridurre un determinato numero di armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato impiegandoli in mostra statica.

2. Nessuno Stato Parte potrà ricorrere al metodo della mostra statica per ridurre più dell'1 percento, ovvero più di 8 sistemi - essendo consentito il più elevato di tali valori - dei livelli massimi valevoli per le dotazioni, da esso dichiarati alla firma del Trattato, per ciascuna categoria di armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato.

3. Nonostante quanto disposto dai precedenti paragrafi 1 e 2 della presente Sezione, ciascuno Stato Parte avrà inoltre il diritto di detenere due esemplari efficienti di ciascun tipo esistente di armamento ed equipaggiamento convenzionale limitato dal Trattato per fini di mostra statica. Tali armamenti ed equipaggiamenti convenzionali saranno esposti in musei o in altre sedi consimili.

4. Gli armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato collocati in mostra statica ovvero in musei prima della firma del Trattato, non saranno soggetti alle limitazioni quantitative sancite dal Trattato, ivi incluse le limitazioni di cui ai paragrafi 2 e 3 della presente Sezione.

5. I materiali da ridurre mediante loro impiego in mostra statica, dovranno essere sottoposti alle seguenti procedure ai siti di riduzione:

(A) nel caso di materiali da esporre, azionati da motore proprio, i serbatoi saranno resi inidonei a contenere il carburante; in particolare:

(1) il motore e gli organi di trasmissione saranno rimossi ed i relativi supporti danneggiati in modo tale che questi ultimi non possano essere riparati;

(2) il vano motore sarà riempito con cemento o con resina polimerica;

(B) per tutti i materiali da esporre, armati di cannoni di calibro di 75 millimetri o superiore e con meccanismi di punteria in elevazione e direzione incorporati, detti meccanismi dovranno essere saldati in modo che sia precluso ogni spostamento della bocca da fuoco sui piani sia zenitale sia azimutale. Inoltre, nei meccanismi di punteria in elevazione e direzione dei tipi a "pignone e corona" ovvero a "pignone e cremagliera", saranno tranciati tre denti consecutivi della corona o della cremagliera, sia a monte sia a valle del pignone della bocca da fuoco;

(C) per tutti i sistemi da esporre, armati con cannoni non corrispondenti ai criteri esposti alle lettere (A) e (B) del presente paragrafo, la canna e la camera di sparo dovranno essere riempiti con cemento o con resina polimerica cominciando dalla faccia dell'otturatore e fino ad una distanza di 100 millimetri dal vivo di volato.

SEZIONE XI - PROCEDURA DI DISTRUZIONE MEDIANTE IMPIEGO COME BERSAGLI TERRESTRI

1. Ciascuno Stato Parte avrà il diritto di ridurre un determinato numero di carri armati, di veicoli corazzati da combattimento e di semoventi d'artiglieria utilizzandoli come bersagli terrestri.

2. Nessuno Stato Parte potrà ridurre, mediante impiego come bersagli terrestri, un'aliquota di carri armati e di veicoli corazzati da combattimento superiore al 2,5 percento dei livelli massimi valevoli per le sue dotazioni in ciascuna di tali due categorie, quali notificati alla firma del Trattato ai sensi dell'articolo VII del Trattato medesimo. Inoltre nessuno Stato Parte avrà il diritto di ridurre, utilizzandoli come bersagli terrestri, più di 50 semoventi d'artiglieria.

3. Gli armamenti e gli equipaggiamenti convenzionali, in corso d'impiego come bersagli terrestri prima della firma del Trattato, non saranno soggetti ad alcuno dei limiti quantitativi prescritti dagli articoli IV, V o VI del Trattato, inclusi i limiti quantitativi prescritti dal paragrafo 2 della presente Sezione.

4. I materiali da ridurre mediante il loro impiego quali bersagli terrestri dovranno essere sottoposti alle seguenti procedure ai siti di riduzione:

(A) nel caso di carri armati e di semoventi d'artiglieria:

(1) per il sistema di chiusura, in alternativa:

(a) saldatura dell'otturatore al blocco di culatta in almeno due punti; ovvero

(b) taglio di almeno un lato del blocco di culatta lungo l'asse maggiore dell'alloggiamento dell'otturatore;

(2) tranciamento di uno degli orecchioni e della corrispondente orecchioniera in torretta;

(3) tranciamento di sezioni d'ambo i lati dello scafo, includenti le sedi dei gruppi di riduzione finale, mediante tagli verticali ed orizzontali nelle piastre laterali e tagli diagonali nelle piastre del tetto o del fondo scafo e nelle piastre frontali o posteriori, di guisa che le sedi dei gruppi di riduzione finale siano contenute nelle porzioni ritagliate;

(B) nel caso di veicoli corazzati da combattimento:

(1) per il sistema di chiusura:

(a) saldatura dell'otturatore al blocco di culatta in almeno due punti;

(b) taglio di almeno un lato del blocco di culatta lungo l'asse dell'alloggiamento dell'otturatore; ovvero

(c) tranciamento del castello di culatta in due parti all'incirca uguali;

(2) tranciamento di uno degli orecchioni e della corrispondente orecchioniera in torretta;

(3) nel caso di veicoli corazzati da combattimento cingolati, tranciamento di sezioni da ambo i lati dello scafo, includenti le sedi dei gruppi di riduzione finale, mediante tagli verticali ed orizzontali nelle piastre laterali e mediante tagli diagonali nelle piastre del tetto o del fondo scafo e nelle piastre frontali o posteriori di guisa che le sedi dei gruppi di riduzione finale siano contenute nelle porzioni ritagliate;

(4) nel caso di veicoli corazzati da combattimento ruotati, tranciamento di sezioni da ambo i lati dello scafo, includenti le sedi d'uscita dei semiassi delle ruote anteriori, mediante tagli verticali, orizzontali ed irregolari nelle piastre laterali, frontali del tetto e di fondo scafo, praticati in modo che le sedi d'uscita dei semiassi delle ruote anteriori siano incluse nelle porzioni ritagliate, ad una distanza di almeno 100 millimetri dai tagli.

SEZIONE XII - PROCEDURA DI RIDUZIONE MEDIANTE IMPIEGO PER FINI ADDESTRATIVI A TERRA

1. Ciascuno Stato Parte avrà il diritto di ridurre un determinato numero di aerei da combattimento ed elicotteri d'attacco, utilizzandoli per fini addestrativi a terra.

2. Nessuno Stato Parte potrà ridurre, utilizzandoli per fini addestrativi a terra, un'aliquota di aerei da combattimento e di elicotteri d'attacco superiore al 5 percento dei livelli massimi valevoli per le sue dotazioni in ciascuna di tali due categorie, quali notificati alla firma del Trattato ai sensi dell'articolo VII del Trattato medesimo.

3. Gli armamenti e gli equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato, in corso d'impiego per fini addestrativi a terra prima della firma del presente Trattato, non saranno soggetti ad alcuno dei limiti quantitativi stabiliti dagli articoli IV, V e VI del Trattato, ovvero ai limiti quantitativi prescritti dal paragrafo 2 della presente Sezione.

4. I materiali da ridurre mediante impiego per fini addestrativi a terra dovranno essere sottoposti alle seguenti procedure ai siti di riduzione:

(A) nel caso di aerei da combattimento:

(1) tranciamento della fusoliera in due parti, in corrispondenza dell'area centrale delle ali;

(2) rimozione dei motori, tranciamento dei supporti di montaggio del motore e, in alternativa, riempimento di tutti i serbatoi di carburante, con cemento o con composti solidificabili a base di polimeri o di resina, ovvero rimozione dei serbatoi di carburante e tranciamento dei supporti di montaggio dei serbatoi; oppure

(3) rimozione di tutte le apparecchiature interne, esterne e smontabili, relative all'armamento ed ai sistemi d'arma, rimozione dello stabilizzatore di coda e tranciamento dei suoi supporti di montaggio e riempimento, con cemento o composti solidificabili a base di polimeri o di resina, di tutti i serbatoi di carburante tranne uno;

(B) nel caso di elicotteri d'attacco:

tranciamento della trave di coda o della coda della fusoliera, in modo che la sezione di giunzione sia contenuta nella parte staccata.

PROTOCOLLO
SULLE PROCEDURE CHE REGOLANO
LA CATEGORIZZAZIONE DEGLI ELICOTTERI DA COMBATTIMENTO E
LA RICATEGORIZZAZIONE DEGLI ELICOTTERI D'ATTACCO
MULTIRUOLO

Gli Stati Parte convengono col presente Protocollo le procedure che regolano la categorizzazione degli elicotteri da combattimento e la ricategorizzazione degli elicotteri d'attacco multiruolo così come stabilito dall'articolo VIII del Trattato sulle Forze Armate Convenzionali in Europa del 19 novembre 1990, di seguito denominato il Trattato.

SEZIONE I - REQUISITI GENERALI PER LA CATEGORIZZAZIONE DEGLI ELICOTTERI DA COMBATTIMENTO

1. Gli elicotteri da combattimento dovranno essere categorizzati come elicotteri specializzati d'attacco, come elicotteri d'attacco multiruolo oppure come elicotteri di supporto al combattimento, e saranno elencati come tali nel Protocollo sui Tipi Esistenti.

2. Tutti i modelli o versioni di un tipo di elicottero specializzato d'attacco dovranno essere categorizzati come elicotteri specializzati di attacco.

3. Nonostante quanto disposto dal paragrafo 2 della presente Sezione e quale unica eccezione a quanto ivi prescritto, l'Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche potrà detenere complessivamente non oltre 100 elicotteri Mi-24R ed Mi-24K, equipaggiati per la ricognizione, la rilevazione, oppure il prelievo di campioni chimici/biologici/radiologici, che, pertanto, non saranno assoggettati alle limitazioni previste per gli elicotteri d'attacco dagli articoli IV e VI del Trattato. Tali elicotteri saranno assoggettati a scambio d'informazioni in conformità a quanto disposto dal Protocollo sullo Scambio d'Informazioni e ad ispezione al loro interno conformemente alla Sezione VI, paragrafo 30, del Protocollo sulle Ispezioni. Gli elicotteri Mi-24R e Mi-24K eccedenti tale limite saranno categorizzati come elicotteri specializzati d'attacco indipendentemente dal tipo di equipaggiamento di loro dotazione e saranno conteggiati a carico delle limitazioni prescritte per gli elicotteri d'attacco dagli articoli IV e VI del Trattato.

4. Ciascuno Stato Parte, in possesso dei modelli o versioni sia di supporto al combattimento, sia di attacco multiruolo di un certo tipo di elicottero, dovrà categorizzare come elicotteri d'attacco tutti gli elicotteri che presentino una qualunque delle caratteristiche elencate nella Sezione III, paragrafo 1, del presente Protocollo, e avrà il diritto di categorizzare come elicotteri di supporto al combattimento qualsiasi elicottero che non presenti alcuna delle caratteristiche elencate nella Sezione III, paragrafo 1, del presente Protocollo.

5. Ciascuno Stato Parte, che abbia in dotazione solo modelli o versioni di supporto al combattimento di un tipo di elicottero incluso sia negli elenchi degli elicotteri d'attacco multiruolo, sia negli elenchi degli elicotteri di supporto al combattimento di cui al Protocollo sui Tipi Esistenti, avrà il diritto di categorizzare tali elicotteri come elicotteri di supporto al combattimento.

SEZIONE II - REQUISITI GENERALI PER LA RICATEGORIZZAZIONE

1. Solo gli elicotteri da combattimento che siano categorizzati come elicotteri d'attacco multiruolo, nel rispetto dei requisiti sulla categorizzazione di cui al presente Protocollo, saranno considerati suscettibili di ricategorizzazione quali elicotteri di supporto al combattimento.

2. Ciascuno Stato avrà il diritto di ricategorizzare, soltanto mediante conversione e certificazione, singoli elicotteri d'attacco multiruolo che presentino una qualsiasi delle caratteristiche indicate alla Sezione III, paragrafo 1, del presente Protocollo. Ciascuno Stato Parte avrà il diritto di ricategorizzare soltanto previa certificazione, singoli elicotteri d'attacco multiruolo che non presentino alcuna delle caratteristiche elencate nella Sezione III, paragrafo 1, del presente Protocollo.

3. Ciascuno Stato Parte potrà usare qualsiasi mezzo tecnologico che esso ritenga necessario per porre in atto le procedure di conversione descritte nella Sezione III del presente Protocollo.

4. Su ciascun elicottero da combattimento, soggetto alla procedura di ricategorizzazione, dovrà figurare il numero di serie originale di fabbricazione, impresso in maniera permanente su un elemento strutturale principale della cellula.

SEZIONE III - PROCEDURE PER LA CONVERSIONE

1. Gli elicotteri d'attacco multiruolo che vengono convertiti dovranno essere resi inidonei all'ulteriore impiego di armi guidate, mediante la rimozione delle seguenti componenti:

(A) i dispositivi specifici per l'aggancio di armi guidate, quali appositi punti d'attacco o congegni di lancio. Ciascuno di tali speciali punti d'attacco che faccia parte integrante dell'elicottero come pure qualsiasi elemento speciale dei punti d'attacco universali che siano destinati esclusivamente all'impiego di armi guidate, sarà reso inidoneo all'ulteriore impiego di armi guidate;

(B) tutti i sistemi integrati di controllo del tiro e di puntamento per armi guidate, incluso il cablaggio elettrico.

2. Ogni Stato Parte dovrà fornire a tutti gli altri Stati Parte le informazioni che seguono, al più tardi 42 giorni prima della conversione del primo elicottero di un determinato tipo, oppure all'atto dell'entrata in vigore del Trattato nel caso in cui uno Stato Parte dichiari di possedere sia versioni d'attacco multiruolo sia versioni di supporto al combattimento del medesimo tipo di elicottero:

(A) uno schema di base che illustri sia tutte le principali componenti dei sistemi integrati di controllo del tiro e di puntamento delle armi guidate, sia le componenti delle attrezzature progettate per l'aggancio delle armi guidate, sia le funzioni basilari delle componenti descritte al paragrafo 2 della presente Sezione e le interconnessioni funzionali di tali componenti;

(B) una descrizione generale del procedimento di conversione, comprendente la lista delle componenti da rimuovere;

(C) una fotografia di ciascuna componente da rimuovere che ne illustri la posizione nell'elicottero prima della rimozione ed una fotografia della stessa posizione dopo che la componente in parola sia stata rimossa.

SEZIONE IV - PROCEDURE PER LA CERTIFICAZIONE

1. Ciascuno Stato Parte che stia ricategorizzando elicotteri d'attacco multiruolo, dovrà attenersi, per la certificazione, alle seguenti procedure al fine di garantire che detti elicotteri non siano in possesso di nessuna delle caratteristiche elencate alla Sezione III, paragrafo 1, del presente Protocollo.

2. Ciascuno Stato Parte dovrà notificare ogni certificazione a tutti gli altri Stati Parte, in conformità a quanto disposto dalla Sezione IX, paragrafo 3 del Protocollo sulle Ispezioni.

3. Ciascuno Stato Parte avrà il diritto di ispezionare la certificazione di elicotteri in conformità a quanto disposto dalla Sezione IX del Protocollo sulle Ispezioni.

4. Il processo di ricategorizzazione dovrà ritenersi completato allorché saranno concluse le procedure di certificazione di cui alla presente Sezione, indipendentemente dal fatto che un qualsiasi Stato Parte abbia, o meno, esercitato i diritti di ispezione della certificazione descritti al paragrafo 3, della presente Sezione e alla Sezione IX del Protocollo sulle Ispezioni: ciò a condizione che, entro 30 giorni dalla ricezione della notifica dell'avvenuto completamento della certificazione e della ricategorizzazione effettuato ai sensi del paragrafo 5, della presente Sezione, nessuno Stato Parte abbia notificato a tutti gli altri Stati Parte di ritenere che sussistano ambiguità in ordine al processo di certificazione e di ricategorizzazione. Nel caso in cui venga eccepita una tale ambiguità, la ricategorizzazione non dovrà ritenersi conclusa fino alla soluzione della questione concernente detta ambiguità.

5. Lo Stato Parte che effettui la certificazione dovrà notificare a tutti gli altri Stati Parte, in conformità a quanto disposto dalla Sezione IX del Protocollo sulle Ispezioni, l'avvenuta conclusione della certificazione e della ricategorizzazione.

6. La certificazione dovrà essere effettuata nell'area di applicazione. Gli Stati Parte appartenenti allo stesso gruppo di Stati Parte, avranno il diritto di utilizzare in comune le sedi di certificazione.

SEZIONE V - PROCEDURE PER LO SCAMBIO DI INFORMAZIONI E LE VERIFICHE

1. Tutti gli elicotteri da combattimento nell'area di applicazione saranno soggetti sia a scambio di informazioni, in conformità alle disposizioni del Protocollo sullo Scambio di Informazioni, sia a verifiche, comprese le ispezioni ai sensi del Protocollo sulle Ispezioni.

PROTOCOLLO
SULLE NOTIFICHE E SULLO SCAMBIO DI INFORMAZIONI

Gli Stati Parte col presente Protocollo convengono le procedure e le disposizioni relative alle notifiche e allo scambio di informazioni secondo quanto previsto ai sensi dell'Articolo XIII del Trattato sulle Forze Armate Convenzionali in Europa del 19 novembre 1990, di seguito denominato il Trattato.

SEZIONE I - INFORMAZIONI SULLA STRUTTURA DELLE FORZE TERRESTRI ED AEREE E DELL'AVIAZIONE DI DIFESA AEREA DI CIASCUNO STATO PARTE NELL'AREA DI APPLICAZIONE

1. Ciascuno Stato Parte fornirà a tutti gli altri Stati Parte le seguenti informazioni sulla struttura delle proprie forze terrestri ed aeree e dell'aviazione di difesa aerea, nell'area di applicazione:

(A) l'organizzazione di comando delle proprie forze terrestri, specificando la designazione e la subordinazione di tutte le formazioni ed unità di combattimento e di supporto tattico e logistico ad ogni livello ordinativo fino a quello minimo di brigata/reggimento o livello equivalente, incluse le formazioni e le unità di difesa aerea subordinate a livello pari o inferiore a quello di distretto militare o equivalente. Le unità autonome a livello ordinativo immediatamente inferiore a quello di brigata/reggimento, direttamente subordinate a formazioni di livello superiore a quello di brigata/reggimento (ossia i battaglioni autonomi), dovranno essere identificate mediante informazioni indicanti la formazione o l'unità alla quale tali unità sono subordinate;

(B) l'organizzazione di comando delle proprie forze aeree e dell'aviazione di difesa aerea, specificando designazione e subordinazione delle formazioni e delle unità di ogni livello ordinativo fino a quello minimo di stormo/reggimento aereo, o livello equivalente. Le unità autonome del livello ordinativo immediatamente inferiore a quello di stormo/reggimento aereo, direttamente subordinate a formazioni di livello superiore a quello di stormo/reggimento aereo (ossia i gruppi di volo autonomi) dovranno essere identificate mediante informazioni indicanti la formazione o l'unità alla quale tali unità sono subordinate.

SEZIONE II - INFORMAZIONI SULLE DOTAZIONI COMPLESSIVE IN CIASCUNA CATEGORIA DI ARMAMENTI E DI EQUIPAGGIAMENTI CONVENZIONALI LIMITATI DAL TRATTATO

1. Ciascuno Stato Parte fornirà a tutti gli altri Stati Parte informazioni su:

(A) i quantitativi complessivi ed i quantitativi per tipo delle proprie dotazioni in ciascuna categoria di armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato;

(B) i quantitativi complessivi ed i quantitativi per tipo delle proprie dotazioni di carri armati, veicoli corazzati da combattimento e artiglierie limitati dal Trattato in ciascuna delle aree descritte dagli Articoli IV e V del Trattato.

SEZIONE III - INFORMAZIONI SULLA DISLOCAZIONE, SUI QUANTITATIVI E SUI TIPI DEGLI ARMAMENTI E DEGLI EQUIPAGGIAMENTI CONVENZIONALI IN SERVIZIO NELLE FORZE ARMATE CONVENZIONALI DEGLI STATI PARTE

1. Per ciascuna delle sue formazioni ed unità notificate ai sensi della Sezione I, paragrafo 1, lettere (A) e (B) del presente Protocollo nonché per i battaglioni/gruppi di volo o equivalenti, subordinati a dette formazioni ed unità ma separatamente dislocati, ciascuno Stato Parte fornirà a tutti gli altri Stati Parte le seguenti informazioni:

(A) la designazione e la sede del tempo di pace, specificandone il toponimo e le coordinate geografiche, delle proprie formazioni ed unità, inclusi i quartieri generali, che detengano armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato nelle seguenti categorie:

(1) carri armati;

(2) veicoli corazzati da combattimento;

(3) artiglierie;

(4) aerei da combattimento;

(5) elicotteri d'attacco;

(B) le dotazioni delle proprie formazioni ed unità notificate ai sensi della lettera (A) del presente paragrafo, dando i quantitativi (per tipo nel caso di formazione ed unità a livello di divisione o equivalente e inferiore) degli armamenti ed equipaggiamenti convenzionali elencati alla lettera (A) del presente paragrafo, e di:

(1) elicotteri di supporto al combattimento;

(2) elicotteri da trasporto non armati;

(3) veicoli corazzati gittaponte, specificando quelli in forza ad unità in vita;

(4) veicoli corazzati da combattimento di fanteria "look-alike";

(5) veicoli corazzati da trasporto truppa "look-alike";

(6) aerei d'addestramento primario;

(7) aerei d'addestramento con capacità di combattimento riclassificati;

(8) elicotteri Mi-24R e Mu-24K non assoggettati alle limitazioni quantitative stabilite dall'Articolo IV, paragrafo 1 e dall'Articolo VI del Trattato[1]

(C) La designazione e la sede del tempo di pace, specificandone il toponimo e le coordinate geografiche, delle proprie formazioni ed unità, inclusi i quartieri generali, diverse da quelle notificate ai sensi della lettera (A) del presente paragrafo, che abbiano in dotazione le seguenti categorie di armamenti ed equipaggiamenti convenzionali, come definite dall'Articolo II del Trattato, specificate nel Protocollo sui Tipi Esistenti o enumerate nel Protocollo sulla Riclassificazione degli Aerei:

[1] Ai sensi della Sezione 1, paragrafo 3 del Protocollo sulla Ricaterizzazione degli Elicotteri.

(1) elicotteri di supporto al combattimento;

(2) elicotteri da trasporto non armati;

(3) veicoli corazzati gittaponte;

(4) veicoli corazzati da combattimento di fanteria "look-alike";

(5) veicoli corazzati da trasporto truppa "look-alike";

(6) aerei d'addestramento primario;

(7) aerei d'addestramento con capacità di combattimento riclassificate;

(8) elicotteri Mi-24R e Mi-24K non assoggettati alle limitazioni quantitative previste dall'Articolo IV, paragrafo 1 e dall'Articolo VI del Trattato[1]

(D) Le dotazioni delle proprie formazioni ed unità notificate ai sensi della lettera (C) del presente paragrafo fornendo i quantitativi (per tipo nel caso di formazione e unità a livello di divisione o equivalente e inferiore) in ciascuna delle categorie suindicate; e, nel caso di veicoli corazzati gittaponte, indicando quelli che siano in forza ad unità in vita.

2. Ciascuno Stato Parte dovrà fornire a tutti gli altri Stati Parte informazioni sugli armamenti ed equipaggiamenti convenzionali in servizio nelle proprie forze armate convenzionali ma non in dotazione alle proprie forze terrestri o aeree o dell'aviazione di difesa aerea specificando:

(A) la designazione e la sede del tempo di pace, specificandone il toponimo e le coordinate geografiche, delle proprie formazioni ed unità, inclusi i quartieri generali, fino a livello minimo di brigata/reggimento, stormo/reggimento aereo o equivalente nonché delle unità al livello ordinativo immediatamente inferiore a quello di brigata/reggimento, stormo/reggimento aereo separatamente dislocate o autonome (ossia, battaglioni/gruppi di volo o equivalenti) che abbiano in dotazione armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato, nelle seguenti categorie:

(1) carri armati;

(2) veicoli corazzati da combattimento;

(3) artiglierie;

(4) aerei da combattimento;

(5) elicotteri d'attacco;

(B) le dotazioni delle proprie formazioni ed unità notificate ai sensi della lettera (A) del presente paragrafo fornendo i quantitativi (per tipo nel caso delle formazioni ed unità a livello di divisione o equivalente e inferiore) degli armamenti ed equipaggiamenti convenzionali elencati nella lettera (A) del presente paragrafo, e di:

(1) elicotteri di supporto al combattimento;

(2) elicotteri da trasporto non armati;

[1] Ai sensi della Sezione 1, paragrafo 3 del Protocollo sulla Ricaterizzazione degli Elicotteri.

(3) veicoli corazzati gittaponte, specificando quelli in forza ad unità in vita;

(4) veicoli corazzati da combattimento di fanteria "look-alike";

(5) veicoli corazzati da trasporto truppa "look-alike";

(6) aerei d'addestramento primario;

(7) aerei d'addestramento con capacità di combattimento riclassificati;

(8) elicotteri Mi-24R e Mi-24K non assoggettati alle limitazioni quantitative previste dall'Articolo IV, paragrafo 1 e dall'Articolo VI del Trattato[1]

3. Ciascuno Stato Parte dovrà fornire a tutti gli altri Stati Parte le seguenti informazioni:

(A) la dislocazione dei propri siti designati per l'immagazzinamento permanente, specificandone il toponimo e le coordinate geografiche, e i quantitativi e i tipi degli armamenti ed equipaggiamenti convenzionali nelle categorie elencate al paragrafo 1, lettere (A) e (B) della presente Sezione in dotazione in tali siti;

(B) la dislocazione dei propri siti d'immagazzinamento militari non in organico alle formazioni ed unità identificate come oggetti di verifica, delle unità autonome di riparazione e manutenzione, dei centri d'addestramento militare e degli aerocampi militari, specificandone il toponimo e le coordinate geografiche, nei quali siano in dotazione ovvero abitualmente presenti armamenti ed equipaggiamenti convenzionali delle categorie elencate al paragrafo 1 lettere (A) e (B) della presente Sezione fornendo le dotazioni per tipo in ciascuna categoria in tali dislocazioni;

(C) la dislocazione, specificandone il toponimo e le coordinate geografiche, dei propri siti nei quali verrà eseguita la riduzione degli armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato, ai sensi del Protocollo sulle Riduzioni, e le dotazioni per tipo in ciascuna categoria degli armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato in attesa di essere ridotti in tali siti, con l'indicazione che si tratta di sito di riduzione.

SEZIONE IV - INFORMAZIONI SULLA DISLOCAZIONE E SUI QUANTITATIVI DI CARRI ARMATI, VEICOLI CORAZZATI DA COMBATTIMENTO, ARTIGLIERIE, AEREI DA COMBATTIMENTO ED ELICOTTERI D'ATTACCO NELL'AREA DI APPLICAZIONE MA NON IN SERVIZIO NELLE FORZE ARMATE CONVENZIONALI

1. Ciascuno Stato Parte dovrà fornire informazioni a tutti gli altri Stati Parte sulla dislocazione e sui quantitativi dei propri carri armati, veicoli corazzati da combattimento, artiglierie, aerei da combattimento ed elicotteri d'attacco nell'area di applicazione non in servizio nelle proprie forze armate convenzionali ma di potenziale rilievo militare.

(A) In conformità a quanto precede, ciascuno Stato Parte dovrà fornire le seguenti informazioni:

(1) in relazione ai propri carri armati, artiglierie, aerei da combattimento, elicotteri specializzati d'attacco nonché ai veicoli corazzati da combattimento di fanteria specificati nell'Articolo XII del Trattato, in dotazione ad

[1] Ai sensi della Sezione 1, paragrafo 3 del Protocollo sulla Ricaterizzazione degli Elicotteri.

organizzazioni fino al livello minimo di battaglione autonomo o separatamente dislocato, o equivalente, designate e strutturate per assolvere in tempo di pace funzioni di sicurezza interna, la dislocazione, specificandone il toponimo e le coordinate geografiche, dei siti nei quali tali armamenti ed equipaggiamenti siano in dotazione e i quantitativi ed i tipi degli armamenti ed equipaggiamenti convenzionali in dette categorie in dotazione a ciascuna di tali organizzazioni;

(2) in relazione ai propri veicoli corazzati da trasporto truppa, veicoli da combattimento ad armamento pesante ed elicotteri d'attacco multiruolo, in dotazione ad organizzazioni designate e strutturate per assolvere in tempo di pace funzioni di sicurezza interna, i quantitativi complessivi in ciascuna categoria di tali armamenti ed equipaggiamenti, in ogni regione o circoscrizione amministrativa;

(3) in relazione ai propri carri armati, veicoli corazzati da combattimento, artiglierie, aerei da combattimento ed elicotteri d'attacco in attesa di altra destinazione a seguito di dismissione dal servizio in conformità alle disposizioni dell'Articolo IX del Trattato, la dislocazione, indicante il toponimo e le coordinate geografiche, dei siti nei quali tali armamenti ed equipaggiamenti siano in dotazione ed i quantitativi ed i tipi in ogni sito;

(4) in relazione ai propri carri armati, veicoli corazzati da combattimento, artiglierie, aerei da combattimento ed elicotteri d'attacco ciascuno Stato Parte dovrà fornire a tutti gli altri Stati Parte, successivamente all'entrata in vigore del Trattato ed in coincidenza con ogni scambio annuale di informazioni ai sensi della Sezione VII, paragrafo 1, lettera (C) del presente Protocollo, una dislocazione identificabile dei siti nei quali si trovino normalmente più di un totale di 15 carri armati, veicoli corazzati da combattimento, e pezzi d'artiglieria o più di 5 aerei da combattimento o più di 10 elicotteri d'attacco, che siano, ai sensi dell'Articolo III, paragrafo 1, lettera (E) del Trattato, in fase di revisione o riparazione generale, o in attesa di esservi sottoposti, in vista di loro esportazione o riesportazione, e temporaneamente trattenuti nell'area di applicazione. Ciascuno Stato Parte dovrà fornire a tutti gli altri Stati Parte, successivamente all'entrata in vigore del Trattato ed in coincidenza con ogni scambio annuale di informazioni ai sensi della Sezione VII, paragrafo 1, lettera (C) del presente Protocollo, i quantitativi di tali carri armati, veicoli corazzati da combattimento, artiglierie, aerei da combattimento ed elicotteri d'attacco. Gli Stati Parte dovranno, nel quadro del Gruppo Consultivo Congiunto, convenire il modello secondo il quale le informazioni sui quantitativi, ai sensi della presente disposizione, dovranno essere fornite;

(5) in relazione ai propri carri armati e veicoli corazzati da combattimento che siano stati ridotti e siano in attesa di conversione ai sensi della Sezione VIII del Protocollo sulle Riduzioni, la dislocazione, indicandone il toponimo e le coordinate geografiche, di ciascun sito nel quale tali armamenti ed equipaggiamenti siano in dotazione ed i quantitativi e i tipi in ciascun sito;

(6) in relazione ai propri carri armati, veicoli corazzati da combattimento, artiglierie, aerei da combattimento ed elicotteri d'attacco utilizzati esclusivamente a fini di ricerca e sviluppo ai sensi dell'Articolo III, paragrafo 1, lettera (B) del Trattato, ciascuno Stato Parte dovrà fornire a tutti gli altri Stati Parte successivamente all'entrata in vigore del Trattato ed in

coincidenza con ogni scambio annuale di informazioni ai sensi della Sezione VII, paragrafo 1, lettera (C) del presente Protocollo, in quantitativi globali in ciascuna categoria di tali armamenti ed equipaggiamenti convenzionali.

SEZIONE V - INFORMAZIONI SUGLI OGGETTI DI VERIFICA E SUI SITI DICHIARATI

1. Ciascuno Stato Parte dovrà fornire a tutti gli altri Stati Parte informazioni specificanti i propri oggetti di verifica, compresi il quantitativo globale e la designazione di ciascun oggetto di verifica, ed enumerando i propri siti dichiarati, come definiti nella Sezione I del Protocollo sulle Ispezioni, fornendo per ciascun sito le seguenti informazioni:

(A) la designazione e la dislocazione del sito indicandone il toponimo e le coordinate geografiche;

(B) la designazione di tutti gli oggetti di verifica in quel sito come specificato nella Sezione I, paragrafo 1, lettera (J) del Protocollo sulle Ispezioni, restando inteso che gli elementi subordinati al livello ordinativo immediatamente inferiore a quello di brigata/reggimento, stormo/reggimento aereo, dislocati nelle vicinanze l'uno dell'altro o dei comandi immediatamente superiori a tali elementi possano considerarsi come non separatamente dislocati, qualora la distanza fra tali battaglioni/gruppi di volo, o equivalenti, separatamente dislocati o fra essi ed i loro comandi non superi 15 chilometri;

(C) i quantitativi globali per tipo degli armamenti ed equipaggiamenti convenzionali in ciascuna delle categorie specificate nella Sezione III del presente Protocollo, in dotazione a detto sito e per ciascun oggetto di verifica, nonché quelli appartenenti a qualsiasi oggetto di verifica dislocato in un diverso sito dichiarato, specificando la designazione di ciascuno di tali oggetti di verifica;

(D) inoltre, per ciascuno di tali siti dichiarati, il quantitativo degli armamenti ed equipaggiamenti convenzionali non in servizio nelle proprie forze armate convenzionali, indicando quelli che siano:

(1) carri armati, veicoli corazzati da combattimento, artiglierie, aerei da combattimento, ed elicotteri d'attacco in attesa di altra destinazione in seguito a dismissione dal servizio in conformità alle disposizioni dell'Articolo IX del Trattato ovvero ridotti e in attesa di conversione ai sensi del Protocollo sulle Riduzioni;

(2) carri armati, veicoli corazzati da combattimento, artiglierie, aerei da combattimento ed elicotteri d'attacco in dotazione ad organizzazioni ideate e strutturate per assolvere in tempo di pace funzioni inerenti alla sicurezza interna;

(E) i siti dichiarati nei quali siano in dotazione carri armanti, veicoli corazzati da combattimento, artiglierie, aerei da combattimento, o elicotteri d'attacco, in fase di revisione o riparazione generale o in attesa di esservi sottoposti in vista di loro esportazione o riesportazione e temporaneamente trattenuti nell'area di applicazione, ovvero utilizzati esclusivamente per fini di ricerca e sviluppo dovranno essere identificati come tali, con l'indicazione dei quantitativi globali in ciascuna categoria in detto sito;

(F) il punto/i punti di entrata/uscita correlati a ciascun sito dichiarato, indicandone il toponimo e le coordinate geografiche.

SEZIONE VI - INFORMAZIONI SULLA DISLOCAZIONE DI SITI DAI QUALI ARMAMENTI ED EQUIPAGGIAMENTI CONVENZIONALI SIANO STATI RITIRATI

1. Ciascuno Stato Parte dovrà fornire, ogni anno, a tutti gli altri Stati Parte, in coincidenza con lo scambio annuale di informazioni ai sensi della Sezione VII, paragrafo 1, lettera (C) del presente Protocollo, informazioni sulla dislocazione di siti che siano stati previamente notificati come siti dichiarati, dai quali tutti gli armamenti ed equipaggiamenti convenzionali nelle categorie elencate nella Sezione III, paragrafo 1, del presente Protocollo, siano stati ritirati a partire dalla firma del Trattato, qualora tali siti continuino ad essere utilizzati dalle forze armate convenzionali di detto Stato Parte. La dislocazione di tali siti dovrà essere notificata per un periodo di tre anni successivamente a tale ritiro.

SEZIONE VII - CALENDARIO PER LA DIRAMAZIONE DELLE INFORMAZIONI DI CUI ALLE SEZIONI DALLA I ALLA V DEL PRESENTE PROTOCOLLO

1. Ciascuno Stato Parte dovrà fornire a tutti gli altri Stati Parte le informazioni di cui alle Sezioni dalla I alla V del presente Protocollo come segue:

(A) alla firma del Trattato, con validità a partire da tale data; e non oltre 90 giorni dalla firma del Trattato, ciascuno Stato Parte dovrà fornire a tutti gli altri Stati Parte, in seno al Gruppo Consultivo Congiunto, ogni necessaria correzione delle proprie informazioni fornite ai sensi della Sezione III, IV e V del presente Protocollo. Le informazioni così corrette dovranno considerarsi come fornite al momento della firma del Trattato e valide a partire da tale data;

(B) 30 giorni dopo l'entrata in vigore del Trattato, con validità a partire da tale data;

(C) il 15 dicembre dell'anno in cui il Trattato entra in vigore (a meno che l'entrata in vigore non cada entro 60 giorni dal 15 dicembre), e - dopo di allora - il 15 dicembre di ogni anno, con validità a partire dal primo di gennaio dell'anno successivo;

(D) dopo l'avvenuta conclusione del periodo di riduzioni di 40 mesi specificato nell'Articolo VIII del Trattato, con validità a partire da tale data.

SEZIONE VIII - INFORMAZIONI SULLE MODIFICHE ALLE STRUTTURE ORDINATIVE O AI LIVELLI DI FORZE

1. Ciascuno Stato Parte dovrà notificare a tutti gli altri Stati Parte, quanto segue:

(A) ogni modifica permanente nella struttura ordinativa delle proprie forze armate convenzionali nell'area di applicazione giusta notifica di cui alla Sezione I del presente Protocollo, con almeno 42 giorni di anticipo sull'attuazione di tale modifica;

(B) ogni variazione del 10 percento o superiore in qualsiasi categoria di armamenti e di equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato assegnati a qualsivoglia delle proprie formazioni e unità di combattimento e di supporto tattico e logistico, fino al livello minimo di brigata/reggimento, stormo/reggimento aereo, battaglione/gruppo di volo autonomo o separatamente dislocato o livelli equivalenti, giusta notifica di cui alla Sezione III, paragrafo 1 lettere (A) e (B) e paragrafo 2, lettere (A) e (B) del presente Protocollo, a partire dall'ultimo scambio annuale di informazioni. Tali modifiche dovranno essere effettuate non più tardi di cinque giorni dopo l'attuazione di tali variazioni indicando le effettive dotazioni dopo le variazioni notificate.

SEZIONE IX - INFORMAZIONI RELATIVE ALL'INTRODUZIONE IN SERVIZIO ED ALLA RIMOZIONE DAL SERVIZIO NELLE FORZE ARMATE CONVENZIONALI DI UNO STATO PARTE DI ARMAMENTI ED EQUIPAGGIAMENTI CONVENZIONALI LIMITATI DAL TRATTATO

1. Ciascuno Stato Parte dovrà fornire a tutti gli altri Stati Parte, dopo l'entrata in vigore del Trattato e in coincidenza con ogni scambio annuale di informazioni di cui alla Sezione VII, paragrafo 1, lettera (C) del presente Protocollo:

(A) informazioni globali sui quantitativi e sui tipi di armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato introdotti in servizio nelle proprie forze armate convenzionali nell'area di applicazione, durante i dodici mesi precedenti;

(B) informazioni globali sui quantitativi e sui tipi di armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato ritirati dal servizio nelle proprie forze armate convenzionali nell'area di applicazione, durante i dodici mesi precedenti.

SEZIONE X - INFORMAZIONI SULL'ENTRATA NELL'AREA DI APPLICAZIONE E SULL'USCITA DALL'AREA DI APPLICAZIONE, DI ARMAMENTI ED EQUIPAGGIAMENTI CONVENZIONALI LIMITATI DAL TRATTATO IN SERVIZIO NELLE FORZE ARMATE CONVENZIONALI DEGLI STATI PARTE

1. Ciascuno Stato Parte dovrà fornire, ogni anno, a tutti gli altri Stati Parte, successivamente all'entrata in vigore del Trattato ed in coincidenza con ogni scambio annuale di informazioni ai sensi della Sezione VII, paragrafo 1, lettera (C) del presente Protocollo:

(A) informazioni globali sui quantitativi e sui tipi di ciascuna categoria di armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato in servizio nelle proprie forze armate convenzionali che siano entrati nell'area di applicazione durante i precedenti 12 mesi, con l'indicazione se alcuno di tali armamenti ed equipaggiamenti fosse organizzato in una formazione o unità;

(B) informazioni globali sui quantitativi e sui tipi di ciascuna categoria di armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato in servizio nelle proprie forze armate convenzionali che siano stati ritirati dall'area di applicazione, e rimangano al di fuori di essa, durante i precedenti 12 mesi nonché sulle ultime dislocazioni notificate, entro l'area di applicazione, di tali armamenti ed equipaggiamenti convenzionali;

(C) gli armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato in servizio nelle proprie forze armate convenzionali nell'area di applicazione, che escano e rientrino nell'area di applicazione, anche per scopi addestrativi o per altre attività militari, entro un periodo di sette giorni, non saranno assoggettati alle disposizioni di notifica di cui alla presente Sezione.

SEZIONE XI - ARMAMENTI ED EQUIPAGGIAMENTI CONVENZIONALI IN TRANSITO NELL'AREA DI APPLICAZIONE

1. Le disposizioni del presente Protocollo non si applicheranno agli armamenti ed equipaggiamenti convenzionali in transito nell'area di applicazione, in provenienza da una località al di fuori dell'area di applicazione e diretti ad una destinazione finale al di fuori dell'area di applicazione. Gli armamenti ed equipaggiamenti convenzionali nelle categorie specificate nella

Sezione III del presente Protocollo, che siano entrati nell'area di applicazione in transito dovranno essere notificati ai sensi del presente Protocollo qualora essi rimangano nell'area di applicazione per un periodo superiore ai sette giorni.

SEZIONE XII - MODELLO PER LA DIRAMAZIONE DELLE INFORMAZIONI

1. Ciascuno Stato Parte dovrà fornire a tutti gli altri Stati Parte le informazioni specificate nel presente Protocollo in conformità alle procedure previste dall'Articolo XVII del Trattato e dall'Allegato sul Modello per lo Scambio di Informazioni. In conformità all'Articolo XVI, paragrafo 5 del Trattato, ogni variazione all'Allegato sul Modello per lo Scambio di Informazioni dovrà considerarsi come miglioramento alla funzionalità relativo unicamente a questioni minori di natura tecnica.

SEZIONE XIII - ALTRE NOTIFICHE AI SENSI DEL TRATTATO

1. Dopo la firma del Trattato e prima della sua entrata in vigore, il Gruppo Consultivo Congiunto dovrà elaborare un documento relativo alle notifiche richieste dal Trattato. Tale documento dovrà elencare tutte le notifiche, specificando quelle che dovranno essere effettuate in conformità all'articolo XVII del Trattato, e dovrà includere idonei modelli, se necessario, per tali notifiche. In conformità all'articolo XVI, paragrafo 5 del Trattato, ogni cambiamento a tale documento, compresi gli eventuali modelli, dovrà considerarsi come miglioramento alla funzionalità e all'efficacia del Trattato relativo soltanto a questioni minori di natura tecnica.

ALLEGATO
SUL MODELLO PER LO SCAMBIO DI INFORMAZIONI

1. Ciascuno Stato Parte dovrà fornire a tutti gli altri Stati Parte informazioni ai sensi del Protocollo sullo Scambio di Informazioni, di seguito denominato il Protocollo, in conformità ai modelli specifici nel presente Allegato. Le informazioni per ciascun elenco di dati dovranno essere fornite, su modelli stampati, meccanicamente elettronicamente, in una delle sei lingue ufficiali della Conferenza sulla Sicurezza e sulla Cooperazione in Europa. In ciascuna tabella (colonna a), a ciascun gruppo di dati sarà assegnato un numero di linea progressivo.

2. Ciascuna serie di elenchi dovrà iniziare con una copertina riportante il nome dello Stato Parte referente, la lingua nella quale gli elenchi vengono forniti, la data alla quale gli elenchi devono essere scambiati, e la data di validità delle informazioni presentate negli elenchi.

SEZIONE I - INFORMAZIONI SULLA STRUTTURA DELLE FORZE TERRESTRI E AEREE DELL'AVIAZIONE DI DIFESA AEREA NELL'AREA DI APPLICAZIONE

1. Ai sensi della Sezione I del Protocollo, ciascuno Stato Parte dovrà fornire informazioni sull'organizzazione di comando delle proprie forze terrestri incluse le formazioni ed unità subordinate di difesa aerea a livello pari o inferiore a quello di distretto militare o livello equivalente, e delle proprie forze aeree e dell'aviazione di difesa aerea, sotto forma di due separati elenchi redatti in ordine gerarchico come previsto dalla Tabella I.

2. Gli elenchi di dati dovranno essere forniti iniziando al più alto livello dell'organizzazione di comando e proseguendo attraverso ogni livello di comando fino al livello minimo di brigata/reggimento, battaglione autonomo e stormo/reggimento aereo, gruppo di volo autonomo, o loro equivalenti. Per esempio, un distretto militare/armata/corpo d'armata sarà seguito da ogni reggimento autonomo subordinato, battaglione autonomo, depositi, centri di addestramento, e poi da ciascuna divisione subordinata con i propri reggimenti/battaglioni autonomi. Dopo l'elencazione di tutte le aggregazioni subordinate, inizierà l'elenco del successivo distretto militare/armata/corpo d'armata. La stessa procedura dovrà essere seguita per le forze aeree e dell'aviazione di difesa aerea:

(A) ciascuna aggregazione dovrà essere identificata (colonna b) con un'unica designazione (ossia col numero di identificazione della formazione o unità) che dovrà essere utilizzata per le successive elencazioni di quella aggregazione e per tutti i successivi scambi di informazioni: con la propria designazione nazionale (ossia col nome) (colonna c); e, nel caso di divisioni, brigate/reggimenti, battaglioni autonomi, e stormi/reggimenti aerei, gruppi di volo autonomi o aggregazioni equivalenti, se del caso, il tipo della formazione o unità (per esempio, fanteria, carri, artiglieria, caccia, bombardamento, logistico);

(B) per ciascuna aggregazione, dovranno essere indicati i due livelli di comando, entro l'area di applicazione, immediatamente superiori a quella aggregazione (colonne d ed e).

TABELLA I: ORGANIZZAZIONE DI COMANDO DELLE FORZE TERRESTRI ED AEREE DI DIFESA DI (Stato Parte) VALIDA AL (data)

SEZIONE II - INFORMAZIONI SULLE DOTAZIONI COMPLESSIVE DEGLI ARMAMENTI ED EQUIPAGGIAMENTI CONVENZIONALI ASSOGGETTATI ALLE LIMITAZIONI QUANTITATIVE PREVISTE DAGLI ARTICOLI IV E V DEL TRATTATO

1. Ai sensi della Sezione II del Protocollo ciascuno Stato Parte dovrà fornire informazioni sulle proprie dotazioni complessive, per tipo, di carri armati, veicoli corazzati da combattimento e artiglierie (Tabella IIA) assoggettati alle limitazioni quantitative previste dagli articoli IV e V del Trattato (colonna b), e sulle proprie dotazioni complessive, per tipo, di aerei da combattimento ed elicotteri d'attacco (Tabella IIB) assoggettati alle limitazioni quantitative previste dall'articolo IV del Trattato (colonna b).

2. Le informazioni sui veicoli corazzati da combattimento dovranno comprendere i quantitativi globali dei veicoli da combattimento ad armamento pesante, dei veicoli corazzati da combattimento di fanteria e dei veicoli corazzati da trasporto truppa ed i quantitativi, (colonna f/e) e tipi (colonna e/d) per ciascuna di tali sottocategorie (colonna d/c).

3. Nel caso di carri armati, veicoli corazzati da combattimento, artiglierie e veicoli corazzati gittaponte, collocati in deposito in conformità all'articolo X del Trattato, dovrà essere specificato il quantitativo globale di tali equipaggiamenti in siti designati per l'immagazzinamento permanente (colonna g).

TABELLA IIA: DOTAZIONI COMPLESSIVE DI CARRI ARMATI, VEICOLI CORAZZATI DA COMBATTIMENTO ED ARTIGLIERIE ASSOGGETTATI A LIMITAZIONI QUANTITATIVE, DI (Stato Parte) VALIDE AL (data).

TABELLA IIB: DOTAZIONI COMPLESSIVE DI AEREI DA COMBATTIMENTO E DI ELICOTTERI D'ATTACCO ASSOGGETTATI A LIMITAZIONI QUANTITATIVE, DI (Stato Parte) VALIDE AL (data).

SEZIONE III - INFORMAZIONI SULLA DISLOCAZIONE, SUI QUANTITATIVI E SUI TIPI DEGLI ARMAMENTI ED EQUIPAGGIAMENTI CONVENZIONALI IN SERVIZIO NELLE FORZE ARMATE CONVENZIONALI

1. Ciascuno Stato Parte dovrà fornire un elenco di informazioni redatto in ordine gerarchico, relativo a tutte le aggregazioni delle proprie forze terrestri ed aeree e dell'aviazione di difesa aerea notificate ai sensi della Sezione III, paragrafo 1, del Protocollo, alle formazioni e unità notificate ai sensi della Sezione III, paragrafo 2, del Protocollo, e alle installazioni che abbiano in dotazione armamenti ed equipaggiamenti convenzionali come specificato nella Sezione III, paragrafo 3, del Protocollo.

2. Per ciascuna aggregazione e per ciascuna installazione, le informazioni dovranno riflettere:

(A) il numero di identificazione della formazione o dell'unità (colonna b) e la designazione dell'aggregazione (colonna c) come indicato nella Tabella I. I battaglioni/gruppi di volo separatamente dislocati, elencati ai sensi del paragrafo 1 della presente Sezione, le formazioni e le unità notificate ai sensi della Sezione III, paragrafo 2, e le installazioni elencate in conformità alla Sezione III, paragrafo 3, del Protocollo, dovranno anch'esse ricevere un unico numero di identificazione di formazione o di unità (colonna b), e dovrà essere indicata la loro designazione nazionale (ossia il nome) (colonna c). La loro posizione nell'elenco dovrà riflettere la loro subordinazione, ad eccezione delle formazioni ed unità elencate ai sensi della Sezione III, paragrafo 2, del Protocollo, che dovranno essere specificate congiuntamente a conclusione dell'elenco:

(1) i siti designati per l'immagazzinamento permanente dovranno essere identificati con l'annotazione "SDIP", dopo la loro designazione nazionale;

(2) i siti di riduzione dovranno essere identificati con l'annotazione "riduzione", dopo la loro designazione nazionale;

(B) la dislocazione (colonna d) indicando il toponimo e le coordinate geografiche approssimate alla decina di secondi più vicina. In relazione alle dislocazioni contenenti forze stazionate, dovrà altresì essere incluso il nome dello Stato Parte ospitante;

(C) per ciascun livello ordinativo, dal più alto fino a quello minimo di divisione/divisione aerea il quantitativo globale degli armamenti ed equipaggiamenti convenzionali in ciascuna categoria (colonne da f a m/l). Per esempio, il quantitativo globale in dotazione ad una divisione dovrebbe essere la somma delle dotazioni di tutti i propri livelli ordinativi subordinati;

(D) per ciascun livello ordinativo a livello di divisione, ed inferiore, come specificato nel paragrafo 1 della presente Sezione, il quantitativo, per tipo, degli armamenti ed equipaggiamenti convenzionali sotto i titoli di colonna specificati nelle Tabelle IIIA e IIIB (colonne da f a m/l). Nella colonna intitolata veicoli corazzati da combattimento nella Tabella IIIA (colonna g), le sottocategorie (veicoli corazzati da trasporto truppa, veicoli corazzati da combattimento di fanteria, veicoli da combattimento ad armamento pesante) dovranno essere presentate separatamente. Nella colonna intitolata elicotteri d'attacco (colonna k/i), le sottocategorie (specializzati d'attacco, d'attacco multiruolo) dovranno essere presentate separatamente. La colonna (1) contrassegnata "altri" nella Tabella IIIB dovrà comprendere carri armati, veicoli corazzati da combattimento, artiglierie, veicoli corazzati da trasporto truppa "look-alike", veicoli corazzati da combattimento di fanteria "look-alike" e veicoli corazzati gittaponte, se ve ne siano, in servizio nelle forze aeree e dell'aviazione di difesa aerea.

TABELLA IIIA: INFORMAZIONI SULLA DISLOCAZIONE, SUI QUANTITATIVI E SUI TIPI DEGLI ARMAMENTI ED EQUIPAGGIAMENTI CONVENZIONALI, FORNITE AI SENSI DELLA SEZIONE III DEL PROTOCOLLO SULLO SCAMBIO DI INFORMAZIONI DI (Stato Parte) VALIDE AL (data)

TABELLA IIIB: INFORMAZIONI SULLA DISLOCAZIONE, SUI QUANTITATIVI E SUI TIPI DEGLI ARMAMENTI ED EQUIPAGGIAMENTI CONVENZIONALI FORNITE AI SENSI DELLA SEZIONE III DEL PROTOCOLLO SULLO SCAMBIO DI INFORMAZIONI DI (Stato Parte) VALIDE AL (data)

SEZIONE IV - INFORMAZIONI SUGLI ARMAMENTI E SUGLI EQUIPAGGIAMENTI CONVENZIONALI NON IN SERVIZIO NELLE FORZE ARMATE CONVENZIONALI, FORNITE AI SENSI DELLA SEZIONE IV DEL PROTOCOLLO SULLO SCAMBIO DI INFORMAZIONI

1. Ai sensi della Sezione IV del Protocollo, ciascuno Stato Parte dovrà fornire informazioni sulla dislocazione, sui quantitativi e sui tipi dei propri carri armati, veicoli corazzati da combattimento, artiglierie, aerei da combattimento ed elicotteri d'attacco nell'area di applicazione, ma non in servizio nelle proprie forze armate convenzionali.

2. Per ciascuna dislocazione, le informazioni dovranno riflettere:

(A) la disposizione della Sezione IV del protocollo ai sensi della quale viene presentata l'informazione (colonna b);

(B) la dislocazione (colonna c);\

(1) in relazione agli armamenti e agli equipaggiamenti convenzionali segnalati ai sensi della Sezione IV, paragrafo 1, lettera (A), commi (1), (3) e (5) del Protocollo, il toponimo e le coordinate geografiche, approssimate alla decina di secondi più vicina, dei siti contenenti tali equipaggiamenti;

(2) in relazione agli armamenti e agli equipaggiamenti convenzionali segnalati ai sensi della Sezione IV, paragrafo 1, lettera (A), comma (2) del Protocollo, la designazione nazionale della circoscrizione o regione amministrativa contenente tali equipaggiamenti;

(C) in relazione agli armamenti e agli equipaggiamenti convenzionali elencati ai sensi della Sezione IV, paragrafo 1, lettera (A), commi (1) e (2) del Protocollo, la designazione, a livello nazionale, delle aggregazioni dotate degli equipaggiamenti specificati (colonna c);

(D) per ciascuna dislocazione, il quantitativo per tipo, sotto i titoli di colonna specificati nella Tabella IV (colonne da d a h), ad eccezione di quanto segue:

(1) in relazione agli armamenti e agli equipaggiamenti convenzionali segnalati ai sensi della Sezione IV, paragrafo 1, lettera (A), comma (2) del Protocollo solo i quantitativi per ciascuna categoria saranno forniti e solo per la regione o per la circoscrizione amministrativa specificate (colonna c);

TABELLA IV: INFORMAZIONI SULLA DISLOCAZIONE DEGLI ARMAMENTI ED EQUIPAGGIAMENTI CONVENZIONALI, FORNITE AI SENSI DELLA SEZIONE IV DEL PROTOCOLLO SULLO SCAMBIO DI INFORMAZIONI DI (Stato Parte) VALIDE AL (data)

SEZIONE V - INFORMAZIONI SUGLI OGGETTI DI VERIFICA E SUI SITI DICHIARATI

1. Ai sensi della Sezione V del Protocollo, ciascuno Stato Parte dovrà fornire un elenco dei propri oggetti di verifica e dei propri siti dichiarati come definiti nella Sezione I del Protocollo sulle Ispezioni. I siti dichiarati (Tabella V) dovranno essere elencati in ordine alfabetico.

2. Le informazioni relative a ciascun sito dichiarato dovranno comprendere:

(A) una designazione unica (numero di identificazione del sito dichiarato) (colonna b) che dovrà essere utilizzata per quel sito in tutti i successivi scambi di informazioni;

(B) il nome e la dislocazione del sito, utilizzando il toponimo e le coordinate geografiche approssimate alla decina di secondi più vicina (colonna c). Per le dislocazioni contenenti oggetti di verifica di forze stazionate, il nome dello Stato Parte ospitante dovrà essere altresì incluso;

(C) il punto/punti di entrata/uscita correlati al sito dichiarato (colonna d);

(D) un unico numero progressivo e la designazione ed il numero di identificazione di formazione o unità di tutti gli oggetti di verifica di stanza nel sito dichiarato, come specificato nella Sezione III del presente Allegato (colonna e). I numeri progressivi unici dovranno essere assegnati in maniera tale che il numero assegnato all'ultimo

oggetto di verifica figurante sull'elenco risulti uguale al numero complessivo degli oggetti di verifica dello Stato Parte;

(E) il quantitativo complessivo degli armamenti e degli equipaggiamenti convenzionali per ciascuna categoria specificata nella Sezione III del Protocollo, in dotazione al sito dichiarato e per ciascun oggetto di verifica (colonne da f a p) e specificando inoltre:

(1) gli armamenti e gli equipaggiamenti convenzionali in dotazione, in ciascuna categoria nel sito dichiarato appartenenti ad un oggetto di verifica dislocato in un diverso sito dichiarato specificando la designazione e il numero di identificazione di formazione o unità di ciascuno di tali oggetti di verifica (colonna e);

(2) gli armamenti e gli equipaggiamenti convenzionali non appartenenti ad un oggetto di verifica dovranno essere identificati con le seguenti annotazioni immediatamente dopo/al di sotto di ciascuna di tali voci nelle colonne da f a p:

(a) equipaggiamenti in dotazione ad organizzazioni designate e strutturate per assolvere in tempo di pace funzioni di sicurezza interna, con l'annotazione "sicurezza";

(b) equipaggiamenti dismessi dal servizio, con l'annotazione "dismessi";

(c) equipaggiamenti che siano in fase di revisione o riparazione generale, o in attesa di esservi sottoposti, in vista di loro esportazione o riesportazione, con l'annotazione "esportazione";

(d) equipaggiamenti ridotti in attesa di conversione, con l'annotazione "ridotti";

(e) equipaggiamenti usati esclusivamente a fini di ricerca e sviluppo, con l'annotazione "ricerca".

TABELLA V: INFORMAZIONI SUGLI OGGETTI DI VERIFICA E SUI SITI DICHIARATI DI (Stato Parte) VALIDE AL (data).

3. Ciascuno Stato Parte dovrà fornire un elenco dei punti di entrata/uscita (tabella VI). L'elenco dovrà assegnare un'unica designazione numerica progressiva (colonna b) che dovrà essere utilizzata per indicare il/i punto/i di entrata/uscita per ciascun sito elencato ai sensi del paragrafo 2, lettera (C) della presente Sezione. La dislocazione dovrà comprendere il toponimo (colonna c) e le coordinate geografiche approssimate alla decina di secondi più vicina (colonna d). Dovranno altresì essere specificati (colonna e) il tipo/tipi di trasporto ammissibile/i -"aereo", "marittimo", "terrestre"- per ciascun punto di entrata/uscita.

TABELLA VI: PUNTI DI ENTRATA/USCITA (PEU) DI (Stato Parte)VALIDI AL (data).

Tabella I : ORGANIZZAZIONE DI COMANDO DELLE FORZE TERRESTRI ED AEREE E DELLA DIFESA AEREA DI (Stato Parte) VALIDA AL: (Data)

Numero progres-sivo	Numero di identificazione della formazione o unità	Designazione della formazione/unità	Subordinazione	
			1° livello (superiore)	2° livello (superiore)
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)

Tabella IIA : DOTAZIONI COMPLESSIVE DI CARRI ARMATI, VEICOLI CORAZZATI DA COMBATTIMENTO ED ARTIGLIERIE ASSOGGETTATI A LIMITAZIONI QUANTITATIVE DI (Stato Parte) VALIDE AL: (Data)

Numero progressivo	Area	Categoria	Sottocate-goria	Tipo	Quantitativo globale (inclusi i SDIP)	Quanti-tativo in SDIP
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)

Tabella IIB :DOTAZIONI COMPLESSIVE DEGLI AEREI DA COMBATTIMENTO E DEGLI ELICOTTERI D'ATTACCO ASSOGGETTATI A LIMITAZIONI QUANTITATIVE DI (Stato Parte) VALIDE AL: (Data)

Numero progressivo	Categoria	Sottocategoria	Tipo	Quantitativo globale
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)

Tabella IIIA : INFORMAZIONI SULLA DISLOCAZIONE, SUI QUANTITATIVI E SUI TIPI DI ARMAMENTI ED EQUIPAGGIAMENTI CONVENZIONALI FORNITE AI SENSI DELLA SEZIONE III DEL PROTOCOLLO SULLO SCAMBIO DI INFORMAZIONI DI (Stato Parte), VALIDE AL: (Data)

Numero progres-sivo	Numero di identificazione della formazione o unità	Designazione della formazione o unità	Dislocazione tempo di pace	NON UTILIZ-ZATO	Carri armati	Veicoli corazzati da combatti-mento	APC e AIFV look-alike	Artiglie-rie	AVLBS	Elicotteri d'attacco	Elicotteri di supporto al combatti-mento	Elicotteri da trasporto non armati
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)	(j)	(k)	(l)	(m)

Tabella IIIB : INFORMAZIONI SULLA DISLOCAZIONE, SUI QUANTITATIVI E SUI TIPI DI ARMAMENTI ED EQUIPAGGIAMENTI CONVENZIONALI FORNITE AI SENSI DELLA SEZIONE III DEL PROTOCOLLO SULLO SCAMBIO DI INFORMAZIONI DI (Stato Parte) VALIDE AL: (Data)

Numero progressivo	Numero di identificazione della formazione o unità	Designazione della formazione o unità	Dislocazione tempo di pace	NON UTILIZ-ZATO	Aerei da combatti-mento	Aerei d'addestra-mento con capacità di combattimento riclassificati	Aerei d'addestra-mento primario	Elicotteri d'attacco	Elicotteri di supporto al combatti-mento	Elicotteri da trasporto non armati	Altri
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)	(j)	(k)	(l)

TABELLA IV: INFORMAZIONI SULLA DISLOCAZIONE DEGLI ARMAMENTI ED EQUIPAGGIAMENTI CONVENZIONALI FORNITE AI SENSI DELLA SEZIONE IV DEL PROTOCOLLO SULLO SCAMBIO DI INFORMAZIONI DI (Stato Parte) VALIDE AL : (Data)

Numero progres-sivo	Protocollo di riferimento	Dislocazione	Carri armati	Veicoli corazzati da combat-timento	Artiglierie	Elicotteri d'attacco	Aerei da combatti-mento
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)

TABELLA V: INFORMAZIONI SUGLI OGGETTI DI VERIFICA E SUI SITI DICHIARATI DI (Stato Parte) VALIDE ALLA DATA DEL: (Data)

Numero progres-sivo	Numero di identifi-cazione del sito dichiarato	Disloca-zione	Punto di entrata/ uscita	Oggetto di verifica	Carri armati	Veicoli corazzati da combat-timento	APC e AIFV look-alike	Artiglie-rie	AVLBS	Elicotteri d'attacco	Elicotteri di supporto al combatti-mento	Elicotteri da trasporto non armati	Aerei da combat-timento	Aerei ACC riclas-sificati	Aerei d'adde-stra-mento primario
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)	(j)	(k)	(l)	(m)	(n)	(o)	(p)

TABELLA VI :PUNTI DI ENTRATA/USCITA (PEU) DI (Stato Parte) VALIDI AL: (Data):

Numero progressivo	Numero di identificazione del punto di entrata/uscita	Nome del PEU	Dislocazione	Tipi
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)

PROTOCOLLO
SULLE ISPEZIONI

Gli Stati Parte col presente Protocollo convengono le procedure e le altre disposizioni regolanti l'effettuazione delle ispezioni in conformità a quanto previsto dall'articolo XIV del Trattato sulle Forze Armate Convenzionali in Europa del 19 novembre 1990, di seguito denominato il Trattato.

SEZIONE I - DEFINIZIONI

1. Ai fini del Trattato:

(A) Il termine "Stato Parte ispezionato" significa uno Stato Parte sul cui territorio viene effettuata un'ispezione in conformità all'articolo XIV del Trattato:

(1) nel caso di siti d'ispezione ove siano presenti solamente armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato di uno Stato Parte stazionante, tale Stato Parte stazionante eserciterà, in conformità alle disposizioni del presente Protocollo, i diritti e gli obblighi dello Stato Parte ispezionato secondo quanto stabilito dal presente Protocollo, per la durata dell'ispezione entro il sito d'ispezione ove siano dislocati i propri armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato;

(2) nel caso di siti d'ispezione contenenti armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato di più di uno Stato Parte, ciascuno di tali Stati Parte eserciterà, in conformità alle disposizioni del presente Protocollo, ciascuno in relazione ai propri armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato, i diritti e gli obblighi dello Stato Parte ispezionato secondo quanto stabilito dal presente Protocollo, per la durata dell'ispezione entro il sito d'ispezione ove siano dislocati i propri armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato.

(B) Il termine "Stato Parte stazionante" significa uno Stato Parte che staziona armamenti ed equipaggiamenti convenzionali in servizio nelle proprie forze armate convenzionali al di fuori del proprio territorio ed entro l'area di applicazione.

(C) Il termine "Stato Parte ospitante" significa uno Stato Parte che riceve sul proprio territorio entro l'area di applicazione armamenti ed equipaggiamenti convenzionali in servizio nelle forze armate convenzionali di un altro Stato Parte stazionate da detto Stato Parte.

(D) Il termine "Stato Parte ispezionante" significa uno Stato Parte che richiede ed è pertanto responsabile della effettuazione di un'ispezione.

(E) Il termine "ispettore" significa una persona designata da uno degli Stati Parte ad effettuare un'ispezione, e che figura sulla lista accettata degli ispettori di tale Stato Parte in conformità alle disposizioni della Sezione III del presente Protocollo.

(F) Il termine "membro dell'equipaggio addetto al trasporto" significa una persona che assolve funzioni connesse al funzionamento di un mezzo di trasporto e che figura sulla lista accettata dei membri dell'equipaggio addetto al trasporto di uno Stato Parte in conformità alle disposizioni della Sezione III del presente Protocollo.

(G) Il termine "nucleo d'ispezione" significa un gruppo di ispettori designati da uno Stato Parte ispezionante ad effettuare una particolare ispezione.

(H) Il termine "nucleo di scorta" significa un gruppo di persone designate da uno Stato Parte ispezionato ad accompagnare e ad assistere gli ispettori effettuanti una particolare ispezione, nonché ad assumere altre responsabilità secondo quanto stabilito dal presente Protocollo. Nel caso di ispezione ad armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato di uno Stato Parte stazionante, il nucleo di scorta dovrà comprendere persone designate sia dallo Stato Parte ospitante, sia dallo Stato Parte stazionante, a meno che non sia diversamente convenuto fra di loro.

(I) Il termine "sito d'ispezione" significa un'area, una dislocazione ovvero un'installazione ove viene effettuata un'ispezione.

(J) Il termine "oggetto di verifica" significa:

(1) ogni formazione o unità a livello ordinativo di brigata/reggimento, stormo/reggimento aereo, battaglione autonomo/battaglione di artiglieria, gruppo di volo autonomo, o unità equivalenti, così come ogni battaglione/gruppo di volo o equivalente separatamente dislocato al livello di comando immediatamente inferiore a quello di brigata/reggimento, stormo/reggimento aereo, che hanno in dotazione armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato in una dislocazione notificata ai sensi della Sezione III, paragrafo 1, lettera (A), del Protocollo sullo Scambio di Informazioni;

(2) ogni sito designato per l'immagazzinamento permanente, sito di immagazzinamento militare non in organico alle formazioni e alle unità di cui al comma (1) della presente lettera, unità autonoma di riparazione o manutenzione, centro di addestramento militare o aerocampo militare in cui armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato sono notificati ai sensi della Sezione III, paragrafo 3, lettere (A) e (B), del Protocollo sullo Scambio di Informazioni, come permanentemente o abitualmente presenti;

(3) un sito di riduzione per gli armamenti e gli equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato, come notificato ai sensi della Sezione III, paragrafo 3, lettera (C), del protocollo sullo Scambio di Informazioni;

(4) nel caso di unità a livello inferiore a quello di battaglione, aventi in dotazione armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato, che siano direttamente subordinate ad una unità o formazione a livello superiore a quello di brigata/reggimento o equivalente, quella unità o formazione alla quale sono subordinate le unità di livello inferiore a quello di battaglione sarà considerata un oggetto di verifica, qualora non abbia alcuna unità o formazione subordinata a livello di brigata/reggimento o equivalente;

(5) una formazione o unità che abbia in dotazione armamenti ed equipaggiamenti convenzionali assoggettati al Trattato ma non in servizio nelle forze armate convenzionali di uno Stato Parte, non sarà considerata un oggetto di verifica.

(K) Il termine "aerocampo militare" significa un complesso militare permanente, non altrimenti contenente un oggetto di verifica, nel quale vengono abitualmente eseguite le frequenti operazioni, ossia il lancio ed il recupero, di almeno 6 aerei da

combattimento o elicotteri da combattimento limitati dal Trattato o assoggettati ad ispezione interna.

(L) Il termine "centro di addestramento militare" significa una installazione, non altrimenti contenente un oggetto di verifica, nella quale una unità o unità minore militare utilizzante almeno 30 armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato, ovvero più di 12 per ogni singola categoria di armamenti ed equipaggiamenti limitati dal Trattato, è organizzata per addestrare personale militare.

(M) Il termine "sito di immagazzinamento militare" non in organico a formazioni e unità identificate come oggetti di verifica, significa ogni sito di immagazzinamento, diverso dai siti designati per l'immagazzinamento permanente o dai siti subordinati ad organizzazioni designate e strutturate per assolvere funzioni di sicurezza interna, che ha in dotazione armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato, indipendentemente dal proprio status organizzativo od operativo. Gli armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato contenuti in tali siti costituiranno parte delle dotazioni consentite, conteggiate in unità in vita ai sensi dell'articolo IV del Trattato.

(N) Il termine "sito dichiarato" significa una installazione o dislocazione geografica precisamente delineata che contiene uno o più oggetti di verifica. Un sito dichiarato consisterà di tutto il territorio all'interno del proprio perimetro o dei propri perimetri esterni naturali o artificiali, così come il territorio associato, comprendente poligoni di tiro, aree di addestramento, aree di manutenzione e di immagazzinamento, eliporti ed infrastrutture di caricamento ferroviario, in cui siano permanentemente o abitualmente presenti carri armati, veicoli corazzati da combattimento, artiglierie, elicotteri da combattimento, aerei da combattimento, aerei d'addestramento con capacità di combattimento riclassificati, veicoli corazzati da trasporto truppa "look-alike", veicoli corazzati da combattimento di fanteria "look-alike" o veicoli corazzati gittaponte.

(O) Il termine "area specifica" significa un'area ovunque sul territorio di uno Stato Parte entro l'area di applicazione, diversa da un sito ispezionato ai sensi delle Sezioni VII, IX o X del presente Protocollo, entro la quale viene effettuata un'ispezione su sfida ai sensi della Sezione VIII del presente Protocollo. La superficie di un'area specifica non dovrà essere superiore a 65 chilometri quadrati. Nessuna linea diretta fra due punti qualsiasi in detta area dovrà superare 16 chilometri.

(P) Il termine "punto sensibile" significa ogni equipaggiamento, infrastruttura o dislocazione designata come sensibile dallo Stato Parte ispezionato o dallo Stato Parte esercitante i diritti e gli obblighi dello Stato Parte ispezionato attraverso il nucleo di scorta, e il cui accesso o il cui sorvolo potrà essere ritardato, limitato o rifiutato.

(Q) Il termine "punto di entrata/uscita" significa un punto designato da uno Stato Parte sul cui territorio debba effettuarsi un'ispezione, attraverso il quale i nuclei d'ispezione e gli equipaggi addetti al trasporto arrivano sul territorio di detto Stato Parte e attraverso il quale essi lasciano il territorio di detto Stato Parte.

(R) Il termine "periodo di permanenza nel Paese" significa il tempo complessivo trascorso continuativamente sul territorio dello Stato Parte ove viene effettuata un'ispezione da un nucleo d'ispezione per ispezioni ai sensi delle Sezioni VII e VIII del presente Protocollo, a decorrere dall'arrivo del nucleo d'ispezione al punto di entrata/uscita fino al ritorno del nucleo d'ispezione ad un punto di entrata/uscita dopo il completamento dell'ultima ispezione di detto nucleo d'ispezione.

(S) Il termine "periodo di convalida di base" significa, ai fini del calcolo delle quote di ispezione, lo specifico periodo di tempo consistente dei primi 120 giorni successivi all'entrata in vigore del Trattato.

(T) Il termine "periodo di riduzione" significa, ai fini del calcolo delle quote di ispezione, lo specifico periodo di tempo consistente nei 3 anni successivi al periodo di 120 giorni di convalida di base.

(U) Il termine "periodo di convalida dei livelli residuali" significa, ai fini del calcolo delle quote di ispezione, lo specifico periodo di tempo consistente nei 120 giorni successivi ai 3 anni del periodo di riduzione.

(V) Il termine "periodo residuale" significa, ai fini del calcolo delle quote di ispezione, lo specifico periodo di tempo successivo ai 120 giorni del periodo di convalida dei livelli residuali, per la durata del Trattato.

(W) Il termine "quota passiva di ispezioni a siti dichiarati" significa il numero complessivo di ispezioni ad oggetti di verifica ai sensi della Sezione VII del presente Protocollo che ciascuno Stato Parte sarà tenuto a ricevere, entro uno specifico periodo di tempo, in siti d'ispezione ove siano dislocati propri oggetti di verifica.

(X) Il termine "quota passiva di ispezioni su sfida" significa il numero massimo di ispezioni su sfida entro aree specifiche ai sensi della Sezione VIII del presente Protocollo, che ciascuno Stato Parte con territorio nell'area di applicazione sarà tenuto a ricevere entro uno specifico periodo di tempo.

(Y) Il termine "quota attiva di ispezione" significa il numero complessivo di ispezioni ai sensi della Sezione VII e VIII del presente Protocollo che ciascuno Stato Parte avrà diritto di effettuare entro uno specifico periodo di tempo.

(Z) Il termine "sito di certificazione" significa una dislocazione chiaramente designata ove ha luogo la certificazione di elicotteri d'attacco multiruolo ricategorizzati e di aerei d'addestramento con capacità di combattimento riclassificati, in conformità al Protocollo sulla Ricategorizzazione degli Elicotteri ed al Protocollo sulla Riclassificazione degli Aerei.

(AA) Il termine "periodo calendariale di segnalazione" significa un periodo di tempo definito in giorni, durante il quale deve essere effettuata la prevista riduzione del quantitativo programmato di armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato, in conformità all'articolo VIII del Trattato.

SEZIONE II - OBBLIGHI GENERALI

1. Al fine di garantire la verifica dell'ottemperanza delle disposizioni del Trattato, ciascuno Stato Parte dovrà facilitare le ispezioni ai sensi del presente Protocollo.

2. Nel caso di armamenti ed equipaggiamenti convenzionali in servizio nelle forze armate convenzionali di uno Stato Parte, stazionate nell'area di applicazione al di fuori del territorio nazionale, lo Stato Parte ospitante e lo Stato Parte stazionante dovranno, in adempimento delle loro rispettive responsabilità, assicurare, in spirito di cooperazione, l'ottemperanza delle pertinenti disposizioni del presente Protocollo. Lo Stato Parte stazionante sarà pienamente responsabile dell'adempimento degli obblighi previsti dal Trattato, in relazione ai propri armamenti ed equipaggiamenti convenzionali in servizio nelle proprie forze armate convenzionali stazionate sul territorio dello Stato Parte ospitante.

3. Il nucleo di scorta sarà posto sotto la responsabilità dello Stato Parte ispezionato:

(A) nel caso di siti d'ispezione nei quali si trovino solamente armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato di uno Stato Parte stazionante e posti sotto il comando di tale Stato Parte, il nucleo di scorta sarà posto sotto la responsabilità di un rappresentante dello Stato Parte stazionante per la durata dell'ispezione entro il sito di ispezione ove siano dislocati gli armamenti e gli equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato dello Stato Parte stazionante;

(B) nel caso di siti d'ispezione contenenti armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato sia dello Stato Parte ospitante sia dello Stato Parte stazionante, il nucleo di scorta sarà composto di rappresentanti di entrambi gli Stati Parte quando vengano effettivamente ispezionati gli armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato dello Stato Parte stazionante. Durante l'ispezione entro detto sito di ispezione, lo Stato Parte ospitante eserciterà i diritti e gli obblighi dello Stato Parte ispezionato, ad eccezione dei diritti e degli obblighi relativi all'ispezione degli armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato dello Stato Parte stazionante che saranno esercitati da detto Stato Parte stazionante.

4. Qualora un nucleo d'ispezione richieda l'accesso ad una infrastruttura o a locali utilizzati da un altro Stato Parte in base ad accordo con lo Stato Parte ispezionato, tale altro Stato Parte eserciterà, in cooperazione con lo Stato Parte ispezionato e nella misura compatibile con l'accordo di utilizzazione, i diritti e gli obblighi stabiliti dal presente Protocollo in relazione alle ispezioni riguardanti equipaggiamenti o materiali dello Stato Parte utilizzante l'infrastruttura o i locali.

5. Le infrastrutture o i locali utilizzati da un altro Stato Parte in base ad accordo con lo Stato Parte ispezionato saranno assoggettati ad ispezione solo quando un rappresentante di detto altro Stato Parte sia presente nel nucleo di scorta.

6. I nuclei ed i sotto-nuclei di ispezione saranno posti sotto il controllo e la responsabilità dello Stato Parte ispezionante.

7. Non più di un nucleo d'ispezione che effettua un'ispezione ai sensi delle Sezioni VII o VIII del presente Protocollo potrà essere presente allo stesso tempo in ogni singolo sito di ispezione.

8. Fatte salve le altre disposizioni del presente Protocollo, lo Stato Parte ispezionante deciderà per quanto tempo ciascun nucleo d'ispezione resterà sul territorio dello Stato Parte ove debba effettuarsi un'ispezione, e in quanti ed in quali siti d'ispezione esso effettuerà ispezioni durante il periodo di permanenza nel Paese.

9. Le spese di viaggio di un nucleo d'ispezione fino al punto di entrata/uscita prima di effettuare un'ispezione e a partire dal punto di entrata/uscita dopo il completamento dell'ultima ispezione, saranno sostenute dallo Stato Parte ispezionante.

10. Ciascuno Stato Parte sarà tenuto a ricevere un numero di ispezioni ai sensi delle Sezioni VII o VIII del presente Protocollo non superiore alla propria quota passiva di ispezioni a siti dichiarati per ogni specifico periodo di tempo: un periodo di 120 giorni di convalida di base, un periodo di riduzione di tre anni, un periodo di 120 giorni di convalida dei livelli residuali ed un periodo residuale per la durata del Trattato. La quota passiva di ispezioni a siti dichiarati sarà determinata, per ogni specifico periodo di tempo, in percentuale degli oggetti di verifica di detto Stato Parte, ad esclusione dei siti di riduzione e dei siti di certificazione, dislocati entro l'area di applicazione del Trattato:

(A) durante i primi 120 giorni successivi all'entrata in vigore del Trattato, la quota passiva di ispezioni a siti dichiarati sarà pari al 20 percento degli oggetti di verifica di

ogni Stato Parte notificati ai sensi della Sezione V del Protocollo sullo Scambio di Informazioni;

(B) Durante ogni anno del periodo di riduzione, dopo il completamento del periodo iniziale di 120 giorni, la quota passiva di ispezioni a siti dichiarati sarà pari al 10 percento degli oggetti di verifica di ogni Stato Parte notificati ai sensi della Sezione V del Protocollo sullo Scambio di Informazioni;

(C) durante i primi 120 giorni dopo il completamento del periodo di riduzione di tre anni, la quota passiva di ispezioni a siti dichiarati sarà uguale al 20 percento degli oggetti di verifica di ogni Stato Parte notificati ai sensi della Sezione V del Protocollo sullo Scambio di Informazioni;

(D) ogni anno, a decorrere dal completamento del periodo di 120 giorni di convalida dei livelli residuali, per la durata del Trattato, la quota passiva di ispezioni a siti dichiarati sarà pari al 15 percento degli oggetti di verifica di ogni Stato Parte notificati ai sensi della Sezione V del Protocollo sullo Scambio di Informazioni.

11. Ciascuno Stato Parte con territorio nell'area di applicazione sarà tenuto ad accettare ispezioni su sfida come segue:

(A) durante il periodo di convalida di base, durante ogni anno del periodo di riduzione e durante il periodo di convalida dei livelli residuali, fino al 15 percento del numero di ispezioni a siti dichiarati che detto Stato Parte è tenuto a ricevere sul proprio territorio a propri oggetti di verifica, così come ad oggetti di verifica appartenenti a Stati Parte stazionanti;

(B) durante ogni anno del periodo residuale, fino al 23 percento del numero di ispezioni a siti dichiarati che detto Stato Parte è tenuto a ricevere sul proprio territorio a propri oggetti di verifica e ad oggetti di verifica appartenenti a Stati Parte stazionanti.

12. Nonostante qualunque altra limitazione prevista dalla presente Sezione, ciascuno Stato Parte sarà tenuto ad accettare un minimo di una ispezione ogni anno ai propri oggetti di verifica ai sensi della Sezione VII del presente Protocollo, e ciascuno Stato Parte con territorio nell'area di applicazione sarà tenuto ad accettare un minimo di una ispezione, ogni anno, entro un'area specifica ai sensi della Sezione VIII del presente Protocollo.

13. Un'ispezione ai sensi della Sezione VII del presente Protocollo ad un oggetto di verifica in un sito di ispezione sarà conteggiata come una ispezione a valere della quota passiva di ispezioni a siti dichiarati dello Stato Parte il cui oggetto di verifica è sottoposto ad ispezione.

14. La proporzione di ispezioni ai sensi della Sezione VII del presente Protocollo sul territorio di uno Stato Parte ospitante entro uno specifico periodo di tempo utilizzato per ispezionare oggetti di verifica appartenenti ad uno Stato Parte stazionante, non dovrà essere superiore alla proporzione che gli oggetti di verifica di detto Stato Parte stazionante costituiscono del quantitativo complessivo degli oggetti di verifica dislocati sul territorio di detto Stato Parte ospitante.

15 Il numero di ispezioni ai sensi della Sezione VII del presente Protocollo ad oggetti di verifica entro uno specifico periodo di tempo sul territorio di qualsiasi Stato Parte, sarà calcolato in percentuale del quantitativo complessivo degli oggetti di verifica presenti sul territorio di detto Stato Parte.

16. Un'ispezione ai sensi della Sezione VIII del presente Protocollo, entro un'area specifica, sarà computata come una ispezione a carico della quota passiva di ispezioni su sfida e come una ispezione

a carico della quota passiva di ispezioni a siti dichiarati dello Stato Parte sul cui territorio viene effettuata l'ispezione.

17. Salvo quanto diversamente convenuto tra il nucleo di scorta e il nucleo d'ispezione, il periodo di permanenza nel Paese di un nucleo d'ispezione non dovrà superare, fino ad un totale di 10 giorni, il numero complessivo di ore calcolate secondo la seguente formula:

(A) 48 ore per la prima ispezione ad un oggetto di verifica ovvero entro un'area specifica; più

(B) 36 ore per ciascuna ispezione consecutiva ad un oggetto di verifica ovvero entro un'area specifica.

18. Nel rispetto dei limiti previsti dal paragrafo 17 della presente Sezione, un nucleo d'ispezione, che effettua un'ispezione ai sensi delle Sezioni VII o VIII del presente Protocollo, non dovrà trascorrere più di 48 ore in un sito dichiarato e non più di 24 ore di ispezione entro un'area specifica.

19. Lo Stato Parte ispezionato dovrà assicurare che il nucleo di ispezione si rechi ad un sito di ispezione consecutiva con i più rapidi mezzi disponibili. Qualora il tempo intercorrente tra il completamento di una ispezione e l'arrivo del nucleo d'ispezione in un sito d'ispezione consecutiva superi le nove ore, ovvero qualora il tempo intercorrente fra il completamento dell'ultima ispezione effettuata da un nucleo d'ispezione sul territorio dello Stato Parte ove venga effettuata un'ispezione e l'arrivo di detto nucleo d'ispezione al punto di entrata/uscita superi le nove ore, tale tempo supplementare non sarà conteggiato a valere del periodo di permanenza nel Paese di detto nucleo d'ispezione.

20. Ciascuno Stato Parte sarà tenuto ad accettare sul proprio territorio nell'area di applicazione, contemporaneamente, non più di due nuclei d'ispezione effettuanti ispezioni ai sensi delle Sezioni VII e VIII del presente Protocollo, ovvero un numero di nuclei d'ispezione effettuanti ispezioni ai sensi delle Sezioni VII e VIII del presente Protocollo, pari al due percento del quantitativo complessivo degli oggetti di verifica che debbano essere ispezionati durante uno specifico periodo di tempo sul territorio di detto Stato Parte, essendo vincolante il numero più elevato.

21. Ciascuno Stato Parte sarà tenuto ad accettare contemporaneamente non più di due nuclei d'ispezione effettuanti ispezioni alle proprie forze armate convenzionali ai sensi della Sezione VII o VIII del presente Protocollo, ovvero un numero di nuclei d'ispezione effettuanti ispezioni alle proprie forze armate convenzionali ai sensi della Sezione VII o VIII del presente Protocollo che sia pari al due percento del quantitativo complessivo dei propri oggetti di verifica che debbano essere ispezionati durante uno specifico periodo di tempo, essendo vincolante il numero più elevato.

22. Nonostante quanto previsto dai paragrafi 20 e 21 della presente Sezione, ciascuno Stato Parte con i distretti militari specificati negli articoli IV e V del Trattato, sarà tenuto ad accettare sul proprio territorio nell'area di applicazione, contemporaneamente, non più di due nuclei d'ispezione effettuanti ispezioni ai sensi delle Sezione VII e VIII del presente Protocollo all'interno di ognuno di tali distretti militari.

23. Nessuno Stato Parte sarà tenuto ad accettare da uno stesso Stato Parte ispezioni ai sensi delle Sezioni VII e VIII del presente Protocollo che rappresentino più del 50 percento della propria quota passiva d'ispezione a siti dichiarati in un anno calendariale.

24. Ciascuno Stato Parte avrà il diritto di effettuare ispezioni entro l'area di applicazione sul territorio di altri Stati Parte. Tuttavia, nessuno Stato Parte potrà effettuare più di 5 ispezioni annuali ai sensi delle Sezioni VII e VIII del presente Protocollo, in un altro Stato Parte appartenente allo stesso gruppo di Stati Parte. Ognuna di tali ispezioni sarà conteggiata a valere della quota passiva di ispezioni a siti dichiarati dello Stato Parte che viene ispezionato. Sarà altrimenti responsabilità

esclusiva di ciascun gruppo di Stati Parte determinare la ripartizione delle ispezioni per ogni Stato Parte all'interno del proprio gruppo di Stati Parte. Ciascuno Stato Parte dovrà notificare a tutti gli altri Stati Parte la propria quota attiva di ispezioni:

(A) per il periodo di convalida di base, non oltre 120 giorni dopo la firma del Trattato;

(B) per il primo anno del periodo di riduzione, non oltre 60 giorni dopo l'entrata in vigore del Trattato;

(C) per ciascuno degli anni successivi del periodo di riduzione, per il periodo di convalida dei livelli residuali e per ogni anno del periodo residuale, non oltre il 15 gennaio precedente ciascuno degli anzidetti periodi specifici di tempo.

SEZIONE III - ADEMPIMENTI PRE-ISPETTIVI

1. Le ispezioni effettuate ai sensi del Trattato dovranno essere eseguite da ispettori designati in conformità ai paragrafi da 3 a 7 della presente Sezione.

2. Gli ispettori dovranno essere cittadini dello Stato Parte ispezionante o di altri Stati Parte.

3. Entro 90 giorni dalla firma del Trattato, ciascuno Stato Parte dovrà fornire a tutti gli altri Stati Parte un elenco dei propri ispettori proposti ed un elenco dei propri membri proposti dell'equipaggio addetto al trasporto, contenenti i nomi completi degli ispettori e dei membri dell'equipaggio addetto al trasporto, il loro sesso, data di nascita, luogo di nascita e numero di passaporto. Nessun elenco di ispettori proposti, fornito da uno Stato Parte, dovrà contenere, in alcun momento, più di 400 nominativi di persone e nessun elenco di membri proposti dell'equipaggio addetto al trasporto, fornito da uno Stato Parte, dovrà contenere, in alcun momento, più di 600 nominativi di persone.

4. Ciascuno Stato Parte dovrà esaminare gli elenchi di ispettori e di membri dell'equipaggio addetto al trasporto fornitigli da altri Stati Parte e, entro 30 giorni dalla ricezione di ciascun elenco, dovrà notificare allo Stato Parte che ha fornito l'elenco, il nominativo di qualsiasi individuo che desideri venga radiato da detto elenco.

5. Salvo quanto disposto dal paragrafo 7 della presente Sezione, gli ispettori ed i membri dell'equipaggio addetto al trasporto dei quali non sia stata richiesta la radiazione entro il limite di tempo specificato al paragrafo 4 della presente Sezione, dovranno considerarsi accettati ai fini della concessione dei visti e di ogni altro documento in conformità al paragrafo 8 della presente Sezione.

6. Ciascuno Stato Parte avrà il diritto di emendare i propri elenchi entro un mese dopo l'entrata in vigore del Trattato. Successivamente ciascuno Stato Parte potrà, una volta ogni 6 mesi, proporre aggiunte o cancellazioni ai propri elenchi di ispettori e di membri dell'equipaggio addetto al trasporto, a condizione che gli elenchi così emendati non superino i quantitativi specificati al paragrafo 3 della presente Sezione. Le aggiunte proposte saranno esaminate in conformità ai paragrafi 4 e 5 della presente Sezione.

7. Ciascuno Stato Parte potrà richiedere, senza diritto di rifiuto, la radiazione di qualsiasi nominativo dagli elenchi degli ispettori e dei membri dell'equipaggio addetto al trasporto forniti da qualsiasi altro Stato Parte.

8. Lo Stato Parte sul cui territorio viene effettuata un'ispezione, dovrà fornire agli ispettori ed ai membri dell'equipaggio addetto al trasporto, accettati in conformità al paragrafo 5 della presente Sezione, i visti ed ogni altro documento necessario ad assicurare che tali ispettori e membri dell'equipaggio addetto al trasporto possano entrare e rimanere nel territorio di detto Stato Parte al

fine di effettuare attività ispettive in conformità alle disposizioni del presente Protocollo. Tali visti e qualsiasi altro documento necessario dovranno essere rilasciati:

(A) entro 30 giorni dall'accettazione degli elenchi o dai successivi cambiamenti a tali elenchi, nel qual caso il visto sarà valido per un periodo di non meno di 24 mesi; ovvero

(B) entro un'ora dall'arrivo del nucleo d'ispezione e dei membri dell'equipaggio addetto al trasporto al punto di entrata/uscita, nel qual caso il visto sarà valido per la durata delle loro attività ispettive.

9. Entro 90 giorni dalla firma del Trattato, ciascuno Stato Parte dovrà notificare a tutti gli altri Stati Parte il numero del nullaosta diplomatico permanente per i mezzi di detti Stati Parte addetti al trasporto dei rispettivi ispettori e dei materiali necessari per un'ispezione, nel territorio e fuori dal territorio dello Stato Parte nel quale tale ispezione venga effettuata. Gli itinerari a destinazione di ed in provenienza dal punto/punti designati di entrata/uscita dovranno seguire le rotte aeree internazionali stabilite o altri itinerari che siano convenuti dagli Stati Parte interessati come base per detto nullaosta diplomatico. Gli ispettori potranno utilizzare voli commerciali per recarsi ai punti di entrata/uscita serviti da linee aeree. Le disposizioni del presente paragrafo concernenti i numeri dei nullaosta diplomatici non si applicheranno a tali voli.

10. Ciascuno Stato Parte dovrà indicare nella notifica fornita ai sensi della Sezione V del Protocollo sullo Scambio di Informazioni uno o più punti di entrata/uscita con riferimento a ciascun sito dichiarato coi propri oggetti di verifica. Detti punti di entrata/uscita potranno essere valichi della frontiera terrestre, aeroporti o scali marittimi che dovranno avere la capacità di ricevere i mezzi di trasporto dello Stato Parte ispezionante. Almeno un aeroporto dovrà essere notificato come punto di entrata/uscita correlato a ciascun sito dichiarato. L'ubicazione di ogni punto di entrata/uscita notificato come correlato ad un sito dichiarato dovrà essere tale da consentire l'accesso a detto sito dichiarato entro il limite di tempo specificato alla Sezione VII, paragrafo 8, del presente Protocollo.

11. Ciascuno Stato Parte avrà il diritto di cambiare il punto o i punti di entrata/uscita nel proprio territorio, dandone notifica a tutti gli altri Stati Parte non meno di 90 giorni prima che tali cambiamenti prendano effetto.

12. Entro 90 giorni dalla firma del Trattato, ciascuno Stato Parte dovrà notificare a tutti gli altri Stati Parte la lingua o le lingue ufficiali della Conferenza sulla Sicurezza e la Cooperazione in Europa che dovranno essere utilizzate dai nuclei d'ispezione effettuanti ispezioni alle proprie forze armate convenzionali.

SEZIONE IV - NOTIFICHE DELL'INTENZIONE DI EFFETTUARE ISPEZIONI

1. Lo Stato Parte ispezionante dovrà notificare allo Stato Parte ispezionato la propria intenzione di effettuare una ispezione ai sensi dell'articolo XIV del Trattato. Nel caso d'ispezione a forze armate convenzionali stazionate, lo Stato Parte ispezionante dovrà fornire contemporanea notifica allo Stato Parte ospitante e allo Stato Parte stazionante. Nel caso di ispezione a procedure di certificazione o di riduzione eseguite da uno Stato Parte stazionante, lo Stato Parte ispezionante dovrà fornirne contemporanea notifica allo Stato Parte ospitante e allo Stato Parte stazionante.

2. Nel caso di ispezioni effettuate ai sensi delle Sezioni VII e VIII del presente Protocollo, tali notifiche dovranno essere eseguite in conformità all'articolo XVII del Trattato, non meno di 36 ore prima dell'orario previsto per l'arrivo del nucleo d'ispezione al punto di entrata/uscita sul territorio dello Stato Parte ove debba essere effettuata un'ispezione e dovranno includere:

(A) il punto di entrata/uscita da utilizzare;

(B) l'orario previsto per l'arrivo al punto di entrata/uscita;

(C) i mezzi di arrivo al punto di entrata/uscita;

(D) una dichiarazione che precisi se la prima ispezione sarà effettuata ai sensi della Sezione VII o VIII del presente Protocollo e se l'ispezione sarà effettuata a piedi, con veicolo fuori strada, con elicottero ovvero con una qualsiasi combinazione di detti mezzi;

(E) l'intervallo di tempo tra l'arrivo al punto di entrata/uscita e la designazione del primo sito d'ispezione;

(F) la lingua che dovrà essere utilizzata dal nucleo d'ispezione, che dovrà essere una lingua designata in conformità alla Sezione III, paragrafo 12, del presente Protocollo;

(G) la lingua che dovrà essere utilizzata per il rapporto d'ispezione predisposto in conformità alla Sezione XII del presente Protocollo;

(H) i nomi completi degli ispettori e dei membri dell'equipaggio addetto al trasporto, il loro sesso, data di nascita, luogo di nascita e numero di passaporto;

(I) il probabile numero di ispezioni consecutive.

3. Per ispezioni effettuate ai sensi delle Sezioni IX e X del presente Protocollo, tali notifiche dovranno essere eseguite in conformità all'articolo XVII del Trattato, non meno di 96 ore prima dell'orario previsto per l'arrivo del nucleo d'ispezione al punto designato di entrata/uscita sul territorio dello Stato Parte ove un'ispezione debba essere effettuata e dovranno includere:

(A) il punto di entrata/uscita da utilizzare;

(B) l'orario previsto per l'arrivo al punto di entrata/uscita;

(C) i mezzi di arrivo al punto di entrata/uscita;

(D) per ogni ispezione in un sito di riduzione o di certificazione, il riferimento alla notifica fornita ai sensi della Sezione IX, paragrafo 3, o della Sezione X, paragrafo 5, del presente Protocollo;

(E) la lingua che dovrà essere utilizzata dal nucleo d'ispezione, che dovrà essere una lingua designata in conformità alla Sezione III, paragrafo 12, del presente Protocollo;

(F) la lingua che dovrà essere utilizzata per il rapporto d'ispezione predisposto in conformità alla Sezione XII del presente Protocollo,

(G) i nomi completi degli ispettori e dei membri dell'equipaggio addetto al trasporto, il loro sesso, data di nascita, luogo di nascita e numero di passaporto.

4. Gli Stati Parte destinatari della notifica ai sensi del paragrafo 1 della presente Sezione dovranno accusare ricevuta della notifica in conformità all'articolo XVII del Trattato, entro tre ore. Fatte salve le disposizioni della presente Sezione, il nucleo d'ispezione dovrà essere autorizzato ad arrivare al punto di entrata/uscita al previsto orario di arrivo notificato ai sensi del paragrafo 2, lettera (B) o del paragrafo 3, lettera (B) della presente Sezione.

5. Uno Stato Parte ispezionato che riceva una notifica dell'intenzione di effettuare una ispezione dovrà, all'atto della ricezione, immediatamente inviare copia di tale notifica a tutti gli altri Stati Parte in conformità all'articolo XVII del Trattato.

6. Qualora lo Stato Parte sul cui territorio debba effettuarsi un'ispezione non sia in grado di autorizzare l'ingresso del nucleo d'ispezione al previsto orario di arrivo, il nucleo d'ispezione dovrà essere autorizzato ad entrare nel territorio di detto Stato Parte entro due ore prima o due ore dopo il previsto orario di arrivo notificato. In tal caso, lo Stato Parte sul cui territorio debba effettuarsi un'ispezione dovrà notificare allo Stato parte ispezionante il nuovo orario di arrivo, non oltre le 24 ore successive alla emissione della notifica originaria.

7. Qualora il nucleo d'ispezione si trovi in ritardo di oltre due ore rispetto al previsto orario di arrivo notificato oppure rispetto al nuovo orario di arrivo comunicato ai sensi del paragrafo 6 della presente Sezione, lo Stato Parte ispezionante dovrà comunicare agli Stati Parte destinatari della notifica ai sensi del paragrafo 1 della presente Sezione quanto segue:

(A) un nuovo orario previsto per l'arrivo, che in nessun caso dovrà collocarsi oltre le 6 ore dall'orario di arrivo inizialmente previsto ovvero dal nuovo orario di arrivo comunicato ai sensi del paragrafo 6 della presente Sezione;

(B) qualora lo Stato Parte ispezionante lo desideri, un nuovo intervallo di tempo tra l'arrivo al punto di entrata/uscita e la designazione del primo sito di ispezione.

8. Qualora vengano utilizzati voli non commerciali per il trasporto del nucleo d'ispezione al punto di entrata/uscita, non meno di 10 ore prima dell'orario previsto per l'ingresso nello spazio aereo dello Stato Parte sul cui territorio debba essere effettuata l'ispezione, lo Stato Parte ispezionante dovrà fornire a detto Stato Parte un piano di volo in conformità all'articolo XVII del Trattato. Il piano di volo dovrà essere istruito in conformità alle procedure dell'Organizzazione Internazionale della Aviazione Civile vigenti per gli aeromobili civili. Lo Stato Parte ispezionante dovrà riportare, nella sezione di ciascun piano di volo riservata alle osservazioni, il numero del nullaosta diplomatico permanente e l'annotazione: "Aeromobile adibito ad ispezioni CFE. Si richiede priorità nelle procedure di autorizzazione".

9. Non oltre tre ore dalla ricezione di un piano di volo che sia stato istruito in conformità al paragrafo 8 della presente Sezione, lo Stato Parte sul cui territorio debba effettuarsi un'ispezione dovrà assicurare che il piano di volo sia approvato, così che il nucleo di ispezione possa arrivare al punto di entrata/uscita al previsto orario di arrivo.

SEZIONE V - PROCEDURE DA OSSERVARE AL MOMENTO DELL'ARRIVO AL PUNTO DI ENTRATA/USCITA

1. Il nucleo di scorta incontrerà il nucleo d'ispezione ed i membri dell'equipaggio addetto al trasporto al punto di entrata/uscita, al momento del loro arrivo.

2. Uno Stato Parte che utilizzi infrastrutture o locali in base ad accordo con lo Stato Parte ispezionato designerà un ufficiale di collegamento presso il nucleo di scorta, il quale resterà a disposizione, per quanto necessario, al punto di entrata/uscita, per accompagnare il nucleo d'ispezione in ogni momento, secondo quanto convenuto con il nucleo di scorta.

3. Gli orari di arrivo e di ritorno al punto di entrata/uscita dovranno essere convenuti e registrati sia dal nucleo d'ispezione che dal nucleo di scorta.

4. Lo Stato Parte sul cui territorio debba effettuarsi un'ispezione dovrà assicurare che i bagagli, il materiale e gli equipaggiamenti del nucleo d'ispezione siano esenti da ogni diritto doganale e siano trattati con ogni sollecitudine al punto di entrata/uscita.

5. Il materiale e gli equipaggiamenti che lo Stato Parte Ispezionante reca al seguito nel territorio dello Stato Parte ove debba effettuarsi un'ispezione saranno sottoposti ad esame ogni qualvolta siano introdotti in detto territorio. Tale esame dovrà essere condotto a termine prima della partenza del nucleo d'ispezione dal punto di entrata/uscita a destinazione del sito di ispezione. Il materiale e gli equipaggiamenti in questione saranno esaminati dal nucleo di scorta, alla presenza dei membri del nucleo d'ispezione.

6. Qualora il nucleo di scorta stabilisca, sulla base dell'esame, che uno dei materiali o degli equipaggiamenti recati al seguito dagli ispettori sia in grado di compiere funzioni incompatibili con le esigenze ispettive ai sensi del presente Protocollo, oppure non corrisponda ai requisiti stabiliti dalla Sezione VI, paragrafo 15, del presente Protocollo, il nucleo di scorta avrà il diritto di negare l'autorizzazione ad usare tale materiale e di porlo sotto sequestro al punto di entrata/uscita. Lo Stato Parte ispezionante dovrà rimuovere il materiale o gli equipaggiamenti sequestrati dal territorio dello Stato Parte ove debba effettuarsi un'ispezione, alla prima evenienza di sua scelta e comunque non oltre il momento in cui il nucleo d'ispezione che ha recato al seguito il materiale o gli equipaggiamenti sequestrati lasci il Paese.

7. Qualora uno Stato Parte non abbia partecipato all'esame del materiale di un nucleo d'ispezione al punto di entrata/uscita, detto Stato Parte potrà esercitare i diritti del nucleo di scorta ai sensi dei paragrafi 5 e 6 della presente Sezione prima della ispezione in un sito dichiarato nel quale siano presenti proprie forze armate convenzionali oppure ad una infrastruttura o a locali che esso utilizzi in base ad accordo con lo Stato Parte ispezionato.

8. Per tutto il periodo di permanenza del nucleo d'ispezione e dell'equipaggio addetto al trasporto sul territorio dello Stato Parte ove il sito di ispezione sia dislocato, lo Stato Parte ispezionato dovrà fornire o provvedere a che siano forniti vitto, alloggio, locali di lavoro, mezzi di trasporto e, secondo necessità, assistenza medica od ogni altra forma di assistenza d'emergenza.

9. Lo Stato Parte sul cui territorio venga effettuata un'ispezione dovrà provvedere alla sistemazione, alla sicurezza e protezione, ai controlli di manutenzione ed ai rifornimenti di carburante dei mezzi di trasporto dello Stato Parte ispezionante al punto di entrata/uscita.

SEZIONE VI - REGOLE GENERALI PER L'EFFETTUAZIONE DI ISPEZIONI

1. Un nucleo d'ispezione potrà comprendere ispettori di Stati Parte diversi dallo Stato Parte ispezionante.

2. Nel caso di ispezioni effettuate in conformità alle Sezioni VII, VIII, IX e X del presente Protocollo, un nucleo d'ispezione dovrà consistere di una massimo di 9 ispettori e potrà dividersi fino ad un massimo di 3 sottonuclei. Nel caso di ispezioni contemporanee sul territorio di Stati Parte che non abbiano i distretti militari specificati negli articoli IV e V del Trattato, o entro un solo distretto militare di uno Stato Parte che abbia tali distretti militari, un solo nucleo di ispezione potrà dividersi nel sito di ispezione in tre sottonuclei, mentre gli altri potranno dividersi solo in due sottonuclei.

3. Gli ispettori e i membri del nucleo di scorta dovranno indossare un segno distintivo che identifichi chiaramente le loro rispettive funzioni.

4. Un ispettore dovrà considerarsi come avente assunto le proprie funzioni al momento dell'arrivo al punto di entrata/uscita sul territorio dello Stato Parte ove debba effettuarsi un'ispezione

e dovrà considerarsi come avente cessato dalle proprie funzioni dal momento della sua partenza attraverso il punto di entrata/uscita dal territorio di detto Stato Parte.

5. Il numero dei membri dell'equipaggio addetto al trasporto non dovrà essere superiore a 10.

6. Senza pregiudizio dei loro privilegi e delle loro immunità, gli ispettori ed i membri dell'equipaggio addetto al trasporto dovranno rispettare le leggi ed i regolamenti dello Stato Parte sul cui territorio venga effettuata un'ispezione e non dovranno interferire negli affari interni di detto Stato Parte. Gli ispettori ed i membri dell'equipaggio addetto al trasporto dovranno altresì rispettare i regolamenti in un sito d'ispezione, incluse le procedure di sicurezza ed amministrative. Nel caso in cui lo Stato Parte ispezionato constati che un ispettore o un membro dell'equipaggio addetto al trasporto abbia violato tali leggi e regolamenti o altre condizioni regolanti le attività ispettive previste dal presente Protocollo, esso dovrà darne notifica allo Stato Parte ispezionante, il quale, su richiesta dello Stato Parte ispezionato, dovrà immediatamente radiare il nominativo della persona dall'elenco degli ispettori o da quello dei membri dell'equipaggio addetto al trasporto. Qualora la persona si trovi sul territorio dello Stato Parte ove viene effettuata un'ispezione, lo Stato Parte ispezionante dovrà prontamente allontanare tale persona da detto territorio.

7. Lo Stato Parte ispezionato sarà responsabile della sicurezza del nucleo d'ispezione e dei membri dell'equipaggio addetto al trasporto dal momento del loro arrivo al punto di entrata/uscita fino al momento in cui essi lascino il territorio di detto Stato Parte attraverso il punto di entrata/uscita.

8. Il nucleo di scorta dovrà assistere il nucleo d'ispezione nell'adempimento delle sue funzioni. Il nucleo di scorta potrà, a sua scelta, esercitare il diritto di accompagnare il nucleo d'ispezione dal momento in cui esso entra nel territorio dello Stato Parte ove debba effettuarsi un'ispezione fino al momento in cui esso lasci detto territorio.

9. Lo Stato Parte ispezionante dovrà assicurare che il nucleo d'ispezione e ciascun sottonucleo abbiano la necessaria competenza linguistica per poter comunicare liberamente con il nucleo di scorta nella lingua notificata in conformità alla Sezione IV, paragrafo 2, lettera (F) e paragrafo 3, lettera (E), del presente Protocollo. Lo Stato Parte ispezionato dovrà assicurare che il nucleo di scorta abbia la necessaria competenza linguistica per comunicare liberamente in tale lingua con il nucleo d'ispezione e con ciascun sottonucleo. Gli ispettori ed i membri del nucleo di scorta potranno comunicare anche in altre lingue.

10. Nessuna informazione ottenuta durante le ispezioni dovrà essere divulgata al pubblico senza l'autorizzazione espressa dello Stato Parte ispezionante.

11. Per tutta la durata della loro presenza sul territorio dello Stato Parte ove debba effettuarsi un'ispezione, gli ispettori avranno diritto di comunicare con l'Ambasciata o col Consolato dello Stato Parte ispezionante situati in detto territorio, utilizzando idonei mezzi di telecomunicazione messi a loro disposizione dallo Stato Parte ispezionato. Lo Stato Parte ispezionato dovrà inoltre provvedere ai mezzi di comunicazione tra i sottonuclei di un nucleo d'ispezione.

12. Lo Stato Parte ispezionato dovrà trasportare il nucleo d'ispezione ai siti d'ispezione, dai medesimi e fra i medesimi, servendosi di mezzi di trasporto ed itinerari scelti dallo Stato Parte ispezionato. Lo Stato Parte ispezionante potrà richiedere un cambiamento nell'itinerario prescelto. Lo Stato Parte ispezionato dovrà, se possibile, soddisfare tale richiesta. Ove da entrambi convenuto, lo Stato Parte ispezionante sarà autorizzato ad utilizzare propri mezzi di trasporto terrestri.

13. Qualora si presenti una emergenza che renda necessario lo spostamento degli ispettori da un sito d'ispezione ad un punto di entrata/uscita oppure all'Ambasciata o al Consolato dello Stato Parte ispezionante sul territorio dello Stato Parte ove venga effettuata un'ispezione, il nucleo d'ispezione

dovrà darne notifica al nucleo di scorta il quale dovrà prontamente provvedere a tale spostamento e, se necessario, mettere a disposizione idonei mezzi di trasporto.

14. Lo Stato Parte ispezionato dovrà mettere a disposizione del nucleo d'ispezione, nel sito d'ispezione, un'area amministrativa per la custodia del materiale e degli equipaggiamenti, per la redazione del rapporto, per le pause e per i pasti.

15. Il nucleo d'ispezione sarà autorizzato a recare al seguito i documenti necessari all'effettuazione dell'ispezione in particolare le proprie mappe e carte topografiche. Gli ispettori saranno autorizzati a recare al seguito e ad utilizzare apparecchi portatili di visione notturna passiva, binocoli, videocamere e macchine fotografiche, dittafoni, rotelle metriche, flash, bussole magnetiche ed elaboratori portatili. Agli ispettori sarà consentito di utilizzare altri materiali, previa approvazione dello Stato Parte ispezionato. Durante tutto il periodo di permanenza nel Paese, il nucleo di scorta avrà il diritto di osservare il materiale recato al seguito dagli ispettori, ma non dovrà interferire nell'utilizzazione del materiale che sia stato approvato dal nucleo di scorta in conformità alla Sezione V, paragrafi da 5 a 7, del presente Protocollo.

16. Nel caso di un'ispezione effettuata ai sensi delle Sezioni VII e VIII del presente Protocollo, il nucleo d'ispezione dovrà specificare, ogni volta che esso designi il sito d'ispezione da ispezionare, se l'ispezione sarà effettuata a piedi, con veicolo fuori strada, con elicottero oppure con una qualsiasi combinazione di detti mezzi. A meno che non sia diversamente convenuto, lo Stato Parte ispezionato dovrà fornire e provvedere al funzionamento di idonei veicoli fuori strada nel sito d'ispezione.

17. Ogni qualvolta ciò sia possibile, e nel rispetto delle prescrizioni di sicurezza e dei regolamenti di volo dello Stato Parte ispezionato e fatte salve le disposizioni di cui ai paragrafi da 18 a 21 della presente Sezione, il nucleo d'ispezione avrà il diritto di effettuare sorvoli in elicottero nel sito d'ispezione utilizzando un elicottero fornito e posto in funzione dallo Stato Parte ispezionato, durante ispezioni effettuate ai sensi delle Sezioni VII e VIII del presente Protocollo.

18. Lo Stato Parte ispezionato non sarà tenuto a fornire un elicottero in qualunque sito d'ispezione di superficie inferiore a 20 chilometri quadrati.

19. Lo Stato Parte ispezionato avrà il diritto di ritardare, limitare o rifiutare i sorvoli in elicottero al di sopra di punti sensibili, ma la presenza di punti sensibili non dovrà impedire sorvoli in elicottero sulle restanti aree del sito d'ispezione. Fotografie di o al di sopra di punti sensibili, durante sorvoli in elicottero, saranno consentite solo previa autorizzazione del nucleo di scorta.

20. La durata di tali sorvoli in elicottero in un sito d'ispezione non dovrà superare il totale complessivo di un'ora, a meno che non sia diversamente convenuto fra il nucleo d'ispezione ed il nucleo di scorta.

21. Ogni elicottero fornito dallo Stato Parte ispezionato dovrà essere abbastanza grande da poter trasportare almeno due membri del nucleo d'ispezione ed almeno un membro del nucleo di scorta. Gli ispettori saranno autorizzati a recare al seguito e ad utilizzare nei sorvoli del sito d'ispezione qualunque materiale specificato nel paragrafo 15 della presente Sezione. Il nucleo d'ispezione dovrà avvertire il nucleo di scorta, durante i voli di ispezione, ogni qualvolta esso intenda effettuare fotografie. L'elicottero dovrà permettere agli ispettori una visione costante e non ostacolata del terreno.

22. Nell'assolvimento delle proprie funzioni gli ispettori non dovranno interferire direttamente nelle attività in corso nel sito d'ispezione e dovranno evitare di ostacolare o ritardare inutilmente le operazioni nel sito d'ispezione o compiere azioni che pregiudichino la sicurezza delle operazioni.

23. Salvo quanto previsto dai paragrafi da 24 a 29 della presente Sezione, durante un'ispezione ad un oggetto di verifica o entro un'area specifica, agli ispettori sarà consentito l'accesso, l'entrata e l'ispezione non ostacolata:

(A) nel caso di un'area specifica, entro l'intera area specifica; o

(B) nel caso di un oggetto di verifica, entro l'intero territorio del sito dichiarato, eccetto entro le aree delineate nello schema planimetrico del sito come appartenenti esclusivamente ad un altro oggetto di verifica che il nucleo d'ispezione non abbia designato per un'ispezione.

24. Durante un'ispezione ad un oggetto di verifica o entro un'area specifica ai sensi delle Sezioni VII o VIII del presente Protocollo e fatte salve le disposizioni di cui al paragrafo 25 della presente Sezione, gli ispettori avranno il diritto, entro le aree citate nel paragrafo 23 della presente Sezione, di entrare in qualsiasi dislocazione, infrastruttura o area all'interno di una infrastruttura in cui siano permanentemente o abitualmente presenti carri armati, veicoli corazzati da combattimento, artiglierie, elicotteri da combattimento, aerei da combattimento, aerei d'addestramento con capacità di combattimento riclassificati, veicoli corazzati da trasporto truppa "look-alike", veicoli corazzati da combattimento di fanteria "look-alike" o veicoli corazzati gittaponte. Gli ispettori non avranno il diritto di entrare in altre infrastrutture o aree all'interno di infrastrutture i cui punti di entrata siano fisicamente accessibili solo attraverso porte riservate al personale non più larghe di due metri, e l'accesso alle quali venga rifiutato dal nucleo di scorta.

25. Durante un'ispezione ad un oggetto di verifica o entro un'area specifica ai sensi delle Sezioni VII o VIII del presente Protocollo, gli ispettori avranno il diritto di guardare all'interno di un ricovero rinforzato per aereo per accertare "de visu" se carri armati, veicoli corazzati da combattimento, artiglierie, elicotteri da combattimento, aerei da combattimento, aerei d'addestramento con capacità di combattimento riclassificati, veicoli corazzati da trasporto truppa "look-alike", veicoli corazzati da combattimento di fanteria "look-alike" o veicoli corazzati gittaponte siano ivi presenti e, in caso affermativo, il loro quantitativo ed il loro tipo, modello o versione. Nonostante quanto disposto dal paragrafo 24 della presente Sezione, gli ispettori potranno entrare all'interno di tali ricoveri rinforzati per aerei solo previa autorizzazione del nucleo di scorta. Qualora tale autorizzazione venga negata e ove gli ispettori ne facciano richiesta, qualsiasi carro armato, veicolo corazzato da combattimento, pezzo d'artiglieria, elicottero da combattimento, aereo da combattimento, aereo d'addestramento con capacità di combattimento riclassificato, veicolo corazzato da trasporto truppa "look-alike", veicolo corazzato da combattimento di fanteria "look-alike" o veicolo corazzato gittaponte che si trovi in detti ricoveri rinforzati per aerei dovrà essere mostrato all'esterno.

26. Durante un'ispezione ad un oggetto di verifica o entro un'area specifica ai sensi delle Sezioni VII o VIII del presente Protocollo, fatto salvo quanto previsto dai paragrafi da 27 a 33 della presente Sezione, gli ispettori avranno il diritto di accedere agli armamenti ed equipaggiamenti convenzionali solo nella misura necessaria ad accertare "de visu" il loro quantitativo ed il loro tipo, modello o versione.

27. Lo Stato Parte ispezionato avrà il diritto di occultare singole componenti sensibili dei materiali.

28. Il nucleo di scorta avrà il diritto di rifiutare l'accesso ai punti sensibili (il numero e l'ampiezza dei quali dovrebbero essere il più limitati possibile), agli oggetti occultati e ai contenitori, una qualsiasi dimensione dei quali (larghezza, altezza, lunghezza o diametro) misuri meno di due metri. Ogni qualvolta venga designato un punto sensibile, oppure siano presenti oggetti occultati o contenitori, il nucleo di scorta dovrà dichiarare se il punto sensibile, l'oggetto occultato o il contenitore contenga carri armati, veicoli corazzati da combattimento, artiglierie, elicotteri da combattimento, aerei da combattimento, aerei d'addestramento con capacità di combattimento riclassificati, veicoli corazzati da trasporto truppa "look-alike", veicoli corazzati da combattimento di

fanteria "look-alike" o veicoli corazzati gittaponte e, in caso affermativo, il loro quantitativo ed il loro tipo, modello o versione.

29. Qualora il nucleo di scorta dichiari che un punto sensibile, un oggetto occultato o un contenitore contiene un qualsiasi armamento ed equipaggiamento convenzionale di quelli specificati al paragrafo 28 della presente Sezione, il nucleo di scorta dovrà mostrare o dichiarare tali armamenti ed equipaggiamenti convenzionali al nucleo d'ispezione e dovrà adottare misure idonee a convincere il nucleo d'ispezione che vi sono presenti armamenti ed equipaggiamenti convenzionali in numero non superiore a quello dichiarato.

30. Qualora, durante un'ispezione ad un oggetto di verifica o entro un'area specifica ai sensi delle Sezioni VII o VIII del presente Protocollo, un elicottero di un tipo che figuri o abbia figurato sull'elenco degli elicotteri d'attacco multiruolo nel Protocollo sui Tipi Esistenti sia presente in un sito d'ispezione e sia dichiarato dal nucleo di scorta come elicottero di supporto al combattimento, oppure qualora un elicottero Mi-24 R o Mi-24 K sia presente in un sito d'ispezione e sia dichiarato dal nucleo di scorta come limitato ai sensi della Sezione I, paragrafo 3 del Protocollo sulla Ricategorizzazione degli Elicotteri, tale elicottero sarà assoggettato ad ispezione interna in conformità alla Sezione IX, paragrafi da 4 a 6, del presente Protocollo.

31. Qualora, durante un'ispezione ad un oggetto di verifica o entro un'area specifica ai sensi delle Sezioni VII o VIII del presente Protocollo, un aereo di uno specifico modello o versione di aereo d'addestramento con capacità di combattimento elencato nella Sezione II del Protocollo sulla Riclassificazione degli Aerei sia presente in un sito d'ispezione e sia dichiarato dal nucleo di scorta essere stato certificato come non armato in conformità al Protocollo sulla Riclassificazione degli Aerei, tale aereo sarà assoggettato ad ispezione interna in conformità alla Sezione IX, paragrafi 4 e 5, del presente Protocollo.

32. Qualora, durante un'ispezione ad un oggetto di verifica o entro un'area specifica ai sensi delle Sezioni VII o VIII del presente Protocollo, un veicolo corazzato dichiarato dal nucleo di scorta come veicolo corazzato da trasporto truppa "look-alike" oppure come veicolo corazzato da combattimento di fanteria "look-alike" sia presente in un sito d'ispezione, il nucleo d'ispezione avrà il diritto di accertare che tale veicolo non possa permettere il trasporto di una squadra in assetto da combattimento. Gli ispettori avranno il diritto di chiedere che le porte e/o i portelli del veicolo vengano aperti in modo che l'interno possa essere ispezionato "de visu" dall'esterno del veicolo. Potranno essere occultati materiali sensibili dentro o sopra il veicolo.

33. Qualora, durante un'ispezione ad un oggetto di verifica o entro un'area specifica ai sensi delle Sezioni VII o VIII del presente Protocollo, componenti di materiali dichiarati dal nucleo di scorta essere stati ridotti in conformità alle disposizioni del Protocollo sulle Riduzioni siano presenti nel sito d'ispezione, il nucleo d'ispezione avrà il diritto di ispezionare tali componenti di materiali per accertare che essi siano stati ridotti in conformità alle procedure specificate nelle Sezioni da III a XII del Protocollo sulle Riduzioni.

34. Gli ispettori avranno il diritto di effettuare fotografie, incluse videoriprese, al fine di registrare la presenza di armamenti ed equipaggiamenti convenzionali assoggettati al Trattato, anche all'interno di siti designati per l'immagazzinamento permanente o altri siti d'immagazzinamento contenenti più di 50 di tali armamenti ed equipaggiamenti convenzionali. Le macchine fotografiche dovranno limitarsi ad apparecchi da 35 millimetri e ad apparecchi capaci di produrre fotografie a sviluppo istantaneo. Il nucleo d'ispezione dovrà preavvisare il nucleo di scorta qualora intenda effettuare fotografie. Il nucleo di scorta dovrà cooperare con il nucleo d'ispezione nell'effettuazione, da parte di quest'ultimo, di riprese fotografiche.

35. Fotografie di punti sensibili saranno consentite soltanto previa autorizzazione del nucleo di scorta.

36. Salvo quanto previsto dal paragrafo 38 della presente Sezione, le fotografie degli interni di infrastrutture diverse dai siti d'immagazzinamento specificati nel paragrafo 34 della presente Sezione saranno consentite soltanto previa autorizzazione del nucleo di scorta.

37. Gli ispettori avranno il diritto di effettuare misurazioni per risolvere ambiguità che dovessero insorgere durante le ispezioni. Tali misurazioni registrate durante le ispezioni dovranno essere confermate da un membro del nucleo d'ispezione e da un membro del nucleo di scorta non appena esse siano state effettuate. Tali dati confermati dovranno essere inclusi nel rapporto d'ispezione.

38. Gli Stati Parte dovranno, ogni qualvolta sia possibile, risolvere durante un'ispezione qualsiasi ambiguità che dovesse insorgere in relazione ad informazioni fattuali. Ogni qualvolta gli ispettori chiedano al nucleo di scorta di chiarire tale ambiguità, il nucleo di scorta dovrà prontamente fornire chiarimenti al nucleo d'ispezione. Qualora gli ispettori decidano di documentare una ambiguità irrisolta mediante fotografie, il nucleo di scorta dovrà, nel rispetto delle disposizioni di cui al paragrafo 35 della presente Sezione, cooperare con il nucleo d'ispezione nell'effettuazione da parte di quest'ultimo di appropriate fotografie utilizzando un apparecchio capace di produrre fotografie a sviluppo istantaneo. Qualora non sia possibile risolvere un'ambiguità durante un'ispezione, la questione, i pertinenti chiarimenti e ogni pertinente fotografia dovranno essere inclusi nel rapporto d'ispezione in conformità alla Sezione XII del presente Protocollo.

39. Nel caso di ispezioni effettuate ai sensi delle Sezioni VII e VIII del presente Protocollo, l'ispezione dovrà considerarsi conclusa una volta che il rapporto d'ispezione sia stato firmato e controfirmato.

40. Non oltre il completamento di una ispezione in un sito dichiarato o entro un'area specifica, il nucleo d'ispezione comunicherà al nucleo di scorta se il nucleo d'ispezione intenda effettuare un'ispezione consecutiva. Qualora il nucleo d'ispezione intenda effettuare un'ispezione consecutiva, il nucleo d'ispezione dovrà designare in quel momento il successivo sito d'ispezione. In tali casi, nel rispetto delle disposizioni della Sezione VII, paragrafi 6 e 17, e della Sezione VIII, paragrafo 6, lettera (A), del presente Protocollo, lo Stato Parte ispezionato dovrà assicurare che il nucleo d'ispezione arrivi al sito d'ispezione consecutiva al più presto possibile dopo il completamento della precedente ispezione. Qualora il nucleo d'ispezione non intenda condurre un'ispezione consecutiva, le disposizioni di cui ai paragrafi 42 e 43 della presente Sezione dovranno applicarsi.

41. Un nucleo d'ispezione avrà il diritto di effettuare un'ispezione consecutiva, fatte salve le disposizioni di cui alle Sezioni VII e VIII del presente Protocollo, sul territorio dello Stato Parte sul quale tale nucleo d'ispezione abbia effettuato l'ispezione precedente:

(A) in ogni sito dichiarato correlato allo stesso punto di entrata/uscita del precedente sito d'ispezione o allo stesso punto di entrata/uscita nel quale il nucleo d'ispezione sia arrivato; ovvero

(B) entro ogni area specifica rispetto alla quale il punto di entrata/uscita nel quale il nucleo di ispezione è arrivato sia il più vicino punto di entrata/uscita notificato ai sensi della Sezione V del Protocollo sullo Scambio di Informazioni; ovvero

(C) in ogni località entro un raggio di 200 chilometri dal precedente sito d'ispezione entro lo stesso Distretto Militare; ovvero

(D) nella dislocazione che lo Stato Parte ispezionato sostenga, ai sensi della Sezione VII, paragrafo 11, lettera (A) del presente Protocollo, sia la temporanea dislocazione di carri armati, veicoli corazzati da combattimento, artiglierie, elicotteri da combattimento, aerei da combattimento o veicoli corazzati gittaponte che erano assenti dal precedente sito d'ispezione durante l'ispezione ad un oggetto di verifica, qualora il quantitativo di tali armamenti ed equipaggiamenti convenzionali

costituisca più del 15 percento del quantitativo di tali armamenti ed equipaggiamenti notificato nella più recente notifica ai sensi del Protocollo sullo Scambio di Informazioni; ovvero

(E) nel sito dichiarato che lo Stato Parte ispezionato sostenga, ai sensi della Sezione VII, paragrafo 11, lettera (B) del presente Protocollo, sia il sito di origine di carri armati, veicoli corazzati da combattimento, artiglierie, elicotteri da combattimento, aerei da combattimento o veicoli corazzati gittaponte, risultanti nel precedente sito d'ispezione, in eccesso rispetto al quantitativo notificato nella più recente notifica ai sensi del Protocollo sullo Scambio di Informazioni come presenti in detto precedente sito di ispezione, qualora il quantitativo di tali armamenti ed equipaggiamenti convenzionali superi del 15 percento il quantitativo di tali armamenti ed equipaggiamenti convenzionali così notificati.

42. Dopo il completamento di un'ispezione in un sito dichiarato o entro un'area specifica, qualora non sia stata dichiarata alcuna ispezione consecutiva, il nucleo d'ispezione dovrà essere trasportato all'appropriato punto di entrata/uscita al più presto possibile e dovrà lasciare il territorio dello Stato Parte ove sia stata effettuata l'ispezione, entro 24 ore.

43. Il nucleo d'ispezione dovrà lasciare il territorio dello Stato Parte ove abbia effettuato ispezioni dallo stesso punto di entrata/uscita al quale è entrato, a meno che non sia diversamente convenuto. Qualora un nucleo d'ispezione decida di recarsi ad un punto di entrata/uscita sul territorio di un altro Stato Parte al fine di condurvi ispezioni, avrà il diritto di farlo a condizione che lo Stato Parte ispezionante abbia provveduto alle necessarie notifiche in conformità alla Sezione IV, paragrafo 1, del presente Protocollo.

SEZIONE VII - ISPEZIONI AI SITI DICHIARATI

1. L'ispezione ad un sito dichiarato ai sensi del presente Protocollo non potrà essere rifiutata. Tali ispezioni potranno essere ritardate solo in casi di forza maggiore oppure per adempiere alle disposizioni di cui alla Sezione II, paragrafi 7 e da 20 a 22, del presente Protocollo.

2. Salvo quanto disposto dal paragrafo 3 della presente Sezione, un nucleo d'ispezione dovrà arrivare sul territorio dello Stato Parte ove debba effettuarsi un'ispezione attraverso un punto di entrata/uscita correlato, ai sensi della Sezione V del Protocollo sullo Scambio di informazioni, al sito dichiarato che esso intenda designare come primo sito d'ispezione ai sensi del paragrafo 7 della presente Sezione.

3. Qualora uno Stato Parte ispezionante desideri usare un valico della frontiera terrestre o uno scalo marittimo come punto di entrata/uscita e lo Stato Parte ispezionato non abbia previamente notificato un valico della frontiera terrestre o uno scalo marittimo come punto di entrata/uscita ai sensi della Sezione V del Protocollo sullo Scambio di Informazioni correlato al sito dichiarato che lo Stato Parte ispezionante desideri designare come primo sito d'ispezione ai sensi del paragrafo 7 della presente Sezione, lo Stato Parte ispezionante dovrà indicare nella notifica fornita ai sensi della sezione IV, paragrafo 2 del presente Protocollo il valico della frontiera terrestre o lo scalo marittimo desiderato come punto di entrata/uscita. Lo Stato Parte ispezionato dovrà indicare, nell'accusare ricevuta della notifica, secondo quanto previsto dalla Sezione IV, paragrafo 4 del presente Protocollo, se tale punto di entrata/uscita sia accettabile o meno. In tale ultimo caso, lo Stato Parte ispezionato dovrà notificare allo Stato Parte ispezionante un altro punto di entrata/uscita che dovrà essere il più vicino possibile al punto di entrata/uscita desiderato e che potrà essere un aeroporto notificato ai sensi della Sezione V del Protocollo sullo Scambio di Informazioni, uno scalo marittimo oppure un valico della frontiera terrestre attraverso il quale il nucleo d'ispezione ed i membri dell'equipaggio addetto al trasporto potranno arrivare sul suo territorio.

4. Qualora uno Stato Parte ispezionante notifichi il proprio desiderio di utilizzare un valico della frontiera terrestre o uno scalo marittimo come punto di entrata/uscita ai sensi del paragrafo 3 della presente Sezione esso dovrà previamente stabilire l'esistenza di una ragionevole certezza che il proprio nucleo d'ispezione possa raggiungere il primo sito dichiarato ove detto Stato Parte desideri effettuare un'ispezione, entro il limite di tempo specificato dal paragrafo 8 della presente Sezione, utilizzando mezzi di trasporto terrestri.

5. Qualora un nucleo d'ispezione ed un equipaggio addetto al trasporto arrivino, ai sensi del paragrafo 3 della presente Sezione, sul territorio dello Stato Parte sul quale debba essere effettuata una ispezione attraverso un punto di entrata/uscita diverso dal punto di entrata/uscita che era stato notificato ai sensi della Sezione V del Protocollo sullo Scambio di Informazioni, come correlato al sito dichiarato che esso desideri designare come primo sito d'ispezione, lo Stato Parte ispezionato dovrà facilitare l'accesso a detto sito dichiarato il più celermente possibile ma sarà autorizzato a superare, se necessario, il limite di tempo previsto dal paragrafo 8 di questa Sezione.

6. Lo Stato Parte ispezionato avrà il diritto di utilizzare fino a 6 ore dopo la designazione di un sito dichiarato per preparare l'arrivo del nucleo d'ispezione in quel sito.

7. Il nucleo d'ispezione dovrà designare il primo sito dichiarato da ispezionare entro un determinato numero di ore dopo l'arrivo al punto di entrata/uscita notificato ai sensi della Sezione IV, paragrafo 2 lettera (E) del presente Protocollo, che dovrà essere non meno di un'ora e non più di 16 ore dopo l'arrivo al punto di entrata/uscita.

8. Lo Stato Parte ispezionato dovrà assicurare che il nucleo d'ispezione si rechi al primo sito dichiarato con i più rapidi mezzi disponibili e arrivi al più presto possibile, ma non oltre 9 ore dopo la designazione del sito da ispezionare, a meno che non sia diversamente convenuto tra il nucleo di ispezione e il nucleo di scorta, o a meno che il sito di ispezione non sia dislocato in terreno montagnoso o terreno di difficile accesso. In tal caso il nucleo di ispezione dovrà essere trasportato al sito di ispezione non oltre 15 ore dopo la designazione di detto sito di ispezione. Il tempo di viaggio eccedente le 9 ore non sarà conteggiato a valere del periodo di permanenza nel Paese di detto nucleo di ispezione.

9. All'arrivo al sito d'ispezione, il nucleo d'ispezione dovrà essere immediatamente accompagnato in una sala rapporto dove riceverà uno schema planimetrico del sito dichiarato, a meno che tale schema non sia stato fornito in un precedente cambio di schemi planimetrici dei siti. Lo schema planimetrico del sito dichiarato, fornito al momento dell'arrivo al sito dichiarato, dovrà contenere un'accurata descrizione:

(A) delle coordinate geografiche di un punto entro il sito d'ispezione, approssimate alla più vicina decina di secondi, con indicazione di tale punto e del Nord geografico;

(B) della scala usata nello schema planimetrico del sito;

(C) del perimetro del sito dichiarato;

(D) dei confini precisamente delineati delle aree appartenenti esclusivamente a ciascun oggetto di verifica, indicandosi il numero di identificazione della formazione o dell'unità di ciascun oggetto di verifica al quale ciascuna di tali aree appartiene ed includendosi le aree separatamente dislocate ove carri armati, veicoli corazzati da combattimento, artiglierie, elicotteri da combattimento, aerei da combattimento, aerei d'addestramento con capacità di combattimento riclassificati, veicoli corazzati da trasporto truppa "look-alike", veicoli corazzati da combattimento di fanteria "look-alike" o veicoli corazzati gittaponte appartenenti a ciascun oggetto di verifica, siano permanentemente assegnati;

(E) dei principali edifici e strade nel sito dichiarato;

(F) degli ingressi al sito dichiarato;

(G) della dislocazione dell'area amministrativa messa a disposizione del nucleo d'ispezione in conformità alla Sezione VI, paragrafo 14, del presente Protocollo.

10. Entro mezz'ora dalla ricezione dello schema planimetrico del sito dichiarato, il nucleo di ispezione dovrà designare l'oggetto di verifica da ispezionare. Il nucleo di ispezione dovrà quindi ricevere un'informativa preispettiva che dovrà durare non più di un'ora e dovrà includere i seguenti elementi:

(A) le disposizioni di sicurezza e le procedure amministrative nel sito d'ispezione;

(B) le modalità di trasporto e di comunicazione per gli ispettori nel sito d'ispezione;

(C) le dotazioni e le dislocazioni nel sito d'ispezione, anche nelle aree comuni del sito dichiarato di carri armati, veicoli corazzati da combattimento, artiglierie, elicotteri da combattimento, aerei da combattimento, aerei d'addestramento con capacità di combattimento riclassificati, veicoli corazzati da trasporto truppa "look-alike", veicoli corazzati da combattimento di fanteria "look-alike" e veicoli corazzati gittaponte, inclusi quelli appartenenti ad elementi subordinati separatamente dislocati appartenenti allo stesso oggetto di verifica da ispezionare.

11. L'informativa preispettiva dovrà includere una spiegazione di qualsiasi differenza tra i quantitativi dei carri armati, veicoli corazzati da combattimento, artiglierie, elicotteri da combattimento, aerei da combattimento e veicoli corazzati gittaponte presenti nel sito d'ispezione ed i corrispondenti quantitativi indicati nella più recente notifica ai sensi del Protocollo sullo Scambio di Informazioni, in conformità alle seguenti disposizioni:

(A) qualora i quantitativi di tali armamenti ed equipaggiamenti convenzionali presenti nel sito d'ispezione siano inferiori ai quantitativi indicati nella più recente notifica, tale spiegazione dovrà includere la dislocazione temporanea di detti armamenti ed equipaggiamenti convenzionali;

(B) qualora i quantitativi di tali armamenti ed equipaggiamenti convenzionali presenti nel sito d'ispezione siano superiori ai quantitativi indicati nella più recente notifica, tale spiegazione dovrà includere specifiche informazioni sull'origine, sul momento della partenza dalla dislocazione d'origine, sul momento di arrivo e sulla prevista durata della permanenza nel sito d'ispezione di detti armamenti ed equipaggiamenti convenzionali eccedentari.

12. Allorché un nucleo d'ispezione designi un oggetto di verifica da ispezionare, il nucleo d'ispezione avrà il diritto, nel contesto della stessa ispezione a detto oggetto di verifica, di ispezionare tutto il territorio delineato sullo schema planimetrico del sito come appartenente a detto oggetto di verifica, ivi comprese le aree separatamente dislocate sul territorio dello stesso Stato Parte ove gli armamenti e gli equipaggiamenti convenzionali appartenenti a quell'oggetto di verifica siano permanentemente assegnati.

13. L'ispezione di un oggetto di verifica in un sito dichiarato dovrà permettere al nucleo d'ispezione l'accesso, l'entrata e la non ostacolata ispezione entro l'intero territorio del sito dichiarato, eccetto all'interno delle aree delineate sullo schema planimetrico del sito come appartenenti esclusivamente ad un altro oggetto di verifica che il nucleo d'ispezione non abbia designato per un'ispezione. Durante tali ispezioni, si applicheranno le disposizioni della Sezione VI del presente Protocollo.

14. Qualora il nucleo di scorta comunichi al nucleo d'ispezione che carri armati, veicoli corazzati da combattimento, artiglierie, elicotteri da combattimento, aerei da combattimento, aerei d'addestramento con capacità di combattimento riclassificati, veicoli corazzati da trasporto truppa "look-alike", veicoli corazzati da combattimento di fanteria "look-alike" o veicoli corazzati gittaponte, che siano stati notificati come in dotazione ad un oggetto di verifica in un sito dichiarato, siano presenti entro un'area delineata sullo schema planimetrico del sito come appartenenti esclusivamente ad un altro oggetto di verifica, il nucleo di scorta dovrà assicurare che il nucleo d'ispezione, nel contesto della stessa ispezione, abbia accesso a detti armamenti ed equipaggiamenti convenzionali.

15. Qualora armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato o veicoli corazzati gittaponte siano presenti entro aree di un sito dichiarato non delineate sullo schema planimetrico del sito come appartenenti esclusivamente ad un oggetto di verifica, il nucleo di scorta dovrà comunicare al nucleo d'ispezione a quale oggetto di verifica detti armamenti ed equipaggiamenti convenzionali appartengano.

16. Ciascuno Stato Parte sarà tenuto a render conto delle dotazioni complessive in ogni categoria di armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato notificati ai sensi della Sezione III del Protocollo sullo Scambio di Informazioni, a livello ordinativo superiore a quello di brigata/reggimento o equivalente, qualora tale rendiconto sia richiesto da un altro Stato Parte.

17. Qualora, durante un'ispezione in un sito dichiarato, il nucleo d'ispezione decida di effettuare nello stesso sito dichiarato un'ispezione ad un oggetto di verifica che non sia stato previamente designato, il nucleo d'ispezione avrà il diritto di iniziare tale ispezione entro tre ore da tale designazione. In tal caso, il nucleo d'ispezione dovrà ricevere un'informativa sull'oggetto di verifica designato per la successiva ispezione in conformità ai paragrafi 10 e 11 della presente Sezione.

SEZIONE VIII - ISPEZIONI SU SFIDA ENTRO AREE SPECIFICHE

1. Ciascuno Stato Parte avrà il diritto di effettuare ispezioni su sfida entro aree specifiche in conformità al presente Protocollo.

2. Qualora lo Stato Parte ispezionante intenda effettuare un'ispezione su sfida entro un'area specifica a titolo di prima ispezione dopo l'arrivo ad un punto di entrata/uscita:

(A) esso dovrà includere nella propria notifica ai sensi della Sezione IV del presente Protocollo il punto designato di entrata/uscita più vicino a detta area specifica, o all'interno di essa, capace di ricevere i mezzi di trasporto prescelti dallo Stato Parte ispezionante.

(B) Il nucleo d'ispezione dovrà designare la prima area specifica che esso desideri ispezionare entro un determinato numero di ore dopo l'arrivo al punto di entrata/uscita notificato ai sensi della Sezione IV, paragrafo 2, lettera (E) del presente Protocollo, che dovrà essere non meno di un'ora e non più di 16 ore dopo l'arrivo al punto di entrata/uscita. Ogni qualvolta un'area specifica venga designata, il nucleo d'ispezione dovrà, nel contesto della propria richiesta di ispezione, fornire al nucleo di scorta una descrizione geografica delineante i confini esterni di detta area. Il nucleo di ispezione avrà il diritto, nel contesto di detta richiesta, di identificare qualsiasi infrastruttura o installazione esso desideri ispezionare.

3. Lo Stato Parte sul cui territorio venga richiesta un'ispezione su sfida dovrà, non appena riceva la designazione di un'area specifica, immediatamente comunicare agli altri Stati Parte che utilizzino infrastrutture o locali in base ad accordo con lo Stato Parte ispezionato, detta area specifica, fornendone la descrizione geografica con l'indicazione dei confini esterni.

4. Lo Stato Parte ispezionato avrà il diritto di rifiutare le ispezioni su sfida entro aree specifiche.

5. Lo Stato Parte ispezionato dovrà informare i nucleo d'ispezione entro due ore dalla designazione di un'area specifica, se la richiesta d'ispezione verrà concessa.

6. Qualora l'accesso ad un'area specifica venga autorizzato:

(A) lo Stato Parte ispezionato avrà il diritto di disporre di un massimo di 6 ore successivamente all'accettazione dell'ispezione per preparare l'arrivo del nucleo d'ispezione nell'area specifica;

(B) lo Stato Parte ispezionato dovrà assicurare che il nucleo di ispezione si rechi alla prima area specifica con i più rapidi mezzi disponibili, e arrivi al più presto possibile dopo la designazione del sito da ispezionare, ma comunque non oltre nove ore dal momento in cui tale ispezione è stata accettata, a meno che non sia diversamente convenuto fra il nucleo d'ispezione ed il nucleo di scorta, o a meno che il sito di ispezione non si trovi in terreno montagnoso o in terreno di difficile accesso. In tal caso, il nucleo di ispezione dovrà essere trasportato al sito di ispezione non oltre 15 ore dopo che tale ispezione sia stata accettata. Il tempo di viaggio oltre le nove ore non verrà conteggiato a valere del periodo di permanenza nel Paese di detto nucleo di ispezione;

(C) si applicheranno le disposizioni della Sezione VI del presente Protocollo. Entro tale aerea specifica il nucleo di scorta potrà ritardare l'accesso a determinante parti di detta area specifica o il loro sorvolo. Qualora il ritardo superi le quattro ore, il nucleo d'ispezione avrà il diritto di annullare l'ispezione. Il periodo di ritardo non verrà computato a carico del periodo di permanenza nel Paese, né a carico del tempo massimo consentito entro un'area specifica.

7. Qualora un nucleo di ispezione richieda l'accesso ad una infrastruttura o a locali che un altro Stato Parte utilizzi in base ad accordo con lo Stato Parte ispezionato, lo Stato Parte ispezionato dovrà immediatamente informare detto Stato Parte di tale richiesta. Il nucleo di scorta dovrà comunicare a nucleo di ispezione che l'altro Stato Parte, in base ad accordo con lo Stato Parte ispezionato, eserciterà, in cooperazione con lo Stato Parte ispezionato e in misura compatibile con l'accodo di utilizzazione, i diritti e gli obblighi stabiliti dal presente Protocollo in relazione ad ispezioni interessanti materiali o equipaggiamenti dello Stato Parte che utilizzi l'infrastruttura o i locali.

8. Qualora lo Stato Parte ispezionato lo desideri, il nucleo di ispezione potrà ricevere una informativa al momento dell'arrivo all'area specifica. Tale informativa non dovrà durare più di un'ora. Le procedure di sicurezza e i regolamenti amministrativi potranno anche essere trattati durante tale informativa.

9. Qualora l'accesso ad un'area specifica venga negato:

(A) lo Stato Parte ispezionato o lo Stato Parte esercitante i diritti e gli obblighi dello Stato Parte ispezionato dovrà fornire ogni ragionevole assicurazione che l'area specifica non contenga armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato. Qualora tali armamenti ed equipaggiamenti siano presenti ed assegnati ad organizzazioni ideate e strutturate per assolvere in tempo di pace funzioni di sicurezza interna, nell'area definita dall'articolo V del Trattato, lo Stato Parte ispezionato o lo Stato Parte esercitante i diritti e gli obblighi dello Stato Parte ispezionato dovrà consentire l'accertamento "de visu" della presenza dei medesimi, a meno che non sia a ciò impedito da causa di forza maggiore, nel quale caso l'accertamento "de visu" sarà consentito appena possibile.

(B) Nessuna quota di ispezione sarà computata e il tempo intercorrente tra la designazione dell'area specifica ed il suo successivo rifiuto non sarà computato a carico del periodo di permanenza nel Paese. Il nucleo d'ispezione avrà diritto di designare un'altra area specifica o un sito dichiarato da ispezionare, oppure di dichiarare l'ispezione conclusa.

SEZIONE IX - ISPEZIONI DELLA CERTIFICAZIONE

1. Ciascuno Stato Parte avrà il diritto di ispezionare, senza diritto di rifiuto, la certificazione degli elicotteri d'attacco multiruolo ricategorizzati e degli aerei d'addestramento con capacità di combattimento riclassificati in conformità alle disposizioni della presente Sezione del Protocollo sulla Ricategorizzazione degli Elicotteri e del Protocollo sulla Riclassificazione degli Aerei. Tali ispezioni non saranno computate a carico delle quote stabilite dalla Sezione II del presente Protocollo. I nuclei di ispezione effettuanti tali ispezioni potranno essere composti di rappresentanti di diversi Stati Parte. Lo Stato Parte ispezionato non sarà tenuto ad accettare, in ciascun sito di certificazione, più di un nucleo di ispezione allo stesso tempo.

2. Nell'effettuare l'ispezione ad una certificazione in conformità alla presente Sezione, un nucleo d'ispezione avrà il diritto di trascorrere fino ad un massimo di due giorni in un sito di certificazione, a meno che non sia diversamente convenuto.

3. Non meno di quindici giorni prima della certificazione di elicotteri di attacco multiruolo ricategorizzati o di aerei d'addestramento con capacità di combattimento riclassificati. Lo Stato Parte che compie la certificazione dovrà notificare a tutti gli altri Stati Parte quanto segue:

(A) il sito ove la certificazione debba aver luogo, indicandone le coordinate geografiche;

(B) le date previste per il processo di certificazione;

(C) la quantità prevista ed il tipo degli elicotteri o aerei da certificare, indicandone il modello o la versione;

(D) il numero di serie di costruzione per ciascun elicottero o aereo;

(E) l'unità o la dislocazione alla quale gli elicotteri o gli aerei fossero previamente assegnati;

(F) l'unità o la dislocazione alla quale gli elicotteri o gli aerei certificati verranno assegnati in futuro;

(G) il punto di entrata/uscita che dovrà essere utilizzato da un nucleo di ispezione;

(H) la data e l'orario in cui un nucleo di ispezione dovrà arrivare al punto di entrata/uscita al fine di ispezionare la certificazione.

4. Gli ispettori avranno il diritto di entrare e di ispezionare "de visu" la cabina e l'interno dell'elicottero o dell'aereo al fine di registrare anche il numero di serie di costruzione, senza diritto di rifiuto da parte dello Stato Parte che compie la certificazione.

5. Qualora richiesto dal nucleo d'ispezione, il nucleo di scorta dovrà rimuovere, senza diritto di rifiuto, qualsiasi pannello di accesso che copra la posizione dalla quale componenti e cavi siano stati rimossi in conformità alle disposizioni del Protocollo sulla Ricategorizzazione degli Elicotteri e del Protocollo sulla Riclassificazione degli Aerei.

6. Gli ispettori avranno il diritto di richiedere e di osservare, con diritto di rifiuto da parte dello Stato Parte che compie la certificazione, l'attivazione di qualsiasi componente del sistema d'arma negli elicotteri di attacco multiruolo sottoposti a certificazione o dichiarati come ricategorizzati.

7. A conclusione di ciascuna ispezione di certificazione, il nucleo di ispezione dovrà redigere un rapporto d'ispezione in conformità alle disposizioni della Sezione XII del presente Protocollo.

8. A completamento di una ispezione in un sito di certificazione il nucleo d'ispezione avrà il diritto di lasciare il territorio dello Stato Parte ispezionato oppure di effettuare una ispezione consecutiva in un altro sito di certificazione o in un sito di riduzione, qualora l'appropriata notifica sia stata effettuata da parte del nucleo d'ispezione in conformità alla Sezione IV, paragrafo 3, del presente Protocollo. Il nucleo di ispezione dovrà notificare al nucleo di scorta la propria intenzione di partire dal sito di certificazione e, se del caso, la propria intenzione di recarsi ad un altro sito di certificazione o ad un sito di riduzione, almeno 24 ore prima del previsto orario di partenza.

9. Entro 7 giorni dal completamento della certificazione, lo Stato Parte responsabile della certificazione dovrà notificare a tutti gli altri Stati Parte il completamento della certificazione. Tale notifica dovrà specificare la quantità, i tipi, i modelli o versioni ed i numeri di serie di costruzione degli elicotteri o degli aerei certificati, il sito di certificazione interessato, le date effettive della certificazione, e le unità o dislocazioni alle quali gli elicotteri ricategorizzati o gli aerei riclassificati verranno assegnati.

SEZIONE X - ISPEZIONI DELLE RIDUZIONI

1. Ciascuno Stato Parte avrà il diritto di effettuare ispezioni, senza diritto di rifiuto da parte dello Stato Parte ispezionato, del processo di riduzione eseguito ai sensi delle Sezioni da I a VIII e da X a XII del Protocollo sulle Riduzioni in conformità alle disposizioni della presente Sezione. Tali ispezioni non saranno computate a carico delle quote stabilite dalla Sezione II del presente Protocollo. I nuclei di ispezione effettuanti tali ispezioni potranno essere composti di rappresentanti di diversi Stati Parte. Lo Stato Parte ispezionato non sarà tenuto ad accettare più di un nucleo di ispezione allo stesso tempo in ciascun sito di riduzione.

2. Lo Stato Parte ispezionato avrà il diritto di organizzare e di eseguire il processo di riduzione, unicamente nell'osservanza delle disposizioni di cui all'articolo VIII del Trattato e al Protocollo sulle Riduzioni. Le ispezioni del processo di riduzione dovranno essere effettuate in modo tale da non interferire nelle attività in corso nel sito di riduzione e da non ostacolare, ritardare o complicare inutilmente l'esecuzione del processo di riduzione.

3. Qualora un sito di riduzione notificato ai sensi della Sezione III del Protocollo sullo Scambio di Informazioni sia utilizzato da più di uno Stato Parte, le ispezioni del processo di riduzione dovranno essere effettuate in conformità ai piani di utilizzazione forniti da ciascuno Stato Parte che utilizzi il sito di riduzione.

4. Ciascuno Stato Parte che intenda ridurre armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato dovrà notificare a tutti gli altri Stati Parte quali armamenti ed equipaggiamenti convenzionali debbano essere ridotti in ciascun sito di riduzione, durante un periodo calendariale di segnalazione. Ciascuno di tali periodi calendariali di segnalazione dovrà avere una durata di non più di 90 giorni e non meno di 30 giorni. La presente disposizione dovrà applicarsi ogni qualvolta una riduzione venga eseguita in un sito di riduzione, indipendentemente dal fatto che il processo di riduzione debba essere effettuato su base continuativa o intermittente.

5. Non meno di 15 giorni prima dell'inizio della riduzione valevole per un periodo calendariale di segnalazione, lo Stato Parte che intenda eseguire le procedure di riduzione dovrà effettuare a tutti gli altri Stati Parte la notifica del periodo calendariale di segnalazione. Tale notifica dovrà includere

la designazione del sito di riduzione con le coordinate geografiche, la data prevista per l'inizio della riduzione e la data prevista per il completamento della riduzione degli armamenti ed equipaggiamenti convenzionali destinati alla riduzione durante il periodo calendariale di segnalazione. Inoltre la notifica dovrà indicare:

(A) il quantitativo previsto degli armamenti ed equipaggiamenti convenzionali da ridurre ed i loro tipo;

(B) l'oggetto o gli oggetti di verifica dai quali gli elementi da ridurre siano stati ritirati;

(C) le procedure di riduzione che saranno utilizzate ai sensi delle Sezioni da III a VIII e da X a XII del Protocollo sulle Riduzioni, per ogni tipo di armamenti ed equipaggiamenti convenzionali da ridurre;

(D) il punto di entrata/uscita che dovrà essere utilizzato da un nucleo di ispezione effettuante l'ispezione di una riduzione notificata per quel periodo calendariale di segnalazione;

(E) la data e l'orario in cui un nucleo d'ispezione dovrà arrivare al punto di entrata/uscita al fine di ispezionare gli armamenti e gli equipaggiamenti convenzionali prima dell'inizio della loro riduzione.

6. Salvo quanto previsto dal paragrafo 11 della presente Sezione, un nucleo di ispezione avrà il diritto di arrivare ad un sito di riduzione, o di partirne in qualsiasi momento durante il periodo calendariale di segnalazione, inclusi tre giorni dopo la fine di un periodo calendariale di segnalazione notificato. Inoltre i nucleo di ispezione avrà il diritto di rimanere nel sito di riduzione durante tutta la durata di uno o più periodi calendariali di segnalazione, a condizione che tali periodi non siano separati da più di tre giorni d'intervallo. Durante tutto il tempo in cui un nucleo d'ispezione rimane nel sito di riduzione, esso avrà il diritto di osservare tutte le procedure di riduzione eseguite in conformità al Protocollo sulle Riduzioni.

7. Conformemente alle disposizioni stabilite dalla presente Sezione, il nucleo d'ispezione avrà il diritto di registrare liberamente i numeri di serie di costruzione degli armamenti e degli equipaggiamenti convenzionali da ridurre, oppure di apporre speciali contrassegni su tali armamenti ed equipaggiamenti convenzionali prima della loro riduzione e di registrare successivamente tali numeri o contrassegni a completamento del processo di riduzione. Le parti e gli elementi degli armamenti e degli equipaggiamenti convenzionali ridotti, specificati nella Sezione II, paragrafi 1 e 2, del Protocollo sulle Riduzioni o, nel caso di conversione, i veicoli convertiti ai fini non militari, dovranno essere disponibili per essere ispezionati per la durata di almeno tre giorni successivi alla fine del periodo calendariale di segnalazione notificato, a meno che l'ispezione di tali elementi ridotti non sia stata completata in precedenza.

8. Lo Stato Parte impegnato nel processo di riduzione degli armamenti ed equipaggiamenti convenzionali limitati dal Trattato dovrà istituire in ogni sito di riduzione un registro di lavoro in cui dovrà riportare i numeri di serie di costruzione di ciascun elemento sottoposto a riduzione nonché le date alle quali le procedure di riduzione siano state iniziate e completate. Tale registro dovrà altresì includere i dati globali relativi a ciascun periodo calendariale di segnalazione. Il registro dovrà essere messo a disposizione del nucleo d'ispezione per il periodo d'ispezione.

9. A conclusione di ciascuna ispezione del processo di riduzione il nucleo d'ispezione dovrà redigere un rapporto standardizzato che dovrà essere firmato dal capo del nucleo d'ispezione e da un rappresentante dello Stato Parte ispezionato. Si applicheranno le disposizioni della Sezione XII del presente Protocollo.

10. A completamento di un'ispezione in un sito di riduzione, il nucleo di ispezione avrà il diritto di lasciare il territorio dello Stato Parte ispezionato o di effettuare un'ispezione consecutiva in un altro sito di riduzione o in un sito di certificazione, qualora le appropriate notifiche siano state effettuate in conformità alla Sezione IV, paragrafo 3, del presente Protocollo. Il nucleo d'ispezione dovrà notificare al nucleo di scorta la propria intenzione di partire dal sito di riduzione ispezionato e, se del caso, la propria intenzione di recarsi ad un altro sito di riduzione o ad un sito di certificazione almeno 24 ore prima del previsto orario di partenza.

11. Ciascuno Stato Parte sarà tenuto ad accettare fino a 10 ispezioni, ogni anno, per convalidare il completamento della conversione degli armamenti ed equipaggiamenti convenzionali in veicoli adibiti a fini non militari, ai sensi della Sezione VIII del Protocollo sulle Riduzioni. Tali ispezioni dovranno essere effettuate in conformità alle disposizioni della presente Sezione con le seguenti eccezioni:

(A) la notifica ai sensi del paragrafo 5, lettera (E) della presente Sezione dovrà indicare solamente la data e l'orario ai quali un nucleo d'ispezione dovrà arrivare al punto di entrata/uscita al fine di ispezionare gli esemplari di equipaggiamenti al momento del completamento della loro conversione in veicoli adibiti a fini non militari;

(B) il nucleo d'ispezione avrà il diritto di arrivare al sito di riduzione, o di partirne, solamente durante i tre giorni successivi alla scadenza della data notificata per il completamento della conversione.

12. Entro 7 giorni dal completamento del processo di riduzione valevole per un periodo calendariale di segnalazione, lo Stato Parte responsabile delle riduzioni dovrà notificare a tutti gli altri Stati Parte il completamento delle riduzioni per quel periodo. Tale notifica dovrà specificare il numero e i tipi di armamenti e degli equipaggiamenti convenzionali ridotti, il sito di riduzione interessato, le procedure di riduzione utilizzate e le date effettive di inizio e di completamento del processo di riduzione per detto periodo calendariale di segnalazione. Per gli armamenti ed equipaggiamenti convenzionali ridotti ai sensi delle Sezioni X, XI e XII del Protocollo sulle Riduzioni, la notifica dovrà altresì specificare l'ubicazione ove tali armamenti ed equipaggiamenti convenzionali verranno permanentemente dislocati. Per gli armamenti ed equipaggiamenti convenzionali ridotti ai sensi della Sezione VIII del Protocollo sulle Riduzioni, la notifica dovrà specificare il sito di riduzione nel quale verrà effettuata la conversione finale o il sito di immagazzinamento al quale ciascun esemplare designato per la conversione verrà trasferito.

SEZIONE XI: - ANNULLAMENTO DELLE ISPEZIONI

1. Qualora un nucleo di ispezione si trovi nell'impossibilità di arrivare al punto di entrata/uscita entro 6 ore dall'orario inizialmente previsto per l'arrivo, o dal nuovo orario d'arrivo comunicato ai sensi della Sezione IV, paragrafo 6, del presente Protocollo, lo Stato Parte ispezionante dovrà darne notizia agli Stati Parte destinatari della notifica ai sensi della Sezione IV, paragrafo 1, del presente Protocollo. In tal caso la notifica dell'intenzione di effettuare l'ispezione decadrà e l'ispezione sarà annullata.

2. In caso di ritardo dovuto a circostanze al di fuori del controllo dello Stato Parte ispezionante, sopravvenuto successivamente all'arrivo del nucleo d'ispezione al punto di entrata/uscita e tale dall'aver impedito al nucleo d'ispezione di arrivare al primo sito designato d'ispezione entro il limite di tempo specificato dalla Sezione VII, paragrafo 8, o Sezione VIII, paragrafo 6, lettera (B) del presente Protocollo, lo Stato Parte ispezionante avrà il diritto di annullare l'ispezione. Qualora un'ispezione sia annullata a seguito di tali circostanze, essa non andrà computata a carico di alcuna delle quote stabilite dal Trattato.

SEZIONE XII - RAPPORTI D'ISPEZIONE

1. Al fine di completare un'ispezione effettuata in conformità alle sezioni VII, VIII, IX e X del presente Protocollo e prima di lasciare il sito d'ispezione:

(A) il nucleo d'ispezione dovrà consegnare al nucleo di scorta un rapporto scritto;

(B) il nucleo di scorta avrà il diritto di includere propri commenti scritti nel rapporto d'ispezione e dovrà controfirmare il rapporto entro un'ora dalla ricezione del medesimo dal nucleo d'ispezione, a meno che una proroga non sia stata convenuta fra il nucleo d'ispezione ed il nucleo di scorta.

2. Il rapporto dovrà essere firmato dal capo del nucleo d'ispezione ed il capo del nucleo di scorta dovrà accusarne ricevuta per iscritto.

3. Il rapporto dovrà essere fattuale e standardizzato. I modelli per ciascun tipo di ispezione dovranno essere concordati dal Gruppo Consultivo Congiunto prima dell'entrata in vigore del Trattato, tenendo conto dei paragrafi 4 e 5 che seguono.

4. I rapporti delle ispezioni effettuate ai sensi delle Sezioni VII e VIII del presente Protocollo dovranno includere:

(A) il sito d'ispezione;

(B) la data e l'orario di arrivo del nucleo d'ispezione nel sito d'ispezione;

(C) la data e l'orario di partenza del nucleo d'ispezione dal sito d'ispezione;

(D) il quantitativo ed il tipo, modello o versione di tutti i carri armati, veicoli corazzati da combattimento, artiglierie, elicotteri da combattimento, aerei da combattimento, aerei d'addestramento con capacità di combattimento riclassificati, veicoli corazzati da trasporto truppa "look-alike", veicoli corazzati da combattimento di fanteria "look-alike", o veicoli corazzati gittaponte che siano stati osservati durante l'ispezione, indicando, se del caso, l'oggetto di verifica al quale essi appartenevano.

5. I rapporti delle ispezioni effettuate ai sensi delle Sezioni IX e X del presente Protocollo dovranno includere:

(A) il sito di riduzione o di certificazione ove le procedure di riduzione o di certificazione siano state eseguite;

(B) le date alle quali il nucleo di ispezione sia stato presente nel sito;

(C) il quantitativo ed il tipo, modello o versione degli armamenti e degli equipaggiamenti convenzionali, per i quali siano state osservate le procedure di riduzione o di certificazione;

(D) un elenco di tutti i numeri di serie registrati durante le ispezioni;

(E) nel caso di riduzioni, le specifiche procedure di riduzione applicate e osservate;

(F) nel caso di riduzioni, qualora un nucleo di ispezione sia stato presente nel sito di riduzione per tutta la durata del periodo calendariale di segnalazione, le date effettive alle quali le procedure di riduzione siano state iniziate e completate.

6. Il rapporto d'ispezione dovrà essere redatto nella lingua ufficiale della Conferenza sulla Sicurezza e la Cooperazione in Europa designata dallo Stato Parte ispezionante in conformità alla Sezione IV, paragrafo 2, lettera (G) o al paragrafo 3, lettera (F) del presente Protocollo.

7. Lo Stato Parte ispezionante e lo Stato Parte ispezionato dovranno conservare ciascuno un esemplare del rapporto. A discrezione di qualsivoglia dei due Stati Parte, il rapporto di ispezione potrà essere inoltrato ad altri Stati Parte e, di norma, essere messo a disposizione del Gruppo Consultivo Congiunto.

8. Lo Stato Parte stazionante avrà in particolare il diritto di:

(A) includere commenti scritti in relazione alle ispezioni alle proprie forze armate convenzionali stazionate;

(B) conservare una copia del rapporto di ispezione in caso di ispezione alle proprie forze armate convenzionali stazionate.

SEZIONE XIII - PRIVILEGI E IMMUNITÀ DEGLI ISPETTORI E DEI MEMBRI DELL'EQUIPAGGIO ADDETTO AL TRASPORTO

1. Al fine di esercitare con efficacia le proprie funzioni, nell'interesse di dare esecuzione al presente Trattato e non per loro beneficio personale, gli ispettori ed i membri dell'equipaggio addetto al trasporto fruiranno dei privilegi e delle immunità goduti dagli agenti diplomatici ai sensi dell'articolo 29, dell'articolo 30, paragrafo 2, dell'articolo 31, paragrafi 1, 2 e 3 e degli articoli 34 e 35 della Convenzione di Vienna sulle Relazioni Diplomatiche del 18 aprile 1961.

2. Inoltre gli ispettori ed i membri dell'equipaggio addetto al trasporto fruiranno dei privilegi goduti dagli agenti diplomatici ai sensi dell'articolo 36 paragrafo 1, lettera (b) della Convenzione di Vienna sulle Relazioni Diplomatiche del 18 aprile 1961. Ai medesimi non sarà consentito di recare al seguito nel territorio dello Stato Parte ove debba effettuarsi l'ispezione articoli la cui importazione o esportazione sia proibita per legge o sottoposta al regime di quarantena di detto Stato Parte.

3. I mezzi di trasporto del nucleo d'ispezione saranno inviolabili, fatto salvo quanto diversamente disposto dal Trattato.

4. Lo Stato Parte ispezionante potrà rinunciare all'immunità dalla giurisdizione a favore di qualsiasi dei propri ispettori o membri dell'equipaggio addetto al trasporto qualora ritenga che una tale immunità possa far ostacolo al corso della giustizia e qualora ritenga che tale rinuncia non comporti pregiudizio all'adempimento delle disposizioni del Trattato. La rinuncia all'immunità a favore degli ispettori e dei membri dell'equipaggio addetto al trasporto che non siano cittadini dello Stato Parte ispezionante potrà essere effettuata soltanto dagli Stati Parte di cui detti ispettori abbiano la cittadinanza. La rinuncia dovrà sempre essere espressa.

5. I privilegi e le immunità di cui alla presente Sezione saranno accordati agli ispettori ed ai membri dell'equipaggio addetto al trasporto nei seguenti casi:

(A) qualora si trovino in transito attraverso il territorio di qualsiasi Stato Parte al fine di effettuare un'ispezione sul territorio di un altro Stato Parte;

(B) per tutta la durata della loro presenza sul territorio dello Stato Parte ove venga effettuata l'ispezione;

(C) dopo di allora, in relazione ad atti precedentemente compiuti nell'esercizio di funzioni ufficiali in qualità d'ispettore o di membro dell'equipaggio addetto al trasporto.

6. Qualora lo Stato Parte ispezionato ritenga che un ispettore o un membro dell'equipaggio addetto al trasporto abbia abusato dei propri privilegi e delle proprie immunità, si applicheranno le disposizioni di cui alla Sezione VI, paragrafo 6, del presente Protocollo. A richiesta di qualsiasi Stato Parte interessato, gli Stati Parte si consulteranno al fine di prevenire il ripetersi di un tale abuso.

PROTOCOLLO
SUL GRUPPO CONSULTIVO CONGIUNTO

Gli Stati Parte convengono col presente le procedure e le altre disposizioni relative al Gruppo Consultivo Congiunto istituito dall'articolo XVI del Trattato sulle Forze Armate Convenzionali in Europa del 19 novembre 1990, di seguito denominato il Trattato.

1. Il Gruppo Consultivo Congiunto sarà composto dai Rappresentanti designati da ciascuno Stato Parte. I supplenti, i consulenti e gli esperti di uno Stato Parte potranno partecipare ai procedimenti del Gruppo Consultivo Congiunto, secondo quanto ritenuto necessario dallo Stato Parte stesso.

2. La prima sessione del Gruppo Consultivo Congiunto avrà inizio non oltre 60 giorni dalla firma del Trattato. Il presidente della sessione d'apertura sarà il rappresentante del Regno di Norvegia.

3. Il Gruppo Consultivo Congiunto si riunirà in sessioni ordinarie da tenersi due volte l'anno.

4. Sessioni addizionali potranno essere convocate su richiesta di uno o più Stati Parte dal Presidente del Gruppo Consultivo Congiunto, il quale dovrà prontamente informare della richiesta gli altri Stati Parte. Dette sessioni avranno inizio non più tardi di 15 giorni dal ricevimento della richiesta da parte del Presidente.

5. Le sessioni del Gruppo Consultivo Congiunto non dovranno durare più di quattro settimane, a meno che esso non decida altrimenti.

6. Gli Stati Parte assumeranno la presidenza del Gruppo Consultivo Congiunto a turno secondo l'ordine alfabetico nella lingua francese.

7. Il Gruppo Consultivo Congiunto si riunirà a Vienna, a meno che esso non decida altrimenti.

8. I rappresentanti presenti alle riunioni prenderanno posto a sedere secondo l'ordine alfabetico degli Stati Parte nella lingua francese.

9. Le lingue ufficiali del Gruppo Consultivo Congiunto saranno l'italiano, il francese, l'inglese, il russo, lo spagnolo e il tedesco.

10. I procedimenti del Gruppo Consultivo Congiunto saranno riservati, a meno che esso non decida altrimenti.

11. La scala di ripartizione delle spese comuni relative al funzionamento del Gruppo Consultivo Congiunto sarà applicata, salvo quanto altrimenti deciso dal medesimo Gruppo Consultivo Congiunto, come segue:

10,35%	a carico della Repubblica Francese, della Repubblica Federale di Germania, della Repubblica Italiana, del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord, degli Stati Uniti d'America, dell'Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche;
6,50%	a carico del Canada;
5,20%	a carico del Regno di Spagna;

4,00% a carico del Regno del Belgio, del Regno dei Paesi Bassi, della Repubblica di Polonia;

2,34% a carico della Repubblica Federativa Ceca e Slovacca, del Regno di Danimarca, del Regno di Norvegia, della Repubblica d'Ungheria;

0,88% a carico della Repubblica Ellenica, della Romania, della Repubblica di Turchia;

0,68% a carico della Repubblica di Bulgaria, del Gran Ducato del Lussemburgo, della Repubblica Portoghese;

0,16% a carico della Repubblica d'Islanda.

12. Durante il periodo in cui il presente Protocollo si applicherà a titolo provvisorio in conformità al Protocollo sull'Applicazione Provvisoria, il Gruppo Consultivo Congiunto provvederà a:

(A) elaborare o modificare, secondo necessità, le norme di procedura, i metodi di lavoro e la scala di ripartizione delle spese del Gruppo Consultivo Congiunto e delle conferenze, nonché la ripartizione dei costi delle ispezioni fra due o più Stati Parte, in conformità all'articolo XVI, paragrafo 2, lettera (F) del Trattato; nonché

(B) prendere in considerazione, su richiesta di qualsivoglia Stato Parte, questioni concernenti le disposizioni del Trattato applicate a titolo provvisorio.

PROTOCOLLO
SULL'APPLICAZIONE PROVVISORIA DI DETERMINATE DISPOSIZIONI DEL TRATTATO SULLE FORZE ARMATE CONVENZIONALI IN EUROPA

Al fine di favorire l'esecuzione del Trattato sulle Forze Armate Convenzionali in Europa del 19 novembre 1990, di seguito denominato il Trattato, gli Stati Parte convengono col presente Protocollo l'applicazione provvisoria di determinate disposizioni del Trattato medesimo.

1. Ferme restando le disposizioni dell'Articolo XXII del Trattato, gli Stati Parte applicheranno provvisoriamente le seguenti disposizioni del Trattato:

(A) articolo VII, paragrafi 2, 3 e 4;

(B) articolo VIII, paragrafi 5, 6 e 8;

(C) articolo IX;

(D) articolo XIII;

(E) articolo XVI, paragrafi 1, 2 lettera (F), 2 lettera (G), 4, 6 e 7;

(F) articolo XVII;

(G) articolo XVIII;

(H) articolo XXI, paragrafo 2;

(I) Protocollo sui Tipi Esistenti, Sezioni III e IV;

(J) Protocollo sullo Scambio di Informazioni, Sezioni VII, XII e XIII;

(K) Protocollo sulle Ispezioni, Sezione II, paragrafo 24, lettera (A) e Sezione III, paragrafi 3, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11 e 12;

(L) Protocollo sul Gruppo Consultivo Congiunto;

(M) Protocollo sulle Riduzioni, Sezione IX.

2. Gli Stati Parte applicheranno provvisoriamente le disposizioni elencate al paragrafo 1 del presente Protocollo alla luce delle altre disposizioni del Trattato ed in conformità alle medesime.

3. Il presente Protocollo entrerà in vigore all'atto della firma del Trattato. Esso rimarrà in vigore per la durata di 12 mesi, ma avrà termine in data anteriore qualora:

(A) il Trattato entri in vigore prima della scadenza del periodo di 12 mesi suindicato;

(B) uno Stato Parte notifichi agli altri Stati Parte di non avere l'intenzione di divenire parte del Trattato.

Il periodo di applicazione del presente Protocollo potrà essere esteso qualora tutti gli Stati Parte così decidano.

DECLARATIONS MADE UPON RATIFICATION

DÉCLARATIONS FAITES LORS DE LA RATIFICATION

GERMANY

ALLEMAGNE

[GERMAN TEXT – TEXTE ESPALLEMAND]

1. Die Bundesrepublik Deutschland wird Abschnitt VI Nummer 24 des Inspektionsprotokolls in der Weise anwenden, dass Inspektionen ausserhalb militärischer Einrichtungen in Räumen, die dem Wohnen dienen, nicht durchgeführt werden.

2. Abschnitt VIII Nummer 6 Buchstabe C des Inspektionsprotokolls wird in der Weise Anwendung finden, dass Inspektionen ausserhalb militärischer Einrichtungen in Räumen, die nicht dem Wohnen dienen, nur während der üblichen Geschäfts- und Betriebszeiten durchgeführt werden.

[TRANSLATION – TRADUCTION]

1. The Federal Republic of Germany shall apply Section VI, paragraph 24 of the Protocol on Inspection in such a way that inspections outside of military facilities shall not be conducted in areas that serve as living quarters.

2. Section VIII, paragraph 6, subparagraph (C) of the Protocol on Inspection shall be applied in such a way that inspections outside of military facilities in areas that do not serve as living quarters shall only be conducted during normal working and operating hours.

[TRANSLATION – TRADUCTION]

1. La République fédérale d'Allemagne appliquera la section VI, paragraphe 24, du Protocole sur l'inspection de façon à ce qu'aucune inspection en dehors d'installations militaires ne soit conduite dans des locaux à usage d'habitation.

2. La section VIII, paragraphe 6, point C, du Protocole sur l'inspection sera appliquée de façon à ce qu'une inspection en dehors d'installations militaires dans des locaux à usage autre que d'habitation sera uniquement conduite pendant les heures d'ouverture et d'activité habituelles de ces locaux.

GREECE GRÈCE

[ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS]

Greece wishes hereby to reaffirm the validity of the 1923 Lausanne Peace Treaty, the 1936 Montreux Convention regarding the regime of the Straits and the 1947 Paris Peace Treaty between the Allies and Italy, insofar as obligations deriving from them have not explicitly or implicitly been abolished by other Treaties, including the present one, or other rules and principles of international law.

[TRANSLATION – TRADUCTION]

La Grèce souhaite réaffirmer par la présente la validité du Traité de Paix de Lausanne de 1923, de la Convention de Montreux de 1936 concernant le régime des Détroits et du Traité de Paix de Paris de 1947 entre les Alliés et l'Italie, dans la mesure où les obligations en dérivant n'ont pas été, de manière explicite ou implicite, rendues caduques par d'autres traités, notamment celui-ci, ou d'autres règles et principes du droit international.

SPAIN ESPAGNE

[SPANISH TEXT – TEXTE ESPAGNOL]

1. Declaración formulada el 14 de Junio de 1991 "ad referendum" en nombre del Gobierno del Reino de España por el representante de España en la negociación CFE:

El Gobierno del Reino de España por la presente acuerda que la declaración que con fecha de hoy ha llevado a cabo el Gobierno de la Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas ofrece una base satisfactoria para avanzar hacia la ratificación y aplicación del Tratado sobre Fuerzas Armadas Convencionales en Europa de 19 de Noviembre de 1990 (el Tratado).

Tanto la declaración arriba mencionada del Gobierno de la Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas como la presente por parte del Gobierno del Reino de España serán jurídicamente e iqualmente vinculantes, entrarán en vigor simultáneamente con el Tratado y tendrán su misma duración.

2. Declaración del representante del Reino de España en el Grupo Consultivo Conjunto:

El representante del Reino de España en el Grupo Consultivo Conjunto declara que, de acuerdo con la declaración jurídicamente vinculante hecha por la Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas, todos los armamentos y equipos convencionales en la categorías definidas por el Artículo II del Tratado, presentes el ó después del 19 de Noviembre de 1990 en los territorios de Estonia, Letonia y Lituania, serán tratados como sometidos a todas las disposiciones del Tratado, sus documentos complementarios y el compromiso jurídicamente vinculante adquirido por la Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas el 14 de Junio de 1991. En concreto, los armamentos y equipos convencionales en las categorías limitadas por el Tratado serán notificados como parte de las existencias soviéticas y serán tenidos en cuenta para la cantidad de obligada reducción soviética. 18 de Octubre de 1991.

[TRANSLATION – TRADUCTION]

1. Declaration formulated on 14 June 1991 “ad referendum” in the name of the Government of the Kingdom of Spain by the representative of Spain at the CFE negotiations.

The Government of the Kingdom of Spain hereby agrees that the declaration made today by the Government of the Union of Soviet Socialist Republics provides a satisfactory basis on which to proceed towards the ratification and application of the Treaty on Conventional Armed Forces in Europe of 19 November 1990 (the Treaty).

Both the abovementioned declaration of the Government of the Union of Soviet Socialist Republics and this declaration by the Government of the Kingdom of Spain shall be legally and equally binding, shall enter into force simultaneously with the Treaty and shall have the same duration as the latter.

2. Declaration of the representative of the Kingdom of Spain at the Joint Consultative Group:

The representative of the Kingdom of Spain at the Joint Consultative Group declares that, in accordance with the legally binding declaration made by the Union of Soviet Socialist Republics, all conventional armaments and equipment in the categories defined in

Article II of the Treaty, present on or after 19 November 1990 in the territories of Estonia, Latvia and Lithuania, shall be treated as being subject to all the provisions of the Treaty, its supplementary documents and the legally binding commitment undertaken by the Union of Soviet Socialist Republics on 14 June 1991. Specifically, the conventional armaments and equipment in the categories limited by the Treaty shall be notified as part of the Soviet holdings and shall count towards the Soviet reduction liability. 18 October 1991.

[TRANSLATION – TRADUCTION]

1. Déclaration formulée le 14 juin 1991 ad referendum au nom du Gouvernement du Royaume d'Espagne par le représentant de l'Espagne dans le cadre de la négociation FCE :

Le Gouvernement du Royaume d'Espagne convient par la présente que la déclaration de ce jour faite par le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques offre une base satisfaisante pour avancer sur la voie de la ratification et de l'application du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe du 19 novembre 1990 (le Traité).

La déclaration susmentionnée du Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques comme la présente émanant du Gouvernement du Royaume d'Espagne seront juridiquement et également contraignantes, et entreront simultanément en vigueur avec le Traité dont elles adopteront la durée.

2. Déclaration du représentant du Royaume d'Espagne au sein du Groupe consultatif commun :

Le représentant du Royaume d'Espagne au sein du Groupe consultatif commun déclare que, conformément à la déclaration juridiquement contraignante de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, tous les armements et équipements conventionnels des catégories définies par l'article II du Traité, présents ou postérieurs au 19 novembre 1990 sur les territoires d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie, seront considérés comme étant soumis à toutes les dispositions du Traité, de ses documents complémentaires et de l'engagement juridique pris par l'Union des Républiques socialistes soviétiques le 14 juin 1991. Concrètement, les armements et équipements conventionnels des catégories limitées par le Traité seront notifiés comme faisant partie de la dotation soviétique. Il en sera tenu compte pour l'obligation soviétique de réduction des quantités. Le 18 octobre 1991.

TURKEY TURQUIE

[TURKISH TEXT – TEXTE TURC]

" Antlaşma'nın II nci maddesinin (1) numaralı paragrafının (B) bendi ile V inci maddesinin (1) numaralı paragrafının (A) bendi hükümlerinde yer alan, Antlaşma'nın taraf devletlerin tüm adaları dahil, Avrupa'daki bütün topraklarını kapsadığı ifadeleri veya Antlaşma'nın herhangi bir başka hükmü, Doğu Ege Adaları'nın, 1914 Altı Devlet Kararı, 1923 Lozan Barış Antlaşması, 1923 Lozan Boğazlar Mukavelenamesi ve 1947 Paris Barış Antlaşması ile tesis edilmiş olan silahsızlandırılmış statülerini değiştirdiği, sona erdirdiği veya herhangi bir şekilde etkilediği anlamına gelmemektedir."

[TRANSLATION – TRADUCTION][1]

The provision contained in Article II/1/B and Article V/1/A of the Treaty that the Treaty covers the entire land territory in Europe, including all the European island territories of the States Parties, or any other of its provisions do not alter, terminate or affect in any way the demilitarized status of the Eastern Aegean Islands established by the 1914 Decision of the Six Powers, 1923 Lausanne Peace Treaty, 1923 Lausanne Convention on the Straits and 1947 Paris Peacy Treaty.

[TRANSLATION – TRADUCTION]

La disposition contenue à l'article II/1/B et à l'article V/1/A du Traité stipulant que le Traité couvre l'ensemble du territoire terrestre en Europe, notamment l'ensemble des territoires insulaires européens des États parties, ou toute autre de ses dispositions, n'altère, n'annule ou n'affecte en aucune manière le statut démilitarisé des îles de la mer Égée orientale établi en 1914 par la Décision des six puissances, par le Traité de Paix de Lausanne de 1923, par la Convention de Lausanne de 1923 concernant les Détroits et par le Traité de Paix de Paris de 1947.

[1] Translation supplied by the Turkish Government – Traduction fournie par le Gouvernement turc.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم . استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.

Printed at the United Nations, New York

09-60199—December 2010—325

ISSN 0379-8267

Sales No. TS2442

USD $35
ISBN 978-92-1-900433-7

53500

9 789219 004337

UNITED

NATIONS

TREATY

SERIES

Volume
2442

2007

I. Nos.
44001
(cont'd – suite)

RECUEIL

DES

TRAITÉS

NATIONS

UNIES